# CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DOUBS

## ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU 27 JUIN 2022

I - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SESSION DU 28 MARS 2022 – *Examen par l'ensemble des commissions*

II – RAPPORT D'ACTIVITE 2021 – *Examen par l'ensemble des commissions*

III – RAPPORTS BUDGETAIRES

| N° du rapport | Politiques publiques |
|---|---|
| Commission 4 | |
| 401 | Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2021 |
| 402 | Compte administratif 2021 |
| 403 | Affectation du résultat de l'exercice 2021 sur 2022 |
| 404 | Décision modificative n° 1 de 2022 - *Examen par l'ensemble des commissions* |

IV – RAPPORTS PONCTUELS

| N° du rapport | Politique publique | Axe | Champ | Objet/Action |
|---|---|---|---|---|
| Commission 1 | | | | |
| 101 | Autonomie des PA et des PH, et transports adaptés | | | Feuille de route stratégique et opérationnelle de la Convention pluriannuelle relative aux relations entre la CNSA et le Conseil départemental du Doubs |
| 102 | Autonomie des PA et des PH, et transports adaptés | | | Actualisation de la programmation des projets d'habitat inclusif |

| Commission 3 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 301 | Mobilités et infrastructures | Structuration des voies cyclables | | Itinéraires cyclables d'intérêt départemental et déploiement de « systèmes vélo » dans les bourgs-centres |
| 302 | Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières | Accompagnement des projets locaux | Contractualisations de territoire et soutien aux projets locaux | Mise en œuvre des contrats P@C 2022–2028 |
| 303 | Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières | Accompagnement des projets locaux | Contractualisations de territoire et soutien aux projets locaux | Partenariat avec le Rectorat et la Banque des territoires pour la mise en œuvre du dispositif « Territoires Numériques Educatifs » (TNE) dans le Doubs sur la période 2022-2024 |
| 304 | Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières | Sécurité des biens et des personnes | Contribution financière au SDIS | Convention de partenariat avec le Service départemental d'Incendie et de secours (SDIS) pour la période 2022-2024 |
| 305 | Tourisme | Développement de l'offre et de l'attractivité touristique | Aide à l'émergence de projets | Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2021 |
| 306 | Tourisme | Développement de l'offre et de l'attractivité touristique | Soutien à l'aménagement et à l'attractivité | Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) : projet 2022-2025 d'accélération de la transition climatique (PAcT) de la station de Métabief Mont d'Or et du site de sauts à skis de Chaux-Neuve |
| Commission 4 | | | | |
| 405 | Modernisation de l'action publique | Expertise juridique | Sécurisation juridique | Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental |
| 406 | Ressources humaines | | | Ressources humaines - Adaptation des moyens et règlement de formation |
| 407 | Ressources humaines | Politique salariale et gestion des carrières | | Mise à disposition d'un agent |

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport |
|---|---|
| | Commissions : 1 à 4 |
| | Timbre : DGS / DMAP |

# Objet : Approbation du procès-verbal de la session du 28 mars 2022

Conformément à l'article L. 3121-13 du code général des collectivités territoriales, *« le procès-verbal de chaque séance, rédigé par un des secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le président et le secrétaire ».*

Aussi, je vous invite à approuver le procès-verbal de la session du 28 mars dernier tel qu'il figure en annexe au rapport, signé conjointement par Mme la Présidente du Département et Mme MAILLARD, Secrétaire de ladite séance.

Ce document s'apparente au compte-rendu intégral des délibérations, reprenant l'ensemble des interventions (débats in-extenso) et les résultats des votes des rapports.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 3121-13 ;

Vu le rapport présenté sous le timbre : DGS/DMAP ;

Vu l'avis des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème commissions ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental approuve le procès-verbal de la session du 28 mars dernier tel qu'il figure en annexe au rapport, signé conjointement par Mme la Présidente du Département et Mme MAILLARD, Secrétaire de ladite séance.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# ANNEXE AU RAPPORT

## Procès-verbal de la session du 28 mars 2022

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport |
|---|---|
| | Commissions : 1 à 4 |
| | Timbre : DGS / DMAP |

# Objet : Rapport d'activité 2021

L'article L 3121-21 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que la Présidente du Conseil départemental rend compte chaque année, par un rapport spécial, de l'activité des différents services du Département.

Figure en annexe le rapport d'activité 2021 du Département du Doubs.

Ce document répond à un souci de transparence et de lisibilité de l'action de la collectivité départementale, en proposant un tour d'horizon complet des réalisations et de l'avancée des chantiers du Département au cours de l'année écoulée.

Au-delà de l'exercice réglementaire, ce rapport, structuré selon la segmentation stratégique des politiques publiques approuvée lors du vote du BP 2017, permet de mesurer l'état d'avancement du projet départemental C@P25, mis en œuvre au service des habitants et des territoires du Doubs depuis son adoption en mars 2016.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales article et notamment son article L 3121-21 ;

Vu le rapport **n°** présenté sous le timbre **: DGS / DMAP**;

Vu l'avis des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème commissions ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental prend acte de la communication du rapport d'activité 2021.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# ANNEXE AU RAPPORT

## Rapport d’activité 2021

# 2021
# RAPPORT D'ACTIVITÉ DÉPARTEMENT DU DOUBS

www.doubs.fr

Doubs
le Département

# SOMMAIRE


Agenda des principaux évènements 2021 ..... 4

**SOLIDARITÉS HUMAINES** ..... **7**

Autonomie ..... 8

Enfance-famille ..... 12

Insertion ..... 16

Habitat - logement ..... 19

Développement social ..... 22

**DÉVELOPPEMENT HUMAIN** ..... **24**

Collèges ..... 25

Action culturelle ..... 30

Lecture ..... 33

Archives départementales et patrimoines culturels départementaux ..... 36

Sport et éducation populaire ..... 38

**DYNAMIQUE TERRITORIALE** ..... **41**

Routes ..... 42

Développement numérique du territoire ..... 46

Développement territorial ..... 49

Environnement - trame verte et bleue ..... 53

Espace rural et périurbain ..... 56

Tourisme ..... 59

Transports ..... 61

**EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** ..... **62**

Modernisation de l'action publique ..... 63

Ressources humaines ..... 67

Bâtiments et moyens généraux ..... 71

Compte administratif 2020 ..... 75

# 2021
# Continuité & dynamisme

2021 fut une année importante pour notre collectivité, une année électorale qui a renouvelé la confiance des Doubiens en l'équipe que je préside. Ainsi, la majorité poursuit, sereinement et avec dynamisme, son engagement pour les habitants.

Ainsi, 2021 est une année qui a vu l'avancée de nombreux projets d'envergure, et parmi eux je voudrais retenir la création de la Maison de l'habitat, le lancement d'un plan d'envergure de 12 M€ pour l'enfance, le début des travaux du nouveau collège de Bethoncourt, la création du Parc naturel régional du Doubs Horloger ou encore la tenue des rencontres de la Stratégie de l'Union européenne pour la région Alpine à Frasne et Métabief.

Une année rythmée par de belles manifestations, le second forum « Partageons nos sports », la 5e Saison numérique, la 3e édition de « Patrimoines communs », l'exposition « Courbet-Picasso, Révolutions ! » à Ornans, le 1er « slowUp  Vallée de l'Ognon », le Carrefour des collectivités à Micropolis, des évènements sportifs de grande envergure sur tout le département…

Une année marquée à nouveau par la crise sanitaire qui nous a contraints à nous adapter, à inventer de nouveaux dispositifs, comme l'organisation de la vaccination des personnes âgées des résidences autonomie, la mobilisation du SDIS pour le grand centre de vaccination à Micropolis, ou encore le prêt massif de tablettes aux collégiens lors des confinements, le renouvellement de l'opération « Billets Doubs » pour venir en aide aux acteurs du tourisme.

Notre collectivité est en action, ce rapport d'activité en est la transcription. Il est le reflet fidèle de réalisations qui sont le fruit d'une collaboration étroite entre notre volonté politique et le professionnalisme des 2 317 agents du Département que je tiens particulièrement à saluer. Grâce à chacun d'eux, notre collectivité s'adapte aux grands défis de notre temps, développe le télétravail, agit en faveur de l'égalité femmes-hommes, du développement durable…

Ensemble, nous faisons vivre les solidarités, c'est la mission d'importance que nous continuerons de porter ; le défi que, collectivement, nous continuerons de relever.

*Christine BOUQUIN*
*Présidente du Département du Doubs*

# COMPOSITION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

## au 31 décembre 2021

*Issue du renouvellement du Conseil départemental de juillet 2021*

### PRÉSIDENTE

**Mme Christine BOUQUIN** (canton de Maîche)

### VICE-PRÉSIDENTS

**M. Ludovic FAGAUT** (canton de Besançon 5)
1er Vice-président chargé du retour à l'emploi, de l'insertion et de l'action sociale

**Mme Florence ROGEBOZ** (canton de Pontarlier)
2e Vice-présidente, chargée des mobilités et des infrastructures

**M. Philippe ALPY** (canton de Frasne)
3e Vice-président, chargé du développement territorial, de l'attractivité et des affaires européennes et transfrontalières,
Président de la 3e commission « Dynamique territoriale »

**Mme Béatrix LOIZON** (canton d'Ornans)
4e Vice-présidente, chargée de la gestion et de la préservation du patrimoine naturel, de la transition climatique et du tourisme

**M. Denis LEROUX** (canton de Morteau)
5e Vice-président, chargé de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, du développement et des usages du numérique
Président de la 1ère commission « Solidarités humaines »

**Mme Chantal GUYEN** (canton de Besançon 2)
6e Vice-présidente, chargée des collèges
Présidente de la 2e commission « Développement humain »

**M. Jean-Luc GUYON** (canton de Montbéliard)
7e Vice-président, chargé du sport, de la culture, de la jeunesse, de la lecture publique et des archives départementales

**Mme Patricia LIME-VIEILLE** (canton de Valdahon)
8e Vice-présidente, chargée de l'enfance et de la famille

**M. Serge RUTKOWSKI** (canton de Besançon 3)
9e Vice-président, chargé des ressources humaines, des bâtiments et des moyens généraux

**Mme Jacqueline CUENOT-STALDER** (canton de Morteau)
10e Vice-présidente, chargée de l'habitat et du logement

**M. Olivier BILLOT** (canton d'Ornans)
11e Vice-président, chargé de la gestion et de l'optimisation financière
Président de la 4e commission « Efficience et ressources internes »

## CONSEILLERS DÉLÉGUÉS

**Mme Priscilla BORGERHOFF** (canton de Montbéliard)
Conseillère départementale déléguée à la jeunesse, à la citoyenneté et à l'éducation populaire
**Mme Marie-Paule BRAND** (canton de Bavans)
Conseillère départementale déléguée à l'espace rural et périurbain
**Mme Valérie MAILLARD** (canton de Besançon 5)
Conseillère départementale déléguée au handicap
**M. Romuald VIVOT** (canton de Pontarlier),
Conseiller départemental délégué à la modernisation de l'action publique

## AUTRES MEMBRES
*(par ordre alphabétique)*

**M. Frédéric BARBIER** (canton de Valentigney)
**M. Bruno BEAUDREY** (canton de Bavans)
**M. Damien CHARLET** (canton d'Audincourt)
**Mme Monique CHOUX** (canton Besançon 1)
**Mme Christine COREN-GASPERONI** (canton d'Audincourt)
**M. Claude DALLAVALLE** (canton de Baume-les-Dames)
**Mme Marie-Laure DALPHIN** (canton de Besançon 3)
**Mme Marie-Christine DURAI** (canton de Baume-les-Dames)
**Mme Magali DUVERNOIS** (canton de Bethoncourt)
**Mme Jeanne HENRY** (canton de Besançon 4)
**Mme Annick JACQUEMET** (canton de Saint-Vit)
**M. Raphaël KRUCIEN** (canton de Besançon 6)
**Mme Géraldine LEROY** (canton de Besançon 6)
**M. Thierry MAIRE DU POSET** (canton de Saint-Vit)
**M. Albert MATOCQ-GRABOT** (canton de Bethoncourt)
**M. Christian METHOT** (canton de Maîche)
**Mme Géraldine TISSOT-TRULLARD** (canton de Frasne)
**M. Georges UBBIALI** (canton de Besançon 4)
**M. Thierry VERNIER** (canton de Valdahon)
**M. Michel VIENET** (canton de Besançon 2)
**Mme Martine VOIDEY** (canton de Valentigney)
**M. Aly YUGO** (canton Besançon 1)

# CALENDRIER 2021 DES TRAVAUX DES ASSEMBLÉES

***437 délibérations en Conseil départemental et en Commission permanente***

## Conseil départemental en 2021 : 8 sessions (102 délibérations)

*Avec pour rapports emblématiques*

- **29 mars** *(8 délibérations)* : Plan Départemental pour l'insertion et pour l'emploi - point d'étape février 2021 ; Initiative départementale face aux vulnérabilités de l'enfance et de la jeunesse
- **31 mai** *(7 délibérations)* : Rapport d'activité 2020 du Département ; Compte administratif 2020 ; Décision modificative n°1 de 2021 ; Mise en place du nouveau programme d'aide aux territoires en faveur du développement des infrastructures cyclables
- **Renouvellement du Conseil départemental**
  - **1er juillet** (7 délibérations) : Elections de la Présidente et des membres de la Commission permanente ; Charte de l'élu local
  - **15 juillet** (7 délibérations) : Commissions internes ; Règlement intérieur du Conseil départemental ; Délégations à Mme la Présidente et à la Commission permanente
  - **30 août** (1 délibération) : Représentations du Conseil départemental au sein des commissions et des organismes extérieurs
- **27 septembre** (14 délibérations) : Décision modificative n°2 de 2021 ; Extension de l'offre d'accueil et des moyens de prévention en matière de protection de l'enfance ; Rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes - exercices 2015 et suivants
- **25 octobre** *(4 délibérations)* : Orientations budgétaires 2022 ; Dotations de fonctionnement des collèges publics ; Participation à la restauration collective
- **Réunion budgétaire de décembre 2021, 13 et 14 décembre** *(54 délibérations)* : Budget primitif (BP) 2022 ; Rapports sur la situation du Département en matière d'égalité femmes-hommes et de développement durable

## Commission permanente en 2021 : 7 sessions (335 délibérations)

***22 février*** *(59 délibérations),*
***29 mars*** *(43 délibérations)*
***26 avril*** *(26 délibérations)*
***31 mai*** *(61 délibérations)*
***27 septembre*** *(73 délibérations)*
***25 octobre*** *(26 délibérations)*
***22 novembre*** *(47 délibérations)*

# Agenda 2021
## DES PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS

### JANVIER

- Création de la Maison de l'habitat du Doubs
- Le Pays de Sancey-Belleherbe : premier territoire totalement fibré du Doubs
- Remise des Vélos à assistance électrique aux agents du Département dans le cadre du Plan de mobilité durable 2021-2024 et de la nouvelle politique cyclable départementale
- Second forum « Partageons nos sports » à l'Hôtel du Département avec comme invité d'honneur Michaël Jérémiasz, quadruple médaillé d'or paralympique en handi-tennis

### FÉVRIER

- Visite de Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, à la salle polyvalente de Dannemarie-sur-Crête
- Début de la 2e édition du Défi cubes énergie dans les collèges
- Conférence de presse en distanciel pour le lancement de la 5e édition de la « Saison numérique »
- Opération Agrilocal à la ferme Maugain

### MARS

- Mobilisation du Département pour la vaccination des personnes âgées des résidences autonomie ; premières doses à la Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie (MARPA) d'Amancey
- Journée internationale des droits des femmes : message « Toutes essentielles » affiché sur la façade de l'Hôtel du Département
- Rencontres de la Stratégie de l'Union européenne pour la région Alpine (SUERA) à Frasne et Métabief sur le thème de la transition climatique pour le secteur de la montagne
- Assemblée départementale avec hommage à Georges Gruillot, Président du Département du Doubs pendant 17 ans, décédé début mars

### AVRIL

- Prêt de tablettes aux collégiens, suite à la fermeture des écoles, collèges et lycées, en raison de l'épidémie
- **Inauguration du pont de Sornay, entre Jallerange (Doubs) et Sornay/Banne (Haute-Saône) sur la RD 458**
- Lancement du nouveau site internet de Doubs tourisme
- Signature de l'accord-cadre avec l'Agence de l'eau
- Début des travaux du futur collège de Bethoncourt

### MAI

- Simulation du Parlement européen avec des élèves du collège Jean-Jaurès de Saint-Vit, à l'occasion du « Joli mois de l'Europe »
- Signature de l'accord départemental de relance avec Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics
- Réouverture de la ferme Courbet à Flagey et lancement de l'exposition « Courbet caricaturé »

- Déménagement du Centre médico-social (CMS) de la Chiffogne dans les locaux de la maternité de l'ancien hôpital de Montbéliard, désormais nommé Centre médico-social des Hauts du Miémont

## JUIN

- **Inauguration des modules inclusifs au Parc de la Gare d'Eau**
- Assemblée de mi-mandat du Conseil départemental des jeunes
- Élections départementales
- Lancement des « Billets Doubs » saison 2
- Finale du challenge sécurité routière inter-collèges à la Saline royale d'Arc-et-Senans
- Installation de l'ebikeport en face de l'Hôtel du Département

## JUILLET/AOÛT

- **Assemblée départementale d'installation des nouveaux élus ; réélection de Christine Bouquin à la présidence de la collectivité**
- Vernissage de l'exposition « Courbet - Picasso Révolutions ! » au musée Courbet rénové
- Agrilocal : rencontre des cuisiniers des collèges avec les producteurs locaux à Bavans et formation au collège de Bethoncourt
- 3e édition de « Patrimoines Communs » avec Napoléon Maddox à Sancey et Belvoir
- « Lux Salina », le spectacle de sons et lumières de retour à la Saline

## SEPTEMBRE

- Journée « assistantes familiales » à Besançon avec l'atelier de prévention des accidents domestiques « maison géante »
- Les courses cyclistes à l'honneur : 1e édition de Classic Grand Besançon Doubs (anciennement Grand prix de Marchaux) et 36e édition du Tour du Doubs avec la présence de Thibaut Pinot
- Création par décret ministériel du Parc naturel régional du Doubs Horloger
- 1ère édition du « slowUp Vallée de l'Ognon » organisé en partenariat avec le Département de la Haute-Saône et les communautés de communes concernées
- Début de l'exposition photographique « Zooms » aux Archives départementales, qui témoigne de la vie d'une famille du Doubs des années 1920 à 1960
- 9e édition du Carrefour des collectivités locales à Micropolis
- 5e édition des « Résidences d'artistes »

## OCTOBRE

- Pose des nouveaux panneaux « pneus hiver obligatoires » sur les routes départementales concernées
- Exposition « L'air à la loupe » organisée dans le hall de l'Hôtel du Département, en partenariat avec l'association ATMO Bourgogne Franche-Comté, à l'occasion de la Journée nationale sur la qualité de l'air
- Signature avec Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles, au Centre médico-social de Besançon-Planoise, du Contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance
- Les sapeurs-pompiers du Doubs et une start-up bisontine remportent le premier et le deuxième prix de l'innovation au Congrès national des sapeurs-pompiers de France

## NOVEMBRE

- Travaux sur l'Espace naturel sensible de la commune du Bizot (coloration dans les eaux souterraines)
- Visite dans le Doubs d'Elisabeth Borne, ministre du Travail, de l'emploi et de l'insertion
- Exposition « Ensemble contre les violences faites aux femmes » proposée par la Médiathèque départementale dans le hall de l'Hôtel du Département
- 8e manche de la Coupe du monde de cyclocross, à la Malcombe Besançon

## DÉCEMBRE

- Réunion du Comité des tunnels, instance réunissant le Centre d'études des tunnels et les collectivités gestionnaires des ouvrages
- Vote du Budget primitif 2022
- Lancement des travaux du Campus de l'Université de Besançon, transformation d'envergure soutenue par le Département dans le cadre des contrats P@C (Porter une action concertée)
- **Début des expositions « Un atelier à soi » au musée Courbet et « Peindre la femme vraie » à la ferme de Flagey**
- Les « Lauriers des collectivités du Doubs » récompensent le Département pour les modules inclusifs

# SOLIDARITÉS HUMAINES

## Accompagner les habitants du Doubs à tous les âges de la vie

Les solidarités humaines demeurent l'un des fondements de l'action départementale, notamment en faveur de l'enfance, de la famille, des personnes âgées, des personnes handicapées et de toutes celles et ceux qui sont confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.
À travers le projet départemental C@P25, la collectivité accompagne les usagers, tout en les rendant acteurs de leur projet de vie.

**288,3 M€ en 2021**
soit 50,3 % des dépenses totales

### EN QUELQUES CHIFFRES

- **4 778** places en établissements pour personnes âgées
- **7 030** bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile au 31/12/2021
- **2 100** places en établissements pour personnes handicapées
- **4 440** bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap (PCH)
- **1 584** enfants confiés au 31/12/2021
- **12 650** foyers allocataires du Revenu de solidarité active (RSA)
- **78,8 M€** mobilisés au titre de l'allocation RSA
- **109** logements conventionnés financés par le Département
- **3 183** ménages soutenus au titre du Fonds de solidarité pour le logement (FSL)

# AUTONOMIE

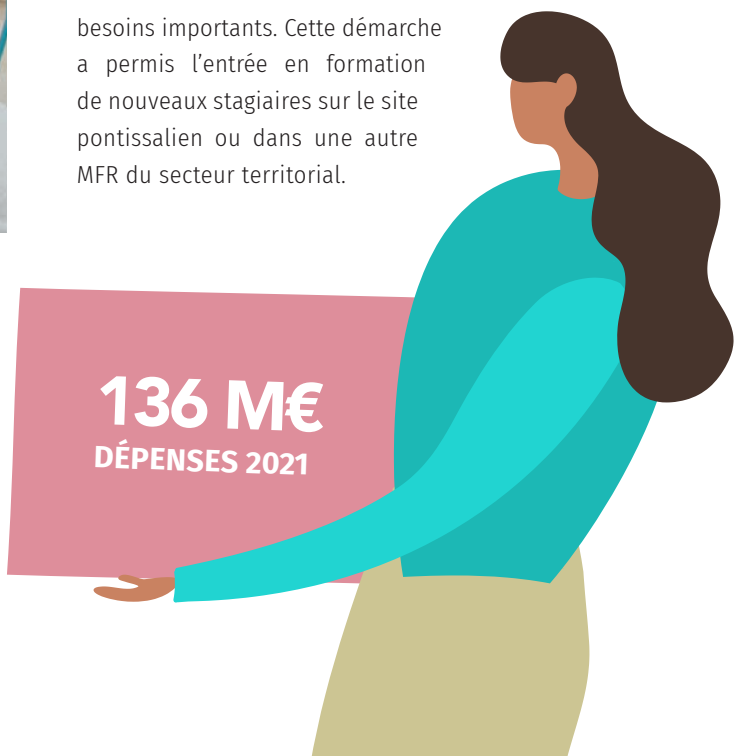
## ZOOM SUR 2021

*Formation à la MFR de Pontarlier*

> PERSONNES ÂGÉES

### Une expérimentation pour améliorer la formation des futures aides à domicile

Dans le cadre de la plateforme régionale dédiée aux métiers de l'aide à la personne, le Service autonomie de Pontarlier de la Direction de l'autonomie et le Service action sociale/logement/insertion de la Direction territoriale des solidarités humaines du Haut-Doubs (DTSHHD) ont mené ensemble une campagne de promotion de la formation professionnelle « service à la personne / assistant(e) de vie aux familles » auprès des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA). Cette formation, proposée par la Maison familiale rurale (MFR) de Pontarlier, est destinée à former les futurs aides à domicile et assistants de vie aux familles dans un secteur de travail en tension et avec des besoins importants. Cette démarche a permis l'entrée en formation de nouveaux stagiaires sur le site pontissalien ou dans une autre MFR du secteur territorial.



> PERSONNES ÂGÉES

## Un soutien à l'Habitat inclusif

Le Département s'est engagé dans le développement de l'Habitat inclusif, solutions d'habitat intermédiaire entre le domicile et l'Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), destinées aux personnes âgées et handicapées qui font le choix d'un mode d'habitation regroupée. Une centaine de logements est visée dans un premier temps. Pour ce faire, un accord entre la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), l'Etat et le Département a été signé le 31 décembre 2021 et une Conférence des financeurs de l'Habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées installée. Le Département interviendra en versant une aide permettant de financer l'animation du lieu de vie (6 000 € en moyenne par habitant et par an) et en aidant les porteurs de projet d'Habitat inclusif en investissement (aide à l'ingénierie et en équipement du logement).

> PERSONNES HANDICAPÉES

## La mise en place d'une nouvelle prestation pour les parents bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap

Une nouvelle prestation de compensation à destination des parents a été mise en place. Elle consiste, pour les personnes en situation de handicap, à financer les dépenses supplémentaires liées à leur situation lorsqu'elles deviennent parents : forfait mensuel versé jusqu'au 7e anniversaire de l'enfant, et forfait pour l'acquisition d'aides techniques, versable à la naissance, aux 3 et 6 ans de l'enfant.

> ACTIONS MUTUALISÉES
PERSONNES ÂGÉES - PERSONNES HANDICAPÉES

## Des mesures en faveur de l'attractivité des métiers

Une revalorisation de la rémunération des salariés du secteur de l'aide à domicile a été actée en fin d'année et le Département a fait le choix d'étendre la mesure nationale à l'ensemble des salariés des prestataires en Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM), secteurs public et privé. Pour les prestataires hors CPOM, le passage du tarif socle de 18,25 € à 22 € permet de neutraliser l'impact d'une augmentation des salaires des aides à domicile pour les bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la Prestation de compensation du handicap (PCH). En parallèle et en anticipation de futures mesures nationales (suites du « Ségur de la santé »), des mesures ont également été prises pour favoriser l'attractivité des métiers des salariés des établissements accueillant des personnes porteuses de handicap, représentant une hausse de 100 € net par salarié concerné.

# 2021, C'EST AUSSI :

- 3 192 décisions relatives aux demandes d'APA à domicile traitées (1ères demandes et demandes de révision)
- **La poursuite du financement des projets d'investissement dans les EHPAD, afin d'améliorer les conditions d'accueil des personnes âgées**
- L'arrivée d'un référent Sport pour les personnes en situation de handicap et la mise en œuvre de rencontres avec celles désirant pratiquer une activité sportive
- Le financement de nombreux ateliers « prévention » à destination des personnes âgées, comme par exemple :
  - Des ateliers de gymnastique adaptée
  - Des ateliers d'initiation à l'outil numérique
  - Des actions de soutien en faveur des aidants, comme la création d'un chatbot
  - La création de parcours de santé en extérieur dans différents EHPAD

# PAROLES D'AGENT

## Adrien

**Référent Sport pour les personnes en situation de handicap souhaitant pratiquer une activité sportive**

*« Mon rôle est de faire le lien entre les personnes en situation de handicap et les dispositifs existants. Je rencontre les personnes pour identifier leurs objectifs, mais aussi les freins auxquels elles peuvent être confrontées. Ensuite, je conseille et j'oriente vers la structure la plus adaptée. À terme, l'ambition est de construire un projet personnalisé et adapté. Je m'appuie sur un réseau de structures susceptibles de proposer des solutions. Je pense notamment aux comités handisport et sport adapté, au comité paralympique sportif français et au Réseau sport-santé. Je peux aussi m'appuyer sur des clubs de sport « classiques » qui œuvrent dans l'inclusion des personnes en situation de handicap. Des passerelles avec les établissements et services médico-sociaux sont aussi envisagées. »*

# CHIFFRES-CLÉS

**60,4 M€** **de dépenses de fonctionnement** en faveur des personnes âgées

**7 030** **bénéficiaires d'APA à domicile** au 31/12/2021, dont 60 % en GIR 4

**3 123** **nouvelles demandes d'APA** à domicile reçues

**4 440** **bénéficiaires de PCH** et **302** **bénéficiaires de l'Allocation compensatrice tierce personne** (ACTP)

**730 000 €** **de dépenses d'investissement** à destination des EHPAD

**4 778** **places** en établissement pour personnes âgées

**3 714** **bénéficiaires de l'APA** en établissement

**1 890** **bénéficiaires de l'Aide sociale à l'hébergement** (ASH)

**1 400** **heures de services ménagers** financées (**214** bénéficiaires)

**74,3 M€** **de dépenses de fonctionnement** en faveur des personnes handicapées

**3,8** **mois de délai de traitement d'une demande** par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)

**2 100** **places en établissement** pour personnes handicapées

**1 104 542 €** **de dépenses de fonctionnement** pour les actions de prévention en faveur des personnes âgées

**76** **projets financés** dans le cadre de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie

**166** **personnes ayant bénéficié d'une aide** pour acheter du matériel qui compense leurs difficultés quotidiennes

# ENFANCE-FAMILLE

## ZOOM SUR 2021

*Signature avec Adrien Taquet, secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles, du Contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance*

> GOUVERNANCE ET STRATÉGIE

### Le Département s'engage dans la Stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance

Les travaux engagés avec l'Etat depuis 2018, dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, ont été poursuivis en 2021 par une contractualisation avec l'État au titre de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (SNPPE). Celle-ci vise à garantir les mêmes chances et les mêmes droits à tous les enfants et s'articule autour de quatre engagements :

- Agir le plus précocement possible pour répondre aux besoins des enfants et de leurs familles
- Sécuriser les parcours des enfants protégés et prévenir les ruptures
- Donner aux enfants les moyens d'agir et garantir leurs droits
- Préparer leur avenir et sécuriser leur vie d'adulte, en complémentarité avec la mesure de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté visant à mettre fin aux sorties de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) sans solution

La SNPPE enrichit le dispositif existant par la mise en œuvre de nouvelles actions concrètes qui renforcent l'accès à la prévention en santé de tous les enfants et permettent l'adaptation des réponses aux besoins des enfants dans les territoires.

> PROTECTION DE L'ENFANT

## L'adaptation de l'offre pour répondre aux besoins de placement

Des ouvertures de nouvelles places dans les établissements du Doubs ont apporté des réponses pour sécuriser l'accueil d'enfants en attente de placement. Ainsi, en 2021, ont été créés 34 places en Maisons d'enfants à caractère social (MECS), 40 nouveaux mandats en Placement éducatif à domicile (PEAD) et 35 places dans les dispositifs dédiés aux Mineurs non accompagnés (MNA) ; à cela s'ajoutent des mesures visant à adapter et réguler l'offre départementale d'accompagnement et d'accueil telles que la création d'un Service MNA. Enfin, les équipes de terrain de la collectivité ont été formées et accompagnées à la création et à l'utilisation d'une boîte à outils pour mieux préparer l'autonomie des jeunes sortants de l'ASE.

> PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

## Développement des missions de prévention précoce

La contractualisation dans le cadre de la SNPPE a permis de recentrer les missions de la Protection maternelle et infantile (PMI) sur le cœur de ses différents métiers. Si le Plan pauvreté a amorcé cette tendance pour la pratique des infirmiers et puéricultrices de PMI, cette nouvelle contractualisation impacte positivement les activités des sages-femmes, des médecins et des psychologues. Ainsi, les missions de prévention précoce, de la grossesse jusqu'à l'école maternelle, en passant par la consultation infantile, ont été développées tant qualitativement que quantitativement, par des moyens renforcés et des actions innovantes : formations dispensées aux professionnels, informatisation des missions PMI pour faciliter le repérage des problématiques, recrutements d'éducateurs de jeunes enfants, dégagement de missions par l'externalisation des évaluations des demandes d'agréments assistants maternels...

# 2021, C'EST AUSSI :

- La mise à disposition, dans le cadre d'un protocole, d'un travailleur social de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) à la Cellule départementale de recueil des informations préoccupantes (CRIP) pour apporter son expertise dans le domaine judiciaire et du public spécifique des adolescents qui sont à la frontière entre les Services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et ceux de la PJJ

- Le soutien à la création de l'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance (ADEPAPE 25) ayant pour mission de porter la voix des enfants accueillis par l'Aide sociale à l'enfance et d'apporter du soutien au démarrage dans la vie d'adulte aux jeunes venant de sortir de l'ASE du fait de leur majorité

- L'orientation de l'action du médecin référent en protection de l'enfance, suite à la situation sanitaire liée au COVID-19, vers la promotion, auprès des parents et des agents des Pôles enfants confiés, de la vaccination contre le COVID-19 des enfants de 12 ans et plus et sa mise en œuvre. Les réponses ont été positives pour la majorité des familles

- Sur le secteur Bisontin :
  - Le travail mené sur la couronne Est pour l'accueil en crèche des enfants de familles en difficulté ou en situation de vulnérabilité, dans le cadre du soutien à la parentalité, de l'accompagnement à l'éveil de l'enfant et de l'observation du développement de l'enfant
  - L'action collective « Trucs et astuces de parents » sur le quartier Montrapon Saint-Claude, qui permet de travailler le soutien et l'accompagnement à la parentalité
  - La journée « assistants familiaux » avec l'atelier de prévention des accidents domestiques (« maison géante »)
  - **L'action collective « Portés par la danse » au Pôle enfants confiés, qui propose un travail autour du lien mère/enfant et assistants familiaux/enfant de manière différente : d'une part grâce à l'aide d'une médiation corporelle, la danse, et d'autre part à partir du groupe**
  - La finalisation du « passeport autonomie » et le jeu « dilemme » destinés à apprendre la gestion du budget

- Sur le secteur de Montbéliard :
  - Une action collective « s'occuper de soi pour mieux s'occuper des enfants » auprès de mamans, en collaboration avec le Programme de réussite éducative de Montbéliard et une sophrologue

  - La mise en place de tutorat entre assistants familiaux, dans le cadre d'un dispositif expérimental : il s'agit d'un soutien apporté par un assistant familial chevronné, complémentaire à l'accompagnement par le référent professionnel déjà existant. L'objectif de cette expérimentation est de lutter contre l'isolement inhérent au métier du fait de son exercice à domicile et par la « pair-aidance » professionnelle, tout en favorisant le sentiment d'appartenance à un groupe.
  3 assistants familiaux ont prêté leur concours pour débuter cette action

  - **Une action collective autour des violences faites aux femmes, portée par une assistante sociale**

- Sur le secteur du Haut-Doubs :
  - Séjour et week-end « supervisés », de nouvelles possibilités d'accueil des enfants, au-delà du placement classique, expérimentées par le Département : pour favoriser la rencontre entre un enfant placé et sa famille ou le répit familial, par l'accueil temporaire des enfants chez une assistante familiale
  - Répit pour les familles accompagnées : le Haut-Doubs innove et propose des accompagnements familiaux et l'accueil des enfants, temporairement, auprès d'une famille d'accueil
  - Action collective dans le cadre de l'Aide éducative à domicile (AED) : le séjour conte de l'été 2021

# PAROLES D'USAGER & D'AGENTS

## Pauline

**A été prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) à l'âge de 9 ans**

*« À la suite de difficultés familiales, j'ai eu un placement judiciaire d'urgence. J'ai alors été séparée de ma mère et placée dans une famille d'accueil. J'ai trouvé, suite à ce placement, une sécurité et un équilibre de vie, oscillant entre visites chez ma maman et ma nouvelle vie. L'Aide sociale à l'enfance m'a beaucoup apporté, santé, protection, éducation, réussite, et m'a permis de favoriser mon développement dans ma famille d'accueil. Grâce à cette dernière, j'ai réussi à me développer dans un environnement sain, avec beaucoup d'attention, pour m'aider à saisir cette chance qu'on nous tend, nous, enfants placés. Aujourd'hui j'ai 18 ans, et je suis heureuse et fière d'avoir évolué avec ce système, ainsi que d'avoir atteint mes premiers objectifs qui me garantissent un bon départ dans ma future vie d'adulte. En effet, avec tout ce que m'a offert ma famille d'accueil mais aussi l'ASE, j'ai décroché mon baccalauréat général, mon permis de conduire, et aujourd'hui je suis en première année de droit à la Faculté de Besançon. Avec cette seconde chance octroyée par l'ASE, je suis sur la bonne voie pour réaliser mon rêve, celui de devenir Juge des enfants. »*

## Katia et Ghislain

**Sont un couple d'assistants familiaux qui accueille cinq enfants**

*« C'est un métier qui demande un investissement personnel fort et le travail avec les agents du Département est primordial ! Ils sont disponibles, nous écoutent, nous font confiance et cet accompagnement est essentiel ! … Notre rôle est d'abord de réapprendre à ces enfants à vivre le noyau familial, avec ses règles, ses droits et ses devoirs ! »*

# CHIFFRES-CLÉS

**2 201 informations préoccupantes** reçues en 2021 (+ 12% par rapport à 2020)

**1 584 enfants confiés au 31/12/2021** (+ 4 % par rapport à 2020), dont **176 jeunes majeurs** (+ 5 % par rapport à 2020)

**278 MNA confiés au 31/12/2021** (- 12,5 % par rapport à 2020), dont **130** jeunes majeurs (+ 20 % par rapport à 2020)

**4 pupilles d'État adoptés** en 2021 et aucune adoption internationale en 2021 (1 adoption en 2020)

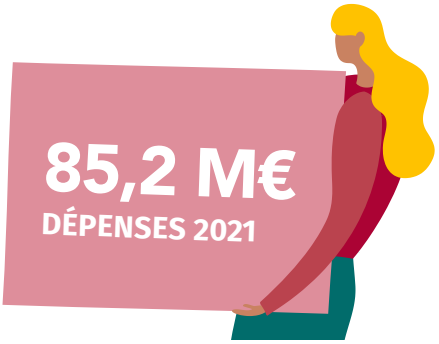
**1 516 consultations de femmes enceintes** (- 5 % par rapport à 2020)

**4 120 consultations d'enfants** de moins de 2 ans (+ 6 % par rapport à 2020)

**1 022 consultations planification** (+ 33 % par rapport à 2020)

**163 Établissements d'accueil de jeunes enfant**s (EAJE) pour **3 191** places (**11** ouvertures en 2021 ; + 7 % par rapport à 2020)

# INSERTION
## ZOOM SUR 2021




> GESTION DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

### Des plateformes d'accueil, d'information et d'orientation des bénéficiaires du RSA reconnues et optimisées

En 2021, 4 095 allocataires ont bénéficié d'un rendez-vous individuel dans ce cadre, avec les conseillers emploi formation insertion (CEFI), et ont été orientés pour 57,3 % vers un accompagnement professionnel, pour 30,3 % vers un accompagnement social au sein des Centres médico-sociaux (CMS) et pour 12,4 % vers une structure à laquelle le Département délègue l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

L'année 2021 s'est caractérisée par deux nouveautés en faveur de la mobilisation active des personnes en insertion :

- la possibilité pour les CEFI de prescrire directement sur les dispositifs d'insertion (parcours renforcés, insertion par l'activité économique, accompagnement global, formations pré-qualifiantes)
- la mise en place de la suspension administrative qui a renforcé de manière très significative la mobilisation des allocataires du RSA (77 % de taux de présence au rendez-vous d'accueil et d'orientation contre 55 % en 2020)

> EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE

### Un Département aux côtés des Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)

À la faveur du pacte ambition IAE, ainsi que du Fonds départemental d'insertion par l'activité économique (FDIAE+), le Département a accentué encore davantage sa politique volontariste en faveur des SIAE, acteurs majeurs et accélérateurs des parcours et du retour à l'emploi des personnes en insertion. Ainsi, en 2021, la collectivité s'est inscrite dans la dynamique de développement des SIAE :

- diversification de l'offre d'insertion de l'Association départementale du Doubs de sauvegarde de l'enfant à l'adulte (Addsea) à travers l'ouverture d'une e-recyclerie de jouets et d'un lavage écologique de véhicules
- ouverture de la recyclerie « Re Bon » sur Maîche issue d'une mobilisation multipartenariale (Préval, Communauté de communes du Pays de Maîche, Frip'Vie…) et dans une démarche d'économie circulaire
- ouverture de La Cafète à Bethoncourt issue d'une mutualisation entre acteurs (Frip'Vie, Centre de formation d'apprentis - CFA - Montbéliard) et dans une démarche de développement

*La Cafète à Bethoncourt*

> PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

## Des parcours renforcés et une offre de santé diversifiée

Les 3 parcours portés par les 6 opérateurs d'origine (SIAE Intermed/Ads – Ideis – CFB Besançon – MFR La Roche à Orchamps-Vennes – Cheops ARIS Cap Emploi), initiés en 2019 puis 2020, se sont poursuivis sur 2021 avec une mobilisation accrue.

En 2021, fort de cette expérience, et pour assurer un maillage territorial et répondre à une typologie nouvelle de publics, le Département a soutenu un nouveau parcours de « remobilisation » porté par la SIAE TRI à Quingey.

En complément, l'offre de santé à destination des publics en insertion a été enrichie par :

- Une offre d'accompagnement psychologique portée par un opérateur associatif et proposant aux équipes des CMS d'orienter des personnes en insertion vers un psychologue pour travailler sur les freins psychologiques au retour à l'emploi
- Une expérimentation au sein même de 5 SIAE du bassin bisontin soutenue par le Département du Doubs, en partenariat avec le centre hospitalier de Novillars

## 2021, C'EST AUSSI :

- Le lancement du Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) avec le recrutement de 5 animatrices locales et la réalisation d'un diagnostic territorialisé prenant appui sur les différents acteurs locaux de l'insertion et la consultation d'usagers
- Le maintien de la Prime départementale pour l'emploi (PDE), en réponse à la crise économique et sociale générée par la crise sanitaire. Pour la période de son instauration (2020-2021), cette action a enregistré 1 209 demandes et 805 bénéficiaires, pour un montant total de 402 500 €
- **Le développement et la pérennisation de l'atelier de transformation des invendus alimentaires sur Pontarlier, assuré par la Marmite Solidaire, permettant de réduire le gaspillage alimentaire, d'être le support d'activité pour les bénéficiaires des services sociaux et de les aider à la réinsertion professionnelle en leur proposant une activité régulière**
- La poursuite du soutien au développement des Conseils locaux en santé mentale et les dispositifs d'accompagnement spécifiques des personnes en situation de dépendance
- La poursuite du soutien départemental au développement des actions de mobilité avec La Roue de Secours sur Besançon et Montbéliard et ADS sur Valdahon

# CHIFFRES-CLÉS

**12 650 foyers allocataires RSA** (stabilité entre mars et novembre)

**1 140 travailleurs non-salariés bénéficiaires du RSA** (+ 30% par rapport à 2020) dont **300** orientés vers la Boutique de gestion et la Chambre des métiers et de l'artisanat

**2,6 M€ de fonds européens** mobilisés pour soutenir les opérateurs locaux

**420 bénéficiaires de la Prime départementale pour l'emploi** pour un montant de 210 000 €

**1 900 personnes** ayant bénéficié de l'accompagnement global

**1 100 salariés** dans les différentes structures d'Insertion par l'activité économique (IAE), dont **400** sorties positives (sorties vers l'emploi, formation)

**1 500 demandeurs d'emploi** ayant bénéficié d'une formation

Plus de **900 contrats aidés**

Près de **500 mesures d'accompagnement intensif**, **375** places disponibles en « parcours renforcés », **87** personnes bénéficiaires d'un accompagnement santé, dont **47** bénéficiaires du RSA

Plus de **29 000 heures d'insertion réalisées** **463** personnes mobilisées, dont **188** bénéficiaires du RSA

# PAROLES D'USAGER

## Céline

**Directrice de la recyclerie Re Bon**

Valoriser, réemployer et vendre des objets destinés initialement à être jetés, telle est la vocation de la recyclerie « Re Bon » de Maîche, qui permet à une clientèle d'accéder à des biens à moindre coût. Faute de trouver un local adapté, un bâtiment de 600 m² à énergie positive (bois local, panneaux photovoltaïques…) a été construit.

*« Notre démarche est globale et cohérente, sociale et environnementale, précise Céline. Nous n'avons d'ailleurs que du matériel (rayonnage, informatique…) issu de la récupération. »*

La structure offre également une deuxième chance à des personnes fragiles et éloignées de l'emploi, à travers ses activités de collecte, valorisation et vente. Aux côtés des trois permanents, dix salariés en contrat à durée déterminée d'insertion de deux ans travaillent ainsi aujourd'hui au sein de la recyclerie.

# HABITAT - LOGEMENT

## ZOOM SUR 2021

*« Logement d'abord » : rencontre avec les propriétaires-bailleurs*

> STRATÉGIE ET GOUVERNANCE

### Le lancement du Plan départemental de l'habitat (PDH)

Les travaux menés dans le cadre de l'Observatoire départemental de l'habitat ont permis au Département, en collaboration avec les agences d'urbanisme (AUDAB et ADUPM) et la Maison de l'habitat du Doubs, de réaliser des « portraits de territoire » à l'échelle de chaque intercommunalité, ainsi qu'une synthèse départementale. Ces documents constituent le volet diagnostic du PDH dont l'élaboration va se poursuivre sur toute l'année 2022.

> ACCÈS ET MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

### Le « Logement d'abord » renforcé en 2021

Le Département, engagé dans la mise en œuvre locale du plan national en faveur du « Logement d'abord » depuis 2018, intensifie son action sur les secteurs tendus en matière d'accès au logement. En confiant leur logement à l'agence sociale SOLIHA AIS, les propriétaires-bailleurs privés bénéficient déjà d'un « pack sécurisation » composé d'avantages fiscaux et financiers, ainsi que d'une gestion locative sécurisée par la garantie de loyers « Visale », et un accompagnement social adapté du locataire. Afin de renforcer ce dispositif sur une grande partie du Haut-Doubs (près de 30 communes concernées) et Besançon, le Département a obtenu un soutien de 340 000 € supplémentaires de la part de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) pour l'année 2021. Désormais, quand le logement se situe sur ces deux secteurs géographiques, les frais de gestion sont pris en charge par le Département, et une prime de 1 000 € par an est versée au bailleur pour un engagement sur six ans.

> DÉVELOPPEMENT ET AMÉLIORATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS À VOCATION SOCIALE

## Glère, une réhabilitation exemplaire en secteur frontalier

Accompagner les communes dans la réhabilitation de leur patrimoine immobilier est l'un des objectifs du Département, afin de proposer une offre de logements conventionnés qui répondent aux besoins des ménages de chaque territoire. Située en zone frontalière tendue en termes d'offres locatives, la commune de Glère souhaite attirer une famille ou un jeune couple, dès le début de l'été 2022. La maison communale atteindra 116 m² après travaux et sera intégralement rénovée pour réduire les déperditions énergétiques et garantir le niveau « Bâtiment basse consommation (BBC) Rénovation » : isolation par l'extérieur, chaudière aux granulés de bois, nouvelle toiture avec isolation biosourcée à la laine de bois… L'intérieur, redistribué, permettra la création de trois chambres, d'une nouvelle salle d'eau et d'une cuisine équipée. De quoi donner une nouvelle dimension à cette habitation. Sans l'appui du Département lui garantissant un taux minimum de 70 % de subventions publiques, ce projet n'aurait pu voir le jour.

*Soutien à la commune de Rigney*

# **2021,** C'EST AUSSI :

- Une dynamique relancée autour de la valorisation du contingent départemental de logements réservés accordée aux bailleurs sociaux en contrepartie des garanties d'emprunts. Le Département a revu son dispositif de mobilisation de ce contingent de 220 logements locatifs sociaux, en partenariat avec les différents bailleurs, pour optimiser son utilisation au service des ménages les plus fragiles. En complément, un travail de suivi systématique des situations les plus complexes a été mis en place
- L'arrivée de 2 nouvelles chargées de captation du parc privé au sein de SOLIHA AIS – agence immobilière sociale, dédiées respectivement aux secteurs bisontin et du Haut-Doubs (postes financés par l'État et le Département). Ces 2 commerciales ont pour mission de promouvoir le « Logement d'abord » auprès des bailleurs privés, afin qu'ils confient leurs logements en gestion à l'AIS
- L'accompagnement de la lutte contre la précarité énergétique : ainsi, 612 ménages du Doubs ont bénéficié en 2021 d'une aide aux travaux de rénovation énergétique de leur logement
- L'accompagnement en faveur du maintien à domicile des ménages par des missions d'assistance, mais aussi par le financement de travaux en faveur de l'adaptation de leur logement
- **Le développement d'une offre locative à loyer maîtrisé, par l'accompagnement des bailleurs sociaux publics et des bailleurs privés pour la réalisation de travaux d'amélioration de l'habitat**

# PAROLES D'USAGER & D'AGENT

## Gérard

**Propriétaire à Pontarlier ayant confié la gestion de son logement à SOLIHA AIS dans le cadre du « Pack Sécurisation Renforcé »**

*« J'ai fait rénover un T4 de 78 m² avec un petit balcon… et ce mois de novembre est entré un locataire choisi par SOLIHA AIS, qui s'occupe de tout, y compris de la gestion du loyer et des charges. J'ai trouvé le concept intéressant, car j'avais envie de donner une chance à quelqu'un qui a des revenus modérés. »*

## Nathalie

**Directrice de la Maison de l'habitat du Doubs**

*« À travers ce guichet unique, des conseillers aident gratuitement les ménages dans leurs projets d'achat, construction, rénovation, aménagement… Ils peuvent bénéficier d'un accompagnement dans l'élaboration de leur projet, recevoir des conseils techniques dans le choix des matériaux, du système de chauffage, de l'agencement des espaces… et obtenir des informations juridiques, financières et fiscales. Les conseillers accompagnent aussi les particuliers dans leurs rapports locatifs et les copropriétaires dans leurs projets de rénovation énergétique et la gestion de leur copropriété. La Maison de l'habitat du Doubs propose également des évènements tout au long de l'année. En 2021, 12 animations ouvertes au public ont eu lieu, parmi elles : comment réhabiliter son patrimoine, concevoir son projet de construction, les panneaux photovoltaïques, l'aménagement paysager, la pratique de la terre comme matériaux de construction. »*

# CHIFFRES-CLÉS

**1 396 ménages accompagnés** dans le cadre du dispositif « Accompagner pour habiter »

**432 ménages** dont la situation a été étudiée en Commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX)

**460 ménages accompagnés** dans le cadre du Fonds d'aides aux accédants en difficultés (FAAD), dont **57** ayant reçu une aide financière

**69 logements du parc privé** captés par SOLIHA AIS, dont **28** dans le cadre du « pack sécurisation renforcé » (**7** sur le secteur de Besançon / **21** sur le secteur du Haut-Doubs)

**109 logements conventionnés financés** par le Département : **73** logements locatifs sociaux, **14** logements privés et **22** communaux avec atteinte du niveau BBC rénovation

**508 foyers** ayant bénéficié de l'aide à l'amélioration de l'habitat pour les personnes de plus de 65 ans (soit + 42 % par rapport à 2020)

**61 aides individuelles** accordées au titre du « Dispositif à la vie autonome » (DVA) en faveur des personnes dépendantes

**851 aides accordées** par le Département au titre de l'amélioration de l'habitat privé, sous conditions de ressources, ayant généré **11 171 931 €** de travaux

# DÉVELOPPEMENT SOCIAL

## ZOOM SUR 2021

**1,4 M€**
**DÉPENSES 2021**

> GOUVERNANCE DE L'ACTION SOCIALE

### Un premier accueil social inconditionnel de proximité dans les Centres médico-sociaux du bassin bisontin

L'accueil inconditionnel se traduit, dans les différents Centres médico-sociaux (CMS) de la Direction territoriale des solidarités humaines de Besançon (DTSHB) par la présence de travailleurs sociaux aux côtés des secrétaires en charge de l'accueil des publics, afin de poser un état des lieux de sa situation avec la personne, de la renseigner sur ses droits et de s'assurer de l'ouverture de ceux-ci, de la conseiller et de la guider sur les démarches à entreprendre ou les personnes à rencontrer. Le cas échéant, la personne peut être orientée vers une institution spécialisée ou vers un organisme permettant de mettre en place un accompagnement adapté. L'année 2021 a permis aux travailleurs sociaux, secrétaires et responsables de pôles de déployer ces nouvelles modalités d'accueil des publics, de travailler à l'écriture du cahier des charges d'une nouvelle formation des secrétaires au « diagnostic social de premier niveau » (courant 2022).

> ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES

### Des aides financières pour l'achat d'équipements informatiques reconditionnés

Le règlement intérieur des aides financières individuelles du Département a été modifié par délibération, en novembre 2021, afin de permettre la prise en charge financière de l'équipement informatique des ménages les plus précaires et lutter ainsi contre l'illectronisme.

*L'association Saint-Vit Informatique propose du matériel reconditionné*

Cette aide permet à un ménage dont les enfants scolarisés ont besoin d'un ordinateur ou à un demandeur d'emploi engagé dans un parcours d'insertion de s'équiper à moindres frais et dans une logique de développement durable. En effet, les ménages aidés sont orientés vers un opérateur spécialisé qui reconditionne du matériel informatique dans le cadre d'un chantier d'insertion.

## 2021, C'EST AUSSI :

**Une montée en charge importante de l'activité des Intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie (ISCG) avec plus de 1 200 personnes reçues directement dans les locaux des forces de l'ordre, plus de 1 500 entretiens téléphoniques pour renseigner et conseiller les victimes, mais parfois aussi des auteurs qui souhaitent être accompagnés pour ne pas récidiver. Dans une démarche de libéralisation de la parole sur les violences faites aux femmes, le rôle des ISCG est fondamental pour les victimes et leur efficacité a été soulignée par l'ensemble des partenaires et en particulier par les forces de police et de gendarmerie**

# PAROLES D'AGENT

## Isabelle

**Conseillère en économie sociale et familiale**

L'Intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC) est un mode d'intervention dans la boîte à outils du travailleur social et diverses actions sont portées régulièrement au sein des différents sites. Dans le cadre des accompagnements budgétaires auprès des familles et des personnes isolées, Isabelle constate que très souvent la société de consommation commande les dépenses… Elle propose depuis janvier 2021, en lien avec d'autres professionnelles du CMS, une action pour essayer de ralentir ce phénomène en utilisant la nature comme remède. L'objectif :

> *« Rapprocher les personnes de la nature et de ses richesses insoupçonnées, amener les usagers à prendre conscience qu'il est possible de réaliser des activités au moindre coût. »*

71 personnes ont pu bénéficier de promenades en forêt, d'une chasse au trésor, de visite diverses : aux sablières de Bart, découverte d'une mini ferme au Fort Lachaux, rencontre avec Cannelle, chienne braque allemand de la SPA… et bien d'autres lieux de découvertes…

> *« Cet accompagnement pluridisciplinaire a permis aux familles, aux enfants d'entreprendre différentes activités sans impacter le budget : apprendre des ressources naturelles et pratiquer des loisirs sans dépenser !! »*

# CHIFFRES-CLÉS

Près de **400 agents engagés** dans des groupes d'analyse de la pratique

**3 183 ménages aidés par le Fonds de solidarité pour le logement** pour un total de **1 524 718 €** :

- **1 322 ménages dans le cadre de l'accès à un logement** (562 416 €)
- **826 ménages pour sécuriser le maintien dans leur logement** (603 235 €)
- **1 035 ménages pour la prise en charge de factures d'énergie ou d'eau** (359 067 €)

**7 013 aides financières personnalisées accordées**, pour un total de **1 344 436 €** :

- **4 877 aides dans le cadre d'un soutien à la parentalité** (fonds d'Aide sociale à l'enfance) pour un montant de **932 361 €**
- **852 aides pour les 18-25 ans** sur le Fonds départemental d'aide aux jeunes pour un montant de 191 807 €
- **1 003 aides concernant les publics isolés** ou en couple sans enfants pour un montant de 131 493 € (fonds isolés)
- **281 aides octroyées** afin de soutenir l'accès à un emploi ou à une formation (fonds Insertion) pour un montant de 88 775 €

# DÉVELOPPEMENT HUMAIN

## Contribuer à l'épanouissement des compétences individuelles et collectives afin de favoriser la cohésion sociale

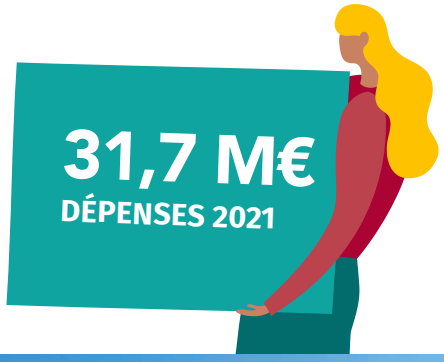
À travers C@P25, le Département s'engage à offrir les meilleures conditions d'éducation possibles pour les collégiennes et collégiens du Doubs, en favorisant la réussite pour toutes et tous.
La collectivité apporte également un accompagnement soutenu en faveur de la culture (Action culturelle, Lecture, Archives départementales et patrimoines culturels départementaux), du sport et de l'éducation populaire, dans la mesure où ces politiques conditionnent en partie l'attractivité du territoire et sa notoriété et participent à l'épanouissement des habitants.

**48,3 M€ en 2021**
**soit 8,4 % des dépenses totales**

### EN QUELQUES CHIFFRES

- **44** collèges publics (sur 46 sites) et **17** collèges privés
- **22 206** élèves en collèges publics et **4 939** élèves en collèges privés
- **115** projets culturels soutenus au titre des arts vivants
- **13 424** collégiens bénéficiaires du « Parcours artistique et culturel »
- **187** bibliothèques partenaires de la Médiathèque départementale
- **414** documents échangés dans le cadre du Prêt entre bibliothèques
- **Plus de 6 millions** de pages vues sur le portail des Archives départementales
- **59** manifestations sportives soutenues

# COLLÈGES
## ZOOM SUR 2021



> MODERNISATION ET GESTION PATRIMONIALE DES COLLÈGES PUBLICS

### Bethoncourt : un projet remarquable pour le nouveau collège

Les travaux de construction du nouveau collège ont débuté au printemps 2021 et permettront aux élèves et aux personnels d'intégrer le site à la rentrée scolaire 2024. Cette opération de construction s'inscrit dans le Programme départemental de modernisation des collèges, dont l'objectif est d'offrir aux collégiens et à la communauté éducative les meilleures conditions d'éducation possibles, dans des locaux agréables, adaptés aux nouvelles exigences pédagogiques. Le projet de Bethoncourt répond à plusieurs objectifs : remplacer le collège actuel, mettre en œuvre une construction neuve et innovante, atteindre un très haut niveau de qualité énergétique et environnementale, voire exemplaire, et partager les espaces (salle polyvalente et espaces sportifs) en dehors des heures scolaires. Le montant total de cette opération de travaux s'élève à 26,6 M€ (hors voirie).

***Maquette du futur collège de Bethoncourt***
*(CRR Architecture Maître d'œuvre – création graphique ©Pyralis)*

> NUMÉRIQUE ÉDUCATIF

## La finalisation du projet COSINUS

L'année 2021 a été marquée par l'achèvement du projet COSINUS. Engagement fort de la collectivité en faveur du développement du numérique éducatif, le projet COSINUS de renouvellement des infrastructures « réseaux », des serveurs et des postes de travail informatiques dans tous les collèges, a débuté par le collège de Saint-Vit en juillet 2017 et s'est achevé mi-novembre 2021 avec le collège de Bethoncourt. COSINUS ce sont plus de 5 400 ordinateurs déployés dans les 44 collèges (sur 46 sites), près de 500 serveurs, 515 logiciels et près de 1 200 bornes Wifi. Cette nouvelle architecture permet désormais une gestion directe par les équipes internes du Département, ainsi qu'une meilleure administration du système d'information des collèges, une sécurisation améliorée et des prises de main pouvant être réalisées à distance, limitant dès lors les déplacements sur site. C'est ainsi un patrimoine de près de 10 M€ dont la maintenance devra être assurée.

> GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES PUBLICS

## De nouveaux dispositifs d'inclusion à la rentrée

Les collèges du Doubs accueillent de plus en plus d'élèves en situation de handicap. Ainsi, la rentrée 2021 a vu l'ouverture d'une Classe externée (CLEX) accueillant à mi-temps des enfants d'un institut médicalisé au collège de Rougemont et deux ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) aux collèges d'Ornans et Guynemer de Montbéliard. En 2021, les services du Département et ceux de l'Education Nationale ont mis en place une nouvelle méthode de travail pour bien préparer ces ouvertures. Et ça marche ! Désormais, les deux administrations travaillent conjointement et en amont. Le Département, au titre de sa compétence « bâtiment », est systématiquement associé par l'Education Nationale : examen des conditions matérielles d'accueil, des projections démographiques locales dans une perspective de long terme, puis visite sur site ensemble pour préparer les ouvertures avec les chefs d'établissement 6 mois en avance.

*Au collège d'Ornans*

> ACTIONS PÉRI-ÉDUCATIVES (COLLÈGES PUBLICS ET PRIVÉS)

## 567 000 € d'aides à la scolarité et à la restauration pour des familles de collégiens

En l'absence de voyages scolaires, pour cause de pandémie, les aides aux familles se sont concentrées pour la seconde année consécutive sur les deux dispositifs principaux :

- les « bourses départementales d'étude » qui soutiennent les collégiens les plus modestes, boursiers taux 3 (1 656 élèves - 202 000 €)
- l'aide « cantine pour tous » destinée à favoriser l'accès à la restauration de nos collèges (2 650 élèves boursiers - 365 000 €)

> RESTAURATION COLLECTIVE DANS LES COLLÈGES PUBLICS

## Une étude approfondie pour préparer la refonte comptable des budgets restauration des collèges

Le Cabinet SPQR, retenu après appel d'offres, a longuement travaillé avec les services départementaux sur une étude comptable très spécifique pour préparer la refonte – à venir prochainement – des budgets des restaurations des collèges. Ce travail « dans l'ombre » débouchera sur des propositions à l'Assemblée départementale en 2022, pour une mise en œuvre dans les budgets des collèges en 2023. Mais c'est bien durant l'année écoulée que l'essentiel des analyses ont été produites, puis présentées en décembre 2021 à un groupe de travail composé de professionnels du sujet. Celui-ci a salué la démarche du Département du Doubs qui est un des tout premiers à se saisir du sujet aussi précisément !

> COLLÈGES PRIVÉS

## Le financement à parité des collèges publics

Les 17 collèges privés scolarisent à la rentrée 2021, 4 939 élèves soit 18 % des collégiens du Doubs. Le Département se doit de contribuer au fonctionnement matériel de ces établissements à parité avec les collèges publics. Aussi, notre Département a consacré 3 162 000 € au fonctionnement des collèges privés, complété par une subvention d'investissement dite « loi Falloux » (qui en fixe le cadre légal) à hauteur de 360 000 €.

# 2021, C'EST AUSSI :

*Au collège Proudhon de Besançon*

- Le démarrage des travaux de restructuration des collèges « Emile Laroue » à Frasne et « Jean-Claude Bouquet - Val de Morteau », site de Villers-le-Lac
- Les travaux de remise à neuf dans plusieurs collèges, pour :
  - Améliorer le quotidien des élèves, du personnel éducatif et/ou des agents départementaux avec, entre autres :
    - La modernisation des locaux de restauration : modernisation de la plonge du collège « Victor Hugo » de Besançon ; rénovation de la salle de restauration du collège de Seloncourt ; fourniture et mise en place de système de comptage et d'équipements dans les demi-pensions
    - La modernisation des locaux d'enseignement et des espaces dédiés à la vie scolaire : salle des professeurs du collège de Saône ; salle de cours supplémentaire au collège de Mandeure ; création de bureaux au collège d'Hérimoncourt ; restructuration complète des toilettes élèves de l'annexe du collège d'Hérimoncourt ; rénovation des toilettes garçons du préau du collège « Clairs Soleils » de Besançon ; rénovation complète des toilettes de la cour du collège de Pont-de-Roide ; rénovation complète du Centre de documentation et d'information (CDI) du collège de Clerval ; modernisation des toilettes de l'internat du collège d'Ornans ; création de bureaux Vie scolaire au collège de Morteau
  - Préserver la valeur patrimoniale et d'usage du bâti avec la réfection de toitures au gymnase du collège de Valdahon et le remplacement de fenêtres dans différents collèges comme « Philippe Grenier » de Pontarlier ou « Les Hautes Vignes » de Seloncourt, ainsi que la modernisation de chaufferies dont celle du collège de Pouilley-les-Vignes
- L'accompagnement des collèges « Clairs-Soleils » de Besançon, « Lou Blazer » de Montbéliard et « Olympe de Gouges » de Pont-de-Roide dans le cadre de l'appel à projets « Studios médias », qui vise à renforcer l'Education aux médias et à l'information (EMI) et à l'esprit critique
- Le déploiement dans toutes les restaurations des collèges d'un nouveau logiciel de commandes de denrées et gestion des stocks (Easylis), qui permet de tracer la qualité des denrées achetées
- La signature d'une convention entre le collège « Stendhal », le lycée « Jules Haag » de Besançon, la Région et le Département, pour la bonne gestion en commun de cet ensemble immobilier partagé
- Une étude préparatoire sur le financement des installations sportives utilisées par les collégiens
- **La poursuite du soutien exceptionnel, décidé dans le cadre du Plan départemental d'urgence face à la crise économique et sociale voté en 2020, pour l'achat de denrées locales, bio et/ou à labels de qualité dans les cantines**
- Le lancement, à l'automne 2021, d'une démarche de concertation approfondie pour revoir, pour la rentrée 2023, la sectorisation des collèges du Haut-Doubs (collèges de Mouthe, Frasne, Pontarlier, Doubs) d'une part, et du nord de l'agglomération de Montbéliard (collèges de Voujeaucourt, Bethoncourt, Bart, Montbéliard, Sochaux et Étupes), d'autre part
- La création d'une newsletter périodique interne à la Direction éducation, sports, culture, notamment diffusée aux agents des collèges

# PAROLES D'AGENT

## Émilie

**Diététicienne**

*« Une grande partie de mon travail consiste, toute l'année, à être dans le conseil et l'accompagnement des agents travaillant en cuisine (chefs, seconds et agents polyvalents) et des gestionnaires des collèges, pour répondre à leurs questions au quotidien et les aider à améliorer leurs pratiques professionnelles. En 2021, nous avons conduit collectivement un accompagnement, exceptionnel par son ampleur et sa durée, de la restauration de 4 collèges, qui comprend une cuisine centrale à Audincourt livrant trois cuisines satellites à Seloncourt, Hérimoncourt et Blamont. J'ai été amenée à coordonner des interventions d'un prestataire conseil qui a dispensé des formations, à assurer moi-même, avec une collègue du Laboratoire vétérinaire départemental, d'autres formations et à faire un grand nombre de visites sur ces 4 sites à l'automne, pour accompagner des changements de pratiques professionnelles des équipes sur place. Tout cela a été très prenant, la situation étant vraiment très complexe et chaque changement, même tout petit, demandant beaucoup de temps. Jamais auparavant je n'avais été amenée à consacrer autant de temps spécifiquement à quelques collèges. Beaucoup de travail, donc, mais au final bien du chemin parcouru avec tous les agents impliqués - avec le recul d'une année ! Même s'il reste encore quelques étapes à boucler en 2022… »*

# CHIFFRES-CLÉS

**6,4 M€ de budget consacré au maintien du niveau de service rendu aux usagers** (entretien du bâti et des espaces verts / acquisition de mobilier et matériel)

**11 M€ de budget consacré à la modernisation du patrimoine bâti** (opérations de restructuration ou de construction)

Plus de **5 400 ordinateurs**, **500 serveurs** et **515 logiciels** déployés dans les 44 collèges, entre 2017 et 2021, dans le cadre du projet COSINUS

Plus de **5 000 tablettes** type Ipad déployées dans les établissements

**44 collèges publics** (sur 46 sites) et **17 collèges privés**

**22 206 élèves en collèges publics** et **4 939 en collèges privés**

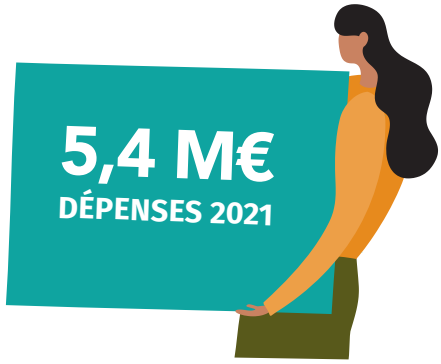
**580 000 € de subventions spécifiques** pour acheter des denrées locales, bio et/ou à labels de qualité dans les restaurations des collèges

**6,4 M€ de dotations** de fonctionnement des collèges

**526 collégiens du Doubs** scolarisés dans des collèges de départements limitrophes, **96 élèves** de Haute-Saône accueillis dans

# ACTION CULTURELLE

## ZOOM SUR 2021




> COOPÉRATION TERRITORIALE ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

### Une exposition-évènement : « Courbet - Picasso, Révolutions ! »

À l'occasion de sa réouverture après neuf mois de travaux de modernisation et d'embellissement, le musée Gustave Courbet a présenté au public l'exposition-événement « Courbet - Picasso, Révolutions ! ».

Grâce au soutien du Petit Palais de Paris et du Kunstmuseum Basel, l'exposition a pu réunir deux chefs-d'œuvre, les deux versions des « Demoiselles des bords de la Seine », l'originale de Courbet et la « réécriture » de Picasso, permettant de réinterroger ce dialogue de peintre à peintre. Cette rencontre inédite visait, au-delà de la filiation réelle entre ces deux créateurs, indépendants d'esprit, à mettre en lumière ce compagnonnage. L'exposition « Courbet - Picasso, Révolutions ! » a présenté plus d'une soixantaine d'œuvres des deux artistes (huiles sur toile, arts graphiques, lithographies, gravures, ouvrages et moulages). Elle a également bénéficié du partenariat privilégié avec l'Établissement public du Musée d'Orsay et de l'Orangerie de Paris et du soutien exceptionnel des Musées Picasso de Paris et de Barcelone. À elle seule, cette manifestation d'envergure nationale et internationale a été vue par près de 40 000 visiteurs !

©Succession Picasso 2021

> INCLUSION SOCIALE

### Poursuite en 2021 du soutien à la création pour le très jeune public et développement de la diffusion

Cette action a été mise en place avec l'appui d'un dispositif porté par l'agence culturelle régionale Le Lab - Liaisons Arts Bourgogne ; les services du Département (« Sport, culture et éducation populaire » et « Protection maternelle et infantile ») ont travaillé en transversalité pour la réalisation de ce projet.

Dans la continuité de sa création en 2020, 2 nouvelles représentations du spectacle d'Anna CHON ont eu lieu le 23 septembre à Ornans dans la salle « La nasse à concept », 24 enfants et 25 adultes ont pu en profiter.

> RÉUSSITE ÉDUCATIVE

## Collèges en Scène

Suite aux périodes de fermeture des salles de spectacles, un dispositif complémentaire a été mis en place par le Département : « Collèges en Scène », élaboré et appliqué dès la rentrée 2020. Les collégiens ne pouvant plus se rendre dans les salles, les artistes se sont déplacés dans les établissements scolaires. 32 collèges publics et 5 collèges privés ont accueilli, dans leur établissement, des spectacles dans des domaines variés : musique, conte, danse et théâtre, fin 2020 et surtout au cours de l'année 2021.

*Au collège Proudhon de Besançon*

## 2021, C'EST AUSSI :

- **La 5e édition de la Saison numérique, du 10 janvier au 04 avril 2021**
- Un parcours artistique et culturel très riche proposé aux collégiens
- Plusieurs concerts de Jordi Savall dans le cadre de la résidence artistique à la Saline royale d'Arc-et-Senans : le 23 juin, « La Création » d'Haydn, le 28 août la 8e symphonie de Schubert et la 9e symphonie de Beethoven
- La poursuite de la contractualisation avec les territoires par la validation de 15 avenants aux contrats Sport, culture, jeunesse
- 6 résidences d'artistes de septembre à octobre 2021 :
  - La Communauté de communes Loue Lison a accueilli la compagnie « La Tortue » (contes, kora et chant)
  - La Communauté de communes du Val de Morteau a accueilli l'Ensemble Agamemnon (théâtre musical)
  - Le Pays de Montbéliard Agglomération a accueilli « Les Boîteux'd'Prod » (marionnettes, théâtre et musique)
  - La Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe a accueilli la compagnie « Gakokoé » (théâtre et conte)
  - La Communauté de communes des Portes du Haut-Doubs a accueilli la compagnie « Va savoir pourquoi » (concert théâtralisé)
  - La Communauté de communes Lacs et Montagnes du Haut-Doubs a accueilli la compagnie « Les trois sœurs » (lecture théâtralisée)

# CHIFFRES-CLÉS

**115 projets soutenus au titre des arts vivants : 42** festivals, **15** acteurs ressources, **58** compagnies professionnelles

**3 694 élèves de moins de 25 ans** dans **39 écoles de musique** pour l'année scolaire 2020/2021

**1 648 abonnés** sur le compte Instagram du Musée Courbet

**52 370 visiteurs** depuis juillet 2021 (date de la réouverture après travaux) sur les sites du pôle Courbet (musée et ferme de Flagey)

**1 500 spectateurs en présentiel pour la Saison numérique, 3 473 visiteurs sur le site Internet** et **29 300** ayant parcouru la page **Facebook**

**28 359 visiteurs** accueillis au Musée de plein air des Maisons comtoises à Nancray

**13 424 collégiens** des **61 établissements** du Doubs bénéficiaires du « Parcours artistique et culturel »

# PAROLES D'USAGERS

Mis en place à la réouverture du musée Courbet après neuf mois de travaux, le livre d'or de l'exposition « Courbet-Picasso, Révolutions ! » a recueilli 375 avis. Leur analyse révèle un taux de satisfaction de 85% avec plus de 340 commentaires très positifs.

*« Nous étions venus il y a bien 30 ans de cela. Nous découvrons donc le musée dans son nouvel écrin. Magnifique et enthousiasmant. Et pour le personnel : jamais nulle part dans un autre musée, nous n'avons été accueillis aussi cordialement et eu tant d'attention et de prévenance. Un immense merci à tous. »*
(6 octobre 2021)

*« Un Musée qu'on ne se lassera jamais de fréquenter… Déjà fort accueillant avant les derniers travaux, il ne cesse d'être réinventé par les équipes qui s'y succèdent… Quel bonheur ! … sans compter que le parallèle entre deux « monstres sacrés » s'avère des plus passionnants… »*
(11 septembre 2021)

*« Visite très instructive avec mes enfants 12 et 8 ans, à faire et refaire ! »*
(5 août 2021)

La troisième édition de « Patrimoines communs », proposée dans le cadre des Saisons C@P25, s'est tenue cette année dans la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe. Le Département et les deux Scènes de musiques actuelles du Doubs, la Rodia et le Moloco, ont permis l'accueil de l'artiste **Napoleon Maddox**.
« *Je m'inspire de mes racines, de mon histoire pour écrire et interpréter mes chansons* », explique ce chanteur, rappeur et beat-boxer américain, originaire de Cincinnati aux États-Unis et qui s'est installé dans le Doubs depuis peu. Napoleon Maddox est venu à la rencontre des habitants et a conduit un travail de résidence avec les musiciens locaux (Union musicale de Sancey-Belleherbe).
« Patrimoines communs » est une des quatre saisons culturelles du Département. L'objectif est de mettre en lumière les diverses richesses patrimoniales du Doubs (dont les Espaces naturels sensibles, des sites paysagers remarquables comme le « Creux de Hauteroche » à Charmoille en 2021), à travers l'échange, l'art et la culture.

# LECTURE

## ZOOM SUR 2021

> AMÉNAGEMENT ET CRÉATION DE BIBLIOTHÈQUES

### Quatre nouvelles médiathèques s'apprêtent à accueillir le public en 2022

La Médiathèque départementale (MD) a accompagné en 2021 quatre projets de nouveaux établissements qui ouvriront leurs portes en 2022.

**1 - Amagney**

Un groupe de travail constitué de l'équipe de bénévoles, d'élus de la commune et de la MD a débuté une réflexion sur un projet de nouvelle bibliothèque située à la mairie, au centre du village. Une aide importante de la MD est apportée pour l'aménagement des espaces, le choix du mobilier et d'un logiciel métier, le « désherbage » de l'ancienne bibliothèque et pour la constitution des nouvelles collections. Ouverture prévue courant 2022.

**2 - Nommay**

La MD a accompagné la commune dans les aspects fonctionnels de l'ouverture de sa bibliothèque, située dans l'ancienne ferme Roqua réhabilitée : rédaction d'un Projet culturel scientifique éducatif et social, politique documentaire, ingénierie culturelle, formation du personnel, agencement intérieur et mobilier, fourniture de documents. Inauguration en janvier 2022.

**3 - Orchamps-Vennes**

Outre des conseils pour l'aménagement des locaux, la MD a apporté une aide conséquente aux acquisitions de nouveaux documents. C'est ainsi qu'une sélection d'ouvrages pour adultes et jeunes a été proposée par les référents documentaires afin de venir en appui à la responsable salariée de la médiathèque. Ouverture prévue en juin 2022.

**4 - Rougemont**

L'accompagnement de la MD a porté sur la réhabilitation de l'ancienne Halle aux grains, à partir de l'avant-projet définitif, sur l'agencement intérieur, la politique d'animations, les problématiques de travail en réseau et sur les besoins personnels salariés et bénévoles. Inauguration prévue courant 2022.

*Médiathèque d'Orchamps-Vennes*

> ATTRACTIVITÉ DES BIBLIOTHÈQUES

## Sequoia, un catalogue collectif et de ressources culturelles numériques

Mis en ligne en février 2021, après 4 années de développement, il regroupe :

- une offre de ressources numériques Média-doo
- un catalogue collectif de 36 bibliothèques partenaires du Département
- une recherche fédérée entre les ressources numériques et les documents physiques des bibliothèques
- une localisation des principales bibliothèques du Doubs et la mise en valeur de leurs animations

et permet notamment le Prêt entre bibliothèques (PEB), dont le succès dépasse les attentes initiales ! (voir chiffres clés).

L'offre de ressources numériques renouvelée est proposée à tous les usagers des bibliothèques du Doubs. Outre du cinéma en VOD, de l'autoformation, des ressources pour la jeunesse et la consultation de 1 400 magazines sont possibles en accès illimité. Un vrai trésor pour les usagers des bibliothèques !

> ATTRACTIVITÉ DES BIBLIOTHÈQUES

## La constitution de services innovants

Une ludothèque numérique a été conçue courant 2021, avec des packs de consoles et jeux vidéo, des casques de réalité virtuelle, des expositions numériques interactives et des documents pour le public jeune avec troubles Dys (troubles spécifiques du langage et des apprentissages : dyslexie, dyspraxie, dysphasie...). Ces dispositifs seront proposés aux bibliothèques du réseau en 2022.

# **2021,** C'EST AUSSI :

- **Le renforcement de l'accompagnement des bibliothèques du réseau avec la proposition d'une méthodologie et d'un modèle de Projet culturel, scientifique, éducatif et social (PCSES), élaborés conjointement avec plusieurs médiathèques partenaires**
- Un réseau de coopération qui prend forme dans le Pays de Maîche, autour de Maîche et Saint-Hippolyte, avec un accompagnement méthodologique de la MD (formations, réunions d'échanges)
- La reprise des « réunions de secteur » dans les Communautés de communes des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs, Montbenoît, et du Pays de Sancey-Belleherbe et avec Pays de Montbéliard Agglomération : particulièrement appréciées par les salariés et bénévoles des bibliothèques, elles permettent des échanges d'idées et retours d'expériences et témoignent d'un besoin fort de mutualisations et de partenariats
- La présentation de la « Rentrée littéraire » à 31 bibliothèques du réseau (68 bibliothécaires)
- 7 groupes lecture BD,
  9 groupes lecture Jeunesse
  pour 22 structures au total
  (bibliothèques, collèges, associations)

# PAROLES D'USAGER

## Maud

**Responsable de la nouvelle bibliothèque de Nommay :**

*« Le projet de réhabilitation de la plus ancienne ferme de Nommay, en médiathèque/tiers lieu, pour redynamiser le centre du village, date de 2017. Un Contrat territoire lecture a permis de faire naître ce projet (inauguré en janvier 2022) avec comme ligne directrice : « la co-construction et le vivre ensemble ». Une étude menée par une enseignante/chercheuse de l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard a inventorié les souhaits des habitants, des associations, des écoles, des forces vives de la commune. Cette première phase a déterminé les services et les espaces à proposer au sein de La Foyothèque. Nom choisi par les habitants, nommés « les Foyens ». Nous avons par la suite demandé pour les travaux, le mobilier et les espaces numériques des subventions aux institutionnels. Ainsi, la contribution financière du Département a permis de concrétiser le projet et le rendre le plus fidèle possible aux attentes des administrés. La Médiathèque départementale nous a accompagnés pour chaque étape importante : le « désherbage » de notre ancienne bibliothèque, le choix des collections et l'aménagement des espaces. Un grand merci à la Médiathèque Départementale pour son aide matérielle et financière et pour l'expertise et la disponibilité de son équipe. »*

# CHIFFRES-CLÉS

**187 bibliothèques partenaires**

**22 journées de formation** et rencontres professionnelles, **253 bibliothécaires salariés et bénévoles formés**

**15 séances de projection** de courts-métrages et **4 séances de projection de films documentaires** (dans le cadre du dispositif « La Médiathèque fait son cinéma »)

**4 conférences musicales** « Rodiathèques » (partenariat avec la salle de musiques actuelles bisontine de La Rodia)

## Média-Doo

**3 605 usagers** dans **76 bibliothèques**

**12 963 films vus**

**8 740 formations suivies**

**18 724 magazines consultés**

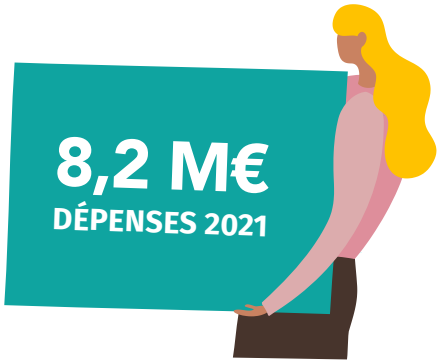
## Prêt entre bibliothèques

**32 communes utilisatrices**

**828** affranchissements pour un total de **4 956 €**

**414** documents **échangés**

# ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ET PATRIMOINES CULTURELS DÉPARTEMENTAUX




## ZOOM SUR 2021

> ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

### « Zooms, un demi-siècle de photos de famille » en 3D

En 2019, Gilles Gauthier a proposé aux Archives départementales des milliers de clichés sur plaque de verre stéréoscopiques (en 3D) réalisés par son grand-père, Maurice Duvernoy, entre 1930 et 1975. Il s'agissait d'un fonds exceptionnel : toutes les photographies étaient identifiées, en assez bon état, et le donateur était prêt à accepter que les Archives en fassent une sélection. Ainsi, en 2021, le public a pu découvrir ce très riche ensemble, à travers une exposition regroupant 150 de ces clichés, de Besançon, du Doubs ou d'ailleurs, représentant scènes de la vie familiale, événements historiques ou paysages, toujours avec un grand sens esthétique. Les visiteurs ont d'ailleurs été nombreux à venir élire leur coup de cœur !

> GESTION ET VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL BÂTI

### Un Pôle Courbet rénové

L'année 2021 a vu l'achèvement des travaux de rénovation des installations de génie climatique et du parcours muséographique du Musée Courbet, et a ainsi permis d'accueillir l'exposition « Courbet - Picasso, Révolutions ! » dans des locaux embellis. Les travaux de rénovation de la Maison Marguier à Ornans se sont également poursuivis tout au long de l'année 2021. Ces locaux refaits entièrement à neuf accueilleront la quasi-totalité des équipes travaillant au Musée Courbet. L'atelier Courbet, quant à lui, a bénéficié d'une rénovation totale permettant de mettre en valeur son plafond orné d'hirondelles par la main du maître Gustave Courbet lui-même, il y a plus de 150 ans. Il sera ouvert au public au 2e trimestre 2022.

***Maquette du Musée des maisons comtoises***
*Maquette : Atelier Haton Architecte*

# 2021, C'EST AUSSI :

- Un tout nouveau site internet, unique et plus ergonomique, pour les Archives départementales
- L'accompagnement du déménagement de 7 services de l'État et de leurs archives dans la cité Viotte
- **La validation de l'Avant-projet sommaire de la tranche ferme pour les travaux d'aménagement du Musée des maisons comtoises de Nancray**

# PAROLES D'USAGER

## Laureline

**Anciennement chargée des archives à la Direction départementale des territoires**

*« Quand on a appris en 2015 qu'on devrait déménager nos archives dans la future Cité Viotte, cela nous a paru titanesque : on en avait alors 1,6 km ! Les Archives départementales nous ont accompagnés pendant tout le processus, déterminant ce qui dans nos bureaux et espaces de stockage pouvait être jeté, encadrant les vacataires que nous avons pu recruter pour préparer des versements (transferts) aux Archives et pour organiser et numéroter les boîtes avant leur déplacement. Elles ont aussi conseillé le service chargé d'équiper les locaux d'archives, ce qui a permis d'optimiser l'espace. Aujourd'hui, nous pouvons souffler : tout est rentré et bien rangé, dans nos nouveaux locaux ! »*

# CHIFFRES-CLÉS

**134 700 nouvelles images en ligne**, soit **77 nouvelles communes** ayant leur état civil en ligne sur le site des Archives départementales

**247 347 visites** et **6 379 235 pages vues** sur le portail des Archives

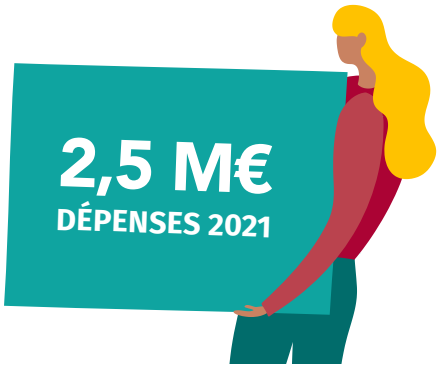
**1 959 recherches** par correspondance traitées par les Archives

**4,2 M€ consacrés à la modernisation** et l'entretien du **Pôle muséal Courbet**

**3,8 M€ consacrés à la modernisation** et l'entretien de la **Saline royale d'Arc-et-Senans**

# SPORT ET ÉDUCATION POPULAIRE

## ZOOM SUR 2021




> INCLUSION SOCIALE

### « Partageons nos sports », une démarche solidaire

« Partageons nos sports » (PNS), lancée officiellement le 26 novembre 2019, a permis l'émergence d'une communauté d'acteurs, mobilisés aux côtés du Département du Doubs en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap par la pratique d'activités physiques et sportives. Un dispositif de soutien aux associations parasportives a été mis en place dès 2020 et ce sont, en 2021, 11 structures qui ont été soutenues. Le Département a également mis en place courant 2021 sept modules dits « inclusifs » dans le Parc de la Gare d'Eau, site témoin, afin de permettre une pratique en mixité dans son acception la plus large (générationnelle, de niveau sportif, de publics valides ou non valides…). Des aides peuvent aussi être apportées aux communes désireuses d'implanter de tels équipements sur leur territoire. Ainsi, en 2021, 10 communes ont été soutenues. Le Département a été récompensé pour cette initiative et a reçu le prix des « Lauriers des collectivités du Doubs » 2021, décerné par l'Est Républicain.

Toujours en 2021, le Département du Doubs et trois autres Départements ont été retenus, parmi 25 candidats, pour intégrer le groupe de travail « Projet héritage sport et handicap » de l'Assemblée des Départements de France. Une première réunion a eu lieu au siège du Département du Doubs le 15 septembre 2021. Il s'agit de travailler sur un guide de référence pour développer la coopération « sport et handicap ».

> VITALITÉ ET ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES

### Un soutien maintenu aux clubs amateurs de haut niveau, aux clubs phares et à l'événementiel sportif

Comme de nombreuses structures, les clubs amateurs de haut niveau ont été fortement affectés par la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Des compétitions, des qualifications sportives ont été repoussées, voire annulées. Les manifestations organisées par ces clubs ont également subi des déprogrammations, générant une perte de recettes. Malgré la baisse d'activités pour les clubs sportifs, le Département a maintenu son aide à 54 clubs en 2021. 59 événementiels ont pu également être soutenus, dont le Tour du Doubs, qui a connu une affluence et une couverture médiatique nationale avec la présence de Thibaut Pinot.

*Au Tour du Doubs*

> RÉUSSITE ÉDUCATIVE

## Rencontr'Ados à la Saline royale d'Arc-et-Senans

Le 8 juillet 2021, le Département du Doubs a organisé à la Saline royale une journée festive où se sont retrouvés des jeunes de 9 à 15 ans venus de centres de loisirs, du Conseil départemental des jeunes, de l'Aide sociale à l'enfance du Doubs et de l'Institut médico-éducatif (IME) de Grand Besançon Métropole, pour essayer diverses activités sportives et culturelles. Les adolescents se sont initiés au Quidditch, le fameux sport d'Harry Potter, avec l'association Bison team Quidditch Besançon, au tennis de table avec le club bisontin PSB Tennis de table, au golf avec l'entreprise Ideasport et au slackline avec l'association bisontine Slack passion 25. Parmi les 9 ateliers, l'association Le soleil brille pour tout le monde proposait de pratiquer le sport adapté : carabine laser, möllky et même du Poull Ball, un sport collectif dont le but est de toucher le cube de l'équipe adverse avec son ballon.

# 2021, C'EST AUSSI :

- La poursuite des actions à mener en lien avec les priorités départementales et notamment l'inclusion sociale (activités destinées aux personnes handicapées, sensibilisation autour de l'égalité femmes-hommes…) par les 6 clubs phares
- La nouvelle charte PNNS (Programme national nutrition santé), signée en 2020, qui permet de conforter les actions de portée citoyenne en matière de « bien manger », de même que l'action physique et sportive en direction de différents publics cibles du Département (collégiens, personnes âgées, personnes en situation de handicap et publics vulnérables socialement)
- **La pratique du ski pour les écoles de montagne (plus de 3 000 élèves accueillis dont 510 élèves ayant pu découvrir le saut à ski à Chaux-Neuve), la saison 2020/2021 ayant connu de bonnes conditions d'enneigement, et l'initiation à la pratique du ski pour 36 écoles de plaine (1 591 élèves)**
- 13 territoires et 15 contrats Sport, culture, jeunesse (3 contrats pour le seul territoire de Grand Besançon Métropole) sur les 16 territoires éligibles, permettant le développement d'actions culturelles et sportives destinées à un public diversifié comme :
  - l'organisation de randonnées accompagnées pour sensibiliser à l'environnement, faire découvrir le territoire, son histoire, ses caractéristiques, dans la Communauté de communes du Plateau du Russey
  - la création de 4 visites théâtralisées du village de Belvoir durant la saison estivale, avec la Compagnie Teraluna, dans la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe
  - l'organisation d'activités très variées pendant toutes les vacances scolaires pour les filles et les garçons, aussi bien dans les domaines du sport que de la culture, dans les communes de Boussières, Chemaudin et Vaux, Montferrand-le-Château, Torpes et Thoraise

# CHIFFRES-CLÉS

## Ont été soutenus en 2021 :

**43** comités départementaux sportifs

**59** manifestations sportives

**54** clubs amateurs de haut niveau et **7** clubs phares

**51** associations sportives de collèges

**1 959** jeunes pour leur inscription dans un club sportif ou dans une association de jeunes sapeurs-pompiers

**34** écoles pour la pratique de la natation, soit **1 006** élèves participants

# PAROLES D'USAGERS

## Michaël Jérémiasz

**Médaillé d'or en tennis fauteuil aux Jeux Paralympiques de Pékin 2008 et invité d'honneur du forum « Partageons nos sports » organisé le 30 janvier 2021**

*« Nous sommes la population visible la plus discriminée et le sport est un formidable vecteur pour que les personnes se rencontrent, échangent. C'est aussi un outil très performant de reconstruction pour les personnes handicapées. Avec la sédentarité croissante des populations, cet enjeu dépasse le cadre strict du handicap. »*

## Cylia

**1ère Vice-présidente du Conseil départemental des jeunes, élève au collège René Perrot au Russey**

L'année 2021 a permis aux élus collégiens du Conseil départemental des jeunes (CDJ) de monter des projets dont la réalisation aboutira en 2022.

*« Je voulais exprimer mes idées, échanger avec les autres. Parfois, avant, j'avais l'impression que les adultes ne prenaient pas totalement au sérieux ce que je disais. Au CDJ, je peux réellement dire ce que je pense, on m'écoute et je peux agir concrètement. »*

# DYNAMIQUE TERRITORIALE

## Garantir les solidarités territoriales dans un contexte de bouleversement de l'organisation des territoires

Le Département s'affirme comme le partenaire privilégié des communes et intercommunalités et contribue par son action à rendre les territoires du Doubs toujours plus accessibles et connectés, en demeurant à leur écoute et proche de leurs projets et préoccupations.

**93,2 M€ en 2021**
soit 16,3 % des dépenses totales

### EN QUELQUES CHIFFRES

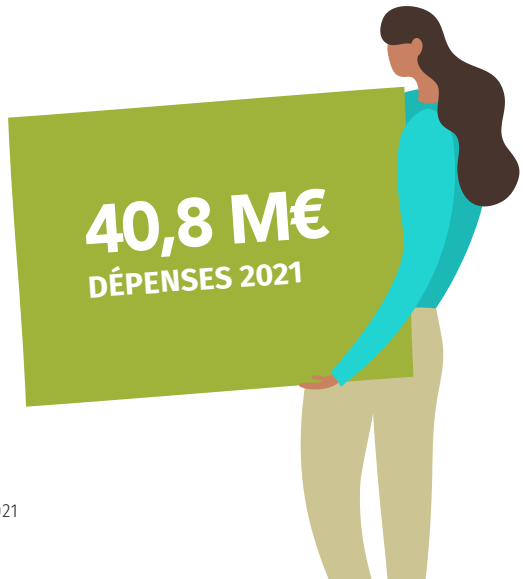
- **3 690** km de routes départementales et **170** km de voies vertes gérées par le Département
- **2 500** ouvrages d'art faisant partie du patrimoine routier départemental : ponts, murs, tunnels
- **Plus de 90 000** prises raccordables à la fibre en zone d'initiative publique
- **18** contrats P@C (Porter une action concertée) 2018-2021 avec les territoires
- **29** Espaces naturels sensibles (ENS) gérés par le Département, dont **19** ouverts au public
- **106 000 €** de crédits consacrés à la politique de sensibilisation à l'environnement
- **Plus de 1,5 M€** de subventions accordées par le Département dans le cadre du Programme de développement rural (PDR) régional
- **11 000** participants à la première édition du « slowUp Vallée de l'Ognon »
- **145 150** échantillons traités par le Laboratoire vétérinaire départemental (LVD) pour préserver la santé animale
- **Environ 1 500** commandes de produits locaux via la plateforme « Agrilocal 25 »

# ROUTES
## ZOOM SUR 2021

> MAINTENANCE DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

### Une attention particulière portée aux dispositifs d'assainissement routier

L'assainissement routier comporte différents éléments : fossés, drains, canalisations, ouvrages de collecte, bassins. Ils sont essentiels pour évacuer l'eau de pluie et ainsi prévenir les dégradations de la chaussée qui peuvent résulter du gel de l'eau s'infiltrant dans les différentes couches de matériaux. Un entretien régulier est donc réalisé, en bonne partie par les équipes des services routiers, pour évacuer les résidus, réparer les équipements endommagés, assurer les meilleures conditions d'écoulement de l'eau. En 2021, des interventions ont notamment été effectuées pour le drainage d'un mur au droit de la RD 13 à Byans-sur-Doubs, pour récupérer et évacuer les eaux de ruissellement de la RD 437 aux Bréseux, pour la réfection des avaloirs du giratoire de la Croix de Pierre (RD 461 et RD 492) à Étalans.



> SÉCURITÉ ROUTIÈRE

### En hiver aussi, priorité à la sécurité

Avec les jours raccourcis et les mauvaises conditions météo, l'hiver est une période sensible pour la sécurité routière. Aussi le Département s'efforce-t-il d'offrir les meilleures conditions de circulation en toute circonstance à travers son service hivernal, en déneigeant et salant les chaussées de son réseau routier. Ce seul traitement ne peut toutefois suffire pour supprimer tout risque d'accident et les conducteurs doivent également contribuer à la sureté des déplacements en équipant leur véhicule et en adaptant leur comportement selon les circonstances. Depuis l'hiver 2021-2022, les équipements hivernaux sont devenus obligatoires sur une grande partie du Département du Doubs située en altitude et le Conseil départemental a organisé en 2021 une campagne de sensibilisation à la sécurité en période hivernale, à travers des messages de prévention diffusés dans les médias locaux et des panneaux d'information mis en place au bord des routes départementales.

> AMÉLIORATION DES RÉSEAUX

## Amélioration de la sécurité et de la fluidité de la route de Dole à Besançon

Dans la traversée de Planoise, la RD 673, route de Dole, supporte le trafic le plus important du Doubs, avec le passage de plus de 50 000 véhicules/jour, dont près de 3 000 poids lourds. Les nombreux échanges avec la voirie locale, qui dessert des pôles majeurs (quartier de Planoise, hôpital, zone commerciale de Châteaufarine, communes limitrophes), rendent parfois délicats les mouvements d'entrée/sortie sur cette artère structurante. Afin d'accroître les conditions de sécurité, mais également la fluidité, en évitant les remontées de file sur l'axe principal, le Département, en partenariat avec Grand Besançon Métropole, a achevé en 2021 la création d'une voie d'entrecroisement entre les échangeurs avec le boulevard Flemming (CHRU) et avec les RD 11 et 106 (Châteaufarine), en régénérant par là même la chaussée de la RD 673 dans cette section. Cet investissement conséquent (1 M€ pour la part départementale) a permis d'améliorer considérablement les conditions d'usage de la RD 673.

Doubs à Vélo
Département du Doubs

> STRUCTURATION DES VOIES CYCLABLES

## Une ambitieuse politique cyclable en partenariat étroit avec le bloc communal

Pour définir son intervention en parfaite adéquation avec les besoins et les attentes des territoires, le Département a organisé au début de l'année 2021 une grande concertation sur sa politique cyclable avec les intercommunalités du Doubs, les territoires limitrophes et les représentants des usagers. L'Assemblée départementale a ensuite arrêté son programme d'aide aux projets cyclables des territoires et les premières subventions ont été attribuées au cours de la seconde partie de l'année 2021. Par ailleurs, grâce à cette consultation des acteurs locaux, le Département a pu identifier une vingtaine de projets d'itinéraires cyclables d'intérêt départemental, représentant un linéaire de 400 km.

# **2021,** C'EST AUSSI :

*Comité des tunnels*

- Des réunions de concertation routière territorialisée associant conseillers départementaux et élus du bloc communal pour débattre avec les acteurs locaux des travaux réalisés et programmés dans leur secteur
- D'importantes opérations de maintenance des chaussées réalisées sur la RD 6 entre Les Fourgs et la Suisse, la RD 75 entre Pirey et Serre-les-Sapins, la RD 438 entre Mathay et Voujeaucourt
- Des travaux de rénovation du pont sur le Rupt à Issans (RD 37), du pont sur l'Ognon à Geneuille (RD 208), du pont de la Gaudry à Epenoy (RD 397)
- Le traitement de glissements de terrain sur la RD 20 à Pierrefontaine-les-Varans et sur la RD 280 à Bonnevaux-le-Prieuré, d'un éboulement rocheux sur la RD 36 à Solemont
- L'adaptation de la hiérarchisation du réseau routier départemental pour intégrer les évolutions survenues dans les infrastructures routières et dans leur usage
- Le déploiement de webcams supplémentaires dont les images sont visibles en temps réel sur le site Inforoute 25
- **La tenue à Besançon, le 2 décembre 2021, du Comité des tunnels, instance réunissant le Centre d'étude des tunnels (CETU) et les collectivités gestionnaires de tels ouvrages**
- Des travaux de sécurisation de la RD 50 à Epenouse, de la RD 673 à Pouilley-Français, de la RD 663 à La Prétière
- En partenariat avec les communes, la sécurisation des traversées d'agglomération de Grand'Combe-Châteleu (RD 47), de Lantenne-Vertière (RD 109), de Bart (RD 663)
- **La participation à l'organisation du « slowUp Vallée de l'Ognon », grand évènement cyclable qui a eu lieu le 12 septembre 2021**

# PAROLES D'AGENTS

## Valentigney : un chantier routier d'envergure terminé

La route départementale 437 a été rouverte à la circulation le 1er septembre 2021 après une phase d'études (jusqu'à fin 2020) et des mois de chantier difficile mené par le Département. En cause : des glissements successifs de terrain et trois éboulements qui ont nécessité la fermeture de l'axe routier pour des raisons de sécurité.

« *Il fallait aller suffisamment vite mais aussi laisser le temps pour permettre aux bureaux d'études de travailler, faire les sondages, les levées de géométrie, mesurer le déplacement du talus… Une phase essentielle pour trouver la solution la plus pertinente, une solution qui soit pérenne. Une fois les consultations réalisées, les travaux ont été engagés très rapidement. Avec un impératif fort : assurer la sécurité des usagers et rétablir la circulation pour la rentrée scolaire.* » explique **Ahmed**, **chef du Service territorial d'aménagement de Montbéliard.**

## Politique cyclable : la Boucle du Doubs est bouclée !

Avis à tous les amoureux de la « petite reine » : la Boucle du Doubs est opérationnelle.

*« C'est une opération qui a été menée dans le cadre d'une réflexion commune de valorisation de nos territoires. »* précise **Arnaud**, **référent de la politique cyclable au Département**. Un itinéraire d'environ 350 km qui relie l'EuroVéloroute6, la Grande Traversée du Jura (GTJ) à vélo et enfin le Haut-Doubs jusqu'à la Saline royale d'Arc-et-Senans. Cette dernière partie cyclotouristique a en effet été finalisée par le Département entre Osselle et Arc-et-Senans.

*« Nous avons implanté le balisage qui indique le kilométrage et le nom des prochains villages et qui permet également d'identifier les sites touristiques. »*

L'autre portion jusqu'à Saint-Point est, quant à elle, réalisée par l'association des GTJ, qui porte le projet d'un itinéraire plus vaste se prolongeant jusque dans le Jura.

# CHIFFRES-CLÉS

Un niveau record de **30,1 M€ investis** sur les routes en 2021

**162 opérations de maintenance de chaussée**

**15 opérations de maintenance d'ouvrages d'art**

**16 opérations de confortement de talus routiers**

**223 agents, 57 engins de déneigement** et en moyenne **15 000 tonnes de sel** chaque hiver : moyens affectés en 2021 aux interventions hivernales effectuées par les services départementaux

**250 000 km parcourus** pour le traitement hivernal des routes départementales au cours de l'hiver 2020-2021

**21 études** et **30 chantiers de sécurisation** des routes départementales à l'intérieur des agglomérations, réalisés en partenariat avec les communes

**297 accidents corporels** et **24 tués** sur les routes du Doubs en 2021 ; **10** tués sur les seules routes départementales, soit un niveau historiquement bas

**86 subventions** d'un montant global de **1,081 M€** attribuées pour des opérations de sécurisation des communes au titre de la répartition du produit des amendes de police

**7 200 € de subvention** départementale allouée au Comité départemental du Doubs de la prévention routière

# DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE DU TERRITOIRE

## ZOOM SUR 2021

> INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

### Une participation financière importante du Département pour le fibrage du territoire

Le Département du Doubs a souhaité engager, dès 2010, une stratégie ambitieuse pour fournir du très haut débit à l'ensemble de ses habitants, services publics et entreprises. D'abord envisagé en 2027, puis en 2024 à l'issue des études techniques, l'objectif de 100% FttH dans le Doubs a ensuite été fixé à l'horizon 2022. Le Département verse une participation financière au Syndicat mixte (SMIX) Doubs Très haut débit (THD) pour réaliser cette mission. Initialement fixée à 30 M€, le Département aura finalement participé à hauteur de 32,75 M€, en dépassant donc de 2,75 M€ l'engagement initial et clôturant ainsi dès 2020 son financement pour le fibrage du territoire, bien avant l'achèvement opérationnel prévu fin 2022. Ce sont à fin 2021 plus de 90 000 prises raccordables d'ores et déjà construites, ce qui représente plus de 73 % des prises à construire, par rapport aux 120 000 prises actées dans le Schéma directeur départemental d'aménagement numérique (SDDAN) en 2012 (compte tenu de l'évolution du nombre de logements en 10 ans, ce seront 133 000 prises à construire dorénavant). Pour ce qui concerne la zone d'intervention publique, le Département du Doubs est le département le plus avancé de Bourgogne-Franche-Comté et se classe même 10e au niveau national pour le fibrage de son territoire.

> USAGES DU NUMÉRIQUE

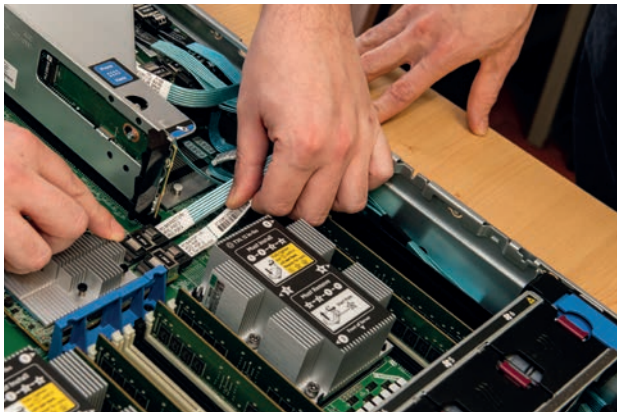
## Un Schéma départemental d'inclusion numérique qui poursuit sa mise en œuvre

Le Département est devenu en octobre 2020 l'une des premières collectivités à avoir adopté son Schéma départemental d'inclusion numérique (SDIN). Une feuille de route stratégique qui mobilise l'ensemble des compétences départementales en faveur de l'inclusion numérique et qui trouve sa traduction opérationnelle dans les principes suivants :

- Comme pour les contrats P@C, partir des besoins de chaque territoire, l'échelle retenue étant l'EPCI : c'est-à-dire travailler étroitement avec les représentants des communes et des intercommunalités pour déployer des actions sur-mesure au regard des spécificités locales
- Arrêter un programme d'actions annuel pour chaque territoire, qui année après année, aura vocation à être enrichi
- S'appuyer sur plusieurs politiques publiques du Département : action sociale, lecture publique, collèges, autonomie, insertion, développement territorial, communication, développement numérique du territoire

# 2021, C'EST AUSSI :

- La participation, au travers du SMIX Doubs THD, aux décisions à prendre relatives à la gestion du réseau Boucle Locale haut débit et de la délégation de service public afférente
- La poursuite de la participation du Département au financement des amortissements des actifs du Syndicat mixte de l'Aire urbaine (SMAU) de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle, repris par le SMIX Doubs THD suite à sa dissolution
- La participation, au travers du SMIX LUMIERE, aux décisions à prendre relatives à la gestion du réseau de fibre optique de Grand Besançon Métropole
- La poursuite de l'intégration de nouveaux jeux de données sur la plateforme d'open data du Doubs (Doubs DATA)
- La modification du règlement intérieur des aides financières individuelles du Département afin de permettre, dans un objectif de lutte contre la précarité numérique et d'accompagnement social, l'attribution d'aides financières pour soutenir l'achat d'équipements informatiques reconditionnés aux normes Ordi 3E



# CHIFFRES-CLÉS

**120 000 prises à construire** pour ce qui concerne la zone d'initiative publique (chiffres SDDAN 2012) avec échéance à fin 2022

**Plus de 90 000 prises raccordables à la fibre** fin 2021 et près de **40 000 clients** en zone d'initiative publique

**573 communes du Doubs couvertes** complètement ou au moins partiellement par la fibre (108 couvertes de 0 à 10% ; 109 couvertes de 10 à 90% ; 356 couvertes à plus de 90%)

**51 jeux de données** publiés sur la plateforme open data du Département avec en moyenne 600 à 700 visiteurs uniques par mois

# PAROLES D'USAGER

## Christian Brand

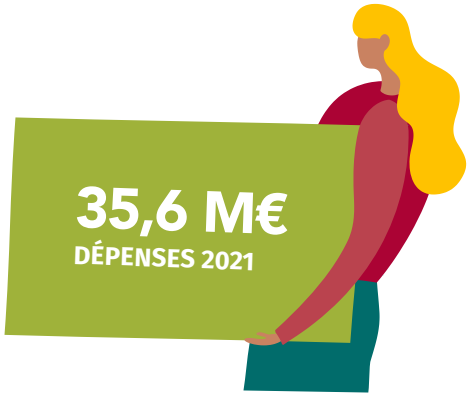
**Président du Pays de Sancey-Belleherbe**

Afin d'accompagner l'évolution des modes de vie et des relations sociales et d'éviter la fracture numérique dans les territoires les moins denses en population, le Département du Doubs a fait le choix de réaliser un réseau Très haut débit (THD) 100 % fibré en prenant appui sur son syndicat mixte dédié, (SMIX) Doubs Très haut débit, qui regroupe les communautés de communes intéressées et le Département. La Communauté de communes de Sancey-Belleherbe a été, début 2021, la première communauté de communes 100 % fibrée de la Région.

*« Cela rend notre beau territoire rural plus attractif et nous permet de développer de nouveaux projets liés au numérique, tels que la création d'un espace de coworking. »*

# DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

## ZOOM SUR 2021




> ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LOCAUX

### L'aire de covoiturage agrandie aux Premiers Sapins

Établis avec le bloc communal (communes et intercommunalités) pour la période 2018-2021, les contrats P@C (Porter une action concertée) constituent le support de l'accompagnement méthodologique et du soutien financier apportés par le Département à la réalisation des projets locaux. Dans le cadre du contrat P@C conclu avec le territoire des Portes du Haut-Doubs, le Département a participé à hauteur de 59 257 €, en 2021, au financement des travaux sur le pôle d'échanges multimodal situé à proximité de Nods (Premiers Sapins) et de l'échangeur entre les routes nationale 57 et départementale 32. La capacité de l'aire de covoiturage est ainsi passée de 20 à 47 places de parking afin de répondre aux besoins des automobilistes.

> COOPÉRATION INTERNATIONALE

## Une mise en lumière européenne de la transition climatique de la station de Métabief

La Stratégie de l'Union européenne pour la région Alpine (SUERA) fédère 48 régions d'Europe. En 2020 et 2021, c'est la France qui a assuré la présidence tournante de cette instance, via une gouvernance partagée entre l'État, les Régions concernées ainsi que d'autres acteurs institutionnels et associatifs de ce vaste territoire, dont le Département. Dans ce cadre de réflexions et d'actions coordonnées, un des thèmes mis à l'honneur a porté sur « l'accélération de la transition écologique de la région alpine pour lutter contre les changements climatiques et environnementaux ». Le moment fort a été un événement, intitulé « la montagne jurassienne en transition : de l'expérience de Métabief au partage à l'échelle de la région alpine », organisé et porté par le Syndicat Mixte du Mont d'Or (SMMO), en lien avec le Département du Doubs, les 17 et 18 mars 2021 à Frasne et Métabief (bilan : 100 personnes présentes sur place, 350 personnes en distanciel et près de 1 000 personnes connectées via Youtube).

> TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ÉNERGIES RENOUVELABLES - BOIS ÉNERGIE

## Le Département soutient les projets performants

En 2021, dans le cadre d'un partenariat avec l'association ATMO Bourgogne-Franche-Comté, un guide pratique portant sur la qualité de l'air intérieur dans les établissements accueillant des enfants et des adolescents a été mis à la disposition des collectivités, étoffant ainsi la boîte à outils pour la conception de projets performants énergétiquement et de bonne qualité environnementale. S'agissant des bâtiments tertiaires publics, l'action départementale a permis de soutenir des études d'aide à la décision (11 dossiers) et la réalisation de travaux intégrant une amélioration de la performance énergétique, ainsi que le recours à des énergies renouvelables pour du bâti et des équipements (40 dossiers).

*Vaccination COVID à la MARPA du Val de Loue à Arc-et-Senans*

> SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES

## Le Département et le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) mobilisés dans la lutte contre l'épidémie

En 2021, le Département et le SDIS se sont engagés pour faciliter l'accès à la vaccination contre le COVID-19 :

- au printemps, une campagne de vaccination a été organisée à l'attention des personnels et des personnes âgées vulnérables hébergées dans les résidences autonomie du Doubs et les Maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie
- durant toute l'année, une unité mobile a été déployée sur le territoire du Doubs pour procéder à la vaccination des sapeurs-pompiers volontaires.

Le SDIS, de par ses compétences en gestion de crise, s'est vu également confier, par le Préfet et l'Agence régionale de santé, l'organisation et le fonctionnement du plus grand centre de vaccination du Doubs, pendant plusieurs mois, à Besançon Micropolis (146 623 injections effectuées). Par ailleurs, en 2021, le Département a augmenté son soutien au SDIS : 26 680 247 € pour assurer son fonctionnement (soit près de 56 % de son budget) et une subvention de 650 000 € en investissement.

# 2021, C'EST AUSSI :

- De nombreux projets locaux soutenus dans le cadre des contrats P@C :
  - l'extension de la Maison des Familles par l'association « Semons l'Espoir » à Besançon
  - la création d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur aux Premiers Sapins
  - la réfection de l'aire de jeux et des agrès accessibles aux personnes handicapées à Mercey-le-Grand, l'installation de modules inclusifs sur les communes de Sancey et Gonsans
  - la réhabilitation du Complexe sportif évolutif couvert et la création d'une Maison des soignants à Morteau
  - l'aménagement d'un Centre médico-social (CMS) et d'un relais assistantes maternelles dans les locaux de l'ancienne bibliothèque à Quingey
  - la création d'une zone de loisirs multi-activités à Sainte-Suzanne
- 25 Maisons intégrées au réseau France Services et 4 autres en préparation
- **La création du Parc naturel régional (PNR) du Doubs Horloger dont le Département est membre (94 communes et 6 communautés de communes du Doubs)**
- Trois visioconférences pour sensibiliser les élus locaux aux problématiques de qualité de l'air intérieur, de polluants environnementaux et de perturbateurs endocriniens

# CHIFFRES-CLÉS

Pour les **18** **contrats P@C établis** par le Département avec les territoires :

- **93** **projets locaux** suivis dès la phase amont
- **13** **études d'assistance** à maîtrise d'ouvrage (AMO), pour un montant total de subventions de 183 842 €
- **168** **projets d'investissement** accompagnés, pour un montant total de subventions de 6,4 M€, dont :
  - **47** concernant des équipements et bâtiments sportifs
  - **25** sur la thématique des services publics de proximité
  - **16** dans le domaine de la voirie publique et de la sécurité routière le long des routes départementales
  - **26** sur la thématique du patrimoine
  - **5** d'intérêt supra-communautaire pour 596 655 € (équipement sportif d'Arcey, aire de covoiturage d'Europolys, Maison des familles au CHRU de Besançon, recyclerie de Maîche et Accueil de jour pour les femmes victimes de violence à Pontarlier)

**188 332** **appels reçus**, **38 172** **interventions effectuées** et **32 878** **victimes secourues** par le SDIS25

# PAROLES D'AGENT ET D'USAGER

**Jérôme**, **chef de chantier sur Montbéliard et adjudant-chef de sapeurs-pompiers volontaires au centre d'incendie et de secours de Bethoncourt-Sochaux :**

*« J'ai intégré à 12 ans l'école des jeunes sapeurs-pompiers à Grand-Charmont, puis je suis devenu volontaire à 16 ans à Montbéliard. Aujourd'hui, je suis responsable d'équipe de garde (environ 15 personnes-pompiers volontaires).*
*Je fais 10 à 15 interventions par mois, une nuit sur 4, week-end compris, en planifiant mon activité. Je suis en garde postée, à des horaires précis, c'est-à-dire à la caserne, pas au domicile, car nous sommes en zone urbaine. J'arrive à concilier avec ma vie de famille en gardant un juste milieu, sans excès. J'aime l'idée de pouvoir sauver des gens, mais aussi l'adrénaline du départ en intervention car c'est l'inconnu… Et l'esprit d'équipe ! »*

Concrétisation de près de 15 ans de travail et de concertation, le Parc naturel régional (PNR) du Doubs Horloger est le 57e en France, le 4e en Bourgogne-Franche-Comté et le seul dans le Doubs. Ce parc mettra en avant des sites naturels comme le cirque de Consolation, situé à Consolation-Maisonnettes, les rochers de la Cendrée à Charquemont ou le saut du Doubs à Villers-le-Lac, les chemins de la Contrebande entre Morteau, Saint-Hippolyte et la Suisse, ainsi que les projets de préservation de la race des Chevaux comtois, le patrimoine culturel, culinaire et traditionnel, comme le comté, les fermes comtoises et l'horlogerie. L'enjeu désormais est d'associer toutes et tous à cette dynamique, que chacun s'approprie la charte et ce PNR, et en particulier les plus jeunes.

*« Le slogan des PNR est d'ailleurs convaincre plutôt que de contraindre et l'une de leurs grandes missions, l'éducation au territoire et la sensibilisation à l'environnement en priorité des jeunes générations. »* rappelle **Yannick**, **directeur du PNR.**

# ENVIRONNEMENT TRAME VERTE ET BLEUE

## ZOOM SUR 2021

> GESTION DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### L'EPAGE Doubs-Dessoubre : un syndicat mixte doté de moyens de gestion plus adaptés

Afin de répondre aux enjeux importants de préservation et de restauration des rivières karstiques jouxtant le Dessoubre, le Département du Doubs s'est engagé aux côtés des 5 communautés de communes concernées (Pays de Sancey-Belleherbe, Portes du Haut-Doubs, Pays de Maîche, Plateau du Russey et Doubs Baumois) pour la création, au 1er janvier 2021, du Syndicat mixte Doubs Dessoubre. Cette structure, qui a obtenu fin 2021 la labellisation « Établissement public d'aménagement et de gestion des eaux » (EPAGE), a pour objet de mettre en œuvre les études et travaux nécessaires à la préservation des cours d'eau patrimoniaux très sensibles que constituent le Doubs franco-suisse, le Cusancin, le Dessoubre ou encore la Barbêche.

> BIODIVERSITÉ ET MILIEUX NATURELS

### Une tourbière restaurée au Bizot

En 2021, le Département a mené sous sa propre maîtrise d'ouvrage, sur la commune du Bizot, d'importants travaux de nettoyage des dolines situées sur le site de la tourbière dite « des Guillemins », labellisé Espace naturel sensible (ENS). Cette dépollution fait suite aux travaux réalisés en 2020 visant à restaurer le fonctionnement hydrologique de la tourbière (remise en eau). Elle a consisté en l'enlèvement de 250 tonnes de déchets divers (ménagers, métalliques, batteries automobiles...), permettant ainsi la suppression d'un point de pollution au niveau de l'exutoire de la tourbière, dont le traçage par un colorant, en novembre 2021, avait mis en évidence la connexion avec les eaux du Dessoubre. Dans le prolongement de ces travaux et en vue de l'ouverture de ce site au public, la Communauté de communes du Plateau du Russey réalise actuellement, avec le Département, un plan d'interprétation qui permettra à chacun de découvrir cet espace naturel remarquable.

*Traçage par colorant sur la tourbière du Bizot*

*Station d'épuration de Quingey*

# 2021, C'EST AUSSI :

- **Le lancement de l'étude portée par le Département pour permettre, aux communes et intercommunalités du Doubs, de préfigurer la gestion des boues d'épuration domestiques, à l'aune des récentes évolutions réglementaires et de la décision prise récemment par le Comité interprofessionnel de gestion du Comté (CIGC) d'interdire les épandages agricoles**
- La structuration de la gouvernance dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques :
  - appui technique et financier du Département à la prise de la compétence « Eau et/ou assainissement » par les Communautés de communes Doubs Baumois et du Pays de Sancey-Belleberbe
  - finalisation de la démarche concertée de révision des statuts de l'Etablissement public territorial de bassin (EPTB) Saône et Doubs, dont le Département est membre, en vue de leur application à compter du 1er janvier 2022
- Le succès d'une nouvelle mission intégrée au Service d'assistance technique dans le domaine de l'eau (SATE) proposée par le Département aux communes et intercommunalités, avec la réalisation de l'autosurveillance de 83 petites stations d'épuration en 2021
- La poursuite du travail sur les différents sites ENS : renouvellements des plans de gestion de l'ENS de la reculée de Cussey-sur-Lison et de la pelouse sèche de la Chaux à Etrabonne, élaboration d'une notice de gestion pour l'ENS de « la pelouse des Marnières » à Tarcenay-Foucherans, ouverture au public de l'ENS interdépartemental de la gravière de Pagney et des Prairies du Grand Roué à Jallerange
- **Des travaux de restauration et d'entretien sur l'ENS de la Roche de Hautepierre-le-Chatelet, les ENS de la Motte du Château à Montrond-le-Château, les Génévriers à Villers-sous-Montrond, du Grand Mont à Tarcenay-Foucherans, de réouverture de milieu et le test de pâturage sur l'ENS de l'étang de Breuillez à Bremondans, de sécurisation de l'accès à l'ENS de la source de la Doue à Glaye, une première tranche de travaux autour de la gravière du site de Pagney-Jallerange pour son ouverture au public et l'observation des oiseaux**
- La poursuite de l'éducation à l'environnement et au développement durable à destination :
  - des scolaires, avec l'appel à projets « Sur la piste des ENS »
  - du grand public, avec l'organisation d'animation nature sur différentes sites ENS

*ENS de la Roche de Hautepierre-le-Chatelet*

# PAROLES D'USAGER

## Alice Delachaux

**Adjointe de la commune des Premiers Sapins en charge de l'environnement**

*« L'ENS de la Roche de Hautepierre-le-Chatelet est un site remarquable associant des enjeux paysagers (point de vue surplombant de plus de 400 mètres la vallée de la Loue), de biodiversité (une diversité d'habitats, avec des pelouses sèches, des corniches calcaires, des éboulis ou encore des mares) et de patrimoine culturel (avec deux artistes attachés à la vallée de la Loue, le poète Emile Lonchampt et le peintre Gustave Courbet). Un travail partenarial est conduit entre la commune des Premiers Sapins et le Département du Doubs, qui porte la politique ENS, avec un appui financier de Natura 2000 et l'appui technique du Conservatoire des espaces naturels de Franche-Comté pour le pâturage, à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion, renouvelé en 2020 pour une période de 10 ans. Cette gestion nécessite un suivi important pour améliorer et adapter les actions mises en œuvre. Nous avons la chance sur cet ENS d'avoir un couple bénévole qui gère le troupeau communal, et le travail ne manque pas : entretien des clôtures et du sentier, suivi du pâturage, soin aux animaux, inventaires de la faune et de la flore pour vérifier que les actions menées vont dans le bon sens. Nous espérons maintenir la dynamique encore longtemps car ce site mérite vraiment d'être mis en valeur. »*

# CHIFFRES-CLÉS

**4,7 M€ d'aides** notifiées au titre du soutien de 218 projets locaux dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement

**511 000 € de crédits engagés** en faveur de la réalisation de 22 projets concourant à la gestion et à l'ouverture au public du réseau de sites ENS

**92 000 € de crédits consacrés** à l'amélioration de la connaissance de la biodiversité et à l'accompagnement du Département pour sa prise en compte dans la mise en œuvre de ses différentes politiques (ENS, routes…)

**760 000 € de contributions statutaires** versées à 4 syndicats mixtes dont le Département est membre, compétents en matière de gestion de bassins versants et de restauration des milieux aquatiques : EPAGE Haut-Doubs Haute-Loue, Syndicat mixte Doubs Dessoubre, Syndicat mixte du marais de Saône, EPTB Saône et Doubs

**76 collectivités éligibles** ayant conventionné avec le Département pour bénéficier du SATE, représentant **194 stations d'épuration**

**4 600 hectares de milieux naturels diversifiés** (tourbières, coteaux, pelouses sèches, prairies humides…) labellisés ENS ou en voie de labellisation

**1 711 élèves** répartis en **72 classes**, dont **495 collégiens**, sensibilisés à la biodiversité et aux enjeux de sa protection par le biais de l'appel à projets « Sur la piste des ENS »

# ESPACE RURAL ET PÉRIURBAIN

## ZOOM SUR 2021

> AMÉNAGEMENT ET MISE EN VALEUR DE L'ESPACE RURAL ET PÉRIURBAIN

### Des réglementations des boisements numérisées

La réglementation des boisements est un outil d'aménagement foncier qui organise, à l'échelle (inter)communale, la possibilité pour un propriétaire de planter des essences forestières sur l'espace ouvert non forestier. Dans le Doubs, 307 communes en disposent actuellement. Le respect de ces réglementations des boisements relève de la compétence du Département, ce qui implique également leur communication aux acteurs concernés (Maires, bureaux d'études en matière d'urbanisme...). Or, aujourd'hui, elles sont disponibles uniquement sous format de cartes papier. Ainsi, le Département a engagé, en 2021, un vaste chantier de dématérialisation et de numérisation totale de ces documents, qui a été confié à l'ADAPEI. À l'issue de ce travail, les cartes de réglementation des boisements du Doubs seront consultables, via le site Doubs.fr, par l'ensemble des élus locaux et citoyens.

> SOUTIEN AUX ACTIVITÉS AGRICOLES ET FORESTIÈRES

### Un dispositif de soutien pour l'adaptation aux effets du changement climatique

Suite aux épisodes de sécheresse survenus durant ces dernières années, le Département a mis en place au printemps 2020, en partenariat avec la Région, un dispositif de soutien destiné à permettre le stockage des eaux pluviales au sein des exploitations agricoles, ceci dans un objectif d'adaptation des élevages du Doubs aux effets du changement climatique et de protection des ressources alimentant les services publics d'eau potable. À la fin de l'année 2021, ce dispositif a permis d'accorder un montant total de subventions de 1 598 686 € en faveur de 232 projets d'investissement portant sur la récupération, le stockage et le traitement des eaux pluviales pour l'abreuvement du bétail.

# 2021, C'EST AUSSI :

- La poursuite du développement des circuits courts alimentaires de proximité via l'animation du dispositif Agrilocal 25 (forum acheteurs-producteurs) et le soutien aux investissements des agriculteurs en diversification agricole
- L'amplification des aides financières à l'investissement en milieu rural, à hauteur de 1,5 M€ en direction des secteurs de :
  - l'agriculture : aides au traitement et à la valorisation des effluents d'élevage (avec la fin des aides aux systèmes « tout lisier » pour la préservation des milieux), à la performance énergétique, à la réduction des intrants ou encore à la diversification agricole
  - l'agroalimentaire : appui à l'investissement des industries agro-alimentaires, notamment les sociétés coopératives agricoles de fromagerie (modernisation et assainissement)
  - la forêt : aides à la création de dessertes forestières, à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière qui subissent la crise sanitaire en forêt ou encore appui à la restructuration foncière forestière et partenariat avec l'Union régionale des communes forestières de Bourgogne-Franche-Comté (URACOFOR) pour œuvrer en faveur de la résorption des biens vacants sans maître, freins à l'exploitation forestière

- **Des manifestations agricoles soutenues par le Département, notamment dans le domaine de l'alimentation de proximité : la « Semaine du goût » ou l'opération « Au pré de l'assiette » menée en lien avec l'association Agrilocal dont le Département est membre. 14 collèges du Doubs y ont participé et ont proposé à leurs demi-pensionnaires des repas élaborés à partir de produits d'origine locale (par exemple le collège Jean-Claude-Bouquet du Val de Morteau - site de Villers-le-Lac- a proposé un velouté de potimarron avec les légumes fournis par « Les maraîchers en culottes courtes » de Bretonvillers et des fromages blancs de la Ferme Maugain à Chapelle-d'Huin au coulis de fruits rouges)**

# CHIFFRES-CLÉS

**162 cartes de réglementation** des boisements numérisées en 2021, pour un montant de 11 565 €

**+ 43 % de commandes de produits locaux** via la plateforme « Agrilocal 25 » par rapport à 2020, soit environ 1 500 commandes pour 270 000 € générés au total en 2021 (la part de produits bio représente 27 % des commandes)

**194 dossiers éligibles** pour des projets de récupération d'eaux pluviales dans les exploitations agricoles, pour un montant de **1,3 M€** de **subventions du Département**

**Plus de 1,5 M€ d'aides départementales** (subventions) au titre du Programme de développement rural (PDR) régional, ayant permis la mobilisation d'aides européennes du FEADER, dont :

- **468 512 €** à destination de **15 industries agroalimentaires**
- **228 424 €** pour **45 dossiers déposés** par des agriculteurs, pour aménager les bâtiments et mettre aux normes les ouvrages de stockage d'effluents
- **43 720 €** pour **10 communes,** afin de réaliser leurs projets de dessertes forestières

**145 150 échantillons traités** par le Laboratoire vétérinaire départemental (LVD) pour préserver la santé animale, dont 77 % dans le cadre du plan d'éradication de la diarrhée virale bovine (BVD) mis en œuvre par le Groupement de défense sanitaire (GDS) du Doubs

# PAROLES D'USAGER

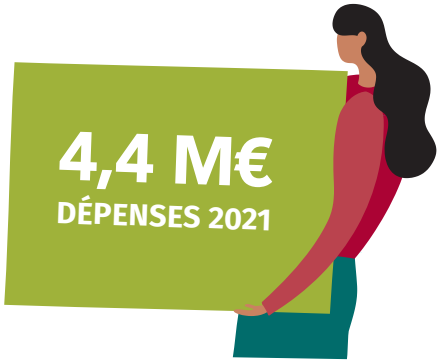
L'Association du Secours Catholique et INTERBIO (Interprofession de l'agriculture biologique), avec l'appui du Département, sont partenaires en faveur d'une alimentation saine et locale pour les personnes en situation de précarité.

## Julie

**Chargée de mission alimentation de proximité à INTERBIO**

*« Nous souhaitons démontrer que l'accès à une alimentation de qualité n'est pas uniquement une question de budget. C'est aussi une question d'information et de sensibilisation. C'est pourquoi INTERBIO de Franche-Comté a lancé un cycle d'ateliers liés à l'alimentation dans le Doubs cette année, avec le soutien du Département. Ces ateliers s'adressent à des populations en situation précaire pour leur apporter des outils et des clés pour une meilleure lecture de l'alimentation, consommer bio sans pour autant grever leur budget, détailler l'importance de manger équilibré… Au cours de ce cycle, nous avons organisé des visites de ferme pour montrer comment est produite l'alimentation localement, expliquer, in situ et avec les professionnels, les labels bio. Nous proposons aussi des ateliers pratiques, apprendre à faire ses bocaux, atelier cuisine. Notre idée est d'aller au-devant de ces publics pour montrer que les produits bio sont accessibles, en changeant des habitudes de consommation ou de cuisine. »*

# TOURISME
## ZOOM SUR 2021




> STRATÉGIE ET GOUVERNANCE TOURISTIQUE

### La structuration de l'offre d'activités de pleine nature

Au regard de ses caractéristiques et de son potentiel en termes d'espaces naturels à la fois authentiques, diversifiés et préservés (vallée du Doubs, plateaux, montagnes douces), le Département a entrepris une politique affirmée d'évolution de l'offre d'activités de pleine nature qui s'est traduite en 2021 par :

- la poursuite du travail d'identification, optimisation et structuration du réseau de randonnée pédestre conduit avec l'ensemble des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI), dans un esprit de synergie et de co-construction d'un réseau homogène, attractif et de qualité - à ce titre 24 réunions ont été organisées avec les territoires
- le lancement d'une étude de préfiguration de l'offre VTT dans le Doubs, visant à structurer et organiser la filière à l'échelle départementale, en lien étroit avec les EPCI et acteurs concernés, dans un objectif de « faire du VTT partout, pour tous et par tout temps ».

> DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE ET DE L'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE

### Les « Billets Doubs » et « Doubs séjours », deux dispositifs confirmés en 2021 pour soutenir le tourisme

Dans le cadre du Plan départemental d'urgence face à la crise économique et sociale, le Comité départemental du tourisme-CDT (Doubs Tourisme) a déployé, au début de l'été 2021, la 2e phase du plan de soutien au secteur touristique. Ce plan vise à accroître la fréquentation des sites et équipements touristiques du Doubs, sévèrement impactés par la crise sanitaire, en proposant des offres très incitatives à destination des clientèles locales et hors région. À ce titre, les 2 dispositifs mis en place en 2020 ont été reconduits, à savoir la mise à disposition de 50 000 « Billets Doubs » (billets d'entrée ou remboursement forfaitaire d'entrées sur les sites touristiques, d'un montant ou équivalent de 10 €), et la commercialisation de 304 « Doubs séjours » (produit « 2 jours/1 nuit » attractif et très promotionnel).

# CHIFFRES-CLÉS

**1 383 hébergements**
représentant
**29 500 lits marchands**

**46 sites touristiques**
« pour profiter de la neige »

**27 sites labellisés**
**« Tourisme & Handicap »,**
**32 « accueil vélo »,**
**66 « Motards Bienvenue »**

**47 entreprises adhérentes**
au label « Made in chez nous »

**11 000 participants**
à la première édition du
« slowUp Vallée de l'Ognon »

# 2021, C'EST AUSSI :

Pays de Courbet

- Le début de mise en œuvre, par le Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO), du projet de transition climatique de la station de Métabief, qui s'est traduit par le démarrage du chantier de la future luge « 4 saisons » sur le site de Métabief, ainsi que par la première phase du plan pluriannuel d'amélioration des remontées mécaniques et des équipements (PPARME) visant au maintien du produit ski alpin
- **L'élaboration du projet d'aménagement d'une liaison cyclable sur l'emprise de l'ancienne voie ferrée reliant la ligne ferroviaire des Horlogers (à partir de la gare TER de l'Hôpital-du-Grosbois) à la vallée de la Loue et au Pays de Courbet**
- L'organisation, en partenariat avec le Département de la Haute-Saône et les EPCI concernés, en particulier la Communauté de communes des 2 Vallées Vertes, de la première édition du « slowUp Vallée de l'Ognon » le dimanche 12 septembre 2021 (sur les secteurs de Rougemont, Bonnal et Montagney-Servigney dans le Doubs, Villersexel et Esprels en Haute-Saône), cette manifestation ayant connu un très vif succès populaire avec l'accueil de près de 11 000 participants.

# PAROLES D'AGENT

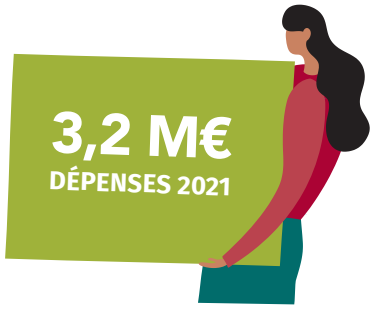
Le Département a conforté en 2021 son dispositif de comptage des flux sur les itinéraires et les grands sites touristiques du Doubs, de manière à faire évoluer, en tant que de besoin, ses choix stratégiques et les pratiques touristiques. **Pierre**, **référent technique « Activités de pleine nature » au sein du service Tourisme du Département** a procédé en 2021 à l'installation « d'Eco-compteurs » sur 5 sites identitaires du Département. « *Les premières données nous donnent de premières indications précieuses de leur fréquentation* » dit-il. « *De juillet à septembre 2021, 5 000 personnes sont venues à la Source du Doubs à Mouthe, 30 000 à la source de la Loue à Ouhans, 30 000 au Sommet du Mont d'Or, 45 000 à la source du Lison à Nans-Sous-Sainte-Anne. En 2022, nous aurons également des chiffres de fréquentation de la Via Francigena GR® 145, itinéraire structurant de notre territoire. Cet observatoire touristique, conforté par l'analyse des services de « Doubs tourisme », doit, entre autres, faciliter les choix stratégiques des élus du Département* » conclut-il.

# TRANSPORT
## ZOOM SUR 2021

> TRANSPORTS ADAPTÉS

### Transport scolaire pour les élèves et étudiants en situation de handicap

Le Département assure le transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap par l'organisation de circuits de ramassage, confiée à un prestataire. En application de son règlement transport adopté en juin 2020, pour certaines situations particulières, et notamment lorsque les temps de trajet proposés dans le cadre du transport adapté mutualisé ne sont pas acceptables, le Département propose, sous la forme d'une indemnité kilométrique forfaitaire, le remboursement des frais engagés par les familles prenant en charge elles-mêmes le transport scolaire de leur enfant.




## 2021, C'EST AUSSI :

→ Un nouveau marché avec la société TRANSARC, titulaire de l'ensemble des 4 lots pour le transport des élèves et étudiants en situation de handicap depuis la rentrée 2021

## CHIFFRES-CLÉS

**597 élèves transportés** (contre 525 pour l'année scolaire 2019-2020, soit + 13,7%)

**118 circuits confiés** à la société Transarc (contre 100 l'année précédente)

**104 établissements scolaires desservis** (contre 98 pour l'année scolaire 2019-2020)

**7 familles bénéficiaires** du nouveau dispositif de remboursement des frais pour le transport de leur enfant, qu'elles assurent elles-mêmes

**3,23 M€ pour le transport** adapté au titre de l'exercice 2021 (dépense couvrant les 2e et 3e trimestres de l'année scolaire 2020-2021 et le 1er trimestre de l'année scolaire 2021-2022, et intégrant le remboursement aux familles assurant elles-mêmes le transport de leur enfant)

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES

## Organiser, moderniser et valoriser l'action départementale

Gestion au quotidien des ressources humaines, des bâtiments, des finances de la collectivité… le Département ne peut agir sans ces fonctions-support. La collectivité est très engagée dans la modernisation de son organisation et de ses méthodes de travail pour rendre son action plus performante et transparente au service des habitants du Doubs et en adéquation avec les enjeux sociétaux actuels.

**143,1 M€ en 2021**
soit 25 % des dépenses totales

### EN QUELQUES CHIFFRES

- **437** délibérations en Conseil départemental et Commission permanente
- **700** analyses juridiques
- **510** revues de presse et **10 325** articles de presse mis à disposition des agents par le Centre de ressources documentaires
- **83** marchés identifiés intégrant une clause insertion
- **2 317** agents travaillant au Département au 31/12/2021 dont **147** travailleurs handicapés
- **549** agents ayant sollicité du télétravail au 31/12/2021
- **97** sites au sein desquels travaillent des agents de la collectivité
- **1 641** interventions en matière d'entretien ou de modernisation du patrimoine

# MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

## ZOOM SUR 2021

> PERFORMANCE DE L'ACTION PUBLIQUE

### Un fort développement des marchés intégrant des clauses d'insertion

Le recensement global des besoins « insertion » pour l'année 2021 a été transmis à la direction en charge de l'insertion, qui a identifié, en lien avec le Service des achats et de la commande publique, les directions opérationnelles et les facilitatrices de clause de Grand Besançon Métropole, les besoins susceptibles de donner lieu à des prestations d'insertion. Ce travail collectif a permis d'identifier 83 marchés, dans lesquels une clause insertion a été intégrée comme condition d'exécution, une nette augmentation par rapport aux 32 marchés « clausés » en 2020 (par exemple : construction d'un collège innovant sur l'agglomération de Montbéliard-Nord – Bethoncourt et création d'une salle multimodale à la Saline royale d'Arc-et-Senans). Par ailleurs, un accord-cadre à bons de commande de prestations de services réparties en 3 lots géographiques a été relancé et notifié pour la réalisation de prestations d'insertion. Son objet est l'insertion sociale et professionnelle d'habitants du département du Doubs, durablement exclus du marché du travail ou rencontrant des difficultés d'accès ou de maintien dans l'emploi. L'appui et l'accompagnement à l'emploi des personnes concernées sont prévus dans le cadre de prestations de remplacement d'agents départementaux assurant des fonctions d'entretien et de nettoyage. Les marchés correspondants ont été notifiés pour une durée maximale de 4 ans.

*Construction du collège de Bethoncourt*

> EXPERTISE JURIDIQUE

## Renouvellement du Conseil départemental

Selon les dispositions de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral, l'Assemblée départementale est composée depuis 2015 de 38 élus répartis par binômes paritaires sur 19 cantons du Doubs, éligibles tous les six ans. À l'issue des élections du 20 et 27 juin 2021, le nouveau Conseil départemental du Doubs, comprenant entre autres 18 nouveaux élus, s'est réuni les 1er et 15 juillet, ainsi que le 30 août 2021 pour procéder à son installation. Ces séances ont structuré toute l'organisation institutionnelle pour le mandat 2021-2027, avec l'élection du Président, des membres de la Commission permanente, la détermination du nombre de Vice-présidents, l'adoption du règlement intérieur, les délégations de pouvoir, les désignations dans les organismes extérieurs… Cette organisation a mobilisé une expertise juridique accrue, dans un contexte sanitaire contraint.

> EFFICIENCE NUMÉRIQUE INTERNE

## Fin du 1er Schéma directeur des usages numériques

En juin 2017, le Conseil départemental a adopté son Schéma départemental des usages numériques (SDUN) avec pour horizon l'année 2021. Au moment de ce vote, le SDUN comprenait 45 projets numériques ayant pour objet l'amélioration du fonctionnement et des politiques publiques du Département. Afin de tenir compte de nouveaux besoins émergeant au fil de l'eau, 37 projets supplémentaires ont été évalués, validés et intégrés à ce schéma. L'année 2021 marque donc la fin de ce premier SDUN et sur les 82 projets qui constituent le SDUN 1 consolidé :

- **57 sont terminés** parmi lesquels :
  - Le projet COSINUS pour le numérique éducatif dans les collèges
  - Le portail de demande de subventions (appelé SAGA)
  - La dématérialisation complète de la chaîne comptable
  - La refonte totale du Système d'information de la Maison départementale des personnes handicapées, avec mise en place d'un socle commun national
  - La dématérialisation de la production des délibérations ou encore des frais de déplacement
  - La mise en place d'un portail pour les Archives départementales
- **18 sont toujours en cours de réalisation**
- **7 doivent encore être lancés ou confirmés**

Un SDUN 2 prendra le relai pour la période 2022-2025 et s'appuiera sur les enseignements du SDUN 1 pour continuer à faire progresser l'offre de services numériques au sein de la collectivité, ainsi qu'en direction de ses usagers. Il intégrera également les projets non achevés au titre du SDUN 1, ainsi que les projets d'infrastructures.

# **2021,** C'EST AUSSI :

- La poursuite de la production de nouveaux tableaux de bord (ressources humaines, enfance/famille, restauration scolaire « Egalim », prestation de compensation du handicap, aides financières…), en recherchant leur automatisation
- La réalisation de nombreuses enquêtes pour le compte des directions du Département (notamment celle sur le télétravail)
- La réalisation d'une étude organisationnelle et un appui méthodologique auprès des directions (sur la gestion de projet, l'animation de réunion, rédaction de fiches-outils sur la créativité…)
- La gestion des contentieux juridiques et l'accompagnement des directions dans la sécurisation juridique de leur activité
- **La réalisation des rapports annuels Développement durable et Egalité femmes-hommes et, dans un format nouveau, du Rapport d'activité des services de la collectivité**
- **La poursuite du partenariat avec l'association ATMO Bourgogne-Franche-Comté pour informer les agents et les citoyens tant sur la qualité de l'air intérieur que de l'air ambiant**
- La poursuite de la dématérialisation des marchés publics avec le déploiement de la dématérialisation des actes d'exécution et leur transmission aux opérateurs économiques via le profil acheteur du Département ; les process ont également été optimisés pour plus d'efficacité et des formations dispensées afin de maintenir un bon niveau d'expertise des utilisateurs
- L'adhésion à deux nouvelles centrales d'achat : RESAH (Réseau des acheteurs hospitaliers) et CAIH (Centrale d'achat de l'informatique hospitalière)
- Le déploiement de 550 nouveaux PC portables pour les agents de la collectivité (275 pour prendre en compte la migration vers Windows 10 ; 210 pour équiper de nouveaux télétravailleurs ou de nouveaux arrivants ; 35 en remplacement de PC en panne)
- **La création de 3 nouvelles salles de réunion équipées d'un système de visio-conférence (Montbéliard, Pontarlier et Besançon)**
- La mise en place de la fibre optique sur 10 nouveaux sites départementaux

*Exposition « L'air à la loupe »*

*Exposition « Ensemble contre les violences faites aux femmes »*

# CHIFFRES-CLÉS

Plus de **100 analyses financières** des structures subventionnées par le Département

**24 enquêtes** réalisées pour un total de 4 195 réponses

**69 contentieux**

**700 analyses juridiques**

**510 revues de presse et 10 325 articles de presse**

**177 dossiers documentaires et 130 recherches thématiques**

**20 674 visites** du portail documentaire

**245 agents** de la collectivité inscrits au service de Diffusion sélective de l'information (DSI)

**83 marchés** « clausés » identifiés (+ 159% par rapport à 2020)

**15 réunions** de la Commission d'appel d'offres/Commission achats pour un total de 101 marchés attribués

**4 374 dossiers de consultation** téléchargés par les opérateurs économiques sur le profil acheteur du Département et **436 plis dématérialisés déposés**

**9 572 tickets créés** et adressés au centre de services numériques de la Direction des usages du numérique, que ce soit pour des demandes informatiques (5 617) ou pour des incidents informatiques (3 955) ; 9 169 d'entre eux ont été résolus en 2021 (5 321 pour les demandes et 3 848 pour les incidents)

**2 400 ordinateurs** (parc qui sera amené à diminuer à l'issue de la crise sanitaire et des remplacements de matériels programmés), **300** serveurs (hors collèges), **750** smartphones à maintenir en conditions opérationnelles

# PAROLES D'AGENTS

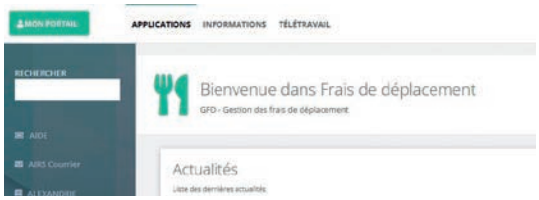
## Sarah, Léa, Marjorie et Yannick

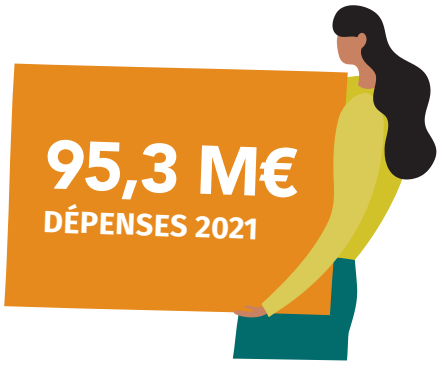
**Juristes au Service juridique-assemblées-déontologie**

*« Travailler au Service juridique, c'est se poser de nouvelles questions tous les jours ! En effet, nous sommes sollicités par tous les services de la collectivité, sur des sujets très variés et toujours renouvelés. Nous gérons également les contentieux de la collectivité, parfois en lien avec des avocats. L'année 2021 a été marquée par une forte activité liée au COVID-19, de nombreux textes législatifs ou règlementaires paraissant chaque mois, ce qui nous a conduits à assurer une veille spécifique à destination de la Direction générale et de la Direction des ressources humaines notamment. En 2021, nous étions aussi aux côtés des directions pour les épauler dans la gestion de leurs activités et de leur communication dans le contexte particulier des élections départementales. Ainsi, nous avons également continué à fiabiliser et sécuriser l'action menée par la collectivité et son processus décisionnel, par notre activité de conseil et d'appui aux directions, dans le cadre du développement et de la mise en œuvre de dossiers structurels à enjeux financiers et politiques importants, portés par le Département, seul ou en lien avec d'autres collectivités ou groupements, notamment dans les secteurs social, culturel, sportif et touristique. »*

# RESSOURCES HUMAINES

## ZOOM SUR 2021




### > POLITIQUE SALARIALE ET GESTION DES CARRIÈRES

## L'e-DRH poursuit son déploiement

La collectivité s'est engagée, dans le domaine des ressources humaines, dans une politique de dématérialisation des processus et d'ouverture à ses usagers : agents et encadrants. C'est ainsi qu'il a été décidé, en 2021, de dématérialiser la gestion des frais de déplacement du personnel de la collectivité (hors assistants familiaux), liés à leurs missions ou à leurs formations. Ce dispositif, outre la simplification des flux de vérification et de validation, va permettre le traitement informatique des 7 000 états de frais de déplacement reçus chaque année à la Direction des ressources humaines (DRH). Dans le même temps, la dématérialisation de l'inscription à des formations a été expérimentée sur une direction pilote ; il conviendra prochainement de l'étendre aux autres directions. Dans le cadre de l'e-DRH, la dématérialisation des bulletins de paye, mise en œuvre courant 2021, est accessible aux agents depuis février 2022 ; la mise en œuvre de plusieurs autres outils dédiés aux agents aboutira en 2022, avec en particulier l'ouverture d'un portail agent dédié.

### > POLITIQUE DE GESTION DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES

## La montée en compétences numériques des agents

© Adobe Stock

La DRH a reconsidéré, renforcé et élargi son offre de formations dans le domaine du numérique en recourant à toutes les formes d'apprentissage pour s'ajuster aux besoins des agents. Ainsi, entre 2019 et 2021, le volume de formations dans le domaine du numérique a augmenté de 340 %, représentant désormais près de 20 % du volume total de formations délivrées aux agents. Sont visées la maîtrise des logiciels métiers, conséquence de la dématérialisation des processus, mais aussi une meilleure aisance dans l'utilisation des outils numériques. En 2021, un effort particulier a été consenti sur ces aspects :

- 140 agents ont suivi des modules Skype ou Skype téléphonie, pour répondre au besoin d'évolution des compétences suite au développement du télétravail et des outils de communication numérique
- 130 agents ont suivi au moins un webinaire bureautique ou une formation à distance, grâce au développement de l'offre de formation en ligne
- 70 agents ont découvert l'utilisation de X-MIND, outil de mind-mapping, par le biais d'une formation menée en interne.

> POLITIQUE DE PRÉVENTION
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

## Le Département se mobilise pour la gestion de la crise sanitaire et le bien-être au travail

L'année 2021 est restée encore marquée par la gestion de la crise sanitaire. 176 agents testés positif au COVID-19 ont été recensés par la DRH. Suite à la loi du 5 août 2021, la collectivité a mis en place le contrôle de l'obligation vaccinale des professionnels de santé qu'elle emploie. En parallèle, le Département a renforcé son action en direction des agents :

- En se mobilisant sur l'accompagnement à la reprise des personnes ayant eu un arrêt long : des entretiens sont proposés à l'agent et à l'encadrant en amont de la reprise pour la préparer et l'accompagner dans la durée
- En déployant un processus d'alerte qui permet à tout encadrant d'informer sur une situation d'agent en souffrance, ou de suspicion d'alcoolémie, d'addiction… Le traitement de la situation associe le Service santé sécurité au travail et le service concerné
- En mettant en place un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, moral et sexuel, et d'agissements sexistes, externalisé auprès du Centre de gestion du Doubs. Ce dispositif, complémentaire aux autres canaux existants au sein de la collectivité, permet à tout agent de transmettre une alerte à la cellule dédiée du Centre de gestion, à titre totalement confidentiel.

> POLITIQUE SOCIALE

## L'ouverture du dossier sur la participation à la protection sociale des personnels

Avec l'ordonnance du 17 février 2021, c'est un nouveau volet de la protection sociale complémentaire qui se met en place. La participation des employeurs territoriaux devient cette fois obligatoire puisqu'ils devront contribuer a minima :

- Au 1er janvier 2025 au plus tard, à hauteur de 20 % d'un montant de référence pour le risque prévoyance
- Au 1er janvier 2026 au plus tard, à hauteur de 50 % de ce montant pour le risque santé

La réforme de 2021 implique dans un premier temps de formaliser un état des lieux, qui a été présenté au Comité technique en octobre 2021 et a constitué le support d'un débat en Assemblée en mars 2022. Un deuxième temps de travail et de négociation sociale s'ouvrira ensuite pour définir les modalités de mise en œuvre de cette participation financière.

> POLITIQUE LIÉE À L'EMPLOI ET À L'INSERTION

## Des apprentis accueillis sur les sites départementaux

En 2021, le Département a proposé 26 terrains d'apprentissage sur les sites bisontins, à Pontarlier et dans le Pays de Montbéliard. 26 jeunes ont ainsi rejoint les services départementaux sur une palette de formations, du CAP à la licence pro, et dans différents domaines d'activité : informatique, communication, maintenance, restauration scolaire, gestion administrative, métiers du secteur sanitaire et social… Le Département s'est attaché à accorder une attention particulière à l'inclusion des apprentis en situation de handicap.

## 2021, C'EST AUSSI :

- Une politique volontariste dans les collèges pour pallier les absences liées au COVID-19 et assurer dans les meilleurs délais le remplacement des agents (entretien des locaux ou restauration) ; ainsi, le recours aux remplacements a été accru entre 2020 et 2021 de plus de 12 équivalents temps plein
- Une stabilisation du télétravail, avec 549 agents télétravailleurs réguliers selon les différents « packs » proposés : une très grande satisfaction exprimée par les agents télétravailleurs (99, 5%) lors de la dernière enquête réalisée et par une grande majorité des encadrants (86 %), même si certains d'entre eux estiment que le télétravail a eu un impact négatif sur la cohésion d'équipe (43 %) et sur l'organisation collective (41 %)

# CHIFFRES-CLÉS

**2 317 agents au Département** au 31/12/2021 (agents titulaires, contractuels, apprentis, emplois aidés, assistants familiaux)

**90 métiers différents exercés**

**147 travailleurs handicapés** (6,60 % de taux d'emploi direct par la collectivité d'agents ayant la qualité de travailleurs handicapés)

**169 agents** ayant bénéficié d'un avancement de grade ou d'une promotion interne

**32 apprentis** accueillis sur l'année scolaire 2021-2022

**5 505 jours de formation** suivis par les agents du Département

**549 agents** ayant sollicité du télétravail au 31/12/2021

**225 procédures de recrutement** organisées

**58 départs en retraite**

# PAROLES D'AGENTS

## Mauricio

**Apprenti puis contractuel à la DRH, témoigne du succès de ce dispositif**

*« En tant qu'apprenti au Conseil départemental du Doubs, j'ai préparé et obtenu un Master en Ressources humaines. Suivie sur deux années, ma formation consistait à alterner des périodes de cours en école avec des jours de travail en entreprise (une structure publique en l'occurrence). Ce mécanisme m'a permis d'ajouter de la pratique à la théorie, d'acquérir des compétences techniques, de mieux comprendre les réalités du monde de l'emploi, de me constituer une expérience professionnelle (top pour le CV), et être rémunéré. J'ai d'ailleurs obtenu un contrat de travail après la validation de mon diplôme. Je recommande vivement l'alternance, en remerciant mon employeur et mes collègues . »*

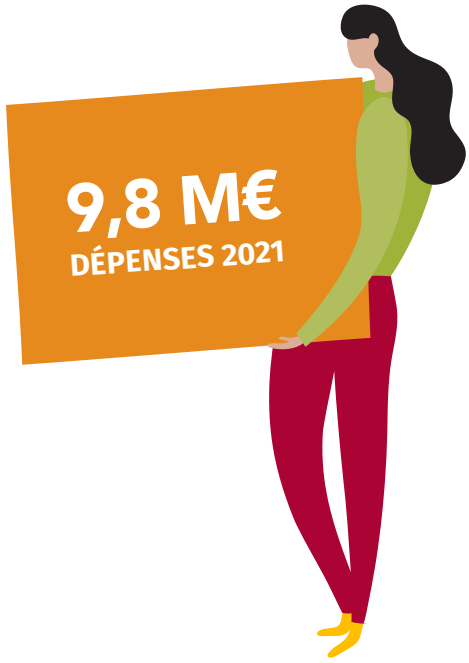
## Letitia

**Apprentie puis secrétaire médico-sociale au Centre médico-social (CMS) du Petit Chenois**

*« En réorientation professionnelle, j'ai effectué les deux années de mon BTS en alternance au CMS du Petit Chenois à Montbéliard. Ma tutrice et mes collègues m'ont vraiment pris sous leurs ailes : j'ai vu tous les services, pu être en contact avec les publics, en insertion, pour le logement… J'ai été embauchée en septembre comme secrétaire médico-sociale. Reconnue comme travailleuse handicapée, je suis dispensée du concours de la fonction publique, ce qui ne m'empêche pas de faire la formation d'intégration. »*

# BÂTIMENTS & MOYENS GÉNÉRAUX

## ZOOM SUR 2021




> GESTION PATRIMONIALE

### De nouveaux locaux départementaux sur le site Gay Lussac

Après 16 mois de travaux, pour un coût total de 6,9 M€, les nouveaux locaux du site Gay Lussac accueillent désormais la Direction des routes, des infrastructures et des transports et la Direction du patrimoine et de la logistique (120 agents environ). Cette opération, démarrée en 2013, avait été suspendue dans le contexte de réforme territoriale alors en débat, mais les dispositions de la loi NOTRe et du projet C@P25 ont finalement conforté la reprise de ce dossier dans le cadre du Schéma directeur immobilier départemental. L'intégralité de l'assiette foncière du site a été retravaillée, seule la structure du bâtiment d'origine ayant été conservée. Notons quelques singularités techniques comme la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture (autoconsommation), la mise en œuvre d'une centrale de traitement d'air double flux ou encore des menuiseries bois/alu. Même si le bâtiment n'est pas certifié, les calculs thermiques ont été réalisés pour arriver au niveau du label BBC (Bâtiment basse consommation) rénovation à savoir C -40%.

> EXPLOITATION ET MAINTENANCE

## Des équipements au service de la politique de conversion énergétique de la flotte de véhicules du Département

Le parc compte actuellement 5 bornes accélérées et 28 prises murales, réparties sur 13 sites, pour une flotte de 35 véhicules électriques. La poursuite de la conversation énergétique de la flotte par l'acquisition de 20 nouveaux véhicules électriques Peugeot e-208 en 2021 a nécessité de déployer des points de rechargement pour ces véhicules. Ce sont 18 prises électriques renforcées « Green Up » 2 P+T permettant la recharge de tous les véhicules électriques équipés d'un cordon mode 1 ou mode 2 et dotés de batteries de capacité jusqu'à 25 kW/h, qui ont été installées sur les sites suivants : Gay Lussac, 23 rue Nodier, Hôtel du Département, Fort Griffon, Rocade à Pontarlier, Centre d'exploitation routier (CER) de L'Isle-sur-le-Doubs, Service territorial d'aménagement de Montbéliard, Centre médico-social (CMS) du Petit Chenois, Maison du Département à Chabaud Latour.

> MOYENS LOGISTIQUES

## Acquisition d'une flotte de Vélos à assistance électrique (VAE) de fonction

Le 21 janvier 2021, lors d'une cérémonie au Parc de la Gare d'Eau, 25 VAE de fonction ont été attribués à des agents du Département, au titre de la nouvelle politique cyclable départementale. Ce nouveau dispositif a été conforté par la conclusion d'un contrat d'acquisition et entretien de 4 ans avec un fournisseur bisontin. Ainsi, 100 VAE ont été commandés courant 2021 et livrés aux agents ayant sollicité l'attribution d'un vélo suite à appel à candidatures. La politique sera poursuivie en 2022 par une nouvelle commande de 100 VAE, concrétisant ainsi l'une des actions menées par le Département au titre du Développement durable.

# **2021,** C'EST AUSSI :

- Le démarrage des études pour la rénovation thermique et fonctionnelle du Centre départemental de l'enfance et de la famille de Besançon Hauts de Saint-Claude
- **La mise en place du dispositif de collecte du tri sélectif des déchets au Parc de la Gare d'Eau en partenariat avec Grand Besançon Métropole, ainsi que l'installation d'un abri cycles équipé de consignes permettant la recharge des batteries des VAE au moyen d'une unité de production électrique photovoltaïque**
- La création et la mise en place de 7 modules inclusifs sportifs au Parc de la Gare d'Eau
- Des actions pour améliorer le confort des locaux en cas de forte chaleur : équipement de tous les sites départementaux de robinets cols de cygne permettant de remplir des bouteilles d'eau ; mise en place de protections solaires extérieures sur le bâtiment du 13/15 rue de la Préfecture ; remplacement des stores extérieurs à la Direction des ressources humaines
- La sécurisation des sites : mise en place de visiophones dans plusieurs CMS ; modernisation d'alarmes anti-intrusions/anti-agressions
- **Des dispositifs pour favoriser les usages du numérique : équipement de l'îlot central de la salle de l'Horloge pour la mise en œuvre de visioconférences ; remplacement initié sur les sites départementaux des vidéoprojecteurs par des télévisions**
- Des travaux et aménagements pour améliorer le quotidien des agents du Département : réaménagement en mobilier des CMS du Miémont et de Devecey ; rafraîchissement des locaux au CER de Rougemont ; rénovation complète de la partie base vie (vestiaires et sanitaires des agents, salle de convivialité, bureau du chef d'équipe…) au CER de Pont-de-Roide ; rénovation complète du réseau électrique au Parc routier de Pontarlier

# CHIFFRES-CLÉS

**97 sites départementaux**

**1 641 interventions préventives ou curatives** menées en 2021 en matière d'entretien ou de modernisation du patrimoine, dont 1 241 en régie et 400 en prestations externalisées

**36 téléviseurs** installés dans plusieurs sites départementaux en remplacement des vidéoprojecteurs

**20 véhicules** e-208 déployés sur 10 sites départementaux

**185 déménagements réalisés**

# PAROLES D'AGENTS

## Christophe

**Responsable du pôle Régie de travaux du Service Logistique**

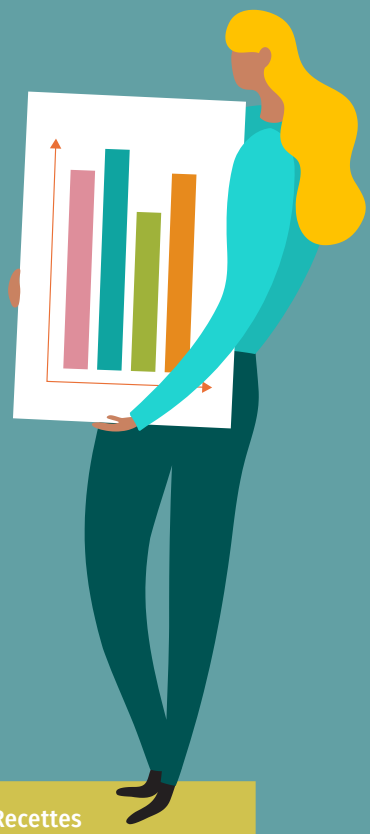
*« Pour l'année 2021, il avait été décidé, en partenariat avec les collègues de la Direction des usages du numérique (DUN), d'équiper les salles de réunion des différents sites départementaux de télévisions en remplacement des vidéoprojecteurs. Cet équipement permet d'avoir un outil de travail de bien meilleure qualité. Le pôle Régie de travaux a géré l'achat des télévisions 75 pouces, les prises de rendez-vous pour les salles et la pose des télévisions en partenariat avec la DUN. »*

## Oubeid

**Chargé de mission pour la mise en œuvre du Système d'information patrimoniale (SIP)**

*« Le SIP est un projet qui vise à mettre en place une base de données patrimoniales afin d'optimiser tous les processus liés à la gestion du patrimoine départemental (maintenance, travaux, gestion budgétaire, gestion locative, suivi énergétique…). Ce projet se caractérise par une forte dimension innovante basée sur le « Building information modeling » et toutes les notions qui y sont associées comme les « objets connectés » et « la gestion maintenance assistée par ordinateur »… Cette nouvelle méthode de travail a pour vocation de transformer le bâtiment en jumeau numérique offrant une efficience accrue en matière de gestion patrimoniale et aura un impact positif sur la santé et le bien-être des usagers des différents bâtiments (collèges, musées, bibliothèques…), tout en induisant des gains économiques considérables.[…] Mon rôle consiste à conduire ce projet en collaboration avec les différentes entités administratives (directions, collèges…) dont la contribution est importante pour la réussite de ma mission. »*

# COMPTE ADMINISTRATIF (CA) 2021



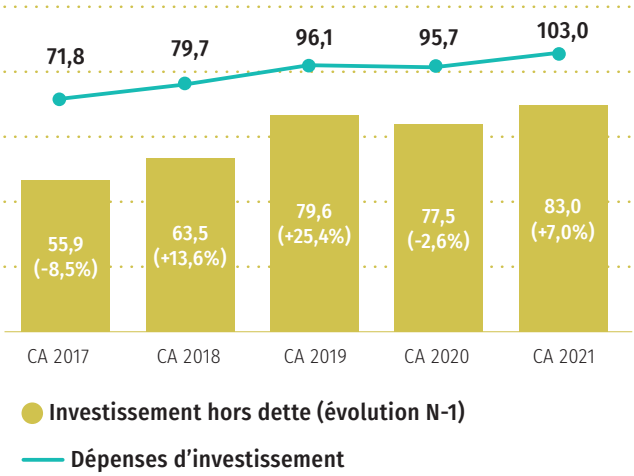
## Points marquants de la gestion 2021

- Un niveau d'investissement toujours plus élevé, de 83 M€ (hors dette), en progression de + 7 % (en 2020 : 77,5 M€ hors dette)
- Une évolution maîtrisée des crédits en fonctionnement, de + 0,4 %, grâce à des dépenses sociales stables
- Une dynamique des recettes de fonctionnement de + 4,8 %, portée par les produits de la fiscalité issus de la reprise économique
- Un rétablissement du niveau d'autofinancement de la collectivité avec un recours limité à l'emprunt

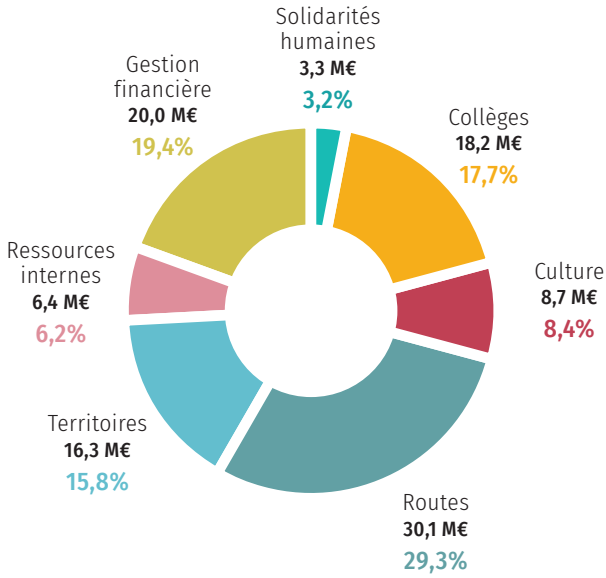
| | Dépenses | | Recettes | |
|---|---|---|---|---|
| | Investissement | Fonctionnement | Investissement | Fonctionnement |
| **Solidarités humaines** | 3,272 M€ | 285,026 M€ | 1,150 M€ | 46,195 M€ |
| **Développement humain** | 26,866 M€ | 21,470 M€ | 0,029 M€ | 2,278 M€ |
| **Dynamique territoriale** | 46,417 M€ | 46,794 M€ | 2,858 M€ | 2,006 M€ |
| **Efficience et ressources internes** | 26,425 M€ | 116,666 M€ | 28,952 M€ | 498,264 M€ |
| **Total CA 2020** | **102,979 M€** | **469,955 M€** | **32,989 M€** | **548,742 M€** |

# Des dépenses d'investissement en augmentation qui profitent à l'ensemble du territoire

## > DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (M€) (ÉVOLUTION N-1)

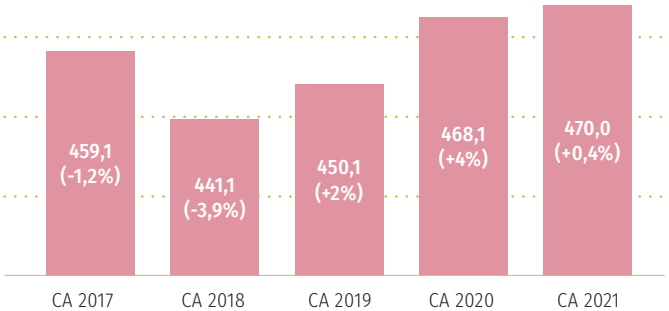


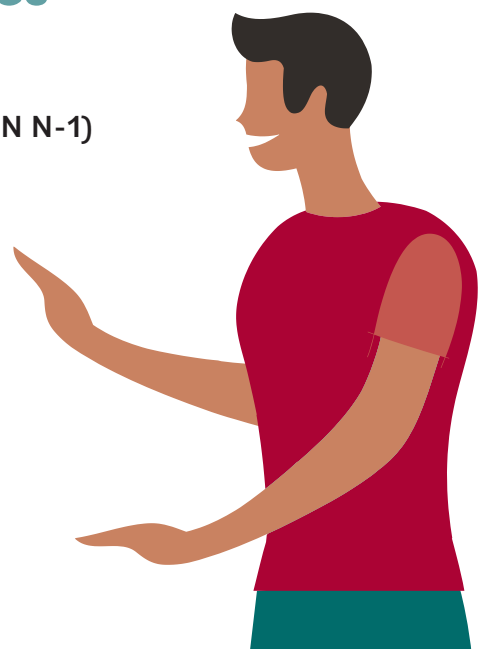

## > RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



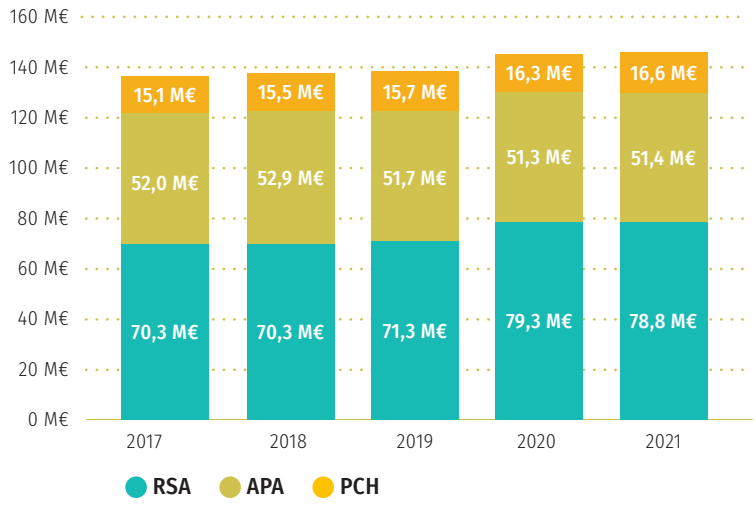

# La stabilité des dépenses sociales permet de contenir les dépenses de fonctionnement

## >DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)



## > RÉPARTITION DES ALLOCATIONS INDIVIDUELLES DE SOLIDARITÉ

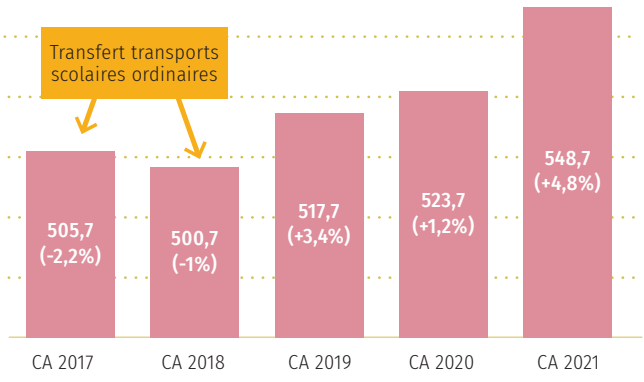



# ZOOM SUR LES SOLIDARITÉS HUMAINES

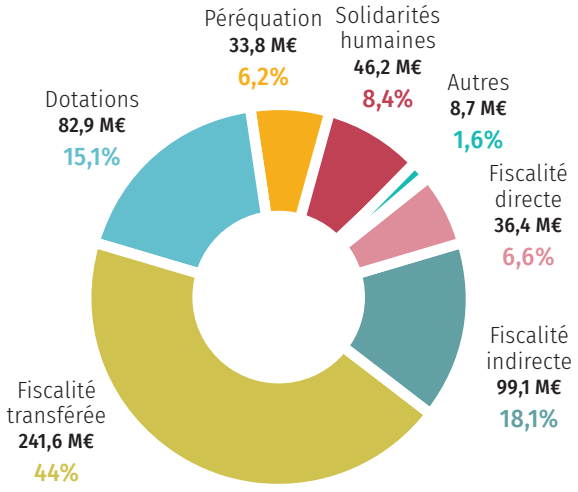
Le Département exerce le rôle de chef de file en matière de solidarités, c'est pourquoi ces politiques représentent près de 61 % de son budget de fonctionnement avec 285 M€ de dépenses engagées en 2021. Celles-ci portent à la fois sur l'autonomie des personnes âgées et handicapées (135,2 M€), comprenant notamment les versements de l'Allocation personnalisée d'autonomie - APA (51,4 M€) et de la Prestation de compensation du handicap - PCH (16,6 M€), l'insertion (85,2 M€) avec en particulier la gestion du Revenu de solidarité active - RSA (78,8 M€), ou encore l'enfance et la famille (60,4 M€), l'habitat et le logement (2,9 M€), et enfin le développement social (1,4 M€).

## Les recettes de fonctionnement repartent à la hausse grâce à la fiscalité générée par la reprise économique

### ● RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)




### ● RÉPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

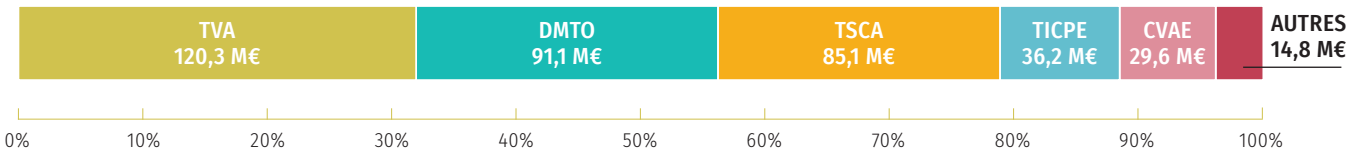


## ZOOM SUR LA FISCALITÉ

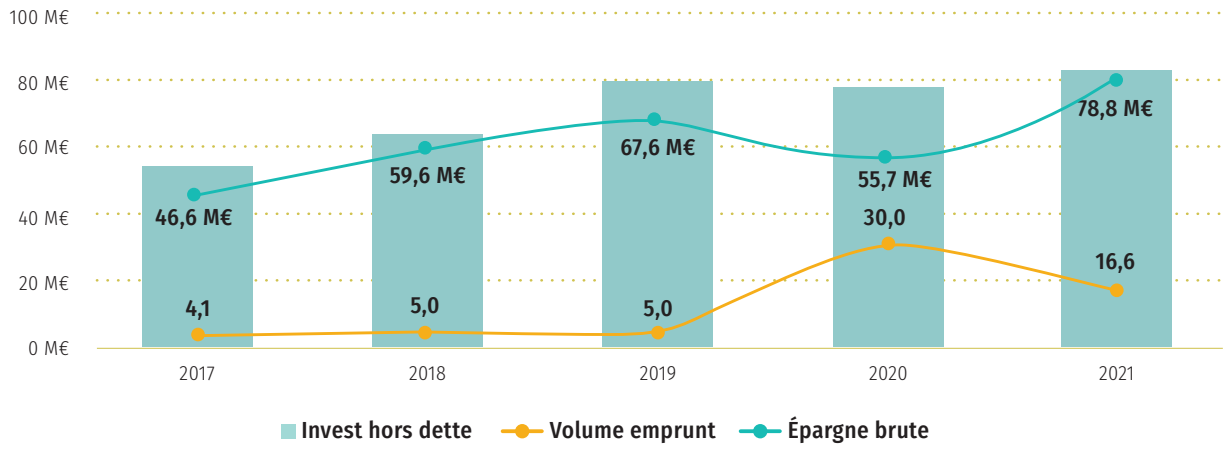
Le produit de la fiscalité s'élève à 377,1 M€ en 2021 et bénéficie d'une hausse importante de + 6,4 % grâce aux recettes générées par la reprise économique. Cette année, la fiscalité représente environ 69 % des recettes du Département, soit 7 points de plus qu'en 2020. La plus forte augmentation porte sur les Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) avec une hausse de + 19,4 M€, s'élevant désormais à 91,1 M€.

À l'exception de la CVAE (- 8,3 %), l'ensemble des produits fiscaux sont également orientés à la hausse, dont notamment la Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) qui génère + 4 M€ de recettes supplémentaires. En conséquence de la réforme de la fiscalité, la fraction de TVA reversée par l'Etat en remplacement de la taxe foncière sur le bâti (TFPB) est devenue la première ressource de la collectivité avec 120,3 M€.

### > RECETTES FISCALES 2021 = 377,1 M€

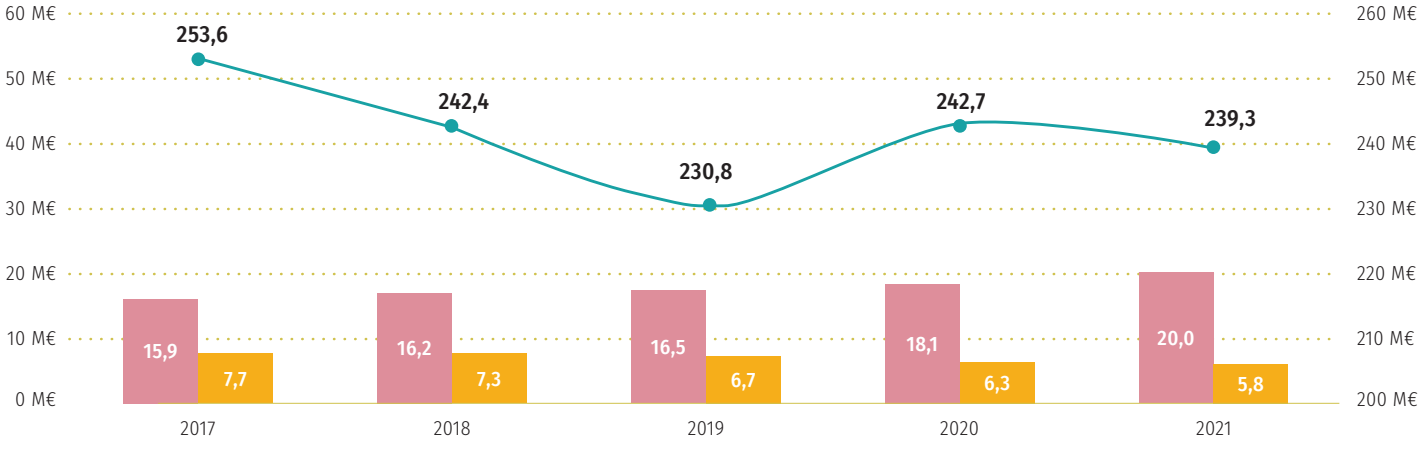



## La situation financière est favorisée par la hausse importante de l'épargne



# ZOOM SUR L'ÉPARGNE

L'épargne correspond à l'excédent de fonctionnement contribuant à financer le budget d'investissement. En 2021, l'épargne brute du Département atteint 78,8 M€, soit un niveau en augmentation de + 41,5 % grâce à une croissance plus rapide des recettes que des dépenses. Ce haut niveau d'épargne permet de financer le remboursement en capital de la dette (20 M€) et d'autofinancer près de 70 % des investissements réalisés. Les besoins d'emprunts ont ainsi pu être réduits à 16,6 M€ malgré le niveau d'investissement élevé, réduisant l'encours de dette de 3,4 M€ en un an.



# COMPTE ADMINISTRATIF 2021

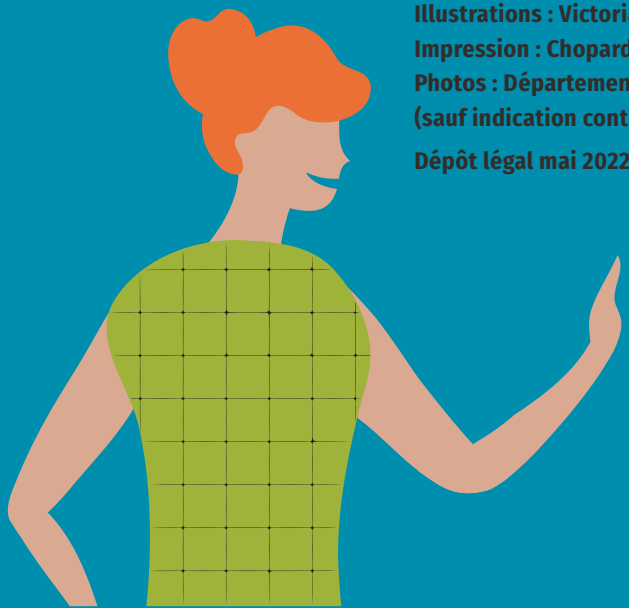
## Récapitulatif des dépenses par politique publique

RÉPARTITION DES DÉPENSES 2021 EN MILLIONS D'EUROS
(HORS RÉSULTATS ET RÉVOLVING)

| | POLITIQUE PUBLIQUE | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL DES DÉPENSES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | En M€ | En % | En M€ | En % | En M€ | En % |
| 11 | Autonomie PA/PH | 135,249 | 28,8% | 0,730 | 0,7% | **135,980** | 23,7% |
| 12 | Enfance-famille | 60,401 | 12,9% | 0,079 | 0,1% | **60,480** | 10,6% |
| 13 | Insertion | 85,161 | 18,1% | 0,004 | 0,0% | **85,165** | 14,9% |
| 14 | Habitat-logement | 2,854 | 0,6% | 2,453 | 2,4% | **5,307** | 0,9% |
| 15 | Développement social | 1,361 | 0,3% | 0,006 | 0,0% | **1,367** | 0,2% |
| 21 | Collèges | 13,564 | 2,9% | 18,180 | 17,7% | **31,744** | 5,5% |
| 22 | Action culturelle | 5,087 | 1,1% | 0,350 | 0,3% | **5,436** | 0,9% |
| 23 | Lecture | 0,228 | 0,0% | 0,255 | 0,2% | **0,483** | 0,1% |
| 24 | Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 0,152 | 0,0% | 8,056 | 7,8% | **8,208** | 1,4% |
| 25 | Sport et éducation populaire | 2,440 | 0,5% | 0,026 | 0,0% | **2,466** | 0,4% |
| 31 | Routes | 10,681 | 2,3% | 30,128 | 29,3% | **40,809** | 7,1% |
| 32 | Développement numérique du territoire | 0,000 | 0,0% | 0,710 | 0,7% | **0,710** | 0,1% |
| 33 | Développement territorial | 28,118 | 6,0% | 7,502 | 7,3% | **35,621** | 6,2% |
| 34 | Environnement - trame verte et bleue | 1,121 | 0,2% | 4,243 | 4,1% | **5,364** | 0,9% |
| 35 | Espace rural et périurbain | 0,276 | 0,1% | 1,831 | 1,8% | **2,106** | 0,4% |
| 36 | Tourisme | 2,373 | 0,5% | 2,004 | 1,9% | **4,377** | 0,8% |
| 37 | Economie | 0,988 | 0,2% | 0,000 | 0,0% | **0,988** | 0,2% |
| 38 | Transports | 3,237 | 0,7% | 0,000 | 0,0% | **3,237** | 0,6% |
| 41 | Relations publiques | 0,669 | 0,1% | 0,002 | 0,0% | **0,670** | 0,1% |
| 42 | Modernisation de l'action publique | 2,883 | 0,6% | 1,958 | 1,9% | **4,841** | 0,8% |
| 43 | Ressources humaines | 95,254 | 20,3% | 0,007 | 0,0% | **95,262** | 16,6% |
| 44 | Bâtiments et moyens généraux | 5,347 | 1,1% | 4,445 | 4,3% | **9,791** | 1,7% |
| 45 | Gestion financière | 12,513 | 2,7% | 20,014 | 19,4% | **32,527** | 5,7% |
| | | 469,955 | 100,0% | 102,979 | 100,0% | **572,935** | 100,0% |

Doubs
le Département

Mise en page : atelier midia14h.com
Illustrations : Victoria Bar
Impression : Chopard Imprimerie (Maîche)
Photos : Département du Doubs
(sauf indication contraire)
Dépôt légal mai 2022



www.doubs.fr

Doubs
le Département

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport budgétaire n° 401 |
|---|---|
| | Commission[s] : 4 |
| | Timbre : DGS / DFA |

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

## Objet : Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2021

SOMMAIRE


INTRODUCTION ..... 2

I – ANALYSE DU COMPTE DE GESTION ..... 3

I – 1. LE BILAN ..... 3

I – 2. LE COMPTE DE RESULTAT ..... 3

I – 3. LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT, FDR, BFR, TRESORERIE, CAF ET DETTE ..... 4

II – TAUX DE RECOUVREMENT DES TITRES DE RECETTES ET DELAIS DE PAIEMENT DES MANDATS ..... 7

II – 1. RECOUVREMENT ET MOYENS DE PAIEMENT ..... 8

II – 2. LE DELAI DE REGLEMENT DES DEPENSES DU DEPARTEMENT ..... 9

III – BUDGETS ANNEXES ..... 10

III – 1. LE CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE ..... 10

III – 2. LE LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL ..... 10

DELIBERATION ..... 12

# INTRODUCTION

En application du code général des collectivités territoriales, le compte de gestion portant sur les opérations de l'exercice 2021 doit être présenté au Conseil départemental du Doubs.

Le compte de gestion, établi par le Payeur départemental, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il comporte :

- un compte de résultat qui est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits de fonctionnement pour une période donnée, appelée exercice comptable.
- un bilan comptable de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité ou de l'établissement local.

Tout comme le compte administratif, il est soumis au vote de l'Assemblée délibérante, au plus tard le 30 juin N+1, qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents en ce qui concerne l'exécution du budget.

**Le compte de gestion transmis par le Payeur départemental présente des chiffres en totale concordance avec ceux du compte administratif 2021 établi par l'ordonnateur.**

Le **résultat comptable du compte de gestion de l'exercice 2021** est en effet égal au solde de la section de fonctionnement du compte administratif 2021, soit un **excédent de 56 749 250,60 €**.

De même, le **résultat des opérations d'investissement** de l'exercice figurant au compte de gestion 2021 est en concordance avec le solde de la section d'investissement du compte administratif 2021, faisant apparaître un **déficit de 30 464 693,05 €**.

**Le résultat de clôture de l'exercice 2021 des deux sections s'élève à 26 284 557,55 €**.

Le résultat de clôture cumulé est quant à lui passé de 23 448 368,14 € fin 2020 à 32 245 305,18 € fin 2021.

Cette présentation fait ressortir quelques éléments choisis issus du compte de gestion, qui reste le seul document officiel et parfaitement exhaustif.

Au-delà de l'analyse des chiffres directement liés au compte de gestion qui vous est proposée en première partie du rapport, une seconde partie sera consacrée à la présentation des taux de recouvrement des titres de recettes et des délais globaux de paiement des mandats.

# I – ANALYSE DU COMPTE DE GESTION

**Le compte de gestion établi par le Payeur départemental transcrit les opérations comptables sous la forme d'un bilan et d'un compte de résultat.**

## I – 1. Le bilan

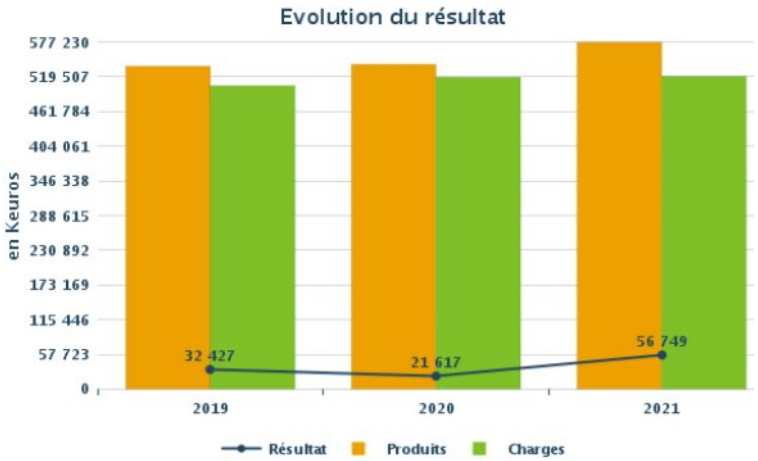
Le bilan fait apparaitre la situation patrimoniale de la collectivité. Les principaux postes sur les exercices 2020 et 2021 sont retracés globalement dans le tableau synthétique ci-dessous :

**BILAN** (en milliers d'euros)

| ACTIF NET en K€ | 2021 | 2020 | PASSIF en K€ | 2021 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles** | 262 844 | 269 747 | Dotations | 770 047 | 770 047 |
| Terrains | 7 523 | 7 374 | Fonds Globalisés | 316 187 | 308 430 |
| Constructions | 527 913 | 533 754 | Réserves | 1 189 157 | 1 171 669 |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers | 1 713 420 | 1 689 526 | Différences sur réalisations d'immobilisations | -151 687 | -128 378 |
| Immobilisations corporelles en cours | 87 481 | 71 710 | Report à nouveau | 23 448 | 19 319 |
| Immobilisations mises en concession, affermage, à dispo ... | 26 | 26 | Résultat de l'exercice | 56 749 | 21 617 |
| Autres immobilisations corporelles | 48 877 | 49 504 | Subventions transférables | 51 482 | 55 625 |
| **Total immobilisations corporelles** | **2 385 239** | **2 351 894** | Subventions non transférables | 100 394 | 98 949 |
| Immobilisations financières | 4 841 | 4 960 | Droits de l'affectant, du concédant ... | 89 163 | 89 165 |
| ***TOTAL ACTIF IMMOBILISE*** | ***2 652 925*** | ***2 626 601*** | Autres fonds propres | 0 | 0 |
| Stocks | 0 | | ***TOTAL FONDS PROPRES*** | ***2 444 940*** | ***2 406 443*** |
| Créances | 10 348 | 13 917 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 2 196 | 3 223 |
| Valeurs mobilières de placement | | | Dettes financières à long terme | 241 105 | 244 599 |
| Disponibilités | 42 563 | 36 650 | Fournisseurs | 10 371 | 14 351 |
| Autres actifs circulant | | | Autres dettes à court terme | 351 | 1 328 |
| ***TOTAL ACTIF CIRCULANT*** | ***52 911*** | ***50 567*** | ***TOTAL DETTES*** | ***251 826*** | ***260 278*** |
| Comptes de régularisations | 0 | 6 | Comptes de régularisations | 6 874 | ***7 230*** |
| | | | | | |
| **TOTAL ACTIF** | **2 705 836** | **2 677 174** | **TOTAL PASSIF** | **2 705 836** | **2 677 174** |

## I – 2. Le compte de résultat

Le compte de résultat est la résultante de l'exécution du budget et des écritures d'inventaire qui ont impacté les comptes de charges et de produits.




Compte de résultat 2021 en K€ :

| POSTES | Exercice 2021 |
|---|---|
| Impôts et taxes perçus | 404 951,58 |
| Dotations et subventions reçues | 121 891,12 |
| Produits des services | 1 005,95 |
| Autres produits | 13 481,58 |
| Transfert de charges | |
| Produits courants non financiers | 541 330,22 |
| Traitements, salaires, charges sociales | 100 859,44 |
| Achats et charges externes | 29 948,79 |
| Participations et interventions | 67 103,95 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 55 505,52 |
| Autres charges | 258 696,84 |
| Charges courantes non financières | 512 114,54 |
| **RESULTAT COURANT NON FINANCIER** | **29 215,68** |
| Produits courants financiers | 1,25 |
| Charges courantes financières | 5 843,61 |
| **RESULTAT COURANT FINANCIER** | **-5 842,36** |
| **RESULTAT COURANT** | **23 373,32** |
| Produits exceptionnels | 35 889,82 |
| Charges exceptionnelles | 2 513,89 |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | **33 375,93** |
| **IMPOTS SUR LES BENEFICES** | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **56 749,25** |

**Le résultat comptable de l'exercice du compte de gestion 2021** correspond au solde de la section de fonctionnement du compte administratif 2021, soit **56 749 250,60 €**.

Au solde des opérations de l'exercice 2021, est ajouté le résultat antérieur non affecté qui s'élevait fin 2020 à 23 448 368,14 €.

**Le résultat cumulé de clôture de l'exercice 2021 en fonctionnement est ainsi de 80 197 618,74 €**.

## I – 3. Les opérations d'investissement, FDR, BFR, trésorerie, CAF et dette

### *A) Section d'investissement – FDR hors provisions*

L'état de réalisation des opérations de la section d'investissement est le suivant :

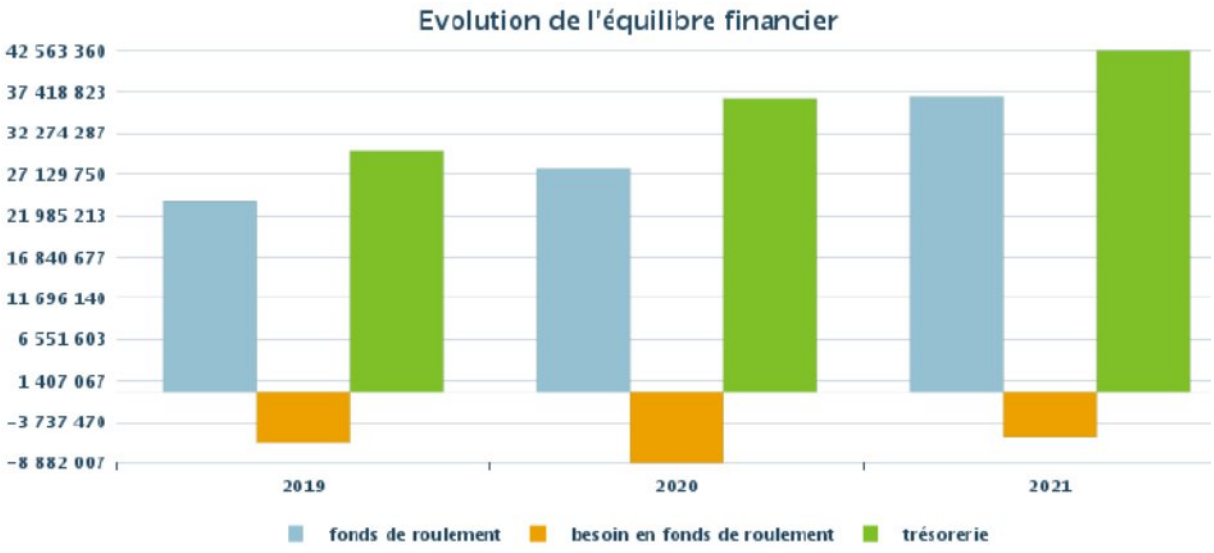
| | 2021 | 2020 |
|---|---|---|
| Total des recettes d'investissement | 115 990 084,46 | 149 542 799,67 |
| Total des dépenses d'investissement | 146 454 777,51 | 125 720 366,72 |
| **Solde des opérations de l'exercice** | **-30 464 693,05** | **23 822 432,95** |
| Rappel du solde de cloture de l'exercice précédent | -17 487 620,51 | -41 310 053,46 |
| **Résultat d'investissement cumulé en fin d'exercice** | **-47 952 313,56** | **-17 487 620,51** |

Synthèse de l'exécution budgétaire des sections de fonctionnement et fonds de roulement :

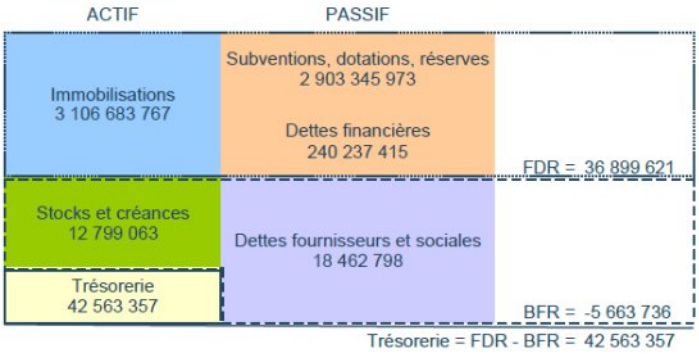
| BUDGET PRINCIPAL | Résultat de clôture 2020 | Part affectée à l'investissement | Résultat de l'exercice 2021 | OONB | Résultat de clôture 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Investissement | -17 487 620,51 | | -30 464 693,05 | | -47 952 313,56 |
| Fonctionnement | 40 935 988,65 | 17 487 620,51 | 56 749 250,60 | | 80 197 618,74 |
| **Fonds de roulement (hors prov)** | **23 448 368,14** | **17 487 620,51** | **26 284 557,55** | **0,00** | **32 245 305,18** |

La situation initiale (exercice 2020), présentée dans la première colonne du tableau, reprend le fonds de roulement initial d'un montant de 23 448 368,14 €.
Compte tenu de l'affectation du résultat 2020, **le montant du fonds de roulement (hors provisions) à la clôture de l'exercice 2021 atteint 32 245 305,18 €**. Il est en parfaite concordance avec l'excédent brut du compte administratif 2021 de l'ordonnateur.

*B) <u>Equilibre financier FDR – BFR et trésorerie</u>*

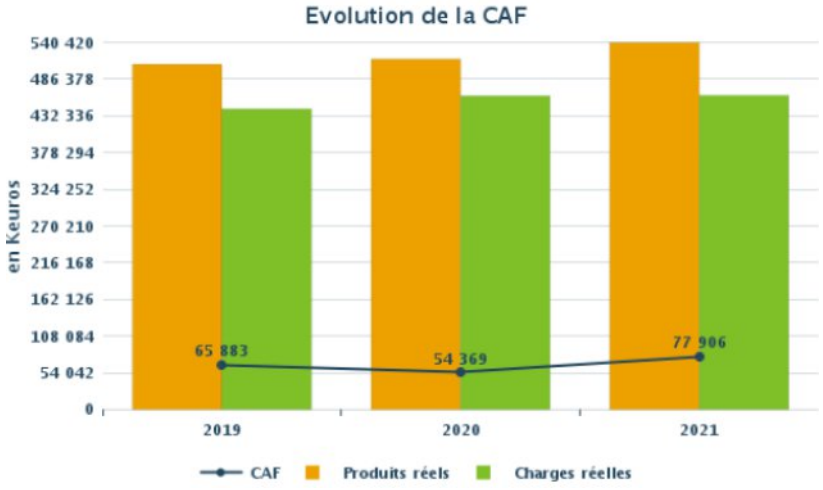



Le Département dégage un fonds de roulement de 37 M€, en progression sensible par rapport aux exercices précédents. Le besoin en fonds de roulement étant par ailleurs bien maîtrisé, la trésorerie se retrouve mécaniquement en hausse puisque FDR – BFR = TIE.



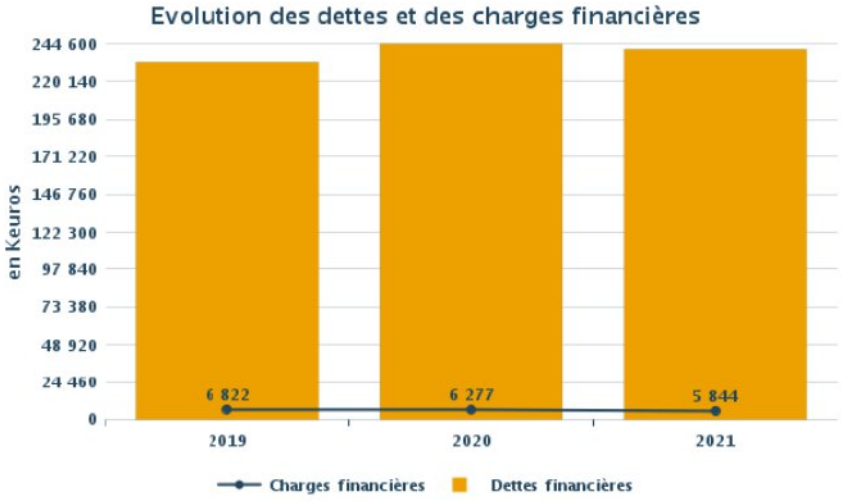

Le **niveau de trésorerie** (solde du compte 515) atteignait **42,56 M€** au 31 décembre 2021 contre 36,65 M€ au 31 décembre 2020.

*C) <u>La capacité d'autofinancement</u>*




**La capacité d'autofinancement brute du Département s'élève à 78 M€**.
Elle reflète la capacité de la collectivité à financer ses investissements sur ses ressources propres.

*D) Endettement*




**L'endettement s'élève à 241 M€ (dont 239,3 M€ de dettes bancaires et assimilées).**
**Il représente 3 années de CAF.**

## II – TAUX DE RECOUVREMENT DES TITRES DE RECETTES ET DELAIS DE PAIEMENT DES MANDATS

Le Département est attentif, dans le cadre de sa démarche qualité, à payer ses fournisseurs dans des délais aussi réduits que possible, et inférieurs à ce que la réglementation impose, à savoir un paiement dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Une gestion financière saine permet en effet de disposer d'une trésorerie suffisante pour payer les fournisseurs au plus vite.

De même, dans un souci de bonne gestion des fonds publics, il accorde une importance toute particulière à la mise en recouvrement effective des sommes qui lui sont dues, par un titrage aussi régulier que possible de toutes les créances constatées.

L'obtention de bons résultats, tant dans les délais de paiement que dans les mises en recouvrement des recettes, est rendue possible grâce à un partenariat étroit entre Département et Paierie départementale, formalisé par la signature en 2016 d'une convention des services comptable et financier. Cette convention qui s'achevait fin 2021 a été prorogée par avenant pour 2022. Une nouvelle convention, qui sera cette fois triennale, a vocation à être signée en fin d'année 2022 pour couvrir les exercices 2023 à 2025.

## II – 1. Recouvrement et moyens de paiement

### *A) Taux de recouvrement*

Le taux de recouvrement dit « sur exercice antérieur » s'apprécie en analysant la **situation en fin de gestion 2021 des titres de recettes émis jusqu'au 31/12/2020**. C'est ce taux qui sert généralement de référence en matière de recouvrement.

En effet, le taux de recouvrement dit « sur exercice courant » est beaucoup moins pertinent car très impacté par les émissions tardives de titres en fin d'année. De plus, les titres pris en charge en fin d'exercice 2021 ne font l'objet de poursuites contentieuses, souvent chronophages, dans le cadre de recouvrement forcé, qu'à compter du début de l'exercice suivant. Leurs effets n'apparaissent donc pas sur l'exercice tout juste clos.
Pour ces raisons, le taux de recouvrement des titres de recettes 2021 au 31 décembre de ce même exercice n'est donné qu'à titre indicatif.

**Taux sur exercice antérieur** (intégrant uniquement les titres émis avant 2021) : **93,10 %**
contre 95,47 % l'an dernier.

Taux sur exercice courant (intégrant les titres émis en 2021) : 82,35 %
contre 83,04 % l'an dernier.

Les taux bruts de recouvrement se sont donc légèrement dégradés. Ils restent toutefois en phase avec la moyenne des taux nationaux de la strate référence « collectivités départementales » :
93,95 % pour le taux exercice antérieur
80,07 % pour le taux exercice courant.

Par ailleurs, le **taux de recouvrement hors indus RMI/RSA** (qui ne représentent que 9 % des montants à recouvrer) est conforté à un **niveau très satisfaisant de 98,6 %**.

### *B) Les admissions en non-valeur*

| Montants en euros | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| **Admissions en non-valeur et créances éteintes** | 316 265 | 180 812 | 201 777 | 567 594 |

En 2021, les titres admis en non-valeur et créances éteintes, tous titres confondus, représentent un montant global de 567 594 €. Ce montant en hausse sensible par rapport aux années antérieures s'explique par un effet rattrapage en matière de « nettoyage » de dossiers anciens non soldés. Pour 2022, le montant devrait en principe diminuer sauf opération particulière et exceptionnelle.

Contrairement à la remise gracieuse, l'admission en non-valeur ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur revient à meilleure fortune. Elle ne libère pas le redevable de sa dette. Il s'agit d'une mesure budgétaire et comptable qui a pour but d'apurer les restes à recouvrer en supprimant la créance en comptabilité.

### *C) Les moyens d'encaissement*

| Ventilation des moyens de paiement, en nombre, encaissés par la Paierie | | |
|---|---|---|
| **Catégories** | **2020** | **2021** |
| Chèque | 4,57% | 3,60% |
| Prélèvement | 16,13% | 23,52% |
| TIP et chèques traités par centre d'encaissement et transmis à la Paierie | 46,96% | 41,60% |
| CB | 0,29% | 0,35% |
| Internet | 0,39% | 0,46% |
| Vir BdF | 26,92% | 25,80% |
| Vir interne | 4,74% | 4,67% |

Les paiements par carte bancaire et internet restent très minoritaires.
Les chèques traités ne représentent que 3,6 % des moyens de paiement traités par la Paierie.
Les virements reçus et prélèvements émis représentent chacun environ un quart de l'activité recouvrement de la Paierie.
Presque 42 % des encaissements transitent par le centre d'encaissement national qui transmet ensuite les flux d'encaissement à la Paierie.

## II – 2. Le délai de règlement des dépenses du Département

Le point de départ du délai global de paiement (qui ne doit pas excéder 30 jours : 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable) est la date de réception de la facture par l'ordonnateur, en principe sur la plateforme Chorus sur laquelle les fournisseurs ont obligation de dépôt. Pour les quelques cas où la facture serait reçue avant le service fait, le point de départ du délai de paiement est la date du service fait.
Le point de départ du délai de paiement du comptable est la date de réception du flux informatique (émis par l'ordonnateur) contenant les mandats à payer.

Concernant l'exercice 2021, **le délai global de paiement des mandats s'établit à 10,25 jours**.

Historique du délai de paiement des factures du Département :

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Comptable** | 3,55 | 3,71 | 2,94 | 3,09 | 2,12 | 2,00 | 2,09 |
| **Ordonnateur** | 12,25 | 12,12 | 11,60 | 9,26 | 8,42 | 8,54 | 8,16 |
| **Total** | **15,80** | **15,83** | **14,54** | **12,35** | **10,54** | **10,54** | **10,25** |

Il est à noter que, pour la strate nationale de référence, les délais de paiement du comptable et de l'ordonnateur sont respectivement de 4,28 jours et 14,99 jours pour un délai global de paiement de 19,27 jours.
Les résultats obtenus par le Département en la matière sont donc d'un excellent niveau.

## III – BUDGETS ANNEXES

Le Payeur départemental a établi des comptes de gestion particuliers pour chaque budget annexe. Les résultats constatés correspondent à ceux du compte administratif.

### III – 1. Le Centre départemental de l'enfance et de la famille

Le Centre départemental de l'enfance et de la famille ne comprend qu'une section de fonctionnement qui correspond aux dépenses et aux recettes de l'exercice.

Le compte de résultat est équilibré en dépenses et en recettes à hauteur de **7 411 758,81 €**, le solde de gestion de l'exercice étant pour sa part égal à zéro.

### III – 2. Le Laboratoire vétérinaire départemental

La section d'investissement fait apparaître un excédent de 251 978,07 €. Cumulé aux résultats antérieurs, le résultat de clôture 2021 en investissement est de **+ 131 870,02 €**.

Après reprise des résultats antérieurs, le résultat de clôture 2021 de la section de fonctionnement est égal à **183 979,82 €**.

Le résultat de clôture 2021 du budget annexe du LVD est égal à **315 849,84 €**.

| Sections | Résultat de clôture 2020 | Part affectée à l'investissement | Résultat de l'exercice 2021 | Résultat de clôture 2021 |
|---|---|---|---|---|
| Fonctionnement | 467 113,17 | - 220 108,05 | - 63 025,30 | 183 979,82 |
| Investissement | - 120 108,05 | - | 251 978,07 | 131 870,02 |
| **TOTAL** | **347 005,12** | **- 220 108,05** | **188 952,77** | **315 849,84** |

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 401** présenté sous le timbre **: DGS / DFA**;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Le compte de gestion établi par le Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2021 est en concordance avec le compte administratif 2021 pour le budget principal du Département du Doubs et les budgets annexes du Centre départemental de l'enfance et de la famille ainsi que du Laboratoire vétérinaire départemental qui vous ont été présentés au cours de cette Assemblée.

Sur proposition de Madame la Présidente, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental donne acte de la communication de ce document et arrête le compte de gestion 2021 du budget principal du Département du Doubs et des budgets annexes du Centre départemental de l'enfance et de la famille et du Laboratoire vétérinaire départemental.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport budgétaire n° 402 |
|---|---|
| | Commission[s] : 4 |
| | Timbre : DGS / DFA |

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

## Objet : Compte administratif 2021

## SOMMAIRE


INTRODUCTION ..... 2

I – PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021 ..... 4

I – 1. UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT DE 83 M€ (HORS DETTE) EN PROGRESSION DE PLUS DE 7 % QUI PROFITE A L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DEPARTEMENTAL ..... 4

I – 2. DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CONTENUES A 0,4 % EN 2021 GRACE A UNE EVOLUTION LIMITEE DES DEPENSES SOCIALES ..... 7

I – 3. UNE DYNAMIQUE DES RECETTES PORTEE PAR LA FORTE PROGRESSION DES DROITS DE MUTATION ..... 10

I – 4. LE RETABLISSEMENT DU NIVEAU D'AUTOFINANCEMENT DE LA COLLECTIVITE AVEC UN RECOURS LIMITE A L'EMPRUNT ..... 15

II – ENGAGEMENTS PLURIANNUELS ..... 17

III – BUDGETS ANNEXES ..... 19

III – 1. CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF) ..... 19

III – 2. LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL (LVD) ..... 19

DELIBERATION ..... 21

TABLE DES ANNEXES ..... 22

# INTRODUCTION

La bonne situation globale des finances des collectivités locales s'est confirmée fin 2021. Ce constat réalisé par l'INSEE dans la première évaluation des comptes nationaux des administrations publiques indique que les collectivités locales ont dégagé au total un excédent de 4,7 milliards d'euros l'an dernier.

L'INSEE confirme également le dynamisme du marché immobilier en 2021 qui a donné un sérieux coup de pouce aux budgets locaux, notamment aux budgets départementaux, avec des droits de mutation qui nationalement ont dégagé un excédent de 1,6 milliards en 2021. L'INSEE souligne enfin que « le rebond des recettes fiscales est contrebalancé par une forte croissance des dépenses d'investissement ».

Pour le Département, cela s'est traduit en 2021 par une progression au-delà de nos prévisions des produits perçus au titre de la fiscalité, portée par la conjoncture de relance économique, avec notamment une progression sans précédent des droits de mutation. Ces recettes supplémentaires ont permis de financer un niveau d'investissement élevé et rarement atteint, tout en limitant le recours à l'emprunt.

**Ainsi, le compte administratif 2021 se caractérise par les principaux points suivants :**

- Un niveau particulièrement élevé de l'investissement à 83 M€ (hors dette) en progression de plus de 7 % ;

- La maitrise des crédits en fonctionnement à 0,4 %, grâce à une évolution limitée des dépenses sociales et une baisse du RSA ;

- Une dynamique des recettes de fonctionnement de 4,7 % (soit + 24,5 M€) portée notamment par la progression de plus de 27 % des droits de mutation (+ 19,3 M€) ;

- Le rétablissement du niveau d'autofinancement de la collectivité avec un volume d'épargne brute de 78,8 M€ qui a permis un recours à l'emprunt limité à 16,6 M€ pour financer les investissements.

**Ainsi, le département du Doubs présente un compte administratif 2021 dont les résultats permettent d'envisager l'avenir avec sérénité et ambition pour le territoire.**

Toutefois, la relative embellie de l'économie française en fin d'année 2021 doit cependant s'apprécier avec prudence. Le soutien des politiques publiques à l'activité économique pendant la crise sanitaire a représenté une charge financière importante pour l'Etat, et s'est traduit par un accroissement des déficits publics et une progression du niveau de la dette publique.

De plus, le contexte de reprise économique mondiale sur le deuxième semestre 2021 couplé au contexte géopolitique de la guerre en Ukraine début 2022 ont généré des à-coups et des tensions sur les marchés. Cela a eu pour conséquences une reprise de l'inflation (avec une flambée des prix de l'énergie et des matières premières) et un dérèglement des marchés financiers (avec la montée des taux d'intérêts) qui entrainent la hausse des prix des autres produits de base, avec des incidences fortes sur le pouvoir d'achat des ménages. L'ensemble de ces facteurs aura des conséquences sur les finances départementales dont la composante principale du budget est dédiée à l'action sociale.

**Au Compte administratif 2021, les dépenses atteignent 572 934 807,53 € et les recettes 581 731 744,57 €** (hors résultats antérieurs).

Le Compte administratif dégage **un résultat de 8 796 937,04 €.** Cumulé aux résultats antérieurs de 23 448 368,14 €, l'excédent brut s'élève à **32 245 305,18 €.**

| | Voté | Réalisé | **Taux de réalisation** |
|---|---|---|---|
| DEPENSES | | | |
| Investissement | 113 938 483,00 | 102 979 475,72 | **90,4%** |
| Fonctionnement | 488 143 786,43 | 469 955 331,81 | **96,3%** |
| Total | 602 082 269,43 | 572 934 807,53 | **95,2%** |
| RECETTES | | | |
| Investissement | 47 979 527,00 | 32 989 438,47 | **68,8%** |
| Fonctionnement | 530 654 374,29 | 548 742 306,10 | **103,4%** |
| Total | 578 633 901,29 | 581 731 744,57 | **100,5%** |
| RESULTAT CLOTURE | | **8 796 937,04** | |
| Résultats antérieurs | | **23 448 368,14** | |
| EXCEDENT CUMULE | | **32 245 305,18** | |
| **EPARGNE BRUTE** | | **78 786 974,29** | |

Aucun report de crédits n'a été inscrit sur la gestion 2022. Sans restes à réaliser, l'excédent cumulé sera repris dans le cadre de la décision modificative n°1 de 2022.

L'évolution du compte administratif 2021 par rapport à 2020 est la suivante :

| | (en M€) | **CA 2020** | **CA 2021** | **Evolution CA21/CA20** |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | Investissement | 95,654 | 102,979 | 7,7% |
| | *(invt hors dette)* | *77,516* | *82,965* | 7,0% |
| | Fonctionnement | 468,066 | 469,955 | 0,4% |
| | *(Fonct hors dette)* | *461,789* | *464,112* | 0,5% |
| | **Total Dépenses** | **563,720** | **572,934** | 1,6% |
| **RECETTES** | Investissement | 44,103 | 32,989 | -25,2% |
| | *(invt hors emprunts)* | *14,103* | *16,389* | 16,2% |
| | Fonctionnement | 523,746 | 548,742 | 4,8% |
| | **Total Recettes** | **567,849** | **581,732** | 2,4% |
| | **Epargne Brute** | **55,680** | **78,787** | 41,5% |
| | **Emprunts** | **30,000** | **16,600** | -44,7% |
| | **Taux d'endettement** | **4,4** | **3,0** | -30,3% |
| | **Encours de dette** | **242,704** | **239,290** | -1,4% |

# I – PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Dans le cadre de l'examen du Compte Administratif soumis à l'approbation de l'Assemblée, le rapport présente une analyse des dépenses et recettes réalisées au cours de l'exercice 2021 ainsi que les résultats financiers qui en découlent.

## I – 1. Un niveau d'investissement de 83 M€ (hors dette) en progression de plus de 7 % qui profite à l'ensemble du territoire départemental

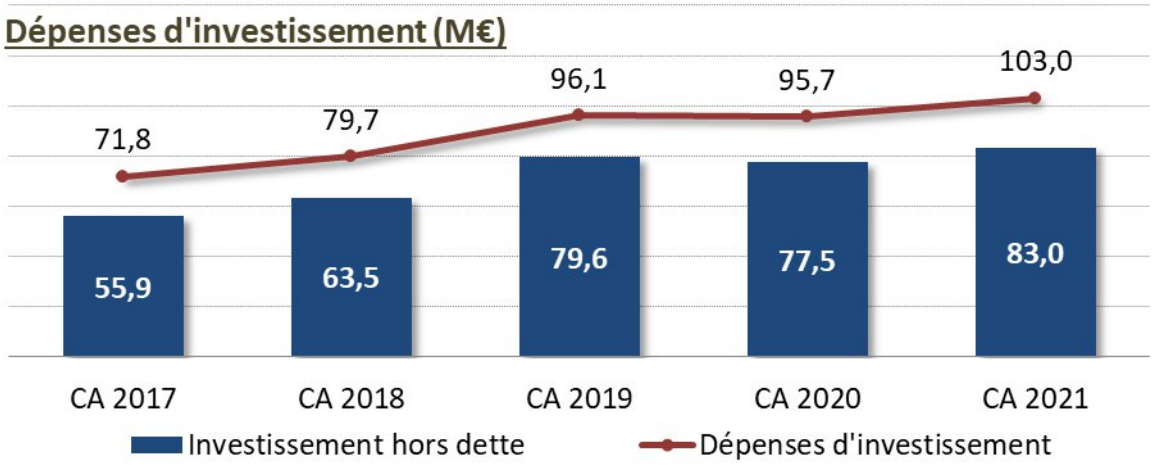
**Les dépenses d'investissement** s'élèvent à **103 M€** (soit 191 € par habitant).

Hors dette, le volume d'investissement atteint **83 M€** après 77,5 M€ au CA 2020, soit une augmentation de **+ 7 %.**

Ce volume particulièrement élevé en 2021 s'inscrit dans la dynamique initiée depuis 2018 de montée en puissance du niveau d'investissement qui profite à l'ensemble du territoire départemental et notamment au tissu économique local.

*Répartition par politique publique sur cinq ans*

| (en M€) | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | Evolution CA/CA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Solidarités humaines | 2,151 | 2,184 | 2,794 | 2,685 | 3,272 | 21,9% |
| Dév. Humain | 8,074 | 11,942 | 18,092 | 15,430 | 26,866 | 74,1% |
| Dév. Territorial | 40,065 | 43,161 | 52,611 | 50,528 | 46,417 | -8,1% |
| Efficience / ress. internes | 5,586 | 6,171 | 6,090 | 8,874 | 6,412 | -27,7% |
| *s/T* | *55,876* | *63,458* | *79,587* | *77,516* | *82,966* | *7,0%* |
| Remb. dette en capital | 15,899 | 16,242 | 16,530 | 18,137 | 20,014 | 10,3% |
| **DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **71,775** | **79,700** | **96,117** | **95,654** | **102,979** | **7,7%** |



**SOLIDARITES HUMAINES : 3,3 M€** soit + 21,9 % (+ 0,6 M€)

- Sur le champ de **l'autonomie 0,730 M€** de réalisations sur le programme d'accompagnement des projets d'investissement des EHPAD (EHPAD de Montferrand le Château, et solde des opérations des EHPAD de Mamirolle et de Flangebouche),

- Sur le secteur de **l'habitat et du logement,** le montant atteint **2,45 M€** réparti entre les aides FSL (0,15 M€) et le développement et l'amélioration de l'offre en logements à vocation sociale (2,3 M€) avec : le soutien aux bailleurs sociaux dans la cadre de l'aide à la pierre, le soutien à l'habitat individuel et l'accueil et l'habitat des gens du voyage.

- Sur **l'enfance 0,1 M€** pour couvrir les dépenses patrimoniales du Centre départemental de l'enfance et de la famille.

**DEVELOPPEMENT HUMAIN : 26,9 M€** soit + 74,1 % (+ 11,4 M€)

- Les travaux dans les **collèges** représentent **18,2 M€** en 2021 **(+ 30,2 %)** avec la poursuite des travaux des collèges de Bethoncourt (4,5 M€), de Frasne (2,4 M€) le solde de Quingey (0,6 M€) et de Blamont (0,1 M€) et le démarrage du collège de Villers le Lac (2,8 M€).

  A cela s'ajoutent les travaux de gros entretien programmés dans les collèges publics (5 M€), les audits énergétiques (0,2 M€), les subventions destinées à l'investissement des collèges privés (0,4 M€), l'acquisition et le renouvellement des équipements numériques éducatifs (1,2 M€) et du mobilier et matériels des collèges (0,8 M€).

- **Le patrimoine culturel** s'élève à **8,1 M€** avec les opérations en cours sur le pôle Courbet (4,2 M€) et la Saline d'Arc et Senans (3,8 M€) ainsi que les frais de restaurations lourdes des archives départementales (0,1 M€).

- **Les actions culturelles** atteignent **0,35 M€** dont 181 000 € au Musée des maisons comtoises, à cela s'ajoutent **la lecture publique** pour **0,25 M€** au titre de la médiathèque départementale et des subventions à l'équipement de bibliothèques communales.

**DYNAMIQUE TERRITORIALE : 46,4 M€** soit - 8,1 % (- 4,1 M€)

- Premier budget d'investissement, le budget consacré à la **mobilité et aux infrastructures routières** réalise un montant record de **30,1 M€ (+ 6,6 %)** en progression constante depuis 2016. Les crédits financent les travaux de maintenance du réseau (20,4 M€), les opérations d'aménagements cyclables (2,9 M€), la sécurité routière (3,1 M€), les ouvrages d'art (1,6 M€), l'entretien courant (0,5 M€), les actions de progrès (0,1 M€), les études et acquisitions foncières (0,1 M€) et l'acquisition et la gestion de la flotte de véhicules, matériels et équipements (1,4 M€).

- La politique de **développement territorial (7,5 M€)** porte sur le partenariat avec les communes et structures intercommunales par l'accompagnement de leurs projets de développement dans le cadre des contrats P@c25 (6,42 M€), la contribution financière en investissement au SDIS (0,65 M€) et les participations statutaires à plusieurs syndicats mixtes (0,43 M€).

- Le **développement numérique du territoire** correspond au rachat de la boucle locale haut débit au SMIX THD pour **0,7 M€**.

- Les actions liées à **l'environnement (4,3 M€)** permettent un accompagnement pour les opérations relatives à la gestion de l'eau et à l'animation des sites des espaces naturels sensibles (ENS).

- Les actions en faveur de **l'espace rural et périurbain** par le biais de subventions et partenariats s'établissent à **1,8 M€**.

- Les subventions et participations dans le secteur du **tourisme** (**2 M€)** concernent le projet de transition touristique du Mont d'Or (1,5 M€), le financement de projets touristiques majeurs (0,4 M€) et autres projets (0,1 M€).

**EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 26,4 M€** soit - 2,1 % (- 0,6 M€)

- Les dépenses des **bâtiments et moyens généraux (4,4 M€)** financent les opérations en cours sur le patrimoine départemental.

- Les crédits alloués à la **modernisation de l'action publique** avec **2 M€** correspondent aux crédits inscrits au titre du développement des usages et au maintien en conditions opérationnelles des infrastructures et logiciels.

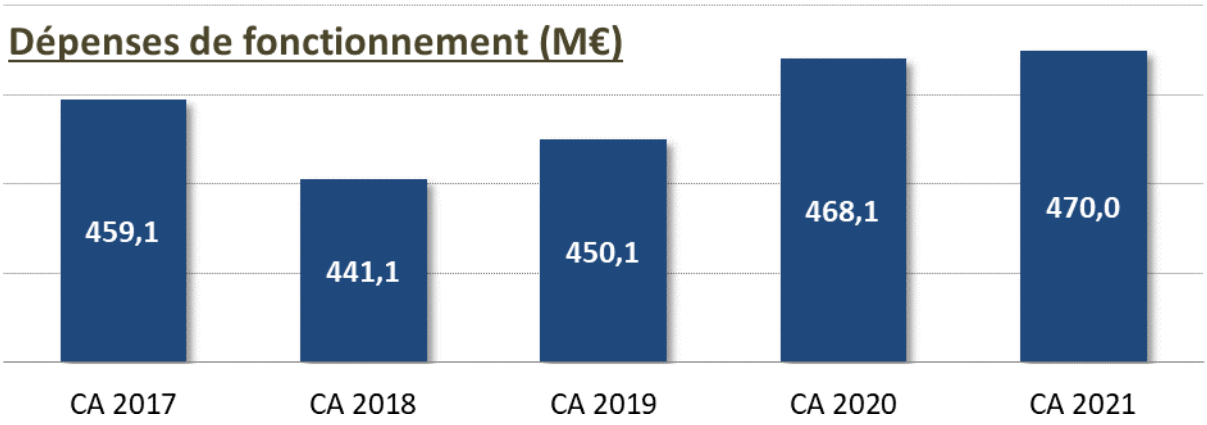
- La charge financière du **remboursement du capital des emprunts** s'établit à **20 M€** en 2021.

## I – 2. Des dépenses de fonctionnement contenues à 0,4 % en 2021 grâce à une évolution limitée des dépenses sociales

**Les dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **470 M€** (soit 872 € par habitant) en augmentation de **0,4 %** comparativement à 2020 **(+ 2 M€).** Il s'agit de la plus faible évolution constatée ces dernières années.

*Répartition par politique publique sur cinq ans*

| (en M€) | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | Evolution CA/CA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Solidarités humaines | 271,597 | 269,659 | 273,387 | 284,413 | 285,026 | 0,2% |
| Dév. Humain | 18,541 | 19,043 | 20,842 | 21,238 | 21,470 | 1,1% |
| Dév. Territorial | 60,674 | 42,400 | 42,892 | 44,226 | 46,794 | 5,8% |
| Efficience / ress. internes | 100,429 | 102,726 | 106,249 | 111,912 | 110,822 | -1,0% |
| *s/T* | *451,242* | *433,828* | *443,369* | *461,789* | *464,112* | *0,5%* |
| Remb. Intérêts dette | 7,831 | 7,276 | 6,746 | 6,277 | 5,844 | -6,9% |
| **DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **459,073** | **441,104** | **450,116** | **468,066** | **469,955** | **0,4%** |




*'* CA 2018 : transfert des transports scolaires à la Région*

**SOLIDARITES HUMAINES : 285 M€** soit +0,2 % (+ 0,6 M€)

- Sur le champ de **l'autonomie** (**135,2 M€)** le budget ne progresse que de 0,2 % (soit 0,2 M€) et se répartit entre les personnes âgées (60,4 M€), les personnes handicapées (74,2 M€) et les actions mutualisées (0,6 M€) ;

  - L'allocation de l'**APA** représente **51,4 M€**, baisse de - 0,1 % en 2021 avec :
    - 32,4 M€ pour l'APA à domicile ;
    - 19 M€ pour l'APA en établissements
  - Le montant de la **PCH** s'élève à **16,6 M€** et progresse de + 1,8 % (dont PCH adultes 15,5 M€ et PCH enfants 1,1 M€).
  - L'**ACTP** baisse régulièrement depuis plusieurs années et s'élève à **2,3 M€**.

- Les frais de séjours (hors APA en établissement) s'élèvent à **57,5 M€** (7,5 M€ personnes âgées et 50 M€ personnes handicapées) en baisse de - 0,2 % auxquels s'ajoutent **0,5 M€** au titre de l'aide-ménagère et **0,1 M€** de placement familial.
- Les autres participations d'un montant total de **6,8 M€** se répartissent entre le service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) (3,4 M€), les participations SAMSAH (0,8 M€), la participation à la MDPH (0,7 M€), les actions de prévention (crédits CNSA) (1,1 M€), le forfait autonomie (crédits CNSA) (0,2 M€), les subventions aux CLIC et aux associations (0,5 M€) et les autres actions (0,1 M€).

- Le budget **enfance famille** (**60,4 M€)** progresse de + 2,2 % comparativement à 2020 (+ 1,3 M€), réparti entre la protection de l'enfance (59,1 M€), la PMI (1,1 M€) et l'animation (0,2 M€).

  Sur la protection de l'enfance, il s'agit principalement des frais d'hébergement (33,2 M€), de la subvention d'équilibre du CDEF (7,1 M€), de la rémunération des assistants familiaux (12,7 M€), de l'accueil familial (0,4 M€), de la prévention spécialisée (2,3 M€), des allocations telles que les budgets jeunes majeurs, les allocations d'urgence et autres allocations (1,5 M€), et des subventions aux associations (0,6 M€).

- Les dépenses de la politique d'**insertion** s'élèvent à **85,2 M€** (- 1,6 %). L'évolution est en lien avec la baisse de - 0,5 % des allocations RSA **(78,8 M€)** après une progression de + 11 % en 2020.

  La politique d'insertion menée dans le cadre du PDIE représente **4,5 M€** (+ 3,1 %). Elle regroupe notamment les contrats d'accompagnement à l'emploi (CUI, CDDI), la prévention et la lutte contre l'exclusion, les aides et secours d'urgence et les subventions de fonctionnement aux organismes d'insertion.
  A cela s'ajoutent les actions conduites dans le cadre de la subvention FSE qui s'élève à **1,9 M€**.

- Sur le secteur de **l'habitat et du logement,** le montant des aides et accompagnements atteint **2,9 M€** (+ 0,4 M€).

- Concernant le **développement de l'accompagnement social**, la dépense s'élève à **1,4 M€** (+ 0,1 M€).

**DEVELOPPEMENT HUMAIN : 21,5 M€** soit + 1,1 % (+ 0,3 M€).

- Le fonctionnement des **collèges (13,6 M€)** en hausse de + 3,7 % (+ 0,5 M€) comprend les dotations et subventions versées aux collèges publics et privés pour faire face à leurs charges, le numérique éducatif, les forfaits externats, la participation à la restauration collective et les aides à la scolarité.

- Les actions culturelles atteignent **5,1 M€** (+ 1,8%), à cela s'ajoutent le sport (**2,4 M€**), la politique lecture (**0,2 M€)** et le patrimoine culturel (**0,2 M€).**

**DYNAMIQUE TERRITORIALE : 46,8 €** soit + 5,8 % (+ 2,6 M€).

- Le budget de fonctionnement consacré aux **routes (10,7 M€)** progresse de 43,2 % (soit + 3,2 M€) et se répartit entre l'entretien routier (5 M€) et à la viabilité hivernale (5,5 M€ contre 2,7 M€ en 2020).

- Le **développement territorial (28,1 M€)** progresse de + 1,8 % (0,5 M€). La participation au SDIS s'élève à 26,8 M€ avec une progression de 1,7 % (soit + 0,4 M€). 1,3 M€ sont versés aux structures contribuant ou favorisant l'accompagnement des projets locaux.

- Les subventions et participations dans le secteur du **tourisme** s'élèvent à **2,4 M€**.
  Ces aides concernent essentiellement les participations au CDT avec 1,3 M€ et au SMIX du Mont d'Or (SMMO) avec 0,759 M€ ainsi que diverses subventions aux associations, organismes avec 0,3 M€.

- Les actions liées à **l'environnement (1,1 M€)** permettent un accompagnement sur la gestion de l'eau ainsi que l'animation des sites ENS.

- Le soutien aux **activités agricoles et forestières** par le biais de subventions et partenariats s'établit à **0,3 M€.**

- Les crédits réalisés sur le volet de **l'économie** s'élèvent à **1 M€** et concernent le recouvrement des prêts d'honneur alloués antérieurement avec 0,5 M€ au titre des admissions en non valeurs et pertes sur créances et 0,5 M€ pour la constitution de provisions.

- La prise en charge, par le Département, des **transports individualisés** s'élève à **3,2 M€** contre 2,3 M€ en 2020 (+ 42,7 %).

**EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 116,7 M€** soit - 1,3 % (- 1,5 M€)

- Les **ressources humaines (95,3 M€)** progressent de 1,8 % (+ 1,7 M€).

- Les dépenses des **bâtiments et moyens généraux (5,3 M€)** se stabilisent hors prise en compte de la charge exceptionnelle liée à l'achat de masques, d'équipements de protection individuelle (EPI) dans le cadre de la Covid-19 (3,5 M€).
  La gestion patrimoniale s'élève à 0,4 M€. L'exploitation et la maintenance des bâtiments (4,2 M€) évoluent principalement en raison de la hausse de l'énergie, des assurances et des loyers. Les moyens logistiques (prestations, maintenance, fournitures, affranchissement) s'établissent à 0,7 M€.

- Les crédits alloués à la **modernisation de l'action publique** avec **2,9 M€** baissent de - 1,4 %. Ils correspondent aux dépenses d'assistance et de maintenance informatique (2,5 M€), aux actions de pilotage, de contrôle et d'évaluation (0,2 M€) et à la sécurisation juridique (0,2 M€).

- Les frais de communication et **relations publiques** représentent **0,7 M€**.

- La charge financière du remboursement des intérêts d'emprunts s'établit à 5,8 M€ en 2021 (- 0,4 M€), en baisse régulière ces dernières années, compte tenu du désendettement de la collectivité.

## I – 3. Une dynamique des recettes portée par la forte progression des droits de mutation

Les **recettes de fonctionnement** atteignent **548,7 M€** (soit 1018 € par habitant) en hausse de **+ 4,8 %** comparativement à 2020, soit une majoration des crédits de **25 M€** dont 19,3 M€ de DMTO supplémentaires.

*Evolution des postes de recettes en fonctionnement*

| (en M€) | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | Evolution CA/CA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Solidarités humaines | 45,334 | 38,150 | 39,930 | 44,106 | 46,195 | 4,7% |
| Dév. Humain | 2,328 | 2,768 | 2,758 | 1,884 | 2,278 | 20,9% |
| Dév. Territorial | 16,384 | 2,332 | 1,183 | 1,635 | 2,006 | 22,7% |
| Efficience / ress. internes | 441,610 | 457,444 | 473,807 | 476,121 | 498,264 | 4,7% |
| **RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **505,656** | **500,693** | **517,678** | **523,747** | **548,742** | **4,8%** |

**SOLIDARITES HUMAINES : 46,2 M€** soit + 4,7 % (+ 2,1 M€)

Les recettes encaissées au titre des personnes âgées s'élèvent à **27,2 M€** et correspondent aux concours de la CNSA au titre de l'APA (21,8 M€) et du forfait autonomie (0,2 M€), de la participation aux actions de prévention (1 M€) et du financement des services de soin à domicile (SAAD) (0,7 M€). Il s'agit également du recouvrement sur les bénéficiaires de l'aide sociale (2,8 M€) notamment le recours sur successions et des reversements APA (0,7 M€).

Au titre des personnes handicapées, les recettes s'élèvent à **11,8 M€** avec les concours de la CNSA pour le financement de la PCH (5 M€) et les recouvrements et reversements sur ressources déductibles (6,8 M€).

Les recettes perçues au titre de la politique **enfance famille** atteignent **2,5 M€,** avec 0,9 M€ dans le cadre de la contractualisation au titre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, 0,2 M€ de participation de l'Etat au plan pauvreté et 0,6 M€ de prise en charge des MNA par l'Etat et de recouvrements divers (0,8 M€).

La politique de **l'insertion** a généré **4,6 M€** de recettes de fonctionnement avec la mobilisation du Fonds social européen (FSE) en soutien des projets initiés dans le cadre du plan départemental pour l'insertion et l'emploi (PDIE) pour l'inclusion (2,7 M€), le financement par l'Etat de la stratégie pauvreté (1 M€) et du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) (0,3 M€) et le recouvrement des indus et trop versés de RSA (0,6 M€).

Les recettes relatives à la politique **habitat-logement** s'établissent à **0,1 M€** et correspondent aux remboursements de dépôts de garanties octroyés aux ménages, à la reprise d'une provision FSL et aux participations externes pour soutenir les propriétaires privés dans le cadre du programme de résorption de l'habitat indigne.

**DEVELOPPEMENT HUMAIN : 2,3 M€** soit + 20,9 % (+ 0,4 M€).

La politique des **collèges** a généré **1,9 M€** de recettes, composées des produits de la restauration et de l'hébergement scolaire (1,8 M€) et d'autres participations aux charges de fonctionnement des collèges (0,1 M€).

Les recettes relatives à **l'action culturelle (0,3 M€)** correspondent essentiellement à la billetterie du musée Courbet et de la ferme de Flagey auxquelles s'ajoutent 15 000 € de subvention de la DRAC pour l'exposition Proudhon-Courbet.

La **lecture publique** génère **0,1 M€** de recettes avec 82 885 € de la participation des communes aux ressources numériques et 23 445 € de subvention du Centre National du Livre.

**DYNAMIQUE TERRITORIALE : 2 M€** soit + 22,7 % (+ 0,4 M€)

Les recettes liées à la **maintenance routière** s'élèvent à **1 M€.** Il s'agit des redevances d'occupation du domaine public (électricité, gaz, télécom), des produits des cessions suite à des ventes de véhicules et de matériels, de reversements et d'indemnités d'assurance suite à des sinistres et de ventes de produits pétroliers.

Les recettes de la politique **environnement (0,4 M€)** sont essentiellement des participations, notamment de l'Agence de l'eau.

Sur **l'économie (0,5 M€),** les recettes correspondent à la reprise d'une provision sur les prêts d'honneur pour financer en dépenses les admissions en non-valeur.

Au titre des **transports**, il s'agit de la compensation de la Région pour le transport des élèves de SEGPA **(0,1 M€).**

**EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 498,3 M€** soit + 4,7 % (+ 22,1 M€)

1. Une dynamique des recettes de fonctionnement en lien avec l'évolution des produits de la fiscalité

Les principales recettes sont constituées des ressources fiscales, des dotations de l'Etat et des fonds de péréquations (494,9 M€) :

| | CA 2021 | Evo n-1 % | Evo n-1 € |
|---|---|---|---|
| **FISCALITE DIRECTE** | **36 386 465 €** | **-77,0%** | **- 121 973 453 €** |
| TFPB | - € | | - 119 655 484 € |
| CVAE | 29 557 628 € | -8,3% | - 2 660 773 € |
| Comp Région CVAE | 5 100 000 € | 0,0% | - € |
| IFER | 1 350 728 € | 8,7% | 108 038 € |
| Rôles suppl. | 378 109 € | 163,8% | 234 766 € |
| **FISCALITE INDIRECTE** | **99 119 126 €** | **24,9%** | **19 737 814 €** |
| DMTO | 91 149 336 € | 27,1% | 19 434 556 € |
| TDCFE | 5 553 130 € | 3,2% | 170 802 € |
| Taxe d'aménagement | 2 406 112 € | 7,4% | 165 135 € |
| TRM | 10 548 € | -75,6% | - 32 679 € |
| **FISCALITE TRANSFEREE** | **241 595 299 €** | **106,8%** | **124 796 117 €** |
| TVA | 120 253 023 € | | 120 253 023 € |
| TSCA | 85 146 402 € | 5,0% | 4 067 506 € |
| TICPE | 36 195 873 € | 1,3% | 475 588 € |
| **TOTAL FISCALITE** | **377 100 890 €** | **6,4%** | **22 560 478 €** |
| DGF | 57 642 429 € | 0,3% | 186 086 € |
| DGD | 2 570 196 € | 0,0% | - € |
| Allocations compensatrices | 3 029 712 € | -7,1% | - 230 265 € |
| DCRTP | 15 812 591 € | -0,3% | - 40 581 € |
| FMDI | 3 743 903 € | 2,0% | 74 041 € |
| FCTVA entretien | 149 451 € | -19,6% | - 36 508 € |
| **TOTAL DOTATIONS** | **82 948 282 €** | **-0,1%** | **- 47 227 €** |
| Fonds des DMTO | 11 136 378 € | -21,5% | - 3 044 174 € |
| DCP | 8 174 755 € | -0,2% | - 20 466 € |
| FNGIR | 13 729 031 € | 0,0% | - € |
| Fonds de stabilisation | 730 204 € | | 730 204 € |
| **FONDS PEREQUATION** | **33 770 368 €** | **-6,5%** | **- 2 334 436 €** |
| **AUTRES RECETTES** | **5 747 €** | **-58,9%** | **- 8 223 €** |

Les ressources fiscales (377,1 M€) représentent 68,7 % des recettes de fonctionnement.
La fiscalité s'est remarquablement redressée avec une croissance de + 6,4 % sur l'exercice, après une année 2020 de quasi-stagnation (+ 1,3 %).

Première recette de fonctionnement, la fraction de TVA perçue par le Département en remplacement du foncier bâti à compter de 2021 s'élève à 120,3 M€.

La croissance de la fiscalité porte principalement sur les DMTO en hausse de + 27% (+19,4 M€) avec un encaissé de 91,1 M€. La TSCA avec 85,1 M€ (+ 5 %), la TICPE avec 36,2 M€ (+ 1,3 %), la taxe sur l'électricité avec 5,6 M€ (TDCFE) (+ 3,2 %) et l'IFER avec 1,35 M€ (+ 8,7 %) sont également orientés à la hausse.

A l'inverse, la CVAE (29,6 M€) recule de - 8,3 % en étant en partie basée sur le chiffre d'affaire des entreprises en 2020.

**Les dotations d'Etat** qui représentent 15,1 % des recettes de fonctionnement se stabilisent à la baisse à **82,9 M€** (- 0,1 M€) avec des baisses constatées des allocations compensatrices (- 7,1 %) et de la DCRTP (- 0,3 %). Le FMDI progresse de 2 % en lien avec la politique d'insertion conduite par le Département.

Enfin, les recettes des **fonds de péréquation (33,8 M€)** baissent de - 6,5 % en raison de la moindre attribution du fonds des DMTO.

Par ailleurs, les produits encaissés au titre des **bâtiments et moyens généraux (1,8 M€)** sont principalement liés aux cessions, aux ventes de véhicules et à des loyers.

Les recettes liées aux **ressources humaines** s'établissent à **1,3 M€** et correspondent aux compensations reçues au titre des mises à disposition de personnel, aux remboursements sur rémunérations et charges, au FIPHFP (Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) et au versement du CNASEA pour les emplois aidés.

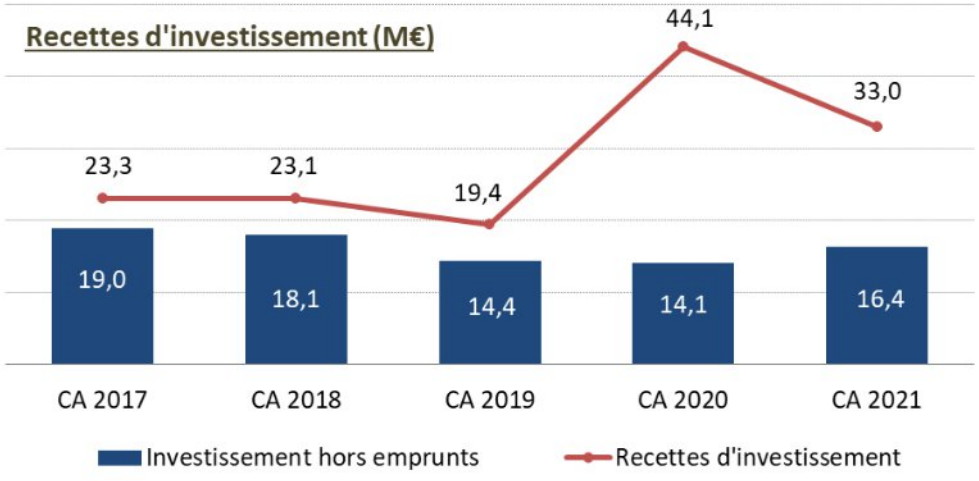
Les recettes perçues au titre de la **modernisation de l'action publique (0,3 M€)** correspondent à des remboursements de frais téléphoniques ou des recettes exceptionnelles diverses.

2. Des recettes d'investissement hors emprunts en progression de 16,2 %

**Les recettes d'investissement,** d'un montant de **33 M€** (soit 61 € par habitant) baissent de -25,2 % compte tenu d'un moindre recours à l'emprunt, limité à 16,6 M€.

| (en M€) | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | Evolution CA/CA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Solidarités humaines | 0,364 | 0,515 | 0,321 | 0,281 | 1,150 | 309,9% |
| Dév. Humain | 0,461 | 1,482 | 0,184 | 0,341 | 0,029 | -91,4% |
| Dév. Territorial | 5,788 | 6,284 | 4,615 | 3,280 | 2,858 | -12,9% |
| Efficience / ress. internes | 16,503 | 14,790 | 14,320 | 40,201 | 28,952 | -28,0% |
| **RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **23,116** | **23,071** | **19,440** | **44,103** | **32,989** | **-25,2%** |

Hors emprunts, les recettes s'élèvent à **16,4 M€** et progressent de 16,2 % (+ 2,3 M€).



**SOLIDARITES HUMAINES : 1,1 M€** soit + 310 % (+ 0,9 M€)

La politique de **l'insertion** a généré **1,1 M€** de recettes de fonctionnement avec la 0,4 M€ au titre du FSL et 0,7 M€ de reversement de l'Etat au titre du plan de relance en faveur du logement.

**DYNAMIQUE TERRITORIALE : 2,9 M€** soit -12,8 % (- 0,4 M€)

Les recettes des **routes** s'élèvent à **1,6 M€** avec notamment la redevance des radars automatiques, les participations des autres collectivités aux travaux routiers réalisés par le Département sur leurs réseaux, la subvention de l'Etat au financement des aménagements cyclables et le remboursement de trop versés.

Les recettes de la politique **environnement (1 M€)** concernent la participation de l'Agence de l'eau au soutien des projets locaux (travaux de canalisation et restauration en zones humides), le solde des participations au financement des opérations de signalétique sur l'A36 et la participation du FEADER au travaux sur l'espace naturel sensible sur la commune du Bizot.

Enfin, sur **l'économie** il s'agit des remboursements de prêts d'honneur et d'avances économiques accordés antérieurement **(0,3 M€).**

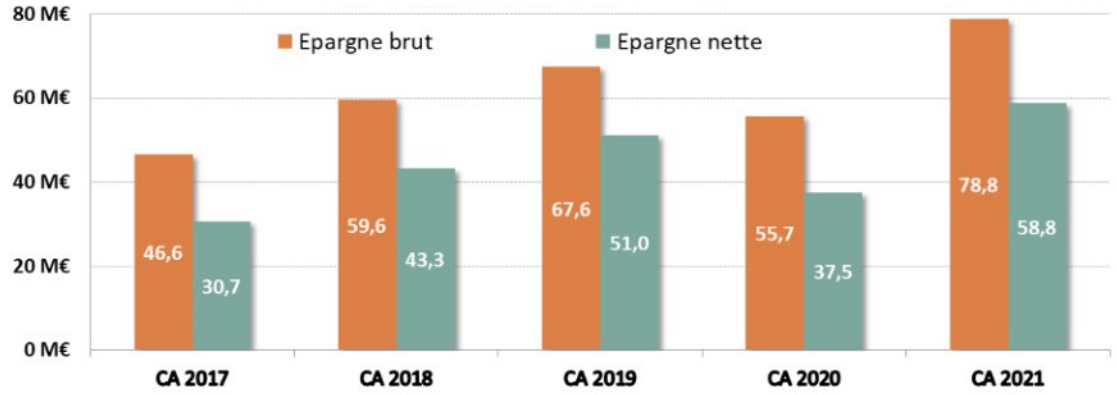
**EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 28,9 M€**

La principale recette d'investissement est le FCTVA avec **7,8 M€** dont le versement a augmenté de 29,5 % grâce au niveau élevé d'investissement enregistré en 2019. Vient ensuite la DSID (dotation de soutien à l'investissement des Départements) versée par l'Etat d'un montant de **2 M**€ en 2021. Le montant de la DDEC (dotation départementale d'équipement des collèges) est stable depuis plusieurs années à **2,5 M€.**

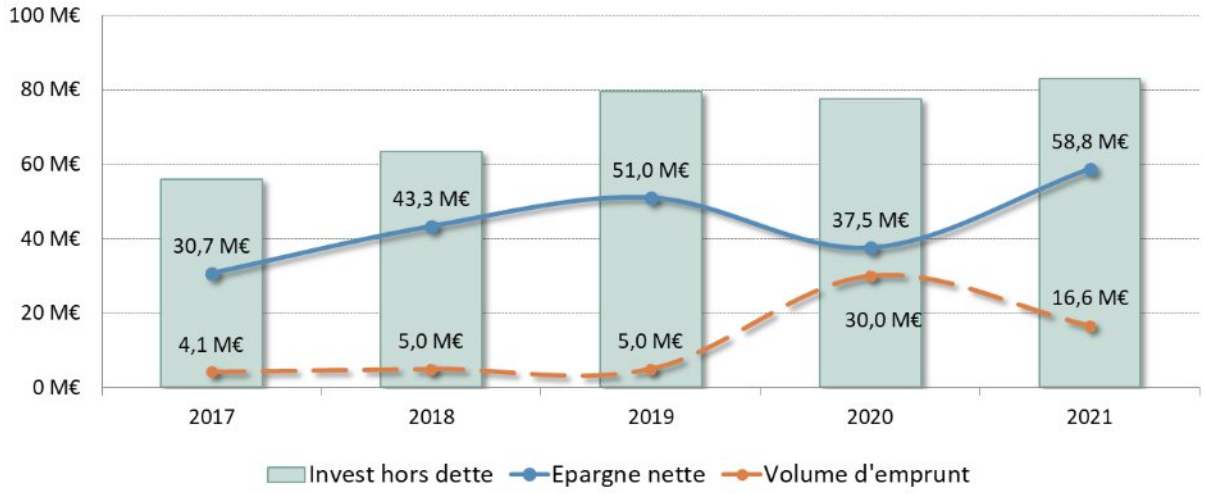
Le réalisé d'**emprunt** s'élève à **16,6 M€.** Deux contrats ont été souscris sur 20 ans, l'un auprès de la Banque des territoires pour 6,6 M€ à taux fixe de 0,63 % et l'autre auprès de la Banque Postale pour 10 M€ à taux fixe de 0,68 %.

## I – 4. Le rétablissement du niveau d'autofinancement de la collectivité avec un recours limité à l'emprunt

**L'épargne brute** progresse de **41,5 %** en 2021 (soit + 23,1 M€) pour atteindre **78,8 M€**. L'épargne nette de 58,8 M€ (épargne brute déduction faite du remboursement en capital) est à un niveau particulièrement élevé.



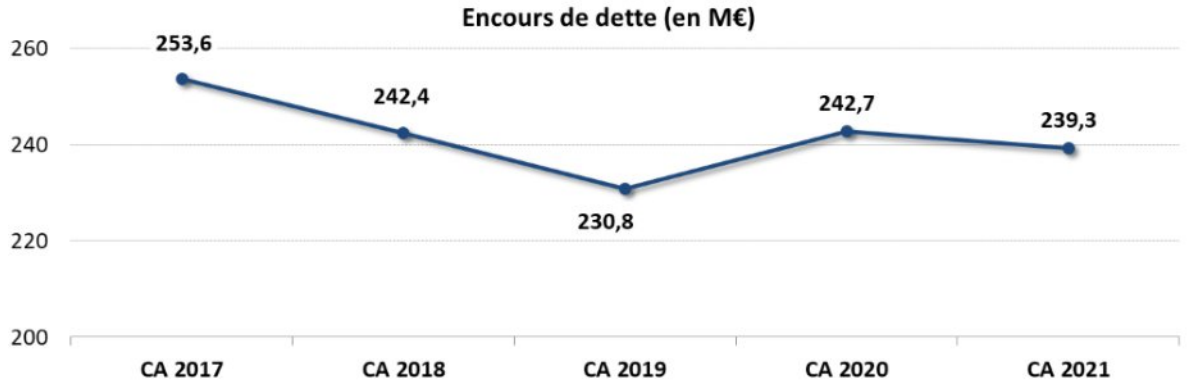

Le graphique présente le mode de financement de l'investissement hors dette :



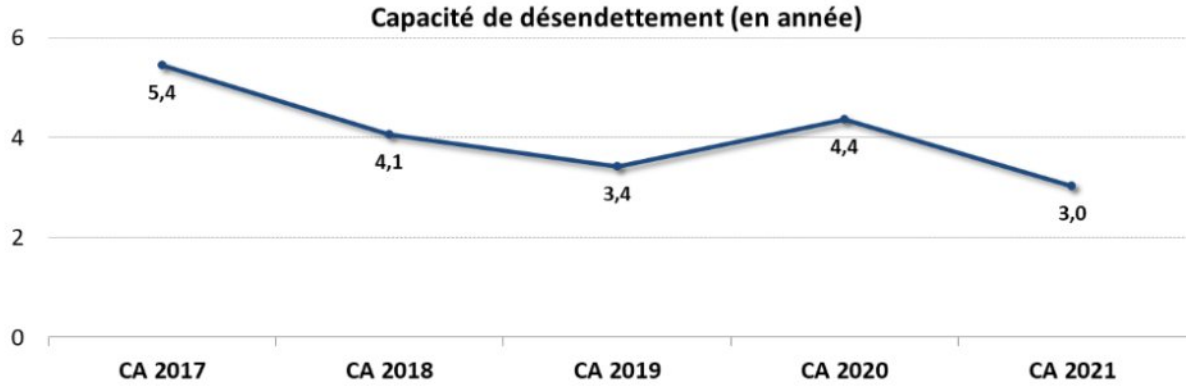

Les dépenses d'investissement hors dette sont financées à plus de 70 % par l'épargne nette et à 20 % par l'emprunt.

Le graphique montre clairement l'incidence de la crise de 2020 sur le niveau de l'épargne. Toutefois, le Département avait maintenu un haut niveau d'investissement malgré la dégradation de l'épargne, avec un financement plus important par emprunt en 2020. En 2021, le redressement de la situation financière et la forte progression de l'autofinancement ont permis un moindre recours à l'emprunt.

Avec un remboursement en capital de la dette de 20 M€ en 2021 et la réalisation de **16,6 M€ d'emprunt**, l**'encours de dette au 31 décembre 2021 atteint 239,3 M€.**




Enfin, compte tenu du niveau d'endettement de la collectivité et de l'épargne brute **la capacité de désendettement** s'établit à **3 années** au compte administratif 2021.



# II – ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

La synthèse des engagements pluriannuels au 31 décembre 2021, en autorisations de programme (AP) et en autorisations d'engagement (AE) est présentée ci-après :

| AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AP résiduelles au 31/12/2020** | **BP 2021** | **AP votées en 2021** | **CPI réalisés 2021** | **AP résiduelles au 31/12/2021** |
| SOLIDARITES HUMAINES | 18 681 874,26 € | 1 657 000,00 € | 2 582 522,55 € | 3 085 947,63 € | 18 178 449,18 € |
| DEVELOPPEMENT HUMAIN | 57 222 981,06 € | 33 258 500,00 € | 33 630 104,11 € | 26 863 758,68 € | 63 989 326,49 € |
| DYNAMIQUE TERRITORIALE | 89 480 216,14 € | 79 870 000,00 € | 82 614 226,21 € | 46 082 458,11 € | 126 011 984,24 € |
| EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES | 19 540 977,66 € | 7 587 300,00 € | 7 810 821,00 € | 6 402 761,10 € | 20 949 037,56 € |
| **TOTAL** | **184 926 049,12 €** | **122 372 800,00 €** | **126 637 673,87 €** | **82 434 925,52 €** | **229 128 797,47 €** |

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AE résiduelles au 31/12/2020** | **BP 2021** | **AE votées en 2021** | **CPF réalisés 2021** | **AE résiduelles au 31/12/2021** |
| SOLIDARITES HUMAINES | 9 000 059,97 € | 12 566 609,00 € | 24 801 498,50 € | 5 709 083,17 € | 28 092 475,30 € |
| DEVELOPPEMENT HUMAIN | 7 188 609,78 € | 5 057 385,00 € | 4 355 357,99 € | 5 631 094,36 € | 5 912 873,41 € |
| DYNAMIQUE TERRITORIALE | 7 389 723,85 € | 23 491 500,00 € | 22 334 710,79 € | 16 507 153,92 € | 13 217 280,72 € |
| EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES | 279 983,60 € | 230 000,00 € | 169 633,40 € | 121 482,00 € | 328 135,00 € |
| **TOTAL** | **23 858 377,20 €** | **41 345 494,00 €** | **51 661 200,68 €** | **27 968 813,45 €** | **47 550 764,43 €** |

**En investissement**, les autorisations de programme restant à financer au 31 décembre 2021 s'élèvent à 229,1 M€. Elles sont en hausse par rapport à fin 2020 (+ 44,2 M€), compte tenu du volume important d'AP ouvert en 2021, à hauteur de 126,6 M€.
Le montant des crédits de paiement d'investissement réalisés en 2021 atteint 82,4 M€ (+5,3 M€).

Ces engagements pluriannuels concernent la Dynamique territoriale pour plus de la moitié, avec 126 M€ d'AP résiduelles au 31 décembre 2021 dont :

- 81,4 M€ consacrées aux routes (hausse de + 38 M€ par rapport à fin 2020 liée à l'ouverture de 68,1 M€ d'AP en 2021). Ces AP résiduelles concernent pour 37,3 M€ la maintenance des routes départementales, pour 23,8 M€ la structuration des voies cyclables, 13,2 M€ pour la sécurité routière, 7,1 M€ pour l'amélioration des réseaux ;
- 24,2 M€ relatifs à la politique développement territorial (dont 21 M€ liés aux contrats territoriaux P@C 2018-2021) ;
- 10,8 M€ concernant la politique environnement – trame verte et bleue (dont 8,9 M€ consacrés à la politique de l'eau) ;
- 7,1 M€ relatifs au tourisme et plus particulièrement le projet de transition touristique du Mont d'Or pour 5,5 M€.

Le Développement humain compte 64 M€ d'AP résiduelles dont 53,4 M€ concernant la politique collèges (48,4 M€ relatifs à la modernisation de la gestion patrimoniale des collèges dont 29 M€ dans le cadre du Plan de modernisation des collèges de Bethoncourt et Frasne et 14,5 M€ pour les travaux de modernisation des collèges de Villers le Lac, Grenier à Pontarlier, Pierrefontaine, Sancey, Blamont, Hérimoncourt).

Les AP résiduelles relatives à l'Efficience et ressources internes s'élèvent à 20,9 M€ avec 16,8 M€ consacrés à la politique bâtiments et moyens généraux (dont 12,8 M€ relatifs à la modernisation du patrimoine départemental) et 4,1 M€ qui concernent l'efficience numérique interne (dont 3,1 M€ pour le programme d'efficience numérique interne).

18,2 M€ d'AP sont consacrés aux Solidarités humaines et doivent permettre de financer les investissements dans les EHPAD (à hauteur de 9,6 M€) et l'offre en logements à vocation sociale (pour 7,2 M€).

**En fonctionnement**, les autorisations d'engagement restant à financer au 31 décembre 2021 représentent 47,6 M€. Elles sont en augmentation par rapport à fin 2020 (+23,7 M€), particulièrement au niveau des Solidarités humaines (+19,1 M€). Les crédits de paiement de fonctionnement réalisés en 2021 atteignent 28 M€ (+3,7 M€).

28,1 M€ d'AE résiduelles relèvent des Solidarités humaines avec 12,6 M€ liés à la politique insertion (dont 8,2 M€ relatifs à la subvention globale FSE et 2,1 M€ aux subventions pour le service insertion activité économique).
12 M€ d'AE résiduelles concernent la politique enfance famille et plus particulièrement le nouveau programme d'extension de l'offre d'accueil des enfants confiés.

Les AE résiduelles relatives à la Dynamique territoriale s'élèvent à 13,2 M€ dont 6,3 M€ consacrés à la maintenance des routes départementales (4,9 M€ pour la viabilité hivernale), 3,2 M€ au titre du tourisme (dont 2,7 M€ relatifs à la subvention au Comité Départemental du Tourisme) et 2,3 M€ correspondant au financement des transports scolaires individualisés.

Le Développement humain compte 5,9 M€ d'AE résiduelles dont 2,2 M€ concernent la politique collèges, 2,4 M€ portent sur l'action culturelle et 1,3 M€ sur le sport et l'éducation populaire.

Enfin, les AE résiduelles concernant l'Efficience et les Ressources internes s'élèvent à 0,3 M€.

# III – BUDGETS ANNEXES

## III – 1. Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF)

Le Compte administratif 2021 du Centre départemental de l'enfance et de la famille voté à hauteur de 7 817 295 € a été réalisé en dépenses et en recettes réelles à hauteur de 7 411 758,81 €.

| (en mouvements réels) | voté 2021 | Réalisé 2021 | Reports |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | | | |
| **- Total Investissement** | **0,00 €** | **0,00 €** | - |
| *Dépenses d'exploitation* | *1 626 111,00 €* | *1 518 033,29 €* | - |
| *Dépenses de personnel* | *5 742 064,00 €* | *5 544 057,38 €* | |
| *Dépenses de structures* | *449 120,00 €* | *349 668,14 €* | |
| **Total Fonctionnement** | **7 817 295,00 €** | **7 411 758,81 €** | |
| **TOTAL** | **7 817 295,00 €** | **7 411 758,81 €** | - |
| **Recettes** | | | |
| **- Total Investissement** | **0,00 €** | **0,00 €** | - |
| *Subvention d'équilibre* | 7 510 145,00 € | 7 104 600,94 € | |
| *Autres produits* | 307 150,00 € | 307 157,87 € | |
| **Total Fonctionnement** | **7 817 295,00 €** | **7 411 758,81 €** | - |
| | **7 817 295,00 €** | **7 411 758,81 €** | - |

**La section de fonctionnement** du budget annexe du CDEF est équilibrée par une dotation globale de 7 104 600,94 €, en augmentation de 0,6 % par rapport à 2020, financée par le budget principal du Département. Aucun report de crédits n'est sollicité sur l'exercice 2021.

## III – 2. Laboratoire vétérinaire départemental (LVD)

Les crédits votés de l'année 2021 du Laboratoire vétérinaire départemental s'équilibrent en dépenses et en recettes, à hauteur de 1 782 433,17 €.

Au Compte administratif, les dépenses réelles s'élèvent à 30 842,60 € en investissement et 1 018 976,35 € en fonctionnement.

**La section d'investissement** de 30 842,60 € en dépenses réelles est constituée du remboursement en capital d'emprunts pour 27 604,22 € et d'immobilisations pour 3 238,38 €.

Le solde d'exécution de la section d'investissement s'élève à 131 870,02 €. Il est constitué du solde d'investissement 2021 de 251 978,07 € et du résultat antérieur de -120 108,05 €.

| (mouvements réels et ordre) | Voté 2021 | Réalisé 2021 | Reports |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | | | |
| **- Investissement** | **283 898,05 €** | **31 870,60 €** | **0,00 €** |
| *Résultats antérieurs* | 120 108,05 € | | |
| Remboursement emprunts | 27 610,00 € | 27 604,22 € | |
| Immobilisations | 135 152,00 € | 3 238,38 € | |
| ***Total mouvements réels*** | ***282 870,05 €*** | ***30 842,60 €*** | |
| *mouvements d'ordre* | *1 028,00 €* | *1 028,00 €* | |
| **- Fonctionnement** | **1 498 535,12 €** | **1 082 716,97 €** | **0,00 €** |
| *Résultats antérieurs* | | | |
| *Charges à caractère général* | *616 825,12 €* | *309 928,92 €* | |
| *Charges de personnel* | *809 500,00 €* | *703 642,76 €* | |
| *Charges financières* | *4 600,00 €* | *3 624,06 €* | |
| *Autres charges de gestions* | *2 020,00 €* | *303,31 €* | |
| *Charges exceptionnelles* | *1 800,00 €* | *1 477,30 €* | |
| ***Total mouvements réels*** | ***1 434 745,12 €*** | ***1 018 976,35 €*** | |
| *mouvements d'ordre* | *63 790,00 €* | *63 740,62 €* | |
| | **1 782 433,17 €** | **1 114 587,57 €** | **0,00 €** |
| **Recettes** | | | |
| **- Investissement** | **283 898,05 €** | **283 848,67 €** | **0,00 €** |
| *Résultat antérieur* | *220 108,05 €* | *220 108,05 €* | |
| ***Total mouvements réels*** | ***220 108,05 €*** | ***220 108,05 €*** | |
| *mouvements d'ordre* | *63 790,00 €* | *63 740,62 €* | |
| **- Fonctionnement** | **1 498 535,12 €** | **1 019 691,67 €** | **0,00 €** |
| *Résultat antérieur* | *247 005,12 €* | | |
| *Produits et ventes* | *1 250 000,00 €* | *1 005 021,08 €* | |
| *Dotations et participations* | *0,00 €* | | |
| *Autres produits* | *502,00 €* | *13 642,59 €* | |
| ***Total mouvements réels*** | ***1 497 507,12 €*** | ***1 018 663,67 €*** | |
| *mouvements d'ordre* | *1 028,00 €* | *1 028,00 €* | |
| | **1 782 433,17 €** | **1 303 540,34 €** | **0,00 €** |

**La section de fonctionnement** de 1 018 663,67 € en dépenses réelles est principalement financée par les prestations d'analyses s'élevant 1 005 021,08 € auxquelles s'ajoutent 13 642,59 € d'autres produits.

La section de fonctionnement 2021 génère un déficit de - 63 025,30 €. Après reprise du résultat antérieur de 247 005,12 €, le solde d'exécution de la section de fonctionnement s'élève à 183 979,82 €.

Les résultats seront repris dans le cadre de la DM1 2022.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir approuver le compte administratif 2021 du Département du Doubs.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3312-5 et L.3313-1 ;

Vu le rapport **n° 402** présenté sous le timbre **: DGS / DFA**;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve le compte administratif 2021 du Département du Doubs pour le budget principal et les budgets annexes du Centre départemental de l'enfance et de la famille, et du Laboratoire vétérinaire départemental.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Tableaux
2 - Présentation synthétique

# ANNEXE 1 : TABLEAUX

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Politiques | CA 2020 | Voté 2021 | CA 2021 | Taux de réalisation | Evolution CA 2020/2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **280 513,84 €** | **1 474 000,00 €** | **1 149 855,41 €** | **78,0%** | **309,9%** |
| Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| Enfance / famille | 0,00 € | 0,00 € | 298,00 € | - | - |
| Insertion | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| Habitat - logement | 280 513,84 € | 1 454 000,00 € | 1 145 530,21 € | 78,78% | 308,4% |
| Développement social | 0,00 € | 20 000,00 € | 4 027,20 € | | |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **341 179,75 €** | **276 700,00 €** | **29 381,34 €** | **10,62%** | **-91,4%** |
| Collèges | 8 860,75 € | 4 700,00 € | 6 725,75 € | 143,10% | -24,1% |
| Action culturelle | 210 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| Lecture | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| Archives départementales et Patrimoines culturels départementaux | 122 319,00 € | 272 000,00 € | 22 655,59 € | 8,33% | -81,5% |
| Sport et éducation populaire | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **3 279 765,79 €** | **3 081 000,00 €** | **2 858 193,88 €** | **92,8%** | **-12,9%** |
| Routes | 1 170 363,98 € | 1 495 000,00 € | 1 550 439,94 € | 103,71% | 32,5% |
| Développement numérique du territoire | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| Développement territorial | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| Environnement - trame verte et bleue | 1 643 122,00 € | 1 300 000,00 € | 1 022 037,06 € | 78,62% | -37,8% |
| Espace rural et périurbain | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | |
| Tourisme | 110 800,00 € | 52 000,00 € | 52 000,00 € | 100,00% | -53,1% |
| Economie | 355 479,81 € | 234 000,00 € | 233 716,88 € | 99,88% | -34,3% |
| Transports | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **40 201 165,21 €** | **43 147 827,00 €** | **28 952 007,84 €** | **67,10%** | **-28,0%** |
| Relations publiques | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | - |
| Modernisation de l'action publique | 0,00 € | 0,00 € | 8 932,00 € | - | - |
| Ressources humaines | 6 096,00 € | 13 000,00 € | 12 076,00 € | 92,89% | 98,1% |
| Bâtiments et moyens généraux | 0,00 € | 1 383 100,00 € | 0,00 € | - | #DIV/0! |
| Gestion financière | 40 195 069,21 € | 41 751 727,00 € | 28 930 999,84 € | 69,29% | -28,0% |
| **TOTAL INVESTISSEMENT** | **44 102 624,59 €** | **47 979 527,00 €** | **32 989 438,47 €** | **68,76%** | **-25,2%** |

*Hors revolving et résultats*

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Politiques | CA 2020 | Voté 2021 | CA 2021 | Taux de réalisation | Evolution CA 2020/2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **44 106 185,98 €** | **45 051 407,29 €** | **46 194 743,70 €** | **102,5%** | **4,7%** |
| Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées | 37 712 179,18 € | 36 484 607,29 € | 39 011 323,55 € | 106,9% | 3,4% |
| Enfance / famille | 2 646 156,16 € | 3 663 800,00 € | 2 486 398,57 € | 67,9% | -6,0% |
| Insertion | 3 707 511,62 € | 4 538 000,00 € | 4 635 009,03 € | 102,1% | 25,0% |
| Habitat - logement | 40 339,02 € | 365 000,00 € | 60 986,59 € | 16,7% | 51,2% |
| Développement social | 0,00 € | 0,00 € | 1 025,96 € | | |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **1 883 860,85 €** | **2 592 145,00 €** | **2 277 764,29 €** | **87,9%** | **20,9%** |
| Collèges | 1 627 500,55 € | 2 122 000,00 € | 1 880 516,40 € | 88,6% | 15,5% |
| Action culturelle | 250 047,00 € | 356 500,00 € | 281 412,82 € | 78,9% | 12,5% |
| Lecture | 2 531,00 € | 102 645,00 € | 106 850,77 € | 104,1% | 4121,7% |
| Archives départementales et Patrimoines culturels départementaux | 3 757,30 € | 11 000,00 € | 8 754,30 € | 79,6% | 133,0% |
| Sport et éducation populaire | 25,00 € | 0,00 € | 230,00 € | | |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **1 635 376,28 €** | **1 714 000,00 €** | **2 005 950,04 €** | **117,0%** | **22,7%** |
| Routes | 1 066 997,48 € | 785 000,00 € | 965 077,94 € | 122,9% | -9,6% |
| Développement numérique du territoire | 0,00 € | 24 000,00 € | 20 071,55 € | 83,6% | |
| Développement territorial | 36 251,60 € | 0,00 € | 20 000,00 € | #DIV/0! | |
| Environnement - trame verte et bleue | 289 710,20 € | 249 000,00 € | 388 211,55 € | 155,9% | 34,0% |
| Espace rural et périurbain | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | |
| Tourisme | 8 000,00 € | 6 000,00 € | 1 000,00 € | 16,7% | -87,5% |
| Economie | 148 422,00 € | 500 000,00 € | 488 339,00 € | 97,7% | 229,0% |
| Transports | 85 995,00 € | 150 000,00 € | 123 250,00 € | 82,2% | 43,3% |
| **S/total dépenses d'intervention** | **47 625 423,11 €** | **49 357 552,29 €** | **50 478 458,03 €** | **102,3%** | **6,0%** |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **476 121 152,43 €** | **481 296 822,00 €** | **498 263 848,07 €** | **103,5%** | **4,7%** |
| Relations publiques | 14 733,33 € | 0,00 € | 0,00 € | - | -100,0% |
| Modernisation de l'action publique | 42 496,65 € | 0,00 € | 246 385,79 € | | 479,8% |
| Ressources humaines | 1 008 538,95 € | 1 137 200,00 € | 1 311 502,26 € | 115,3% | 30,0% |
| Bâtiments et moyens généraux | 1 384 252,09 € | 694 817,00 € | 1 822 875,40 € | 262,4% | 31,7% |
| Gestion financière | 473 671 131,41 € | 479 464 805 € | 494 883 084,62 € | 103,2% | 4,5% |
| **TOTAL FONCTIONNEMENT** | **523 746 575,54 €** | **530 654 374,29 €** | **548 742 306,10 €** | **103,4%** | **4,8%** |

*Hors revolving et résultats*

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Politiques | CA 2020 | Voté 2021 | CA 2021 | Taux de réalisation | Evolution CA 2020/2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **2 684 855,58 €** | **5 119 000,00 €** | **3 271 667,65 €** | **63,9%** | **21,9%** |
| Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées | 1 161 967,13 € | 1 770 000,00 € | 730 399,60 € | 41,3% | -37,1% |
| Enfance / famille | 60 528,30 € | 118 600,00 € | 78 888,39 € | 66,5% | 30,3% |
| Insertion | 1 891,25 € | 5 000,00 € | 3 745,24 € | 74,9% | 98,0% |
| Habitat - logement | 1 460 468,90 € | 3 205 400,00 € | 2 453 111,23 € | 76,5% | 68,0% |
| Développement social | | 20 000,00 € | 5 523,19 € | 27,6% | |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **15 429 734,44 €** | **29 030 145,00 €** | **26 865 686,68 €** | **92,5%** | **74,1%** |
| Collèges | 13 963 813,78 € | 21 093 000,00 € | 18 179 824,34 € | 86,2% | 30,2% |
| Action culturelle | 255 977,15 € | 451 000,00 € | 349 611,76 € | 77,5% | 36,6% |
| Lecture | 231 475,64 € | 288 245,00 € | 254 672,88 € | 88,4% | 10,0% |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 964 867,87 € | 7 142 900,00 € | 8 055 817,00 € | 112,8% | 734,9% |
| Sport et éducation populaire | 13 600,00 € | 55 000,00 € | 25 760,70 € | 46,8% | 89,4% |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **50 528 039,18 €** | **50 459 662,00 €** | **46 416 970,11 €** | **92,0%** | **-8,1%** |
| Routes | 28 261 152,08 € | 32 730 000,00 € | 30 127 539,88 € | 92,0% | 6,6% |
| Développement numérique du territoire | 6 319 195,93 € | 717 150,00 € | 709 862,60 € | 99,0% | -88,8% |
| Développement territorial | 8 811 235,84 € | 8 359 512,00 € | 7 502 302,21 € | 89,7% | -14,9% |
| Environnement - trame verte et bleue | 4 755 794,13 € | 4 653 000,00 € | 4 243 035,01 € | 91,2% | -10,8% |
| Espace rural et périurbain | 1 890 051,20 € | 1 950 000,00 € | 1 830 694,41 € | 93,9% | -3,1% |
| Tourisme | 490 610,00 € | 2 050 000,00 € | 2 003 536,00 € | 97,7% | 308,4% |
| Economie | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | #DIV/0! |
| Transports | | | | | |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **27 011 091,20 €** | **29 329 676,00 €** | **26 425 151,28 €** | **90,1%** | **-2,2%** |
| Relations publiques | 1 903,36 € | 3 000,00 € | 1 562,92 € | 52,1% | -17,9% |
| Modernisation de l'action publique | 1 908 682,45 € | 1 910 000,00 € | 1 958 252,79 € | 102,5% | 2,6% |
| Ressources humaines | 11 896,00 € | 13 000,00 € | 7 226,00 € | 55,6% | -39,3% |
| Bâtiments et moyens généraux | 6 940 902,19 € | 6 619 800,00 € | 4 444 508,31 € | 67,1% | -36,0% |
| Gestion financière | 18 147 707,20 € | 20 783 876,00 € | 20 013 601,26 € | 96,3% | 10,3% |
| **TOTAL INVESTISSEMENT** | **95 653 720,40 €** | **113 938 483,00 €** | **102 979 475,72 €** | **90,4%** | **7,7%** |

*Hors revolving et résultats*

# DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Politiques | CA 2020 | Voté 2021 | CA 2021 | Taux de réalisation | Evolution CA 2020/2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **284 412 698,35 €** | **297 330 111,00 €** | **285 026 178,65 €** | **95,9%** | **0,2%** |
| Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées | 135 015 765,47 € | 140 902 298,00 € | 135 249 242,81 € | 96,0% | 0,2% |
| Enfance / famille | 59 125 179,25 € | 63 181 105,00 € | 60 400 627,67 € | 95,6% | 2,2% |
| Insertion | 86 573 102,15 € | 88 312 889,00 € | 85 161 357,22 € | 96,4% | -1,6% |
| Habitat - logement | 2 418 987,97 € | 3 490 539,00 € | 2 853 757,75 € | 81,8% | 18,0% |
| Développement social | 1 279 663,51 € | 1 443 280,00 € | 1 361 193,20 € | 94,3% | 6,4% |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **21 237 905,31 €** | **23 086 070,00 €** | **21 469 541,07 €** | **93,0%** | **1,1%** |
| Collèges | 13 072 405,17 € | 14 077 476,00 € | 13 563 773,95 € | 96,4% | 3,8% |
| Action culturelle | 4 997 934,96 € | 5 649 350,00 € | 5 086 691,04 € | 90,0% | 1,8% |
| Lecture | 379 264,11 € | 282 550,00 € | 227 860,61 € | 80,6% | -39,9% |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 232 915,84 € | 342 109,00 € | 151 300,41 € | 44,2% | -35,0% |
| Sport et éducation populaire | 2 555 385,23 € | 2 734 585,00 € | 2 439 915,06 € | 89,2% | -4,5% |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **44 226 290,07 €** | **47 691 597,00 €** | **46 793 887,01 €** | **98,1%** | **5,8%** |
| Routes | 7 460 047,26 € | 10 741 000,00 € | 10 681 226,48 € | 99,4% | 43,2% |
| Développement numérique du territoire | 20 220,31 € | 13 000,00 € | 0,00 € | - | -100,0% |
| Développement territorial | 27 611 049,00 € | 28 241 615,00 € | 28 118 310,38 € | 99,6% | 1,8% |
| Environnement - trame verte et bleue | 904 115,04 € | 1 566 868,00 € | 1 120 794,33 € | 71,5% | 24,0% |
| Espace rural et périurbain | 323 043,11 € | 374 364,00 € | 275 541,51 € | 73,6% | -14,7% |
| Tourisme | 5 490 754,00 € | 2 424 750,00 € | 2 373 486,00 € | 97,9% | -56,8% |
| Economie | 148 422,06 € | 1 027 000,00 € | 987 752,91 € | 96,2% | 565,5% |
| Transports | 2 268 639,29 € | 3 303 000,00 € | 3 236 775,40 € | 98,0% | 42,7% |
| **S/total dépenses d'intervention** | **349 876 893,73 €** | **368 107 778,00 €** | **353 289 606,73 €** | **96,0%** | **1,0%** |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **118 189 390,16 €** | **120 036 008,43 €** | **116 665 725,08 €** | **97,2%** | **-1,3%** |
| Relations publiques | 619 771,17 € | 804 050,00 € | 668 569,04 € | 83,2% | 7,9% |
| Modernisation de l'action publique | 2 924 455,76 € | 3 207 141,00 € | 2 882 799,64 € | 89,9% | -1,4% |
| Ressources humaines | 93 534 306,22 € | 96 288 605,00 € | 95 254 444,16 € | 98,9% | 1,8% |
| Bâtiments et moyens généraux | 8 865 016,30 € | 6 466 764,00 € | 5 346 893,77 € | 82,7% | -39,7% |
| Gestion financière | 12 245 840,71 € | 13 269 448,43 € | 12 513 018,47 € | 94,3% | 2,2% |
| **TOTAL FONCTIONNEMENT** | **468 066 283,89 €** | **488 143 786,43 €** | **469 955 331,81 €** | **96,3%** | **0,4%** |

# ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

| AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AP résiduelles au 31/12/2020** | **BP 2021** | **AP votées en 2021** | **CPI réalisés 2021** | **AP résiduelles au 31/12/2021** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **18 681 874,26 €** | **1 657 000,00 €** | **2 582 522,55 €** | **3 085 947,63 €** | **18 178 449,18 €** |
| Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées | 10 314 004,87 € | 0,00 € | 0,00 € | 730 399,60 € | 9 583 605,27 € |
| Enfance famille | 1 391 621,19 € | 72 000,00 € | 56 243,40 € | 78 888,39 € | 1 368 976,20 € |
| Insertion | 3 108,75 € | 15 000,00 € | 11 891,25 € | 3 745,24 € | 11 254,76 € |
| Habitat logement | 6 973 139,45 € | 1 570 000,00 € | 2 514 387,90 € | 2 272 914,40 € | 7 214 612,95 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **57 222 981,06 €** | **33 258 500,00 €** | **33 630 104,11 €** | **26 863 758,68 €** | **63 989 326,49 €** |
| Collèges | 39 702 113,10 € | 32 230 000,00 € | 31 897 350,67 € | 18 177 896,34 € | 53 421 567,43 € |
| Action culturelle | 1 825 098,80 € | 520 000,00 € | 1 020 000,00 € | 349 611,76 € | 2 495 487,04 € |
| Lecture | 491 643,36 € | 35 000,00 € | 35 000,00 € | 254 672,88 € | 271 970,48 € |
| Archives départementales et Patrimoines culturels départementaux | 15 177 725,80 € | 433 500,00 € | 632 753,44 € | 8 055 817,00 € | 7 754 662,24 € |
| Sport et éducation populaire | 26 400,00 € | 40 000,00 € | 45 000,00 € | 25 760,70 € | 45 639,30 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **89 480 216,14 €** | **79 870 000,00 €** | **82 614 226,21 €** | **46 082 458,11 €** | **126 011 984,24 €** |
| Routes | 43 433 065,31 € | 63 580 000,00 € | 68 126 565,14 € | 30 127 539,88 € | 81 432 090,57 € |
| Développement numérique du territoire | 556 895,24 € | 400 000,00 € | 620 000,00 € | 709 862,60 € | 467 032,64 € |
| Développement territorial | 31 372 133,78 € | 175 000,00 € | -40 268,11 € | 7 167 790,21 € | 24 164 075,46 € |
| Environnement - trame verte et bleue | 10 113 703,01 € | 6 715 000,00 € | 4 910 039,84 € | 4 243 035,01 € | 10 780 707,84 € |
| Espace rural et périurbain | 1 298 912,80 € | 2 000 000,00 € | 2 597 889,34 € | 1 830 694,41 € | 2 066 107,73 € |
| Tourisme | 2 705 506,00 € | 7 000 000,00 € | 6 400 000,00 € | 2 003 536,00 € | 7 101 970,00 € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **19 540 977,66 €** | **7 587 300,00 €** | **7 810 821,00 €** | **6 402 761,10 €** | **20 949 037,56 €** |
| Modernisation de l'action publique | 2 057 790,45 € | 4 000 000,00 € | 4 000 000,00 € | 1 958 252,79 € | 4 099 537,66 € |
| Bâtiments et moyens généraux | 17 483 187,21 € | 3 587 300,00 € | 3 810 821,00 € | 4 444 508,31 € | 16 849 499,90 € |
| **TOTAL** | **184 926 049,12 €** | **122 372 800,00 €** | **126 637 673,87 €** | **82 434 925,52 €** | **229 128 797,47 €** |

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AE résiduelles au 31/12/2020** | **BP 2021** | **AE votées en 2021** | **CPF réalisés 2021** | **AE résiduelles au 31/12/2021** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **9 000 059,97 €** | **12 566 609,00 €** | **24 801 498,50 €** | **5 709 083,17 €** | **28 092 475,30 €** |
| Enfance famille | 0,00 € | 0,00 € | 12 000 000,00 € | 0,00 € | 12 000 000,00 € |
| Insertion | 7 628 906,31 € | 8 006 000,00 € | 8 524 430,16 € | 3 516 468,17 € | 12 636 868,30 € |
| Habitat logement | 741 749,66 € | 2 392 609,00 € | 2 164 677,34 € | 1 263 825,00 € | 1 642 602,00 € |
| Développement social | 629 404,00 € | 2 168 000,00 € | 2 112 391,00 € | 928 790,00 € | 1 813 005,00 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **7 188 609,78 €** | **5 057 385,00 €** | **4 355 357,99 €** | **5 631 094,36 €** | **5 912 873,41 €** |
| Collèges | 2 614 561,60 € | 0,00 € | -65 834,67 € | 365 678,07 € | 2 183 048,86 € |
| Action culturelle | 2 157 380,93 € | 3 269 000,00 € | 3 049 095,34 € | 2 825 501,23 € | 2 380 975,04 € |
| Archives départementales et Patrimoines culturels départementaux | 0,48 € | 0,00 € | -0,48 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Sport et éducation populaire | 2 416 666,77 € | 1 788 385,00 € | 1 372 097,80 € | 2 439 915,06 € | 1 348 849,51 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **7 389 723,85 €** | **23 491 500,00 €** | **22 334 710,79 €** | **16 507 153,92 €** | **13 217 280,72 €** |
| Routes | 3 321 715,31 € | 15 529 000,00 € | 13 710 039,80 € | 10 681 178,74 € | 6 350 576,37 € |
| Développement territorial | 0,00 € | 90 000,00 € | 108 000,00 € | 36 000,00 € | 72 000,00 € |
| Environnement - trame verte et bleue | 1 576 020,88 € | 352 500,00 € | 352 500,00 € | 943 367,78 € | 985 153,10 € |
| Espace rural et périurbain | 0,00 € | 490 000,00 € | 490 000,00 € | 148 896,00 € | 341 104,00 € |
| Tourisme | 318 396,00 € | 4 150 000,00 € | 4 300 000,00 € | 1 460 936,00 € | 3 157 460,00 € |
| Transports | 2 173 591,66 € | 2 880 000,00 € | 3 374 170,99 € | 3 236 775,40 € | 2 310 987,25 € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **279 983,60 €** | **230 000,00 €** | **169 633,40 €** | **121 482,00 €** | **328 135,00 €** |
| Modernisation de l'action publique | 279 983,60 € | 80 000,00 € | 19 633,40 € | 90 282,00 € | 209 335,00 € |
| Gestion financière | 0,00 € | 150 000,00 € | 150 000,00 € | 31 200,00 € | 118 800,00 € |
| **TOTAL** | **23 858 377,20 €** | **41 345 494,00 €** | **51 661 200,68 €** | **27 968 813,45 €** | **47 550 764,43 €** |

# ANNEXE 2 : PRESENTATION SYNTHETIQUE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Conformément aux dispositions de l'article L3313-1 du CGCT, *« une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles »* doit être jointe au rapport général du compte administratif *« afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ».*

Les dépenses du compte administratif 2021 s'élèvent à **573 M€, dont 470 M€ en fonctionnement et 103 M€ en investissement.** Les dépenses sont en **augmentation de + 1,6 %** par rapport à 2020, (**soit + 9,2 M€** en volume).

Le compte administratif dégage un résultat de clôture de 8,8 M€. Cumulé aux résultats antérieurs de 23,4 M€, l'excédent brut s'élève à 32,2 M€.

| | Voté | Réalisé | **Taux de réalisation** |
|---|---|---|---|
| DEPENSES | | | |
| Investissement | 113 938 483,00 | 102 979 475,72 | **90,4%** |
| Fonctionnement | 488 143 786,43 | 469 955 331,81 | **96,3%** |
| Total | 602 082 269,43 | 572 934 807,53 | **95,2%** |
| RECETTES | | | |
| Investissement | 47 979 527,00 | 32 989 438,47 | **68,8%** |
| Fonctionnement | 530 654 374,29 | 548 742 306,10 | **103,4%** |
| Total | 578 633 901,29 | 581 731 744,57 | **100,5%** |
| RESULTAT CLOTURE | | **8 796 937,04** | |
| Résultats antérieurs | | **23 448 368,14** | |
| EXCEDENT CUMULE | | **32 245 305,18** | |
| **EPARGNE BRUTE** | | **78 786 974,29** | |

Les points marquants du compte administratif 2021 sont :

- Un niveau particulièrement élevé de l'investissement à 83 M€ (hors dette) en progression de plus de 7 % ;
- La maitrise des crédits en fonctionnement à 0,4 %, grâce à une évolution limitée des dépenses sociales et une baisse du RSA ;
- Une dynamique des recettes de fonctionnement de 4,8 % (soit +25 M€) portée notamment par la progression de plus de 27 % des droits de mutation (+19,4 M€) ;
- Le rétablissement du niveau d'autofinancement de la collectivité avec un volume d'épargne brute de 78,8 M€ qui a permis un recours à l'emprunt limité à 16,6 M€ pour financer les investissements.

| (en M€) | **DEPENSES** | | **RECETTES** | |
|---|---|---|---|---|
| | **Investissement** | **fonctionnement** | **Investissement** | **fonctionnement** |
| **Solidarités humaines** | 3,272 | 285,026 | 1,150 | 46,195 |
| **Développement humain** | 26,866 | 21,470 | 0,029 | 2,278 |
| **Dynamique territoriale** | 46,417 | 46,794 | 2,858 | 2,006 |
| **Efficience Ressources internes** | 26,425 | 116,666 | 28,952 | 498,264 |
| **TOTAL** | **102,979** | **469,955** | **32,989** | **548,742** |

## I. UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT EN PROGRESSION DE PLUS DE 7 %

**Les dépenses d'investissement** s'élèvent à **103 M€**. Hors dette, le volume d'investissement atteint **83 M€** après 77,5 M€ au CA 2020, soit une augmentation de **+ 7 %.**

Ce volume particulièrement élevé en 2021 s'inscrit dans la dynamique initiée depuis 2018 de montée en puissance du niveau d'investissement qui profite à l'ensemble du territoire départemental et notamment au tissu économique local.

Premier budget d'investissement, le budget consacré à la **mobilité et aux infrastructures routières** réalise un montant record de **30,1 M€ (+ 6,6 %)** en progression constante depuis 2016. Les crédits financent les travaux de maintenance du patrimoine routier, l'amélioration des réseaux et la structuration des voies cyclables sur le département.

Les travaux dans les **collèges** représentent **18,2 M€** en 2021 **(+ 30,2 %)** avec principalement la poursuite des travaux des collèges de Bethoncourt (4,5 M€), de Frasne (2,4 M€), le solde des opérations de Quingey (0,6 M€) et de Blamont (0,1 M€) et le démarrage du collège de Villers le Lac (2,8 M€). A cela s'ajoutent les travaux de gros entretien programmés dans les collèges publics (5 M€), les subventions destinées à l'investissement des collèges privés (0,4 M€), l'acquisition et le renouvellement des équipements numériques éducatifs (1,2 M€) et du mobilier et matériels des collèges (0,8 M€).

Sur le **patrimoine immobilier**, un budget de **4,4 M€** a permis la réalisation des travaux d'entretien et de modernisation des bâtiments de la collectivité (3,3 M€), les moyens logistiques (1,1 M€) avec notamment la réalisation des travaux d'aménagement de locaux pour l'installation des services rue Gay Lussac à Besançon. Sur le patrimoine culturel, s'ajoutent **8 M€** pour les opérations en cours sur le Pôle Courbet et la Saline d'Arc et Senans.

**L'accompagnement des territoires** se traduit par les subventions d'équipement versées pour accompagner nos partenaires dans leurs projets de développement. C'est ainsi **6,5 M€** réalisés au titre de la politique de développement territorial qui porte sur le partenariat avec les communes et les structures intercommunales par l'intermédiaire des contrats P@C, auxquels s'ajoutent **4,3 M€** pour les actions liées à l'environnement, **1,8 M€** en faveur de l'espace rural et périurbain et **0,65 M€** de participation à l'investissement du SDIS.

## II. UNE EVOLUTION CONTENUE A + 0,4 % DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

**Les dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **470 M€** en augmentation de + **0,4 %** comparativement à 2020 **(+ 2 M€).** Il s'agit de la plus faible évolution constatée ces dernières années.

Les solidarités humaines représentent plus de 61 % des dépenses de fonctionnement avec 285 M€ et progressent de + 0,2 %. Celles-ci portent à la fois sur l'autonomie (135,2 M€), comprenant notamment les versements de l'APA (51,4 M€) et de la PCH (16,6 M€), la politique d'insertion avec principalement la gestion du RSA (78,8 M€), ou encore l'enfance et la famille (60,4 M€) et l'habitat et le logement (2,8 M€).

Les autres dépenses de fonctionnement du Département portent principalement sur :

- Les dépenses de personnel (95,2 M€) qui progressent de + 1,8 %
- Le développement territorial (28,1 M€) qui concerne essentiellement la participation au SDIS pour 26,8 M€ ;
- Le fonctionnement des collèges (13,6 M€), avec notamment les dotations et subventions versées aux collèges publics et privés, l'entretien des bâtiments, les forfaits externats, la participation à la restauration collective et les aides à la scolarité ;

- Les bâtiments et moyens généraux (5,3 M€) avec l'exploitation et la maintenance des bâtiments et l'achat des moyens logistiques ;
- Les routes (10,7 M€) avec l'entretien routier et à la viabilité hivernale ;
- Les subventions et participations dans le secteur du tourisme (2,4 M€)
- Les actions culturelles (5,1 M€), auxquelles s'ajoutent le sport et l'éducation populaire (2,4 M€).
- Les charges d'intérêts de le dette départementale (5,8 M€) continuent de baisser (- 6,9 %) en raison du vieillissement d'une la part de la dette à taux fixes élevés, alors que les emprunts souscrits ces dernières années ont bénéficié de la baisse des taux.

## III. UNE DYNAMIQUE DES RECETTES PORTEE PAR LA FORTE PROGRESSION DES DROITS DE MUTATION

### 1. Une dynamique des recettes de fonctionnement en lien avec l'évolution des produits de la fiscalité

Des **recettes de fonctionnement** atteignent **548,7 M€** en hausse de **+ 4,8 %** comparativement à 2020, soit une majoration des crédits de **25 M€** dont 19,3 M€ de DMTO supplémentaires.

Première recette de fonctionnement, la fraction de TVA perçue par le Département en remplacement du foncier bâti à compter de 2021 s'élève à 120,3 M€.

Le produit de la fiscalité représente 68,7 % des recettes du Département avec 377,1 M€. La croissance de la fiscalité porte principalement sur les DMTO en hausse de + 27 % (+ 19,4 M€) avec un encaissé de 91,1 M€. La TSCA avec 85,1 M€ (+ 5 %), la TICPE avec 36,2 M€ (+ 1,3 %), la taxe sur l'électricité avec 5,6 M€ (TDCFE) (+ 3,3 %) et l'IFER avec 1,35 M€ (+ 8,7 %) sont également orientés à la hausse. A l'inverse, la CVAE (29,6 M€) recule de - 8,3 % étant en partie basée sur le chiffre d'affaire des entreprises de 2020.

Le niveau des dotations versées par l'Etat reste stable à 82,9 M€, tandis que le produit de la péréquation baisse de - 6,5 %, en raison de la moindre attribution du fonds des DMTO.

Les recettes liées aux Solidarités humaines maintiennent une croissance de + 4,7 % grâce à la hausse des versements de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, dont le produit atteint 28,8 M€ (+ 1,9 M€) en raison du niveau élevé des allocations versées en 2020.

### 2. Des recettes d'investissement hors emprunts en progression de 16,2 %

Avec **33 M€ les recettes d'investissement** baissent de - 25,2 % compte tenu d'un recours à l'emprunt limité à 16,6 M€. Hors emprunts, les recettes s'élèvent à **16,4 M€** et progressent de + 16,2 % (+ 2,3 M€).

La recette d'investissement la plus importante est le FCTVA avec 7,8 M€. Les dotations de l'Etat sont réparties entre la DSID pour 2,1 M€ et la DDEC pour 2,5 M€.

Les autres recettes relèvent du domaine routier avec 1,6 M€ (redevances radars, participations Etat et autres collectivités…), de la politique environnementale avec 1 M€ (Agence de l'eau, FEADER…), de la politique économique avec 0,3 M€ (remboursement prêts d'honneur), et de la politique d'insertion avec 1,1 M€ (FSL, Plan de relance en faveur du logement …).

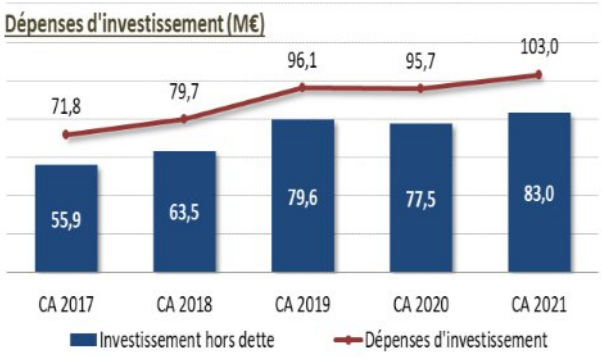
## IV. RETABLISSEMENT DU NIVEAU D'AUTOFINANCEMENT AVEC UN RECOURS LIMITE A L'EMPRUNT

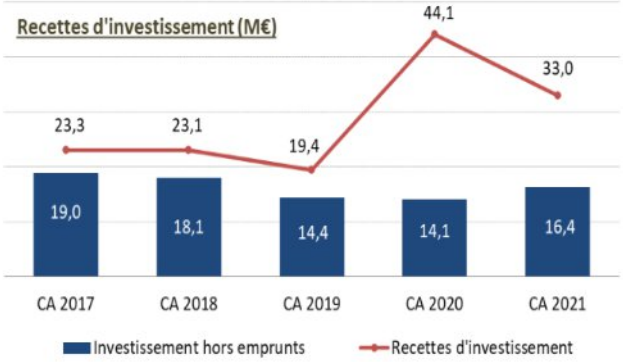
L'épargne correspond à l'excédent de fonctionnement contribuant à financer le budget d'investissement. Il s'agit de l'autofinancement. En 2021, l'épargne brute du Département progresse de + 41,5 % (+ 23,1 M€) pour atteindre 78,8 M€. L'épargne nette de 58,8 M€ (épargne brute déduction faite du remboursement en capital) est également à un niveau particulièrement élevé.

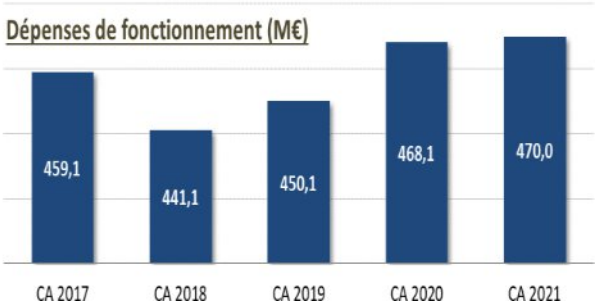
Les dépenses d'investissement hors dette sont financées à plus de 70 % par l'épargne nette et à 20 % par l'emprunt.

Avec un remboursement en capital de la dette de 20 M€ en 2021 et la réalisation de **16,6 M€ d'emprunt**, **l'encours de dette au 31 décembre 2021 atteint 239,3 M€.**

Enfin, compte tenu du niveau d'endettement de la collectivité et de l'épargne brute **la capacité de désendettement** s'établit à **3 années** au compte administratif 2021.



**Engagements pluriannuels**

| AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AP résiduelles au 31/12/2020** | **BP 2021** | **AP votées en 2021** | **CPI réalisés 2021** | **AP résiduelles au 31/12/2021** |
| **TOTAL** | **184 926 049,12 €** | **122 372 800,00 €** | **126 637 673,87 €** | **82 434 925,52 €** | **229 128 797,47 €** |

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AE résiduelles au 31/12/2020** | **BP 2021** | **AE votées en 2021** | **CPF réalisés 2021** | **AE résiduelles au 31/12/2021** |
| **TOTAL** | **23 858 377,20 €** | **41 345 494,00 €** | **51 661 200,68 €** | **27 968 813,45 €** | **47 550 764,43 €** |

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport budgétaire n° 403 |
|---|---|
| | Commission[s] : 4 |
| | Timbre : DGS / DFA |

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES

GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE - OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES - RESULTAT ANTERIEUR

## Objet : Affectation du résultat de l'exercice 2021 sur 2022

SOMMAIRE


INTRODUCTION ..... 2

I – BUDGET PRINCIPAL ..... 2

I – 1. LE BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT ..... 2

I – 2. EVALUATION DU RESULTAT CUMULE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ..... 3

I – 3. L'AFFECTATION DU RESULTAT ..... 4

II – BUDGETS ANNEXES ..... 5

II – 1. LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL ..... 5

II – 2. CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE ..... 6

DELIBERATION ..... 7

# INTRODUCTION

L'arrêté des comptes pour 2021 se traduit, comme pour chaque exercice budgétaire, par l'approbation de l'Assemblée délibérante, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité et du compte administratif présenté par la Présidente du Département.

Au vu du Compte administratif 2021 et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (articles L 3312-6, R3312-9 et R3312-10), le présent rapport, tout en abordant les différentes étapes de son évaluation, propose l'affectation du résultat de la section de fonctionnement pour le budget principal et les budgets annexes.

L'ensemble des résultats par section budgétaire et l'affectation du résultat tels que proposés dans le corps du rapport sont intégrés au projet de Décision modificative n° 1 de 2022.

## I – BUDGET PRINCIPAL

La présentation comptable de l'exercice 2021 est la suivante :

| | |
|---|---|
| Solde d'exécution de la section d'investissement | |
| - reprise des résultats antérieurs | -17 487 620,51 € |
| - solde d'investissement 2021 | -30 464 693,05 € |
| **SOLDE** | **-47 952 313,56 €** |
| - restes à réaliser en investissement | |
| **BESOIN DE FINANCEMENT** | **-47 952 313,56 €** |

| | |
|---|---|
| Affectation du résultat de fonctionnement | |
| - reprise des résultats antérieurs | 23 448 368,14 € |
| - résultat de fonctionnement 2021 | 56 749 250,60 € |
| **SOLDE** | **80 197 618,74 €** |
| - montant affecté au besoin de financement | -47 952 313,56 € |
| - restes à réaliser en fonctionnement | |
| **SOLDE disponible pour le financement de la DM1 de 2022** | **32 245 305,18 €** |

Par conséquent le montant disponible pour le financement de la DM1 s'élève à 32,25 M€

### I – 1. Le besoin de financement de la section d'investissement

Le besoin de financement de la section d'investissement est constitué du solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

- **Le solde d'exécution de la section d'investissement**

Il correspond à la différence entre le montant des titres de recettes et le montant des mandats de dépenses émis au cours de l'exercice. Le résultat déficitaire de la section d'investissement au titre de l'exercice 2021 (opérations réelles et opérations d'ordre), s'élève à 30 464 693,05 €.

| | |
|---|---|
| INVESTISSEMENT | |
| Recettes réelles | 50 477 058,98 |
| Recettes d'ordre | 65 513 025,48 |
| Total recettes d'investissement | 115 990 084,46 |
| | |
| Dépenses réelles | 102 979 475,72 |
| Dépenses d'ordre | 43 475 301,79 |
| Total dépenses d'investissement | 146 454 777,51 |
| | |
| **Solde investissement 2021** | **- 30 464 693,05** |

- **La reprise des résultats antérieurs**

Le résultat d'investissement des exercices antérieurs s'élève à **– 17 487 620,51 €.**
Cumulé au résultat d'investissement 2021, le solde d'exécution de la section d'investissement est donc de **– 47 952 313,56 €.** Ce montant **est inscrit au budget supplémentaire de 2021** en dépenses d'investissement au chapitre 001.

| | |
|---|---|
| Résultats antérieurs | - 17 487 620,51 |
| Solde d'investissement 2021 | - 30 464 693,05 |
| Cumul | **- 47 952 313,56** |

- **Les restes à réaliser en investissement**

Ils correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes n'ayant pas donné lieu à émission d'un titre. Aucun report en investissement n'a été retenu car les crédits en investissement sont dorénavant gérés en autorisations de programme.

- **Evaluation du besoin de financement**

Le solde d'exécution de la section d'investissement 2021 (-30,46 M€) auquel s'ajoute la reprise des résultats antérieurs (-17,49 M€) détermine le besoin de financement.

| | |
|---|---|
| Solde d'investissement 2021 | - 30 464 693,05 |
| Résultats reportés antérieurs | - 17 487 620,51 |
| RAR investissement | |
| | **- 47 952 313,56** |

**Le besoin de financement de 47 952 313,56 €** doit être couvert par l'affectation du résultat de fonctionnement inscrit en recettes d'investissement au compte 1068 dans le cadre du budget supplémentaire de 2022.

## I – 2. Evaluation du résultat cumulé de la section de fonctionnement

Le résultat de la section de fonctionnement est constitué du résultat de l'exercice 2021 et du résultat reporté des exercices antérieurs.

• **Le résultat de l'exercice au compte administratif 2021**, correspondant au montant des titres émis sur l'exercice déduction faite des mandats émis, s'élève à **56 749 250,60 €.**

| | |
|---|---|
| FONCTIONNEMENT | |
| Recettes réelles | 548 742 306,10 |
| Recettes d'ordre | 33 979 841,00 |
| Total recettes fonctionnement | 582 722 147,10 |
| | |
| Dépenses réelles | 469 955 331,81 |
| Dépenses d'ordre | 56 017 564,69 |
| Total dépenses fonctionnement | 525 972 896,50 |
| | |
| **Solde fonctionnement 2021** | **56 749 250,60** |

• **La reprise des résultats antérieurs**

Le résultat de fonctionnement des années antérieures est de **23 448 368,14 €.**

Après reprise des résultats antérieurs, **le solde de la section de fonctionnement** s'élève ainsi **à 80 197 618,74 €.**

## I – 3. L'affectation du résultat

Afin d'assurer la continuité des exercices budgétaires, l'instruction budgétaire et comptable M52 a mis en place des mécanismes d'affectation des résultats au budget de l'exercice suivant.

**Le résultat cumulé de la section de fonctionnement de 80 197 618,74 € est affecté prioritairement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 47 952 313,56 €.**

**Le solde de 32 245 305,18 € est inscrit en recettes de fonctionnement** (au chapitre 002) dans le cadre du budget supplémentaire de 2022. Aucun reste à réaliser en fonctionnement n'est à financer.

| | |
|---|---|
| solde section de fonctionnement | 80 197 618,74 |
| besoin de financement | 47 952 313,56 |
| TOTAL | **32 245 305,18** |
| Reports de fonctionnement | |
| **Disponible BS 2022** | **32 245 305,18** |

**Le montant disponible pour le financement ou les ajustements des dépenses et des recettes en budget supplémentaire de 2022 s'élève à 32 245 305,18 €** (contre 23 448 368,14 € en 2021).

# II – BUDGETS ANNEXES

## II – 1. Laboratoire vétérinaire départemental

Les résultats du budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental sont les suivants :

| | |
|---|---|
| Solde d'exécution de la section d'investissement | |
| - reprise des résultats | -120 108,05 |
| - solde d'investissement 2021 | 251 978,07 |
| **SOLDE** | **131 870,02** |
| - restes à réaliser en investissement | 0,00 |
| **SOLDE** | **131 870,02** |

| | |
|---|---|
| Affectation du résultat de fonctionnement | |
| - reprise des résultats antérieurs | 247 005,12 |
| - résultat de fonctionnement 2021 | -63 025,30 |
| **SOLDE** | **183 979,82** |
| - montant affecté au besoin de financement | 0,00 |
| - restes à réaliser en fonctionnement | 0,00 |
| **SOLDE** | **183 979,82** |

- Le résultat d'investissement

Le résultat d'investissement 2021 s'élève à 251 978,07 € et s'établit comme suit :

| | |
|---|---|
| INVESTISSEMENT | |
| Recettes réelles | 220 108,05 |
| Recettes d'ordre | 63 740,62 |
| Total recettes d'investissement | 283 848,67 |
| | |
| Dépenses réelles | 30 842,60 |
| Dépenses d'ordre | 1 028,00 |
| Total dépenses d'investissement | 31 870,60 |
| | |
| **Solde d'investissement 2021** | **251 978,07** |

Après reprise du résultat d'investissement antérieur de 120 108,05 €, **le résultat cumulé de la section d'investissement est donc de 131 870,02 €.** Il est inscrit au budget supplémentaire de 2022 en recettes d'investissement au chapitre 001.

Il n'y a pas de restes à réaliser en investissement au titre de l'année 2021.

**• Le résultat de fonctionnement 2021**

| | |
|---|---|
| FONCTIONNEMENT | |
| Recettes réelles | 1 018 663,67 |
| Recettes d'ordre | 1 028,00 |
| Total recettes fonctionnement | 1 019 691,67 |
| | |
| Dépenses réelles | 1 018 976,35 |
| Dépenses d'ordre | 63 740,62 |
| Total dépenses fonctionnement | 1 082 716,97 |
| | |
| **Solde fonctionnement 2021** | **-63 025,30** |

Après reprise du résultat antérieur excédentaire de 247 005,12 €, le solde de fonctionnement s'élève à **183 979,82 €.**
Le résultat cumulé de la section de fonctionnement de 183 979,82 € n'a pas lieu de financer la couverture du besoin de financement de la section d'investissement qui est excédentaire en 2021.

**Il est inscrit dans son intégralité en recettes de fonctionnement (au chapitre 002)** dans le cadre du budget supplémentaire de 2022. Aucun reste à réaliser en fonctionnement n'est à financer.

## II – 2. Centre départemental de l'enfance et de la famille

Le budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille est équilibré en 2021 en dépenses et en recettes à hauteur de 7 411 758,81 €. Le résultat étant nul, le budget ne fait l'objet d'aucune affectation.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 403** présenté sous le timbre **: DGS / DFA**;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide, pour le budget principal, sur un résultat de fonctionnement 2021 s'élevant à 80 197 618,74 €

D'affecter ce résultat en section d'investissement à hauteur de 47 952 313,56 €, inscrit en recettes d'investissement (compte 1068), destiné à la couverture du besoin de financement.

De reporter le solde de 32 245 305,18 € en recettes de fonctionnement (chapitre 002) qui permet le financement des ajustements de la Décision modificative n° 1 de 2022.

Décide, pour le budget annexe du laboratoire vétérinaire départemental de reporter la totalité du résultat de fonctionnement à hauteur de 183 979,82 en recettes de fonctionnement (chapitre 002) lors de la décision modificative n°1 de 2022.

Ne procède à aucune affectation de résultat sur le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental, la section d'investissement étant excédentaire et ne nécessitant pas de besoin de financement.

Ne procède à aucune affectation de résultat sur le budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille, le budget annexe étant équilibré et ne dégageant aucun résultat.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport budgétaire n° 404 |
|---|---|
| | Commission[s] : 4, 1, 2, 3 |
| | Timbre : DGS / DFA |

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

## Objet : Décision modificative n° 1 de 2022

SOMMAIRE

INTRODUCTION ..... 5

I – RECETTES ..... 7

II – DEPENSES ..... 10

III – ANNULATION DES AP / AE ..... 27

IV – EQUILIBRE DE LA DM1 DE 2022 ..... 27

V – LES BUDGETS ANNEXES ..... 28

V – 1. LE CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF) ..... 28

V – 2. LE LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL (LVD) ..... 28

DELIBERATION ..... 30

TABLE DES ANNEXES ..... 33

## RECETTES

| INVESTISSEMENT | | | |
|---|---|---|---|
| **Politiques** | **BP 2022** | **DM1 2022** | **Total BP + DM1 2022** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **1 242 500,00 €** | **0,00 €** | **1 242 500,00 €** |
| Habitat et logement | 1 222 500,00 € | - € | 1 222 500,00 € |
| Action sociale | 20 000,00 € | - € | 20 000,00 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **22 500,00 €** | **0,00 €** | **22 500,00 €** |
| Collèges | 2 500,00 € | - € | 2 500,00 € |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 20 000,00 € | - € | 20 000,00 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **3 003 000,00 €** | **1 400 000,00 €** | **4 403 000,00 €** |
| Mobilités et infrastructures | 2 170 000,00 € | - € | 2 170 000,00 € |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | - € | 1 400 000,00 € | 1 400 000,00 € |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 730 000,00 € | - € | 730 000,00 € |
| Economie | 103 000,00 € | 0,00 € | 103 000,00 € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **13 883 427,00 €** | **32 510,00 €** | **13 915 937,00 €** |
| Ressources humaines | 13 000,00 € | - € | 13 000,00 € |
| Bâtiments et moyens généraux | 578 700,00 € | - € | 578 700,00 € |
| Gestion et optimisation financière | 13 291 727,00 € | 32 510,00 € | 13 324 237,00 € |
| **TOTAL INVESTISSEMENT hors emprunt et hors revolving** | **18 151 427,00 €** | **1 432 510,00 €** | **19 583 937,00 €** |
| Emprunt | 48 100 000,00 € | - 26 600 000,00 € | 21 500 000,00 € |
| Revolving | 15 000 000,00 € | - € | 15 000 000,00 € |
| Résultats R1068 | - € | 47 952 313,56 € | 47 952 313,56 € |
| **TOTAL INVESTISSEMENT** | **81 251 427,00 €** | **22 784 823,56 €** | **104 036 250,56 €** |

| FONCTIONNEMENT | | | |
|---|---|---|---|
| **Politiques** | **BP 2022** | **DM1 2022** | **Total BP + DM1 2022** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **45 155 139,00 €** | **350 000,00 €** | **45 505 139,00 €** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 37 445 601,00 € | - € | 37 445 601,00 € |
| Enfance et famille | 3 159 038,00 € | - € | 3 159 038,00 € |
| Retour à l'emploi, insertion | 4 428 000,00 € | - € | 4 428 000,00 € |
| Habitat et logement | 122 500,00 € | 350 000,00 € | 472 500,00 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **2 510 200,00 €** | **2 000,00 €** | **2 512 200,00 €** |
| Collèges | 2 045 200,00 € | - € | 2 045 200,00 € |
| Action culturelle | 426 000,00 € | 1 000,00 € | 427 000,00 € |
| Lecture | 28 000,00 € | - € | 28 000,00 € |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 11 000,00 € | 1 000,00 € | 12 000,00 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **1 359 500,00 €** | **0,00 €** | **1 359 500,00 €** |
| Mobilités et infrastructures | 800 000,00 € | - € | 800 000,00 € |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 256 500,00 € | - € | 256 500,00 € |
| Tourisme | 3 000,00 € | - € | 3 000,00 € |
| Economie | 300 000,00 € | - € | 300 000,00 € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **501 299 655,00 €** | **2 820 618,00 €** | **504 120 273,00 €** |
| Ressources humaines | 1 145 000,00 € | 0,00 € | 1 145 000,00 € |
| Bâtiments et moyens généraux | 345 817,00 € | 0,00 € | 345 817,00 € |
| Gestion et optimisation financière | 499 808 838,00 € | 2 820 618,00 € | 502 629 456,00 € |
| **TOTAL FONCTIONNEMENT hors résultat** | **550 324 494,00 €** | **3 172 618,00 €** | **553 497 112,00 €** |
| Résultat de fonctionnement cumulé (R002) | | 32 245 305,18 € | 32 245 305,18 € |
| **TOTAL FONCTIONNEMENT** | **550 324 494,00 €** | **35 417 923,18 €** | **585 742 417,18 €** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES** | **631 575 921,00 €** | **58 202 746,74 €** | **689 778 667,74 €** |

## DEPENSES

| INVESTISSEMENT | | | |
|---|---|---|---|
| **Politiques** | **BP 2022** | **DM1 2022** | **Total BP + DM1 2022** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **7 128 150,00 €** | **- 10 100,00 €** | **7 118 050,00 €** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 3 060 000,00 € | - € | 3 060 000,00 € |
| Enfance et famille | 728 000,00 € | - 40 100,00 € | 687 900,00 € |
| Retour à l'emploi, insertion | 5 000,00 € | - € | 5 000,00 € |
| Habitat et logement | 3 223 000,00 € | 30 000,00 € | 3 253 000,00 € |
| Action sociale | 20 000,00 € | - € | 20 000,00 € |
| Développement et usages du numérique | 92 150,00 € | - € | 92 150,00 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **33 869 150,00 €** | **733 200,00 €** | **34 602 350,00 €** |
| Collèges | 28 661 000,00 € | 472 800,00 € | 29 133 800,00 € |
| Action culturelle | 661 000,00 € | - € | 661 000,00 € |
| Lecture | 262 650,00 € | 6 800,00 € | 269 450,00 € |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 4 244 500,00 € | 228 600,00 € | 4 473 100,00 € |
| Sport et éducation populaire | 40 000,00 € | 25 000,00 € | 65 000,00 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **49 890 000,00 €** | **3 440 206,00 €** | **53 330 206,00 €** |
| Mobilités et infrastructures | 31 795 000,00 € | - € | 31 795 000,00 € |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 8 165 000,00 € | 2 380 000,00 € | 10 545 000,00 € |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 5 840 000,00 € | - 389 794,00 € | 5 450 206,00 € |
| Espace rural et périurbain | 2 060 000,00 € | - € | 2 060 000,00 € |
| Tourisme | 2 030 000,00 € | 1 450 000,00 € | 3 480 000,00 € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **7 737 000,00 €** | **- 1 423 490,00 €** | **6 313 510,00 €** |
| Relations publiques | 4 000,00 € | - € | 4 000,00 € |
| Modernisation de l'action publique | 1 635 000,00 € | 300 000,00 € | 1 935 000,00 € |
| Ressources humaines | 13 000,00 € | - € | 13 000,00 € |
| Bâtiments et moyens généraux | 5 885 000,00 € | - 1 756 000,00 € | 4 129 000,00 € |
| Gestion et optimisation financière | 200 000,00 € | 32 510,00 € | 232 510,00 € |
| **TOTAL INVESTISSEMENT hors dette et hors revolving** | **98 624 300,00 €** | **2 739 816,00 €** | **101 364 116,00 €** |
| Dette | 22 300 000,00 € | - € | 22 300 000,00 € |
| Revolving | 15 000 000,00 € | - € | 15 000 000,00 € |
| Résultat (D001) | - € | 47 952 313,56 € | 47 952 313,56 € |
| **TOTAL INVESTISSEMENT** | **135 924 300,00 €** | **50 692 129,56 €** | **186 616 429,56 €** |

| FONCTIONNEMENT | | | |
|---|---|---|---|
| **Politiques** | **BP 2022** | **DM1 2022** | **Total BP + DM1 2022** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **309 310 527,00 €** | **2 457 030,00 €** | **311 767 557,00 €** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 151 328 477,00 € | - € | 151 328 477,00 € |
| Enfance et famille | 65 969 482,00 € | 1 553 000,00 € | 67 522 482,00 € |
| Retour à l'emploi, insertion | 87 432 100,00 € | 457 030,00 € | 87 889 130,00 € |
| Habitat et logement | 3 106 018,00 € | 350 000,00 € | 3 456 018,00 € |
| Action sociale | 1 462 450,00 € | 97 000,00 € | 1 559 450,00 € |
| Développement et usages du numérique | 12 000,00 € | - € | 12 000,00 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **23 025 898,00 €** | **1 053 000,00 €** | **24 078 898,00 €** |
| Collèges | 13 926 358,00 € | 997 000,00 € | 14 923 358,00 € |
| Action culturelle | 5 596 100,00 € | 55 000,00 € | 5 651 100,00 € |
| Lecture | 266 550,00 € | - € | 266 550,00 € |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 322 390,00 € | 1 000,00 € | 323 390,00 € |
| Sport et éducation populaire | 2 914 500,00 € | - € | 2 914 500,00 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **41 342 022,00 €** | **2 338 996,00 €** | **43 681 018,00 €** |
| Mobilités et infrastructures | 8 200 000,00 € | 1 700 000,00 € | 9 900 000,00 € |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 28 823 172,00 € | 100 100,00 € | 28 923 272,00 € |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 1 420 000,00 € | 400 896,00 € | 1 820 896,00 € |
| Espace rural et périurbain | 390 600,00 € | - € | 390 600,00 € |
| Tourisme | 2 108 250,00 € | 138 000,00 € | 2 246 250,00 € |
| Economie | 400 000,00 € | - € | 400 000,00 € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **116 073 174,00 €** | **1 661 591,18 €** | **117 734 765,18 €** |
| Relations publiques | 1 041 650,00 € | - € | 1 041 650,00 € |
| Modernisation de l'action publique | 3 247 000,00 € | 50 000,00 € | 3 297 000,00 € |
| Ressources humaines | 98 138 598,00 € | 1 075 000,00 € | 99 213 598,00 € |
| Bâtiments et moyens généraux | 6 799 000,00 € | 35 000,00 € | 6 834 000,00 € |
| Gestion et optimisation financière | 6 846 926,00 € | 501 591,18 € | 7 348 517,18 € |
| **TOTAL FONCTIONNEMENT hors dette** | **489 751 621,00 €** | **7 510 617,18 €** | **497 262 238,18 €** |
| Dette | 5 900 000,00 € | | 5 900 000,00 € |
| **TOTAL FONCTIONNEMENT** | **495 651 621,00 €** | **7 510 617,18 €** | **503 162 238,18 €** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **TOTAL DEPENSES** | **631 575 921,00 €** | **58 202 746,74 €** | **689 778 667,74 €** |

## Autorisations pluriannuelles et crédits de paiement dédiés

| INVESTISSEMENT | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AP BP 2022** | **AP DM1 2022** | **Total AP BP + DM1 2022** | **CPI BP 2022** | **CPI DM1 2022** | **Total CPI BP + DM1 2022** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **4 308 000,00 €** | **- 18 629,74 €** | **4 289 370,26 €** | **6 791 150,00 €** | **- 10 100,00 €** | **6 781 050,00 €** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 1 500 000,00 € | - € | 1 500 000,00 € | 3 060 000 € | - € | 3 060 000,00 € |
| Enfance et famille | 1 108 000,00 € | - 13 984,74 € | 1 094 015,26 € | 728 000 € | - 40 100,00 € | 687 900,00 € |
| Retour à l'emploi, insertion | - € | - € | - € | 5 000 € | - € | 5 000,00 € |
| Habitat et logement | 1 650 000,00 € | - 4 645,00 € | 1 645 355,00 € | 2 906 000 € | 30 000,00 € | 2 936 000,00 € |
| Action sociale | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| Développement et usages du numérique | 50 000,00 € | - € | 50 000,00 € | 92 150,00 € | - € | 92 150,00 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **5 709 500,00 €** | **2 448 891,76 €** | **8 158 391,76 €** | **33 865 150,00 €** | **733 200,00 €** | **34 598 350,00 €** |
| Collèges | 5 480 000,00 € | 2 137 471,32 € | 7 617 471,32 € | 28 657 000 € | 472 800,00 € | 29 129 800,00 € |
| Action culturelle | 51 000,00 € | - 6 507,56 € | 44 492,44 € | 661 000 € | - € | 661 000,00 € |
| Lecture | 35 000,00 € | - 28 572,00 € | 6 428,00 € | 262 650 € | 6 800,00 € | 269 450,00 € |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 103 500,00 € | 346 500,00 € | 450 000,00 € | 4 244 500 € | 228 600,00 € | 4 473 100,00 € |
| Sport et éducation populaire | 40 000,00 € | - € | 40 000,00 € | 40 000 € | 25 000,00 € | 65 000,00 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **59 075 000,00 €** | **101 808 098,42 €** | **160 883 098,42 €** | **49 890 000,00 €** | **3 440 206,00 €** | **53 330 206,00 €** |
| Mobilités et infrastructures | 48 000 000,00 € | - 3 106 094,33 € | 44 893 905,67 € | 31 795 000 € | - € | 31 795 000,00 € |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 1 535 000,00 € | 105 862 191,54 € | 107 397 191,54 € | 8 165 000 € | 2 380 000,00 € | 10 545 000,00 € |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 7 115 000,00 € | - 3 027 100,63 € | 4 087 899,37 € | 5 840 000 € | - 389 794,00 € | 5 450 206,00 € |
| Espace rural et périurbain | 1 880 000,00 € | - 620 077,16 € | 1 259 922,84 € | 2 060 000 € | - € | 2 060 000,00 € |
| Tourisme | 545 000,00 € | 2 699 179,00 € | 3 244 179,00 € | 2 030 000 € | 1 450 000,00 € | 3 480 000,00 € |
| Economie | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **5 997 300,00 €** | **- 531 511,86 €** | **5 465 788,14 €** | **7 520 000,00 €** | **-1 456 000,00 €** | **6 064 000,00 €** |
| Relations publiques | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| Modernisation de l'action publique | 150 000,00 € | - € | 150 000,00 € | 1 635 000,00 € | 300 000,00 € | 1 935 000,00 € |
| Ressources humaines | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| Bâtiments et moyens généraux | 5 847 300,00 € | - 531 511,86 € | 5 315 788,14 € | 5 885 000 € | -1 756 000,00 € | 4 129 000,00 € |
| Gestion et optimisation financière | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| **TOTAL INVESTISSEMENT** | **75 089 800,00 €** | **103 706 848,58 €** | **178 796 648,58 €** | **98 066 300,00 €** | **2 707 306,00 €** | **100 773 606,00 €** |

| FONCTIONNEMENT | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Politiques** | **AE BP 2022** | **AE DM1 2022** | **Total AE BP + DM1 2022** | **CPF BP 2022** | **CPF DM1 2022** | **Total CPF BP + DM1 2022** |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **7 345 880,00 €** | **218 920,57 €** | **7 564 800,57 €** | **11 844 458,00 €** | **257 030,00 €** | **12 101 488,00 €** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 4 300 000,00 € | - 88 459,43 € | 4 211 540,57 € | 3 430 000,00 € | - € | 3 430 000,00 € |
| Enfance et famille | - € | - € | - € | 445 520,00 € | - € | 445 520,00 € |
| Retour à l'emploi, insertion | 1 220 000,00 € | 503 000,00 € | 1 723 000,00 € | 5 690 000,00 € | 257 030,00 € | 5 947 030,00 € |
| Habitat et logement | 625 880,00 € | - 67 970,00 € | 557 910,00 € | 1 306 488 € | - € | 1 306 488,00 € |
| Action sociale | 1 200 000,00 € | - 127 650,00 € | 1 072 350,00 € | 972 450 € | - € | 972 450,00 € |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **7 371 500,00 €** | **- 69 817,83 €** | **7 301 682,17 €** | **6 641 000,00 €** | **54 000,00 €** | **6 695 000,00 €** |
| Collèges | 72 000,00 € | - € | 72 000,00 € | 647 500 € | - € | 647 500,00 € |
| Action culturelle | 2 300 000,00 € | 296 016,55 € | 2 596 016,55 € | 3 083 000 € | 54 000,00 € | 3 137 000,00 € |
| Sport et éducation populaire | 4 999 500,00 € | - 365 834,38 € | 4 633 665,62 € | 2 910 500 € | - € | 2 910 500,00 € |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **9 503 120,00 €** | **376 043,07 €** | **9 879 163,07 €** | **10 957 950,00 €** | **2 130 896,00 €** | **13 088 846,00 €** |
| Mobilités et infrastructures | 8 029 000,00 € | - 1 009 228,43 € | 7 019 771,57 € | 8 180 000 € | 1 700 000,00 € | 9 880 000,00 € |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 200 000,00 € | 1 640 000,00 € | 1 840 000,00 € | 86 000 € | 30 000,00 € | 116 000,00 € |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 1 024 120,00 € | - 44 768,50 € | 979 351,50 € | 1 161 950 € | 400 896,00 € | 1 562 846,00 € |
| Espace rural et périurbain | - € | - € | - € | 110 000 € | - € | 110 000,00 € |
| Tourisme | 250 000,00 € | - 209 960,00 € | 40 040,00 € | 1 420 000 € | - € | 1 420 000,00 € |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **100 000,00 €** | **- €** | **100 000,00 €** | **170 000,00 €** | **- €** | **170 000,00 €** |
| Modernisation de l'action publique | 100 000,00 € | - € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | - € | 100 000,00 € |
| Gestion et optimisation financière | - € | - € | - € | 70 000,00 € | - € | 70 000,00 € |
| **TOTAL FONCTIONNEMENT** | **24 320 500,00 €** | **525 145,81 €** | **24 845 645,81 €** | **29 613 408,00 €** | **2 441 926,00 €** | **32 055 334,00 €** |

# INTRODUCTION

Cette première décision modificative de l'année 2022 témoigne des engagements politiques forts du Département en direction des territoires et de ses habitants.
L'instabilité du contexte, à la fois économique, géopolitique et institutionnelle, implique une forte capacité d'adaptation du budget du Département et des politiques publiques qui y sont menées. Malgré les contraintes, le Doubs dispose aujourd'hui de fondations financières lui permettant de faire face aussi aux enjeux liés à l'inflation, la guerre en Ukraine, la crise sanitaire ou au changement climatique.

Les propositions s'élèvent à + **4 605 128 € en recettes et à + 10 228 842 € en dépenses** *(+ 2 739 816 € en investissement et + 7 489 026 € en fonctionnement*), **hors emprunt et dépenses imprévues**.

A ces propositions, s'ajoute **la reprise du résultat de + 32 245 305 €**.

Pour équilibrer cette décision modificative, il est proposé **de diminuer le volume d'emprunt prévisionnel de – 26,6 M€**, portant la prévision budgétaire pour 2022 à 21,5 M€ (pour rappel, 48,1 M€ prévus au BP 2022) et **d'augmenter les dépenses imprévues de + 21 591,18 € en fonctionnement**.

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | Résultats | 47 952 313,56 € | 47 952 313,56 € |
| | Crédits nouveaux | 2 739 816,00 € | 1 432 510,00 € |
| | Emprunts | | -26 600 000,00 € |
| | Dépenses imprévues | | |
| | **TOTAL** | **50 692 129,56 €** | **22 784 823,56 €** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | Résultats | | 32 245 305,18 € |
| | Crédits nouveaux | 7 489 026,00 € | 3 172 618,00 € |
| | Dépenses imprévues | 21 591,18 € | |
| | **TOTAL** | **7 510 617,18 €** | **35 417 923,18 €** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | Résultats | 47 952 313,56 € | 80 197 618,74 € |
| | Crédits nouveaux | 10 250 433,18 € | -21 994 872,00 € |
| | **TOTAL** | **58 202 746,74 €** | **58 202 746,74 €** |

**En recettes**, les ajustements présentés dans le cadre de cette décision modificative concernent quasi exclusivement la gestion financière avec la prise en compte des **notifications définitives de la CVAE (+ 2,7 M€)** ainsi que d'un certain nombre de **dotations d'Etat (+ 0,5 M€)** et de produits de **péréquation (- 0,5 M€)**.

Une subvention nouvelle de **1,4 M€ de la part de l'Etat** est également inscrite pour le financement du projet **« Territoires Numériques Educatifs »**.

**En dépenses**, les principales inscriptions budgétaires nouvelles concernent pour la **section d'investissement** :

- le tourisme avec **1,4 M€ accordés au Syndicat Mixte du Mont d'Or (SMMO)** pour la mise en œuvre du projet de transition climatique de la station de Métabief ;
- la mise en place de la nouvelle génération de **contrats P@C 2022-2028 pour 1 M€** ;
- la mise en place du projet **Territoires numériques éducatifs** (TNE) pour **1,2 M€** ;
- **les moyens généraux à hauteur de - 1,7 M€** en conséquence des retards de livraison de véhicules.

**En fonctionnement,** les demandes de crédits concernent principalement :

- la maintenance des routes départementales avec **+ 1,7 M€** destinés à couvrir les coûts de la **viabilité hivernale** (1,2 M€) ainsi que **la hausse des carburants** (0,5 M) ;
- la politique enfance famille avec **+ 1,5 M€ consacrés à la rémunération des assistants familiaux** (1 M€) **et à l'accompagnement des familles en provenance d'Ukraine** (0,5 M€) ;
- **les ressources humaines à hauteur de 1,1 M€** pour financer les mesures réglementaires de revalorisation indiciaire, le personnel sanitaire dans les collèges, la hausse du SMIC ainsi que la création de postes dédiés au SDUN.

**En autorisations de programme**, les ouvertures à hauteur de **+ 114,6 M€** concernent principalement le développement territorial pour + 106 M€ avec la nouvelle génération de contrats avec les territoires 2022-2028 (92 M€), le soutien aux équipements sportifs du bloc communal utilisés par les collégiens (10 M€) et le projet Territoires Numériques Educatifs du Doubs (4 M€). 4,5 M€ sont également ouverts au titre des collèges et 3 M€ pour le soutien financier au programme d'investissements complémentaires du SMMO.

Cette décision modificative est aussi l'occasion de procéder à un toilettage des autorisations de programme et des autorisations d'engagement devenues sans objet, en application du règlement financier.

# I – RECETTES

Les ajustements en recettes représentent un montant global de + **4 605 128 €** (avant diminution du recours à l'emprunt).

## Solidarités humaines

| | | | |
|---|---|---|---|
| Investissement | | Fonctionnement | + 350 000 € |

### Habitat et logement

- Accès et maintien dans le logement

Suite à une évolution des modalités de gestion comptable de l'ancien dispositif FSL d'aides remboursables, il est proposé de reprendre une provision à hauteur de **+ 350 000 € en recettes de fonctionnement** afin de couvrir la non-récupération d'une partie des dépôts de garantie accordés avant 2020.

## Développement humain

### Action culturelle

| | | | |
|---|---|---|---|
| Investissement | | Fonctionnement | + 2 000 € |

- Coopération territoriale et attractivité du territoire

Dans le cadre du remboursement par l'Etat des frais liés à la mise en œuvre du Pass Culture au sein du pôle Courbet, il convient d'abonder les **recettes de fonctionnement de + 1 000 €**.

- Archives départementales

**Le fonctionnement** du Pass Culture requiert également l'inscription de **+ 1 000 €** pour le remboursement par l'Etat des dépenses de transports réalisées par les établissements scolaires dans le cadre d'activités culturelles proposées par les Archives départementales.

## Dynamique territoriale

### Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières

| | | | |
|---|---|---|---|
| Investissement | + 1 400 000 € | Fonctionnement | |

- Accompagnement des projets locaux

Le Doubs a été retenu pour porter le projet « Territoires Numériques Educatifs » dont l'objectif est d'encourager une pratique homogène du numérique éducatif sur les territoires et de réduire les fractures numériques.

Le conventionnement à venir avec la Caisse des Dépôts et la Banque des Territoires prévoit que le Département avance les dépenses consacrées aux TNE pour un montant de 3,5 M€, avant d'être remboursé par l'Etat via le reversement d'une subvention échelonnée sur trois ans.

Conformément à cette convention, prévoyant le versement dès 2022 de 40 % de l'enveloppe consacrée par l'Etat aux TNE, il est ainsi proposé d'inscrire une recette supplémentaire de **+ 1 400 000 €** en section d'investissement.

## Efficience et ressources internes

| | | | |
|---|---|---|---|
| Investissement | + 32 510 € | Fonctionnement | + 2 820 618 € |

Le caractère exceptionnel de la situation économique constatée depuis 2020 altère la précision des prévisions de recettes, notamment des ressources fiscales liées à la conjoncture économique. C'est le cas de la CVAE, dont le produit a fortement baissé depuis deux ans, mais qui repart à la hausse dès cette année 2022 contrairement aux hypothèses prises en amont du budget primitif.

Cette décision modificative est ainsi l'occasion de réviser les prévisions de recettes en fonction des montants définitifs communiqués par la DDFIP. Ces révisions portent donc principalement sur la CVAE, dont le produit est supérieur de 2,7 M€ au BP 2022, ainsi que sur un certain nombre de dotations (DGF, DCRTP) et produits de péréquation (DCP) également notifiés et dont la complexité des critères d'attribution rend le travail de prévision imprécis.

## Gestion et optimisation financière

- Fiscalité et dotations

| | CA 2021 | BP 2022 | DM1 2022 | VOTE 2022 |
|---|---|---|---|---|
| **CVAE** | 29 557 628 € | 27 580 000 € | **2 736 666 €** | 30 316 666 € |
| **IFER** | 1 350 728 € | 1 310 000 € | **61 038 €** | 1 371 038 € |
| **DGF** | 57 642 429 € | 57 487 862 € | **330 290 €** | 57 818 152 € |
| **Allocations compensatrices** | 3 029 712 € | 2 895 000 € | **135 000 €** | 3 030 000 € |
| **DRTP** | 15 812 591 € | 15 770 000 € | **42 591 €** | 15 812 591 € |
| **DCP** | 8 174 755 € | 8 170 000 € | **-484 967 €** | 7 685 033 € |
| | | **TOTAL DM1 :** | **2 820 618 €** | |

a) ***Au titre de la fiscalité : + 2 797 704 €***

* *Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : + 2 736 666 €*

Le produit 2022 de la CVAE notifié par la DDFIP, d'un montant de 30 316 666 €, est supérieur de **+ 2 736 666 €** aux prévisions de recettes réalisées dans le cadre du BP 2022.

Constatant une augmentation de + 2,6 % par rapport à 2021, le produit de CVAE repart à la hausse alors que l'hypothèse prise au BP 2022 intégrait une baisse de - 6,7 % en conséquence de l'impact de la crise sur le chiffre d'affaires des entreprises présentes sur le territoire départemental.

Le cycle de reprise économique intervient plus rapidement que prévu initialement, générant un surplus de CVAE dès 2022. Calculé à partir des déclarations 2020, mais également des acomptes versés en 2021, le montant élevé de la CVAE 2022 se justifierait par un effet de rattrapage des acomptes volontairement sous-calibrés par les entreprises en 2020 pour des raisons de trésorerie en période de crise.

* *Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) : + 61 038 €*

Le montant de l'IFER est révisé d'après la notification de la DDFIP à hauteur de 1 371 038 €. Celui-ci dépasse de **+ 61 038 €** le produit estimé initialement, calculé à partir du taux d'évolution prévisionnel de + 6 %. Finalement, le produit des IFER progresse plus rapidement en 2022, au rythme de + 9,7 %.

***b) Au titre des dotations : + 507 881 €***

* *DGF Dotation forfaitaire : + 330 290 €*

Contrairement à la prévision, aucun écrêtement n'a été appliqué en 2022, et la part dynamique de la population a été plus élevée.
Ainsi, le montant notifié de la dotation forfaitaire est supérieur de **+ 330 290 €** à celui inscrit au budget primitif.

Celle-ci devrait atteindre 37 190 290 € en 2022 pour une Dotation Globale de Fonctionnement établie à 57 818 152 €.

* *Allocations compensatrices d'exonération de fiscalité : + 135 000 €*

La loi de finances pour 2022 a fixé le montant du coefficient de minoration appliqué aux allocations compensatrices d'exonération de fiscalité qui détermine le montant des allocations attribuées à chaque collectivité.

Ainsi, le montant notifié des allocations compensatrices perçues par le Doubs en 2022 est de 3 030 000 €, soit un montant supérieur de **+ 135 000 €** au produit inscrit au budget primitif.

* *Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : + 42 591 €*

Le montant notifié du produit de la DCRTP s'établit à 15 812 591 €, requérant une inscription de recettes complémentaires de **+ 42 591 €** par rapport à la prévision initiale.

### c) *Au titre de la péréquation : - 484 967 €*

* *Dispositif de compensation péréquée (DCP) : - 484 967 €*

Selon la notification définitive, le Doubs percevra en 2022 une recette de 7 685 033 € au titre du dispositif de compensation péréquée, contre 8 170 000 € prévus au budget primitif.

Il est ainsi proposé de diminuer l'inscription de recettes de **- 484 967 €** à l'occasion de cette décision modificative.

*AXE 453 : opérations financières diverses*

Des régularisations de subventions sont opérées en investissement pour **+ 32 510 €**.
Ces mouvements correspondent à des écritures comptables sans incidence budgétaire avec une inscription en dépenses/recettes sur la section d'investissement.

## II – DEPENSES

Les ajustements en dépenses représentent un montant global de **10 228 842 €**.

**Solidarités humaines**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 431 500 € | Crédits investissement | - 10 100 € |
| AE | + 518 000 € | Crédits fonctionnement | + 2 457 030 € |

**Enfance et famille**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | - 40 100 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 1 553 000 € |

- Protection de l'enfant

**CDEF**
Un complément de **+ 14 200 € en crédits de paiement d'investissement** est demandé au titre des études de maîtrise d'œuvre pour l'opération de modernisation du CDEF de Saint Claude à Besançon ; la phase « travaux » devrait démarrer sur l'exercice 2023.

Un dégagement de **- 54 300 € en crédits de paiement d'investissement** au titre des achats de trois véhicules est proposé compte tenu des délais de livraison annoncés par l'UGAP.

### Allocations d'urgence – Fonds ASE

Dans le cadre de l'accompagnement des familles et des personnes isolées, en provenance d'Ukraine, des aides financières vont être allouées de façon conséquente en particulier au titre des fonds ASE et Personnes Isolées :

- Versement d'une aide forfaitaire (grille migrants) de 150 € pour une personne isolée avec un enfant et 50 € par enfant supplémentaire pour couvrir la période comprise entre l'arrivée dans le Département et le versement de l'Allocation pour demandeurs d'asiles (ADA) (soit un budget de 200 K€ dans l'hypothèse de 1 000 familles de 3 personnes) ;

- Une fois les familles installées dans les logements, octroi d'aides financières en fonction des besoins identifiés, et sur la base d'une évaluation sociale (budget de 300 K€ sur la base d'une hypothèse de 1 000 familles).

Sur cette base, il est proposé d'inscrire **+ 500 000 € en crédits de fonctionnement**.

### Rémunérations des assistants familiaux

Concernant le budget 2022 de 12 823 238 € consacré à la rémunération des assistants familiaux, sa consommation à fin mars s'élève à 3 725 100 €, soit un taux de réalisation de 29 %.
Compte tenu de ce niveau de réalisation et des mesures prises dans le cadre de la loi Taquet, un ajustement des **crédits de fonctionnement à hauteur de + 700 000 €** est nécessaire sur la ligne « rémunération des assistants familiaux » pour maintenir les capacités d'accueil du Département.

Contrairement aux estimations réalisées en 2021 pour l'année 2022, la prévision à la baisse du nombre d'assistants familiaux ne se profile pas en 2022. En 2021, 15 assistants familiaux ont été recrutés contre 8 départs. En 2022, 9 assistants familiaux ont été recrutés sur le 1er trimestre 2022, et 12 départs sont programmés.

Par ailleurs, la loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection de l'enfance prévoit que le montant minimal de rémunération versé lors de l'accueil continu du premier enfant ne peut être inférieur au SMIC.
Le Département du Doubs a décidé de faire bénéficier les assistants familiaux de cette mesure par anticipation, et décide à compter du 1er avril 2022 de modifier la rémunération pour l'accueil du premier enfant.

Cette mesure entraîne une inscription complémentaire en **crédits de fonctionnement de + 250 000 €** pour l'exercice 2022.

Enfin, à compter du 1er mai 2022, le SMIC augmente de 2,65 %, soit un taux horaire brut de 10,85 €. Cette hausse représente un coût supplémentaire pour 2022 pour les assistants familiaux de + **130 000 € en crédits de fonctionnement**.

### Prestations d'interprétariat

Il est proposé de dégager **- 27 000 € en crédits de fonctionnement** au titre des prestations d'interprétariat désormais financées sous l'axe « Accompagnements des personnes de la politique action sociale ».

## Retour à l'emploi, insertion

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | |
| AE | + 503 000 € | Crédits fonctionnement | + 457 030 € |

- Emploi et insertion professionnelle

### FSE

Le contexte de l'année 2022 est particulier du fait :

- de la fin de programmation 2014-2020 et de la réalisation à ce titre de contrôles de service fait (CSF) portant sur deux années 2020 et 2021 ;
- du démarrage de la nouvelle subvention globale 2021-2027 avec beaucoup de retard et sur laquelle subsistent des inconnues sur le périmètre final de l'enveloppe financière ;
- d'un dispositif supplémentaire REACT-UE mobilisé pour trois opérations nouvelles.

Il est ainsi proposé d'externaliser trois instructions REACT-UE, huit CSF d'opérations 2020/2021 et un temps d'information/réunion, ce qui demande l'ouverture d'**une autorisation d'engagement de + 50 000 € et l'inscription en crédits de paiement de fonctionnement de + 22 000 €**.

### Accompagnement des bénéficiaires du RSA (BRSA) Travailleurs non-salariés (TNS)

L'accompagnement des BRSA-TNS est confié à BGE Franche Comté et à la Chambre des Métiers par une convention jusque-là financée par du FSE Inclusion à hauteur de 60 % des dépenses engagées.

Cette action n'étant plus éligible, la poursuite de ce dispositif doit être financée totalement sur le budget départemental, impliquant l'ouverture complémentaire de **+ 43 000 € en autorisations d'engagement et + 115 030 € en crédits de paiement de fonctionnement**.

### Contrats aidés

Le Département soutient l'Insertion par l'activité économique (IAE) via notamment le financement de l'aide aux postes.

Au regard de la forte dynamique de ce champ (pacte ambition IAE, création de structures et de postes nouveaux), il est proposé de maintenir l'engagement du Département à hauteur de 1,5 M€, montant identique à 2021, et d'inscrire cet engagement dans la Convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) en cours de renégociation avec l'Etat.
Pour ce faire, une inscription complémentaire de **+ 200 000 € en crédits de paiement de fonctionnement** est demandée (1,3 M€ votés au budget primitif 2022).

- Prévention et lutte contre l'exclusion

### Jeunesse

Une ouverture complémentaire de **+ 110 000 € en autorisations d'engagement,** pour porter le budget 2022 à 410 000 € au titre de la jeunesse, financera la subvention allouée à la Ligue de l'enseignement pour l'ouverture d'une Ecole de la 2ème chance (E2C) à hauteur de 80 000 € et 30 000 € pour l'Association de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte du Nord Franche-Comté (ASEANFC).

**+ 20 000 €** sont proposés en **crédits de paiement de fonctionnement** pour l'aide au démarrage de l'E2C.

### Dispositif support insertion

Compte tenu de la réduction de l'enveloppe financière FSE, il est proposé de financer sans contrepartie les Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) nouvellement créées et les nouveaux projets pendant une phase « d'incubation », de développement et de montée en compétences.
A cet effet, il est proposé une ouverture complémentaire de **+ 300 000 € en autorisations d'engagement** (1,5 M€ votés au budget primitif 2022) et l'inscription de **+ 100 000 € en crédits de paiement de fonctionnement**.

### Parcours renforcés, partenariat avec les MFR

Les conventions avec les MFR se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2022 selon le dispositif actuel (Roche du Trésor, Centre de formation BFC, MFR de Mandeure et Maîche) complété toutefois d'un groupe supplémentaire à Pontarlier sur les quatre derniers mois de l'année.

S'agissant des crédits de paiement, le financement de cette action nouvelle à hauteur de + 20 000 € interviendra par transfert de chapitres en prélevant sur les crédits dédiés à la santé (l'opération avec la Croix Rouge sur ce volet démarrant plus tard que prévu initialement).

## Habitat et logement

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 431 500 € | Crédits investissement | + 30 000 € |
| AE | + 15 000 € | Crédits fonctionnement | + 350 000 € |

- Stratégie et gouvernance

Afin de procéder à l'élaboration du nouveau Plan départemental de l'habitat (PDH) pour la période 2023-2028, il convient d'ouvrir une **autorisation d'engagement** complémentaire de + **15 000 €** (20 000 € ouverts au BP 2022).

- Accès et maintien dans le logement

Un dispositif de prise en charge des dépôts de garantie permettant l'accès au logement à des ménages en difficulté, sous forme d'aide remboursable à la sortie du logement, a été mis en place par l'association ADAL jusqu'en 2010 et internalisé en 2011.
Le règlement intérieur en matière d'aides financières du Département mis en œuvre en 2020 a de fait mis fin à ce cadre d'intervention.

Le taux de recouvrement des titres de recettes est actuellement très faible, car la récupération de ces aides remboursables s'avère très complexe compte tenu notamment des délais entre l'attribution et le reversement, du profil du public concerné (fragilité sociale, mobilité, …) et de la lourdeur de gestion entre les directions et la paierie départementale.

C'est pourquoi il est proposé de simplifier et d'alléger la gestion comptable afin de réduire la durée d'extinction du dispositif.
Ainsi, il est demandé d'inscrire un montant de **+ 350 000 € en crédits de fonctionnement** permettant d'admettre en non-valeur les titres émis dont l'encaissement paraît très compromis.
(une recette d'un montant équivalent en reprise sur provisions est également inscrite).

- Développement et amélioration de l'offre en logements à vocation sociale

### Logement spécifique

Deux bailleurs sociaux ont sollicité le Département afin d'obtenir, en 2022, un soutien financier :

- ADOMA pour la transformation du Foyer de travailleurs migrants (FTM) situé rue des Saint-Martin à Besançon, en une résidence sociale de 211 logements et une pension de famille de 25 logements, soit une offre totale de 236 logements, dont 228 bénéficient d'un agrément de la part de l'Etat dans le cadre des aides à la pierre.
  Le Département est sollicité financièrement à la même hauteur que Grand Besançon Métropole (GBM), à savoir 228 000 €.

- NEOLIA pour la transformation de la résidence sociale « Les Sablières » située à Sochaux, et dont la gestion est assurée par ARIAL (Accueil résidentiel d'insertion et d'accompagnement dans le logement). Le projet consiste à aménager 30 studios autonomes qui, après travaux, atteindront le niveau de performance énergétique BBC.
  Le Département est sollicité à hauteur de 80 000 €.

Afin de pouvoir accompagner ces projets, une ouverture de **+ 208 000 € en autorisations de programme** complétera le montant de 100 000 € voté au budget primitif 2022.
**En crédits de paiement d'investissement**, + **20 000 €** permettront d'honorer un premier acompte sur l'opération de NEOLIA.

### Aides à la pierre

La programmation prévisionnelle pour l'année 2022 a été validée par la Commission permanente du 28 mars 2022 : l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements délégués par l'Etat au Département s'élève à 353 000 €, répondant à l'objectif de création de 138 logements locatifs sociaux pour le territoire de délégation du Doubs, à laquelle s'ajoute une dotation de 20 500 € destinée à accompagner des opérations de démolition.

Sur la base de ces éléments, il convient donc d'abonder à hauteur de **+ 223 500 € l'autorisation de programme** relative aux aides à la pierre, votée à hauteur de 150 000 € au budget primitif 2022.

### Aires d'accueil des gens du voyage

Un complément de **+ 10 000 € en crédits de paiement d'investissement** est nécessaire (20 000 € votés au budget primitif 2022).

**Action sociale**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 97 000 € |

- Accompagnement des personnes

Il est proposé une inscription supplémentaire de **+ 97 000 € en crédits de fonctionnement** au titre des prestations d'interprétariat (35 000 € votés au budget primitif 2022) afin de répondre à une demande accrue suite à l'arrivée de réfugiés d'Ukraine pour organiser leur accueil et leur accompagnement.

**Développement humain**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 4 910 000 € | Crédits investissement | + 733 200 € |
| AE | + 515 000 € | Crédits fonctionnement | + 1 053 000 € |

**Collèges**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 4 560 000 € | Crédits investissement | + 472 800 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 997 000 € |

- Modernisation et gestion patrimoniale des collèges publics

**En autorisations de programme**, une ouverture complémentaire de **+ 4 560 000 €** est sollicitée :

* + 3 900 000 € au titre du programme de modernisation des collèges pour les opérations de restructuration du collège de Villers-Le-Lac (coût d'opération de 12 M€) et de construction du gymnase de Blamont (coût d'opération de 4,7 M€) ;
* + 260 000 € pour l'acquisition d'un terrain lié à la construction du gymnase de Blamont ; le montant correspondant en crédits de paiement est également inscrit ;
* + 400 000 € au titre du programme de grosses réparations dans les collèges.

**En crédits de paiement d'investissement**, **+ 457 800 €** en ajustement sont demandés :

* + 260 000 € d'acquisition de terrain à Blamont ;
* + 86 100 € de frais d'études pour lancer la programmation des opérations de restructuration prévues dans le Schéma directeur d'aménagement des collèges (SDAC) pour Pontarlier Grenier, Seloncourt, Hérimoncourt et Sancey ;
* + 56 200 € d'analyses de la qualité de l'air dans les Etablissements publics locaux d'enseignement (EPLE) ;
* +55 500 € de dépenses de maîtrise d'œuvre et rémunérations de mandataires.

- Numérique éducatif

Il convient d'abonder de **+ 15 000 € les crédits de paiement d'investissement** votés au budget primitif 2022 à hauteur de 65 000 € au titre des droits d'usage de l'Espace numérique de travail (ENT) des collèges pour supporter un accroissement des connexions simultanées notamment liées à la crise sanitaire.

- Gouvernance et fonctionnement des collèges publics

### Dotations des collèges - viabilisation

Suite à la hausse brutale des coûts des différentes énergies, il est nécessaire de réévaluer le montant concernant la viabilisation octroyé dans le cadre de la dotation de fonctionnement versée aux collèges.
Un montant de **+ 480 000 € en crédits de fonctionnement** est demandé et sera versé en milieu d'année 2022 sous forme de dotation complémentaire. Ce montant se base sur des estimations pour le premier trimestre de + 19 % pour le gaz et l'électricité, + 48 % pour le fioul et + 22 % pour le bois.

### Locations d'installations sportives pour les collégiens

Conformément à la décision de l'Assemblée départementale du 28 mars 2022, la refonte du financement des locations d'installations sportives pour les collégiens sur la base d'un coût horaire de fonctionnement de gymnase de 20 € applicable à compter de septembre 2022, engendre une inscription de **+ 312 000 € en crédits de fonctionnement**.

### Prestations de nettoyage

Un montant complémentaire de **+ 125 000 € en crédits de fonctionnement** correspond au surcoût du déploiement en collèges de « renforts Covid 19 » sur le temps méridien, indispensables dans le cadre du protocole sanitaire en restauration. Les nombreuses absences de personnels en début d'année du fait du Covid 19 ont aussi nécessité un recours important aux personnels d'insertion pour des remplacements afin d'assurer la continuité du service public.

### Fonctionnement des collèges

Il est proposé un complément de **+ 10 000 € en crédits de fonctionnement** pour abonder le budget 2022 voté à hauteur de 80 000 € pour couvrir le remboursement aux collèges des fournitures achetées directement et à la charge du Département.

Enfin, **+ 20 000 €** sont demandés **en crédits de fonctionnement** pour abonder l'enveloppe budgétaire dédiée aux annulations de titres sur recettes antérieures.

- Actions péri-éducatives (collèges publics et privés)

Dans un contexte rendu incertain par la crise sanitaire, 315 000 € ont été votés lors du budget primitif 2022 au titre du dispositif « cantine pour tous ».
En fonction du montant réalisé constaté, une inscription complémentaire de + **50 000 € en crédits de fonctionnement** est nécessaire.

**Action culturelle**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | |
| AE | + 510 000 € | Crédits fonctionnement | + 55 000 € |

- Coopération territoriale et attractivité du territoire

Une ouverture complémentaire de **+ 450 000 € en autorisations d'engagement** est sollicitée au titre des expositions Courbet sachant que 866 000 € en crédits ont été votés au budget primitif 2022.

Le budget 2022 voté au titre des Arts vivants s'avère insuffisant pour soutenir l'ensemble des projets, plus nombreux cette année, qui contribuent à la vitalité des territoires et au lien social retrouvé.
Pour ce faire, une ouverture complémentaire de **+ 60 000 € en autorisations d'engagement** et de **+ 54 000 € en crédits de paiement de fonctionnement** est demandée.

Un montant de **+ 1 000 € en crédits de fonctionnement** permettra au Pôle muséal de mettre en œuvre le Pass Culture, fonctionnant selon un modèle imposant à la structure culturelle d'avancer les frais et de se faire rembourser ensuite à 100 % par l'État.

**Lecture**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | + 6 800 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | |

- Attractivité des bibliothèques

Une inscription supplémentaire de **+ 6 800 € en crédits de paiement d'investissement** vise à compléter la politique d'acquisition de supports, notamment des valises thématiques à destination des animations proposées par la médiathèque aux bibliothèques du territoire.

**Archives départementales et patrimoines culturels départementaux**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 350 000 € | Crédits investissement | + 228 600 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 1 000 € |

- Archives départementales

Un montant de **+ 1 000 € en crédits de fonctionnement** permettra d'activer le Pass Culture pour les activités culturelles proposées par les Archives départementales, essentiellement des dépenses de transport qui seront intégralement remboursées par le Ministère de la culture.

- Gestion et valorisation du patrimoine culturel bâti

**En autorisations de programme**, une ouverture complémentaire de **+ 350 000 €** est sollicitée au titre du pôle muséal Courbet pour l'ajustement des coûts d'opération suite à la révision de prix et aux risques de demandes d'indemnisation de la part des opérateurs économiques.

**En crédits de paiement d'investissement**, des crédits supplémentaires de **+ 228 600 €** permettent d'ajuster les dépenses de maîtrise d'œuvre au plus près de la réalité opérationnelle et de financer dans le cadre du Schéma directeur d'aménagement de la Saline d'Arc et Senans un audit portant sur la modernisation énergétique et divers diagnostics d'accessibilité, de sécurité en lien avec la restauration du clos couvert.

**Sport et éducation populaire**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | + 25 000 € |
| AE | + 5 000 € | Crédits fonctionnement | |

- Vitalité et attractivité des territoires

Suite au décalage sur 2022 du développement de la plateforme numérique CAP JO, une inscription de **+ 25 000 € en crédits de paiement d'investissement** est demandée.

- Réussite éducative

Après une première année de mandat perturbée par la crise sanitaire, les élus du Conseil départemental des jeunes (CDJ) ont proposé de nombreux projets nécessitant une ouverture complémentaire de **+ 5 000 € en autorisations d'engagement** (40 000 € votés au budget primitif 2022).

**Dynamique territoriale**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 109 185 000 € | Crédits investissement | + 3 440 206 € |
| AE | + 2 140 000 € | Crédits fonctionnement | + 2 338 996 € |

**Mobilités et infrastructures**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | |
| AE | + 500 000 € | Crédits fonctionnement | + 1 700 000 € |

- Maintenance des routes départementales

Les dépenses liées à la viabilité hivernale 2021-2022 affichent un niveau de consommation supérieur au montant inscrit de 2,5 M€ au budget primitif 2022, basé sur un hiver clément.

Le bilan financier provisoire arrêté à fin mars fait état d'un montant de dépenses de l'ordre de 3 M€. Même si l'hiver fut relativement calme et clément pour ce qui est des précipitations neigeuses, les multiples épisodes de brouillard givrant, voire de verglas, ont engendré l'activation et la mobilisation de nombreux moyens de traitement y compris en zone de plaine.

Il convient donc d'abonder à hauteur de **+ 1 200 000 € en crédits de paiement de fonctionnement** pour couvrir notamment les dépenses à des prestataires privés concernant cet hiver (soit 0,5 M€) et la préparation de l'hiver à venir (soit 0,7 M€).

Par ailleurs, afin de répondre aux surcoûts générés par la flambée des prix des carburants, il est sollicité une ouverture de **+ 500 000 € en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de fonctionnement**.

## Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 106 055 000 € | Crédits investissement | + 2 380 000 € |
| AE | + 1 640 000 € | Crédits fonctionnement | + 100 100 € |

- Accompagnement des projets locaux

*En investissement* :

### Contrats P@C 2022-2028

Dans le prolongement des contrats P@C initiés pour la période 2018-2021, le Département a décidé de mettre en place une nouvelle génération de contrats avec les territoires pour la période 2022-2028.

Les modalités de mise en œuvre de ces contrats 2022-2028 ont été arrêtées par le Conseil départemental, lors de sa session du 28 mars 2022.

Il convient donc de procéder aux inscriptions suivantes :

- Au titre du dispositif « assistance à maîtrise d'ouvrage » (AMO) : **+ 2 M€** en autorisations de programme et **+ 50 000 € en crédits de paiement** ;
- Au titre du volet « soutien financier à la mise en œuvre des projets locaux » : **+ 75 M€ en autorisations de programme** et **+ 710 000 € en crédits de paiement** ;
- Au titre du volet « soutien aux projets d'envergure supra-communautaire ou départementale » : **+ 15 M€ en autorisations de programme** et **+ 200 000 € en crédits de paiement**.

### Soutien aux équipements sportifs du bloc communal utilisés par les collégiens

Lors de sa réunion du 28 mars 2022, le Conseil départemental a également arrêté les modalités de soutien renforcé pour la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS) par les collégiens, via l'utilisation d'équipements appartenant au bloc communal.

Le Département participera financièrement, sur la période 2022-2028, à la construction ou à la réhabilitation lourde d'équipements sportifs utilisés par les collégiens.

Pour ce faire, il est proposé d'ouvrir **+ 10 M€ en autorisations de programme** et **+ 200 000 € en crédits de paiement**.

### Projets « Territoires numériques éducatifs » (TNE)

Le 8 octobre 2021, l'Etat a annoncé l'extension de l'appel à projets « Territoires Numériques Educatifs » à dix nouveaux départements, dont le Doubs, pour une durée de trois ans. Les objectifs affichés par le Gouvernement sont d'encourager une pratique homogène du numérique éducatif sur les territoires et de réduire les fractures numériques constatées lors du confinement. Le montant de l'enveloppe TNE est de 7,26 M€ pour le Doubs dont 3,5 M€ pour l'équipement des écoles du territoire. Les projets sont subventionnés à hauteur de 70 %.

Il est demandé au Département d'endosser le rôle de « payeur » dans le cadre d'une convention à venir avec la Caisse des Dépôts/Banque des Territoires, et de procéder aux paiements des subventions.

Le Département s'engage à compléter la subvention accordée aux porteurs de projets à hauteur de 10 % afin de la porter à 80 %.
Pour ce faire, une ouverture de **+ 4 M€ en autorisations de programme et + 1,2 M€ en crédits de paiement** est sollicitée.

### Partenariat avec la Fondation du Patrimoine

Le Département a décidé d'établir, à compter de 2022, un partenariat avec la Fondation du Patrimoine afin de dynamiser les projets de restauration de patrimoine portés par des personnes privées, sur le territoire de communes de moins de 20 000 habitants pour participer à la redynamisation des centres-bourgs et à l'attractivité des territoires (rapport présenté à la Commission permanente du 27 juin 2022).

Pour ce faire, une ouverture de **+ 30 000 € en autorisations de programme et + 20 000 € en crédits de paiement** est sollicitée.

### Participation aux Syndicats mixtes de développement territorial

Suite aux votes des budgets primitifs 2022 des syndicats mixtes dont le Département est membre, il convient d'opérer des ajustements concernant les contributions statutaires versées par le Département.

Pour le Syndicat mixte de l'aérodrome du Pays de Montbéliard, il est donc demandé un abondement de **+ 25 000 € en autorisations de programme** dédiés au soutien des projets d'investissement, ceci par redéploiement des montants votés pour le Syndicat mixte de l'aérodrome de Besançon-La Vèze non sollicités en 2022.

*En fonctionnement :*

### Agence départementale d'appui aux territoires (ADAT)

L'Assemblée départementale de décembre 2021 a validé la nouvelle convention de partenariat pluriannuelle à intervenir avec l'ADAT pour la période 2022-2024, dont la gestion en pluriannualité nécessite l'ouverture de **+ 1 620 000 € en autorisations d'engagement**.

### Partenariat avec ATMO BFC

Pour poursuivre le partenariat avec l'association ATMO Bourgogne-Franche-Comté, une nouvelle convention sur la période 2022-2023 sera présentée en Commission permanente du 27 juin 2022.

Pour ce faire, il est proposé l'ouverture d'une **autorisation d'engagement de + 20 000 €**. Les crédits ont été votés lors du budget primitif 2022.

### Schéma départemental d'inclusion numérique (SDIN)

Dans le prolongement des « Assises du numérique » organisées par le Département le 5 avril 2022, il est proposé d'inscrire **+ 30 000 € en crédits de paiement** afin d'apporter un soutien financier à l'activité des structures locales intervenant dans l'inclusion numérique.

### Participation aux Syndicats mixtes de développement territorial

Suite aux votes des budgets primitifs 2022 des syndicats mixtes dont le Département est membre, il convient d'opérer des ajustements concernant les contributions statutaires versées par le Département :

- Pour le Syndicat mixte de l'aérodrome de Besançon-La Vèze, il est demandé **+ 19 000 € en crédits de paiement** ;
- Pour le Syndicat mixte de l'aérodrome du Pays de Montbéliard, il est demandé **+ 1 100 € en crédits de paiement**.

- Coopération internationale

Il convient de réinscrire le montant de **+ 50 000 € en crédits de fonctionnement** voté au budget primitif 2022 sur l'enveloppe dédiée au soutien à la coopération internationale recentrée sur l'Europe. En effet, ces crédits ont été utilisés pour le versement d'une aide d'urgence à l'Ukraine.

## Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | - 389 794 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 400 896 € |

- Biodiversité et milieux naturels

Au titre de la taxe d'aménagement d'investissement :

* **- 329 794 € en crédits de paiement** suite à la non réalisation en 2022 des travaux de construction d'une bergerie sur le site ENS de Châteauvieux-les-Fossés ;
* **- 60 000 € en crédits de paiement** suite à la prise en charge par le SMMO et non par
* le Département de l'indemnisation des candidats non retenus dans le cadre du projet de valorisation touristique et environnementale des sommets du Morond et du Mont d'Or.

Au titre de la taxe d'aménagement de fonctionnement :

* **+ 39 000 € en crédits de paiement** pour essentiellement la mise en œuvre d'actions de sensibilisation à l'environnement et au développement durable en milieu scolaire ainsi que pour le soutien à l'activité de structures naturalistes ;
* **+ 95 596 € en crédits de paiement** pour porter à hauteur de 108 000 € la contribution statutaire du Département au fonctionnement de l'EPAGE Haut-Doubs Haute-Loue qui connait une année de transition avec le lancement de plusieurs études stratégiques ;
* **+ 255 000 € en crédits de paiement** pour la réalisation de travaux destinés à développer et améliorer la pratique de la randonnée pédestre au niveau de plusieurs itinéraires dont le Département a la responsabilité ;
* **+ 11 300 € en crédits de paiement** pour solder l'étude de préfiguration de l'offre VTT dans le Doubs.

**Espace rural et périurbain**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 130 000 € | Crédits investissement | |
| AE | | Crédits fonctionnement | |

- Soutien aux activités agricoles et forestières

Afin de favoriser la reprise économique, l'Europe a mis en place en 2021 un plan de soutien permettant en 2022, comme en 2021, le financement de projets agricoles et forestiers uniquement par la mobilisation de crédits du FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural), ceci sans contrepartie nationale.

Les projets étant pris en charge via les crédits FEADER, le Département ne sera ainsi pas sollicité cette année car la Région ne lancera pas d'appel à projets pour les programmes de soutien relatifs à « la diversification agricole » et à « l'autonomie et la sobriété énergétique des exploitations agricoles ».

Aussi, afin de pouvoir accompagner financièrement ces projets dans le cadre du présent exercice budgétaire et du PDR en cours, il est proposé d'abonder **l'autorisation de programme** relative aux Industries agro-alimentaires (IAA) à hauteur de **+ 130 000 €**.

## Tourisme

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 3 000 000 € | Crédits investissement | + 1 450 000 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 138 000 € |

- Développement de l'offre et de l'attractivité touristique

*Investissement* :

Lors de la session budgétaire de décembre 2020, le Département a accordé un soutien financier à hauteur de 7 M€ en autorisations de programme au Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) pour la mise en œuvre du projet de transition climatique de la station de Métabief sur la période 2021-2025.

Au regard de l'avancée des investissements prévus dans ce projet, il est proposé d'inscrire un montant complémentaire de **+ 1 420 000 € en crédits de paiement**, ce qui portera à 2,62 M€ le montant total des acomptes de subventions versés au SMMO d'ici la fin de l'année 2022.

Par ailleurs, lors de sa session du 28 mars 2022, le Département a approuvé le principe d'apporter un soutien financier supplémentaire au SMMO, à l'occasion de la présente DM1, afin de lancer un programme d'investissements complémentaires qui permettront d'accélérer la transition climatique de la station de Métabief d'ici 2025.

A cet effet, il est proposé d'abonder les **autorisations de programme de + 3 M€**.

Par ailleurs, au titre de la taxe sur les remontées mécaniques (TRM), il est proposé une inscription complémentaire de **+ 30 000 € en crédits de paiement** pour permettre l'attribution d'une subvention à la Communauté de commune des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs visant à financer l'acquisition d'un engin de damage.

*Fonctionnement* :

Il est proposé d'inscrire un montant complémentaire de **+ 130 000 € en crédits de fonctionnement** au titre du soutien à l'animation de la politique cyclable pour financer :

- les frais d'organisation de l'édition 2022 du SlowUp « Vallée de l'Ognon » (rapport présenté en Commission permanente du 27 juin 2022) ;
- le déploiement du système « points nœuds » - circulation sans carte grâce à un maillage du territoire par un réseau de destinations identifiées par des numéros - via le CDT pour un montant de l'ordre de 40 000 €.

Par ailleurs, le Département est sollicité par l'Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques (ENSMM) pour l'organisation à Besançon, le 1er juillet prochain, d'un évènement majeur destiné à célébrer les 120 ans de cet établissement d'enseignement qui contribue au rayonnement et à l'attractivité du territoire du Doubs auprès de la communauté scientifique et du monde industriel (horlogerie et luxe, aérospatial et aéronautique, santé, transition énergétique, …).

Sur la base d'un coût estimé à 100 000 € HT, le plan de financement de cette manifestation repose sur les fonds propres de l'ENSMM pour 30 000 €, la mobilisation de partenaires (entreprises, CNRS, …) pour 40 000 € et le soutien des collectivités locales (Région, GBM-Ville de Besançon, Département) pour 30 000 €.

Il est proposé que le Département participe à l'organisation de cet évènement à hauteur de **8 000 €,** ce qui nécessite l'inscription de cette somme en **crédits de fonctionnement**.

**Efficience et ressources internes**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 62 000 € | Crédits investissement | - 1 423 490 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 1 640 000 € |

**Modernisation de l'action publique**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | + 300 000 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 50 000 € |

- Performance de l'action publique

Une inscription complémentaire de **+ 33 000 € en crédits de fonctionnement** permettra de couvrir les besoins en matière d'achats de forfaits dédiés à la publicité des marchés du Département et de veille juridique.

- Efficience numérique interne

**En investissement**, des besoins non connus au moment de l'élaboration du budget primitif 2022 doivent être couverts à hauteur de **+ 300 000 € en crédits de paiement** :

* + 125 000 € pour financer les premières étapes de la mise en place du logiciel ACTIVE 3D, outil de gestion du patrimoine départemental ;
* + 30 000 € pour financer l'acquisition de licences d'infrastructures liées au projet de gestion patrimoniale et de logiciels spécifiques pour les personnels en situation de handicap ;
* + 45 000 € pour financer l'acquisition de serveurs liés au projet de gestion patrimoniale et le remplacement de trois ordinateurs spécifiques de PAO ;
* + 100 000 € pour financer le renouvellement d'environ 200 smartphones sur un parc actuel de 460 ; le budget de 60 000 € initialement prévu a permis de répondre uniquement à des nouvelles demandes.

**En fonctionnement**, une enveloppe complémentaire de **+ 17 000 € en crédits de fonctionnement** s'explique par l'achat de prestations externes pour 7 000 € et des coûts de licences Microsoft pour 10 000 €.

**Ressources humaines**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 1 075 000 € |

- Politique salariale et gestion des carrières

Certaines mesures réglementaires nationales connues après la finalisation du budget primitif 2022 doivent être prises en compte pour un montant de **+ 495 000 € en crédits de fonctionnement** :

- La revalorisation des grilles indiciaires de la catégorie C au 1er janvier 2022 pour + 350 000 € ;
- La revalorisation de la filière médico-sociale au 1er janvier 2022 pour certains cadres d'emplois (infirmières et puéricultrices) pour + 90 000 € ;
- La revalorisation du taux d'indemnités kilométriques avec un effet rétroactif au 1er janvier 2022 pour les agents utilisant leur véhicule personnel à l'occasion de déplacements professionnels pour + 55 000 €.

Par ailleurs, un ajustement à hauteur de **+ 300 000 €** est demandé **en crédits de fonctionnement** sur l'enveloppe des personnels contractuels dans les collèges. La construction budgétaire 2022 s'est faite sur une hypothèse « de retour à la normale » par rapport à la pandémie Covid 19 alors que la hausse des recrutements des contractuels dans les collèges depuis 2021 se poursuit avec 13 ETP en plus.

D'autre part, à compter du 1er mai 2022, le SMIC augmente de 2,65 %, soit un taux horaire brut de 10,85 €. Cette hausse représente un coût supplémentaire pour le public concerné en 2022 (contractuel droit privé et public) de **70 000 € en crédits de fonctionnement**.

Enfin, des besoins nouveaux pour conduire les politiques publiques avec la création de trois postes entraînent une inscription complémentaire de **+ 150 000 € en crédits de fonctionnement**.
Ceux-ci concernent un poste de chargé de mission pour piloter les SAAD et deux contrats de projet, un pour le système d'information routier départemental et un pour moderniser le système d'information social.

- Gestion des emplois et des compétences

Pour mieux répondre aux besoins exprimés par les services, assurer aux agents le meilleur niveau de compétences numériques et prendre en compte les nécessaires obligations de formation notamment celles qui engagent la sécurité au travail, il est proposé une inscription supplémentaire de **+ 60 000 € en crédits de fonctionnement**.

**Bâtiments et moyens généraux**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | + 62 000 € | Crédits investissement | - 1 756 000 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 35 000 € |

- Gestion patrimoniale

Il est proposé un ajustement complémentaire de **+ 176 000 € en crédits de paiement d'investissement** au titre de la rémunération des mandataires pour 74 200 € et de diverses études pour un peu plus de 100 000 € dont les études de programmation préalables au lancement de l'opération de réhabilitation/extension des Archives départementales, les études patrimoniales et d'audit énergétique pour le site de Fort Griffon.

- Moyens logistiques

**En autorisations de programme**, une ouverture supplémentaire de **+ 62 000 €** est sollicitée pour le remplacement d'un camion benne pour l'équipe des espaces verts suite au vol du véhicule livré en début d'année.

**En crédits de paiement d'investissement**, un dégagement à hauteur de **- 1 932 000 €** au titre des véhicules s'explique par des retards conséquents dans les livraisons : - 400 000 € concernent le bibliobus de la médiathèque et - 1 532 000 € des véhicules légers.

**En fonctionnement**, une inscription complémentaire de **+ 35 000 € en crédits** permettra de couvrir des frais liés aux évènements organisés par le Département.

**Gestion et optimisation financière**

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | | Crédits investissement | + 32 510 € |
| AE | | Crédits fonctionnement | + 480 000 € |

- Dette, programme d'emprunts, trésorerie et garanties d'emprunts

Le Département a contracté des emprunts dont les taux d'intérêts sont indexés sur l'évolution du livret A. Compte tenu de la hausse de ce dernier, liée à l'augmentation de l'inflation, il paraît opportun dans le cadre d'une gestion active de la dette, de renégocier les prêts pour lesquels les indemnités de remboursement anticipé sont les moins élevées.
Il est donc demandé une inscription **en crédits de fonctionnement** à hauteur de **+ 480 000 €** pour couvrir ces indemnités de remboursement anticipé.

- Opérations financières diverses

A la demande du payeur départemental, il convient d'opérer une régularisation comptable concernant deux subventions fléchées transférables par erreur à hauteur de **+ 32 510 € en crédits d'investissement**.

## III – ANNULATION DES AP / AE

| | | | |
|---|---|---|---|
| AP | - 10 881 651,42 € | AE | - 2 647 854,19 € |

Cette décision modificative permet de procéder à un "toilettage" des autorisations de programme et des autorisations d'engagement devenues sans objet, en application du règlement financier.

Au titre des engagements pluriannuels, il est ainsi proposé des annulations à hauteur de :

- **- 10,9 M€ en autorisations de programme** et plus particulièrement :

  - 2, 4 M€ d'annulations d'autorisations de programme 2017 relatives au numérique éducatif, suite à l'achèvement du déploiement des infrastructures et équipements informatiques dans les collèges en 2021 (projet COSINUS) ;

  - 2,5 M€ concernant des autorisations de programme millésimées 2020 et 2021 non affectées relatives à la gestion de l'eau ;

  - 2 M€ d'annulations correspondant à des autorisations de programme de 2018 et 2019 au titre de la maintenance des routes départementales.

- **- 2,6 M€ en autorisations d'engagement** et notamment - 1,5 M€ d'annulations d'autorisations d'engagement relatives à la maintenance des routes départementales (véhicules, matériels et viabilité hivernale).

Vous trouverez le détail de ces annulations en annexe n° 3 du présent rapport.

## IV – EQUILIBRE DE LA DM1 DE 2022

Afin d'équilibrer le projet de décision modificative n° 1 pour 2022, il est proposé **de diminuer le volume d'emprunt prévisionnel de – 26,6 M€**, portant la prévision budgétaire pour 2022 à 21,5 M€ (pour rappel, 48,1 M€ prévus au BP 2022) et **d'augmenter les dépenses imprévues de + 21 591,18 € en fonctionnement**.

Pour mémoire, au BP 2022, en dépenses imprévues, 200 000 € en investissement et 230 926 € en fonctionnement ont été votés.

A l'issue de cette décision modificative, le montant des dépenses imprévues s'élève à + 452 517,18 € (dont 200 000 € en investissement et 252 517,18 € en fonctionnement).

# V – LES BUDGETS ANNEXES

## V – 1. Le Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF)

Aucune nouvelle inscription n'est sollicitée dans le cadre de la DM1 2022.

Quelques besoins apparaissent, entièrement financés par redéploiement des crédits :

- 26 000 € de dépenses afférentes à l'exploitation courante, dont 10 000 € pour couvrir la hausse du prix du gaz et 16 000 € au titre des dépenses d'alimentation, d'entretien et de téléphone.

- 52 000 € de dépenses afférentes à la structure, dont 40 000 € de frais de location pendant la période de travaux sur le site des Hauts de Saint Claude et 12 000 € pour les frais de location d'un véhicule.

- Un dégagement de 78 000 € sur les frais de personnel (cotisation CNRACL).

A l'issue de la DM1, le budget annexe du CDEF se maintient à 8 369 596 € en dépenses et recettes pour 2022, avec une subvention d'équilibre de 8 049 446 €.

## V – 2. Le Laboratoire vétérinaire départemental (LVD)

Le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental présente au compte administratif 2021 une **section d'investissement** excédentaire à hauteur de 131 870,02 €. Ce résultat est repris en recettes d'investissement en décision modificative n° 1 de 2022 (chapitre 001).

En dépenses d'investissement, une inscription de crédits du même montant, soit 131 870,02 €, est sollicitée pour l'achat de matériel (111 870,02 €) et l'acquisitions de logiciels (20 000 €).

La **section de fonctionnement** du compte administratif 2021 présente un excédent de 183 979,82 € qu'il convient d'inscrire en recettes de fonctionnement en décision modificative n° 1 de 2022 (chapitre 002).

Des inscriptions de crédits en dépenses de fonctionnement sont proposées à hauteur de 182 979,82 € pour l'achat de fournitures et consommables et 1 000 € pour des annulations de titres sur exercices antérieurs.

| Budget annexe LVD | Propositions budgétaires DM 1 | |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | **Dépenses** | **Recettes** |
| Résultat cumulé de fonctionnement (002) | | 183 979,82 |
| Fournitures et consommables | 182 979,82 | |
| Titres annulés sur exercices anterieurs | 1 000,00 | |
| **Total Fonctionnement** | **183 979,82** | **183 979,82** |

| **INVESTISSEMENT** | **Dépenses** | **Recettes** |
|---|---|---|
| Résultat cumulé d'investissement (001) | | 131 870,02 |
| Matériel, mobilier, outillage | 111 870,02 | |
| Acquisition de logiciel | 20 000,00 | |
| **Total investissement** | **131 870,02** | **131 870,02** |

| | | |
|---|---|---|
| **Total DM1** | **315 849,84** | **315 849,84** |

Après une inscription en DM1 de 315 849,84 € en dépenses et en recettes, **le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental s'équilibre à 1 633 019,84 €**.

Aucune subvention d'équilibre n'est nécessaire au budget 2022.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 404** présenté sous le timbre **: DGS / DFA**;

Vu l'avis de la commission n° **4, 1, 2, 3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

**Décision modificative n° 1 de 2022**

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

- Approuve l'affectation comptable du résultat par l'inscription d'une recette d'investissement au compte 1068 de 47 952 313,56 €, d'une recette de fonctionnement au compte 002 de 32 245 305,18 € et d'une dépense d'investissement au compte 001 de 47 952 313,56 €.

- Arrête le volume global de la décision modificative n° 1 de 2022 du Département à 58 202 746,74 € en mouvements réels, soit :

  · + 22 784 823,56 € de recettes d'investissement et + 35 417 923,18 € de recettes de fonctionnement ;
  · + 50 692 129,56 € de dépenses d'investissement et + 7 510 617,18 € de dépenses de fonctionnement.

- Approuve le montant disponible sur la ligne "dépenses imprévues" de 452 517,18 € pour l'exercice en cours, dont 200 000 € en section d'investissement et 252 517,18 € en section de fonctionnement.

- Approuve, au niveau du chapitre, pour chacune des sections, les inscriptions de dépenses et de recettes telles qu'elles figurent dans le document budgétaire et en annexe n° 1 du rapport.

- Approuve les ouvertures et les annulations d'autorisations de programme et d'engagement présentées en annexe du document comptable et en annexes n° 2 et n° 3 du rapport :

  . En autorisations de programme, des ouvertures et des annulations pour un montant global de 103 706 848,58 €.
  . En autorisations d'engagement, des ouvertures et des annulations pour un montant global de 525 145,81 €.

- Approuve le transfert en pleine propriété des éléments d'actif et de passif relatifs à la délégation de service public de la Boucle locale haut débit (BLHD) au profit du Syndicat mixte Doubs Très Haut Débit (SMIX THD).

- Autorise le payeur départemental à utiliser le compte de réserve 1068 du Département pour un montant 474 170,40 € afin de rattraper les amortissements de la subvention de premier équipement versée par le SMAU et intégrée dans l'état de l'actif du Département. Cette subvention fera l'objet d'un apurement comptable et la participation aux amortissements versée au SMIX THD devient sans objet à compter de 2022.

- Approuve la reprise de provision pour dépréciation d'actif au titres des créances du secteur social jusqu'à 350 000 €.

- Pour le budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) :
  · Approuve les inscriptions en dépenses et en recettes, correspondant aux inscriptions et transferts de crédits entre chapitres, détaillées en annexe n° 1 du rapport.

- Pour le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental :

  · Approuve l'inscription d'une recette de fonctionnement au compte 002 de 183 979,82 € et d'une recette d'investissement au compte 001 de 131 870,02 €.
  · Approuve les inscriptions, en dépenses et en recettes, à hauteur de 315 849,84 €, détaillées en annexe n° 1 du rapport.

**Programmation pluriannuelle**

Selon l'article R3312-3 du code général des collectivités territoriales « *les autorisations de programme ou d'engagement et leurs révisions éventuelles sont votées par le Conseil départemental, par délibération distincte lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives* ».

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

- Approuve les ouvertures et les annulations d'autorisations de programme pour un montant global de 103 706 848,58 €, présentées en annexe du document comptable et en annexes n° 2 et n° 3 du rapport, selon la répartition suivante :

  . des ouvertures d'autorisations de programme pour un montant de + 114 588 500 €
  . des annulations d'autorisations de programme pour un montant de – 10 881 651,42 €.

- Approuve les ouvertures et annulations d'autorisations d'engagement pour un montant global de 525 145,81 €, présentées en annexe du document comptable et en annexes n° 2 et n° 3 du rapport, selon la répartition suivante :

  . des ouvertures d'autorisations d'engagement pour un montant de + 3 173 000 €
  . des annulations d'autorisations d'engagement pour un montant de – 2 647 854,19 €.

- Approuve la programmation pluriannuelle des autorisations de programme et d'engagement ainsi que la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants figurant en annexe n° 4 du rapport.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - DM1 de 2022 par imputation
2 - Mouvements en AP et en AE
3 - Annulations AP et AE
4 - Programmation pluriannuelle

ANNEXE 1

# Propositions DM1 2022 par imputations budgétaires

# BUDGET PRINCIPAL

## RECETTES 58 202 746,74

## INVESTISSEMENT 22 784 823,56

| Chapitre | Nature | Libellé | DM1 2022 |
|---|---|---|---|

**DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITE ET AFFAIRES EUROPEENNES ET TRANSFRONTALIERES**

**ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LOCAUX**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **13** | 1311 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX | 1 400 000,00 |
| | | | **1 400 000,00** |

**GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE**

**DETTE, PROGRAMME D'EMPRUNTS, TRESORERIE ET GARANTIES D'EMPRUNTS**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **16** | 1641 | EMPRUNTS | -26 600 000,00 |
| | | | **-26 600 000,00** |

**OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **10** | 1068 | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES | 47 952 313,56 |
| **13** | 1322 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES - REGIONS | 27 500,00 |
| **13** | 1328 | AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES - AUTRES | 5 010,00 |
| | | | **47 984 823,56** |

## FONCTIONNEMENT 35 417 923,18

| Chapitre | Nature | Libellé | DM1 2022 |
|---|---|---|---|

**HABITAT ET LOGEMENT**

**ACCES ET MAINTIEN DANS LE LOGEMENT**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **78** | 7817 | REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS | 350 000,00 |
| | | | **350 000,00** |

**ACTION CULTURELLE**

**COOPERATION TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **74** | 74718 | AUTRES PARTICIPATIONS ETAT | 1 000,00 |
| | | | **1 000,00** |

## ARCHIVES DEPARTEMENTALES ET PATRIMOINES CULTURELS DEPARTEMENTAUX

### ARCHIVES DEPARTEMENTALES

| | | | |
|---|---|---|---|
| **74** | 74718 | AUTRES PARTICIPATIONS ETAT | 1 000,00 |
| | | | **1 000,00** |

## GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

### FISCALITE ET DOTATIONS

| | | | |
|---|---|---|---|
| **731** | 73112 | COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES | 2 736 666,00 |
| **731** | 73114 | IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAU | 61 038,00 |
| **731** | 73125 | FRAIS DE GESTION TFPB | -484 967,00 |
| **74** | 7411 | DOTATION FORFAITAIRE | 330 290,00 |
| **74** | 7482 | COMPENSATION POUR PERTE TAXE ADDITIONNELLE DROITS MUTATION TAXE PUBLICITE FONCIERE | -20 000,00 |
| **74** | 74832 | DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE | 42 591,00 |
| **74** | 74833 | ETAT - COMPENSATION AU TITRE DE LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE | -15 000,00 |
| **74** | 74835 | DOTATION TRANSFERT DE COMPENSATION D'EXONERATION DE FISCALITE DIRECTE LOCALE | 170 000,00 |
| | | | **2 820 618,00** |

### OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES

| | | | |
|---|---|---|---|
| **002** | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | 32 245 305,18 |
| | | | **32 245 305,18** |

## DEPENSES 58 202 746,74

## INVESTISSEMENT 50 692 129,56

| Chapitre | Nature | Libellé | DM1 2022 |
|---|---|---|---|

## ENFANCE ET FAMILLE

### PROTECTION DE L'ENFANT

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2031 | FRAIS D'ETUDES | 14 200,00 |
| **21** | 2182 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT | -54 300,00 |
| | | | **-40 100,00** |

## HABITAT ET LOGEMENT

### DEVELOPPEMENT ET AMELIORATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS A VOCATION SOCIALE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **018** | 20422 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DROIT PRIVE - BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 20 000,00 |
| **204** | 204142 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT COMMUNES - BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 10 000,00 |
| | | | **30 000,00** |

**COLLEGES**

**MODERNISATION ET GESTION PATRIMONIALE DES COLLEGES PUBLICS**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2031 | FRAIS D'ETUDES | 197 800,00 |
| **21** | 2111 | TERRAINS NUS | 260 000,00 |
| | | | **457 800,00** |

**NUMERIQUE EDUCATIF**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 15 000,00 |
| | | | **15 000,00** |

**LECTURE**

**ATTRACTIVITE DES BIBLIOTHEQUES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **21** | 2188 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 6 800,00 |
| | | | **6 800,00** |

**ARCHIVES DEPARTEMENTALES ET PATRIMOINES CULTURELS DEPARTEMENTAUX**

**GESTION ET VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL BATI**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2031 | FRAIS D'ETUDES | 242 600,00 |
| **204** | 2041781 | SUBVENTIONS ORGANISMES PUBLICS - BIENS MOBILIERS MATERIEL FRAIS D'ETUDES | -14 000,00 |
| | | | **228 600,00** |

**SPORT ET EDUCATION POPULAIRE**

**VITALITE ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 25 000,00 |
| | | | **25 000,00** |

**DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITE ET AFFAIRES EUROPEENNES ET TRANSFRONTALIERES**

**ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LOCAUX**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **204** | 204141 | SUBVENTIONS COMMUNES - BIENS MOBILIERS MATERIEL FRAIS D'ETUDES | 1 250 000,00 |
| **204** | 204142 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT COMMUNES - BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 760 000,00 |
| **204** | 204182 | SUBVENTIONS ORGANISMES PUBLICS DIVERS - BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 150 000,00 |
| **204** | 20422 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DROIT PRIVE - BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 220 000,00 |
| | | | **2 380 000,00** |

**GESTION ET PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL, TRANSITION CLIMATIQUE**

**BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2031 | FRAIS D'ETUDES | -60 000,00 |
| **21** | 2128 | AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS | -30 000,00 |
| **23** | 2312 | IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS | -299 794,00 |
| | | | **-389 794,00** |

**TOURISME**

**DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ET DE L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **204** | 204142 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT COMMUNES - BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 1 450 000,00 |
| | | | **1 450 000,00** |

## MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

### EFFICIENCE NUMERIQUE INTERNE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 155 000,00 |
| **21** | 21838 | AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE | 45 000,00 |
| **21** | 2185 | MATERIEL DE TELEPHONIE | 100 000,00 |
| | | | **300 000,00** |

## BÂTIMENTS ET MOYENS GENERAUX

### GESTION PATRIMONIALE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **20** | 2031 | FRAIS D'ETUDES | 176 000,00 |
| | | | **176 000,00** |

### MOYENS LOGISTIQUES

| | | | |
|---|---|---|---|
| **21** | 2182 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT | -1 932 000,00 |
| | | | **-1 932 000,00** |

## GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

### OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES

| | | | |
|---|---|---|---|
| **001** | 001 | SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 47 952 313,56 |
| **13** | 1312 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES - REGIONS | 27 500,00 |
| **13** | 1318 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES - AUTRES | 5 010,00 |
| | | | **47 984 823,56** |

# FONCTIONNEMENT 7 510 617,18

| Chapitre | Nature | Libellé | DM1 2022 |
|---|---|---|---|

## ENFANCE ET FAMILLE

### PROTECTION DE L'ENFANT

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6227 | FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX | -27 000,00 |
| **012** | 64121 | REMUNERATION PRINCIPALE | 1 080 000,00 |
| **65** | 65111 | FAMILLE ET ENFANCE | 500 000,00 |
| | | | **1 553 000,00** |

## RETOUR A L'EMPLOI, INSERTION

### EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6042 | ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | 22 000,00 |
| **017** | 65661 | CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI | 200 000,00 |
| **65** | 65738 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS | 23 400,00 |
| **65** | 6574 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES | 91 630,00 |
| | | | **337 030,00** |

**PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **017** | 6574 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES | 100 000,00 |
| **65** | 6574 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES | 20 000,00 |
| | | | **120 000,00** |

**HABITAT ET LOGEMENT**

**ACCES ET MAINTIEN DANS LE LOGEMENT**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **65** | 6541 | CREANCES ADMISES EN NON VALEUR | 350 000,00 |
| | | | **350 000,00** |

**ACTION SOCIALE**

**ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 62268 | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS | 97 000,00 |
| | | | **97 000,00** |

**COLLEGES**

**GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT DES COLLEGES PUBLICS**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6283 | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX | 125 000,00 |
| **65** | 65511 | DOTATION DE FONCTIONNEMENT DES COLLEGES ETABLISSEMENTS PUBLICS | 792 000,00 |
| **65** | 6568 | AUTRES PARTICIPATIONS | 10 000,00 |
| **67** | 673 | TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS | 20 000,00 |
| | | | **947 000,00** |

**ACTIONS PERI-EDUCATIVES (COLLEGES PUBLICS ET PRIVES)**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **65** | 6513 | BOURSES | 50 000,00 |
| | | | **50 000,00** |

**ACTION CULTURELLE**

**COOPERATION TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6288 | AUTRES DIVERS SERVICES EXTÉRIEURS | -42 000,00 |
| **65** | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ET GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 1 000,00 |
| **65** | 6574 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES | 96 000,00 |
| | | | **55 000,00** |

**LECTURE**

**ATTRACTIVITE DES BIBLIOTHEQUES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6182 | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE | -2 800,00 |
| **65** | 6574 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES | 2 800,00 |
| | | | **0,00** |

## ARCHIVES DEPARTEMENTALES ET PATRIMOINES CULTURELS DEPARTEMENTAUX

### ARCHIVES DEPARTEMENTALES

| | | | |
|---|---|---|---|
| **65** | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ET GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 1 000,00 |
| | | | **1 000,00** |

## MOBILITES ET INFRASTRUCTURES

### MAINTENANCE DES ROUTES DEPARTEMENTALES

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 60622 | CARBURANTS | 500 000,00 |
| **011** | 615231 | ENTRETIEN REPARATION VOIRIES | 1 200 000,00 |
| | | | **1 700 000,00** |

## DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITE ET AFFAIRES EUROPEENNES ET TRANSFRONTALIERES

### ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LOCAUX

| | | | |
|---|---|---|---|
| **65** | 6561 | PARTICIPATIONS AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES) | 20 100,00 |
| **65** | 65734 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES | 30 000,00 |
| | | | **50 100,00** |

### COOPERATION INTERNATIONALE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **65** | 6574 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES | 50 000,00 |
| | | | **50 000,00** |

## GESTION ET PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL, TRANSITION CLIMATIQUE

### BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6042 | ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | 11 300,00 |
| **011** | 615231 | ENTRETIEN REPARATION VOIRIES | 255 000,00 |
| **65** | 6561 | PARTICIPATIONS AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES) | 95 596,00 |
| **65** | 6574 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES | 38 000,00 |
| **65** | 65888 | AUTRES CHARGES DIVERSES | 1 000,00 |
| | | | **400 896,00** |

## TOURISME

### DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ET DE L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **65** | 65733 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX DEPARTEMENTS | 130 000,00 |
| **65** | 65738 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS | 8 000,00 |
| | | | **138 000,00** |

## MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

### PERFORMANCE DE L'ACTION PUBLIQUE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6231 | ANNONCES ET INSERTIONS | 33 000,00 |
| | | | **33 000,00** |

**EFFICIENCE NUMERIQUE INTERNE**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6042 | ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | 7 000,00 |
| **011** | 6122 | CREDIT BAIL MOBILIER | 10 000,00 |
| | | | **17 000,00** |

**RESSOURCES HUMAINES**

**POLITIQUE SALARIALE ET GESTION DES CARRIERES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6251 | VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS | 55 000,00 |
| **012** | 64111 | REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE | 660 000,00 |
| **012** | 64131 | REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE | 300 000,00 |
| | | | **1 015 000,00** |

**GESTION DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 6184 | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION | 60 000,00 |
| | | | **60 000,00** |

**BÂTIMENTS ET MOYENS GENERAUX**

**MOYENS LOGISTIQUES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **011** | 60628 | AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES | 35 000,00 |
| | | | **35 000,00** |

**GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE**

**DETTE, PROGRAMME D'EMPRUNTS, TRESORERIE ET GARANTIES D'EMPRUNTS**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **66** | 6688 | AUTRES CHARGES FINANCIERES | 480 000,00 |
| | | | **480 000,00** |

**OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **022** | 022 | DEPENSES IMPREVUES | 21 591,18 |
| | | | **21 591,18** |

Propositions DM1  2022 par imputations budgétaires

# CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF)

| DEPENSES | 0,00 |
|---|---|

## FONCTIONNEMENT 0,00

| Chapitre | Nature | Libellé | DM1 2022 |
|---|---|---|---|
| **011** | 60613 | CHAUFFAGE | 10 000,00 |
| **011** | 6262 | FRAIS DE TELECOMMUNICATION | 5 000,00 |
| **011** | 6281 | PRESTATIONS DE BLANCHISSAGE A L'EXTERIEUR | 1 000,00 |
| **011** | 6282 | PRESTATIONS D'ALIMENTATION A L'EXTERIEUR | 10 000,00 |
| **012** | 64515 | COTISATIONS A LA CNRACL | -78 000,00 |
| **016** | 6132 | LOCATIONS IMMOBILIERES | 40 000,00 |
| **016** | 61353 | LOCATION MOBILIERE MATERIEL DE TRANSPORT | 12 000,00 |
| | | | **0,00** |

# Propositions DM1  2022 par imputations budgétaires

# LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL (LVD)

## RECETTES 315 849,84

### INVESTISSEMENT 131 870,02

| Chapitre | Nature | Libellé | DM1 2022 |
|---|---|---|---|
| **001** | 001 | RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE | 131 870,02 |
| | | | **131 870,02** |

### FONCTIONNEMENT 183 979,82

| Chapitre | Nature | Libellé | DM 1 2022 |
|---|---|---|---|
| **002** | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | 183 979,82 |
| | | | **183 979,82** |

## DEPENSES 315 849,84

### INVESTISSEMENT 131 870,02

| Chapitre | Nature | Libellé | DM 1 2022 |
|---|---|---|---|
| **20** | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 20 000,00 |
| **21** | 2188 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES | 111 870,02 |
| | | | **131 870,02** |

### FONCTIONNEMENT 183 979,82

| Chapitre | Nature | Libellé | DM 1 2022 |
|---|---|---|---|
| **011** | 6068 | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES | 182 979,82 |
| **67** | 673 | TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS | 1 000,00 |
| | | | **183 979,82** |

# Mouvements en AP/AE - Etape budgétaire DM1 2022

## INVESTISSEMENT 103 706 848,58

### 12 Enfance et Famille -13 984,74

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| LOGCDEF | 20/MOYENS LOGISTIQUES CDEF | 2020 | 1 | -13 984,74 | 122 |
| | | | **Montant/axe** | **-13 984,74** | **122** |

### 14 Habitat et Logement -4 645,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| DELEGLOGT | 21/DELEGATION AIDE A LA PIERRE | 2021 | 1 | -62 130,00 | 143 |
| DELEGLOGT | 22/DELEGATION AIDE A LA PIERRE | 2022 | 1 | 223 500,00 | |
| GENSVOYAGE | 21/GENS DU VOYAGE | 2021 | 1 | -32 200,00 | |
| HABITAT | 13/HABITAT HABITAT INDIVIDUEL | 2013 | 3 | -8 750,00 | |
| HABITAT | 15/HABITAT OFFRES CONVENTIONNEES | 2015 | 2 | -7 000,00 | |
| HABITAT | 21/HABITAT INDIVIDUEL | 2021 | 3 | -179 425,00 | |
| HABITAT | 21/HABITAT OFFRE CONVENTIONNEE PRIVEE | 2021 | 1 | -46 640,00 | |
| LOGSPECIF | 21/HABITAT SPECIFIQUE | 2021 | 1 | -100 000,00 | |
| LOGSPECIF | 22/HABITAT SPECIFIQUE | 2022 | 1 | 208 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **-4 645,00** | **143** |

### 21 Collèges 2 137 471,32

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ACQCOL | 21/ACQUIS. TERR.COLL PUB. | 2021 | 1 | -10 000,00 | 211 |
| ACQCOL | 22/ACQUIS. TERR.COLL PUB. | 2022 | 1 | 260 000,00 | |
| GERADAP | GROS ENTRETIEN REPARATION AGENDA ACCESS COLLEGES | 2017 | 1 | 400 000,00 | |
| MODCOLLEGE | TRAVAUX MODERNISATION DES COLLEGES | 2017 | 1 | 3 900 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **4 550 000,00** | **211** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| NUMEDUCAT | NUMERIQUE EDUCATIF MATERIEL | 2017 | 2 | -2 002 524,26 | 212 |
| NUMEDUCAT | NUMERIQUE EDUCATIF TRAVAUX | 2017 | 1 | -410 004,42 | |
| | | | **Montant/axe** | **-2 412 528,68** | **212** |

### 22 Action culturelle -6 507,56

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| MATCOURB | 21/ MATERIEL COURBET | 2021 | 1 | -1 475,06 | 221 |
| TRAVCOURB | 21/ TRAVAUX COURBET | 2021 | 1 | -5 032,50 | |
| | | | **Montant/axe** | **-6 507,56** | **221** |

## 23 Lecture -28 572,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| EQUIPBIBLI | 21/ EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUES | 2021 | 1 | -28 572,00 | 231 |
| | | | **Montant/axe** | **-28 572,00** | **231** |

## 24 Archives départementales et patrimoines culturels 346 500,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| MODPATHIS | MODERNISATION PATRIMOINE CULTUREL | 2017 | 1 | 350 000,00 | 242 |
| PATASS | 21/ PATRIMOINE ASSOCIATIONS | 2021 | 1 | -3 500,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **346 500,00** | **242** |

## 31 Mobilités et infrastructures -3 106 094,33

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ACTIPROGR | MAINTENANCE DES RD - ACTIONS DE PROGRES 2018-2020 | 2018 | 1 | -134 462,57 | 311 |
| MAINTCOUR | 18/MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE COURANTE | 2018 | 1 | -48 510,17 | |
| MAINTCOUR | 19/MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE COURANTE | 2018 | 2 | -180 776,44 | |
| MAINTDESS | 19/MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU DESSERTE | 2018 | 2 | -210 055,53 | |
| MAINTDESS | MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU DE DESSERTE | 2019 | 1 | -235 626,18 | |
| MAINTSTRU | 19/MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU STRUCTURANT | 2018 | 2 | -750 970,25 | |
| MAINTSTRU | MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU STRUCUTRANT 2019-2021 | 2019 | 1 | -465 014,95 | |
| | | | **Montant/axe** | **-2 025 416,09** | **311** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| INTERVPART | 17/INTERVENTIONS PARTENARIALES | 2017 | 1 | -291 839,13 | 312 |
| | | | **Montant/axe** | **-291 839,13** | **312** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| AMENAGEMT | AMELIORATION DES RESEAUX - OPERATIONS D'AMENAGEMENT ROUTIER 2018-2021 | 2018 | 1 | -66 056,82 | 313 |
| ETUDESACQ | AMELIORATION DES RESEAUX - ETUDES ACQUISITIONS FONCIERES 2018-2020 | 2018 | 1 | -276 990,24 | |
| INTERVPART | 11/INTERVENTIONS PARTENARIALES ET SOLIDAIRES | 2011 | 1 | -80 942,74 | |
| | | | **Montant/axe** | **-423 989,80** | **313** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| MAINTCYCL | MAINTENANCE DES VOIES CYCLABLES - MAINTENANCE DU PATRIMOINE CYCLABLE DEPARTEMENT | 2019 | 1 | -97 362,88 | 314 |
| SOUTICYCL | STRUCTURATION DES VOIES CYCLABLES - SOUTIEN AUX PROJETS CYCLABLES 2018-2020 | 2018 | 1 | -267 486,43 | |
| | | | **Montant/axe** | **-364 849,31** | **314** |

## 33 Développement territorial attractivité et affaires européennes — 105 862 191,54

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| AEROLAVEZE | 22/PARTICIPATION INVEST. AERODROME LA VEZE | 2022 | 1 | -25 000,00 | 331 |
| AEROMONTBE | 21/PARTICIPATION INVEST AERODROME MONTBELIARD | 2021 | 1 | -0,52 | |
| AEROMONTBE | 22/PARTICIPATION INVEST.AERODROME MONTBELIARD | 2022 | 1 | 25 000,00 | |
| AMOCOMMUN | 18/AMO COMMUNES EPCI | 2018 | 1 | -4 926,00 | |
| AMOCONTRAT | AMO CONTRAT AXE II 22-28 | 2022 | 1 | 2 000 000,00 | |
| CONTERRI | CONTRATS TERRITORIAUX SOUTIEN AUX PROJETS 22-28 | 2022 | 1 | 75 000 000,00 | |
| CTBONUS | CT BONIFICATION SUPRA 22-28 | 2022 | 1 | 15 000 000,00 | |
| FONDPATRIM | FONDATION DU PATRIMOINE 22-23 | 2022 | 1 | 30 000,00 | |
| PROJETERRI | 17/PROJETS TERRITORIAUX | 2017 | 1 | -105 435,00 | |
| SMIXMICROP | 21/PARTICIPATION SMIX MICROPOLIS | 2021 | 1 | -51 337,31 | |
| SMIXPNHJ | 19/SUBV. SMIX PARC NATUREL HAUT JURA | 2019 | 1 | -4 259,63 | |
| SMIXPNHJ | 21/SUBVENTION SMIX PARC HAUT JURA | 2021 | 1 | -1 850,00 | |
| SPORCOLLEG | SOUT.EQUIP. SPORTIFS UTILISES PAR LES COLLEGIENS 22-28 | 2022 | 1 | 10 000 000,00 | |
| TNEDOUBS | 22-24/TERRITOIROIRE NUMERIQUE ET EDUCATIF DU DOUBS | 2022 | 1 | 4 000 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **105 862 191,54** | **331** |

## 34 Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique — -3 027 100,63

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ESPNATUREL | 21/MILIEUX AQUATIQUES | 2021 | 1 | -44 826,00 | 341 |
| GESTEAU | 17/GESTION DE L EAU | 2017 | 1 | -74 944,60 | |
| GESTEAU | 18/GESTION DE L EAU | 2018 | 1 | -33 205,00 | |
| GESTEAU | 19/GESTION DE L'EAU | 2019 | 1 | -11 828,00 | |
| GESTEAU | 20/GESTION DE L'EAU | 2020 | 1 | -2 270 031,00 | |
| GESTEAU | 21/GESTION DE L'EAU | 2021 | 1 | -246 184,00 | |
| MATERIEAU | 21/MATERIEL SUIVI QUALITE COURS D'EAU | 2021 | 1 | -8 105,62 | |
| | | | **Montant/axe** | **-2 689 124,22** | **341** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| TAINVTENS | TA INVESTISSEMENT ENS | 2019 | 1 | -337 976,41 | 342 |
| | | | **Montant/axe** | **-337 976,41** | **342** |

## 35 Espace rural et périurbain — -620 077,16

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| AMGTFONC | 21/AMENAGEMENTS FONCIERS | 2021 | 1 | -90 000,00 | 351 |
| | | | **Montant/axe** | **-90 000,00** | **351** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| DACNASEA | 21/DA PARTENARIAT ETAT ASP | 2021 | 1 | -40 000,00 | 352 |
| DACNASEA | 22/DA PARTENARIAT ETAT/ASP | 2022 | 1 | -80 000,00 | |
| DESSERTFOR | 21/DESSERTES FORESTIERES ETAT/ASP | 2021 | 1 | -126 601,53 | |
| EAUXPLUV | 21/RECUPERATION TRAITEMENT EAUX PLUVIALES | 2021 | 1 | -3 116,00 | |
| EEFCNASEA | 21/EEF ENTREPRISE EXPLOITATION FORESTIERE | 2021 | 1 | -48 218,76 | |
| ENERGIEAGR | 21/AUTONOMIE ET SOBRIETE ENERGETIQUE | 2021 | 1 | -28 891,26 | |
| ENERGIEAGR | 22/AUTONOMIE ET SOBRIETE ENERGETIQUE | 2022 | 1 | -50 000,00 | |
| IAACNASEA | 21/IAA INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE | 2021 | 1 | -81 487,41 | |
| IAACNASEA | 22/IAA INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE | 2022 | 1 | 130 000,00 | |
| PMBECNASEA | 21/PMBE PARTENARIAT ETAT ASP | 2021 | 1 | -201 658,38 | |
| REDUCINTR | 20/REDUCTION DES INTRANTS ASP | 2020 | 1 | -103,82 | |
| | | | **Montant/axe** | **-530 077,16** | **352** |

## 36 Tourisme — 2 699 179,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| METACLIMAT | TRANSITION TOURISTIQUE MONT D'OR 2021-2025 | 2021 | 1 | 3 000 000,00 | 362 |
| PROJETMAJE | PROJETS TOURISTIQUES MAJEURS 19-21 | 2019 | 1 | -300 821,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **2 699 179,00** | **362** |

## 44 Batiments et moyens généraux — -531 511,86

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ACQPAT | 21/ACQUISITION TERRAINS BATIS OU NUS | 2021 | 1 | -250 000,00 | 441 |
| | | | **Montant/axe** | **-250 000,00** | **441** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AP | AP | numéro d'AP | Propositions DM1 AP 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| MOYENSLOG | 20/MOYENS LOGISTIQUES DEPARTEMENTAUX | 2020 | 1 | -343 511,86 | 443 |
| MOYENSLOG | 22/MOYENS LOGISTIQUES | 2022 | 1 | 62 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **-281 511,86** | **443** |

## FONCTIONNEMENT 525 145,81

### 11 Autonomie PA PH transport adaptés -88 459,43

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| TRANSPIND | 19/20 TRANSPORT SCOLAIRE - TRANSPORT INDIVIDUALISE | 2019 | 1 | -85 870,73 | 112 |
| TRANSPIND | 20/21 TRANSPORTS SCOLAIRE - TRANSPORT INDIVIDUAL. | 2020 | 1 | -2 588,70 | |
| | | | **Montant/axe** | **-88 459,43** | **112** |

### 13 Retour à l'emploi, insertion 503 000,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ACCTNS | ACCOMPAGNEMENT TRAVAIL. NON SALARIES 20-22 | 2020 | 1 | 43 000,00 | 132 |
| EXTCRTFSE | 22/EXTERNALISATION CONTROLE FSE | 2022 | 1 | 50 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **93 000,00** | **132** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| INSACCMILO | 22-24/JEUNESSE | 2022 | 1 | 110 000,00 | 133 |
| INSDISPSUP | INSERTION DISPOSITIF SUPPORT 21-23 | 2021 | 1 | 300 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **410 000,00** | **133** |

### 14 Habitat et Logement -67 970,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ANIMOPAH | SUIVI ANIMATION OPAH 19-21 | 2019 | 1 | -76 370,00 | 141 |
| REVISPDH | REVISION PLAN DEPARTEMENTAL HABITAT 19-22 | 2019 | 1 | 15 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **-61 370,00** | **141** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| HABINDIGNE | 15/PLAN INTERET GENERAL HABITAT INDIGNE | 2015 | 1 | -6 600,00 | 143 |
| | | | **Montant/axe** | **-6 600,00** | **143** |

### 15 Action sociale -127 650,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| DSACCOMP | 21-23/DEVLPT SOCIAL ACCOMP ASSOCIATIONS | 2021 | 1 | -127 650,00 | 152 |
| | | | **Montant/axe** | **-127 650,00** | **152** |

### 22 Action culturelle 296 016,55

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ARTVI | 21/ ARTS VIVANTS | 2021 | 1 | -4 500,00 | 221 |
| ARTVI | 22/ ARTS VIVANTS | 2022 | 1 | 60 000,00 | |
| DECROCH | 20/ DECROCH STOCK TRANSP OEUVRES | 2020 | 1 | -53 642,78 | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ETHNOPOLE | 21/ ETHNOPOLE | 2021 | 1 | -15 000,00 | |
| EXPOCOURB | EXPOSITIONS MUSEE COURBET | 2019 | 1 | 450 000,00 | |
| PROGCULT | 21/ PROGRAMMATION CULTURELLE | 2021 | 1 | -23 531,87 | |
| | | | **Montant/axe** | **413 325,35** | **221** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ECOLEMUS | 20/ ECOLES DE MUSIQUE | 2020 | 1 | -11 590,00 | 223 |
| SDEA | 21/ SCHEMA DEPARTEMENTAL ENSEIGNEMENT ART | 2021 | 1 | -2 750,00 | |
| SENSICOL | 20/ SENSIBILITE DES COLLEGIENS | 2020 | 1 | -102 968,80 | |
| | | | **Montant/axe** | **-117 308,80** | **223** |

## 25 Sport et éducation populaire — -365 834,38

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| INCLUS | 21/ INCLUSION SOCIALE | 2021 | 1 | -9 400,00 | 251 |
| | | | **Montant/axe** | **-9 400,00** | **251** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| SPORTATT | 20/21 SPORT ATTRACTIVITE | 2020 | 1 | -57 000,00 | 252 |
| SPORTATT | 21/22 SPORT ATTRACTIVITE | 2021 | 1 | -173 090,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **-230 090,00** | **252** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ASSJEU | 21/ ASSOCIATIONS JEUNESSE | 2021 | 1 | -13 500,00 | 253 |
| CDJ | 21/ CONSEIL DEP DES JEUNES | 2021 | 1 | -13 693,98 | |
| CDJ | 22/ CONSEIL DEPARTEMENTAL DES JEUNES | 2022 | 1 | 5 000,00 | |
| REUSSEDUC | 20/21 REUSSITE EDUCATIVE | 2020 | 1 | -62 845,40 | |
| REUSSEDUC | 21/22 REUSSITE EDUCATIVE | 2021 | 1 | -41 305,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **-126 344,38** | **253** |

## 31 Mobilités et infrastructures — -1 009 228,43

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| FMAINTCOUR | 20/MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL | 2020 | 1 | -264 076,39 | 311 |
| FVEHMATEQU | 20/VEHICULE MATERIEL EQUIPEMT - MATERIEL TRANSPORT | 2020 | 1 | -337 233,29 | |
| FVEHMATEQU | 21/VEHICULE MATER. EQUIPEMT-MATERIEL TRANSPORT | 2021 | 1 | -560 685,80 | |
| FVEHMATEQU | 22/VEHICULE MATERIEL EQUIPEMT - MATERIEL TRANSPORT | 2022 | 1 | 500 000,00 | |
| VIABHIVER | MAINTENANCE DES RD - VIABILITE HIVERNALE 2018-2021 | 2018 | 1 | -26 782,50 | |
| VIABHIVER | MAINTENANCE DES RD-VIABILITE HIVERNALE 2021-2024 | 2021 | 1 | -289 011,37 | |
| | | | **Montant/axe** | **-977 789,35** | **311** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| FSECURROUT | 21/SECURITE ROUTIERE-SECURISATION | 2021 | 1 | -14 800,00 | 312 |
| | | | **Montant/axe** | **-14 800,00** | **312** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| FETUDESACQ | 21/ETUDES ET ACQUISITIONS FONCIERES | 2021 | 1 | -10 400,00 | 313 |
| | | | **Montant/axe** | **-10 400,00** | **313** |

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| FMAINTCYCL | 21/RESEAU CYCLABLE-MAINTENANCE ET SOUTIEN | 2021 | 1 | -6 239,08 | 314 |
| | | | **Montant/axe** | **-6 239,08** | **314** |

## 33 Développement territorial attractivité et affaires européennes — 1 640 000,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| ATMO | 22-23/PARTENARIAT ATMO | 2022 | 1 | 20 000,00 | 331 |
| SUBADAT | SUBV. ADAT 22-24 | 2022 | 1 | 1 620 000,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **1 640 000,00** | **331** |

## 34 Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique — -44 768,50

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| TAFCTENS | TA FONCTIONNEMENT ENS | 2019 | 1 | -44 768,50 | 342 |
| | | | **Montant/axe** | **-44 768,50** | **342** |

## 36 Tourisme — -209 960,00

| Numero de Programme | Libellé de l'AE | AE | numéro d'AE | Propositions DM1 AE 2022 | Axe |
|---|---|---|---|---|---|
| MONTAGJURA | 21/MONTAGNE DU JURA SUBVENTION | 2021 | 1 | -182 500,00 | 362 |
| TRMFCT | TAXE REMONTEE MECA FONCTIONNEMENT | 2019 | 1 | -27 460,00 | |
| | | | **Montant/axe** | **-209 960,00** | **362** |

# Synthèse annulations AP/AE - Etape budgétaire DM1 2022

## INVESTISSEMENT

| Politiques / axes | Montant annulation AP | Commentaires |
|---|---|---|
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **-450 129,74 €** | |
| **Enfance et famille** | **-13 984,74 €** | |
| Protection de l'enfant | -13 984,74 € | solde AP affectée réalisée à un niveau inférieur |
| **Habitat et logement** | **-436 145,00 €** | |
| Développement et amélioration de l'offre en logements à vocation sociale | -436 145,00 € | annulations AP millésimées non affectées ou réalisées à un niveau inférieur dont 241 815 € relatifs au programme Habitat |

| | | |
|---|---|---|
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **-2 461 108,24 €** | |
| **Collèges** | **-2 422 528,68 €** | |
| Modernisation et gestion patrimoniale des collèges publics | -10 000,00 € | solde AP affectée devenue sans objet |
| Numérique éducatif | -2 412 528,68 € | annulations des AP affectées de 2017 sur le numérique éducatif, suite à l'achèvement du projet COSINUS fin 2021 |
| **Action culturelle** | **-6 507,56 €** | |
| Coopération territoriale et attractivité du territoire | -6 507,56 € | annulation AP affectées réalisées à un niveau inférieur |
| **Lecture** | **-28 572,00 €** | |
| Aménagement et création de bibliothèques | -28 572,00 € | annulation AP affectée réalisée à un niveau inférieur |
| **Archives départementales et patrimoines culturels départementaux** | **-3 500,00 €** | |
| Gestion et valorisation du patrimoine culturel bâti | -3 500,00 € | annulation AP affectée devenue sans objet |

| | | |
|---|---|---|
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **-7 376 901,58 €** | |
| **Mobilités et infrastructures** | **-3 106 094,33 €** | |
| Maintenance des routes départementales | -2 025 416,09 € | annulations d'AP affectées réalisées à un niveau inférieur dont :<br>-1 215 985,20 € d'AP 2018 et 2019 relatives à la maintenance du réseau structurant,<br>-445 681,71 € d'annulations d'AP 2018 et 2019 au titre de la maintenance du réseau de desserte,<br>-229 286,61 € d'annulations d'AP millésimées 2018 concernant la maintenance courante et matériel. |
| Sécurité routière | -291 839,13 € | annulations AP affectées sur le programme interventions partenariales |
| Amélioration des réseaux | -423 989,80 € | annulations d'AP affectées réalisées à un niveau inférieur dont :<br>-276 990,24 € d'AP 2018 pour les études et acquisitions foncières,<br>-80 942,74 € d'AP 2011 au titre des interventions partenariales |
| Structuration des voies cyclables | -364 849,31 € | annulations d'AP affectées réalisées à un niveau inférieur dont :<br>-267 486,43 € d'AP 2018 concernant le soutien aux projets cyclables des territoires,<br>-97 362,88 € d'AP 2019 relatives à la maintenance du patrimoine cyclable |
| **Développement territorial, attractivité et affaires européennes et tranfrontalières** | **-192 808,46 €** | |
| Accompagnement des projets locaux | -192 808,46 € | annulations AP non affectées ou réalisées à un niveau inférieur dont 105 435 € au titre des projets territoriaux |
| **Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique** | **-3 027 100,63 €** | |
| Gestion de l'eau et milieux aquatiques | -2 689 124,22 € | dont - 2 516 215 € d'AP millésimées 2020 et 2021 non affectées sur le programme gestion de l'eau |
| Biodiversité et milieux naturels | -337 976,41 € | dossiers soldés à un montant inférieur concernant la TA sur les espaces naturels sensibles |

| | | |
|---|---|---|
| **Espace rural et périurbain** | **-750 077,16 €** | |
| Aménagement et mise en valeur de l'espace rural et périurbain | -90 000,00 € | annulation AP millésimée 2021 non affectée relative aux aménagements fonciers |
| Soutien aux activités agricoles et forestières | -660 077,16 € | annulations AP non affectées ou réalisées à un niveau inférieur dont 201 658,38 € d'AP millésimée 2021 relative au programme de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE) et 126 601,53 € d'AP millésimée 2021 au titre des dessertes forestières |
| **Tourisme** | **-300 821,00 €** | |
| Développement de l'offre et de l'attractivité touristique | -300 821,00 € | annulation AP non affectée de 2019 relative aux projets touristiques majeurs |

| | | |
|---|---|---|
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **-593 511,86 €** | |
| **Bâtiments et moyens généraux** | **-593 511,86 €** | |
| Gestion patrimoniale | -250 000,00 € | solde AP affectée devenue sans objet |
| Moyens logistiques | -343 511,86 € | annulation AP millésimée 2020 affectée, réalisée à un niveau inférieur ou devenue sans objet |
| **TOTAL annulations AP** | **-10 881 651,42 €** | |

## FONCTIONNEMENT

| Politiques / axes | Montant annulation AE | Commentaires |
|---|---|---|
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **-299 079,43 €** | |
| **Autonomie des PA et des PH, transports adaptés** | **-88 459,43 €** | |
| Personnes handicapées | -88 459,43 € | annulations AE millésimées 2019 et 2020 affectées, réalisées à un niveau inférieur relatives aux transports individualisés |
| **Habitat et logement** | **-82 970,00 €** | |
| Stratégie et gouvernance | -76 370,00 € | annulation AE affectée réalisée à un niveau inférieur relative au suivi de l'animation OPAH |
| Développement et amélioration de l'offre en logements à vocation sociale | -6 600,00 € | annulation AE millésimée 2015 réalisée à un niveau inférieur relative à l'habitat indigne |
| **Action sociale** | **-127 650,00 €** | |
| Accompagnement des personnes | -127 650,00 € | AE millésimée 2021 non affectée relative à l'accompagnement des associations |

| | | |
|---|---|---|
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **-584 817,83 €** | |
| **Action culturelle** | **-213 983,45 €** | |
| Coopération territoriale et attractivité du territoire | -96 674,65 € | annulations AE millésimées affectées réalisées à un niveau inférieur ou devenues sans objet dont 53 642,78 € d'AE 2020 relative au décrochage et transports des œuvres du pôle Courbet |
| Réussite éducative | -117 308,80 € | annulations AE millésimées 2020 affectées réalisées à un niveau inférieur ou devenues sans objet dont 102 968,80 € concernant le programme de sensibilisation des collégiens |
| **Sport et éducation populaire** | **-370 834,38 €** | |
| Inclusion sociale | -9 400,00 € | annulation AE millésimée 2021 non affectée |
| Vitalité et attractivité des territoires | -230 090,00 € | annulations d'une AE millésimée 2021 non affectée de 173 090 € et d'une AE 2020 affectée réalisée à un niveau inférieur de 57 000 € relatives au programme sport attractivité |
| Réussite éducative | -131 344,38 € | annulations AE millésimées non affectées ou réalisées à un niveau inférieur dont 104 150,40 € au titre du programme réussite éducative |

| | | |
|---|---|---|
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **-1 763 956,93 €** | |
| **Mobilités et infrastructures** | **-1 509 228,43 €** | |
| Maintenance des routes départementales | -1 477 789,35 € | dont -897 919,09 € d'annulations d'AE millésimées 2020 et 2021 concernant les véhicules, matériels et équipements, matériel de transport dont -315 793,87 € d'annulations d'AE 2018 et 2021 relatives à la viabilité hivernale |

| | | |
|---|---|---|
| Sécurité routière | -14 800,00 € | annulation AE millésimée 2021 affectée réalisée à un niveau inférieur |
| Amélioration des réseaux | -10 400,00 € | annulation AE millésimée 2021 affectée réalisée à un niveau inférieur concernant les études et acquisitions foncières |
| Structuration des voies cyclables | -6 239,08 € | annulation AE millésimée 2021 affectée réalisée à un niveau inférieur |
| **Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique** | **-44 768,50 €** | |
| Biodiversité et milieux naturels | -44 768,50 € | dossiers soldés à un montant inférieur concernant la TA sur les espaces naturels sensibles |
| **Tourisme** | **-209 960,00 €** | |
| Développement de l'offre et de l'attractivité touristique | -209 960,00 € | dont -182 500 € d'AE millésimée 2021 non affectée concernant la convention avec les Montagnes du Jura |
| **TOTAL annulations AE** | **-2 647 854,19 €** | |

**ANNEXE 4**

# Programmation pluriannuelle

## Décision modificative n°1 2022

### INVESTISSEMENT

| Politiques | AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | |
|---|---|---|---|---|
| | AP résiduelles au 31/12/2021 | BP 2022 | DM1 2022 | TOTAL AP |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **18 645 481,82** | **4 308 000,00** | **-18 629,74** | **22 934 852,08** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 9 583 605,27 | 1 500 000,00 | 0,00 | 11 083 605,27 |
| Enfance et famille | 1 368 976,20 | 1 108 000,00 | -13 984,74 | 2 462 991,46 |
| Retour à l'emploi, insertion | 11 254,76 | 0,00 | 0,00 | 11 254,76 |
| Habitat et logement | 7 214 612,95 | 1 650 000,00 | -4 645,00 | 8 859 967,95 |
| Développement et usages du numérique | 467 032,64 | 50 000,00 | 0,00 | 517 032,64 |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **63 989 326,49** | **5 709 500,00** | **2 448 891,76** | **72 147 718,25** |
| Collèges | 53 421 567,43 | 5 480 000,00 | 2 137 471,32 | 61 039 038,75 |
| Action culturelle | 2 495 487,04 | 51 000,00 | -6 507,56 | 2 539 979,48 |
| Lecture | 271 970,48 | 35 000,00 | -28 572,00 | 278 398,48 |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 7 754 662,24 | 103 500,00 | 346 500,00 | 8 204 662,24 |
| Sport et éducation populaire | 45 639,30 | 40 000,00 | 0,00 | 85 639,30 |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **125 544 951,60** | **59 075 000,00** | **101 808 098,42** | **286 428 050,02** |
| Mobilités et infrastructures | 81 432 090,57 | 48 000 000,00 | -3 106 094,33 | 126 325 996,24 |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 24 164 075,46 | 1 535 000,00 | 105 862 191,54 | 131 561 267,00 |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 10 780 707,84 | 7 115 000,00 | -3 027 100,63 | 14 868 607,21 |
| Espace rural et péri-urbain | 2 066 107,73 | 1 880 000,00 | -620 077,16 | 3 326 030,57 |
| Tourisme | 7 101 970,00 | 545 000,00 | 2 699 179,00 | 10 346 149,00 |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **20 949 037,56** | **5 997 300,00** | **-531 511,86** | **26 414 825,70** |
| Modernisation de l'action publique | 4 099 537,66 | 150 000,00 | 0,00 | 4 249 537,66 |
| Batiments et moyens généraux | 16 849 499,90 | 5 847 300,00 | -531 511,86 | 22 165 288,04 |
| **TOTAL** | **229 128 797,47** | **75 089 800,00** | **103 706 848,58** | **407 925 446,05** |

| Politiques | CREDITS DE PAIEMENT D'INVESTISSEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 * | 2023 | 2024 | 2025 | Exercices suivants |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **6 281 050,00** | **6 600 214,94** | **5 892 315,76** | **3 341 430,04** | **819 841,34** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 3 060 000,00 | 2 370 000,00 | 3 730 000,00 | 1 923 605,27 | 0,00 |
| Enfance et famille | 187 900,00 | 1 928 987,34 | 300 000,00 | 46 104,12 | 0,00 |
| Retour à l'emploi, insertion | 5 000,00 | 5 000,00 | 1 254,76 | 0,00 | 0,00 |
| Habitat et logement | 2 936 000,00 | 2 204 077,60 | 1 768 911,00 | 1 294 750,75 | 656 228,60 |
| Développement et usages du numérique | 92 150,00 | 92 150,00 | 92 150,00 | 76 969,90 | 163 612,74 |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **34 768 150,00** | **22 468 614,58** | **2 716 500,44** | **5 572 856,52** | **6 621 596,71** |
| Collèges | 27 337 400,00 | 19 815 113,48 | 2 130 000,00 | 5 324 211,60 | 6 432 313,67 |
| Action culturelle | 661 000,00 | 900 000,00 | 550 000,00 | 248 644,92 | 180 334,56 |
| Lecture | 269 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 948,48 |
| Archives départementales et patrimoines culturels départementaux | 6 426 300,00 | 1 741 861,80 | 36 500,44 | 0,00 | 0,00 |
| Sport et éducation populaire | 74 000,00 | 11 639,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **53 328 536,00** | **52 309 605,81** | **50 210 728,91** | **36 202 212,97** | **94 376 966,33** |
| Mobilités et infrastructures | 31 795 000,00 | 30 674 500,00 | 29 633 579,61 | 19 010 000,00 | 15 212 916,63 |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 10 833 346,00 | 14 850 140,67 | 15 608 390,33 | 13 441 728,00 | 76 827 662,00 |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 5 161 860,00 | 3 860 846,34 | 3 350 000,00 | 2 474 071,17 | 21 829,70 |
| Espace rural et péri-urbain | 2 058 330,00 | 1 084 118,80 | 146 122,97 | 36 413,80 | 1 045,00 |
| Tourisme | 3 480 000,00 | 1 840 000,00 | 1 472 636,00 | 1 240 000,00 | 2 313 513,00 |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **6 393 800,00** | **7 482 016,86** | **11 220 658,61** | **0,00** | **1 318 350,23** |
| Modernisation de l'action publique | 2 001 000,00 | 1 289 223,91 | 959 313,75 | 0,00 | 0,00 |
| Batiments et moyens généraux | 4 392 800,00 | 6 192 792,95 | 10 261 344,86 | 0,00 | 1 318 350,23 |
| **TOTAL** | **100 771 536,00** | **88 860 452,19** | **70 040 203,72** | **45 116 499,53** | **103 136 754,61** |

** crédits votés 2022 (BP+DM1+déplacements)*

## FONCTIONNEMENT

| Politiques | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | AE résiduelles au 31/12/2021 | BP 2022 | DM1 2022 | TOTAL AE |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **30 403 462,55** | **7 345 880,00** | **218 920,57** | **37 968 263,12** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 2 310 987,25 | 4 300 000,00 | -88 459,43 | 6 522 527,82 |
| Enfance et famille | 12 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000 000,00 |
| Retour à l'emploi, insertion | 12 636 868,30 | 1 220 000,00 | 503 000,00 | 14 359 868,30 |
| Habitat et logement | 1 642 602,00 | 625 880,00 | -67 970,00 | 2 200 512,00 |
| Action sociale | 1 813 005,00 | 1 200 000,00 | -127 650,00 | 2 885 355,00 |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **5 912 873,41** | **7 371 500,00** | **-69 817,83** | **13 214 555,58** |
| Collèges | 2 183 048,86 | 72 000,00 | 0,00 | 2 255 048,86 |
| Action culturelle | 2 380 975,04 | 2 300 000,00 | 296 016,55 | 4 976 991,59 |
| Sport et éducation populaire | 1 348 849,51 | 4 999 500,00 | -365 834,38 | 5 982 515,13 |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **10 906 293,47** | **9 503 120,00** | **376 043,07** | **20 785 456,54** |
| Mobilités et infrastructures | 6 350 576,37 | 8 029 000,00 | -1 009 228,43 | 13 370 347,94 |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 72 000,00 | 200 000,00 | 1 640 000,00 | 1 912 000,00 |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 985 153,10 | 1 024 120,00 | -44 768,50 | 1 964 504,60 |
| Espace rural et périurbain | 341 104,00 | 0,00 | 0,00 | 341 104,00 |
| Tourisme | 3 157 460,00 | 250 000,00 | -209 960,00 | 3 197 500,00 |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **328 135,00** | **100 000,00** | **0,00** | **428 135,00** |
| Modernisation de l'action publique | 209 335,00 | 100 000,00 | 0,00 | 309 335,00 |
| Gestion et optimisation financière | 118 800,00 | 0,00 | 0,00 | 118 800,00 |
| **TOTAL** | **47 550 764,43** | **24 320 500,00** | **525 145,81** | **72 396 410,24** |

| Politiques | CREDITS DE PAIEMENT DE FONCTIONNEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 * | 2023 | 2024 | 2025 | Exercices suivants |
| **SOLIDARITES HUMAINES** | **12 111 488,00** | **8 612 213,30** | **5 320 626,00** | **8 972 798,00** | **2 951 137,82** |
| Autonomie des PA et des PH, transports adaptés | 3 430 000,00 | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 492 527,82 |
| Enfance et famille | 445 520,00 | 1 211 396,00 | 1 969 077,00 | 8 374 007,00 | 0,00 |
| Retour à l'emploi, insertion | 5 957 330,00 | 5 175 467,30 | 2 687 760,00 | 468 651,00 | 70 660,00 |
| Habitat et logement | 1 306 488,00 | 726 000,00 | 158 024,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| Action sociale | 972 150,00 | 899 350,00 | 505 765,00 | 120 140,00 | 387 950,00 |
| **DEVELOPPEMENT HUMAIN** | **6 685 200,00** | **3 487 124,77** | **991 070,00** | **586 871,91** | **1 464 288,90** |
| Collèges | 637 700,00 | 887 476,00 | 123 233,00 | 54 679,91 | 551 959,95 |
| Action culturelle | 3 157 375,00 | 974 733,77 | 29 337,00 | 0,00 | 815 545,82 |
| Sport et éducation populaire | 2 890 125,00 | 1 624 915,00 | 838 500,00 | 532 192,00 | 96 783,13 |
| **DYNAMIQUE TERRITORIALE** | **13 063 236,00** | **5 083 268,60** | **1 320 000,00** | **479 104,00** | **839 847,94** |
| Mobilités et infrastructures | 9 880 000,00 | 2 500 000,00 | 400 000,00 | 0,00 | 590 347,94 |
| Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières | 116 000,00 | 626 000,00 | 590 000,00 | 398 000,00 | 182 000,00 |
| Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique | 1 537 236,00 | 427 268,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Espace rural et périurbain | 110 000,00 | 110 000,00 | 80 000,00 | 41 104,00 | 0,00 |
| Tourisme | 1 420 000,00 | 1 420 000,00 | 250 000,00 | 40 000,00 | 67 500,00 |
| **EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES** | **170 000,00** | **150 112,00** | **0,00** | **0,00** | **108 023,00** |
| Modernisation de l'action publique | 100 000,00 | 101 312,00 | 0,00 | 0,00 | 108 023,00 |
| Gestion et optimisation financière | 70 000,00 | 48 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | **32 029 924,00** | **17 332 718,67** | **7 631 696,00** | **10 038 773,91** | **5 363 297,66** |

** crédits votés 2022 (BP+DM1+déplacements)*

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 101 |
|---|---|
| | Commission[s] : 1 |
| | Timbre : DGS / DA |

# SOLIDARITES HUMAINES
AUTONOMIE DES PA ET DES PH, ET TRANSPORTS ADAPTES

## Objet : Feuille de route stratégique et opérationnelle de la Convention pluriannuelle relative aux relations entre la CNSA et le Conseil départemental du Doubs

Le Département du Doubs, comme l'ensemble des Départements, a signé avec la CNSA une convention socle pour la période 2021-2024, qui permet la poursuite de versement des concours financiers de la CNSA et où étaient inscrites les grandes orientations nationales. Le Département a délibéré le 26 octobre 2020 à ce sujet.

Dans cette convention-socle, il était prévu la rédaction d'une feuille de route stratégique et opérationnelle en 2021/2022, précisant les ambitions du Département du Doubs et de la MDPH quant à l'ensemble des politiques de soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

L'organisation et les projets abordés dans la feuille de route sont les mêmes pour l'ensemble des Départements, ils sont déclinés selon quatre axes :

1. Améliorer la qualité et faciliter la relation avec les personnes ;
2. Accompagner le parcours et adapter l'offre ;
3. Prévenir la perte d'autonomie et renforcer le soutien aux proches ;
4. Renforcer le pilotage local et national et harmoniser les systèmes d'information.

Figurent dans cette feuille de route les principaux enjeux du mandat que sont notamment l'amélioration de l'accueil et de l'orientation des personnes âgées et handicapées sur l'ensemble du territoire, la priorité donnée au maintien à domicile (nouvelle génération de CPOM avec les SAAD, développement de l'habitat inclusif, soutien aux aidants, etc.) et la modernisation de l'offre dédiée aux personnes (plateformes de service, outils innovants, fusion des dispositifs…).

**Globalement, le Département souhaite favoriser la fluidité des parcours :**

- **en développant une offre de service innovante,**
- **en favorisant les allers/retours entre le domicile et l'établissement,**
- **en pilotant davantage le dispositif, notamment pour les personnes handicapées (gestion et priorisation des listes d'attente dans les établissements),**
- **en travaillant sur la prévention des ruptures de parcours avec l'ARS et les partenaires (personnes handicapées vieillissantes, jeunes adultes notamment).**

Le Département souhaite également renforcer sa politique de soutien aux aidants, notamment en renforçant l'offre dédiée au répit sur l'ensemble du territoire départemental.

Suite à la signature de cette convention, le Département pourra solliciter la CNSA dans le cadre d'un futur partenariat au titre de son fonds d'intervention pour des actions de modernisation et de professionnalisation de l'aide à domicile et d'accompagnement des proches aidants.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26/10/2020 relative à la signature de la convention pluriannuelle liant la CNSA au Département du Doubs ;

Vu le rapport **n° 101** présenté sous le timbre **: DGS / DA** ;

Vu l'avis de la commission n° **1** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve telle qu'elle figure en annexe n° 1 du rapport, la convention à intervenir avec la CNSA relative à la Feuille de route stratégique et opérationnelle de la Convention pluriannuelle relative aux relations entre la CNSA et le Conseil départemental du Doubs, au titre de la période 2022 - 2024.

Cette convention a pour objet de compléter la convention pluriannuelle entre la CNSA et le Département du Doubs d'une feuille de route stratégique et opérationnelle.

Autorise Mme la Présidente du Département à signer, au nom de la Collectivité, ladite convention.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Convention CNSA/CD25
2 - Engagements CD/25 et MDPH du Doubs

# FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE ET OPERATIONNELLE

De la

# CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE AUX RELATIONS ENTRE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DOUBS

Avenant n°1

2022-2024

cnsa
Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

Vu l'article L. 14-10-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif aux compétences de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) ;

Vu l'article L.14-10-7-2 du Code de l'action sociale et des familles, qui prévoit la signature d'une convention pluriannuelle entre chaque président de Conseil départemental et la CNSA afin de définir leurs engagements réciproques dans le champ de l'autonomie des personnes âgées et handicapées ;

Vu les articles L.14-10-5-II (II et V), L.14-10-6 et L. 14-10-10 du Code de l'action sociale et des familles, relatifs au concours versé par la CNSA aux départements, au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA), et les articles L.14-10-5-III et L.14-10-7 du même Code, relatifs aux concours versés au titre de la prestation de compensation du handicap (PCH) et du fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ;

Vu les articles L. 146-3-1, L.232-21, L. 232-21-4 et L.233-4 du Code de l'action sociale et des familles relatifs aux informations que le Département doit communiquer à la CNSA au titre de ses responsabilités relatives à la PCH, à l'APA et à la conférence des financeurs ;

Vu l'article L113-1-2 du Code de l'action sociale et des familles relatif à l'information des personnes âgées ;

Vu l'article L 149-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) ;

Vu la convention d'engagement entre l'Etat, l'Assemblée des Départements de France (ADF), les associations représentatives des personnes en situation de handicap et les organisations représentant les associations gestionnaires du secteur handicap « Cap vers le pouvoir d'agir des personnes en situation de handicap » en date du 11 février 2020 ;

Vu l'accord de méthode entre l'Etat et les Départements relatif au pilotage et au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) « Pour réconcilier l'équité dans l'accès aux droits sur tout le territoire national, garantir une réponse de qualité dans la proximité et retrouver la confiance » en date du 11 février 2020 ;

Vu le schéma d'organisation sociale et médico-sociale du Département du Doubs relatif aux personnes âgées et aux personnes handicapées ;

Vu la convention pluriannuelle relative aux relations entre la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie et le conseil départemental du Doubs pour la période 2021-2024 signée le 8 décembre 2020

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 2 juillet 2020, approuvant les éléments communs des conventions à signer entre la CNSA et chaque Département ;

Vu la délibération du Conseil départemental du Doubs, en date du 27 juin 2022 ;

Après avis de la commission exécutive du GIP-MDPH en date du 24/03/2022 ;

Après avis du conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie en date du 7 juin 2022 ;

Le présent avenant est conclu

Entre

d'une part,

la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie représentée par son/sa Directeur(trice), (ci-dessous dénommée "la CNSA"),

d'autre part, le Département du Doubs représenté par la Présidente du Conseil départemental, Christine BOUQUIN (dénommé "le Département"),

Et, la MDPH du Doubs représenté par la Présidente du GIP MDPH, Christine BOUQUIN (dénommé « la MDPH »)

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 – Objet de la convention**

Le présent avenant a pour objet de compléter la convention pluriannuelle conclue entre la CNSA et le Département du Doubs d'une feuille de route stratégique et opérationnelle. A cet effet, il modifie l'article 1.

Le reste sans changement

## Les principales caractéristiques du territoire figurant dans le schéma départemental d'organisation médico-sociale

### Le Département du Doubs : un département jeune avec un vieillissement rapide de sa population

Au 1er janvier 2019, la population du Doubs est de 539 465 habitants. Elle représente 19% de la population de la région Bourgogne-Franche-Comté. Avec 24,6% de moins de 20 ans, le Doubs compte parmi les départements les plus jeunes (France métropolitaine: 23,8%), notamment par rapport à ses voisins (Jura et Haute-Saône: 22,6 et 22,7%).

Le Doubs compte également au sein de sa population 9,2% de personnes de plus de 75 ans. Ce chiffre est relativement faible: il est inférieur à la moyenne nationale (9,4%) et à la plupart des départements voisins (Haute-Saône: 10,4% ; Jura: 11,3%). Toutefois, on note un vieillissement de la population plus rapide que la moyenne nationale. Le nombre de personnes de plus de 75 ans a ainsi augmenté de 8,1% entre 2013 et 2019 dans le département, contre 4,8% en France métropolitaine.

En projetant les données disponibles actuellement sur le nombre de bénéficiaires APA à domicile (7 390 bénéficiaires en 2018) et en établissement et les projections de l'INSEE sur l'augmentation de la population, on peut observer plusieurs choses :

- La part de la population de plus de 75 ans devrait augmenter progressivement entre 2018 et 2025, pour atteindre 10,4% de la population, et 15,2% en 2050.
- Le nombre de bénéficiaires APA devrait donc augmenter dans les mêmes proportions : soit 1 678 bénéficiaires en plus à l'horizon 2025, dont 565 en établissement et 1 113 à domicile (+14,7%).

Le Doubs présente également un nombre d'aides sociales aux personnes handicapées élevé par rapport au nombre d'habitants, avec 10,62/1 000 (7,81 en France métropolitaine). En 2018, le département compte 4 135 bénéficiaires de la PCH (droits ouverts), dont 137 bénéficiaires de la PCH enfant et 354 ACTP. On compte 1 333 bénéficiaires de l'aide sociale PH. Le nombre de bénéficiaires PH a également augmenté : de 5 721 en 2016 à 5 822 en 2019 (+1,8%)

### Une offre à compléter pour les personnes âgées

Au 1er janvier 2018, le Département propose un nombre de places total pour les personnes âgées inférieur à celui de ses voisins par rapport au nombre d'habitants: 92,54/ 1 000 habitants de plus de 75 ans, contre 131,8 pour la région-Bourgogne-Comté. Plusieurs précisions peuvent être apportées:

- Le taux d'équipement de places en hébergement non-EHPAD du Doubs correspond à la moyenne de la région,
- L'insuffisance du département se situe au niveau des places EHPAD, où l'ensemble des départements limitrophes présente un taux d'équipement supérieur,
- De même, le taux d'équipement en résidence autonomie du Département reste également inférieur à la moyenne régionale.

**Une offre globalement satisfaisante pour les personnes en situation de handicap**

En 2018, le Doubs présente un taux d'équipement en faveur des personnes en situation de handicap proche des moyennes régionales et nationales :

- L'offre globale pour les personnes adultes handicapées, similaire à la tendance régionale, est sensiblement supérieure à la moyenne nationale (7,8 places pour 1000 adultes âgés de 20 à 59 ans dans le Doubs contre 5,3 au niveau national, et 8,1 au niveau régional).
- L'offre en FAM est toutefois plus faible qu'ailleurs : 0,5/1 000 habitants contre 1 en BFC et 0,8 en France métropolitaine.
- L'offre en Foyer de vie est supérieure à la moyenne nationale (1,7 dans le Doubs contre 1,6 en France métropolitaine) mais inférieure à celle de la Bourgogne-Franche-Comté (2,4) ;
- Parallèlement, le taux d'équipement en hébergement (FH, FV, FAM) est globalement supérieur au taux national (4,2 contre 3,6 au niveau national) même s'il reste inférieur au taux régional (5,1).

Le bon niveau d'offre du Département est à mettre en parallèle avec l'offre également plus forte dans le secteur handicap enfance (Source STATISS 2018 : 7,2 places d'accueil permanent pour 1000 jeunes de moins de 20 ans contre 6,6 au niveau national, et 7,3 au niveau régional).

En 2019, la répartition des places d'accueil pour personnes handicapées varie fortement selon les EPCI.

Les zones urbaines offrent généralement le meilleur accueil. A l'inverse, plusieurs EPCI n'abritent aucune place d'accueil PH. Les EPCI du centre du département restent les plus faiblement équipés.

Une part importante de personnes handicapées vieillissantes (PHV) sans dispositif dédié : 226 places sont dédiées aux PHMV (Personnes handicapées mentales vieillissantes) de plus de 55 ans, dont 209 en FV et 11 en FAM.

## Les axes stratégiques de la politique de l'autonomie du Département

**Mieux informer et coordonner les parcours des personnes âgées et handicapées :**

- Mettre en œuvre des « relais autonomie » dans les territoires pour accueillir et orienter les personnes âgées et handicapées ainsi que leurs aidants, dans le cadre du futur service public territorial de l'autonomie.
- Développer des outils numériques pour informer et communiquer avec les personnes : Portail autonomie pour les personnes âgées, téléservice pour le site internet de la MDPH
- Elaborer une stratégie de soutien aux aidants et mieux associer les personnes aux projets menés par le Département et la MDPH

**Mieux soutenir les personnes âgées à domicile dans le cadre d'un parcours résidentiel :**

- Adapter l'habitat aux enjeux du vieillissement : développer les formes d'habitat innovantes dont l'habitat inclusif, favoriser l'adaptation des logements privés et publics existants
- Améliorer l'accès aux aides techniques pour les personnes âgées et handicapées
- Accompagner les SAAD dans le maintien d'une offre de qualité : déploiement des CPOM, amélioration de la couverture du territoire, soutien à l'attractivité des métiers
- Prévenir la perte d'autonomie en renforçant le rôle de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, qui fera l'objet d'une évaluation en 2022

**Adapter l'offre en établissement aux évolutions démographiques et aux nouveaux besoins des personnes âgées et handicapées :**

- Renforcer l'offre pour les personnes âgées dans les territoires les moins pourvus et déployer des plateformes de services, et en développant une offre diversifiée et innovante (EHPAD hors les murs, accueil de jour, accueil temporaire…).
- Mettre en œuvre un observatoire des besoins pour les personnes handicapées, via le comité territorial de transformation de l'offre copiloté avec l'ARS
- Soutenir l'attractivité des métiers du grand âge et du handicap et valoriser les métiers, notamment en soutenant les revalorisations salariales
- Renforcer la collaboration entre les acteurs pour faciliter les transitions d'âge pour les personnes handicapées

**Assurer la fluidité des parcours des personnes et simplifier la mise en œuvre des droits des personnes handicapées :**

- Mieux répondre aux situations complexes et renforcer l'accompagnement global des personnes, via la Communauté 360 pilotée par la MDPH
- Renforcer le pilotage de l'offre et des admissions, notamment en priorisant les listes d'attente
- Mettre en œuvre les droits sans limitation de durée et la prorogation automatique des droits
- Simplifier les dispositifs d'accompagnement pour fluidifier les parcours des personnes handicapées

## Les actions « focus » retenues dans le cadre de la feuille de route MDPH 2022

1. **Améliorer l'accueil des personnes**

   - Mobiliser les acteurs locaux pour garantir un accueil de proximité et l'accès aux droits
   - Réussir le virage numérique des MDPH (téléservice, démarche qualité)

2. **Moderniser la MDPH**

   - Assurer une garantie délai sans perdre en qualité des réponses
   - Mettre en œuvre les paliers successifs du Système d'Information des MPDH, maintenir la position de pilote national

3. **Améliorer la coordination des parcours**

   - Mieux coordonner les acteurs dans les territoires pour renforcer l'accompagnement personnalisé
   - Mieux connaître les publics, les besoins et l'offre de services

## ↘ Les principes d'organisation des services (liens entre le CD et le GIP MDPH)

Dans le Doubs, les liens entre le Conseil Départemental du Doubs et la MDPH se traduisent à différents niveaux :

- Au niveau politique : la présidente du Département du Doubs est également présidente de la MDPH et le Vice-Président en charge de l'autonomie préside la Commission Exécutive de la MDPH ;
- Au niveau technique : la directrice de l'autonomie est également directrice de la MDPH ; les équipes en charge de l'évaluation de l'APA sur le territoire évaluent également la PCH.
- Au niveau des locaux : les directions Autonomie et la MDPH partagent le même bâtiment ce qui facilite les liens, de même l'accueil du public est commun.

En 2022, une réflexion sera menée pour envisager une organisation plus intégrée et ainsi gagner en cohérence dans le service apporté à la population.

# 1 Améliorer la qualité et faciliter la relation avec les personnes

## Objectif 1.1 Garantir un accueil de qualité pour les personnes handicapées et les personnes âgées

### Objectif 1.1.1 Garantir au plus près des lieux de vie un accueil visible, territorialisé et de proximité pour les personnes âgées ou en situation de handicap

**Engagements du Département/MDPH/MDA**

- Soutenir l'amplification de la présence territoriale des MDPH/MDA par la création de relais territoriaux quels qu'en soient la forme et le support en complémentarité avec les dispositifs existants

- Référencer les portails CNSA sur les sites départementaux pour favoriser l'accès à l'information et aux services numériques

**Engagements de la CNSA**

- Mettre à disposition des acteurs locaux un guide de bonnes pratiques portant sur la fonction « accueil et information » en MDPH/MDA
- Animer le réseau des référents accueil et information en MDPH et produire des outils répondant à leurs besoins
- Poursuivre le partenariat avec l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT)
- Référencer les sites départementaux sur les portails CNSA

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Publication sur le site internet de la CNSA de la cartographie des lieux d'accueil et d'information des MDPH/MDA mise à jour par l'ANCT | Une fois par an |
| Organisation de webinaires d'animation du réseau des référents accueil et information des MDPH/MDA | Deux fois par an |
| Actualisation du guide de bonnes pratiques portant sur la fonction « accueil et information » en MDPH/MDA | Une fois sur la durée de la convention |

## Objectif 1.1.2 Améliorer l'accessibilité et la qualité de l'accueil

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Améliorer la qualité de l'information à destination des personnes pour une plus grande autonomie dans leurs parcours en s'appuyant, le cas échéant, sur le réseau des référents Accueil et information.

- Avoir une stratégie de communication accessible en direction des PA et PH notamment en veillant à la diffusion d'outils en FALC

### Engagements de la CNSA

- Proposer une information officielle, de qualité et actualisée
- Favoriser l'orientation des personnes par la mise à disposition de ressources, notamment des annuaires
- Favoriser la communication de l'information sur les aides, les droits et les services auprès du grand public

**Mon parcours handicap**

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mise en place et tenue d'ateliers éditoriaux pour la co-construction des contenus des briques d'information.<br><br>Participation de représentants de MDPH/MDA (services accueil et information) à l'atelier éditorial de la briques Aides et droits. | A minima, une nouvelle brique par an et actualisation en continu des briques existantes<br><br>Fin 2021 : refonte de la briques Aides et droits |
| Accroître l'offre d'annuaires et maintenir les données fiables | Actualisation 1 fois/an de l'annuaire des MDPH |

**Portail pour les personnes âgées**

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mise en place et tenue de comités éditoriaux et de GT avec les départements | 3 par an |
| Maintenir la fiabilité des données existantes et accroître l'offre d'annuaires | - Au fil de l'eau pour la maintenance et progressivement avec une offre d'annuaires géolocalisés : structures non référencées dans le FINESS (habitat inclusif, résidences services seniors…) et actions locales (ateliers de prévention, actions de lutte contre l'isolement…) |
| Campagne d'information grand public | 1 fois par an |

## Objectif 1.2 Favoriser l'expression et la participation des personnes et de leurs représentants

### Objectif 1.2.1 Prendre en compte l'expression des personnes et s'appuyer sur les conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)

**Engagements du Département/MDPH/MDA**

- Garantir le rôle et faire vivre le CDCA en tant qu'instance de démocratie participative représentative de personnes
- Favoriser et prendre en compte l'expression des personnes (expression du projet de vie, des souhaits des personnes)
- Recueillir et garantir la prise en compte de la parole des usagers, les associer à la définition et au suivi des politiques publiques par exemple au travers d'enquêtes, ou de travaux en comité des usagers

**Engagements de la CNSA**

- Réaliser la synthèse nationale des rapports biennaux des CDCA pour rendre compte de la dynamique et des travaux conduits
- Réaliser une animation métier spécifique et organiser des événements nationaux à visée transversale (pour les professionnels) de manière à favoriser le recueil de l'expression et la prise en compte du projet de vie et des souhaits PA, PH, aidants

| **Déclinaison opérationnelle** | **Cible** |
|---|---|
| Publication de la synthèse nationale des RA des CDCA | En 2022 et en 2024 |
| Organisation d'un webinaire de restitution de la synthèse nationale des RA des CDCA à des fins d'animation | En 2022 et en 2024 |
| Organisation d'une journée nationale sur la participation des personnes en situation de handicap | Une fois par an |
| Séquences dédiées au sujet de l'autodétermination, du recueil et de la prise en compte du projet de vie des personnes dans l'animation des réseaux et dans l'accompagnement aux territoires soutenus par la MAOP | Au moins une séquence par territoire soutenu |
| Restitution des résultats des enquêtes de satisfactions réalisés auprès des usages (MDPH, service autonomie) | Une synthèse par an |

**Conditions de réussite**

- Mobilisation de moyen en interne au CD pour assurer l'animation et l'appui à la dynamique de travail du CDCA
- Mobilisation et portage politique à même d'encourager et soutenir la dynamique de l'instance et lui donner du sens
- Valorisation et communication sur les travaux du CDCA

## Objectif 1.2.2 Intégrer l'expertise des personnes en situation de handicap dans l'activité des MDPH/MDA

**Engagements du Département/MDPH/MDA**

- Intégrer les sujets d'autodétermination, de participation des personnes et de pair expertise dans la formation des professionnels et l'information aux membres de la CDAPH

- Porter cette même ambition au sein du CDCA

**Engagements de la CNSA**

- Dans le cadre de sa mission d'animation et d'appui, mobiliser des personnes en situation de handicaps, des personnes âgées, des aidants et des représentants associatifs des personnes dans les travaux qu'elle conduit

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mise en place, animation et mise en visibilité d'un comité national « participation des personnes » en situation de handicap en collaboration avec le SGCIH | A partir de 2021 |
| Poursuite des travaux de rédaction de fiches en FALC impliquant la participation active de personnes en situation de handicap | Au fil de l'eau de la convention |
| Animer les sites avec les personnes | Au fil de l'eau de la convention |

## Objectif 1.2.3 Renforcer le droit des personnes à être entendues par la CDAPH

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Veiller au renforcement de l'écoute, qu'il s'agisse de situations individuelles, ou de l'organisation de comités « usagers »

### Engagement de la CNSA

- Apporter des outils de référence pour les MDPH/MDA (guide…)

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Diffusion de connaissances dans le cadre des Info réseaux MDPH (apports juridiques en particulier) | Mise à jour du guide pratique MDPH en 2022 |
| Formation par la CNSA des magistrats | 2 sessions annuelles de formation à l'ENM |
| Formation en direction des référents juridiques des MDPH/MDA | Inscription au programme national de formation des professionnels à partir de 2022 |

## Objectif 1.3 Poursuivre les démarches de qualité de service notamment au sein des MDPH

### Objectif 1.3.1 Déployer une culture de la mesure d'activité, de la satisfaction et de la transparence

**Engagements du Département/MDPH/MDA**

- Exploiter le tableau de bord harmonisé comprenant les indicateurs de mesure dans le cadre global du pilotage de l'activité de la MDPH/MDA (tableau des indicateurs départementaux, OVQ, ..)
- Amplifier la mesure de satisfaction de la MDPH/MDA
- Rendre publics les résultats des indicateurs d'activité et de satisfaction

**Engagements de la CNSA**

- Concevoir, en concertation avec les MDPH/MDA, un tableau de bord synthétique de pilotage de l'activité
- Assurer la diffusion et le partage des données d'activité et de satisfaction qu'elle recueille
- Proposer des outils complémentaires au référentiel RMQS permettant de favoriser l'utilisation des résultats de l'autodiagnostic (outils d'aide à la décision, indicateurs traduisant les taux d'atteinte des niveaux de qualité)
- Restituer aux départements et aux MDPH des analyses portant sur des indicateurs de qualité de service et notamment sur les facteurs d'explication des délais de traitement
- Rédiger des préconisations organisationnelles sur cette base permettant aux acteurs de définir et mettre en œuvre leur objectif
- Réaliser et partager un benchmark pour favoriser les échanges entre MDPH/MDA
- Participer à l'élaboration d'une offre de formation spécifique à la démarche qualité en MDPH et MDA

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Diffuser trimestriellement les données du Baromètre des MDPH | Livraison tous les trimestres depuis octobre 2020 |
| Mise à disposition d'un tableau de bord des données issues du centre de données | Mise à disposition à partir de 2022 avec un rythme de rafraîchissement mensuel lié à la transmission des données par les MDPH via le SIH |
| Actualisation du RMQS | En 2022 |
| Mise à disposition d'outils dans le cadre de l'accompagnement des MDPH par la mission | Webinaires d'appropriation à partir de 2021 |

| | |
|---|---|
| d'appui opérationnel (MAOP) pour optimiser les processus et apporter un soutien organisationnel afin de réduire les délais de traitement | |
| Partage des enseignements tirés des accompagnements par la mission d'appui opérationnel (MAOP) sur le pilotage de l'activité du quotidien afin de maitriser les délais de traitement | Webinaires d'appropriation à partir de 2021 |
| Publication des résultats de l'enquête en ligne « Ma MDPH mon avis » (enquête MSU : mesure de satisfaction des usagers) (Infographie nationale et baromètre) | Une fois par an |

## Objectif 1.3.2 Déployer la démarche d'amélioration continue de la qualité dans les MDPH/MDA pour un pilotage rénové de leur activité

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Conduire une démarche continue et suivie d'amélioration de la qualité de service
- Renforcer l'équité d'accès aux prestations et diffusion du contrôle interne
- Favoriser la formation des personnels des MDPH/MDA notamment en lien avec le CNFPT

### Engagements de la CNSA

- Contribuer à la garantie de l'équité d'accès aux prestations
- Mettre en œuvre les orientations de la CNH en termes de renforcement des moyens alloués pour le fonctionnement des MDPH/MDA et de simplification des modalités de financement (par fusion et rééquilibrage des dotations de l'Etat et des concours) ;
- Mobiliser les moyens nécessaires à l'élargissement de sa couverture fonctionnelle du SI-MDPH à l'ensemble des activités de la MDPH/MDA à horizon du palier 2.2. en finançant ses évolutions majeures et en structurant un centre de services dédié en appui/relai MDPH-éditeurs ;
- Contribuer, par la mobilisation des moyens dont elle dispose dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion, à la formalisation d'une offre dédiée de formation, notamment avec le CNFPT et accompagner à la mise en œuvre du contrôle interne et de maîtrise des risques.
- Actualiser le référentiel métier de qualité et de service (RMQS) en MDPH, et promouvoir son usage au service d'une démarche d'amélioration continue de la qualité.

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mise en place d'une convention CNSA/CNFPT intégrant la question de la démarche de qualité de service en MDPH | A partir du second semestre 2021 |

## Objectif 1.3.3 Simplifier les démarches, s'engager sur les délais

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- S'assurer de l'appropriation des droits sans limitation de durée par les équipes des MDPH/MDA et les membres des CDAPH comme prévu par les décrets n°2018-1222 du 24 décembre 2018 et n°2018-1294 du 27 décembre 2018 ainsi que celui n°2019-1501 du 30 décembre 2019 ;

- Assurer une maîtrise des délais de traitement (« garantie délai ») des demandes

- Organiser le travail en réseau avec les acteurs du territoire pour faciliter les évaluations

### Engagements de la CNSA

- Animer les MDPH/MDA et les outiller pour l'attribution de droits sans limitation de durée
- Mettre en œuvre un accompagnement renforcé, par la mobilisation des moyens dont elle dispose dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion, en tant que de besoin selon un diagnostic partagé autour de la mise en œuvre des droits sans limitation de durée, des MDPH/MDA confrontées à une difficulté récurrente de traitement des demandes et présentant des délais de réponse élevés.

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mise en place de la mission d'appui opérationnel (MAOP) pour les MDPH en difficulté | Cible de 5 MDPH par semestre pour 2021 et 2022 |

## Objectif 1.4 Développer de nouveaux services numériques pour faciliter la vie des personnes

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Définir des stratégies numériques visant au développement des services numériques et accompagner les personnes dans l'accès et l'usage de ces téléservices (pour les personnes en situation de handicap, ainsi que pour les personnes âgées par exemple dans le cadre du projet téléservice DUAPA)

- Veiller à l'accessibilité de services numériques : conformité à la norme RGAA

### Engagements de la CNSA

- Mettre à disposition des outils permettant des réponses pertinentes aux personnes âgées et aux personnes handicapées adaptées à leur situation personnelle et un accompagnement adapté en amont des téléservices via www.pour-les-personnes-âgées.gouv.fr et www.monparcourshandicap.gouv.fr : simulateurs d'éligibilité, arbres d'orientation, tutoriels…
- Donner accès au téléservice de demande unique de prestations autonomie, demande-autonomie.gouv.fr, et donner de la visibilité aux départements sur les enjeux, intérêts, briques du projet mené avec CNAV-MSA et sur son avancement
- Faciliter l'accès au téléservice MDPH en ligne ainsi qu'aux solutions des autres éditeurs ; accompagner la personne dans la préparation de ses démarches en ligne.

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Travail avec la CNAV et les départements pour la mise en place d'un téléservice national de demande d'aides à l'autonomie | Lancement du DUAPA au second semestre 2021 |
| Portail PA<br>Travail avec la CNAV et les départements pour la mise en place d'un téléservice national de demande unique d'aides à l'autonomie et son lancement auprès des différents publics | Lancement de la demande unique Autonomie en octobre 2021 |
| Proposer des outils d'accompagnement de l'usager en amont des services dématérialisés : contenu informationnel personnalisé, tutoriels, pas à pas… | A partir de 2022 |
| Proposer un accès sans réauthentification depuis le compte personnel usager de Mon parcours handicap au téléservice mdphenligne | Fin 2021 |
| Proposer un accès sans réauthentification depuis le compte personnel usager de Mon parcours handicap aux téléservices des éditeurs (autre que CNSA) | A partir de 2022 |
| Garantir la fiabilité du comparateur des prix et restes à charge en EHPAD sur le portail Pour les personnes âgées | 80% de mise à jour des prix des EHPAD chaque année |

# 2 Accompagner le parcours et adapter l'offre

## Objectif 2.1 Elaborer des réponses individualisées fondées sur une évaluation multidimensionnelle de la situation de la personne

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Utiliser les guides et référentiels nationaux pour construire sa démarche évaluative en direction des publics PA et PH
- S'assurer de l'utilisation du formulaire de demande unique DUAPA
- Garantir les compétences des équipes d'évaluation (formation, échanges de pratiques)
- S'inscrire dans un objectif de reconnaissance mutuelle des évaluations avec ses partenaires (caisses de retraite en particulier) comme le prévoit l'article L 232-13 du CASF
- Améliorer l'information des usagers sur leur plan d'aide
- Veiller à prendre en compte la situation des proches aidants dans le cadre de l'évaluation multidimensionnelle

### Engagements de la CNSA

- Co-construire, actualiser et mettre à disposition des acteurs locaux les guides, outils et référentiels nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs en matière d'individualisation des évaluations multidimensionnelles, des réponses aux personnes et proches aidants ainsi que d'harmonisation des pratiques
- Mettre à disposition une offre de formation à destination des équipes d'évaluation
- Animer le réseau des équipes d'évaluation en charge de l'APA et des équipes d'évaluation en MDPH de manière à favoriser les échanges de pratiques ou encore la bonne utilisation du formulaire unique de demande DUAPA

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mise en route du réseau d'animation à destination des évaluateurs référents des PA et de leurs aidants pour co-construire une offre de formations dédiée à l'évaluation des PA et de leurs aidants | Lancement second semestre 2021 |
| Création d'un MOOC dédié au remplissage de la grille AGGIR | 2022 |

| | |
|---|---|
| Bilan des formations réalisées à destination des équipes d'évaluation en MDPH | Une fois par an |
| Actualisation des fiches techniques sur la thématique de l'évaluation en MDPH | Au fil de l'eau sur le temps de la convention |
| Mise à disposition de fiches d'aide au repérage des besoins des personnes âgées en aides techniques à destination des évaluateurs APA | 4 fiches en septembre 2021 ; développement de fiches complémentaires en 2022 |

### Conditions de réussite

- S'agissant de la reconnaissance mutuelle des évaluation CD/CARSAT :
  - Des impacts financiers et SI à évaluer pour piloter la démarche de reconnaissance mutuelle
  - Le développement d'une cuture commune et un travail sur les pratiques professionnelles entre CD et CARSAT

## Objectif 2.2 Construire des réponses aux situations les plus complexes et transformer l'offre

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- S'inscrire dans la mise en œuvre de la réponse accompagnée pour tous
- S'assurer de l'articulation des actions menées au titre de l'aide sociale à l'enfance et de la réponse accompagnée pour assurer cohérence et complémentarité
- Pour la MDPH, assurer un rôle d'ensemblier pour la recherche et la mise en place de réponses adaptées dans le cadre de la réponse accompagnée
- Participer à la recherche et l'effectivité de réponses adaptées aux besoins des personnes au plus près de chez elles (notamment s'agissant de la prévention des départs non souhaités vers la Belgique) en prévoyant, le cas échéant, des possibilités dérogatoires au cadre réglementaire de droit commun précisés dans le règlement d'aide sociale départemental (RDAS)
- Poursuivre dans le temps des objectifs de cohérence et d'articulation des dispositifs de coordination dans l'intérêt des publics et la cohérence de leur parcours
  - En matière de déploiement des communautés 360
  - En matière de déploiement des DAC
- Contribuer à offrir aux personnes des solutions diversifiées, individualisées et modulaires répondant notamment aux problématiques de transition dans les âges de la vie (enfant/jeune adulte/adulte)
- Développer une offre médico-sociale d'accompagnement et de répit souple, adaptée aux besoins et suffisante en lien avec les ARS (séquentielle – jour et/ou nuit,

temporaire, en dispositifs, accueil familial, etc.) favorisant des solutions entre « le tout établissement » et « le tout domicile »

### Engagements de la CNSA

- Appui technique à la mise en œuvre de la réponse accompagnée pour tous
- S'assurer de la cohérence des orientations nationales avec les objectifs portés par les ARS, les départements et les autres acteurs publics
- Analyse et restitution des données de suivi et informations remontées par les acteurs locaux à des fins de capitalisation et d'échanges de pratiques
- Assurer une animation croisée des réseaux pour favoriser l'articulation des politiques mises en place par les CD, ARS et MDPH
- Venir en appui des programmes de soutien à la formation des accueillants familiaux (dans le cadre de la mobilisation des crédits du fonds d'intervention)
- Déléguer les crédits d'appui à la mise en œuvre des plans et stratégies nationales de développement et transformation de l'offre en direction des ARS et donner de la visibilité aux Départements

| **Déclinaison opérationnelle** | **Cible** |
|---|---|
| Planification et conduite les travaux de conventionnement au titre du budget d'intervention à la demande des CD souhaitant mettre en œuvre un programme de soutien aux accueillants familiaux | Intégration aux programmes négociés sur la durée de la convention si action proposée par le CD |
| Accompagner par une animation nationale partenariale les professionnels en charge des situations individuelles complexes | Au fil de l'eau sur la durée de la convention |
| Communication dans les « info réseau » sur les actualités des plans et stratégies nationales | Plusieurs articles par an |
| Organisation de réunions transversales croisant les approches des ARS et des départements | Plusieurs réunions par an |

### Conditions de réussite

- Cohérence et articulation des orientations et politiques nationales sur les dispositifs de coordination
- Mise en place d'une gouvernance CD/ARS à même d'assurer la qualité du lien entre les acteurs (DAC, Communauté 360, CPTS...)
- Mise à disposition des outils, du pilotage, des orientations au niveau national (cahier des charges 360, textes)
- Partage d'un diagnostic précis et des besoins de transformation de l'offre entre le CD et les ARS (stratégie territoriale partagée)
- S'agissant de l'accueil familial, les conditions d'activités des accueillants (statu notamment) et le cadre administratif, juridique et financier comportent des points bloquant les évolutions qu'il s'agirait d'expertiser et de s'employer à lever pour favoriser l'attractivité des métiers et le développement de cette offre jugée pertinente (formation, étayage, salariat des AF, aménagement et adaptation de logement, répit, etc.)

## Objectif 2.3 Développer la politique domiciliaire notamment au travers de la structuration et le pilotage de l'offre des services d'aide à domicile

### Objectif 2.3.1 Pilotage de l'offre de services d'aide à domicile

**Engagements du Département/MDPH/MDA**

- Garantir aux personnes âgées et/ou handicapées une réponse à leurs besoins en matière d'aide à domicile
- Assurer la contractualisation avec les SAAD et l'animation du réseau (par exemple au travers de réunions d'informations, groupes de travail, partage de pratiques et expériences favorisant ainsi l'interconnaissance, un travail en commun sur la politique domiciliaire, le partage sur le traitement des situations individuelles)
- Piloter l'offre de SAAD et sa transformation favorisant la couverture territoriale des besoins, l'efficience de l'organisation de l'offre (par exemple au travers de la coopération et/ou mutualisation de ressources à l'échelle territoriale), ainsi que la structuration d'une offre globale liant aide et soins à domicile (développement des SPASAD) et le positionnement des SAAD comme acteurs clés du parcours de vie des personnes
- Contribuer à faire des métiers du soutien à domicile des métiers plus attractifs (en agissant par exemple sur la communication, l'aide à la mobilité, l'articulation entre politique autonomie et insertion professionnelle, les solutions de passerelles entre établissements et services, etc.)
- Favoriser l'harmonisation des échanges d'informations entre CD et SAAD : Utilisation du standard ESPPADOM
- Transmettre les arrêtés d'autorisation des SAAD à l'ARS en vue d'une fiabilisation du FINESS et de l'annuaire des SAAD porté par le portail pour-les-personnes-âgées.gouv.fr conformément aux textes en vigueur
- Promouvoir les dispositifs innovants pour le soutien à domicile

**Engagements de la CNSA**

- Mobiliser les moyens dédiés à la mise en œuvre de la réforme du financement des SAAD ou d'autres mesures de soutien aux SAAD et aux professionnels
- Assurer l'animation du réseau des collectivités et mettre à leur disposition les outils utiles à l'atteinte de leurs objectifs et organiser les échanges de pratiques et expériences
- Proposer un soutien à la mise en œuvre de programmes de modernisation et de professionnalisation des SAAD et mettre à disposition des départements un guide d'appui au conventionnement

- Venir en appui au développement de la qualification et de la professionnalisation au bénéfice des professionnels de l'accompagnement à domicile
- Venir en soutien du déploiement de plateformes départementales pour les métiers de l'autonomie dans le cadre de l'appel à projet « cap sur les métiers de l'autonomie »
- Mettre à disposition de tous sur le portail pour-les-personnes-âgées.gouv.fr un annuaire des SAAD
- Organiser et accompagner les travaux de consolidation du référentiel ESPPADOM et son inscription dans le cadre d'interopérabilité des systèmes d'information (CSSI) en lien avec l'ANS

| **Déclinaison opérationnelle** | **Cible** |
|---|---|
| Mise en œuvre du soutien de la CNSA à la mesure de soutien aux rémunérations des professionnels de l'aide à domicile prévue par l'art.47 de la LFSS 2021 | Versement annuel de la contribution CNSA aux CD dans les règles définies par décret |
| Animation de groupes de travail et tenue de webinaires proposés à l'ensemble des départements sur la thématique du soutien à domicile | Au moins deux webinaires par an |
| Mise à disposition du guide de conventionnement « aide à domicile » et actualisation | En ligne en 2021<br>Actualisation en cas de changements des dispositions législatives et règlementaires applicables |
| Mise en œuvre d'un AAP « plateformes pour les métiers » et soutien aux porteurs retenus | Au cours de la COG |
| Enrichissement continu de l'annuaire des SAAD disponible sur les portails d'informations | Tout au long de la convention de manière régulière avec une cible de complétude |

### Conditions de réussite

- La recherche d'un modèle économique pérenne : un cadre légal et règlementaire assorti de moyens et d'une approche globale sur le financement des SAAD et la rémunération des professionnels y intervenant
- Des outils partagés et appropriés favorisant le respect des bonnes pratiques professionnelles et de la répartition des compétences entre professionnels de l'aide et du soin en particulier (objectif : éviter les glissements de tâches)
- S'agissant des échanges d'informations en CD et SAAD, une condition de réussite est l'alignement avec la stratégie éditeur

## Objectif 2.3.2 Favoriser le développement de solutions d'habitats inclusifs et de l'aide à la vie partagée

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Porter et animer la dynamique territoriale de développement de l'habitat inclusif, conformément à la Loi Elan
- Participer à la mobilisation de l'ensemble des acteurs, notamment les mairies, les EPCI, les bailleurs mais aussi l'ARS, les porteurs de projets, etc.
- Mettre en œuvre l'élargissement des compétences de la conférence des Financeurs à l'habitat inclusif et veiller à remonter les données d'activité chaque année
- Promouvoir l'habitat inclusif dans une dynamique de transformation et de diversification de l'offre
- [Option – personnalisation] [Déployer l'AVP (aide à la vie partagée) en signant un accord pour le développement de l'habitat inclusif avec la CNSA d'ici le 31 décembre 2022]
- Informer et mobiliser les outils mis à disposition, dédiés à l'ingénierie territoriale ou à l'investissement (programmes nationaux pour l'aide à l'ingénierie, soutien à l'investissement, etc.)
- [S'orienter vers une stratégie politique spécifique pour les aménagements de logements (transversal aux PA et PH, diagnostic partagé avec les services CD et l'ANAH, modalités de financement, ..)]

### Engagements de la CNSA

- Soutenir financièrement et techniquement les Départements dans la mise en œuvre de la dynamique territoriale de soutien au développement de l'habitat inclusif, conformément à la Loi Elan
- Assurer l'appui aux CFPPA dans la mise en œuvre de leur nouvelle mission portant sur l'habitat inclusif
- Capitaliser et restituer aux territoires les données et informations relatives à l'habitat inclusif intégrés aux rapports d'activité des CFPPA dans la cadre d'une synthèse nationale
- Assurer l'accompagnement lors de la phase de transition du forfait habitat inclusif vers l'AVP en appui et en lien avec les ARS
- Favoriser la bonne articulation du déploiement de l'habitat inclusif et de l'AVP
- Promouvoir les projets locaux au sein de l'observatoire national de l'habitat inclusif
- Favoriser l'effectivité des partenariats à toutes les échelles territoriales dans le cadre de l'animation nationale mise en œuvre

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Soutenir le Département dans le déploiement de l'AVP, sur la base des engagements définis dans le cadre de l'accord tripartite CNSA-Etat-CD pour l'habitat inclusif | Signature de l'accord tripartite d'ici le 31/12/2022 et mise en œuvre des engagements techniques et financiers sur la durée de l'accord |
| Animer plusieurs réunions sur la thématique de l'habitat inclusif à destination des référents de la conférence départementale des financeurs de l'habitat inclusif | 2 à 3 webconférences par an |
| Capitaliser les données et informations relatives à l'habitat inclusif transmises par les conférences des financeurs dans le cadre de la remontée annuelle de leur activité au 30 juin de chaque année | Production annuelle d'un rapport d'activité national, annuel, sur l'habitat inclusif |
| Faire remonter les projets inspirants des territoires aux partenaires et réseaux nationaux membres de l'Observatoire national de l'habitat inclusif | 2 réunions par an de l'Observatoire national de l'habitat inclusif |
| Relayer les informations juridiques ou réglementaires relatives à l'articulation entre le forfait habitat inclusif et l'AVP | Diffusion des circulaires de la DGCS et de la DHUP |
| Favoriser la mobilisation des aides à l'investissement et à l'ingénierie | Production et diffusion de plusieurs notes techniques |

### Conditions de réussite

- Un positionnement complémentaire d'une offre médico-sociale favorisant une réponse adaptée à chaque public

## Objectif 2.4 Pilotage de l'offre ESMS et politique d'aide à l'investissement

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Faciliter le bon remplissage des données par les ESSMS : dépôt sur les plateformes ImportCA, ImportEPRD, ImportERRD, tableau de bord de la performance du médico-social, PrixESMS et/ou le cas échéant après analyse et concertation sur cette modalité transmettre en masse les données des ESMS

- Transmettre annuellement à la CNSA la valeur du point GIR départemental, l'objectif annuel d'évolution des dépenses

- [Option – pour personnalisation] [Participer aux travaux de préparation de réformes tarifaires, en particulier l'expérimentation SERAFIN-PH et les travaux sur l'avenir de la section dépendance des EHPAD]

- Participer et contribuer aux travaux de la CNSA sur la connaissance de l'offre en ESSMS et de son évolution : information sur les EAP, AAP, AAC, AMI, etc., la politique d'habilitation / déshabilitation / conventionnement aide sociale des EHPAD

- Concourir à la bonne articulation des stratégies de réponse aux besoins en investissement des ESMS en lien avec les ARS, caisses, etc.

- Faciliter le développement des dossiers usagers informatisés conformes au virage du numérique en santé

- [Option dans le cadre de la personnalisation] [Participer aux travaux de préparation de réformes tarifaires, en particulier l'expérimentation SERAFIN-PH et les travaux sur l'avenir de la section dépendance des EHPAD]

### Engagements de la CNSA

- Ouvrir au public les données qui ne sont pas soumises à une forme de secret
- Ouvrir au public les données nationales sur les valeurs de point GIR et
- Mettre à disposition les données des ESSMS et développer à destination notamment des CD des outils de requêtage, de comparaison statistique et d'aide à la décision
- Publier des études sur la base de ces données et organiser des présentations de ces études à destination notamment des professionnels des départements
- Co-construire avec les départements les outils permettant la connaissance de l'offre en ESSMS et de son évolution et en fournir des restitutions aux départements leur permettant de se comparer et de se situer
- Aider à l'investissement numérique et immobilier

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Ouvrir au public les données nationales sur les valeurs de point GIR | 2021 |
| Ouvrir au public les données relatives aux ESSMS collectées par la CNSA qui ne sont pas soumises à une forme de secret | 2022 |
| Publier au moins une étude par an sur les ESSMS et les présenter | Tout au long de la convention |
| Poursuivre l'amélioration des plateformes de données CNSA relatives aux ESSMS | Tout au long de la convention |
| Mettre en œuvre les plans d'aide à l'investissement issus du Ségur de la santé en lien avec les CD | 2021-2025 |

### Conditions de réussite

- Le développement du partenariat entre la CNSA et les CD sur les sujets relatifs à la programmation, au financement des ESMS (en fonctionnement et investissement)
- La cohérence des orientations du niveau national partagées avec les ARS
- L'anticipation et l'articulation sur les travaux relatifs à la programmation et la planification de l'offre en lien avec les ARS

# 3 Prévenir la perte d'autonomie et renforcer le soutien aux proches

## Objectif 3.1 Définir et mettre en œuvre une politique coordonnée de prévention de perte d'autonomie à l'échelle départementale

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Animer et piloter les travaux de la CFPPA (Participation aux groupes techniques organisés par la CNSA)
- Développer la politique de prévention en mobilisant les crédits des concours versés par la CNSA
- S'inscrire dans la mise en œuvre de priorités partagées définies au niveau national avec le comité de pilotage national CFPPA, en particulier dans le déploiement sur l'ensemble des territoires d'actions portant sur la lutte contre l'isolement, la lutte contre la dépression/le risque suicidaire, la nutrition et l'activité physique adaptée
- Intégrer les problématiques des proches aidants pour proposer des actions ciblées

### Engagements de la CNSA

- Assurer un appui technique et financier aux CFPPA et organiser le partage d'expériences entre les territoires
- Proposer et faire vivre des cadres d'évaluation des actions (diffusion et appui à l'appropriation des fiches réalisées pour étayer la sélection des projets et la transmission des bilans par les porteurs, élaborées dans le cadre des groupes techniques)
- Poursuivre une réflexion sur la définition de préconisations reposant sur des expériences validées (centre de preuve ou autre)
- Proposer des outils aux CFPPA : modèles d'appels à projets, modèles de conventions financières pour sécuriser les relations avec les opérateurs
- Assurer un pilotage national des CFPPA associant les têtes de réseaux nationales de manière à contribuer à la cohérence et la coordination des politiques de prévention impulsées nationalement

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Identifier et recenser via l'outil de pilotage CFPPA les diagnostics réalisés et renforcer le partage et leur mise à disposition sur l'Extranet (avec accord cd) | Chaque année selon ressource dédiée/disponible pour repérage et analyse |
| Actualiser le Guide méthodologique d'appui des CFFPA sur volet aidants 2022 (typologie d'actions prévention, repères méthodologiques, éligibilité des actions/dépenses, démarche diagnostic territorial en complément du diagnostic prévention…) | En 2022 |
| Faire évoluer le RA et l'outil de pilotage afin d'améliorer le suivi de l'action publique en matière de soutien aux aidants (articulation concours/subventions) | A partir de 2022 |
| Organiser des groupes d'échanges et de partage d'expériences avec les référents des CD dans le cadre des travaux CFPPA et Modernisation (Référents conventions de partenariat au titre du budget d'intervention) | A partir de 2022 sur des thématiques prioritaires telles que : animation territoriale CD/ARS (articulation volets accompagnement/répit), évaluation des dispositifs, démarche de diagnostic territorial, ingénierie…) |

### Conditions de réussite

- Simplification du cadre juridique et financier de la CFPPA (exemple : en matière de financement de soutien aux aidants de personnes en situation de handicap)
- Modalités de financement pérennes et structurantes des missions réalisées par les SAAD en matière de prévention

## Objectif 3.2 Structurer une politique territoriale de soutien aux proches aidants.

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Evaluer les besoins et la situation des proches aidants dans le cadre de l'évaluation des besoins des personnes, le cas échéant en développant des partenariats avec des experts et/ou le champ associatif

- Réaliser un diagnostic des besoins et des ressources du territoire (cartographie) et structurer une politique de soutien aux proches aidants de personnes âgées et en situation de handicap à l'échelle départementale en lien avec le schéma autonomie et les conférences de financeurs

- Mettre en œuvre un plan d'actions « soutien aux proches aidants » permettant le développement du repérage, de la prise en compte des besoins, du soutien aux proches aidants (collectif et individuel) concourant ainsi à la mise en œuvre de la stratégie nationale « Agir pour les aidants »

- Contribuer à l'amélioration de la connaissance notamment dans le cadre de la remontée des informations permise par le rapport d'activité des CFPPA sur la thématique de l'aide aux aidants

- Faire connaître aux proches aidants les droits et les ressources du territoire qui leurs sont destinées (via notamment la centralisation de l'information sur un site ou portail) ainsi que sensibiliser le grand public

- Sensibiliser les professionnels (notamment en charge de l'accueil, de l'information ou encore du repérage, de l'évaluation) à l'aide aux aidants

- Contribuer au développement et la diversification à des solutions de répit et à l'accès à cette offre

### Engagements de la CNSA

- Contribuer à l'équité de traitement à l'échelle nationale et au développement des stratégies aidants dans chaque territoire
- Recueillir et partager les diagnostics réalisés dans le cadre des travaux des CFPPA
- Proposer une méthodologie de conduite d'un diagnostic territorial « soutien aux aidants » (à partir de 2022)
- Venir en appui des programmes d'actions définis par les départements (80% du coût pris en charge par la CNSA) – dans le cadre des crédits du fonds d'intervention du budget de la CNSA

- Assurer une animation croisée des réseaux ARS-CD permettant aux acteurs de s'inscrire dans la complémentarité et la cohérence en matière d'offre de répit pour une politique publique efficace

| **Déclinaison opérationnelle** | **Cible** |
|---|---|
| Venir en appui des Départements dans la centralisation des informations relatives à l'offre pour les aidants dans le cadre d'un partenariat avec « Ma boussole aidants » | A partir de 2022 |
| Conduite d'un appel à projet sur la formation en distanciel des aidants pour venir en appui de la sensibilisation et de la formation des aidants | En 2021 |
| Conduite d'un appel à projet relatif à la formation des professionnels pour renforcer les pratiques professionnels en matière d'accueil, de repérage, d'évaluation, d'orientation des aidants | En 2022 |
| Conduite d'un appel à projet pour soutenir et capitaliser sur les méthodes d'élaboration de diagnostics territoriaux « aidants » | En 2023 |
| Diffusion d'un cadre d'orientation national en matière de répit des aidants et d'un vadémécum des solutions pour les aidants | En 2021 |

### Conditions de réussite

- Simplification et cohérence du cadre juridique et financier en matière de soutien aux proches aidants (répit et accompagnement).
- Capacité du cadre national d'orientation à favoriser une bonne coordination ARS-CD sur l'offre de répit
- L'anticipation et l'articulation sur les travaux relatifs à la programmation et la planification de l'offre de répit en lien avec les ARS

## Objectif 3.3 Développer des réponses en faveur de la mobilité et de la lutte contre l'isolement des personnes

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Promouvoir la réalisation d'un diagnostic partagé en vue de structurer une politique de lutte contre l'isolement à l'échelle départementale

- Conduire une réflexion partagée relative à la mobilité des personnes afin de lutter contre leur isolement social et géographique

### Engagements de la CNSA

- Contribuer à la mobilisation des acteurs au niveau national pour une politique coordonnée de lutte contre l'isolement
- Recueillir les besoins des CD pour définir les actions (animation, outils) à structurer et mettre à disposition par la CNSA
- Diffuser des actions et bonnes pratiques des territoires (évaluation des besoins et diagnostic territorial, repérage, mobilisation du service civique, etc.)

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Pilotage de plusieurs groupes de travail dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale dont les quatre grandes ambitions sont :<br>- Encourager la citoyenneté et sensibiliser le grand public notamment les jeunes pour lutter contre l'âgisme<br>- Mieux prévenir et rompre l'isolement<br>- Renforcer notre politique territoriale pour lutter contre l'isolement au plus près des besoins des personnes<br>- Faciliter la diffusion de bonnes pratiques de lutte contre l'isolement | A partir de 2021 |
| Réalisation d'entretiens avec les acteurs de terrain et les coopérations Monalisa | En 2021 |
| Formalisation d'une feuille de route CNSA sur la lutte contre l'isolement | En 2022 |

### Conditions de réussite

- Cadre législatif rénové favorisant le partage des données et informations entre les acteurs pour conduire une politique coordonnée sur les territoires, dans le respect du droit et de la protection des personnes

## Objectif 3.4 Favoriser le développement de dispositifs permettant l'information et l'accès aux aides techniques

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Recenser les dispositifs existants sur le territoire proposant de l'information et l'évaluation sur les besoins en aides techniques et de l'accompagnement et leur prise en main, le cas échéant identifier et faire connaître le ou les lieux ressources d'information sur les aides techniques à destination des professionnels et des personnes concernées
- Appuyer ces dispositifs par la promotion et le soutien de leurs actions ou le recours à leur service dans le cadre de la construction et la mise en œuvre des plans de compensation individualisé ou des plans d'aide APA.
- Favoriser et mettre en œuvre une stratégie départementale (ou plan d'actions) « aides techniques » pour les personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie
- Favoriser l'information des personnes (PA et PH) et les professionnels sur les aides techniques et les aménagements de logement
- Favoriser une politique coordonnée avec les partenaires dans le cadre d'une gouvernance pouvant s'appuyer sur les CFPPA
- Accompagner les SAAD dans le développement de l'utilisation des AT par les professionnels intervenant auprès des personnes (objectif QVT notamment) ainsi que dans le repérage des besoins en aides techniques
- Mettre à disposition des SAAD les éléments clés disponibles pour favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux relatifs à l'aménagement de logement des personnes accompagnées

## Objectif 3.5 Favoriser l'aménagement des logements

- S'orienter vers une stratégie politique spécifique pour les aménagements de logements (transversal aux PA et PH, diagnostic partagé avec les services CD et l'ANAH, modalités de financement...)

### Engagements de la CNSA

- Diffuser et venir en appui de l'appropriation et de la mise en œuvre de la stratégie nationale proposée par le rapport Denormandie-Chevalier « des aides techniques pour l'autonomie des personnes en situation de handicap ou âgées : une réforme structurelle indispensable »
- Proposer un cadre d'analyse et de remontées de données sur les dispositifs mobilisés en soutien de l'information et diffusion des AT
- Proposer des outils de compréhension et de modélisation de ces dispositifs
- Proposer des actions d'optimisation de l'efficacité de ces dispositifs
- Faire connaître les outils et informations utiles à la compréhension et l'appropriation des enjeux relatifs à l'aménagement de logement des personnes accompagnées par les SAAD
- Faciliter l'accès aux droits existants : révision de l'attribution et du financement des AT

| **Déclinaison opérationnelle** | **Cible** |
|---|---|
| Associer les CD et MDPH aux comités de pilotage nationaux relatifs aux travaux sur les aides techniques | Pour chaque COPIL<br>- invitation des CD et MDPH via l'ANDASS et l'ADMDPH<br>-diffusion des supports des COPIL via les Info-réseaux MDPH et CD et mise à disposition sur l'extranet<br>- organisation de 2 webinaires annuels thématiques sur des travaux sur les aides techniques à l'ensemble des réseaux : CD, dont chargés de mission CFPPA, et MDPH |
| En lien avec l'expérimentation EqLAAT, proposition de modélisation des dispositifs pour accompagner les personnes sur les aides techniques | - association des CD et MDPH aux COPIL EqLAAT via l'ANDASS et l'ADMPH (4 à 5 COPIL entre S2 2021 – S2 2023)<br>- avec l'accord des équipes EqLAAT mise à disposition sur l'extranet des résultats des groupes de travail<br>- partage des résultats d'évaluation de EqLAAT (2 webinaires 2022 – 2023)<br>- association de CD et MDPH dans les travaux pour la généralisation des EqLAAT (en fonction des résultats de l'évaluation) et diffusion des résultats |

| | |
|---|---|
| | à l'ensemble des réseaux (2023-2024) |
| Organisation d'un groupe de travail et de temps d'échanges de pratiques avec les CD, dont les chargés de mission CFPPA, et les MDPH sur les modèles existants pour informer et accompagner les personnes sur les aides techniques (CICAT, EqLAAT, Technicothèque…) | 4 rencontres entre 2022 et 2024 |
| Publication d'un annuaire des structures proposant information et accompagnement sur les aides techniques | Publication de l'annuaire des EqLAAT et mise à jour de l'annuaire des CICAT (2021) |

### Conditions de réussite

- Simplification et cohérence du cadre juridique et financier (ex : manque de transversalité entre les publics du fait de la compétence de la CFPPA tournée sur les personnes âgées)
- Capacité à faire pour les CFPPA (en matière d'ingénierie et pilotage) sur l'ensemble de son champ de compétence et sur la dimension experte attendue sur les aides techniques
- Consolidation d'un cadre national (textes règlementaires et LPPR) favorisant la remise en état d'usage des AT et l'optimisation des réponses

# 4 Renforcer le pilotage local et national et harmoniser les systèmes d'information

## Objectif 4.1 Améliorer la connaissance partagée des besoins des personnes à l'échelle du territoire

### Objectif 4.1.1 Faire des MDPH/MDA le lieu de connaissance des besoins des personnes, à même d'irriguer la transformation de l'offre territoriale et l'évolution des orientations

**Engagements du Département/MDPH/MDA**

- Conduire, en lien avec les organismes gestionnaires, le déploiement territorial effectif du système d'information de suivi des décisions des CDAPH d'orientation en ESMS et assurer une pleine utilisation de cet outil
- Contribuer à l'exploitation des données relatives aux besoins des personnes et à l'effectivité des décisions permettant ainsi la construction d'une stratégie de planification et de la création de solution et de l'évolution de l'offre
- Travailler en lien étroit avec les acteurs du territoire, pour l'accompagnement des personnes et le partage des diagnostics et solution du territoire

**Engagements de la CNSA**

- Assurer l'animation et le pilotage du déploiement du système d'information de suivi des décisions des CDAPH d'orientation en ESMS en lien étroit avec les ARS, les départements et les MDPH/MDA ;
- Consolider l'exploitation des données relatives aux besoins des personnes et à l'effectivité des décisions en lien avec les Départements et les ARS et les mettre à la disposition des territoires en sorte de faciliter leur prise en compte dans la transformation de l'offre

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mobilisation d'une équipe « déploiement et accompagnement au changement » intégrant l'appui au déploiement du SI SDO et au centre de données | Tout au long de la convention |
| Mise à disposition d'un centre de service pour le traitement des questions, anomalies et demandes d'évolution sur le SI SDO | A partir de septembre 2021 |
| Mise en place d'un réseau de référents SI suivi des orientations au sein des GRADES | A partir de 2022 |

| | |
|---|---|
| Mise à disposition d'un SI décisionnel sur le SI SDO (ouvert aux acteurs CD/MDPH, ARS notamment) | A partir de 2022 |
| Mise à disposition d'un SI décisionnel permettant d'accéder au Centre de données et accompagnement des utilisateurs | A partir de 2022 |
| Animer un réseau de de référents locaux des MDPH relatif à la qualité des données du SIH et au pilotage local | A partir de 2022 |
| Mise à disposition d'un tableau de bord de suivi des indicateurs d'usage aux MDPH | Livraison tous les trimestres à partir de septembre 2021 |

## Objectif 4.1.2 Renforcer une connaissance partagée entre les acteurs à l'échelle nationale, régionale et départementale pour agir sur l'équité de traitement

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Poursuivre l'informatisation des éléments relatifs aux situations individuelles permettant une analyse populationnelle sur les caractéristiques et besoins des personnes (dans le respect des règles relatives à la protection des données personnelles) et leur transmission à la CNSA / DREES

- Garantir la transmission des informations administratives et budgétaires des ESMS à la CNSA dès lors qu'un texte les prévoit

- Encourager les ESMS sous compétence du département à transmettre leurs données financières et budgétaires à la CNSA via les outils mis à leur disposition pour le recueil de ces données, le cas échéant contribuer à la conception ou l'évolution de ces outils pour que les cadres de collecte répondent aux besoins des acteurs locaux et nationaux et évite les doubles saisies des données par les ESMS

### Engagements de la CNSA

- Venir en appui à la structuration des outils SI pour favoriser l'atteinte de l'objectif de niveau départemental
- Associer les Départements à la conception ou l'évolution des cadres de collecte de données
- Restituer des analyses départementales permettant aux territoires de se situer les uns par rapport aux autres
- Identifier et contribuer à lever les freins au développement d'une offre mieux adaptée aux besoins des territoires sur la base des résultats des évaluations des expérimentations conduites sur les territoires

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Assurer les évolutions sur l'outils de soutien à l'évaluation (OSE) pour répondre aux besoins des MDPH | Dans le cadre de la brique 2.2 du palier 2 |
| Mise à disposition d'un tableau de bord des données issues du Centre de données | Mise à disposition à partir de 2022 avec un rythme de rafraîchissement mensuel lié à la transmission des données par les MDPH via le SIH |
| Organiser des réunions du réseau des personnes en charge du suivi des ESSMS dans les CD | Un webinaire par an |
| Publier au moins une étude par an sur les ESSMS et les présenter aux CD | Tout au long de la convention |

## Objectif 4.2 Conforter le pilotage local et national

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Développer une culture de pilotage, d'amélioration de la qualité et de contrôle interne

- S'inscrire dans un objectif d'amélioration continue de la qualité des données
- Partager des données de qualité utiles au pilotage des politiques de l'autonomie à l'échelle locale et nationale
    - Transmission des données pseudonymisées au Centre de Données SIMDPH selon le rythme défini règlementairement et mise en place/maintenance des solutions techniques adaptées pour cela
    - Transmission des données de rapport d'activité MDPH/MDA, utilisation de l'application mise à disposition par la CNSA pour réaliser et remonter annuellement avant le 30 juin de chaque année
    - Transmission des éléments du rapport d'activité CFPPA dans le cadre défini par la CNSA avant le 30 juin de chaque année (bilan annuel, état des dépenses, utilisation des concours ainsi que les dépenses du département contribuant à la prévention et au soutien de l'habitat inclusif)
    - Transmission des données de rapport d'activité des CDCA de manière biennale
    - Transmission des données de suivi et de pilotage de la présente convention pluriannuelle (convention socle et feuille de route stratégique et opérationnelle)

### Engagements de la CNSA

- Produire des données fiabilisées avec un niveau de détail permettant un pilotage local et en assurer la restitution
- Assurer une analyse et une restitution nationale et départementale des données collectées dans le cadre de la collecte des rapports d'activité (CFPPA, MDPH-MDA et CDCA)

- Mettre à disposition et assurer les évolutions des applications (SI) de collecte pour répondre aux besoins des utilisateurs

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Publication du baromètre MDPH | Chaque trimestre sur la durée de la convention |
| Ouverture du centre de données | A partir de 2022 |
| Mise à disposition d'outils de restitution des données dans le cadre de l'application SI CFPPA | A partir de 2022 |
| Livraison de restitutions personnalisées des données des rapports d'activité MDPH | Chaque année |
| Publication des synthèses nationales des RA des CFPPA, MDPH et CDCA | Chaque année |

## Objectif 4.3 Assurer le déploiement du système d'information harmonisé des MDPH et ses usages : faire des systèmes d'information et de la transition numérique des MDPH/MDA la colonne vertébrale de leur modernisation

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Inscrire dans les priorités de la DSI du Département l'appui aux MDPH/MDA et désigner à cet effet un référent dédié à la MDPH/MDA pour assurer le déploiement des évolutions majeures des solutions harmonisées dans les délais prévus

- Mettre en œuvre une solution de GED (gestion électronique des documents) connectée au SIH [au plus tard le xx/xx/xx – date à personnaliser - sous réserve des contraintes techniques et de la mobilisation des éditeurs]

- Mettre en œuvre le SI harmonisé des MDPH labellisé par palier (cf. repères en annexe[1])

[1] Annexe « Repères sur le programme de déploiement »,
*Pour 2021*
- *Déployer et utiliser en routine les flux d'échanges dématérialisés avec la CAF avant le 31 décembre 2021 (flux 3 : service de mise à jour pour le maintien des droits, flux 4 : service de mise à jour suite au dépôt d'une demande et les décisions associées.*
- *Déployer et utiliser en routine le service de certification de l'identité des personnes (SNGI) avant le 31 décembre 2021.*
- *Installer la brique 2.1 du palier 2 SI MDPH, version majeure, avant le 31 décembre 2021. Installer la brique 2.2 du palier 2 dans un délai de 6 mois après la mise à disposition de la version par l'éditeur.*
- *Installer les correctifs et évolutions mineures mis à disposition par l'éditeur.*
*Mettre à disposition des usagers du département un téléservice permettant la dématérialisation du dépôt de la demande auprès de la MDPH, de son suivi jusqu'à la décision rendue par la CDAPH avant le 31 décembre 2021. Le téléservice devra satisfaire à minima l'ensemble des besoins de niveau 1 listés dans le « cadre fonctionnel général téléservice MDPH », respecter le standard FHIR, et faire l'objet du renseignement du formulaire d'auto-certification par l'éditeur du téléservice.*

- Déployer l'outil de suivi des décisions d'orientation en ESMS (ViaTrajectoire, Osmose pour La Réunion et Mayotte) [au plus tard le xx/xx/xx – date à personnaliser] et en assurer la complétude.

- Participer au pilotage territorial du suivi de la mise en œuvre du SI de suivi des décisions d'orientation

- Assurer le codage des déficiences, pathologie et des besoins, conformément aux dispositions de l'article R146-39 du CASF

- Respecter les indicateurs d'usage définis par la CNSA

---

### Engagements de la CNSA

- Animer et piloter le SI des MDPH en prenant les mesures nécessaires pour permettre un dialogue direct avec les éditeurs des solutions informatiques et mobiliser une cellule d'animation et d'appui nationale.
- Mobiliser les moyens nécessaires à l'élargissement de sa couverture fonctionnelle du SI-MDPH à l'ensemble des activités de la MDPH/MDA à horizon du palier 2.2. en finançant ses évolutions majeures et en structurant un centre de services dédié en appui/relai MDPH-éditeurs
- Sécuriser les usages du palier 1 et déployer le palier 2 du SI harmonisé dans un souci d'amélioration continue
- Mettre en place un Comité utilisateurs pour identifier des "gains rapides" destinés à améliorer l'ergonomie et l'adaptation du SI MDPH aux pratiques des MDPH
- Renforcer le support SI apporté aux MDPH en proximité et à distance
- Mettre à disposition des acteurs locaux un SI adapté au suivi des orientations et pilotage national du déploiement
- Venir en appui des territoires dans le cadre l'animation transverse du déploiement de Via T pour accompagner l'objectif de complétude attendu des Départements (outils, accompagnement)
- Mettre à disposition les indicateurs du Centre de données (restitutions)
- Mobiliser les moyens humains autour d'un réseau « pilotage & qualité » coordonné par la CNSA et contribuant à l'amélioration du pilotage local et national et de la qualité des données

| **Déclinaison opérationnelle** | **Cible** |
|---|---|
| Mobilisation d'une équipe « déploiement et accompagnement au changement » intégrant l'appui au déploiement du SI SDO. | Tout au long de la convention |
| Mise à disposition d'un centre de service, dédié au programme SI-MDPH, pour le traitement des questions, anomalies et demandes d'évolution. Objectif : améliorer le suivi et les temps de traitement des demandes des MDPH et permettre un suivre en « temps réel », par les MDPH, de leurs demandes. | A partir de septembre 2021 |

| | |
|---|---|
| Mise en place d'un réseau de référents de proximité SI MDPH pour l'appui à la prise en main et au paramétrage du SI MDPH. | Initialisation du réseau en 2021, objectif d'une couverture sur l'ensemble des territoires à fin 2022. |
| Diffusion d'un nouveau cadre fonctionnel de référence pour le SI MDPH relatif à la brique 2.2 du palier 2. | Début 2022. |
| Mise à disposition du téléservice en ligne *MDPH En Ligne* interconnecté au SI MDPH | 2021 |
| Réalisation de comités utilisateurs pour l'identification d'évolutions d'intérêt général issues des demandes dévolutions fonctionnelles remontées par les MDPH. | 2 comités utilisateurs annuels à partir de 2021 |
| Mise en place d'un réseau de référents SI suivi des orientations au sein des GRADES. | A partir de 2022 |
| Mise à disposition d'un SI décisionnel sur le SI SDO (ouvert aux acteurs CD/MDPH, ARS notamment). | A partir de 2022 |
| Ouverture du centre de données et mise à dispositions de restitutions. | A partir de 2022 |

### Conditions de réussite

- Implication des ESMS dans le remplissage des données attendues de leur part des outils Via Trajectoire et Osmose
- Capacité à faire des éditeurs et appui de la CNSA pour assurer le suivi des réalisations et difficultés dans le cadre du « comité de suivi éditeurs » mis en place par le programme SI MDPH
- Travail sur la planification des nouveaux projets impactant les SI des CD et manière à favoriser leur articulation et leur priorisation dans le temps

## Objectif 4.4 Participer aux travaux d'harmonisation des données informatisées relatives à l'APA pour améliorer la connaissance, la définition et le pilotage de la politique de l'autonomie et de l'APA

### Engagements du Département/MDPH/MDA

- Participer à la définition d'un socle commun d'information, d'indicateurs populationnels et de pilotage des politiques de l'autonomie (APA)

- Disposer d'un outil SI répondant aux besoins :
    - Mettre en place la gestion électronique des documents (GED)
    - De pilotage de la prestation APA (en lien avec l'allocation des financements aux SAAD)
    - D'un recueil et d'une analyse harmonisée des données et indicateurs relatifs aux personnes âgées et à l'APA
    - D'un transfert de données entre les départements facilitateur pour l'usager"

### Engagements de la CNSA

- Co construire avec les acteurs locaux les référentiels et règles de gestion permettant l'atteinte de l'objectif de définition d'un socle commun d'information et d'indicateurs
- Proposer des règles communes (guide pratique) portant sur le traitement des données personnelles notamment à caractère médical
- Participer aux échanges avec les éditeurs de solutions-métiers
- Mettre en place un cadre permettant de faciliter la transmission et les échanges de données entre les services de l'Etat ou les autres caisses dans un but de simplification de l'accès aux Départements des données nécessaires à l'appréciation des ressources des personnes sollicitant les aides sociales

| Déclinaison opérationnelle | Cible |
|---|---|
| Mise en œuvre des travaux à venir déclinant la mesure portée en LFSS pour 2022 | A partir de 2022 |

### Conditions de réussite

- Capacité à faire des éditeurs et appui de la CNSA dans la régulation

# - Annexe 1 : Tableaux de bord

Les principes :

- Un tableau de bord d'indicateurs **en nombre limité, ciblés, productibles simplement** (voire déjà disponibles dans des définitions harmonisées)

- Deux types/niveaux d'indicateurs sont à distinguer :
  - **Niveau 1:** Les indicateurs qui seront suivis au niveau national et qui seront harmonisés pour l'ensemble des territoires, ils feront l'objet d'une restitution nationale et d'une restitution locale (permettant aux Départements de se positionner par rapport au national)
  - **Niveau 2:** Les indicateurs relatifs à la déclinaison opérationnelle des engagements, celle-ci est personnalisée, le suivi est d'un niveau différent : il sera utile dans le dialogue entre la CNSA et chaque Département dont les modalités sont à définir mais n'aura pas pour objet d'intégrer une restitution nationale.

Enfin, un certain nombre de **données et chiffres clés** peuvent être produits et restitués, s'ils ne constituent pas à proprement parler des indicateurs de suivi ou de pilotage, ils sont nécessaire à la compréhension du contexte de chacun (ex: données de population)

# - Tableau de bord des indicateurs de la feuille de route stratégique et opérationnels communs à tous les Départements et MDPH (Indicateurs de niveau 1)

| **1. Profil monographique du département ou de la collectivité** | |
|---|---|
| Données populationnelles | ❖ Population du département au 1er janvier de l'année<br>○ dont la part des 75 ans et plus<br>○ dont la part des 85 ans et plus |
| Thématique Personnes âgées | ❖ Bénéficiaires de l'APA : nombre de bénéficiaires payés au titre du mois de décembre<br>❖ Taux d'évolution du nombre de bénéficiaires APA (en %)<br>❖ Taux de personnes bénéficiant de l'APA dans la population des 75 ans et plus (en %)<br>❖ Dépenses d'APA (domicile + établissement) (en euros)<br>○ dont dépenses APA domicile (en euros)<br>○ dont dépenses APA établissement (en euros) |

| | |
|---|---|
| | ❖ Montant moyen annuel d'APA versé par bénéficiaire domicile (en euros)<br>❖ Montant moyen annuel d'APA versé par bénéficiaire établissement (en euros)<br>❖ Concours APA 1 versé par la CNSA (en euros)<br>❖ Concours APA 2 versé par la CNSA (en euros)<br>❖ Taux de couverture des dépenses d'APA par le concours CNSA (en %)<br>❖ Concours conférence des financeurs (montant définitif notifié des deux concours) (en euros)<br>❖ Dépenses au titre des 2 concours conférence des financeurs (dépenses utilisées) (en euros)<br>❖ Taux de consommation concours conférence des financeurs - autres actions de prévention (en %)<br>❖ Taux de consommation concours conférence des financeurs - forfait autonomie (en %) |
| Thématique Personnes Handicapées | ❖ Bénéficiaires de la PCH : bénéficiaires d'au moins un paiement au cours de l'année<br>❖ Taux d'évolution du nombre de bénéficiaires de la PCH (en %)<br>❖ Taux de personnes bénéficiant de la PCH dans la population des moins de 60 ans (en %)<br>❖ Dépenses de PCH (adultes + enfants) (en euros)<br>o dont dépenses PCH Adultes (en euros)<br>o dont dépenses PCH Enfants (en euros)<br>❖ Montant annuel moyen de PCH versé par adulte bénéficiaire (en euros)<br>❖ Montant annuel moyen de PCH versé par enfant bénéficiaire (en euros)<br>❖ Concours PCH versé par la CNSA (en euros)<br>❖ Taux de couverture des dépenses de PCH par le concours CNSA (en %)<br>❖ Taux de bénéficiaires de l'AAH parmi la population des 20-59 ans (en %) |
| **2. Focus MDPH** | |

| | |
|---|---|
| Données de contexte sur l'activité, les organisations, les moyens | ❖ Nombre de personnes ayant déposé une demande<br>❖ Nombre de demandes faites en ligne<br>❖ Nombre de décisions et avis rendus<br>❖ Taux d'évolution annuel des décisions ou avis rendus<br>❖ Stock de demandes à traiter / stock + flux de demandes déposées<br>❖ Evolution du stock de demandes à traiter N / N-1<br>❖ Nombre d'ETPT internes<br>❖ ETP Accueil Instruction / ETP Evaluation, accompagnement, RIP et correspondants scolarisation (%)<br>❖ Crédits de l'État à la MDPH<br>❖ Concours pour le fonctionnement de la MDPH versé par la CNSA aux départements ou collectivités (en euros)<br>❖ Concours Fonds de compensation du handicap (en euros) |
| Qualité du service rendu | ❖ Nombre de répondants à l'enquête MSU<br>❖ Taux de satisfaction des PH et des familles<br>❖ Recours gracieux et contentieux / nombre de décisions et avis rendus (%)<br>❖ Recours contentieux / recours gracieux et contentieux (%).<br>❖ Existence d'une démarche de contrôle interne |
| Suivi de la politique nationale | ❖ Droits ouverts sans limitation de durée CMI cumul des trois mentions / droits ouverts à la CMI cumul des trois mentions (à une date donnée) (%)<br>❖ Droits ouverts sans limitation de durée CMI "mention invalidité" / droits ouverts à la CMI "mention invalidité" (à une date donnée) (%)<br>❖ Droits ouverts sans limitation de durée CMI "mention priorité" / droits ouverts à la CMI "mention priorité" (à une date donnée) (%)<br>❖ Droits ouverts sans limitation de durée CMI "mention stationnement" / droits ouverts à la CMI "mention stationnement" (à une date donnée) (%)<br>❖ Taux d'évolution de la part des DSLD CMI invalidité dans l'ensemble des droits ouverts à la CMI invalidité (%) |

| | |
|---|---|
| | ❖ Taux d'évolution de la part des DSLD CMI priorité dans l'ensemble des droits ouverts à la CMI priorité (%)<br>❖ Taux d'évolution de la part des DSLD CMI stationnement dans l'ensemble des droits ouverts à la CMI stationnement (%)<br>❖ Droits sans limitation de durée AAH1 / droits ouverts AAH1<br>❖ Taux d'évolution de la part des DSLD AAH1<br>❖ "Droits sans limitation de durée d'AEEH / droits ouverts d'AEEH"<br>❖ Part des orientations notifiées en dispositifs |
| Améliorer le parcours | ❖ Nombre de PAG enfants<br>❖ Nombre de droits ouverts au titre de l'amendement Creton / nombre de places installées en EMS enfants<br>❖ Nombre de PAG adultes<br>❖ Nombre de notifications vers les services / Nombre d'orientations MS<br>❖ Nombre de personnes en liste d'attente / nombre de places installées<br>❖ Durée moyenne d'attente entre la décision d'orientation et l'admission |
| Accès à l'emploi | ❖ Nombre d'orientations en emploi accompagné<br>❖ Nombre de décisions d'orientation ESAT / nombre de décisions d'attribution de RQTH |
| Améliorer l'accès aux droits | ❖ Délai moyen de traitement (toutes prestations, tous publics) (en mois)<br>❖ Délai moyen de traitement enfants (en mois)<br>❖ Délai moyen de traitement adultes (en mois)<br>❖ Délai moyen de traitement de la PCH (en mois) (dont PCH aide humaine)<br>❖ Délai moyen de traitement de l'AAH (en mois) |
| Equité de traitement | ❖ Taux de personnes Adultes qui ont déposé une demande / population Adultes<br>❖ Taux de personnes Enfants qui ont déposé une demande / population Enfants |

| | |
|---|---|
| | ❖ Taux d'accords AAH (demandes explicites)<br>❖ Taux d'accords PCH (demandes explicites)<br>❖ Nombre d'accords de matériel pédagogique / nombre d'enfants de moins de 20 ans<br>❖ Taux d'accord CMI stationnement (demandes explicites)<br>❖ Taux d'accord CMI invalidité (demandes explicites)<br>❖ Ratio entre les élèves accompagnés par des aides humaines et la population d'âge scolaire<br>❖ Part des élèves accompagnés par les aides humaines mutualisées dans le total élèves accompagnés par des aides humaines<br>❖ Nombre de décisions et avis rendus / nombre de demandes<br>❖ Part des demandes génériques dans le total des demandes |
| **3. Budget d'intervention (anciennement section IV)** | |
| | ❖ Période couverte par la convention<br>❖ Montant du programme (en euros)<br>❖ Montant prévisionnel de la subvention à la CNSA (en euros) |
| **4. Aide à domicile** | |
| | ❖ Nombre total de SAAD autorisés<br>❖ Part des SAAD habilités à l'aide sociale<br>❖ Part de l'activité APA/PCH/Aide-ménagère prestataire des SAAD sous CPOM<br>❖ Nombre de SPASAD<br>❖ Volume total d'activité prestataire en heures pour l'année au titre de l'APA<br>❖ Volume total d'activité prestataire en heures pour l'année au titre de la PCH<br>❖ Volume total d'activité prestataire en heures pour l'année au titre de l'aide-ménagère<br>❖ Volume total d'activité prestataire en heures pour l'année TOTAL APA PCH AM<br>❖ Tarif moyen départemental pour l'APA<br>❖ Tarif moyen départemental pour la PCH |

| | |
|---|---|
| | ❖ Tarif moyen départemental pour l'aide-ménagère<br>❖ Part des SAAD autorisés pour lesquels la télégestion est appliquée |
| **5. Soutien aux aidants** | |
| | ❖ Montant du concours AAP utilisé / Nombre d'actions en direction des aidants financées via le concours<br>❖ Montant du concours AAP utilisé / Nombre de bénéficiaires touchés par les actions financées via le concours<br>❖ Mise à disposition des aidants d'informations sur les droits et actions accessibles sur le territoire via un dispositif de centralisation/rubrique aidants internet (O/N) |
| **6. Habitat inclusif / AVP** | |
| | ❖ Nombre d'habitats bénéficiant du forfait habitat inclusif<br>❖ Nombre de projets bénéficiant d'un soutien à l'investissement<br>❖ Signature de l'accord pour le développement de l'habitat inclusif avec la CNSA<br>❖ Nombre de conventions signées avec des porteurs de projet<br>❖ Nombre d'habitats inclusifs opérationnels existants faisant l'objet d'une convention en cours avec un porteur pour l'AVP<br>❖ Nombre d'AVP versées<br>❖ Moyenne du montant de l'AVP versée<br>❖ Nombre d'habitants bénéficiaires de l'AVP |
| **7. Aides techniques** | |
| | ❖ Existence d'une cartographie des lieux ressources à jour<br>❖ Mise à disposition de la cartographie des lieux ressources à destination du grand public et des professionnels<br>❖ Formalisation d'une stratégie départementale « aides techniques » |

Fait en trois exemplaires, le

Signatures

Directrice de la CNSA,

Président(e) du Conseil départemental,

Président(e) du GIP MDPH

AVENANT A LA CONVENTION PLURIANNUELLE CNSA-DEPARTEMENT 2021-2024

-

**ANNEXES DE LA FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE ET OPERATIONNELLE**
**ENTRE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DOUBS**
**2021-2024**

***Cette annexe est destinée à la saisie des tableaux de déclinaison opérationelle***
***des engagements du Département/MDPH/MDA***

**Ou collectivité en charge des politiques de l'autonomie*

# 1. Améliorer la qualité et faciliter la relation avec les personnes

## Objectif 1.1 : Garantir un accueil de qualité pour les personnes handicapées et les personnes âgées

**Objectif 1.1.1 :** Garantir au plus près des lieux de vie un accueil visible, territorialisé et de proximité pour les personnes âgées ou en situation de handicap

**→Soutenir l'amplification de la présence territoriale des MDPH/MDA par la création de relais territoriaux quels qu'en soient la forme et le support en complémentarité avec les dispositifs existants**

Tab. 1

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD [1] | Rôle MDPH - MDA [1] |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Mettre en place des relais autonomie sur le territoire départemental | | Diagnostic | Mise en œuvre | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

*[1] Pour chaque tableau déclinant l'engagement de manière opérationnelle, le rôle de pilote ou de contributeur est à indiquer. Le tableau est personnalisé par chaque département en accord avec la CNSA.*

**Zone de commentaires libres (300 caractères max.) : centralisation de l'accueil à la MDPH à Besançon avec possibilité pour les bénéficiaires de déposer leur demande sur deux sites territorialisés et RDV délocalisés. Réflexion globale sur l'accueil/orientation à l'échelle départementale pour les PA et les PH dans le cadre du futur SPTA.**

**→Référencer les portails CNSA sur les sites départementaux pour favoriser l'accès à l'information et aux services numériques**

Tab. 2

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Référencer Mon parcours handicap.gouv.fr + site CNSA sur le site de la MDPH | | Présence des référencements | Présence des référencements | Présence des référencements | | Pilote |
| Référencer le site CNSA sur le futur portail personnes âgées du Département | | | Présence des référencements | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Egalement outil "ma boussole des aidants"**

**Objectif 1.1.2 :** Améliorer l'accessibilité et la qualité de l'accueil

**→Améliorer la qualité de l'information à destination des personnes pour une plus grande autonomie dans leurs parcours en s'appuyant, le cas échéant, sur le réseau des référents Accueil et information**

Tab. 3

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Participer activement au réseau des référents Accueil et information | Nb de réunions | Nb de réunions | Nb de réunions | Nb de réunions | | Pilote |
| Améliorer la qualité de l'information sur le site internet de la MDPH en diversifiant les supports | Nb de visiteurs sur le site | Nb de visiteurs sur le site | Nb de visiteurs sur le site | Nb de visiteurs sur le site | | Pilote |
| Mise en place d'un portail internet "Personnes âgées" | | | Nb de visiteurs sur le site | Nb de visiteurs sur le site | Pilote | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Avoir une stratégie de communication accessible en direction des PA et PH notamment en veillant à la diffusion d'outils en FALC**

Tab. 4

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Inclure le FALC dans notre stratégie de communication avec les personnes | | Nb de fiches FALC mises en ligne | Nb de fiches FALC mises en ligne | Nb de fiches FALC mises en ligne | | Pilote |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## Objectif 1.2 : Favoriser l'expression et la participation des personnes et de leurs représentants

**Objectif 1.2.1** Prendre en compte l'expression des personnes et s'appuyer sur les conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)

**→Garantir le rôle et faire vivre le CDCA en tant qu'instance de démocratie participative représentative de personnes**

Tab. 5

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Réunir les différentes instances du CDCA | | Nb de réunions plénières, de bureaux PA et PH | Nb de réunions plénières, de bureaux PA et PH | Nb de réunions plénières, de bureaux PA et PH | Pilote | |
| Impliquer le CDCA dans les grands projets du mandat (habitat inclusif, évolution de l'offre…) | | X | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Favoriser et prendre en compte l'expression des personnes (expression du projet de vie, des souhaits des personnes)**

Tab. 6

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Développer des outils numériques d'aide à la formulation du projet de vie | | | Outil en ligne | | | Pilote |
| Développer des accueils de Niveau II pour aider à la définition des besoins des personnes handicapées | | Nb de plages de RDV / an | | | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Une réflexion est par ailleurs à engager sur la pair aidance**

**→Recueillir et garantir la prise en compte de la parole des usagers, les associer à la définition et au suivi des politiques publiques par exemple au travers d'enquêtes, ou de travaux en comité des usagers**

Tab. 7

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Développer les enquêtes thématiques de recueil des besoins pour outiller la prise de décisions. | | Nb d'enquêtes /an | Nb d'enquêtes /an | Nb d'enquêtes /an | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Thème retenu en 2021 : la pratique sportive : une enquête sur les besoins des personnes a été réalisée en été 2021 afin d'affiner la connaissance de leurs besoins.**

**Objectif 1.2.2** Intégrer l'expertise des personnes en situation de handicap dans l'activité des MDPH/MDA

**→Intégrer les sujets d'autodétermination, de participation des personnes et de pair expertise dans la formation des professionnels et l'information aux membres de la CDAPH**

Tab. 8

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Sensibiliser les professionnels de la MDPH à la Pair-Aidance et à l'autodétermination | | Taux de professionnels formés chaque année | Taux de professionnels formés chaque année | Taux de professionnels formés chaque année | | Pilote |
| Sensibiliser les membres de la CDAPH à la Pair-Aidance et à l'autodétermination | | | Taux de membres sensibilisés | | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Porter cette même ambition au sein du CDCA**

Tab. 9

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Sensibiliser les membres du CDCA à la pair-aidance et à l'autodétermination lors d'une réunion en présentiel | | | Taux de membres sensibilisés | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**Objectif 1.2.3** Renforcer le droit des personnes à être entendues par la CDAPH

**→Veiller au renforcement de l'écoute, qu'il s'agisse de situations individuelles, ou de l'organisation de comités « usagers »**

Tab. 10

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Améliorer la communication autour du Droit à être entendu et les conditions de cette écoute par la CDAPH | | Qualitatif : Flyer diffusé avec chaque PPC transmis | Flyer diffusé avec chaque PPC transmis + informations sur le site internet | Flyer diffusé avec chaque PPC transmis + informations sur le site internet | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## Objectif 1.3 Poursuivre les démarches de qualité de service notamment au sein des MDPH

**Objectif 1.3.1** Déployer une culture de la mesure d'activité, de la satisfaction et de la transparence

**→Exploiter le tableau de bord harmonisé comprenant les indicateurs de mesure dans le cadre global du pilotage de l'activité de la MDPH/MDA (tableau des indicateurs départementaux, OVQ, ..)**

Tab. 11

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Diffuser mensuellement les tableaux de bord des services de la MDPH actualisés aux agents MDPH | x | x | x | x | | Pilote |
| Diffuser mensuellement le tableau de bord Autonomie aux élus et aux cadres de la collectivité | x | x | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Les OVQ sont inclus dans les tableau de bord des services**

**→Amplifier la mesure de satisfaction de la MDPH/MDA**

Tab. 12

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Procéder à des campagnes annuelles de communication pour lancer la Mesure Satisfaction Usagers pour atteindre 10 % de répondants parmis les personnes sollicités | Tx de réponses | Tx de réponses | Tx de réponses | Tx de réponses | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Un mailing est fait annuellement aux usagers ayant eu au moins une décision dans l'année. En 2021 : mailing 6000 personnes (qui ont eu une décision dans l'année et qui ont une adresse mail) sur 12 000 demandes annuelles, 600 ont répondu.**

**→Rendre publics les résultats des indicateurs d'activité et de satisfaction**

Tab. 13

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Rendre publics les résultats des indicateurs en publiant le baromètre sur le site de la MDPH | barométre sur le site | barométre sur le site | barométre sur le site | barométre sur le site | | Pilote |
| Rendre publics les résultats des indicateurs en diffusant les résultats par affichage dans les locaux | barométre affiché | barométre affiché | barométre affiché | barométre affiché | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**Objectif 1.3.2** Déployer la démarche d'amélioration continue de la qualité dans les MDPH/MDA pour un pilotage rénové de leur activité

**→Conduire une démarche continue et suivie d'amélioration de la qualité de service**

Tab. 14

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Poursuivre la mise en œuvre de la démarche qualité basée sur l'amélioration continue | Tx d'objectifs atteints / an | Tx d'objectifs atteints / an | Tx d'objectifs atteints / an | Tx d'objectifs atteints / an | | Pilote |
| Poursuivre la mise en œuvre de la démarche qualité basée sur l'amélioration continue | Nb de fiches d'amélioration rédigées | Nb de fiches d'amélioration rédigées | Nb de fiches d'amélioration rédigées | Nb de fiches d'amélioration rédigées | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Les fiches sont rédigées en cas d'incident. Ces fiches sont étudiées par la suite pour mettre en place des actions correctives. La mesure du Nombre de fiches rédigées sera un indicateur permettant de mesurer l'appropriation par les agents de cette culture d'amélioration continue.**

**→Renforcer l'équité d'accès aux prestations et diffusion du contrôle interne**

Tab. 15

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Formaliser les parcours d'intégration des agents grâce au référentiel socle des compétences | | existence d'un process formalisé d'intégration des agents et de son suivi | existence d'un process formalisé d'intégration des agents et de son suivi | existence d'un process formalisé d'intégration des agents et de son suivi | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Favoriser la formation des personnels des MDPH/MDA notamment en lien avec le CNFPT**

Tab. 16

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Formaliser et décliner le plan de formations MDPH | | Tx d'agents formés<br>Nb de jours de formation | Tx d'agents formés<br>Nb de jours de formation | Tx d'agents formés<br>Nb de jours de formation | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**Objectif 1.3.3** Simplifier les démarches, s'engager sur les délais

**→S'assurer de l'appropriation des droits sans limitation de durée par les équipes des MDPH/MDA et les membres des CDAPH comme prévu par les décrets n°2018-1222 du 24 décembre 2018 et n°2018-1294 du 27 décembre 2018 ainsi que celui n°2019-1501 du 30 décembre 2019**

Tab. 17

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Suivre le taux de droits sans limitation de durée accordés | Tx de SLD par prestations (maintien de standards actuels) | Tx de SLD par prestations (maintien de standards actuels) | Tx de SLD par prestations (maintien de standards actuels) | Tx de SLD par prestations (maintien de standards actuels) | | Pilote |
| Mettre en œuvre la prorogation automatique | Tx de droits prorogés automatiquement | Tx de droits prorogés automatiquement | Tx de droits prorogés automatiquement | Tx de droits prorogés automatiquement | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Assurer une maîtrise des délais de traitement (« garantie délai ») des demandes**

Tab. 18

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Développer des outils de pilotage du stock de demandes pour mieux le qualifier et le gérer | DMT < 4 mois | DMT < 4 mois | DMT < 4 mois | DMT < 4 mois | | Pilote |
| Robotiser certaines tâches pour optimiser les délais | | Etude portant sur l'acquisition et le déploiement du RPA (automatisation des processus via des robots) | | | | Pilote |
| Adapter le tableau de bord opérationnel en continu pour repérer les zones de tension dans le process | | | | | | Pilote |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Organiser le travail en réseau avec les acteurs du territoire pour faciliter les évaluations**

Tab. 19

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Animer le partenariat avec les Services Autonomie (équipes médico-sociales du Département) pour améliorer la qualité des évaluations de la PCH. | | Nb de rencontres / an<br>Nb de formations | Nb de rencontres / an<br>Nb de formations | Nb de rencontres / an<br>Nb de formations | Contributeur | Pilote |
| Renforcer la coopération avec l'Education Nationale pour optimiser les délais | | Nb de rencontres institutionnelles par an | Nb de rencontres institutionnelles par an | Nb de rencontres institutionnelles par an | | Pilote |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## Objectif 1.4 Développer de nouveaux services numériques pour faciliter la vie des personnes

**→Définir des stratégies numériques visant au développement des services numériques et accompagner les personnes dans l'accès et l'usage de ces téléservices (pour les personnes en situation de handicap, ainsi que pour les personnes âgées par exemple dans le cadre du projet téléservice DUAPA)**

**Tab. 20**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Mettre en œuvre un téléservice pour les demandes MDPH | | | Tx de dossiers déposés par ce canal | Tx de dossiers déposés par ce canal | Contributeur | Pilote |
| Mettre en œuvre un accompagnement au numérique à l'accueil MDPH | | Présence de borne numérique à l'accueil de la MDPH | | | | Pilote |
| Mettre en place un portail Personnes âgées | | Réalisation | nb de connexions | nb de connexions | Pilote | |
| Reflexion sur un téléservice pour les PA en lien avec le futur SI APA national | | | lancement de la réflexion | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Veiller à l'accessibilité de services numériques : conformité à la norme RGAA**

**Tab. 21**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Site internet MDPH à la norme RGAA | norme RGAA appliquée | | | | Contributeur | Pilote |
| Déployer un téléservice à la norme RGAA | | norme RGAA appliquée | | | | Pilote |
| Intégrer la norme RGAA dans la mise en place du portail Personnes âgées | | norme RGAA appliquée | | | Pilote | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## 2. Accompagner le parcours et adapter l'offre

### Objectif 2.1 Elaborer des réponses individualisées fondées sur une évaluation multidimensionnelle de la situation de la personne

**→Utiliser les guides et référentiels nationaux pour construire sa démarche évaluative en direction des publics PA et PH**

Tab. 22

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Intégrer dans le plan de formation des agents les formations aux guides et référentiels nationaux | | Nb de jours de formations sur les guides | Nb de jours de formations sur les guides | Nb de jours de formations sur les guides | | Pilote |
| Auditer les pratiques pour vérifier l'appropriation des outils | | | nb d'audits / an | nb d'audits / an | | Pilote |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : les audits sont réalisés par le médecin coordonnateur de la MDPH

**→S'assurer de l'utilisation du formulaire de demande unique DUAPA**

Tab. 23

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Formulaire utilisé pour toutes les nouvelles demandes APA | | lancement du projet | 100% des usagers | 100% des usagers | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Garantir les compétences des équipes d'évaluation (formation, échanges de pratiques)**

Tab. 24

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Améliorer les outils d'évaluation de la performance des équipes en adaptant les grilles des entretiens d'évolution aux métiers de la MDPH | | Grille d'évolution revue | | | | Pilote |
| Définir le plan de formation MDPH découlant des entretiens d'évolution | | Plan de formation rédigé et suivi | Plan de formation rédigé et suivi | Plan de formation rédigé et suivi | | Pilote |
| Formations régulières à l'évaluation multi-dimensionnelle APA | Tx d'agents formés | Tx d'agents formés | Tx d'agents formés | Tx d'agents formés | Pilote | |
| Soutenir les équipes par l'analyse de la pratique | Nb de séances réalisées | Nb de séances réalisées | Nb de séances réalisées | Nb de séances réalisées | Pilote | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→S'inscrire dans un objectif de reconnaissance mutuelle des évaluations avec ses partenaires (caisses de retraite en particulier) comme le prévoit l'article L 232-13 du CASF**

Tab. 25

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Elaborer une convention avec la CARSAT | | X | | | Pilote | |
| Assurer un suivi de la reconnaissance mutuelle des évaluations | | | Nb d'évaluations en GIR 1 à 4 faites par la CARSAT par an<br>Nb d'évaluation en GIR 5-6 réalisé par CD par an | Nb d'évaluations en GIR 1 à 4 faites par la CARSAT par an<br>Nb d'évaluation en GIR 5-6 réalisé par CD par an | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Améliorer l'information des usagers sur leur plan d'aide**

Tab. 26

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Mettre en place un courrier plus détaillé pour les plans d'aide | | x | x | x | Pilote | |
| Utiliser l'outil nomade lors des Visites à domicile pour calculer en direct le plan d'aide | | Utilisation pour toutes les nouvelles demandes | Utilisation pour toutes les nouvelles demandes | Utilisation pour toutes les nouvelles demandes | Pilote | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Veiller à prendre en compte la situation des proches aidants dans le cadre de l'évaluation multidimensionnelle**

Tab. 27

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Former les équipes à la prise en compte de la situation des aidants lors de l'évaluation globale des PH | | Nb d'agents formés | Nb d'agents formés | Nb d'agents formés | | Pilote |
| Former les équipes à la prise en compte de la situation des aidants lors de l'évaluation globale des PA à l'aide de l'outil nomade | | 100% des nouveaux arrivants formés | 100% des nouveaux arrivants formés | 100% des nouveaux arrivants formés | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## Objectif 2.2 Construire des réponses aux situations les plus complexes et transformer l'offre

**→S'inscrire dans la mise en œuvre de la réponse accompagnée pour tous**

Tab. 28

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Mettre en œuvre la Communauté 360 dans toutes ses dimensions d'accueil, d'accompagnement des situations en rupture et de prévention des ruptures | x | | | | | Pilote |
| Mettre en œuvre et organiser les commissions d'affectation pour atteindre le zéro sans solution lors des rentrées scolaires | Nb d'enfants sans solution en septembre de l'année | Nb d'enfants sans solution en septembre de l'année | Nb d'enfants sans solution en septembre de l'année | Nb d'enfants sans solution en septembre de l'année | | Pilote |
| Poursuivre les réunions de travail MDPH/ARS sur le suivi des situations individuelles | Nb de points annuels | Nb de points annuels | Nb de points annuels | Nb de points annuels | | Pilote |
| Mettre en œuvre des réunions semestrielles DA/ARS/MDPH sur l'analyse des besoins du territoire | | 2 réunions par an | 2 réunions par an | 2 réunions par an | Contributeur | Pilote |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→S'assurer de l'articulation des actions menées au titre de l'aide sociale à l'enfance et de la réponse accompagnée pour assurer cohérence et complémentarité**

Tab. 29

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Elaborer une convention d'échanges de données pour améliorer la connaissance des besoins de ce public | | x | | | Contributeur | Pilote |
| Informer les équipes de l'aide sociale à l'enfance sur les enjeux de RAPT | | taux d'agents sensibilisés | taux d'agents sensibilisés | taux d'agents sensibilisés | | Pilote |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* : différentes actions sont mises en place dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance à destination de 3 publics (les enfants accompagnés par l'ASE en situation de handicap, les parents d'enfants en situations de handicap et les parents handicapés)

**→Pour la MDPH, assurer un rôle d'ensemblier pour la recherche et la mise en place de réponses adaptées dans le cadre de la réponse accompagnée**

Tab. 30

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Organiser des réunions partenariales pour les situations critiques / complexes | Nb de Groupes Opérationnels de Synthèse | Nb de GOS | Nb de GOS | Nb de GOS | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Participer à la recherche et l'effectivité de réponses adaptées aux besoins des personnes au plus près de chez elles (notamment s'agissant de la prévention des départs non souhaités vers la Belgique) en prévoyant, le cas échéant, des possibilités dérogatoires au cadre réglementaire de droit commun précisés dans le règlement d'aide sociale départemental (RDAS)**

Tab. 31

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Poursuivre les travaux autour de l'allégement du cadre réglementaire dans le cadre des dérogations | | Evolution du RDAS (règlement d'aide sociale) | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: 1 seule personne est actuellement accueillie en Belgique.**

**→Poursuivre dans le temps des objectifs de cohérence et d'articulation des dispositifs de coordination dans l'intérêt des publics et la cohérence de leur parcours**
- En matière de déploiement des communautés 360
- En matière de déploiement des DAC

Tab. 32

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Etablir une convention DAC / MDPH / Département | | Convention | Suivi de la mise en œuvre | Suivi de la mise en œuvre | Pilote | |
| Formation réciproque des équipes DAC et 360 au périmètre d'intervention | Formation effective | | | | | Pilote |
| Participation du DAC aux EP 360 | | | | | Contributeur | Pilote |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Contribuer à offrir aux personnes des solutions diversifiées, individualisées et modulaires répondant notamment aux problématiques de transition dans les âges de la vie (enfant/jeune adulte/adulte) départemental (RDAS)**

Tab. 33

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Poursuivre les travaux communs DA/ARS/MDPH sur la facilitation des transitions dans les âges. | Nb d'amendement Creton Nb de + 60 ans en ESMS PH Adulte (hors PHMV en ESMS). | Nb d'amendement Creton Nb de + 60 ans en ESMS PH Adulte (hors PHMV en ESMS). | Nb d'amendement Creton Nb de + 60 ans en ESMS PH Adulte (hors PHMV en ESMS). | Nb d'amendement Creton Nb de + 60 ans en ESMS PH Adulte (hors PHMV en ESMS). | Contributeur | Pilote |
| Développer l'habitat inclusif en faveur des personnes handicapées vieillissantes | | Nb de bénéficiaires de l'AVP | Nb de bénéficiaires de l'AVP | Nb de bénéficiaires de l'AVP | Pilote | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Les PHMV sont des foyers dédiés au personnes Handicapées mentales vieillissantes.**

**→Développer une offre médico-sociale d'accompagnement et de répit souple, adaptée aux besoins et suffisante en lien avec les ARS (séquentielle – jour et/ou nuit, temporaire, en dispositifs, accueil familial, etc.) favorisant des solutions entre « le tout établissement » et « le tout domicile »**

Tab. 34

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Transformer progressivement l'offre en établissements personnes âgées en plateforme de services | | | | x | Pilote | |
| Mettre en œuvre un projet de référence en matière de plateforme de service | | | x | | Pilote | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* : La réflexion sur cet axe est à poursuivre

## Objectif 2.3 Développer la politique domiciliaire notamment au travers de la structuration et le pilotage de l'offre des services d'aide à domicile

### **Objectif 2.3.1** Pilotage de l'offre de services d'aide à domicile

**→Garantir aux personnes âgées et/ou handicapées une réponse à leurs besoins en matière d'aide à domicile**

Tab. 35

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Couvrir 100% du territoire par des SAAD en CPOM | 100% | 100% | 100% | 100% | Pilote | |
| Part des communes couvertes par au moins 2 opérateurs différents | % | % | % | % | Pilote | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Assurer la contractualisation avec les SAAD et l'animation du réseau (par exemple au travers de réunions d'informations, groupes de travail, partage de pratiques et expériences favorisant ainsi l'interconnaissance, un travail en commun sur la politique domiciliaire, le partage sur le traitement des situations individuelles)**

Tab. 36

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Part de SAAD ayant signé 1 CPOM avec le Département | % | % | % | % | Pilote | |
| % d'interventions assurées par un SAAD en CPOM | | 70% | 75% | 80% | Pilote | |
| Part de SAAD engagés dans le développement d'analyse de la pratique et de temps collectifs | % | % | % | % | Pilote | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Piloter l'offre de SAAD et sa transformation favorisant la couverture territoriale des besoins, l'efficience de l'organisation de l'offre (par exemple au travers de la coopération et/ou mutualisation de ressources à l'échelle territoriale), ainsi que la structuration d'une offre globale liant aide et soins à domicile (développement des SPASAD) et le positionnement des SAAD comme acteurs clés du parcours de vie des personnes**

**Tab. 37**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Engager une réflexion commune avec l'ARS sur le nombre de SPASSAD et leur couverture territoriale | | X | x | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Contribuer à faire des métiers du soutien à domicile des métiers plus attractifs (en agissant par exemple sur la communication, l'aide à la mobilité, l'articulation entre politique autonomie et insertion professionnelle, les solutions de passerelles entre établissements et services, etc.)**

**Tab. 38**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Nb d'actions engagées par les SAAD pour favoriser l'attractivité des métiers | | | | | Pilote | |
| Part de SAAD proposant des véhicules de service | | | | | Pilote | |
| Part de SAAD proposant des avantages extra-conventionnels | | | | | Pilote | |
| Mise en œuvre avenant 43 et extension à l'ensemble des SAAD sous CPOM | | X | | | | |
| Travailler sur l'articulation politiques autonomie/insertion | | lancement du projet | | | | |
| Mise en place de coach filières en lien avec Pôle Emploi pour améliorer les capacités de recrutement des structures | | | x | | Pilote | Contributeur |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* : **Suivi de ces mesures dans le cadre des CPOM**

**→Favoriser l'harmonisation des échanges d'informations entre CD et SAAD : Utilisation du standard ESPPADOM**

**Tab. 39**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Développer la télétransmission des informations SAAD / CD | | % de SAAD télétransmettant leurs données | % de SAAD télétransmettant leurs données | % de SAAD télétransmettant leurs données | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* : **Les SAAD en CPOM télétransmettent leurs données horaires sur la plateforme Domatel en utilisant le standard ESPPADOM**

**→Transmettre les arrêtés d'autorisation des SAAD à l'ARS en vue d'une fiabilisation du FINESS et de l'annuaire des SAAD porté par le portail pour-les-personnes-âgées.gouv.fr conformément aux textes en vigueur**

**Tab. 40**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Transmettre les arrêtés d'autorisation des SAAD à l'ARS | | transmission effectuée | transmission effectuée | transmission effectuée | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Promouvoir les dispositifs innovants pour le soutien à domicile**

Tab. 41

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Nb de SAAD engagés dans un dispositif innovant ou expérimental | | | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Suivi dans le cadre des CPOM, action déjà en-cours**

**Objectif 2.3.2** Favoriser le développement de solutions d'habitats inclusifs et de l'aide à la vie partagée

**→Porter et animer la dynamique territoriale de développement de l'habitat inclusif, conformément à la Loi Elan**

Tab. 42

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Mettre en place la CDFHI | Installation | nb de réunions | nb de réunions | nb de réunions | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Participer à la mobilisation de l'ensemble des acteurs, notamment les mairies, les EPCI, les bailleurs mais aussi l'ARS, les porteurs de projets, etc.**

Tab. 43

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Assurer un soutien à l'émergence de projets | Crétion aide à l'ingénierie | nb de projets bénéficiant d'aide | nb de projets bénéficiant d'aide | nb de projets bénéficiant d'aide | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Mettre en œuvre l'élargissement des compétences de la conférence des Financeurs à l'habitat inclusif et veiller à remonter les données d'activité chaque année**

Tab. 44

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Transmettre les informations dans le SI CNSA | | x | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Promouvoir l'habitat inclusif dans une dynamique de transformation et de diversification de l'offre**

Tab. 45

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Signature de la convention CD25/CNSA/Etat | x | | | | Pilote | |
| Sélection des projets via un AAP et signature des conventions avec les porteurs | | x | | | Pilote | |
| Installation de la CFHI | x | | | | Pilote | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: le renouvellement de l'AAP sera envisagé, le cas échéant, en fonction du bilan du 1er projets retenus en 2022**

**→[Option – personnalisation] [Déployer l'AVP (aide à la vie partagée) en signant un accord pour le développement de l'habitat inclusif avec la CNSA d'ici le 31 décembre 2022]**

Tab. 46

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Signer l'accord CNSA pour le développement de l'habitat inclusif | X | | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: L'accord fera l'objet d'un avenant en juin 2022 suite à l'AAP**

**→Informer et mobiliser les outils mis à disposition, dédiés à l'ingénierie territoriale ou à l'investissement (programmes nationaux pour l'aide à l'ingénierie, soutien à l'investissement, etc.)**

Tab. 47

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Soutenir l'investissement pour les projets d'HI | | Nb d'aides accordées | Nb d'aides accordées | Nb d'aides accordées | Pilote | |
| Recensement des aides à l'ingénierie et à l'investissement et mise à disposition des partenaires | | X | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→[S'orienter vers une stratégie politique spécifique pour les aménagements de logements (transversal aux PA et PH, diagnostic partagé avec les services CD et l'ANAH, modalités de financement, ..)]**

Tab. 48

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Remise à plat de la politique dédiée à l'adaptation des logements pour les PA et les PH | | diagnostic | mise en œuvre | | Pilote | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: objectif d'avoir une offre similaire CD/MDPH et de mieux accompagner les personnes : intervention d'un ergonome, accompagnement global y compris durant les travaux**

## Objectif 2.4 Pilotage de l'offre ESMS et politique d'aide à l'investissement

**→Faciliter le bon remplissage des données par les ESSMS : dépôt sur les plateformes ImportCA, ImportEPRD, ImportERRD, tableau de bord de la performance du médico-social, PrixESMS et/ou le cas échéant après analyse et concertation sur cette modalité transmettre en masse les données des ESMS**

Tab. 49

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| En lien avec l'ARS, mentionner dans le nouveau CPOM l'obigation de remplir les données demandées | | x | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Transmettre annuellement à la CNSA la valeur du point GIR départemental, l'objectif annuel d'évolution des dépenses**

Tab. 50

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Transmettre annuellement la valeur du GIR | | x | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→[Option – pour personnalisation] [Participer aux travaux de préparation de réformes tarifaires, en particulier l'expérimentation SERAFIN-PH et les travaux sur l'avenir de la section dépendance des EHPAD]**

Tab. 51

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Participer et contribuer aux travaux de la CNSA sur la connaissance de l'offre en ESSMS et de son évolution : information sur les EAP, AAP, AAC, AMI, etc., la politique d'habilitation / déshabilitation / conventionnement aide sociale des EHPAD**

Tab. 52

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Contribuer aux travaux | | | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Concourir à la bonne articulation des stratégies de réponse aux besoins en investissement des ESMS en lien avec les ARS, caisses, etc.**

Tab. 53

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Poursuivre le point trimestriel de coordination | nb de réunions | nb de réunions | nb de réunions | nb de réunions | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: coordination existante et efficace**

**→Faciliter le développement des dossiers usagers informatisés conformes au virage du numérique en santé**

Tab. 54

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Mettre en place la e-TICSS (SI utilisé par l'ARS) | Nb de ESMS engagés dans la démarche | nb de ESMS engagés dans la démarche | nb de ESMS engagés dans la démarche | nb de ESMS engagés dans la démarche | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→[Option dans le cadre de la personnalisation] [Participer aux travaux de préparation de réformes tarifaires, en particulier l'expérimentation SERAFIN-PH et les travaux sur l'avenir de la section dépendance des EHPAD]**

Tab. 55

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## 3. Prévenir la perte d'autonomie et renforcer le soutien aux proches

### Objectif 3.1 Définir et mettre en œuvre une politique coordonnée de prévention de perte d'autonomie à l'échelle départementale

**→Animer et piloter les travaux de la CFPPA (Participation aux groupes techniques organisés par la CNSA)**

Tab. 56

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Réunir les membres de la conférence des financeurs en assemblée plénière | Nb de réunions par an | | | | Pilote | |
| Participer aux groupes techniques organisés par la CNSA | Nb de réunions par an | | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Développer la politique de prévention en mobilisant les crédits des concours versés par la CNSA**

Tab. 57

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Lancer les appels à projet favorisant le déploiement des actions de prévention | Nb d'appels à projets et % de l'enveloppe CNSA mobilisée | | | | Pilote | |
| Evaluation du précédent programme coordonné et écriture d'un nouveau programme | | X | | | | |
| Objectif de pleine consommation des concours CNSA | | | X | X | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→S'inscrire dans la mise en œuvre de priorités partagées définies au niveau national avec le comité de pilotage national CFPPA, en particulier dans le déploiement sur l'ensemble des territoires d'actions portant sur la lutte contre l'isolement, la lutte contre la dépression/le risque suicidaire, la nutrition et l'activité physique adaptée**

Tab. 58

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Couvrir l'ensemble des EPCI sur les thématiques citées | | | 100% | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Intégrer les problématiques des proches aidants pour proposer des actions ciblées**

Tab. 59

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Couvrir l'ensemble des EPCI par au moins 1 action de soutien des proches aidants | | | 75% | 75% | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

## Objectif 3.2 Structurer une politique territoriale de soutien aux proches aidants.

**→Evaluer les besoins et la situation des proches aidants dans le cadre de l'évaluation des besoins des personnes, le cas échéant en développant des partenariats avec des experts et/ou le champ associatif**

**Tab. 60**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Evaluer les besoins des proches aidants dans le cadre de l'évaluation APA | | | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: La grille doit être complétée à 100% systématiquement**

**→Réaliser un diagnostic des besoins et des ressources du territoire (cartographie) et structurer une politique de soutien aux proches aidants de personnes âgées et en situation de handicap à l'échelle départementale en lien avec le schéma autonomie et les conférences de financeurs**

**Tab. 61**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Le département étant composé de 3 territoires, réaliser un diagnostic par territoire et par an | | x | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: Ce diagnostic doit permettre de formaliser une stratégie départementale en faveur des aidants**

**→Mettre en œuvre un plan d'actions « soutien aux proches aidants » permettant le développement du repérage, de la prise en compte des besoins, du soutien aux proches aidants (collectif et individuel) concourant ainsi à la mise en œuvre de la stratégie nationale « Agir pour les aidants »**

**Tab. 62**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Part d'EPCI couverts par au moins une action envers les proches aidants | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Contribuer à l'amélioration de la connaissance notamment dans le cadre de la remontée des informations permise par le rapport d'activité des CFPPA sur la thématique de l'aide aux aidants**

**Tab. 63**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Intégrer dans le rapport d'activité des CFPA des données relatives aux aidants | x | x | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Faire connaître aux proches aidants les droits et les ressources du territoire qui leurs sont destinées (via notamment la centralisation de l'information sur un site ou portail) ainsi que sensibiliser le grand public**

Tab. 64

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Intégrer les informations nécessaires aux proches aidants dans le portail internet Personnes âgées | | | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Sensibiliser les professionnels (notamment en charge de l'accueil, de l'information ou encore du repérage, de l'évaluation) à l'aide aux aidants**

Tab. 65

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Transmettre les actions financées par la conférence des financeurs aux équipes médico-sociales et aux CLICs | | Transmission 1 fois par an du programme d'actions financées | Transmission 1 fois par an du programme d'actions financées | Transmission 1 fois par an du programme d'actions financées | Pilote | Contributeur |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Contribuer au développement et la diversification à des solutions de répit et à l'accès à cette offre**

Tab. 66

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Intégrer le répit au plan APA | x | x | x | x | Pilote | |
| Développer les plateformes de service intégrant une dimension répit dans les établissements pour les personnes âgées dans une logique de parcours | | | nb d'établissements intégrant une plateforme de service | nb d'établissements intégrant une plateforme de service | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

## Objectif 3.3 Développer des réponses en faveur de la mobilité et de la lutte contre l'isolement des personnes

**→Promouvoir la réalisation d'un diagnostic partagé en vue de structurer une politique de lutte contre l'isolement à l'échelle départementale**

Tab. 67

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Réaliser un diagnostic isolement en s'appuyant sur le CDCA | | | | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Conduire une réflexion partagée relative à la mobilité des personnes afin de lutter contre leur isolement social et géographique**

Tab. 68

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Intégrer comme critères aux actions financées par le CFPPA la démarche d'aller vers ou de transport | | | x | | Pilote | |
| Initier une réflexion commune avec le Conseil Régional | | | Séminaire d'étude avec la Région / usagers / CDCA | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## Ojectif 3.4 Favoriser le développement de dispositifs permettant l'information et l'accès aux aides techniques

**→Recenser les dispositifs existants sur le territoire proposant de l'information et l'évaluation sur les besoins en aides techniques et de l'accompagnement et leur prise en main, le cas échéant identifier et faire connaître le ou les lieux ressources d'information sur les aides techniques à destination des professionnels et des personnes concernées**

Tab. 69

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Développer une équipe locale d'accompagnement aux aides techniques | | | Equipe locale déployée | Equipe locale déployée | Contributeur | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: cet objectif sera confirmé quand les conclusions de l'expérimentation actuelle sur le territoire de Belfort seront connues. Par ailleurs, il existe déjà un diagnostic pour les personnes handicapées.**

**→Appuyer ces dispositifs par la promotion et le soutien de leurs actions ou le recours à leur service dans le cadre de la construction et la mise en œuvre des plans de compensation individualisé ou des plans d'aide APA.**

Tab. 70

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Dédier une enveloppe au financement d'aides techniques dans le cadre de la conférence des financeurs | | | Montant de l'enveloppe dédié aux aides techniques | Montant de l'enveloppe dédié aux aides techniques | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Favoriser et mettre en œuvre une stratégie départementale (ou plan d'actions) « aides techniques » pour les personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie**

Tab. 71

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Participer à la création puis au fonctionnement d'une recyclothèque | | x | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Favoriser l'information des personnes (PA et PH) et les professionnels sur les aides techniques et les aménagements de logement**

Tab. 72

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Intégrer une information complète sur les aides techniques dans le portail Personnes Agées | | | x | x | Pilote | |
| Former les professionnels des services autonomie | | 100% des professionnels (actualisation des compétences) | 100% des nouveaux arrivants | 100% des nouveaux arrivants | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : **Ce mode de communication permettra de diffuser l'information au grand public et aux professionnels.**

**→Favoriser une politique coordonnée avec les partenaires dans le cadre d'une gouvernance pouvant s'appuyer sur les CFPPA**

Tab. 73

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Réunir les partenaires sur ce thème dans le cadre de la conférence des financeurs | | x | | | Pilote | |
| Evaluer le fonctionnement de la CFPPA pour notamment interroger son périmètre d'intervention | | x | | | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : **suite à la réunion de 2022, la stratégie pour les années suivantes sera affinée**

**→Accompagner les SAAD dans le développement de l'utilisation des AT par les professionnels intervenant auprès des personnes (objectif QVT notamment) ainsi que dans le repérage des besoins en aides techniques**

Tab. 74

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Intégrer cette thématique aux CPOM (volet innovation) pour sensibiliser les professionnels aux enjeux liés à l'environnement de la personne (aides techniques, aménagement du logement, désencombrement...) | | | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* :

**→Mettre à disposition des SAAD les éléments clés disponibles pour favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux relatifs à l'aménagement de logement des personnes accompagnées**

Tab. 75

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| (...) | | | | | | |

Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : **Se référer au tableau 74.**

## Objectif 3.5 Favoriser l'aménagement des logements

**→S'orienter vers une stratégie politique spécifique pour les aménagements de logements (transversal aux PA et PH, diagnostic partagé avec les services CD et l'ANAH, modalités de financement...)**

Tab. 76

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Développer la démarche globale d'accompagnement aux aménagements du logement et aux aides techniques en lien avec les opérateurs Habitat | | nb de logements concernés | nb de logements concernés | nb de logements concernés | Pilote | Contributeur |
| Organiser le suivi des conventionnements et l'articulation entre les partenaires locaux (SOLIHA - ANAH - FDC) pour optimiser les délais de traitement des aménagements de logement | | délai moyen de traitement | délai moyen de traitement | délai moyen de traitement | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

# 4. Renforcer le pilotage local et national et harmoniser les systèmes d'information

## Objectif 4.1 Améliorer la connaissance partagée des besoins des personnes à l'échelle du territoire

**Objectif 4.1.1** Faire des MDPH/MDA le lieu de connaissance des besoins des personnes, à même d'irriguer la transformation de l'offre territoriale et l'évolution des orientations

**→Conduire, en lien avec les organismes gestionnaires, le déploiement territorial effectif du système d'information de suivi des décisions des CDAPH d'orientation en ESMS et assurer une pleine utilisation de cet outil**

Tab. 77

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Participer aux côtés du Grades aux formations des ESMS | nb de jours de formation | nb de jours de formation | nb de jours de formation | nb de jours de formation | | Pilote |
| Contractualiser l'utilisation de ViaTrajectoire dans les CPOM (actualisation régulière des données) | | | | 100% des nouveaux CPOM qui intègrent cet objectif | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Contribuer à l'exploitation des données relatives aux besoins des personnes et à l'effectivité des décisions permettant ainsi la construction d'une stratégie de planification et de la création de solution et de l'évolution de l'offre**

Tab. 78

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Consolider les Listes d'Attente par typologie d'ESMS, par type de déficience et par priorité | listes d'attente consolidée IME | listes d'attente consolidée en MAS/ EAM- DAME | Priorisation des listes en EANM - MAS - DAME | | | Pilote |
| Participation avec le Grades à la mise en œuvre d'indicateurs départementaux sur l'offre | | | | | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Travailler en lien étroit avec les acteurs du territoire, pour l'accompagnement des personnes et le partage des diagnostics et solution du territoire**

Tab. 79

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Participation active au Comité technique départemental conduit par l'ARS et le CD | | x | x | x | Pilote | Contributeur |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* : **Cet objectif relève du quotidien des relations : travail conjoint sur le SDOSMS, le suivi des CPOM, les réunions régulières CD/MDPH/ARS...**

**Objectif 4.1.2** Renforcer une connaissance partagée entre les acteurs à l'échelle nationale, régionale et départementale pour agir sur l'équité de traitement

**→Poursuivre l'informatisation des éléments relatifs aux situations individuelles permettant une analyse populationnelle sur les caractéristiques et besoins des personnes (dans le respect des règles relatives à la protection des données personnelles) et leur transmission à la CNSA / DREES**

**Tab. 80**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Poursuivre la codification des situations individuelles et s'assurer de la performance de ce process | tx de situations codées | tx de situations codées | tx de situations codées | tx de situations codées | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Garantir la transmission des informations administratives et budgétaires des ESMS à la CNSA dès lors qu'un texte les prévoit**

**Tab. 81**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Transmettre les informations administratives et budgétaires des ESMS à la CNSA | Oui / non | Oui / non | Oui / non | Oui / non | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Encourager les ESMS sous compétence du département à transmettre leurs données financières et budgétaires à la CNSA via les outils mis à leur disposition pour le recueil de ces données, le cas échéant contribuer à la conception ou l'évolution de ces outils pour que les cadres de collecte répondent aux besoins des acteurs locaux et nationaux et évite les doubles saisies des données par les ESMS**

**Tab. 82**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Informer les ESMS sur la nécessité de transmettre les données à la CNSA | | x | x | x | Pilote | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## Objectif 4.2 Conforter le pilotage local et national

**→Développer une culture de pilotage, d'amélioration de la qualité et de contrôle interne**

Tab. 83

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Auditer un processus MDPH par an | | Nature du processus audité | Nature du processus audité | Nature du processus audité | | Pilote |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→S'inscrire dans un objectif d'amélioration continue de la qualité des données**

Tab. 84

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Développer des outils de vérification de la donnée par le repérage des valeurs aberrantes saisies dans le SIH | | | Outil développé | | | Pilote |
| Fiabiliser et enrichir le TDB de pilotage de l'APA | | x | | | Pilote | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Partager des données de qualité utiles au pilotage des politiques de l'autonomie à l'échelle locale et nationale**

- Transmission des données pseudonymisées au Centre de Données SIMDPH selon le rythme défini règlementairement et mise en place/maintenance des solutions techniques adaptées pour cela
- Transmission des données de rapport d'activité MDPH/MDA, utilisation de l'application mise à disposition par la CNSA pour réaliser et remonter annuellement avant le 30 juin de chaque année
- Transmission des éléments du rapport d'activité CFPPA dans le cadre défini par la CNSA avant le 30 juin de chaque année (bilan annuel, état des dépenses, utilisation des concours ainsi que les dépenses du département contribuant à la prévention et au soutien de l'habitat inclusif)
- Transmission des données de rapport d'activité des CDCA de manière biennale
- Transmission des données de suivi et de pilotage de la présente convention pluriannuelle (convention socle et feuille de route stratégique et opérationnelle)

Tab. 85

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Assurer les transmissions des données via le CAT-MDPH | | x | x | x | | Pilote |
| Rendre les rapports d'activité à la date prévue | | x | x | x | | Pilote |
| Transmettre les éléments et les rapports d'activité conformément aux demandes | | x | x | x | Pilote | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

## Objectif 4.3 Assurer le déploiement du système d'information harmonisé des MDPH et ses usages : faire des systèmes d'information et de la transition numérique des MDPH/MDA la colonne vertébrale de leur modernisation

**→Inscrire dans les priorités de la DSI du Département l'appui aux MDPH/MDA et désigner à cet effet un référent dédié à la MDPH/MDA pour assurer le déploiement des évolutions majeures des solutions harmonisées dans les délais prévus**

**Tab. 86**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Nommer un Chef de projet de la Direction des Usages Numériques référent des projets SI de la Direction Autonomie | x | | | | Pilote | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Mettre en œuvre une solution de GED (gestion électronique des documents) connectée au SIH [au plus tard le xx/xx/xx – date à personnaliser - sous réserve des contraintes techniques et de la mobilisation des éditeurs]**

**Tab. 87**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres : Un outil GED connecté aux SI est utilisé depuis 2012**

**→Mettre en œuvre le SI harmonisé des MDPH labellisé par palier (cf. repères en Annexe « Repères sur le programme de déploiement », Pour 2021 )**

**Tab. 88**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Maintenir notre positionnement de pilote national du SIH | x | x | x | x | Contributeur | Pilote |
| Déployer les paliers en conformité avec la feuille de route | x | x | x | x | Contributeur | Pilote |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Déployer l'outil de suivi des décisions d'orientation en ESMS (ViaTrajectoire, Osmose pour La Réunion et Mayotte) [au plus tard le xx/xx/xx – date à personnaliser] et en assurer la complétude.**

**Tab. 89**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **: En production depuis 2018**

**→Participer au pilotage territorial du suivi de la mise en œuvre du SI de suivi des décisions d'orientation**

Tab. 90

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Participer à 100% des COPIL Viatrajectoire de l'ARS (MDPH et CD) | x | x | x | x | Contributeur | Pilote |
| Participer activement aux travaux en collaboration avec le Grades sur l'exploitation des données | | | | | | Pilote |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Assurer le codage des déficiences, pathologie et des besoins, conformément aux dispositions de l'article R146-39 du CASF**

Tab. 91

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Designer un pilote de ce processus spécifique | x | | | | | Pilote |
| Former en continu sur le codage | | | | | | Pilote |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Respecter les indicateurs d'usage définis par la CNSA**

Tab. 92

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Suivre le taux de codage des dossiers MDPH | x | x | x | x | | Pilote |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* : **les indicateurs d'usage pour le pallier 1 sont déjà suivis. En attente des indicateurs pour le pallier 2,**

## Objectif 4.4 Participer aux travaux d'harmonisation des données informatisées relatives à l'APA pour améliorer la connaissance, la définition et le pilotage de la politique de l'autonomie et de l'APA

**→Participer à la définition d'un socle commun d'information, d'indicateurs populationnels et de pilotage des politiques de l'autonomie (APA)**

Tab. 93

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Participation aux groupes de travail nationaux | | | | | Pilote | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

**→Disposer d'un outil SI répondant aux besoins :**
- Mettre en place la gestion électronique des documents (GED)
- De pilotage de la prestation APA (en lien avec l'allocation des financements aux SAAD)
- D'un recueil et d'une analyse harmonisée des données et indicateurs relatifs aux personnes âgées et à l'APA
- D'un transfert de données entre les départements facilitateur pour l'usager"

Tab. 94

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Participer au groupe de travail | | | | | Pilote | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* :

AVENANT A LA CONVENTION PLURIANNUELLE CNSA-DEPARTEMENT 2021-2024

-

# ANNEXES DE LA FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE ET OPERATIONNELLE ENTRE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL* DE XXXXX 2021-2024

***Cette annexe est destinée à la saisie des tableaux de déclinaison opérationelle des engagements du Département/MDPH/MDA***

**Ou collectivité en charge des politiques de l'autonomie*

# 1. Amélio

## Illustration du v

**Objectif 1.1 :**

Cet onglet vise à illustrer une possibilité d'outillage du suivi des engagements. Cette partie dédiée au suivi sera formalisé
disposition.

A échéance régulière, vous pourrez réaliser ainsi un point d'avancement de votre FDR en mettant à jour cet onglet. Celui

*/!\ Les futures modalités de pilotage et de suivi des conventions et feuilles de route par la CNSA ne sont pas encore précis*

**Objecti**
âgées d

**→Soute**
**forme et**

**Tab. 1**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** [1] | **Rôle MDPH - MDA** [1] |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/acti** | | | | | | |
| **Projet/acti** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

Ici seront repris les engagements tels que vous les aurez saisis dans le premier onglet. (pas de saisie nécessaire de votre part dans le présent onglet)

*[1] Pour chaque tableau déclinant l'engagement de manière opérationnelle, le rôle de pilote ou de contributeur est à indiquer.*
*Le tableau est personnalisé par chaque département en accord avec la CNSA.*

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→Référencer les portails CNSA sur les sites départementaux pour favoriser l'accès à l'information et aux services numériques**

**Tab. 2**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## **Objectif 1.1.2 :** Améliorer l'accessibilité et la qualité de l'accueil

**→Améliorer la qualité de l'information à destination des personnes pour une plus grande autonomie dans leurs parcours en s'appuyant, le cas échéant, sur le réseau des référents Accueil et information**

**Tab. 3**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Avoir une stratégie de communication accessible en direction des PA et PH notamment en veillant à la diffusion d'outils en FALC**

**Tab. 4**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

## Objectif 1.2 : Favoriser l'expression et la participation des personnes et de leurs représentants

### **Objectif 1.2.1** Prendre en compte l'expression des personnes et s'appuyer sur les conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)

**→Garantir le rôle et faire vivre le CDCA en tant qu'instance de démocratie participative représentative de personnes**

**Tab. 5**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→Favoriser et prendre en compte l'expression des personnes (expression du projet de vie, des souhaits des personnes)**

**Tab. 6**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→Recueillir et garantir la prise en compte de la parole des usagers, les associer à la définition et au suivi des politiques publiques par exemple au travers d'enquêtes, ou de travaux en comité des usagers**

**Tab. 7**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

## **Objectif 1.2.2** Intégrer l'expertise des personnes en situation de handicap dans l'activité des MDPH/MDA

**→Intégrer les sujets d'autodétermination, de participation des personnes et de pair expertise dans la formation des professionnels et l'information aux membres de la CDAPH**

**Tab. 8**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→Porter cette même ambition au sein du CDCA**

**Tab. 9**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

## **Objectif 1.2.3** Renforcer le droit des personnes à être entendues par la CDAPH

**→Veiller au renforcement de l'écoute, qu'il s'agisse de situations individuelles, ou de l'organisation de comités « usagers »**

**Tab. 10**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

## Objectif 1.3 Poursuivre les démarches de qualité de service notamment au sein des MDPH

### **Objectif 1.3.1** Déployer une culture de la mesure d'activité, de la satisfaction et de la transparence

**→Exploiter le tableau de bord harmonisé comprenant les indicateurs de mesure dans le cadre global du pilotage de l'activité de la MDPH/MDA (tableau des indicateurs départementaux, OVQ, ..)**

**Tab. 11**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Amplifier la mesure de satisfaction de la MDPH/MDA**

**Tab. 12**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Rendre publics les résultats des indicateurs d'activité et de satisfaction**

Tab. 13

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**Objectif 1.3.2** Déployer la démarche d'amélioration continue de la qualité dans les MDPH/MDA pour un pilotage rénové de leur activité

**→Conduire une démarche continue et suivie d'amélioration de la qualité de service**

Tab. 14

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Renforcer l'équité d'accès aux prestations et diffusion du contrôle interne**

Tab. 15

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Favoriser la formation des personnels des MDPH/MDA notamment en lien avec le CNFPT**

Tab. 16

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### **Objectif 1.3.3** Simplifier les démarches, s'engager sur les délais

**→S'assurer de l'appropriation des droits sans limitation de durée par les équipes des MDPH/MDA et les membres des CDAPH comme prévu par les décrets n°2018-1222 du 24 décembre 2018 et n°2018-1294 du 27 décembre 2018 ainsi que celui n°2019-1501 du 30 décembre 2019**

Tab. 17

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

### →Assurer une maîtrise des délais de traitement (« garantie délai ») des demandes

Tab. 18

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

### →Organiser le travail en réseau avec les acteurs du territoire pour faciliter les évaluations

Tab. 19

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## Objectif 1.4 Développer de nouveaux services numériques pour faciliter la vie des personnes

**→Définir des stratégies numériques visant au développement des services numériques et accompagner les personnes dans l'accès et l'usage de ces téléservices (pour les personnes en situation de handicap, ainsi que pour les personnes âgées par exemple dans le cadre du projet téléservice DUAPA)**

**Tab. 20**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Veiller à l'accessibilité de services numériques : conformité à la norme RGAA**

**Tab. 21**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

# 2. Accompagner le parcours et adapter l'offre

## Objectif 2.1 Elaborer des réponses individualisées fondées sur une évaluation multidimensionnelle de la situation de la personne

### →Utiliser les guides et référentiels nationaux pour construire sa démarche évaluative en direction des publics PA et PH

**Tab. 22**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### →S'assurer de l'utilisation du formulaire de demande unique DUAPA

**Tab. 23**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Garantir les compétences des équipes d'évaluation (formation, échanges de pratiques)**

**Tab. 24**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→S'inscrire dans un objectif de reconnaissance mutuelle des évaluations avec ses partenaires (caisses de retraite en particulier) comme le prévoit l'article L 232-13 du CASF**

**Tab. 25**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### →Améliorer l'information des usagers sur leur plan d'aide

**Tab. 26**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### →Veiller à prendre en compte la situation des proches aidants dans le cadre de l'évaluation multidimensionnelle

**Tab. 27**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## Objectif 2.2 Construire des réponses aux situations les plus complexes et transformer l'offre

**→S'inscrire dans la mise en œuvre de la réponse accompagnée pour tous**

**Tab. 28**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→S'assurer de l'articulation des actions menées au titre de l'aide sociale à l'enfance et de la réponse accompagnée pour assurer cohérence et complémentarité**

**Tab. 29**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Pour la MDPH, assurer un rôle d'ensemblier pour la recherche et la mise en place de réponses adaptées dans le cadre de la réponse accompagnée**

**Tab. 30**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Participer à la recherche et l'effectivité de réponses adaptées aux besoins des personnes au plus près de chez elles (notamment s'agissant de la prévention des départs non souhaités vers la Belgique) en prévoyant, le cas échéant, des possibilités dérogatoires au cadre réglementaire de droit commun précisés dans le règlement d'aide sociale départemental (RDAS)**

**Tab. 31**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Poursuivre dans le temps des objectifs de cohérence et d'articulation des dispositifs de coordination dans l'intérêt des publics et la cohérence de leur parcours**

- En matière de déploiement des communautés 360
- En matière de déploiement des DAC

Tab. 32

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Contribuer à offrir aux personnes des solutions diversifiées, individualisées et modulaires répondant notamment aux problématiques de transition dans les âges de la vie (enfant/jeune adulte/adulte) départemental (RDAS)**

Tab. 33

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Développer une offre médico-sociale d'accompagnement et de répit souple, adaptée aux besoins et suffisante en lien avec les ARS (séquentielle – jour et/ou nuit, temporaire, en dispositifs, accueil familial, etc.) favorisant des solutions entre « le tout établissement » et « le tout domicile »**

Tab. 34

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) |
|---|---|

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| |
|---|
| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |

## Objectif 2.3 Développer la politique domiciliaire notamment au travers de la structuration et le pilotage de l'offre des services d'aide à domicile

### **Objectif 2.3.1** Pilotage de l'offre de services d'aide à domicile

**→Garantir aux personnes âgées et/ou handicapées une réponse à leurs besoins en matière d'aide à domicile**

**Tab. 35**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| |
|---|
| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |

**→Assurer la contractualisation avec les SAAD et l'animation du réseau (par exemple au travers de réunions d'informations, groupes de travail, partage de pratiques et expériences favorisant ainsi l'interconnaissance, un travail en commun sur la politique domiciliaire, le partage sur le traitement des situations individuelles)**

**Tab. 36**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Piloter l'offre de SAAD et sa transformation favorisant la couverture territoriale des besoins, l'efficience de l'organisation de l'offre (par exemple au travers de la coopération et/ou mutualisation de ressources à l'échelle territoriale), ainsi que la structuration d'une offre globale liant aide et soins à domicile (développement des SPASAD) et le positionnement des SAAD comme acteurs clés du parcours de vie des personnes**

**Tab. 37**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Contribuer à faire des métiers du soutien à domicile des métiers plus attractifs (en agissant par exemple sur la communication, l'aide à la mobilité, l'articulation entre politique autonomie et insertion professionnelle, les solutions de passerelles entre établissements et services, etc.)**

Tab. 38

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→Favoriser l'harmonisation des échanges d'informations entre CD et SAAD : Utilisation du standard ESPPADOM**

Tab. 39

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→Transmettre les arrêtés d'autorisation des SAAD à l'ARS en vue d'une fiabilisation du FINESS et de l'annuaire des SAAD porté par le portail pour-les-personnes-âgées.gouv.fr conformément aux textes en vigueur**

Tab. 40

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Promouvoir les dispositifs innovants pour le soutien à domicile**

**Tab. 41**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## **Objectif 2.3.2** Favoriser le développement de solutions d'habitats inclusifs et de l'aide à la vie partagée

**→Porter et animer la dynamique territoriale de développement de l'habitat inclusif, conformément à la Loi Elan**

**Tab. 42**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Participer à la mobilisation de l'ensemble des acteurs, notamment les mairies, les EPCI, les bailleurs mais aussi l'ARS, les porteurs de projets, etc.**

**Tab. 43**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Mettre en œuvre l'élargissement des compétences de la conférence des Financeurs à l'habitat inclusif et veiller à remonter les données d'activité chaque année**

**Tab. 44**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Promouvoir l'habitat inclusif dans une dynamique de transformation et de diversification de l'offre**

Tab. 45

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→[Option – personnalisation] [Déployer l'AVP (aide à la vie partagée) en signant un accord pour le développement de l'habitat inclusif avec la CNSA d'ici le 31 décembre 2022]**

Tab. 46

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→Informer et mobiliser les outils mis à disposition, dédiés à l'ingénierie territoriale ou à l'investissement (programmes nationaux pour l'aide à l'ingénierie, soutien à l'investissement, etc.)**

Tab. 47

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→[S'orienter vers une stratégie politique spécifique pour les aménagements de logements (transversal aux PA et PH, diagnostic partagé avec les services CD et l'ANAH, modalités de financement, ..)]**

Tab. 48

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

## Objectif 2.4 Pilotage de l'offre ESMS et politique d'aide à l'investissement

**→Faciliter le bon remplissage des données par les ESSMS : dépôt sur les plateformes ImportCA, ImportEPRD, ImportERRD, tableau de bord de la performance du médico-social, PrixESMS et/ou le cas échéant après analyse et concertation sur cette modalité transmettre en masse les données des ESMS**

**Tab. 49**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→Transmettre annuellement à la CNSA la valeur du point GIR départemental, l'objectif annuel d'évolution des dépenses**

**Tab. 50**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→[Option – pour personnalisation] [Participer aux travaux de préparation de réformes tarifaires, en particulier l'expérimentation SERAFIN-PH et les travaux sur l'avenir de la section dépendance des EHPAD]**

**Tab. 51**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) |
|---|---|

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Participer et contribuer aux travaux de la CNSA sur la connaissance de l'offre en ESSMS et de son évolution : information sur les EAP, AAP, AAC, AMI, etc., la politique d'habilitation / déshabilitation / conventionnement aide sociale des EHPAD**

**Tab. 52**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Concourir à la bonne articulation des stratégies de réponse aux besoins en investissement des ESMS en lien avec les ARS, caisses, etc.**

**Tab. 53**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Faciliter le développement des dossiers usagers informatisés conformes au virage du numérique en santé**

**Tab. 54**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→[Option dans le cadre de la personnalisation] [Participer aux travaux de préparation de réformes tarifaires, en particulier l'expérimentation SERAFIN-PH et les travaux sur l'avenir de la section dépendance des EHPAD]**

**Tab. 55**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

# 3. Prévenir la perte d’autonomie et renforcer le soutien aux proches

## Objectif 3.1 Définir et mettre en œuvre une politique coordonnée de prévention de perte d’autonomie à l’échelle départementale

### →Animer et piloter les travaux de la CFPPA (Participation aux groupes techniques organisés par la CNSA)

Tab. 56

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l’action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

### →Développer la politique de prévention en mobilisant les crédits des concours versés par la CNSA

Tab. 57

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l’action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→S'inscrire dans la mise en œuvre de priorités partagées définies au niveau national avec le comité de pilotage national CFPPA, en particulier dans le déploiement sur l'ensemble des territoires d'actions portant sur la lutte contre l'isolement, la lutte contre la dépression/le risque suicidaire, la nutrition et l'activité physique adaptée**

**Tab. 58**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→Intégrer les problématiques des proches aidants pour proposer des actions ciblées**

**Tab. 59**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

## Objectif 3.2 Structurer une politique territoriale de soutien aux proches aidants.

**→Evaluer les besoins et la situation des proches aidants dans le cadre de l'évaluation des besoins des personnes, le cas échéant en développant des partenariats avec des experts et/ou le champ associatif**

**Tab. 60**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Réaliser un diagnostic des besoins et des ressources du territoire (cartographie) et structurer une politique de soutien aux proches aidants de personnes âgées et en situation de handicap à l'échelle départementale en lien avec le schéma autonomie et les conférences de financeurs**

**Tab. 61**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Mettre en œuvre un plan d'actions « soutien aux proches aidants » permettant le développement du repérage, de la prise en compte des besoins, du soutien aux proches aidants (collectif et individuel) concourant ainsi à la mise en œuvre de la stratégie nationale « Agir pour les aidants »**

**Tab. 62**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Contribuer à l'amélioration de la connaissance notamment dans le cadre de la remontée des informations permise par le rapport d'activité des CFPPA sur la thématique de l'aide aux aidants**

**Tab. 63**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Projet/action n°1 | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | |
| (…) | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Faire connaître aux proches aidants les droits et les ressources du territoire qui leurs sont destinées (via notamment la centralisation de l'information sur un site ou portail) ainsi que sensibiliser le grand public**

Tab. 64

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Sensibiliser les professionnels (notamment en charge de l'accueil, de l'information ou encore du repérage, de l'évaluation) à l'aide aux aidants**

Tab. 65

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Contribuer au développement et la diversification à des solutions de répit et à l'accès à cette offre**

Tab. 66

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) |
|---|---|

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## Objectif 3.3 Développer des réponses en faveur de la mobilité et de la lutte contre l'isolement des personnes

### →Promouvoir la réalisation d'un diagnostic partagé en vue de structurer une politique de lutte contre l'isolement à l'échelle départementale

**Tab. 67**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### →Conduire une réflexion partagée relative à la mobilité des personnes afin de lutter contre leur isolement social et géographique

**Tab. 68**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## Ojectif 3.4 Favoriser le développement de dispositifs permettant l'information et l'accès aux aides techniques

**→Recenser les dispositifs existants sur le territoire proposant de l'information et l'évaluation sur les besoins en aides techniques et de l'accompagnement et leur prise en main, le cas échéant identifier et faire connaître le ou les lieux ressources d'information sur les aides techniques à destination des professionnels et des personnes concernées**

**Tab. 69**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Appuyer ces dispositifs par la promotion et le soutien de leurs actions ou le recours à leur service dans le cadre de la construction et la mise en œuvre des plans de compensation individualisé ou des plans d'aide APA.**

**Tab. 70**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Favoriser et mettre en œuvre une stratégie départementale (ou plan d'actions) « aides techniques » pour les personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie**

**Tab. 71**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Favoriser l'information des personnes (PA et PH) et les professionnels sur les aides techniques et les aménagements de logement**

**Tab. 72**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Favoriser une politique coordonnée avec les partenaires dans le cadre d'une gouvernance pouvant s'appuyer sur les CFPPA**

**Tab. 73**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Accompagner les SAAD dans le développement de l'utilisation des AT par les professionnels intervenant auprès des personnes (objectif QVT notamment) ainsi que dans le repérage des besoins en aides techniques**

**Tab. 74**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→Mettre à disposition des SAAD les éléments clés disponibles pour favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux relatifs à l'aménagement de logement des personnes accompagnées**

**Tab. 75**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

## Objectif 3.5 Favoriser l'aménagement des logements

**→S'orienter vers une stratégie politique spécifique pour les aménagements de logements (transversal aux PA et PH, diagnostic partagé avec les services CD et l'ANAH, modalités de financement...)**

**Tab. 76**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

# 4. Renforcer le pilotage local et national et harmoniser les systèmes d'information

## Objectif 4.1 Améliorer la connaissance partagée des besoins des personnes à l'échelle du territoire

**Objectif 4.1.1** Faire des MDPH/MDA le lieu de connaissance des besoins des personnes, à même d'irriguer la transformation de l'offre territoriale et l'évolution des orientations

**→Conduire, en lien avec les organismes gestionnaires, le déploiement territorial effectif du système d'information de suivi des décisions des CDAPH d'orientation en ESMS et assurer une pleine utilisation de cet outil**

Tab. 77

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Contribuer à l'exploitation des données relatives aux besoins des personnes et à l'effectivité des décisions permettant ainsi la construction d'une stratégie de planification et de la création de solution et de l'évolution de l'offre**

Tab. 78

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Travailler en lien étroit avec les acteurs du territoire, pour l'accompagnement des personnes et le partage des diagnostics et solution du territoire**

**Tab. 79**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**Objectif 4.1.2** Renforcer une connaissance partagée entre les acteurs à l'échelle nationale, régionale et départementale pour agir sur l'équité de traitement

**→Poursuivre l'informatisation des éléments relatifs aux situations individuelles permettant une analyse populationnelle sur les caractéristiques et besoins des personnes (dans le respect des règles relatives à la protection des données personnelles) et leur transmission à la CNSA / DREES**

**Tab. 80**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Garantir la transmission des informations administratives et budgétaires des ESMS à la CNSA dès lors qu'un texte les prévoit**

**Tab. 81**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Encourager les ESMS sous compétence du département à transmettre leurs données financières et budgétaires à la CNSA via les outils mis à leur disposition pour le recueil de ces données, le cas échéant contribuer à la conception ou l'évolution de ces outils pour que les cadres de collecte répondent aux besoins des acteurs locaux et nationaux et évite les doubles saisies des données par les ESMS**

**Tab. 82**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°1** | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | |
| **(…)** | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## Objectif 4.2 Conforter le pilotage local et national

### →Développer une culture de pilotage, d'amélioration de la qualité et de contrôle interne

**Tab. 83**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### →S'inscrire dans un objectif d'amélioration continue de la qualité des données

**Tab. 84**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Partager des données de qualité utiles au pilotage des politiques de l'autonomie à l'échelle locale et nationale**

- Transmission des données pseudonymisées au Centre de Données SIMDPH selon le rythme défini règlementairement et mise en place/maintenance des solutions techniques adaptées pour cela
- Transmission des données de rapport d'activité MDPH/MDA, utilisation de l'application mise à disposition par la CNSA pour réaliser et remonter annuellement avant le 30 juin de chaque année
- Transmission des éléments du rapport d'activité CFPPA dans le cadre défini par la CNSA avant le 30 juin de chaque année (bilan annuel, état des dépenses, utilisation des concours ainsi que les dépenses du département contribuant à la prévention et au soutien de l'habitat inclusif)
- Transmission des données de rapport d'activité des CDCA de manière biennale
- Transmission des données de suivi et de pilotage de la présente convention pluriannuelle (convention socle et feuille de route stratégique et opérationnelle)

**Tab. 85**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDPH - MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

## Objectif 4.3 Assurer le déploiement du système d'information harmonisé des MDPH et ses usages : faire des systèmes d'information et de la transition numérique des MDPH/MDA la colonne vertébrale de leur modernisation

**→Inscrire dans les priorités de la DSI du Département l'appui aux MDPH/MDA et désigner à cet effet un référent dédié à la MDPH/MDA pour assurer le déploiement des évolutions majeures des solutions harmonisées dans les délais prévus**

**Tab. 86**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Mettre en œuvre une solution de GED (gestion électronique des documents) connectée au SIH [au plus tard le xx/xx/xx – date à personnaliser - sous réserve des contraintes techniques et de la mobilisation des éditeurs]**

**Tab. 87**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

**→Mettre en œuvre le SI harmonisé des MDPH labellisé par palier (cf. repères en Annexe « Repères sur le programme de déploiement », Pour 2021 )**

Tab. 88

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→Déployer l'outil de suivi des décisions d'orientation en ESMS (ViaTrajectoire, Osmose pour La Réunion et Mayotte) [au plus tard le xx/xx/xx – date à personnaliser] et en assurer la complétude.**

Tab. 89

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |
| Projet/action n°2 | | | | | | |
| Projet/action n°3 | | | | | | |
| (…) | | | | | | |

| Zone de commentaires libres *(300 caractères max.)* : |
|---|
| |

**→Participer au pilotage territorial du suivi de la mise en œuvre du SI de suivi des décisions d'orientation**

Tab. 90

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Projet/action n°1 | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### →Assurer le codage des déficiences, pathologie et des besoins, conformément aux dispositions de l'article R146-39 du CASF

**Tab. 91**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

### →Respecter les indicateurs d'usage définis par la CNSA

**Tab. 92**

| Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action) | Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet) | | | | Rôle CD | Rôle MDPH - MDA |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

## Objectif 4.4 Participer aux travaux d'harmonisation des données informatisées relatives à l'APA pour améliorer

**→Participer à la définition d'un socle commun d'information, d'indicateurs populationnels et de pilotage des politiques de l'autonomie (APA)**

**Tab. 93**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |
| **(…)** | | | | | | |

| **Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:** |
|---|
| |

**→Disposer d'un outil SI répondant aux besoins :**
- Mettre en place la gestion électronique des documents (GED)
- De pilotage de la prestation APA (en lien avec l'allocation des financements aux SAAD)
- D'un recueil et d'une analyse harmonisée des données et indicateurs relatifs aux personnes âgées et à l'APA
- D'un transfert de données entre les départements facilitateur pour l'usager"

**Tab. 94**

| **Déclinaison opérationnelle (Descriptif du projet ou de l'action)** | **Cible (la nature de la cible- qualitative et/ou quantitative- est à définir selon la nature du projet)** | | | | **Rôle CD** | **Rôle MDA** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | | |
| **Projet/action n°1** | | | | | | |
| **Projet/action n°2** | | | | | | |
| **Projet/action n°3** | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **(…)** | | | | | | |

**Zone de commentaires libres** *(300 caractères max.)* **:**

***Volet de suivi des engagements***

# volet de suivi

ée par la CNSA lorsque la feuille de route elle-même aura été finalisée (premier onglet), et sera mise à votre

i-ci pourra être partagé avec la CNSA dans le dialogue.

*ément définies.*

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| En cours | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

Saisie des données de suivi (format à définir)

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | **Commentaires** |
|---|---|

| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | **Commentaires** |
|---|---|

| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | **Commentaires** |
|---|---|

| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | **Commentaires** |
|---|---|

| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | **Commentaires** |
|---|---|

| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |

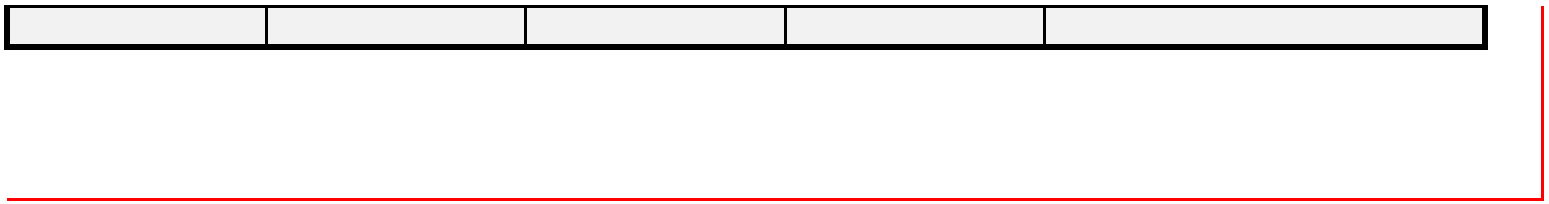
| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| **Suivi de la cible**<br>*Menu déroulant : Projet abandonné - en cours - cible atteinte - cible dépassée* | | | | **Commentaires** |
|---|---|---|---|---|
| **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |



| Suivi de la cible |
| --- |
| En cours |
| Cible atteinte |
| Cible dépassée |
| Projet abandonné |

| Rôle MDPH / CD |
| --- |
| Pilote |
| Contributeur |

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 102 |
|---|---|
| | Commission[s] : 1 |
| | Timbre : DGS / DA |

# SOLIDARITES HUMAINES
AUTONOMIE DES PA ET DES PH, ET TRANSPORTS ADAPTES

## Objet : Actualisation de la programmation des projets d'habitat inclusif

SOMMAIRE


INTRODUCTION ..... 2

I - LES PROJETS D'HABITATS INCLUSIFS DEPOSES DANS LE CADRE DE L'APPEL A CANDIDATURE ..... 2

I – 1. RAPPEL DU TYPE D'HABITAT VISE DANS LE CAHIER DES CHARGES DEPARTEMENTAL : ..... 2

I – 2. ELEMENTS STATISTIQUES SUR LES PROJETS D'HABITATS INCLUSIFS DEPOSES ..... 2

II - LA REVISION DE L'ACCORD TRIPARTITE SIGNE AVEC LA CNSA ..... 3

II – 1. L'AVIS RENDU PAR LA CONFERENCE DES FINANCEURS DE L'HABITAT INCLUSIF ..... 3

II – 2. LA REVISION DE L'ACCORD TRIPARTITE POUR L'HABITAT INCLUSIF : ..... 4

III - LES PERSPECTIVES ET LA POURSUITE DE L'ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT ..... 4

III – 1. LES PROJETS INSCRITS DANS L'ACCORD TRIPARTITE : ..... 4

III – 1. LA POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF : ..... 5

DELIBERATION ..... 6

TABLE DES ANNEXES ..... 7

# INTRODUCTION

Le Département s'est engagé dans une politique ambitieuse et innovante de développement de l'habitat inclusif. Une délibération cadre a été adoptée le 14 décembre 2021, qui s'est traduite par un nouveau partenariat avec la CNSA et l'Etat. Un accord tripartite a été signé le 31 décembre 2021 avec une première programmation d'une centaine de projets d'habitat inclusif.

Afin de favoriser l'émergence des projets, le Département a fait le choix de lancer un appel à candidature permettant de recenser ceux-ci, quel que soit leur niveau d'avancement, en vue d'un accompagnement pour la mobilisation de l'aide à la vie partagée.

Compte tenu du succès de l'appel à candidatures et du nombre des projets recensés, après instruction des dossiers dans le cadre de la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées, il est proposé de revoir à la hausse la programmation des projets d'habitats inclusifs, en accord avec la CNSA.

# I - LES PROJETS D'HABITATS INCLUSIFS DEPOSES DANS LE CADRE DE L'APPEL A CANDIDATURE

## I – 1. Rappel du type d'habitat visé dans le cahier des charges départemental

En cohérence avec les objectifs du SDOSMS (Schéma Départemental d'Organisation Sociale et Médico-sociale) et la loi ELAN du 23 novembre 2018 qui crée un cadre juridique pour l'habitat inclusif, le cahier des charges départemental vise le développement de solutions d'habitat intermédiaire proposant :

- Un bâti totalement adapté aux enjeux du vieillissement (accessibilité, domotique, …), que ce soit de l'ancien rénové ou du neuf,
- Une structure à taille humaine, d'une dizaine d'habitants maximum,
- Une solution d'habitat combinant une dimension individuelle (espace d'intimité) et des espaces collectifs permettant la mise en place d'un projet de vie sociale et partagée (PVSP),
- Une présence humaine, qui pourra assurer l'animation du Projet de Vie Social et Partagé (PVSP),
- Une ouverture sur l'extérieur (accès aux services, lien avec des associations locales),
- Une accessibilité financière pour les personnes disposant de revenus modestes.

Le public visé est un public âgé ou en situation de handicap (notamment personnes handicapées vieillissantes), mais il peut inclure d'autres personnes dans une dimension intergénérationnelle.

## I – 2. Eléments statistiques sur les projets d'habitats inclusifs déposés

Au total, dans le cadre de l'appel à candidatures, 46 projets ont été déposés et 483 aides à la vie partagée (AVP) demandées.

Les porteurs de projets identifiés ont des statuts divers : associations, bailleurs sociaux, collectivité territoriale, particulier, ou société commerciale.

Plus de la moitié des projets sont implantés sur les territoires du Grand Besançon Métropole et du Pays de Montbéliard Agglomération. En revanche, aucun projet n'a été recensé sur les territoires des communautés de communes du Loue-Lison, des Portes du Haut-Doubs, des lacs et Montagnes du Haut-Doubs, et du Plateau du Russey.

Les projets sont en général encore peu aboutis : il s'agit le plus souvent de construction neuve et la mise à disposition des logements est prévue à partir de l'année 2024 pour 87 % des AVP demandées, permettant une véritable démarche de co-construction en amont avec les habitants du projet de vie sociale et partagée.

## II - LA REVISION DE L'ACCORD TRIPARTITE SIGNE AVEC LA CNSA

L'accord tripartite signé le 31 décembre 2021 avec l'Etat et la CNSA, prévoit la mise en œuvre d'une dizaine de projets d'habitat inclusif et un total de 100 aides à la vie partagée (AVP) pour un montant total de 4 720 000 euros sur 7 ans.

Suite au recensement des projets déposés dans le cadre de l'appel à candidatures du Département et après avis de la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif, il est proposé de réviser à la hausse le nombre de projets soutenus, et donc le montant global du financement dédié aux aides à la vie partagée correspondantes.

### II – 1. L'avis rendu par la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif

La Conférence des financeurs de l'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées, qui s'est réunie le 5 mai 2022, a permis de formuler un avis sur les projets recensés dans le cadre de l'appel à candidatures. Suite à cette Conférence, il est proposé de retenir :

- 20 projets dans le cadre de la programmation 2022-2029 avec la CNSA. Des recommandations ont été formulées pour chaque projet par la Conférence des financeurs afin que les habitants puissent bénéficier de l'AVP (principalement concernant l'utilisation de l'AVP : bénéficiaires, dépenses éligibles, etc.)

- 6 projets qui pourront être proposés dans le cadre d'une future programmation, s'ils évoluent favorablement. Ils n'ont pu être retenus dans le cadre de la première programmation principalement en raison de leur niveau de maturité.

La liste des 26 projets, et les recommandations formulées par la Conférence des financeurs de l'Habitat inclusif, est jointe au présent rapport, en annexe 2.

Les porteurs de projets pourront solliciter une aide à l'ingénierie ou une aide à l'investissement.

Les autres projets ont recueilli un avis défavorable pour diverses raisons (souvent cumulatives) :

- L'absence de partenariat au niveau local, y compris parfois pour le service prestataire d'aide à domicile,
- Un fonctionnement assimilable à celui d'une résidence avec services, avec une facturation automatique de prestations de services en même temps que le loyer,

- L'absence de liberté de choix de l'habitant (choix du service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile, facturation d'un budget « repas », critères d'admission dans l'habitat liés plus ou moins directement au bénéficie d'une prestation d'aide à l'autonomie),
- Le niveau élevé des loyers,
- Certains projets fondés essentiellement sur un placement financier avec retour sur investissement,
- Un mode d'habitat comparable à celui d'un établissement social ou médico-social (mise à disposition de logements sans coin cuisine, recrutement d'un effectif attaché à la résidence pour les services de restauration, entretien, animation, etc.),
- L'éloignement des services et des commerces,
- Des logements déjà occupés, fonctionnant selon un concept différent et qu'il est difficile de faire évoluer.

## II – 2. La révision de l'accord tripartite pour l'habitat inclusif

Il est proposé de réviser l'accord tripartite sur l'habitat inclusif et de revoir le nombre des projets et la programmation des dépenses d'AVP sur la période 2022-2029.

Cet accord signé le 31 décembre 2021 prévoyait le remboursement par la CNSA de 80 % des dépenses programmées de 2022 à 2029 au titre de l'attribution de 100 AVP pour une dizaine de projets.

Compte tenu des projets qui ont pu être identifiés et qui ont pu recueillir un avis favorable de la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif réuni le 5 mai 2022, il est proposé de revoir à la hausse le nombre de projets d'habitat inclusif à 20 et le nombre des AVP financées de 100 à 217, dont 67 seraient dédiés aux personnes handicapées.

Un projet d'avenant à l'accord tripartite, tenant compte de cette évolution, est joint en annexe 3 au présent rapport.

Le montant de l'AVP est estimé en moyenne à 7 000 euros par an et par habitant. Il s'agit d'une estimation qui pourra être revue à la hausse ou à la baisse selon l'intensité du projet de vie sociale et partagée de chaque habitat inclusif.

# III - LES PERSPECTIVES ET LA POURSUITE DE L'ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

## III – 1. Les projets inscrits dans l'accord tripartite

Les porteurs de projets retenus devront signer avec la CNSA et le Département un accord tripartite avant le 31 décembre 2022 et dans ce cadre, accepter de mettre en œuvre les recommandations formulées pour chaque projet par la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif.

Le Département se réserve la possibilité de ne pas verser l'AVP au porteur de projet si les engagements ne sont respectés. L'AVP sera versée au porteur lors de la présentation par les habitants du projet de vie sociale et partagée.

Chaque porteur sera invité à formuler une demande d'aide à l'ingénierie, afin que celle-ci soit présentée lors de la prochaine Commission Permanente.

A l'automne 2022, sera lancé un « groupe » des habitats inclusifs, permettant l'échange de pratiques et le suivi de l'avancée collective des projets.

## III – 1. La poursuite du développement de l'habitat inclusif

Les porteurs des 6 projets ayant bénéficié d'un avis favorable mais qui ne sont pas inscrits dans la programmation 2022-2029 feront l'objet d'un accompagnement s'ils le souhaitent, pour pouvoir bénéficier d'une prochaine programmation Département/CNSA.

Par ailleurs, la Conférence des financeurs a pré-identifiée des zones géographiques prioritaires pour une prochaine programmation, où aucun projet n'a été déposé : Communautés de Communes Loue-Lison et Portes du Haut Doubs. Aucun projet n'a été déposé non plus sur les territoires des Communautés de Communes du Plateau du Russey et des lacs et Montagnes du Haut-Doubs, plus rurales. Ces territoires feront également l'objet d'une attention particulière.

Enfin, peu de projets ont été déposés spécifiquement au bénéfice des personnes en situation de handicap. C'est pourquoi un travail sera mené sur cette thématique, avec les partenaires associatifs et les représentants des usagers, via le Conseil Départemental de la citoyenneté et de l'Autonomie.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2021 relative à la nouvelle politique départementale pour un habitat accompagné, partagé et inséré dans la vie locale ;

Vu le rapport **n° 102** présenté sous le timbre **: DGS / DA**;

Vu l'avis de la commission n° **1** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve tel que figurant en annexe 2 du rapport :

- la liste des projets d'habitats inclusifs ayant recueillis un avis favorable en vue d'un accompagnement vers la mobilisation de l'aide à la vie partagée ;

- la liste des projets ayant recueillis un avis favorable non prioritaire, pouvant bénéficier d'un accompagnement et être inscrits, s'ils aboutissent favorablement, dans le cadre d'une prochaine programmation d'habitats inclusifs.

Approuve tel qu'il figure en annexe 3 du rapport, l'avenant à intervenir avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) relatif à l'habitat inclusif, au titre de l'année 2022 à 2029.

Cet avenant a pour objet la révision de la programmation des habitats inclusifs telle que prévue dans l'accord tripartite du 31 décembre 2021, signé avec l'Etat et la CNSA.

Autorise Mme la Présidente du Département à signer, au nom de la Collectivité, ledit avenant.

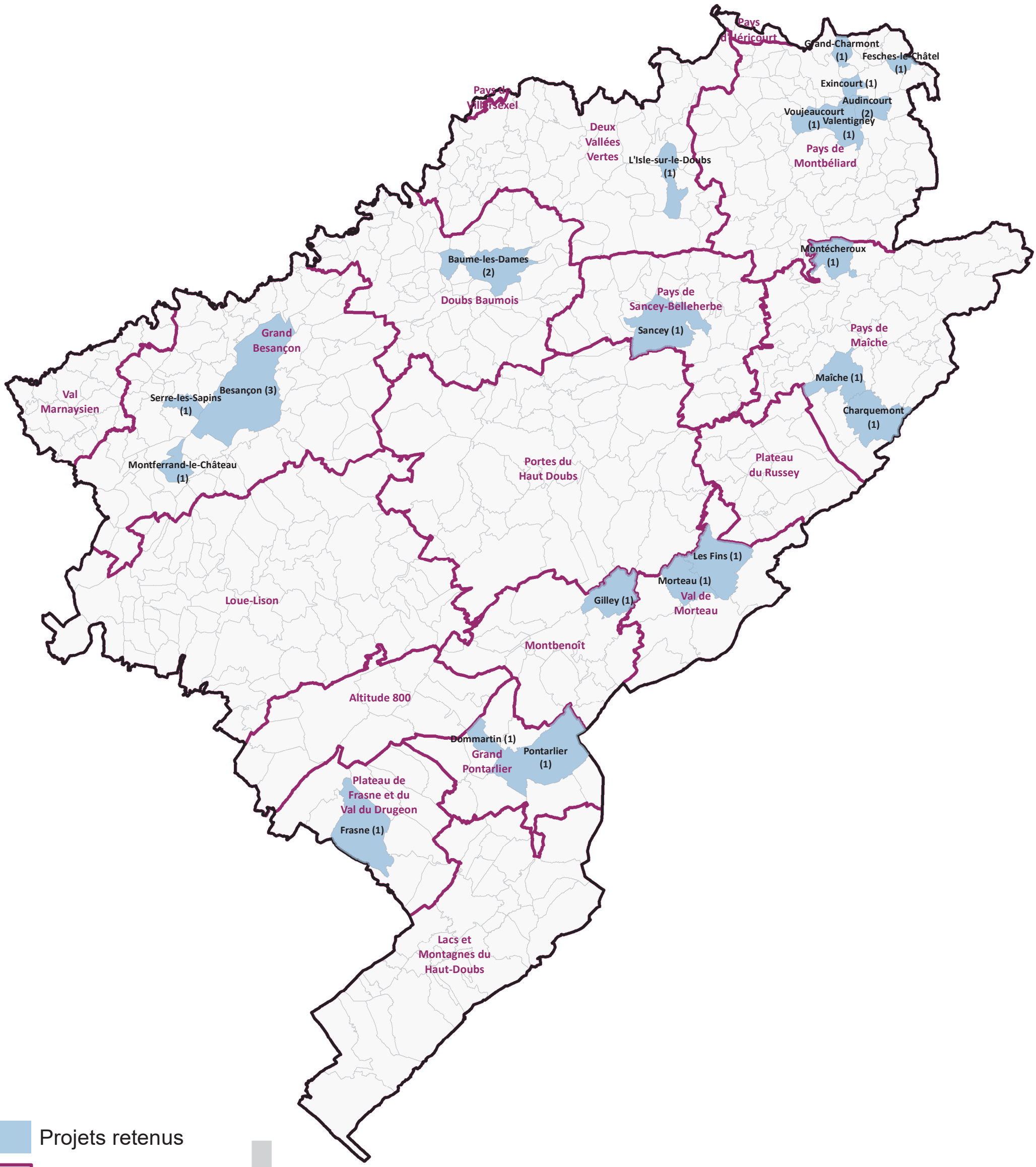
*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Annexe 1 : Carte des projets d'habitat inclusif retenus
2 - Annexe 2 : Liste des projets d'habitat inclusif retenus
3 - Annexe 3 : Projet d'Avenant à l'accord tripartite CNSA concernant l'habitat Inclusif

# Département du Doubs
# Carte des projets d'habitats inclusifs retenus




Projets retenus

Limites EPCI

Limites communales

0 2,254,5 9 Kilomètres

©IGN 2022, Département du Doubs, DA.

DDET / CAG / MougetAn, le 13/05/2022
\\sig-data.doubs.fr\Metiers\Territoires\DDAT\Habitat_Logement\Habitat\projets\Communes_Habitat_Inclusif_A3.mxd

Doubs le Département

**<u>Annexe 2</u> - Liste des projets d'habitat inclusifs retenus par le Département**

## 1- <u>LISTE DES 20 PROJETS INSCRITS DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION 2022-2029 AVEC LA CNSA</u>

### 1- Communauté de communes du Doubs-Baumois :

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| SA HLM NEOLIA | 5 PA<br>5 PH | 2024-4 | <u>Baume-les Dames</u><br>- Projet d'habitat inclusif prévu dans un immeuble de 15 logements, dans un quartier intergénérationnel et inclusif, assurant une mixité sociale et générationnelle. Il est situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre du PVSP et l'intégralité du site sera accessible PMR.<br>- Les loyers sont maîtrisés.<br>- Un partenariat est prévu avec une structure spécialisée (Association Les invités au Festin). | - Clarifier le partenariat avec les Invités au Festin, les liens possibles avec la Fondation Pluriel ou l'Association d'hygiène sociale de Franche-Comté, et identifier les partenariats nécessaires à la prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |
| SAIEM IDEHA | 8 PA<br>4 PH | 2024-1 | <u>Baume-les Dames</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans un bâtiment de 10 logements, à réhabiliter dans le cadre d'un programme de logements locatifs sociaux. L'environnement est favorable à la mise en œuvre du PVSP et les logements seront adaptés au vieillissement, adaptables et évolutifs.<br>- Les loyers prévus sont maîtrisés et une partie des logements vise les personnes aux ressources les plus faibles (PLAI adapté).<br>- Un partenariat est prévu avec une structure spécialisée (Association Julienne Javel) | - Clarifier le partenariat avec l'Association Julienne Javel et les partenariats avec le secteur médico-social pour la prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |

**2- Communauté urbaine du Grand Besançon métropole :**

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR)) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| SA HLM NEOLIA | 10 PA | 2024-1 | <u>Besançon</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans un bâtiment de 22 logements, à construire dans l'Eco-quartier Vauban. Il est situé dans un environnement urbain favorable au PVSP et l'intégralité du site sera accessible PMR.<br>- Les loyers sont maîtrisés.<br>- Un partenariat est prévu avec des structures spécialisées (ELIAD, Résidence Autonomie « Le Marulaz »). | - Réorienter une partie des logements vers de l'habitat intergénérationnel et veiller à un habitat inclusif de taille « humaine ».<br>- Préciser les contours du partenariat avec ELIAD et identifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |
| SA HLM NEOLIA | 10 PA | 2024-3 | <u>Serre-Les-Sapins</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans une Villa Génération de 22 logements, à construire. L'intégralité du site sera accessible PMR.<br>- Les loyers prévus sont maîtrisés.<br>- Un partenariat est prévu avec des structures spécialisées (APASSAD et ELIAD) | - Veiller à un habitat inclusif de taille « humaine ».<br>- Préciser les contours du partenariat avec ELIAD et identifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |
| LOGE-GBM | 9 PA<br>3 PH | 2024-4 | <u>Besançon</u><br>- Projet constitué dans une résidence intergénérationnelle et d'habitat inclusif. Il permet d'assurer une mixité sociale et générationnelle. Il est situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre du PVSP et les logements sont adaptés PMR.<br>- Les loyers sont maîtrisés | - Veiller à un habitat inclusif de taille « humaine ».<br>- Clarifier les partenariats et les modalités de la prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |

**3- Communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard Agglomération :**

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| SA HLM NEOLIA | 10 PA | 2024-3 | <u>Exincourt</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans une Villa Génération de 20 logements locatifs sociaux, et l'intégralité du site est accessible PMR.<br>- Environnement favorable à la mise en œuvre d'un PVSP<br>- Les loyers sont maîtrisés.<br>- Un partenariat est prévu avec ELIAD et l'APASSAD. | - Veiller un habitat inclusif de taille « humaine ».<br>- Préciser les contours du partenariat avec ELIAD et avec l'APASSAD, et identifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |
| SA HLM NEOLIA | 10 PA | 2024-3 | <u>Grand-Charmont</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans une Villa Génération de 22 logements locatifs sociaux, et l'intégralité du site est accessible PMR.<br>- Les loyers sont maîtrisés.<br>- Un partenariat est prévu avec des structures spécialisées (APASSAD et ELIAD) | - Veiller à un habitat inclusif de taille « humaine ».<br>- Préciser les contours du partenariat avec ELIAD et l'APASSAD, et identifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |
| SA HLM NEOLIA | 10 PA | 2024-2 | <u>Voujeaucourt</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans une Villa Génération de 21 logements locatifs sociaux, dans un site accessible PMR.<br>- L'environnement est favorable à la mise en œuvre du PVSP.<br>- Les loyers sont maîtrisés<br>- Un partenariat est prévu avec des structures spécialisées (APASSAD et ELIAD) | - Veiller à un habitat inclusif de taille « humaine ».<br>- Préciser les contours du partenariat avec ELIAD et l'APASSAD, et identifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| SAIEM IDEHA | 8 PA 4 PH | 2024-4 | <u>Valentigney</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans un bâtiment avec 12 logements locatifs sociaux, dans un environnement favorable à la mise en œuvre du PVSP. Les logements sont adaptés au vieillissement adaptables et évolutifs.<br>- Les loyers sont maîtrisés<br>- Un partenariat est prévu avec une structure spécialisée (Association Julienne Javel) | - Clarifier le partenariat avec l'Association Julienne Javel et les partenariats avec le secteur médico-social pour la prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |
| SAIEM IDEHA | 8 PA<br>4 PH | 2024-4 | <u>Audincourt</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans un bâtiment avec 10 logements locatifs sociaux, dans un environnement favorable à la mise en œuvre du PVSP, avec une mixité générationnelle. Les logements sont adaptés au vieillissement, adaptables et évolutifs.<br>- Les loyers sont maîtrisés<br>- Un partenariat est prévu avec une structure spécialisée (Association Julienne Javel) | - Clarifier le partenariat avec l'Association Julienne Javel et les partenariats avec le secteur médico-social pour la prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |
| FONDATION PLURIEL | 12 PH | 2024-1 | <u>Audincourt</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans un bâti en réhabilitation avec 10 logements, totalement adapté au vieillissement.<br>- Evaluation des besoins à partir de l'analyse des salariés handicapés âgés de plus de 50 ans, en ESAT et en entreprise adaptée, autour de Montbéliard<br>- Les loyers sont maîtrisés.<br>- Un partenariat existe déjà avec les EHPAD et sera complété. | - Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Clarifier les rôles respectifs du porteur de projet et des différents services de la Fondation, notamment les SAVS/SHMO.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |

**4- Communauté de communes du Grand Pontarlier**

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| FONDATION PLURIEL | 10 PH | 2025-1 | <u>Pontarlier</u><br>- Projet d'habitat inclusif, très en amont, constitué dans un bâti avec 10 logements (construction ou acquisition amélioration), et adapté au vieillissement.<br>- Evaluation des besoins à partir de l'analyse des salariés handicapés de plus de 50 ans, en ESAT ou entreprise adaptée.<br>- Les loyers prévus sont maîtrisés<br>- Un partenariat existe déjà avec les EHPAD et sera complété. | - Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Clarifier les rôles respectifs du porteur de projet et des différents services de la Fondation, notamment les SAVS/SHMO.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |
| ADMR | 9 PA<br>3 PH | 2024-4 | <u>Dommartin</u><br>- Projet d'habitat inclusif dans un bâti de 12 logements à construire, qui seront, ainsi que les abords, adaptés au vieillissement et sécurisés.<br>- Expertise de l'ADMR dans l'accompagnement et l'aide à domicile, pour l'élaboration du PVSP, et la connaissance des publics suivis sur le secteur par l'ADMR. | - Stabiliser le statut du porteur de projet (propriétaire ou locataire).<br>- Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Veiller au libre choix de l'habitant, clarifier le montant des loyers et des charges demandées aux habitants.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Identifier les possibilités de transport à la demande. |

**5- Communauté de communes du Val de Morteau**

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| ASSOCIATION MEILLEURS TEMPS (en cours de création) | 5 PH | 2023-4 | <u>Les Fins</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans une ferme, en cours de rénovation, avec une colocation de 5 chambres au RDC, et qui sera accessible PMR. Des logements pour familles sont prévus à l'étage, dont la famille du porteur de projet.<br>- Les loyers prévus sont maîtrisés.<br>- Un partenariat est envisagé avec la Fondation Pluriel, et une intervention du SAVS de Morteau est possible. | - Produire les statuts de l'Association « Meilleurs temps » et clarifier le partenariat avec l'ADMR, et les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Formaliser le libre choix des habitants par rapport aux dépenses mutualisées |
| SA HLM NEOLIA | 10 PA | 2025-4 | <u>Morteau</u><br>- Projet d'habitat inclusif dans une Villa Génération de 17 logements locatifs sociaux, situé un environnement favorable à la mise en œuvre du PVSP. Logements et abords seront adaptés au vieillissement et sécurisés<br>- Ce projet a déjà été retenu dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt du programme Petites Villes de Demain. | - Veiller à un habitat inclusif de taille « humaine ».<br>- Préciser les contours du partenariat avec ELIAD et l'ADMR, et identifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seuls habitants bénéficiaires et aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Travailler la participation des habitants à l'élaboration du PVSP. |

## 6- Communauté de communes du Pays de Maîche

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| SAIEM<br>IDEHA | 8 PA<br>4 PH | 2024-4 | <u>Maîche</u><br>- Projet d'habitat inclusif dans un bâtiment de 10 logements qui seront adaptés au vieillissement, adaptables et évolutifs. Il est situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre du PVSP.<br>- Les loyers sont maîtrisés.<br>- Un partenariat est prévu avec une structure spécialisée (Association Julienne Javel). | - Clarifier le partenariat avec l'Association Julienne Javel et les partenariats avec le secteur médico-social pour la prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |

## 7- Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe :

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| ADMR | 8 PA<br>4 PH | 2024-4 | <u>Sancey</u><br>- Projet d'habitat inclusif sur un terrain à construire, situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre d'un PVSP.<br>- Les logements et abords seront adaptés au vieillissement.<br>- Expertise de l'ADMR dans l'accompagnement et l'aide à domicile, pour l'élaboration du PVSP, et la connaissance des publics suivis dans le cadre de l'aide à domicile. | - Veiller à un habitat inclusif de taille humaine.<br>- Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Veiller au libre choix de l'habitant, clarifier le montant des loyers et des charges demandées aux habitants.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |

## 8- Communauté de communes de Montbenoît :

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| ADMR | 9 PA<br>3 PH | 2024-4 | <u>Gilley</u><br>- Projet d'habitat inclusif dans une construction neuve, situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre d'un PVSP.<br>- Les logements et abords seront adaptés au vieillissement et sécurisés.<br>- Expertise de l'ADMR dans l'accompagnement et l'aide à domicile, pour l'élaboration du PVSP, et la connaissance des publics suivis dans le cadre de l'aide à domicile. | - Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Veiller au libre choix de l'habitant, clarifier le montant des loyers et des charges demandées aux habitants.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |

## 9- Communauté de communes des Deux Vallées Vertes

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| ADMR | 9 PA<br>3 PH | 2022-4 | <u>Isle-Sur-Le-Doubs</u><br>- Projet d'habitat inclusif constitué dans un bâtiment existant avec 25 logements, adapté au vieillissement, et situé dans un environnement favorable à un PVSP.<br>- Expertise de l'ADMR dans l'accompagnement et l'aide à domicile, pour l'élaboration du PVSP.<br>- Projet qui permet la cohésion entre les occupants et le porteur du PVSP qui intervient déjà auprès d'une 10e de foyers de l'immeuble. | - Veiller à un habitat inclusif de taille humaine.<br>- Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Veiller au libre choix de l'habitant, clarifier le montant des loyers et des charges demandées aux habitants.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée **aux seules personnes bénéficiaires et aux** seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |

## 10- Communauté de communes de Frasnes et du Val du Drugeon

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| ADMR | 9 PA<br>3 PH | 2024-4 | <u>Frasnes</u><br>- Projet d'habitat inclusif dans une construction neuve de 10 logements, situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre d'un PVSP. Les logements et abords seront adaptés au vieillissement et sécurisés.<br>- Expertise de l'ADMR dans l'accompagnement et l'aide à domicile, pour l'élaboration du PVSP, et la connaissance des publics suivis dans le cadre de l'aide à domicile. | - Veiller à un habitat inclusif de taille humaine.<br>- Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Veiller au libre choix de l'habitant, clarifier le montant des loyers et des charges demandées aux habitants.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP).<br>- Identifier les possibilités de transports à la demande. |

LISTE DES 6 PROJETS QUI BENEFICIERONT D'UN SOUTIEN EN INGENIERIE DANS LE CADRE D'UNE FUTURE PROGRAMMATION

**1- Communauté urbaine du Grand Besançon Métropole :**

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| COMMUNE DE MONTFERRAND -LE-CHATEAU | 8 PA<br>2 PH | 2025-1 | Montferrand-Le-Château<br>- Projet d'habitat inclusif prévu dans un bâtiment existant, qui sera réhabilité pour créer 10 logements communaux à caractère social, dans un environnement favorable à la mise en œuvre du PVSP. Tous les logements seront adaptés PMR, avec ascenseur.<br>- Des partenariats sont en cours de formalisation, notamment avec l'EHPAD Jean XXIII. | - Solliciter un accompagnement pour le montage financier et immobilier, et pour l'élaboration du PVSP.<br>- Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Veiller au libre choix de l'habitant, clarifier le montant des loyers et des charges demandées aux habitants.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |
| APF- FRANCE HANDICAP | 6 PH | 2023-1 | Besançon<br>-Projet d'habitat partagé, intergénérationnel et mixte, dans un environnement favorable au PVSP avec 7 logements locatifs sociaux (en attente de proposition par les bailleurs sociaux dans le parc locatif existant).<br>- Loyers maîtrisés<br>- Divers partenariats sont identifiés et intervention possible du SAMSAH et du SAVS de l'APF. | Dans l'immédiat :<br>- Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Clarifier les rôles respectifs du porteur de projet et des différents services de la Fondation, notamment les SAVS/SHMO.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP). |

**2-Communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard Agglomération :**

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| COMMUNE DE FESCHES-LE-CHATEL | ND | ND | Fesches-le-Châtel<br>- Projet d'habitat inclusif sélectionné dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt du programme Petites Villes de Demain, à ajuster avec le futur porteur de projet<br>- Projet de construction neuve, de 10 à 12 logements adaptés, situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre d'un PVSP. | - Projet très en amont qui ne peut pas être évalué dans l'immédiat. |

### 3- Communauté de communes du Pays de Maîche

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| ADMR | 9 PA<br>3 PH | 2024-4 | Charquemont<br>- Projet d'habitat inclusif dans un bâti de 12 logements à construire, qui seront, ainsi que les abords, adaptés au vieillissement et sécurisés.<br>- Expertise de l'ADMR dans l'accompagnement et l'aide à domicile, pour l'élaboration du PVSP, et la connaissance des publics suivis sur le secteur par l'ADMR. | - Clarifier les partenariats nécessaires concernant les modalités de prise en charge des personnes dont la perte d'autonomie s'aggrave.<br>- Veiller au libre choix de l'habitant, clarifier le montant des loyers et des charges demandées aux habitants.<br>- Ajuster l'affectation de l'aide à la vie partagée aux seules dépenses qui peuvent en relever (animation du PVSP)<br>- Mener une étude des besoins sur le secteur |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| COMMUNE DE MONTECHEROUX | 12 PA<br>5 PH | 2024-2 | <u>Montécheroux</u><br>- Projet d'habitat inclusif dans une ancienne ferme à réhabiliter pour créer 11 logements adaptés au vieillissement, ouverts en partie à des familles.<br>- Prise en compte de besoins spécifiques de la population âgée en milieu très rural et souhaitant rester sur le même territoire. | - Le porteur de projet doit s'assurer de l'accessibilité des services, et transports.<br>-Veiller à la taille humaine de l'habitat |

**4- EPCI d'implantation non encore connu :**

| Porteur de projet | Public ciblé | Date prévisionnelle d'ouverture (année/TR) | Implantation et points forts du projet | Principales recommandations de la Conférence des financeurs |
|---|---|---|---|---|
| ASSOCIATION HYGIENE SOCIALE DU DOUBS | 10 PH | 2023-1 | <u>Non connue</u><br>- Projet d'habitat inclusif dans un bâtiment appartenant à Néolia, situé dans un environnement favorable à la mise en œuvre d'un PVSP (Baume les Dames, Rougemont ou Levier).<br>- Evaluation des besoins à partir de l'analyse des besoins connus par ses différents services (SAVS, ESMS…) sur le territoire ;<br>- Un travail partenarial important est prévu avec diverses structures : Invités au Festin, Fondation Pluriel, Eliad, SAVS/ESAT locaux, SSIAD, CCAS. | - Clarifier la répartition des rôles entre l'animation/coordination relevant de l'AVP et les autres interventions relevant d'autres financements (éviter un effet « Filière »). |

Intégrer le logo ETAT

# Accord pour l'habitat inclusif signé le 31/12/2021

# Département du Doubs

# Avenant N°1

**Entre d'une part :**

**La CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE**
66, avenue du Maine – 75682 PARIS CEDEX 14
Représentée par sa Directrice, Mme Virginie MAGNANT,
Ci- après désignée « la CNSA »,

**d'autre part :**

**L'ETAT**
Sis au 8 bis rue Charles Nodier
25035 BESANÇON CEDEX
Représenté par le Préfet de département,
Ci- après désignée « l'Etat »,

**Et d'autre part :**

**LE DEPARTEMENT DU DOUBS**
Sis au 7, Avenue de la Gare d'Eau
25000 BESANCON
Représenté par son Président en exercice, Madame Christine BOUQUIN, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,
Ci- après désigné « le Département »

Vu l'article L. 281-1 du Code de l'action sociale et des familles qui définit l'habitat inclusif ;

Vu l'article L.281-2-1 du Code de l'action sociale et des familles précisant les conditions d'attribution de l'aide à la vie partagée ;

Vu l'article L.14-10-5 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 22 avril 2021 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du Doubs en date du 14/12/2021 créant l'Aide à la Vie Partagée (AVP) par modification du Règlement départemental d'aide sociale (RDAS) ;

Vu l'Accord pour l'Habitat Inclusif pour le Département du Doubs signé le 31 décembre 2021 entre la CNSA, le Département du Doubs et l'Etat ;

Il est décidé et convenu ce qui suit :

**Article 1 : Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet l'ajustement de la programmation des projets et des dépenses prévues au titre de l'Aide à la Vie Partagée (AVP), dans le cadre de l'Accord pour l'Habitat Inclusif conclu jusqu'en 2029.

A cet effet, il modifie l'article 3 de l'Accord pour l'habitat inclusif, pour le Département du Doubs signé le 31 décembre 2021, ainsi que son annexe 3.

Le reste de l'accord est inchangé.

**Article 2 : Programmation de l'habitat Inclusif par le Département au titre de l'AVP**

**L'article 3 de l'Accord pour l'habitat inclusif est remplacé par :**

Le déploiement de la prestation AVP débute par une phase d'amorçage d'une durée de deux ans, en 2021 et 2022, pendant laquelle se mettent en place des éléments juridiques, financiers et techniques de la démarche nationale ainsi qu'une évaluation en continu.

Conformément à l'article L. 281-2-1 du code de l'action sociale et des familles, ce présent accord ouvre droit au versement par la caisse, au titre du 4° de l'article L. 14-10-5 du CASF, d'un concours pour le financement des dépenses départementales d'aide à la vie partagée.

Pour la phase d'amorçage, il est convenu que, pour tout ou partie des conventions passées entre le Département et la personne morale porteur d'un projet d'habitat inclusif (personnes 3P) qui sont signées avant **le 31 décembre 2022,** le concours de la CNSA est garanti, pour la durée de la convention pour la couverture des dépenses d'aide à la vie partagée.

Ce soutien est fixé à **80% de la dépense du Département, plafonné à 8 000 euros par an et par habitant**.
Au titre du présent accord, la **convention passée entre le Département et le porteur 3P est fixée pour une durée de 7 ans**. La convention doit garantir que le type d'habitat est conforme à l'article L. 281-1 du CASF et que les prestations financées ont les caractéristiques de l'AVP telles que définies à l'annexe 1 de la présente convention. Un modèle de convention est joint en annexe 5 à l'accord.

L'intensité de la prestation AVP peut varier selon le projet de vie sociale et partagée et le besoin exprimé par les habitants. Le cadre de modulation de l'intensité de l'AVP, soumis à l'appréciation du Département, est présenté en annexe 2.

Le présent accord précise le versement de la compensation financière de la CNSA au Département pour les dépenses relatives à l'AVP.

- **Programmation de l'habitat inclusif par le Département au titre de l'AVP**

Le Département inscrit au sein de son règlement départemental d'aide sociale (RDAS) un droit à l'Aide à la Vie partagée pour les habitants d'un habitat inclusif auquel n'est pas attribué un forfait habitat inclusif mentionné à l'article L. 281-2 du code de l'action sociale et des familles.
Il transmet à la CNSA les éléments du RDAS faisant référence à la prestation AVP.

Le Département définit sa programmation de projets d'habitat inclusifs pour la phase d'amorçage. Il s'agit de projets existants ou à venir d'habitat inclusif faisant l'objet d'un conventionnement entre le porteur de projet et le Département d'ici le 31 décembre 2022 (présenté en annexe 3) et pour lesquels la CNSA apporte son concours financier pour la mise en œuvre de l'AVP sur la durée de chaque convention, soit 7 ans.

Cette programmation doit s'intégrer dans une démarche plus large et concertée visant une dynamique/stratégie territoriale en faveur de l'habitat des personnes âgées et des personnes handicapées. Elle a notamment vocation à s'intégrer dans les programmes locaux de l'habitat (PLH) et le plan départemental de l'habitat (PDH).

La programmation du Département comprend 20 projets d'habitat inclusif et 217 personnes bénéficiaires potentiels de l'AVP dont 150 personnes âgées et 67 personnes en situation de handicap telle que présentée sur la base de la programmation annuelle jusqu'en 2029 figurant en annexe 1 du présent avenant.

Le Département transmet la programmation pour avis à la conférence des financeurs de l'habitat inclusif.

La présente programmation peut faire l'objet d'ajustement par voie d'avenant à l'accord.

- **Engagements financiers**

La CNSA verse un concours pour le financement des dépenses départementales d'aide à la vie partagée dont les acomptes annuels sont calculés sur la base de la programmation prévisionnelle des engagements pris par le Département, transmise annuellement : nombre de conventions passées entre le Département et le porteur 3P en 2022, nombre d'AVP pour ses habitants de 2022 à 2029.

L'accord prend effet à la date de sa signature par la CNSA et le Département. Le terme des engagements définis par le présent accord est fixé au plus tard au 31 décembre 2029.
Un cas de non transmission du bilan des dépenses, tel que défini à l'article 5, la CNSA se réserve le droit de suspendre son engagement.

**Modalités de versement du concours de la CNSA**

La 1ère année (l'année de signature de l'accord) :

- La CNSA s'engage à verser au Département un acompte dans les 30 jours suivant la signature du présent accord (année N) à hauteur de 50% de la dépense estimée par le Département pour la première année de l'accord (décrite en annexe 3) ;
- Puis, la CNSA verse au Département le solde du concours le dernier jour ouvré de **novembre** de l'année N+1, sur la base d'un bilan des dépenses réelles (état récapitulatif des dépenses) relatives à l'AVP de l'année N ;
- En cas de non transmission dans les délais fixés, le versement du solde est repoussé au dernier jour ouvré de novembre de l'année suivante.

Puis les années suivantes :

- La CNSA verse au département un premier acompte le dernier jour ouvré de **mars** de l'année N à hauteur de 30% de la dépense estimée, sur la base de la programmation annuelle de l'année N dont le modèle est en annexe 6, communiquée au 31 décembre N-1 ;
- Elle verse au Département un second acompte le dernier jour ouvré de **novembre** de l'année N à hauteur de 30% de la dépense estimée, sur la base de la programmation annuelle de l'année N dont le modèle est en annexe 6, communiquée au 31 décembre N-1. En cas de trop versé au titre de l'année N-1, ce second acompte fera l'objet d'un versement après déduction du trop versé. Si l'acompte est insuffisant pour récupérer l'ensemble du trop-versé, le reste du trop-versé sera récupéré sur les acomptes futurs ;
- La CNSA verse au département le solde de son concours au titre de l'année N, le dernier jour ouvré de **novembre** de l'année N+1, sur la base d'un bilan des dépenses réelles (état récapitulatif des dépenses) relatives à l'AVP de l'année N ;
- En cas de non transmission dans les délais fixés, le versement du solde est repoussé au dernier jour ouvré de novembre de l'année suivante ;

La compensation financière de la CNSA au titre de l'AVP représente 80% de la dépense réelle (telle que définie dans l'état récapitulatif des dépenses à l'article 5) du département au titre de l'AVP, plafonnée à 8 000 € par an/bénéficiaire. Le seuil de 8 000 € étant annuel, il s'apprécie pour chaque habitant au prorata temporis du temps de présence de l'habitant dans l'habitat inclusif. Pour toute entrée ou toute sortie dans le mois d'un habitant de l'habitat inclusif, le financement prend en compte le mois entier.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

| La Directrice de la CNSA, | La Présidente du Conseil départemental, | Le Préfet du Doubs |
|---|---|---|
| Virginie MAGNANT | Christine BOUQUIN | Jean-François COLOMBET |

## Annexe 1

## L'ANNEXE 3 DE L'ACCORD POUR L'HABITAT INCLUSIF EST MODIFIEE COMME SUIT :

Modèle type de l'annexe 3 modifiée (document Excel) à joindre en version PDF :

**AVENANT N°1 A L'ACCORD POUR L'HABITAT INCLUSIF SIGNE LE 31/12/2021 (Annexe 3)**

**CNSA / Etat / Département du Doubs**

**Programmation 2021-2029**

| N° du projet | Nom du projet | Existant / en projet | Porteur du projet (conventionné avant le 31 décembre 2022) | Forfait Habitat (oui/non) | Nombre de bénéficiaires AVP | *Dont nombre de PA* | *Dont nombre de PH* | Montant AVP de référence par an par habitant | Dépenses estimées 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total des dépenses prévisionnelles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Quartier intergénérationnel et inclusif "les Vignottes" BAUME-LES-DAMES | en projet | SA d'HLM NEOLIA (en partenariat avec l'Association "Les Invités au Festin") | non | 10 | 5 | 5 | 5 000 | | | | 25 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 275 000 |
| 2 | Ecoquartier Vauban BESANCON | en projet | SA d'HLM NEOLIA (en partenariat avec l'Association ELIAD) | non | 10 | 10 | 0 | 5 000 | | | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 300 000 |
| 3 | Villagénération- Habitat inclusif EXINCOURT | en projet | SA d'HLM NEOLIA (en partenariat avec les associations ELIAD et APASSAD) | non | 10 | 10 | 0 | 5 000 | | | | 25 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 275 000 |
| 4 | Villagénération- Vallon des Jonchets GRAND-CHARMONT | en projet | SA d'HLM NEOLIA (en partenariat avec les associations ELIAD et APASSAD) | non | 10 | 10 | 0 | 5 000 | | | | 25 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 275 000 |
| 5 | Villagénération- Habitat Inclusif SERRE-LES-SAPINS | en projet | SA d'HLM NEOLIA (en partenariat avec l'Association ELIAD) | non | 10 | 10 | 0 | 5 000 | | | | 25 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 275 000 |
| 6 | Villagénération-Habitat Inclusif MORTEAU- PVD | en projet | SA d'HLM NEOLIA (en partenariat avec l'Association ELIAD) | non | 10 | 10 | 0 | 5 000 | | | | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 250 000 |
| 7 | Villagénération VOUJEAUCOURT | en projet | SA d'HLM NEOLIA (en partenariat avec les associations ELIAD et APASSAD) | non | 10 | 10 | 0 | 5 000 | | | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 300 000 |
| 8 | Habitat inclusif Ilôt Pasteur à MAICHE | en projet | SAIEM IDEHA (en partenariat avec l'association Julienne Javel) | non | 12 | 8 | 4 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| 9 | Habitat Inclusif Quartier Pézole à VALENTIGNEY | en projet | SAIEM IDEHA (en partenariat avec l'association Julienne Javel) | non | 12 | 8 | 4 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| 10 | Habitat inclusif - Villa Bonnaymé BAUME-LES-DAMES | en projet | SAIEM IDEHA (en partenariat avec l'association Julienne Javel) | non | 12 | 8 | 4 | 7 500 | | | | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 540 000 |
| 11 | Habitat inclusif AUDINCOURT | en projet | SAIEM IDEHA (en partenariat avec l'association Julienne Javel) | non | 12 | 8 | 4 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| 12 | Résidence intergénérationnelle et d'habitat inclusif BESANCON | en projet | LOGE-GBM | non | 12 | 8 | 4 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| 13 | Habitat Inclusif LES FINS | en projet | Association "Meilleurs temps" | non | 5 | 0 | 5 | 10 000 | | | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 300 000 |
| 14 | Habitat inclusif -AUDINCOURT | en projet | Fondation Pluriel | non | 12 | 0 | 12 | 10 000 | | | | 120 000 | 120 000 | 120 000 | 120 000 | 120 000 | 120 000 | 720 000 |
| 15 | Habita iInclusif -PONTARLIER | en projet | Fondation Pluriel | non | 10 | 0 | 10 | 10 000 | | | | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 500 000 |
| 16 | Habitat inclusif -DOMMARTIN | en projet | ADMR | non | 12 | 9 | 3 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| 17 | Habitat inclusif - FRASNE | en projet | ADMR | non | 12 | 9 | 3 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| 18 | Habitat inclusif - ISLE-SUR-LE-DOUBS | en projet | ADMR | non | 12 | 9 | 3 | 7 500 | | 22 500 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 67 500 | 630 000 |
| 19 | Habitat inclusif - SANCEY | en projet | ADMR | non | 12 | 9 | 3 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| 20 | Habitat inclusif - GILLEY | en projet | ADMR | non | 12 | 9 | 3 | 7 500 | | | | 45 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 495 000 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| total | | | | | 217 | 150 | 67 | 140 000 | 0 | 22 500 | 90 000 | 910 000 | 1 520 000 | 1 520 000 | 1 520 000 | 1 520 000 | 1 497 500 | 8 600 000 |

**Annexe 2 :**

**Modèle type de programmation annuelle**

**PROGRAMMATION ANNUELLE 2022**

Conformément à l'article 3 de l'accord pour l'habitat inclusif, signé entre la CNSA, le département du Doubs et l'Etat, en date du 31/12/2021, la programmation annuelle pour 2022 est de €

Date :

Signature :

*La Présidente du Département du Doubs*

*Christine BOUQUIN*

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 301 |
|---|---|
| | Commission[s] : 3 |
| | Timbre : DGS / DRIT |

# DYNAMIQUE TERRITORIALE

MOBILITES ET INFRASTRUCTURES - STRUCTURATION DES VOIES CYCLABLES

## Objet : Itinéraires cyclables d'intérêt départemental et déploiement de « systèmes vélo » dans les bourgs-centres

SOMMAIRE


INTRODUCTION ..... 2

I – SELECTION, PRIORISATION ET ENGAGEMENTS DES PREMIERS PROJETS D'INTERET DEPARTEMENTAL ..... 3

I – 1. SELECTION DES PROJETS ..... 3

I – 2. ANALYSE DES PROJETS ..... 4

I – 3. PREMIERES REALISATIONS ..... 4

II – PERIMETRE, PRIORISATION ET MODALITES DE FINANCEMENTS DES « SYSTEMES VELO » DES BOURGS-CENTRES ..... 5

II – 1. PRESENTATION DE L'OPERATION ..... 5

II – 2. PERIMETRE DES BOURGS-CENTRES CONCERNES ..... 6

II – 3. PRIORISATION DES BOURGS-CENTRES ..... 6

II – 4. MODALITES D'INTERVENTION DU DEPARTEMENT ..... 7

II – 5. SYNTHESE SUR LE SOUTIEN AUX PROJETS CYCLABLES DU TERRITOIRE ..... 7

DELIBERATION ..... 9

TABLE DES ANNEXES ..... 14

# INTRODUCTION

En juin 2020, l'Assemblée départementale a validé les objectifs et le plan d'actions de la nouvelle politique cyclable départementale au regard des orientations données par C@P25. Dotée d'un budget de 32,4 M€ sur la période 2020-2026, cette politique ambitionne d'atteindre 2 000 km d'itinéraires cyclables en 2026 contre 800 km en 2020 et environ 1 550 km à ce jour (dont 600 km d'itinéraires « points nœuds »).

Pour atteindre ces objectifs, le déploiement de « systèmes vélo » (infrastructures, services, animations …) est visé sur l'ensemble du département afin de favoriser toutes les pratiques cyclables (déplacements du quotidien, de loisirs, sportifs …). Ces éléments ont également été présentés à l'ensemble des intercommunalités du Doubs et aux territoires voisins entre fin 2020 et mi-2021 afin de recueillir leurs réactions et leurs attentes.

A ce jour, le plan d'actions de la politique cyclable départementale se décline de façon opérationnelle de la manière suivante :

1) Soutien aux projets cyclables des territoires

Suite à la consultation des EPCI, l'Assemblée départementale a arrêté le 31 mai 2021 les modalités de soutien des projets cyclables du bloc communal (aide à l'ingénierie, à la définition de stratégies cyclables, à la création d'infrastructures cyclables et à l'acquisition de vélos adaptés).

A ce jour, 15 projets ont été soutenus par le Département pour près de 10 km d'infrastructures cyclables créées, plus de 750 K€ attribués et 2,7 M€ de travaux réalisés.

2) Projets cyclables sous maîtrise d'ouvrage départementale

Conformément au plan d'actions voté en juin 2020, de nombreux projets sollicitant les dispositifs financiers existants (Europe, Etat, Région) ont été engagés par le Département ces derniers mois. Ils concernent :

- Des itinéraires cyclables :

  Passage en site propre de l'EV6 entre Colombier-Fontaine et Dampierre-sur-le-Doubs, création d'une voie verte entre Ornans et L'Hôpital-du-Grosbois, de voies cyclables le long de RD ou de ponts départementaux, déploiement du système de jalonnement « points nœuds » sur 2 zones tests …

- Le lancement d'études de planification :

  Accompagnement du déploiement de « systèmes vélo » dans les premiers bourgs-centres (PNR Doubs Horloger), étude de préfiguration de l'offre VTT, étude d'extension du jalonnement « points-nœuds » sur l'ensemble du Département, stratégie d'équipement des sites départementaux en abris à vélos …

- Le déploiement de services vélos :

  Mise en place d'un abri-vélo à la Gare d'Eau, projets de « Tops départs » offrant des services aux cyclistes dans le cadre du déploiement du jalonnement « points-nœuds » …

- Des opérations en faveur du développement de l'usage du vélo :

  Co-organisation du Slow-up de la vallée de l'Ognon, participation financière du Département, via le CDT, à la labélisation « accueil vélo » des hébergements touristiques, attribution de VAE de fonction et déploiement du forfait mobilité en direction des agents départementaux …

Pour compléter et finaliser ce plan d'actions, des décisions restent à prendre pour :

- Sélectionner et prioriser les projets d'infrastructures cyclables pour lesquels la collectivité se positionnera en tant que maître d'ouvrage à court terme. Ceci devant permettre de compléter et d'alimenter la cartographie du schéma cyclable départemental au regard des propositions formulées par les EPCI ;

- Planifier et préciser les modalités d'accompagnement des bourgs-centres par le Département.

# I – SELECTION, PRIORISATION ET ENGAGEMENTS DES PREMIERS PROJETS D'INTERET DEPARTEMENTAL

## I – 1. Sélection des projets

Dès l'élaboration de la nouvelle politique cyclable en 2020, ainsi que lors de la concertation avec les acteurs locaux, une distinction a été affirmée entre :

- Les « projets d'intérêt local », qui doivent relever d'un portage par le bloc communal et peuvent bénéficier d'un financement départemental à travers le programme des aides cyclables ;

- Les « projets d'intérêt départemental », dont le Département assurera le portage et le financement, en principe sans requérir une participation du bloc communal.

Les projets d'intérêt départemental identifiés l'ont été au regard de l'un ou plusieurs des critères ci-dessous :

- Des projets issus de la concertation avec les territoires, dépassant et/ou complétant les schémas directeurs cyclables des communes ou des EPCI ;

- Un nombre important d'EPCI traversés ou une continuité sur les territoires limitrophes rendant complexe une gouvernance assumée par le bloc communal ;

- La mixité des usages de loisirs/tourisme et utilitaires aux abords des pôles urbains ;

- Une complexité technique des projets.

Couvrant l'ensemble du territoire départemental, ils représentent un linéaire de 450 km dans le Doubs et pourront être aménagés soit en site propre, soit en mode partagé sur des routes existantes, soit de façon mixte entre ces deux options, en intégrant les équipements d'accueil et services pour les cyclistes.

Leur coût global est sommairement estimé par ratio dans une fourchette de 70 à 100 M€.

Il s'agit d'opérations dont la mise en œuvre devra s'inscrire dans la durée (acquisitions foncières à prévoir, procédures réglementaires souvent nécessaires…) avec un délai de réalisation de l'ordre de 5 à 10 ans.

## I – 2. Analyse des projets

Les projets retenus ont fait l'objet d'une analyse multicritère visant à évaluer leur intérêt départemental. Pour cela, 4 thématiques ont été prises en compte, à savoir le maillage territorial autour de l'itinéraire (interconnexion avec d'autres territoires …), le potentiel d'usage utilitaire et cyclotouristique de celui-ci, ainsi que sa faisabilité technique (portage local, complexité …).

Bien que reposant sur une certaine subjectivité, cette analyse a permis d'établir une priorisation des projets. Le classement issu de cette analyse a permis de distinguer trois catégories de projets synthétisés dans le tableau présenté en annexe 1 du rapport.

## I – 3. Premières réalisations

La planification d'ensemble des projets est établie par le Département au regard de l'analyse globale présentée ci-avant, tout en tenant compte des attentes de nos partenaires locaux et de l'enjeu d'équité territoriale.

Dans une première étape, il est proposé d'engager les études d'opportunité et de faisabilité de 4 opérations relevant de la Priorité 1, se répartissant entre différents secteurs du Doubs :

- La liaison entre l'agglomération bisontine et les communes du plateau de Saône / Fontain ;
- La liaison entre Pontarlier et la Suisse à Vallorbe (à proximité du Coni'fer) ;
- La liaison du Val de l'Ognon entre les secteurs d'Emagny et de Rougemont ;
- La liaison entre Montbéliard et le Pays Horloger via Saint-Hippolyte, Maîche, Le Russey et Morteau.

Ces 4 projets, retenus selon l'analyse multicritère et la notion d'équité territoriale, représentent un linéaire d'environ 155 km et un investissement d'environ 40 M€.

Si la programmation de ces 4 premiers projets est validée, ils représenteront la principale contribution du Département en termes de développement d'infrastructures cyclables sur la durée du mandat. En effet, le temps de mobilisation interne nécessaire pour mener à bien ces projets ne permettra pas de multiplier les interventions à court ou moyen terme.

Les premières actions à lancer sont des études d'opportunité et de faisabilité qui viseront à préciser les fonctionnalités et le potentiel d'usage de ces infrastructures, les contraintes des sites traversés, les tracés possibles, les partis d'aménagement (site propre et/ou mode partagé), les coûts. Elles seront nécessairement conduites en concertation avec les collectivités locales, voire avec un plus large public.

Les études des autres liaisons ne seront engagées qu'ultérieurement par le Département. Néanmoins, si les collectivités locales souhaitent les anticiper, le Département leur proposera de les prendre à leur compte avec un financement départemental permettant d'aboutir à un reste à charge de 20% pour le territoire, comme cela a été arrêté par la délibération du 31 mai 2021 actant les modalités de soutien aux projets cyclables du territoire.

# II – PERIMETRE, PRIORISATION ET MODALITES DE FINANCEMENTS DES « SYSTEMES VELO » DES BOURGS-CENTRES

## II – 1. Présentation de l'opération

Il s'agit de l'opération de la politique cyclable que le Département porte spécifiquement en faveur des déplacements du quotidien.

Elle est basée sur le constat que les « bourgs-centres » sont les sites qui offrent le plus fort potentiel de développement de ces usages dits utilitaires (en dehors des grandes agglomérations, où les EPCI urbains assurent le portage de telles actions).

En effet, ces communes, d'une certaine importance, concentrent des entreprises, commerces, établissements scolaires, services, équipements publics générant, en interne et en lien avec les communes périphériques, de nombreux déplacements de proximité pouvant être effectués à vélo ou VAE dans un rayon de 8 à 10 km environ.

Il est par conséquent opportun de constituer pour ces sites un « système vélo », c'est-à-dire un plan d'actions incluant :

- Des infrastructures cyclables reliant les pôles d'activités et de services de ces bourgs avec les secteurs résidentiels du bourg lui-même et des communes périphériques (dans un rayon maximal d'une dizaine de kilomètres, qui correspond à la limite d'usage du vélo pour les déplacements utilitaires) ;

- Des équipements d'accueil et des services aux cyclistes au sein des pôles d'activités et de services du bourg, dont bien évidemment les sites départementaux (collèges, CMS…) ;

- Des mesures incitatives et des actions de promotion pour encourager les habitants du secteur à recourir au vélo.

Par conséquent, le Département entend initier, en lien avec les collectivités locales concernées (la commune bourg-centre, les communes périphériques, éventuellement la Communauté de communes), l'étude de ce « système vélo » et en accompagner le déploiement, en participant au portage et au financement des actions.

## II – 2. Périmètre des bourgs-centres concernés

Les sites les plus propices pour ces opérations sont les pôles urbains secondaires et intermédiaires selon la classification du Schéma Directeur d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public du Doubs (SDAASP).

En effet, les pôles de niveau inférieur (dit de proximité) offrent un potentiel d'usage plus limité et ceux de niveau supérieur (dits structurants ou majeurs) sont couverts par les schémas cyclables des EPCI urbains correspondants, à savoir Grand Besançon Métropole (GBM), Pays Montbéliard Agglomération (PMA) et la Communauté de communes du Grand Pontarlier (CCGP).

En excluant les pôles urbains secondaires et intermédiaires situés dans le périmètre de GBM et de PMA (Devecey, Saint-Vit, Saône, Audincourt, Valentigney, Pont-de-Roide …), il subsiste 14 pôles urbains pouvant être intégrés dans l'opération « système vélo bourg-centre ».

Pour trois d'entre eux (L'Isle-sur-le-Doubs, Morteau et Quingey), les démarches ont déjà été engagées, conformément aux décisions prises précédemment.

Lors de la concertation avec les EPCI, les communes de Baume-les-Dames et de Maîche ont exprimé leur souhait d'être rapidement rattachées à ce programme, Maîche étant intégrée au schéma cyclable en cours d'élaboration par le PNR du Doubs Horloger et Baume-les-Dames ayant déjà finalisé son propre schéma cyclable communal.

## II – 3. Priorisation des bourgs-centres

Compte tenu des moyens financiers et techniques à mobiliser pour l'étude et le déploiement des « systèmes vélo » des bourgs-centres, il est nécessaire de planifier leur engagement.

A cet effet, tout comme pour les projets d'intérêt départemental, une analyse multicritère, intégrant la même part de subjectivité, a été effectuée pour les 11 bourgs-centres restant à accompagner en tenant compte de 3 thématiques :

- Le potentiel cyclable du bourg-centre (nombre d'habitants, d'emplois …) ;
- Le potentiel cyclable des communes périphériques (nombre d'habitants, présence de pôles générateurs de déplacements …) ;
- La dynamique locale (document de planification cyclable existant …).

Cette priorisation est présentée dans le tableau en annexe 2 du rapport.

Les études des différents sites pourront être engagées progressivement au cours du temps, selon les niveaux de priorité ainsi définis et en fonction de la volonté locale.

Ainsi, les bourgs-centres de Valdahon et de Baume-les-Dames pourraient être accompagnés prochainement.

## II – 4. Modalités d'intervention du Département

La définition des plans d'actions propres à chaque bourg-centre fera l'objet d'un travail commun entre le Département, les collectivités locales (bourg-centre, EPCI, autres communes), voire d'autres acteurs locaux (entreprises, établissements).

Pour accompagner le déploiement de « systèmes vélo » dans les bourgs-centres, le Département entend s'impliquer lors des phases suivantes :

- Etude de définition de la démarche bourg-centre selon différentes modalités :
    - Suivant la dynamique locale, l'étude pourra être pilotée par le Département ou par le territoire (commune, intercommunalité). Dans le deuxième cas, la participation financière du Département sera de 50 % du reste à charge.
- Soutien aux réalisations (infrastructures, équipements) :
    - Financement à hauteur de 50 % du reste à charge des dépenses HT d'investissement de ces opérations.
    - La participation départementale serait limitée à 300 K€/projet et 500 K€ d'aide par bourg-centre sur une durée de 5 ans.
    - Le Département pourrait subventionner plusieurs opérations par an.

Les actions de promotion (communication, évènements…) ou mesures incitatives (aide à l'achat, services de location de vélo…) relevant du fonctionnement resteront ainsi à la charge des acteurs locaux, sans financement départemental.

A noter que le soutien du Département aux opérations relevant du « système vélo » d'un bourg-centre, que les collectivités locales décideront d'engager par anticipation sur l'étude d'ensemble, pourraient bénéficier au cas par cas des modalités d'accompagnement définies précédemment (exemple de la liaison entre Morteau et Montlebon, de la voie verte intercommunale autour de Levier, de la liaison entre Valdahon et Orchamps-Vennes…).

## II – 5. Synthèse sur le soutien aux projets cyclables du territoire

Au regard des éléments précédents et du programme de soutien voté en mai 2021, l'action du Département dans l'accompagnement des projets cyclables du territoire se déclinerait ainsi de la manière suivante :

1) Pour les liaisons cyclables d'intérêt départemental :
    - Une maitrise d'ouvrage départementale sur les 4 itinéraires au plus fort potentiel ;
    - Pour les autres itinéraires, une maitrise d'ouvrage possible de la part des intercommunalités avec un financement spécifique du Département.

2) Pour les liaisons cyclables d'intérêt local :

- Sur le territoire de GBM et de PMA, accompagnement au regard des modalités définies au sein du programme de soutien voté en mai 2021 (soutien jusqu'à 25% des dépenses éligibles avec une participation maximale de 100 K€ par projet) ;
- Pour les bourgs-centres et leurs communes périphériques, un financement des projets d'investissement jusqu'à 50 % du reste à charge, dans la limite de 300 K€ par projet et d'une participation globale de 500 K€ sur 5 ans comme défini dans la deuxième partie du présent rapport ;
- Pour les autres communes/EPCI, accompagnement au regard des modalités définies au sein du programme de soutien voté en mai 2021 (soutien jusqu'à 50% des dépenses éligibles avec une participation maximale de 100 K€ par projet).

Ces différentes modalités sont détaillées et explicitées au sein de la carte et du schéma présents en annexes 3 et 4 du rapport.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 22 juin 2020 relative à la nouvelle politique cyclable départementale ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 31 mai 2021 relative au programme d'aide aux territoires en faveur du développement des infrastructures cyclables ;

Vu le rapport **n° 301** présenté sous le timbre **: DGS / DRIT** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

1) Approuve les dispositions des liaisons cyclables d'intérêt départemental et des « systèmes vélo » dans les bourgs-centres, déclinées comme suit :

- **Liaisons cyclables d'intérêt départemental**

Cible : territoire départemental

Objet : identification, pilotage et financement des liaisons cyclables d'intérêt départemental

*Pilotage et financement*

- Maitrise d'ouvrage assurée par le Département sur les projets identifiés comme prioritaires ;
- Quatre premières liaisons étudiées par le Département sur le mandat en cours ;
- Possibilité de portage par les collectivités du bloc communal pour les autres liaisons :
    - Financement départemental permettant d'aboutir à un reste à charge de 20% pour le bloc communal

*Types de dépenses éligibles*

Pour les liaisons départementales qui seraient portées par le bloc communal, accompagnement financier du Département s'étendant aux :

- Dépenses réelles d'investissement hors taxe des études et travaux, liées aux infrastructures cyclables créées en site propre ou en mode partagé ;

- Dépenses d'infrastructures, y compris ouvrages d'art, de signalisation spécifique dans l'emprise de la voie et des équipements destinés aux déplacements cyclables, tels que stationnements vélos, stations-vélos (lavage, réparation, recharge…) et la signalisation

afférente ;

- Part des projets plus globaux dont le cyclable ne serait qu'une partie.

*Modalités*

Pour les liaisons d'intérêt départemental qui seraient portées par le bloc communal :

- Calcul de l'aide sur la base du devis des entreprises, passage du dossier en Commission permanente ;
- Etablissement d'une convention entre le Département et le maître d'ouvrage précisant notamment les engagements du porteur de projet (respect des objectifs, communication autour du partenariat avec le Département …) ;
- Versement de la subvention sur la base du montant des dépenses réellement réalisées et sur présentation des factures acquittées.

*Identification des itinéraires d'intérêt départemental et priorisation*

Les liaisons sont réparties en 3 groupes de priorité :

- Priorité 1
- Priorité 2
- Priorité 3

Quatre liaisons relevant de la Priorité 1 seront lancées prioritairement :

- Liaison cyclable entre l'agglomération bisontine et les communes du 1er plateau
- Liaison cyclable entre Pontarlier et la Suisse (au niveau de Vallorbe)
- Liaison cyclable le long de la vallée de l'Ognon entre les secteurs d'Emagny et de Rougemont
- Liaison cyclable entre le pays de Montbéliard et Morteau via Saint-Hippolyte, Maîche et Le Russey

Les 17 autres liaisons à lancer dans un second temps, par ordre de priorité :

- Liaison cyclable entre Montbéliard et Héricourt via Bethoncourt : Priorité 1
- Liaison cyclable entre Pontarlier et Mouthe : Priorité 1
- Liaison cyclable entre Pontarlier et le Département du Jura via Frasne : Priorité 1
- Liaison cyclable entre Les Grangettes et Labergement-Sainte-Marie (rive gauche du lac Saint Point) : Priorité 2
- Liaison cyclable entre Bonnal et le secteur Pays de Clerval/L'Isle-sur-le-Doubs (connexion entre la Haute-Saône et l'EV6) : Priorité 2
- Liaison cyclable entre l'agglomération de Delle/Boncourt (Suisse) et le Pays de Montbéliard via Badevel : Priorité 2
- Liaison cyclable entre Gilley et le Locle (Suisse) via Morteau et Villers-le-Lac (le long du chemin des rencontres) : Priorité 2

- Liaison cyclable entre Marnay et Saint-Vit via Etrabonne, Mercey-le-Grand et Berthelange (connexion avec l'EV6) : Priorité 2
- Liaison cyclable entre Saône et Valdahon (connexion des communes du 1er plateau

avec l'EV6) : Priorité 2
- Liaison cyclable entre Pontarlier et Val-de-Travers (Suisse) : Priorité 2
- Liaison cyclable entre les secteurs de Quingey et Busy (connexion avec l'EV6) : Priorité 2
- Liaison cyclable entre le secteur de Sancey et Pays-de-Clerval (connexion vers l'EV6) : Priorité 3
- Liaison cyclable entre Sancey et Baume-les-Dames via la vallée du Cusancin (connexion avec l'EV6) : Priorité 3
- Liaison cyclable entre le secteur de Montbenoît et la source de la Loue (via le Crêt Monniot) : Priorité 3
- Liaison cyclable entre Saint-Hippolyte et la Suisse (vers Saint-Ursanne) : Priorité 3
- Liaison cyclable entre les communes d'Orchamps-Vennes et de Gilley : Priorité 3
- Liaison cyclable entre la vallée de la Loue (Cléron) et le plateau d'Amancey : Priorité 3

- **Systèmes vélo des bourgs centres**

Cible :

Pôles urbains secondaires et intermédiaires selon la classification du Schéma Directeur d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public du Doubs (SDAASP).

Les pôles de niveau inférieur (dit de proximité), et ceux couverts par les schémas cyclables des EPCI urbains (Grand Besançon Métropole et Pays de Montbéliard Agglomération) ne sont pas concernés par cette mesure.

Objet :

Démarche portant sur le bourg-centre et son périmètre élargi dans un rayon de 10 km pour accompagner le développement d'un « système vélo » (infrastructures, services, communication/promotion) dans une optique de développement de la pratique utilitaire.

*Pilotage et financement*

Etude de définition du « système vélo bourg-centre » :

- Si pilotage de l'étude par le territoire, accompagnement financier du Département à hauteur de 50% du reste à charge.
- Si pilotage de l'étude par le Département, sous réserve de capacité à faire et dans l'ordre de priorité, financement par le Département à hauteur de 80 %.

Travaux, réalisation (infrastructures, équipements) :

- Pilotage par le bloc communal et participation du Département à hauteur de 50 % du reste à charge des dépenses HT d'investissement sur les opérations.
- Participation limitée à 300 K€ HT par projet et 500 K€ HT d'aide par bourg-centre sur une durée de 5 ans. Possibilité de subventionner plusieurs opérations par an.
- Financement possible des opérations relevant du « système vélo » d'un bourg-centre, engagées par anticipation sur l'étude d'ensemble.

*Types de dépenses éligibles*

Accompagnement financier du Département s'étendant aux :

- Dépenses réelles d'investissement hors taxe des études et travaux, liées aux infrastructures cyclables créées en site propre ou en mode partagé ;
- Dépenses d'infrastructures, y compris ouvrages d'art, de signalisation spécifique dans l'emprise de la voie et des équipements destinés aux déplacements cyclables tels que stationnements vélos, stations-vélos (lavage, réparation, recharge…) et la signalisation afférente ;
- Part des projets plus globaux dont le cyclable ne serait qu'une partie.

*Modalités*

- Calcul de l'aide sur la base du devis des entreprises, passage du dossier en Commission permanente ;
- Etablissement d'une convention entre le Département et le maître d'ouvrage précisant notamment les engagements du porteur de projet (respect des objectifs, communication autour du partenariat avec le Département …) ;
- Versement de la subvention sur la base du montant des dépenses réellement réalisées et sur présentation des factures acquittées.

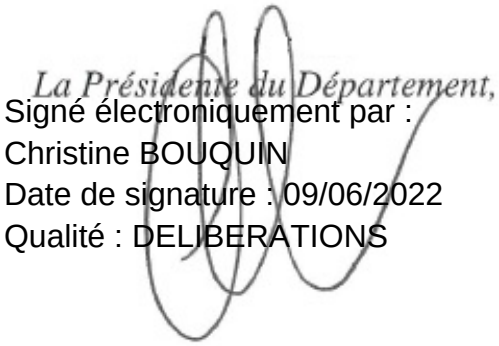
*Identification et priorisation*

Les 11 pôles retenus par ordre de priorité :

- Valdahon
- Baume-les-Dames
- Maîche
- Frasne
- Pays-de-Clerval
- Labergement-Sainte-Marie
- Ornans
- Levier
- Rougemont
- Sancey
- Mouthe

2) Donne délégation à la Commission permanente pour attribuer les aides selon ces dispositions et approuver les conventions à passer avec les porteurs de projet.

*La Présidente du Département,*



Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Priorisation des itinéraires cyclables d'intérêt départemental
2 - Hiérarchisation des bourgs-centres
3 - Déclinaison opérationnelle du schéma cyclable du Département du Doubs
4 - Soutien et intervention du Département du Doubs dans le cadre de sa politique cyclable

# PRIORISATION DES ITINÉRAIRES CYCLABLES D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAL

| NOM DE L'ITINÉRAIRE | MAILLAGE TERRITORIAL | POTENTIEL D'USAGE UTILITAIRE | POTENTIEL D'USAGE CYCLO-TOURISTIQUE | FAISABILITÉ DE L'ITINÉRAIRE | LONGUEUR DE L'ITINÉRAIRE** | COÛT ESTIMATIF DE MISE EN OEUVRE DE L'ITINÉRAIRE | PRIORITÉ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Liaison cyclable entre l'agglomération Bisontine et les communes du 1er plateau | | | | | 10 km | Entre 2 M€ et 3,5 M€ | 1* |
| Liaison cyclable entre Pontarlier et la Suisse (au niveau de Vallorbe) | | | | | 25 km | entre 6 M€ et 9 M€ | |
| Liaison cyclable le long de la vallée de l'Ognon entre les secteurs d'Emagny et de Rougemont | | | | | 48 km | entre 3,8 M€ et 5,7 M€ | |
| Liaison cyclable entre le pays de Montbéliard et Morteau via St-Hippolyte, Maîche et Le Russey | | | | | 65 km | entre 17 M€ et 23 M€ | |
| Liaison cyclable entre Montbéliard et Héricourt via Bethoncourt | | | | | 4 km | entre 1 M€ et 1,5 M€ | 1 |
| Liaison cyclable entre Pontarlier et Mouthe | | | | | 35 km | entre 6,5 M€ et 10 M€ | |
| Liaison cyclable entre Pontarlier et le Département du Jura via Frasne | | | | | 22 km | Entre 4 M€ et 6,5 M€ | |
| Liaisons cyclable entre Les Grangettes et Labergement-Sainte-Marie (rive gauche du lac Saint Point) | | | | | 9 km | entre 2 M€ et 3 M€ | 2 |
| Liaison cyclable entre Bonnal et le secteur Pays de Clerval / l'Isle-sur-le-Doubs (connexion entre la Haute-Saône et l'EuroVélo 6) | | | | | 22 km | entre 1 M€ et 1,5 M€ | |
| Liaison cyclable entre l'agglomération de Delle/Boncourt (Suisse) et le Pays de Montbéliard via Badevel | | | | | 0,5 km | entre 100 K€ et 500 K€ | |
| Liaison cyclable entre Gilley et le Locle (Suisse) via Morteau et Villers-le-Lac (le long du chemin des rencontres) | | | | | 21 km | entre 4,5 M€ et 8 M€ | |
| Liaison cyclable entre Marnay et Saint-Vit via Etrabonne, Mercey-le-Grand et Berthelange (connexion avec l'EuroVélo 6) | | | | | 19 km | entre 3,5 M€ et 5,5 M€ | |
| Liaison cyclable entre Saone et Valdahon (connexion des communes du premier plateau avec l'EuroVélo 6) | | | | | 22 km | entre 2 M€ et 3,5 M€ | |
| Liaison cyclable entre Pontarlier et Val-de-Travers (Suisse) | | | | | 7 km | entre 2 M€ et 3 M€ | |
| Liaison cyclable entre les secteurs de Quingey et Busy (connexion avec l'EuroVélo 6) | | | | | 11 km | entre 500 K€ et 1 M€ | |
| Liaison cyclable entre le secteur de Sancey et le Pays-de-Clerval(connexion vers l'EuroVélo 6) | | | | | 16 km | entre 1 M€ et 1,5 M€ | 3 |
| Liaison cyclable entre Sancey et Baume-les-Dames via la vallée du Cusancin (connexion avec l'EuroVélo 6) | | | | | 28 km | entre 2,5 M€ et 4 M€ | |
| Liaison cyclable entre le secteur de Montbenoît et la source de la Loue (via le Crêt Monniot) | | | | | 21 km | entre 2,5 M€ et 3,5 M€ | |
| Liaison cyclable entre Saint-Hippolyte et la Suisse (vers Saint-Ursanne) | | | | | 23 km | entre 1,5 M€ et 2,5 M€ | |
| Liaison cyclable entre les communes d'Orchamps-Vennes et de Gilley | | | | | 12 km | entre 1,5 M€ et 2 M€ | |
| Liaison cyclable entre la vallée de la Loue (Cléron) et le plateau d'Amancey | | | | | 6 km | entre 1,5 M€ et 2,5 M€ | |

* Itinéraires sur lesquels les études seront lancés de manière prioritaire

**sur la base de l'hypothèse considérée pour l'estimation des coûts d'investissement

Doubs le Département

Doubs à Vélo
Département du Doubs

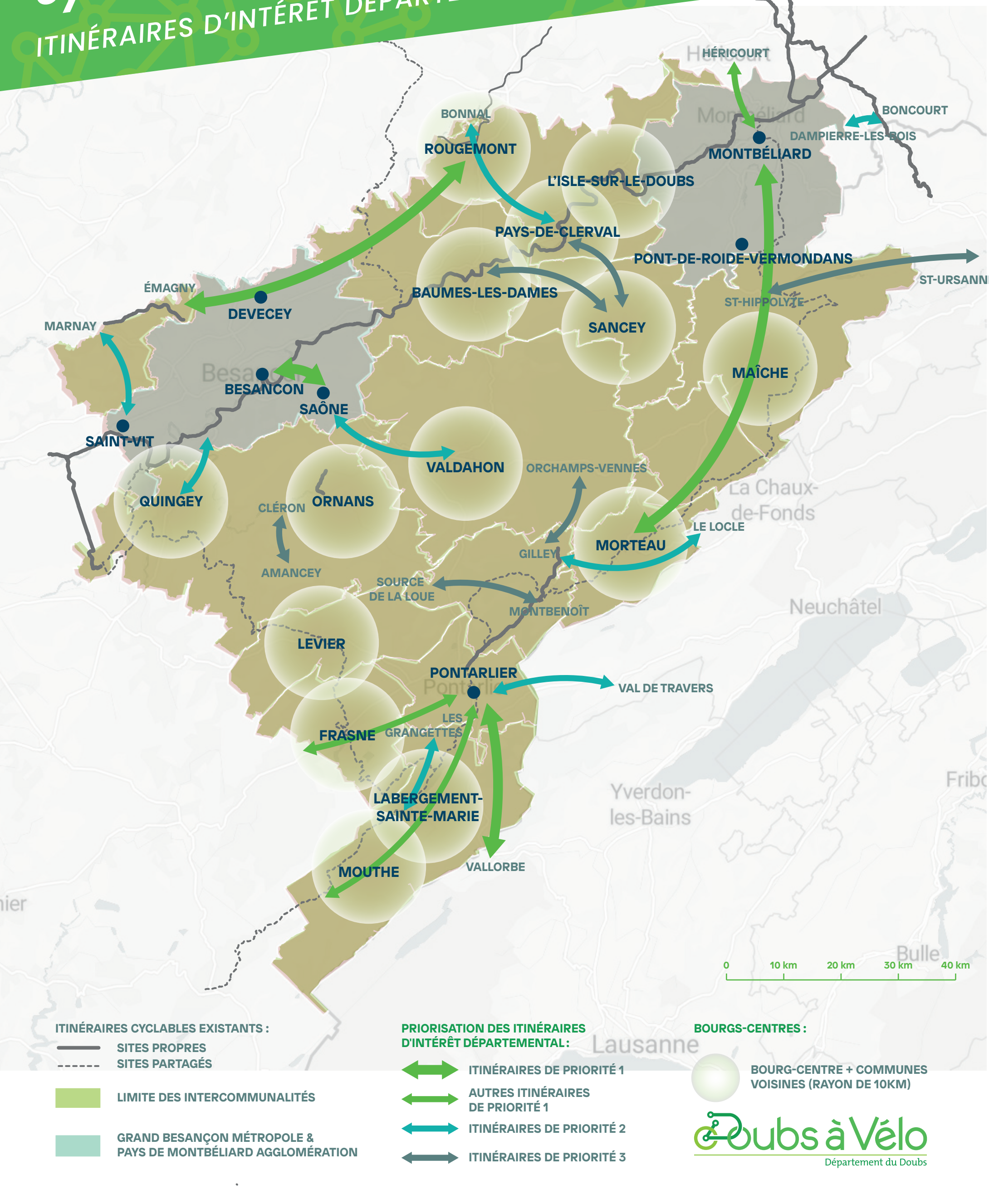
# HIÉRARCHISATION DES BOURGS-CENTRES

| BOURG-CENTRE | PRIORISATION |
|---|---|
| Valdahon | 1 |
| Baume-les-Dames | 2 |
| Maîche | 3 |
| Frasne | 4 |
| Pays-de-Clerval | 5 |
| Labergement-Sainte-Marie | 6 |
| Ornans | 7 |
| Levier | 8 |
| Rougemont | 9 |
| Sancey | 10 |
| Mouthe | 11 |

Doubs
le Département

# Déclinaison opérationnelle du schéma cyclable du Département du Doubs

## ITINÉRAIRES D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAL ET BOURGS-CENTRES




**ITINÉRAIRES CYCLABLES EXISTANTS :**

- SITES PROPRES
- SITES PARTAGÉS
- LIMITE DES INTERCOMMUNALITÉS
- GRAND BESANÇON MÉTROPOLE & PAYS DE MONTBÉLIARD AGGLOMÉRATION

**PRIORISATION DES ITINÉRAIRES D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAL :**

- ITINÉRAIRES DE PRIORITÉ 1
- AUTRES ITINÉRAIRES DE PRIORITÉ 1
- ITINÉRAIRES DE PRIORITÉ 2
- ITINÉRAIRES DE PRIORITÉ 3

**BOURGS-CENTRES :**

- BOURG-CENTRE + COMMUNES VOISINES (RAYON DE 10KM)

Doubs à Vélo
Département du Doubs

Doubs
le Département

# Soutien & intervention du Département du Doubs dans le cadre de sa politique cyclable

## LIAISONS D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAL

**MAITRISE D'OUVRAGE CD25**
**FINANCEMENT CD25 : 100%**
( QUATRE PROJETS EN PRIORITÉ 1 DANS LE MANDAT)

**MAITRISE D'OUVRAGE EPCI POSSIBLE AVEC FINANCEMENT CD25 POUR AMENER LE RESTE À CHARGE À 20%**
( AUTRES PROJETS PRIORITÉ 1 - 2 - 3 )

## LIAISONS D'INTÉRÊT LOCAL

**GRAND BESANÇON MÉTROPOLE**

**PAYS DE MONTBÉLIARD AGGLOMÉRATION**

**FINANCEMENT CD25 : JUSQU'À 25% DES DÉPENSES ÉLIGIBLES**
DANS LA LIMITE DE 100 K€ / PROJET ET DE 1/6ÈME DU BUDGET ANNUEL DÉDIÉ AU PROGRAMME DE SOUTIEN CYCLABLE

**BOURG-CENTRE + COMMUNES PÉRIPHÉRIQUES (10KM)**

SCHÉMA CYCLABLE EXISTANT

SÉLECTION DE PROJETS PORTANT SUR LES DÉPLACEMENTS DU QUOTIDIEN

**FINANCEMENT CD25 : 50% DU RESTE À CHARGE**
SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT AVEC LIMITES À 300K€ / PROJET & 500K€ DANS LE MANDAT

PAS DE SCHÉMA CYCLABLE

EN FONCTION DES DYNAMIQUES LOCALES

PORTAGE LOCAL DES ÉTUDES AVEC FINANCEMENT CD25

PORTAGE CD25 DES ÉTUDES

**AUTRES COMMUNES / EPCI**

**FINANCEMENT CD25 : JUSQU'À 50% DES DÉPENSES ÉLIGIBLES**
DANS LA LIMITE DE 100K€ / PROJET

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 302 |
|---|---|
| | Commission[s] : 3 |
| | Timbre : DGS / DDET |

# DYNAMIQUE TERRITORIALE

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITE, AFFAIRES EUROPEENNES ET TRANSFRONTALIERES - ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LOCAUX - CONTRACTUALISATIONS DE TERRITOIRE ET SOUTIEN AUX PROJETS LOCAUX

## Objet : Mise en œuvre des contrats P@C 2022–2028

SOMMAIRE

INTRODUCTION ..... 2

I – RAPPEL ..... 2

II – PROPOSITIONS ..... 3

DELIBERATION ..... 5

TABLE DES ANNEXES ..... 7

# INTRODUCTION

Il vous est proposé, dans le présent rapport, de vous prononcer sur le contrat P@C type à intervenir avec les territoires pour la période 2022-2028, ceci par déclinaison opérationnelle des décisions ayant été arrêtées par le Conseil départemental, le 28 mars dernier, pour la mise en œuvre de ces contrats qui prendront le relai des contractualisations 2018-2021.

# I – RAPPEL

Lors de sa réunion du 28 mars dernier, le Conseil départemental a arrêté les principes et les modalités de mise en œuvre des contrats P@C (Porter une action concertée) qui, pour la période 2022-2028 (7 ans), seront le vecteur de l'accompagnement du Département en faveur des projets locaux dans le cadre de sa politique en matière de développement territorial, à savoir le soutien aux investissements destinés à renforcer l'offre de services au public, à garantir la qualité des équipements et des espaces publics, ainsi qu'à améliorer le cadre de vie des habitants, de manière à garantir le dynamisme et l'attractivité des territoires du Doubs.

Conformément à ces dispositions, il a été procédé à l'inscription, lors de la Décision modificative (DM) n°1 de ce 27 juin, d'autorisations de programme (AP) pour un montant global de 75 M€ qui permettront au Département, via les contrats P@C, de soutenir la mise en œuvre des projets locaux répondant à des priorités partagées avec les élus du bloc communal (communes et groupement de communes).

Concrètement, le soutien financier du Département se fera par le biais de 3 enveloppes budgétaires complémentaires, à savoir :

- une enveloppe de 2 M€ au titre du soutien à l'émergence et à la préparation opérationnelle des projets locaux,

- une enveloppe de 75 M€ au titre du soutien à la mise en œuvre opérationnelle des projets. Cette enveloppe sera répartie entre les territoires, comme suit :

| **Territoire** | **Enveloppe 2022-2028** |
|---|---|
| Grand Besançon | 14 900 000 € |
| Pays de Montbéliard | 14 000 000 € |
| Grand Pontarlier | 2 800 000 € |
| Val de Morteau | 1 950 000 € |
| Lacs et Montagnes du Haut-Doubs | 2 700 000 € |
| Portes du Haut-Doubs | 4 600 000 € |
| Pays de Maîche | 3 600 000 € |
| Loue Lison | 5 700 000 € |
| Plateau du Russey | 1 700 000 € |
| Doubs Baumois | 4 300 000 € |
| Deux Vallées Vertes | 4 800 000 € |

| Territoire | Enveloppe 2022-2028 |
|---|---|
| Montbenoit | 2 650 000 € |
| Plateau de Frasne et du Val Drugeon | 2 300 000 € |
| Altitude 800 | 3 500 000 € |
| Pays de Sancey-Belleherbe | 3 200 000 € |
| Val Marnaysien | 1 950 000 € |
| Pays d'Héricourt | 315 000 € |
| Pays de Villersexel | 35 000 € |
| **Total** | **75 000 000 €** |

Pour chaque territoire, la mobilisation de cette enveloppe se fera selon les 2 volets suivants :

- volet « soutien aux dynamiques territoriales » (ex « volet A » du contrat P@C 2018-2021) : il s'agira du soutien aux projets structurants et/ou de portée supra-communale, c'est-à-dire s'inscrivant dans un projet de territoire et répondant aux priorités du Département,

- volet « soutien à la vie locale » (ex « volet B » du contrat P@C 2018-2021) : il s'agira du soutien aux projets d'intérêt local, portés notamment par les communes de moins de 10 000 habitants,

- une enveloppe de 15 M€ au titre du soutien à des projets d'envergure supra-communautaire ou départementale, c'est-à-dire qui répondront à des priorités intéressant l'ensemble du territoire départemental et/ou bénéficieront .à l'ensemble des habitants du Doubs.

## II – PROPOSITIONS

Sur la base de ces éléments, il vous est aujourd'hui proposé, dans le présent rapport, de vous prononcer sur le contrat P@C type qui sera établi, pour la période 2022-2028, avec chacun des 18 territoires du Doubs, c'est-à-dire à l'échelle du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, ceci dans le prolongement des précédents contrats P@C 2018-2021.

Ainsi, vous trouverez, en annexe n°1, le projet de contrat type qui, dans son propos introductif et dans ses différents articles, reprend les décisions que le Conseil départemental avait arrêtées le 28 mars dernier pour la mise en œuvre des contrats P@C 2022-2028.

Vous trouverez également, en annexe n°2, le document intitulé « modalités d'attribution des aides départementales » qui, s'appliquant jusqu'à présent dans les contrats P@C 2018-2021, a été revisité et actualisé pour la mise en œuvre des contrats P@C 2022-2028.

L'adoption de ces documents par vos soins permettra au Département de réunir, durant les prochaines semaines, les instances de concertation qui, étant composées d'élus du Département et du bloc communal (Maires et Président(e) de l'EPCI), sont chargées de l'animation et du suivi des contrats P@C.

Il vous est précisé que, dans cette perspective, un courrier a été adressé le 27 avril dernier à l'ensemble des EPCI à fiscalité propre et des communes afin de les inviter à transmettre au Département, pour le 31 mai, les éléments suivants :

- la désignation des élus du bloc communal qui représenteront leur territoire au sein de l'instance de concertation,
- la liste des projets d'investissements envisagés au cours des prochaines années et qui seraient susceptibles de bénéficier d'un soutien financier de la part du Département.

Ces réunions avec les représentants du bloc communal permettront d'arrêter, pour chaque territoire, l'articulation des priorités locales avec les priorités du Département qui constituera, dans chaque contrat, le fondement de la mobilisation financière de notre collectivité en faveur des projets d'investissement portés par les territoires.

Ainsi finalisés à l'issue de cette phase de concertation avec les représentants des territoires, les contrats P@C pourront être signés par le Département et les élus du bloc communal d'ici la fin de l'année 2022.

Préalablement, les thématiques et les priorités d'intervention qui seront proposées pour chaque territoire seront soumises à votre approbation, dans le cadre d'un prochain rapport.

En revanche, sans attendre la signature officielle de ces contrats, et comme cela avait été fait lors de la mise en place des contrats P@C en 2018, le Département procédera à l'individualisation de ses aides au titre des contrats P@C 2022-2028, dès la Commission permanente de ce 27 juin, de manière à fluidifier l'avancée des projets locaux ne nécessitant pas un arbitrage avec les élus d'un territoire siégeant dans l'instance de concertation.

En effet, le 28 mars dernier, le Conseil départemental avait validé le fait que les dernières individualisations d'aides au titre des contrats P@C 2018-2021 interviendraient, au plus tard, à la Commission permanente du mois de juin 2022, et que les premières individualisations d'aides au titre des contrats P@C 2022-2028 prendraient immédiatement le relai, afin d'assurer une continuité dans les réponses apportées par le Département aux territoires.

Ces premières individualisations d'aides, dans le cadre des contrats P@C 2022-2028, concerneront donc :

- les projets relevant du volet « soutien à la vie locale », pour lesquels il est prévu, comme dans les contrats P@C 2018-2021, que l'examen par le Département se fera directement par le Département, sans avis de l'instance de concertation,
- les projets qui, relevant du volet « soutien aux dynamiques territoriales », avaient déjà fait l'objet d'un avis favorable de la part de l'instance de concertation dans le cadre des contrats P@C 2018-2021, mais pour lesquels les maîtres d'ouvrage n'ont pas été en mesure de faire parvenir au Département, avant la fin de l'année 2021, le résultat de la consultation des entreprises.

Enfin, s'agissant de la décision du Conseil départemental, le 28 mars dernier, de reporter dans les contrats P@C 2022-2028, le reliquat éventuel de l'enveloppe qui avait été dédiée à chaque territoire dans le cadre du précédent contrat 2018-2021, la mise en œuvre de cette disposition fera l'objet d'un rapport spécifique qui sera soumis à votre approbation à l'automne prochain, ceci à partir d'un bilan de l'exécution de ces contrats.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 26 juin 2017 relative à la mise en place, au titre de la politique en faveur du développement territorial, de contrats avec les territoires à compter de 2018 ;

Vu la délibération du Conseil départemental relative au budget primitif 2022 concernant le développement territorial, l'attractivité, les affaires européennes et transfrontalières ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 28 mars 2022 relative aux conditions et mise en œuvre des contrats P@C 2022-2028 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 27 juin 2022 relative à la Décision modificative (DM) n°1 de 2022.

Vu le rapport **n° 302** présenté sous le timbre **: DGS / DDET** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide, au titre de l'axe 3 (soutien financier à la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux) des contrats P@C 2022-2028, de répartir entre les 18 territoires du Doubs, l'enveloppe de 75 M€ ayant été votée à cet effet à la DM n°1 de 2022, comme suit :

| **Territoire** | **Enveloppe 2022-2028** |
|---|---|
| Grand Besançon | 14 900 000 € |
| Pays de Montbéliard | 14 000 000 € |
| Grand Pontarlier | 2 800 000 € |
| Val de Morteau | 1 950 000 € |
| Lacs et Montagnes du Haut-Doubs | 2 700 000 € |
| Portes du Haut-Doubs | 4 600 000 € |
| Pays de Maîche | 3 600 000 € |
| Loue Lison | 5 700 000 € |
| Plateau du Russey | 1 700 000 € |
| Doubs Baumois | 4 300 000 € |
| Deux Vallées Vertes | 4 800 000 € |
| Montbenoit | 2 650 000 € |
| Plateau de Frasne et du Val Drugeon | 2 300 000 € |
| Altitude 800 | 3 500 000 € |
| Pays de Sancey-Belleherbe | 3 200 000 € |
| Val Marnaysien | 1 950 000 € |
| Pays d'Héricourt | 315 000 € |
| Pays de Villersexel | 35 000 € |
| **Total général** | **75 000 000 €** |

Approuve le contrat P@C type à intervenir avec chacun de ces 18 territoires pour la période 2022-2028, tel que figurant en annexe 1 du rapport.

Approuve le document intitulé « modalités d'attribution des aides départementales dans le cadre des contrats P@C 2022-2028 », tel que figurant en annexe 2 du rapport.

Autorise Mme la Présidente du Département à signer, au, nom de la Collectivité, les 18 contrats P@C 2022-2028.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Contrat P@C type pour la période 2022-2028
2 - Modalités d'attribution des aides départementale dans le cadre des contrats P@C 2022-2028

# CONTRAT P@C
# (Porter une action concertée)
# 2022-2028

***

# Territoire de ……..

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Doubs, représenté par sa Présidente, Mme Christine BOUQUIN, dument autorisée par délibération du Conseil départemental en date du 27 juin 2022,

d'une part,

et

Le/la Président/e de …….. (nom de l'EPCI à fiscalité propre) et les Maires ayant été désignés par le territoire pour représenter l'ensemble des élus de ce territoire lors des réunions de concertation avec le Département dans le cadre de la mise en œuvre du présent contrat pendant toute sa durée.

d'autre part.

Pour les besoins du présent contrat, le Département du Doubs et le territoire (l'EPCI à fiscalité propre et les communes) pourront être dénommés collectivement les « parties ».

**VU :**

- le Code général des collectivités territoriales,

- la Stratégie nationale bas carbone,

- le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bourgogne-Franche-Comté,

- le projet stratégique du Département qui, au titre de la cohésion et de la solidarité territoriale, positionne l'accompagnement et le soutien aux projets des territoires comme un objectif prioritaire,

- le plan de transition climatique du Département qui, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité départementale dans l'exercice de ses compétences, comporte un volet relatif à l'accompagnement des territoires et des projets locaux afin de favoriser l'émergence de nouvelles pratiques et de solutions bas-carbone,

- le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP) du Doubs, co-piloté par le Département et l'Etat (Préfet),

- le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) de …….. (nom du SCoT),

- le projet stratégique du territoire ……. (nom du territoire),

- le précédent contrat P@C établi par le Département avec le territoire pour la période 2018-2021,

- les délibérations du Conseil départemental en date du 28 mars 2022 et 27 du juin 2022 relatives aux objectifs et aux principes de mise en œuvre des contrats P@C avec le bloc communal (communes et groupement de communes) à l'échelle du territoire de chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, ceci pour une durée de 7 ans (2022-2028),

- la délibération du Conseil départemental en date du 27 juin 2022 portant décision du vote d'autorisations de programme (AP) pour un montant total de 92 M€ afin de permettre au Département, dans le cadre des contrats P@C 2022-2028, de soutenir la réalisation des projets locaux par le biais de 3 enveloppes complémentaires :
    - une enveloppe de 2 M€ dédiée au soutien à l'émergence et à la préparation de la mise en œuvre opérationnelle des projets (axe 2 des contrats P@C),
    - une enveloppe de 75 M€ répartie entre les 18 territoires du Doubs et dédiée au soutien financier à la mise en œuvre opérationnelle des projets (axe 3 des contrats P@C),
    - une enveloppe de 15 M€ dédiée à la mise en œuvre opérationnelle des projets de portée supra-communautaire ou départementale.

- la décision du Conseil départemental, lors de sa réunion du 28 mars 2022, de reporter sur l'enveloppe prévue par le Département en faveur de chaque territoire, dans le contrat P@C 2022-2028 pour le soutien à la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux (axe 3 des contrats), le reliquat éventuel de l'enveloppe qui avait été dédiée par le Département à ce même effet dans le cadre du contrat précédent P@C 2018-2021,

- les modalités d'attribution des aides départementales, dans le cadre des contrats P@C 2022-2028, ayant été adoptées par le Conseil départemental le 27 juin 2022,

- la Convention territoriale d'exercice concerté (CTEC) de compétences ayant été établie, pour la période 2022-2027, entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et le Département au titre de l'aménagement du territoire et du soutien aux projets locaux,

- le Décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 relatif aux modalités de publication et affichage du plan de financement d'une opération d'investissement bénéficiant de subventions de personnes publiques.

**CONSIDERANT QUE :**

Les solidarités humaines, le développement humain et la dynamique territoriale fondent les orientations stratégiques du Département dans le cadre de son projet stratégique, et se déclinent dans la définition et la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques départementales.

Le Département a pour objectif de garantir un développement équilibré des territoires, et de favoriser la cohésion sociale et l'équité territoriale.

Parallèlement aux compétences exercées par le Département, les communes et leurs groupements sont les acteurs, au quotidien, de la mise en place et de la gestion des équipements et services nécessaires aux besoins des ménages, au bien vivre des habitants, ainsi qu'au dynamisme et à la performance des acteurs de l'économie et de l'emploi.

Acteur de l'aménagement du territoire, le Département constitue le partenaire privilégié des communes et des intercommunalités.

Ainsi, par déclinaison opérationnelle de son projet stratégique, le Département a vocation à favoriser l'émergence et à faciliter la mise en œuvre de projets locaux qui, répondant aux priorités départementales, contribuent à renforcer l'offre de services au public, à garantir la qualité des équipements et des espaces publics, à améliorer le cadre de vie des habitants, et à favoriser de ce fait le dynamisme et l'attractivité des territoires.

Pour cela, dans le prolongement des précédents contrats P@C qui portaient sur la période 2018-2021, le Département a décidé de poursuivre son soutien financier en faveur des projets locaux, sur la base des principes de :

- subsidiarité : le Département intervient là où c'est nécessaire et pour apporter une plus-value,
- différenciation : au regard du contexte et des caractéristiques locales (enjeux, besoins, priorités, …), l'intervention du Département diffère d'un territoire à l'autre afin de corriger les disparités et les inégalités, et pour renforcer les solidarités.

Pour chacun des territoires du Doubs, les contrat P@C 2022-2028 visent à faciliter l'articulation des politiques départementales avec les stratégies et les priorités locales exprimées dans les projets de territoires, ceci dans un souci de cohérence, d'efficacité et de lisibilité de l'action publique.

Ceci étant, la vocation du Département n'est pas seulement d'apporter un soutien financier aux projets locaux, mais d'apporter également une plus-value aux projets, en tant que de besoin, afin de garantir leur bon déroulement et leur adéquation avec les enjeux locaux.

Par ailleurs, en sus du bloc communal, d'autres acteurs locaux participent également, au travers de leurs projets et de leurs actions, à l'attractivité et au dynamisme des territoires du Doubs : bailleurs sociaux, associations, organisations socio-professionnelles, …

Par le biais des contrats P@C, le Département se propose donc de :

- instaurer des échanges réguliers entre élus locaux et Département,
- tenir à jour régulièrement, et de manière partagée avec les élus locaux, un recensement des projets envisagés au niveau de chaque territoire,
- créer du lien entre les territoires et favoriser des synergies entre certains projets, de manière à favoriser une approche territoriale des projets,
- être le partenaire des « transitions pour le monde de demain », mais également des projets de la « vie quotidienne » et de la « petite ruralité »,
- être le relai d'orientations stratégiques et de priorités supra-départementales (Europe, Etat, Région) auprès du bloc communal et des associations, afin d'inciter les maîtres d'ouvrage à prendre en compte ces éléments lors de l'émergence et du montage de leurs projets,
- inciter les maîtres d'ouvrage à prendre en compte les exigences et priorités exprimées par le Département dans son projet stratégique, afin de garantir la déclinaison opérationnelle et locale de ses politiques publiques (transition climatique, insertion par l'activité économique, lien social, égalité femmes-hommes, performance de l'action publique, …),

- apporter aux élus du bloc communal et aux responsables d'associations (porteuses de projets d'investissements structurants), des conseils, un appui méthodologique et un partage d'expériences afin de faciliter l'émergence et le montage de projets,
- être fédérateur des compétences et de l'expertise des partenaires et structures locales compétentes (ex : Agence départementale d'appui aux territoires, Etablissement public foncier Doubs BFC, Maison de l'habitat du Doubs, Comité départemental du tourisme, …) afin de permettre aux élus du bloc communal et associations, de prendre des décisions en toute connaissance de cause et de se donner les moyens de mener à bien des projets permettant de répondre au mieux aux besoins des habitants,
- accompagner les communes, groupements de communes et les associations dans la mobilisation des financements disponibles et donc dans l'optimisation du plan de financement de leurs opérations,
- corriger les disparités et les inégalités entre les territoires, et renforcer les solidarités entre les territoires du Doubs.

Dans cet esprit, l'intervention du Département repose sur les notions de bon sens, d'écoute, de respect et d'équité, et vise à encourager l'innovation, l'audace et la créativité.

Par ailleurs, réunissant les Présidents d'EPCI à fiscalité propre, ainsi que les Présidents de l'association des Maires du Doubs et de l'association des Maires ruraux du Doubs, la Conférence départementale des Exécutifs, animée par le Département, constitue un espace de dialogue et d'échanges réguliers sur les sujets communs entre le Département et le bloc communal, permettant notamment de faire émerger des propositions d'évolution possible de la politique départementale en matière de contractualisation de territoire et de soutien aux projets locaux, au regard des éléments de contexte et des besoins.

**IL A ETE CONVENU ET DECIDE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 : OBJET

Le présent contrat définit les objectifs, le contenu et les modalités de mise en œuvre du partenariat établi, au titre du soutien au développement territorial, entre le Département du Doubs et le territoire correspondant au périmètre de ..... (nom de l'EPCI).

Au 1er janvier 2022, ce territoire est composé de …... communes et compte ……. habitants.

## ARTICLE 2 : DUREE

Le présent contrat est établi pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2028.

## ARTICLE 3 : OBJECTIFS

Le contrat P@C répond aux objectifs suivants :

- traduire la volonté conjointe du Département et du bloc communal (communes et EPCI) de coordonner leurs politiques publiques au service de l'intérêt général, d'une part, et de mener à bien des projets répondant à des besoins exprimés et/ou précisément identifiés, d'autre part,

- favoriser le dialogue entre le Département et les élus du bloc communal (communes et EPCI), par le biais de rencontres régulières,
- privilégier l'approche territoriale des projets par la connaissance et le retour d'expériences,
- permettre au territoire et aux acteurs locaux concernés d'inscrire leurs projets dans le cadre d'une enveloppe financière précisément définie par le Département pour une durée de 7 ans (2022-2028).

## ARTICLE 4 : ARCHITECTURE DU CONTRAT

Le présent contrat P@C est construit autour des 3 axes suivants :

- axe 1 : le partage des connaissances du territoire et des priorités départementales,

- axe 2 : l'accompagnement à l'émergence et à la préparation de la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux,

- axe 3 : le soutien financier à la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux.

La finalité et le contenu de chacun de ces axes qui structurent l'engagement conjoint du Département et du bloc communal pour le territoire sont précisés dans l'article 10 du présent contrat.

## ARTICLE 5 : INSTANCE DE CONCERTATION

L'animation du contrat P@C et la prise des décisions nécessaires à sa mise en œuvre relèveront des prérogatives d'une instance de concertation.

Cette instance sera composée des personnes suivantes :
- la Présidente du Département,
- les Conseillers départementaux concernés par le territoire de contractualisation,
- le Président de …….. (nom de l'EPCI),
- …. Maires qui auront été désignés par le territoire. Ces Maires participeront à l'instance de concertation pendant toute la durée de leur mandat.

La liste nominative des membres de l'instance de concertation, arrêtée à la date de signature du présent contrat, est jointe en annexe 2 du présent contrat.

Par ailleurs, le rôle et fonctionnement de l'instance de concertation sont explicités dans l'annexe 3 du présent contrat.

## ARTICLE 6 : ENVELOPPE FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Au titre de l'axe 3 du présent contrat, le montant de l'enveloppe financière qui sera consacrée par le Département en faveur du soutien aux projets locaux, pour la durée du contrat (2022-2028), s'élève à **……€.**

Le montant de cette enveloppe a été arrêté par le Département, en tenant compte des éléments suivants :

- la population du territoire,
- le nombre de communes,
- la typologie INSEE de ces communes (urbaines, de densité intermédiaire, rurales peu denses, rurales très peu denses).

Cette enveloppe sera abondée, en fin d'année 2022, par l'éventuel reliquat de l'enveloppe n'ayant pas été mobilisée dans le cadre du précédent contrat P@C 2018-2021 au titre du soutien à la mise en œuvre opérationnelle des projets (axe 3).

Elle sera dédiée uniquement au soutien de projets relevant de l'investissement.

Ainsi, elle permettra l'accompagnement des projets locaux ayant pour finalité le développement de l'offre d'équipements, de services et d'espaces publics, à savoir :

- améliorer le maillage territorial et la qualité des équipements et services au public (bâtiments administratifs, éducation, sport, culture, …),
- aménager des espaces publics et des lieux permettant de développer le « vivre ensemble »,
- restaurer et valoriser le patrimoine local,
- requalifier du foncier et du patrimoine bâti existant, afin d'améliorer le cadre de vie des habitants et de renforcer l'attractivité des territoires, d'une part, et de favoriser une dynamique de sobriété foncière, d'autre part.

Par ailleurs, il est précisé qu'en plus de cette enveloppe dédiée au territoire dans le cadre de l'axe 3 du présent contrat P@C 2022-2028, le Département pourra également accompagner financièrement la mise en œuvre de projets qui, portés par le territoire, auront une envergure supra-communautaire ou départementale, c'est-à-dire qui, de par leur nature, leur rayonnement et leurs effets attendus, voire leur caractère innovant, répondront à des priorités intéressant l'ensemble du territoire départemental, contribueront au dynamisme et à l'attractivité des territoires du Doubs, et/ou bénéficieront à l'ensemble des habitants du Doubs (ex : rayonnement universitaire, grand équipement sportif ou culturel, station de production d'hydrogène, …),
Le soutien à ces projets se fera par le biais d'une ligne budgétaire spécifique ne relevant pas du présent contrat.
La décision de mobiliser cette enveloppe relèvera uniquement du Département.
Un même projet pourra bénéficier de la mobilisation conjointe de l'enveloppe de l'axe 3 du contrat P@C et de l'enveloppe relative au soutien des projets d'envergure supra-communautaire ou départementale.

Enfin, il est rappelé que, parallèlement au présent contrat P@C, le soutien en faveur de projets locaux relevant d'autres politiques départementales (logement, gestion de l'eau, mobilités actives, équipements sportifs utilisés par les collégiens, sport-culture-jeunesse, tourisme, …) continuera à se faire :

- par le biais d'autres dispositifs d'intervention du Département prenant appui sur des lignes budgétaires spécifiques,
- en articulation avec la gestion des dossiers relevant des contrats P@C, dans un souci de cohérence de l'accompagnement proposé par le Département et d'approche globale des projets locaux à l'échelle d'un territoire, voire entre plusieurs territoires.

## ARTICLE 7 : REPARTITION DE L'ENVELOPPE

La mobilisation de l'enveloppe relative à l'axe 3, mentionnée à l'article 6 du contrat, sera répartie selon les 2 volets suivants :

- volet « soutien aux dynamiques territoriales » (ex « volet A » du contrat P@C 2018-2021) : il s'agira du soutien aux projets structurants et/ou de portée supra-communale (c'est-à-dire s'inscrivant dans un projet de territoire et répondant aux priorités du Département) qui seront portés :
  - soit par une commune,
  - soit par l'EPCI à fiscalité propre,
  - soit par un autre maître d'ouvrage : association, entreprise publique locale - EPL- (dès lors qu'elle intervient en milieu rural pour des projets d'intérêt général de type service à la population), ainsi que les syndicats mixtes supra-communautaires et les établissements publics, …,

- volet « soutien à la vie locale » (ex « volet B » du contrat P@C 2018-2021) : il s'agira du soutien aux projets d'intérêt local qui seront portés soit :
  - par les communes de moins de 10 000 habitants, sachant que les communes comprises entre 5 000 et 10 0000 habitants seront autorisées à déposer un seul dossier de demande de subvention par an,
  - les groupements de communes (EPCI à fiscalité propre, syndicat intercommunal, …) dans le cadre de leurs compétences, à l'exclusion de la compétence « voirie »,
  - les associations pour la mise en œuvre de projets visant à renforcer localement le « vivre ensemble » (petite enfance, économie solidaire, mixité intergénérationnelle, …), étant entendu que ces projets associatifs seront étudiés au regard des éléments suivants :
    - ✓ la capacité (juridique, financière, …) de chaque association à porter le projet envisagé,
    - ✓ l'adéquation de la finalité du projet avec les besoins locaux à satisfaire,
    - ✓ leur cohérence avec les orientations stratégiques et les priorités définies par l'instance fédérative (départementale, régionale, nationale) à laquelle l'association porteuse du projet est rattachée,
    - ✓ les financements éventuellement mobilisables auprès d'autres partenaires que le Département,
    - ✓ leur pertinence en termes de contribution à la déclinaison opérationnelle des politiques départementales (sport, culture, social, …),
    - ✓ leurs effets structurants en termes d'aménagement et/ou de dynamisation du territoire.

  De plus, ces projets devront être validés par le bloc communal et s'inscrire dans le respect des principes républicains.

Au regard du projet stratégique du territoire (enjeux, objectifs, priorités, …) et des projets d'investissements ayant été recensés à l'horizon 2028, la répartition de l'enveloppe dédiée par le Département au territoire au titre de l'axe 3 du présent contrat a été arrêtée comme suit :

- pour les projets relevant du volet « soutien aux dynamiques territoriales » : 60 % de l'enveloppe (soit ……..……. €),

- pour les projets relevant du volet « soutien à la vie locale » : 40 % de l'enveloppe (soit ……..….. €).

## ARTICLE 8 : TAUX D'AIDE DU DEPARTEMENT

Dans le cadre de l'axe 3 du contrat (soutien financier à la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux), le taux d'aide du Département sera le suivant :

- pour les projets relevant du volet « soutien aux dynamiques territoriales » : le niveau de l'aide du Département sera défini au cas par cas, après examen du projet par l'instance de concertation, au regard :
    - des autres financements mobilisables par le maître d'ouvrage (Europe, Etat, Région, Syndicat d'énergies du Doubs, certificats d'économies d'énergie, …),
    - du caractère vertueux, innovant, avant-gardiste, résilient du projet,
    - de la pertinence du projet, de son mode de réalisation, et de sa capacité à contribuer aux mutations de la société et des pratiques locales afin d'anticiper les effets du changement climatique, d'une part, et de renforcer le lien social et le « vivre ensemble » d'autre part.

  Le niveau d'intervention du Département ne pourra pas dépasser 50 % du coût hors taxes (HT) estimé du projet.

- pour les projets relevant du volet « soutien à la vie locale » : le taux d'aide du Département sera de 30 %, sur la base d'un montant de dépenses éligibles plafonné à 200 000 € HT, et d'un plancher de dépenses éligibles fixé à 5 000 € HT.
  Par ailleurs, il sera possible aux communes éligibles à ce volet « soutien à la vie locale », c'est-à-dire aux communes de moins de 10 000 habitants, de bénéficier d'un soutien « bonifié » de la part du Département au cours du présent contrat P@C pour la mise en œuvre d'un projet (hors thématique « voirie ») d'un montant supérieur à 200 000 € HT, à savoir :
    - un taux d'aide de 30 % pour la tranche de dépenses jusqu'à 200 000 € HT,
    - un taux d'aide de 20 % pour la tranche de dépenses comprises entre 200 000 € et 500 000 € HT.

## ARTICLE 9 : EXIGENCES DU DEPARTEMENT

Les maîtres d'ouvrage devront associer, le plus en amont possible, les services du Département aux phases d'émergence et de définition de leurs projets, ceci afin de :

- permettre le recensement régulier de ces projets, au regard de l'enveloppe financière mentionnée à l'article 6 du contrat,
- apporter, si besoin, un appui à la mobilisation des autres partenaires financiers potentiels, et donc garantir ainsi l'optimisation du plan de financement prévisionnel de chaque projet, notamment des projets qui, de par leur nature et leurs finalités, relèveront du soutien aux dynamiques territoriales,
- proposer, si nécessaire, un accompagnement méthodologique dans le montage du projet.

De plus, le contrat P@C ayant pour finalité de diffuser les politiques départementales au sein du territoire, l'éligibilité des projets à un soutien financier du Département, au titre de l'axe 3 du contrat, sera examinée au regard des exigences exprimées par le Département dans son projet stratégique, de manière à favoriser la prise en compte des préoccupations suivantes par les maîtres d'ouvrage, le plus en amont possible :

- l'égalité femmes-hommes,
- l'insertion par l'activité économique (heures d'insertion, entreprise d'insertion, …),
- la transition et la performance énergétique,
- la maîtrise de la consommation du foncier,
- l'optimisation et l'évolution possible de l'utilisation des équipements et services au public,
- le recours à des produits issus de circuits de proximité.

Par ailleurs, le Département aura soin de favoriser prioritairement l'émergence de projets locaux recourant à des innovations et expérimentations, de manière à impulser une dynamique de transitions (énergétique, sociétale, …) des territoires du Doubs et à générer davantage de retombées pour les filières (bois, bio-matériaux, …) et les acteurs économiques locaux (mobilisation des ressources et savoir-faire locaux).

Le Département incitera également les porteurs de projets à inscrire leurs initiatives, lorsque cela est possible, dans une démarche de coopération avec des territoires extérieurs au Doubs, ceci :

- soit dans le cadre de la coopération franco-suisse, via la mobilisation des crédits européens relevant du programme INTERREG VI sur la période 2023-2027,
- soit dans le cadre d'une démarche de coopération décentralisée, ceci en lien avec la politique du Département visant à favoriser des partages de compétences et de savoir-faire entre des territoires et des modèles sociétaux différents, dans une logique « gagnant/gagnant » en termes de réponse à des préoccupations communes (gestion de l'eau, transition climatique, place des personnes âgées dans la société, éducation à la citoyenneté, …).

Enfin, les représentants du bloc communal (communes et EPCI) signataires du présent contrat P@C s'engagent à faire connaître, via leurs supports de communication respectifs, ce dispositif auprès des habitants du territoire et des acteurs locaux potentiellement concernés, ainsi que sur les sites de réalisation des projets.

## ARTICLE 10 : UN ENGAGEMENT CONJOINT POUR LE TERRITOIRE

Par le présent contrat P@C et dans le cadre de leurs domaines de compétences respectifs, le Département et le bloc communal (communes et EPCI) s'engagent à croiser leurs politiques publiques et à mener à bien, conjointement, des actions en faveur du territoire …….…….. et de ses habitants, ceci à partir des 3 axes suivants :

### AXE 1 : La connaissance partagée des territoires et des priorités départementales

Le Département est compétent pour promouvoir, sur son territoire, la cohésion et les solidarités territoriales, et garantir un développement équilibré de son territoire.

Cela passe bien évidemment par l'accompagnement des communes et groupements de communes dans l'émergence et la mise en œuvre opérationnelle de leurs projets, ainsi que dans le soutien financier à la réalisation de ces projets, mais également par le partage de données avec les territoires afin de garantir le fait que les dynamiques locales s'inscrivent, dans la mesure du possible, dans une vision départementale en termes d'identification des enjeux, des priorités à satisfaire, et des stratégies à mettre en œuvre conjointement.

A cet égard, il convient de souligner le fait que le Département est porteur de nombreux documents exprimant une « vision départementale » dans divers domaines : services au public, lecture publique, services aux familles, …

Ces documents qui posent un diagnostic territorial et fixent des orientations stratégiques ont vocation à être partagés avec les territoires et à servir de cadre de référence, dans les échanges entre le Département et les élus du bloc communal, au sujet des priorités à satisfaire et de l'accompagnement des projets locaux.

Le Département mettra donc à disposition du bloc communal (EPCI et communes), via son site internet, les données utiles dont il dispose en matière d'aménagement et de développement des territoires du Doubs, à savoir plus particulièrement :

- le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP), ainsi que ses cartographies et tableaux de bord,
- les schémas relatifs au numérique : le schéma directeur départemental d'aménagement numérique (SDDAN) et le schéma départemental de l'inclusion numérique (SDIN),
- le schéma de lecture publique,
- le schéma cyclable départemental,
- le schéma directeur d'organisation social et médico-sociale (SDOSM),
- le schéma départemental des services aux familles (SDSF).

De plus, en tant que membre des Agences d'urbanisme (AUDAB et ADUPM), le Département pourra solliciter auprès de ces outils d'observation et de prospective territoriale, dans le cadre de leur programme de travail partenarial annuel, la réalisation d'études ou d'analyses ponctuelles qui pourront contribuer à améliorer la connaissance du territoire sur certains aspects et ainsi enrichir les échanges entre les élus du Département et du bloc communal au sein de l'instance de concertation du contrat P@C.

**AXE 2 : L'accompagnement à l'émergence et à la préparation de la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux**

Au travers du contrat P@C, l'objectif du Département est de favoriser l'émergence de projets locaux répondant à des besoins précisément exprimés, d'une part, et de permettre aux maîtres d'ouvrage de disposer de conseils et d'un accompagnement adapté pour garantir le bon déroulement des différentes étapes fondant la mise en œuvre opérationnelle de ces projets, d'autre part.

Pour cela, le bloc communal (communes et EPCI) aura accès aux ressources suivantes :

- **les services du Département pour la délivrance de conseils, le partage d'expériences et un apport méthodologique :**
    - point d'entrée du bloc communal auprès du Département, le/la coordinateur/trice territorial/e facilite la relation entre le porteur de projet et l'administration départementale, met en lien les porteurs de projets entre eux et avec les co-financeurs, facilite le partage des informations, …
    - le/la développeur/se tient à disposition des communes et de leurs groupements pour leur apporter un appui, un regard extérieur dans les étapes amont d'un projet, et les aider à s'assurer du bon déroulement des étapes à franchir pour mener à bien leur projet.

- **le site internet « doubs.fr »** par lequel le Département met à la disposition des maîtres d'ouvrage publics (dans la rubrique « élus locaux »), une **boîte à outils** et différentes ressources documentaires et conseils.

- **le dispositif « assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) :**
  S'adressant aux Communautés de communes de moins de 30 000 habitants et aux communes de moins de 10 000 habitants et à leurs groupements non fiscalisés, ce dispositif permet d'apporter une subvention pour la réalisation, lorsque cela s'avère nécessaire, d'une étude d'opportunité-faisabilité permettant au maître d'ouvrage de prendre, en toute connaissance de cause, une décision sur l'engagement, ou non, du projet envisagé.

- **la mobilisation de structures à vocation départementale :**
  Le Département est membre, aux côtés du bloc communal, de plusieurs structures dont il a été à l'origine de la création et qui ont pour mission d'apporter des conseils, de l'expertise et une assistance dans la mise en œuvre opérationnelle de projets locaux.
  Ainsi, il convient de citer :
    - l'Etablissement public foncier local (EPFL) Doubs Bourgogne-Franche-Comté,
    - l'Agence départementale d'appui aux territoires (ADAT),
    - le Comité départemental du tourisme (CDT),
    - la Maison de l'habitat du Doubs (MHD) avec ses composantes que sont :
        - ✓ le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE),
        - ✓ l'Agence départementale d'information sur le logement (ADIL),
    - Habitat 25.

**AXE 3 : Le soutien financier à la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux**

Pierre angulaire du contrat P@C, cet axe correspond à la mise en articulation du projet stratégique départemental avec le projet du territoire, ceci par le biais de la délivrance de subventions par le Département en faveur d'opérations visant à répondre aux besoins exprimés localement, tout en répondant aux attentes et aux politiques du Département.

Ces besoins et attentes figurent en annexe 1 du présent contrat.

Le croisement de ces éléments conduit à structurer le contrat autour des thèmes suivants :

Thème 1 : (exemple « santé » - « petite-enfance » - « scolaire et périscolaire »)

- ✓ Priorité 1 : (exemple : offrir un maillage équilibré d'accueil des jeunes enfants au sein du territoire)
- ✓ Priorité 2 : (exemple : améliorer la diversité et la qualité d'accueil (crèche, halte-garderie, micro-crèche, …))

Thème 2 : (exemple : « santé » - « petite-enfance » - « scolaire et périscolaire »)

- ✓ Priorité 1 : (exemple : offrir un maillage équilibré d'accueil des jeunes enfants au sein du territoire)
- ✓ Priorité 2 : (exemple : améliorer la diversité et la qualité d'accueil (crèche, halte-garderie, micro-crèche, …))

Thème 3 : (exemple : « santé » - « petite-enfance » - « scolaire et périscolaire »)

- ✓ Priorité 1 : (exemple : offrir un maillage équilibré d'accueil des jeunes enfants au sein du territoire)
- ✓ Priorité 2 : (exemple : améliorer la diversité et la qualité d'accueil (crèche, halte-garderie, micro-crèche, …))

## ARTICLE 11 : DEPOT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

Le dépôt des dossiers de demande de subvention auprès du Département se fera tout au long de l'année (pas de date butoir), au stade APD (avant-projet détaillé), ceci afin de garantir le fait que chaque projet a atteint un stade opérationnel et que sa mise en œuvre pourra intervenir dans les meilleurs délais après décision d'attribution de subvention par le Département.

En 2028, dernière année de mise en œuvre du contrat, les dossiers de demande de subvention devront être déposés auprès du Département avant le 30 septembre, de telle manière que la notification des subventions prévues puisse se faire avant l'arrivée à échéance de l'autorisation de programme (AP) ayant été votée par le Département pour la mise en œuvre des contrats P@C sur la période 2022-2028.

Les maîtres d'ouvrage devront utiliser les formulaires de demande de subvention mis en ligne par le Département sur son site internet « doubs.fr ».

## ARTICLE 12 : INSTRUCTION DES DEMANDES DE SUBVENTION

Dans le cadre de l'axe 3 du contrat, l'instruction des dossiers de demandes de subvention par le Département se fera comme suit :

- pour les projets relevant du volet « soutien aux dynamiques territoriales » : l'instruction des dossiers se fera à partir des décisions qui auront été arrêtées par l'instance de concertation,

- pour les projets relevant du volet « soutien à la vie locale » : l'instruction des dossiers se fera « au fil de l'eau » par le Département, dans la limite de la répartition de l'enveloppe ayant été décidée par le territoire entre les volets « soutien aux dynamiques territoriales » et « soutien à la vie locale », tel que précisé à l'article 7 du contrat.

Les membres de l'instance de concertation seront régulièrement informés par le Département sur les dossiers de demande de subvention qui auront été déposés au titre du volet « soutien à la vie locale », ainsi que sur la mobilisation de l'enveloppe départementale qui en découlera.

## ARTICLE 13 : INDIVIDUALISATION DES SUBVENTIONS

Sur la base des dispositions mentionnées à l'article 12 du contrat, les projets seront soumis à l'examen de la Commission permanente du Département, pour individualisation de subvention, uniquement lorsque le maître d'ouvrage aura fait parvenir au Département le résultat de la consultation des entreprises, et que le dossier de demande de subvention sera considéré comme complet au regard des pièces demandées.

## ARTICLE 14 : MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES DEPARTEMENTALES

Les parties s'engagent à respecter les engagements prévus dans le document portant approbation des « Modalités d'attribution des aides départementales dans le cadre des contrats P@C 2022-2028 » et joint en annexe 4 du présent contrat.

Ce document est également téléchargeable sur le site www.doubs.fr, à la rubrique « espace élus locaux » - « formulaires demande de subventions ».

## ARTICLE 15 : TABLEAU DE BORD

Un tableau de bord sera mis en place et renseigné régulièrement par le Département.

Ce tableau permettra de suivre la mise en œuvre du contrat P@C, par la connaissance du nombre et de la nature des opérations qui auront fait l'objet d'une décision de financement de la part du Département, ainsi que du montant de l'enveloppe financière qui aura été mobilisée pour soutenir ces opérations dans le cadre du contrat.

Il servira de base de travail pour les membres de l'instance de concertation.

Sa mise à jour sera effectuée par le Département à l'issue de :

- chaque réunion de l'instance de concertation,
- chaque décision d'individualisation de subvention.

Il sera diffusé et/ou rendu librement accessible aux membres de l'instance de concertation.

Les données figurant dans ce tableau de bord permettront également d'établir un bilan du présent contrat au cours de l'année 2029.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Besançon, le :

*La Présidente du Département,*

*Christine BOUQUIN*

*Le/La Président-e-de la Communauté……,*

*……..*

*Les Maires désignés pour représenter le territoire au sein de l'instance de concertation :*

*Le Maire …….* *Le Maire ……* *Le Maire ….*

*Le Maire …….* *Le Maire ……* *Le Maire ……*

**ANNEXE 1**

**Contrat P@C du territoire …….. :**
**Attentes et besoins identifiés par le Département et par le territoire**

**Attentes identifiées par le Département :**

**Besoins identifiés par le territoire :**

**ANNEXE 2**

**Contrat P@C du territoire …….. :**
**Liste nominative des membres de l'instance de concertation**

**Pour le Département :**

- Mme Christine BOUQUIN, Présidente du Département du Doubs
- …. Conseillers départementaux :
  - M..... Conseiller départemental du Canton de ……
  - Mme ……, Conseillère départementale du Canton de ……..

**Pour le bloc communal :**

- M./Mme ……, Président-e de la Communauté ……
- …… Maires :
  - M. ……, Maire de ……..
  - Mme ……., Maire de ……..
  - M. ……., Maire de …….
  - Mme ……., Maire de ……
  - M. ……., Maire de ……..
  - Mme ……, Maire de ……..

## ANNEXE 3

### Rôle et fonctionnement de l'instance de concertation

Associant des élus du Département et du bloc communal (communes et EPCI à fiscalité propre), l'instance de concertation constitue un espace de dialogue et d'animation, en vue de la prise des décisions nécessaires à la mise en œuvre du contrat P@C.

Ainsi, l'instance de concertation a pour rôle de :

- favoriser l'articulation des politiques départementales avec les initiatives locales, au regard du projet de territoire porté par le bloc communal,
- partager des éléments de diagnostic (état des lieux, évolutions, besoins, …) et d'enjeux,
- échanger sur les projets en cours d'émergence et sur les possibilités de soutien financier dans le cadre du contrat,
- identifier les opérations structurantes pour le développement du territoire et l'amélioration de l'offre de services au public,
- se prononcer sur la liste des opérations à programmer (année prévue pour le dépôt du dossier de demande subvention, soutien financier envisagé de la part du Département) dans le cadre de l'axe 3 du contrat,
- proposer, si besoin, un arbitrage quant à l'examen d'un projet soit au titre du volet « soutien à la vie locale », soit au titre du volet soutien « aux dynamiques territoriales »,
- veiller au bon avancement du contrat :
    - faire le point sur l'avancée des opérations déjà programmées et soutenues par le Département,
    - faire le point sur le niveau de mobilisation (notifications, paiements) de l'enveloppe départementale dédiée au territoire,
    - faire le point sur les dossiers de demandes de subvention déposés auprès du Département et demeurant dans l'attente de la transmission des éléments nécessaires de la part des maîtres d'ouvrage pour être considérés comme complets,
- assurer la bonne complémentarité du contrat P@C avec d'éventuelles autres contractualisations établies par le territoire avec d'autres partenaires (ex : l'Etat au travers des contrats de ruralité, la Région via sa politique territoriale),
- proposer d'éventuels ajustements ou modifications au contrat.

Les représentants du bloc communal doivent s'exprimer au nom de l'ensemble du territoire. Ils sont chargés, en lien avec le (la) Président(e) de l'EPCI, de faire le lien entre le Département et l'ensemble des communes du territoire, afin que ces dernières soient bien informées des sujets abordés et des décisions prises lors des réunions de l'instance de concertation.

L'instance de concertation se réunit au moins une fois par an, à l'initiative du Département.

Les travaux de l'instance de concertation sont préparés, en amont, par un comité technique associant les services du Département et les services du territoire concerné.

Chaque réunion de l'instance de concertation donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu, qui est diffusé aux membres de l'instance de l'instance par le Département.

En tant que de besoin, le Département peut solliciter, par écrit, l'instance de concertation afin d'obtenir son avis sur certains dossiers.

Les avis exprimés par l'instance de concertation sont présentés à la Commission permanente lors de l'examen des dossiers de demande de subvention concernés. Seule la décision du Département fera foi en matière d'attribution de la subvention sollicitée par le maître d'ouvrage.

# ANNEXE 4

## Modalités d'attribution des aides départementales dans le cadre des contrats P@C 2022-2028

# CONTRATS P@C
# (Porter une action concertée)
# 2022-2028

***

## Modalités d'attribution
## des aides départementales

Juin 2022

Le présent document expose les modalités à respecter par les maîtres d'ouvrage afin de pouvoir bénéficier du soutien financier du Département dans le cadre des contrats P@C 2022-2028, et explique les différentes étapes du traitement, par les services du Département, des dossiers de demandes de subvention reçus.

## ARTICLE 1 : PRINCIPES GENERAUX

Afin de pouvoir bénéficier du soutien financier de la part du Département, les maîtres d'ouvrage ne disposant pas de moyens humains pour l'élaboration de leurs projets, la passation des marchés, la réalisation des travaux et la réception du chantier, devront avoir recours à un maître d'œuvre ou à un assistant à maîtrise d'ouvrage dont le montant de la mission sera pris en compte dans le calcul de dépense éligible à l'aide départementale (hors éléments déjà financés dans le cadre du dispositif « assistance à maîtrise d'ouvrage » -AMO). Dans le cas contraire, le Département se réserve le droit de ne pas donner suite à des demandes de soutien financier au regard de la nature, du montant et des enjeux liés à certaines opérations.

Par ailleurs, le Département a le souci d'accompagner les maîtres d'ouvrage publics dans la définition de leurs besoins et dans l'élaboration du programme de leurs opérations, ceci afin de favoriser l'émergence de projets « bien pensés » (vision globale du projet, mobilisation des ressources et des compétences idoines) répondant au contexte local ainsi qu'aux priorités du projet stratégique départemental, d'une part, et de garantir la mobilisation des sources de financement disponibles auprès d'autres partenaires, de manière à optimiser le plan de financement de l'opération, d'autre part.

Aussi, pour les projets consistant en l'aménagement d'espaces publics ou bien en la construction, rénovation ou extension de bâtiments publics, les maîtres d'ouvrage sont invités à associer les services du Département le plus en amont possible lors de la définition des besoins à satisfaire et, en tout état de cause, avant la finalisation du programme de l'opération envisagée.

Le dépôt des dossiers de demande de subvention par le maître d'ouvrage doit se faire au stade avant-projet détaillé (APD), afin de garantir le fait que chaque projet a atteint un stade opérationnel et que sa mise en œuvre pourra intervenir, dans les meilleurs délais, après décision d'attribution de subvention par le Département. Cela permet également au Département de faire part, en tant que de besoin, de remarques et/ou suggestions destinées à améliorer le projet et que le maître d'ouvrage pourra prendre en compte avant d'engager l'élaboration du dossier de consultation des entreprises.

Toute subvention accordée par le Département a un caractère définitif.

Sauf exceptions concernant quelques dispositifs d'intervention spécifiques, une même opération ou une même tranche d'opération ne peut faire l'objet que d'une seule subvention de la part du Département.

Les opérations dont la réalisation est prévue en plusieurs tranches successives doivent faire l'objet d'une présentation globale dans le dossier de demande de subvention relatif à la première tranche.

L'opération ne doit pas avoir fait l'objet d'un début d'exécution lors du dépôt du dossier de demande de subvention auprès du Département.

## ARTICLE 2 : MODALITES SPECIFIQUES

Pour les opérations de construction, de rénovation ou de transformation de bâtiments, une attention particulière sera portée par le Département sur le niveau de prise en compte des dispositions règlementaires en matière de :

- maîtrise des dépenses énergétiques et transition énergétique. Ainsi, pour les projets supérieurs à 200 000 € HT, s'agissant des bâtiments neufs, l'éligibilité des opérations est soumise au niveau BEPOS (ou E3C1), s'agissant des réhabilitations, l'éligibilité est soumise au niveau BBC (bâtiment basse consommation)
- accessibilité par des personnes souffrant de déficit sensoriel et/ou handicap moteur,
- approche du projet en coût global (investissement et fonctionnement).

S'agissant des opérations concernant la réalisation d'équipements sportifs, l'aménagement d'espaces publics, ainsi que la mise en place de services au public, le Département sera particulièrement attentif à la prise en compte, par le maître d'ouvrage, de l'égalité d'accès et/ou d'usage par les femmes et par les hommes.

Dans le cadre de l'instruction des dossiers de demandes de subvention, le Département sollicitera l'avis des services suivants :

- pour les structures d'accueil des enfants de moins de 6 ans (multi-accueil, crèche, micro-crèche, halte-garderie, périscolaire, scolaire) : avis de la Protection maternelle et infantile (PMI),
- pour les bibliothèques et médiathèques : avis de la Médiathèque départementale,
- pour les interventions sur du patrimoine classé (monuments historiques, objets mobiliers, orgues, cloches) ou inscrits (monuments historiques, objets mobiliers) : avis de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ou de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP),
- pour les interventions sur du petit patrimoine (édifices de qualité architecturale, civiles ou religieux) et sur les édifices affectés au culte : avis de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (Architecte des bâtiments de France),
- pour les projets scolaires (construction ou extension) : avis de la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN),
- pour les équipements relevant du programme « Partageons nos sports » : avis de la Direction de l'éducation, du sport et de la culture (DESC),
- pour les projets liés aux séniors : Direction de l'autonomie (DA).

Toute intervention sur le domaine public routier départemental doit faire l'objet d'une autorisation de voirie (article L111-2 du code de la voirie routière). Cette démarche doit être sollicitée deux mois avant le démarrage des travaux auprès du Service territorial d'aménagement (STA) concerné.
Par conséquent, les STA doivent être associés aux projets, dès lors que ceux-ci sont à proximité et/ou sont susceptibles d'avoir un impact sur l'emprise routière du réseau routier départemental.

## ARTICLE 3 : DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

### 3.1 - Composition du dossier

Les demandes de subvention sont constituées par les maîtres d'ouvrage à partir de formulaires types qui sont disponibles sur le site internet « Doubs.fr », à la rubrique : Espace élus locaux > Formulaires de demandes d'accompagnement.

Classiquement, tout dossier de demande de subvention devra, à l'appui du formulaire-type dûment renseigné, comporter les éléments suivants :

1) une délibération par laquelle l'Assemblée délibérante se prononce sur le principe de l'engagement et du financement de l'opération, d'une part, et sollicite le soutien financier du Département pour la réalisation de cette opération, d'autre part,

2) une note de présentation détaillée de l'opération envisagée, indiquant précisément :
- la nature de l'opération,
- la démarche globale dans laquelle l'opération s'inscrit éventuellement,
- les objectifs de l'opération,
- le contexte local : les problèmes rencontrés (origine, nature, conséquences, importances), les enjeux, les besoins à satisfaire,
- les actions déjà engagées éventuellement pour améliorer la situation,
- les solutions étudiées et la motivation du choix de la solution retenue,
- les améliorations et effets attendus après achèvement de l'opération,
- les moyens prévus pour assurer la gestion de l'équipement,
- les conditions d'amortissement technique et financier de l'équipement,
- les impacts budgétaires pour le maître d'ouvrage,

3) un devis estimatif détaillé, avec récapitulatif des différents postes de dépenses,

4) un plan, figurant à une échelle adaptée, la localisation de l'opération envisagée,

5) tous les éléments complémentaires (photographies, schémas, …) qui permettront de faciliter la compréhension du projet par les services du Département,

6) l'étude relative à l'impact pluriannuel de l'opération d'investissement envisagée par le maître d'ouvrage sur ses dépenses de fonctionnement, dès lors que, au regard de son montant estimé, cette opération répond aux dispositions de l'article L 1611-9 du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

7) selon la nature de l'opération, un certain nombre de pièces spécifiques qui seront demandées par le Département lors de l'instruction du dossier (ex : récépissé de demande de certificat d'économies d'énergie pour des projets d'isolation, …).

### 3.2 - Procédures règlementaires

Avant de déposer un dossier de demande de subvention, le maître d'ouvrage devra engager les procédures réglementaires (déclaration, autorisation, déclaration d'intérêt général, permis de construire, …) s'appliquant éventuellement à l'opération.

### 3.3 Dépôt du dossier

Le dépôt des dossiers de demande de subvention est possible tout au long de l'année (pas de date butoir).

Afin de pouvoir être examinés par le Département dans le cadre des contrats P@C 2022-2028, les derniers dossiers de demande de subvention devront parvenir au Département le 30 septembre 2028 au plus tard.

## ARTICLE 4 : INSTRUCTION DES DOSSIERS

La date de prise en compte de la demande de subvention sera la date de réception du dossier au Département.

Un courrier d'accusé de réception sera systématiquement envoyé au maître d'ouvrage par le Département.

Il appartient au maître d'ouvrage de faire parvenir au Département, sous un délai de 6 mois, les éventuelles pièces complémentaires demandées par le service instructeur du dossier.

Tout dossier qui n'aura pas été complété par les pièces demandées, dans le délai imparti, fera l'objet d'un classement sans suite. Le maître d'ouvrage, qui aura préalablement été relancé, sera informé de cette décision par courrier.

Pour l'instruction des demandes de subventions d'investissement, ne seront considérés comme recevables que les devis présentés par des entreprises (les travaux réalisés en régie ne sont pas éligibles au soutien du Département).

Lorsque le dossier est réputé complet, le courrier d'accusé de réception transmis au maître d'ouvrage par le Département vaut également autorisation de commencer l'opération, avant décision attributive de subvention. Cependant, la délivrance de cet accusé de réception valant autorisation de commencement anticipé de l'opération ne saurait constituer un droit, et ne préjuge en rien de la décision qui sera prise par le Département quant à l'attribution d'une subvention pour la réalisation de l'opération.

Si au cours de l'instruction, il est constaté que l'opération a été en tout ou partie réalisée sans autorisation préalable de la part du Département, il ne sera pas donné suite à la demande de subvention. Le dossier sera alors classé sans suite et le maître d'ouvrage sera informé de cette décision par courrier.

Pour les projets relevant du volet « soutien aux dynamiques territoriales » : l'instruction des dossiers se fera à partir des décisions qui auront été arrêtées par l'instance de concertation du contrat P@C.

Pour les projets relevant du volet « soutien à la vie locale » : l'instruction des dossiers se fera « au fil de l'eau » par le Département, dans la limite de l'enveloppe financière prévue à cet effet.

Les membres de l'instance de concertation seront régulièrement informés sur les dossiers de demande de subvention qui auront été déposés au titre du soutien à la vie locale, ainsi que sur la mobilisation de l'enveloppe départementale qui en découlera.

## ARTICLE 5 : DEPENSE SUBVENTIONNABLE

Pour les communes, groupements de communes, bailleurs sociaux et établissements publics : le montant de la dépense subventionnable est calculé sur une base hors taxe (HT).

Pour les associations : le montant de la dépense subventionnable à prendre en compte est le montant toutes taxes comprises (TTC) ou le montant HT si l'association est assujettie à la TVA.

Les demandes de subventions présentées pour le financement de travaux réalisés en régie, ou pour la fourniture de matériels sans pose facturée par une entreprise, sont irrecevables.

Pour bénéficier d'une subvention du Département, le montant minimum de dépenses est fixé à 5 000 € (HT pour les collectivités et TTC pour les associations).

Les travaux relatifs à l'entretien qui incombent au maître d'ouvrage ne sont pas subventionnables.

Les projets relevant du volet « soutien au dynamiques territoriales » du contrat P@C peuvent concerner des réhabilitations lourdes, mais uniquement au niveau d'équipements ou d'éléments de patrimoine qui sont considérés comme structurants pour le territoire.

Les investissements mobiliers sont éligibles au soutien financier du Département uniquement s'ils sont liés à l'immobilier et/ou sont nécessaires à l'activité d'un service ou d'un équipement à destination directe du public. Ainsi, par exemple, seront éligibles : le mobilier d'une cuisine dans un accueil périscolaire, les équipements de télémédecine dans une maison de santé pluridisciplinaire, les prises dans une salle d'escalade lors de l'aménagement de cet équipement, un bus itinérant qui serait relié à l'activité d'une maison France Services (MFS).

Par ailleurs, il est précisé que ne sont pas éligibles au soutien du Département :

- la voirie communale,
- les ateliers municipaux,
- les cimetières (concession, mur d'enceinte, colombarium, …),
- l'éclairage public et les réseaux secs,
- l'installation de panneaux photovoltaïques (hors autoconsommation dans le cadre d'un projet global)

Pour être éligibles, les projets d'aménagement de l'espace public liés à la voirie départementale doivent s'inscrire dans :

- soit un projet global d'aménagement de bourg (incluant notamment les mobilités douces, des espaces partagés pour différents usages, la connexion aux services publics et entre les espaces publics),
- soit un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE),
- soit une opération partenariale de sécurité en agglomération (OPSA).

Les travaux de pose de bordures de trottoirs au niveau de tronçons discontinus, et en dehors d'un programme pluriannuel d'aménagement de la voirie, ne sont donc pas éligibles.

Les projets cyclables/modes doux seront analysés spécifiquement, au regard de la politique cyclable départementale.

L'acquisition d'un bien (foncier et immobilier) sera prise en compte à hauteur de 10 % du montant des travaux réalisés.
Toutefois, le montant pris en compte pour la subvention tiendra compte du coût d'acquisition, en tout ou partie, au regard du projet, de son incidence sur la transition climatique, la gestion économe de l'espace et zéro artificialisation nette, notamment s'il s'agit d'un bien immobilier à restaurer, d'une friche ou d'une friche potentielle.

S'agissant des loyers liés à la location de tout ou partie d'un bien à usage commercial (ex : maison de santé, micro-crèche, camping municipal, gîte communal, …) dont la construction ou la rénovation fait l'objet d'une demande de subvention auprès du Département, leur montant sera considéré, lors de l'instruction par les services du Département, comme une recette sur une durée de 5 ans, dans le plan de financement de l'opération.

Par ailleurs, en cas de sinistre, la dépense subventionnable retenue sera réduite du montant des indemnités d'assurance. A défaut d'assurance, une réduction correspondant au montant estimé de l'indemnité que le maître d'ouvrage aurait normalement perçu sur la base de la valeur vénale du bien, sera déduite du montant de la dépense subventionnable. Toutefois, cette déduction n'interviendra que dans les cas où des travaux complémentaires seraient réalisés en plus du remplacement du bien. Dans le cas d'une reconstruction ou du remplacement à l'identique du bien sinistré, le Département n'apportera pas de financement.

## ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention est calculé en appliquant le taux d'aide correspondant à la dépense subventionnable (HT ou TTC).

Pour les projets relevant du volet « soutien aux dynamiques territoriales », le montant inscrit en programmation, sauf décision de l'instance de concertation du contrat P@C, sera un montant plafond de subvention à attribuer. Si, après consultation des entreprises, il s'avère que le montant de l'opération est supérieur au montant prévisionnel inscrit en programmation, la subvention du Département restera plafonnée au montant inscrit. Si celui-ci est inférieur, le montant de la subvention sera proratisé.

## ARTICLE 7 : NOTIFICATION DE LA SUBVENTION

Les aides financières du Département font l'objet d'une lettre de notification qui vaut engagement juridique du Département.

Le Département se réserve le droit de différer la décision de notification d'une subvention en faveur d'une opération, dans le cas où l'instance de concertation du contrat P@C aura considéré que le maître d'ouvrage concerné devra, parallèlement, démontrer concrètement sa décision

d'engager une autre opération qui aura été considérée comme prioritaire pour le territoire (ex : résorption d'un « point noir » en matière d'assainissement des eaux usées d'origine domestique, …).

La mise en suspens de la notification du Département sera levée des lors que le maître d'ouvrage aura fait parvenir au Département l'élément nécessaire (ex : délibération, étude de faisabilité, …) permettant de traduire sa volonté d'engager l'opération prioritaire.

## ARTICLE 8 : DUREE DE VALIDITE

Sauf modalités particulières, la durée de validité des subventions du Département est de 2 ans.

Cette durée de validité prend effet à la date de notification de la subvention, ou bien à la date de délivrance de l'autorisation de commencement anticipé de l'opération.

## ARTICLE 9 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le Département ne procède au versement de la subvention qu'après réception des pièces justificatives et vérification de la réalisation de l'opération conformément aux caractéristiques qui ont été retenues lors de la décision attributive de subvention.

Les pièces justificatives acquittées doivent systématiquement être jointes aux demandes d'acompte ou de solde, y compris celles spécifiques au type d'équipement (ex : déclaration sur la plateforme de l'Etat pour les équipements sportifs, obtention de l'agrément pour la petite enfance ou le périscolaire, valorisation des certificats d'économies d'énergie, …).

Les factures antérieures à la date de notification de la subvention ne seront pas prises en compte pour le versement de l'aide, sauf si une autorisation anticipée de commencer les travaux a été accordée par le Département.

Si le montant de dépenses réalisées est inférieur au montant notifié, le montant de la subvention fera l'objet d'un ajustement par application du taux de l'aide allouée. Le cas échéant, le reversement du « trop perçu » de l'aide départementale pourra être exigé.

Les dépassements de coûts d'opération ne peuvent pas donner lieu à un complément de la subvention initiale.

### 9.1 - Acomptes et soldes

Sauf dispositions particulières, le versement de la subvention départementale au maître d'ouvrage s'effectue selon les modalités suivantes :

- 20 % minimum à la délivrance de l'ordre de service, à condition que cet ordre de service corresponde à 20 % minimum du montant des travaux,
- pour les subventions inférieures à 20 000 €, en cas d'acompte initial de 20 %, le second versement n'interviendra qu'au moment du solde de l'opération,
- pour les subventions supérieures à 20 000 €, un deuxième versement à 40 % pourra être accordé avant le solde de l'opération, soit trois versements possibles au total,

- dans tous les cas, le solde interviendra sur justification de dépenses réelles, que ce soit un procès-verbal, un marché, une facture.

Pour le dispositif d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), le paiement de la subvention se fait en une seule fois au solde de la mission.

### 9.2 - Caducité du paiement de l'aide

Si, à l'expiration du délai de validité de la subvention, le paiement de la totalité de la subvention n'est pas intervenu faute de justificatifs transmis par le maître d'ouvrage, la décision attributive devient caduque pour le solde constaté.

Ce délai est apprécié à compter de la date d'autorisation de commencer l'action ou l'opération.

Toutefois, si le maître d'ouvrage, par lettre motivée adressée avant expiration du délai ci-dessus mentionné, est en mesure de justifier que le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire de l'aide départementale et était imprévisible lorsque le Département a délibéré, ce délai pourra être prolongé par décision de la Présidente du Conseil Départemental, pour une période qui ne pourra excéder en principe 6 mois, non renouvelable, à compter de la date d'échéance de la subvention allouée.
Un courrier portant notification du nouveau délai de validité de l'aide sera adressé par le Département au maître d'ouvrage.

### 9.3 - Remboursement de l'aide départementale

Le Département sera amené à se prononcer sur le remboursement de tout ou partie de l'aide financière accordée :

- en cas de non-exécution totale ou partielle de l'opération,
- si le montant de dépenses réalisées est inférieur au plan de financement prévisionnel,
- si l'aide a été utilisée différemment de son objet initial,
- si le maître d'ouvrage n'a pas respecté partiellement, ou en totalité, les conditions fixées par le Département lors de l'attribution de l'aide,
- si le bénéficiaire d'une subvention cède ou change la destination d'un bâtiment ou d'un équipement dont la réhabilitation, l'aménagement ou l'acquisition a été subventionné par le Département, il devra rembourser à ce dernier le montant au prorata d'une durée d'amortissement de 10 ans. En cas de cession à une structure autre qu'une collectivité, sans changement de destination, la valeur de la transaction du bien devra être diminuée du montant des concours que le Département avait accordés au bénéficiaire.

## ARTICLE 10 : COMMUNICATION SUR L'AIDE DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire d'une aide départementale devra mentionner le concours financier du Département par tout moyen approprié, conformément aux dispositions prévues par le Décret n°2020-1129 en date du 14 septembre 2020.

Cette communication devra se faire sur le lieu de réalisation physique de l'opération d'investissement, ainsi que sur tout support destiné à informer le public sur la réalisation du projet.

Pour cela, les maîtres d'ouvrage sont invités à télécharger le logo du Département sur le site internet, à l'adresse suivante : http://www.doubs.fr/index.php/le-departement/charte-graphique-et-logo.

Par ailleurs, la Présidente du Département, ou son représentant, devra être systématiquement invitée au lancement d'une action et/ou à l'inauguration d'une opération subventionnée par le Département.

Enfin, toute publication émanant du maître d'ouvrage au sujet de l'opération subventionnée devra mentionner, de manière claire, la participation financière du Département.

Le non-respect de ces formalités peut entraîner la remise en cause de la subvention.

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 303 |
|---|---|
| | Commission[s] : 3 |
| | Timbre : DGS / DDET |

# DYNAMIQUE TERRITORIALE

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITE, AFFAIRES EUROPEENNES ET TRANSFRONTALIERES - ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LOCAUX - CONTRACTUALISATIONS DE TERRITOIRE ET SOUTIEN AUX PROJETS LOCAUX

## Objet : Partenariat avec le Rectorat et la Banque des territoires pour la mise en oeuvre du dispositif « Territoires Numériques Educatifs » (TNE) dans le Doubs sur la période 2022-2024

SOMMAIRE

INTRODUCTION ..... 2

I – CONTEXTE ..... 3

II – ROLE DU DEPARTEMENT ..... 3

III – PROPOSITION ..... 4

DELIBERATION ..... 6

ANNEXE AU RAPPORT ..... 7

# TABLEAU RECAPITULATIF GENERAL

**AFFECTATION AUTORISATIONS DE PROGRAMME**

| Programme (libellé) | Objet affectation (libellé Opération) | AP votée | AP affectée | AP disponible | Proposition d'affectation | Reste à affecter |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Territoire Numérique Educatif Doubs** | Soutien aux projets de Territoire Numérique Educatif | **4 000 000 €** | **0 €** | **4 000 000 €** | ***4 000 000 €*** | **0 €** |

# INTRODUCTION

Le 8 octobre 2021, l'Etat a annoncé l'extension de l'appel à projets « Territoires Numériques Educatifs » (TNE) à 10 nouveaux Départements, dont le Doubs, pour une durée de 3 ans (2022-2024). Cela s'inscrit dans le cadre du 4ème Programme d'investissement d'avenir (PIA 4) répondant à la stratégie « enseignement et numérique » portée par les ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation, ainsi que du Secrétariat général pour l'Investissement.

Lancé en 2020, le dispositif TNE a d'abord été expérimenté dans deux Départements (Aisne et Val-d'Oise). Il vise à favoriser, via les possibilités offertes par l'environnement numérique, la mise en œuvre de la continuité pédagogique dont la nécessité a été révélée par la crise sanitaire, et de réduire la fracture numérique. À terme, il doit également favoriser une accélération des usages du numérique au service de la réussite des élèves.

Prévu sur une durée de 3 ans (2022-2024), le dispositif TNE s'organise autour des 4 axes suivants : l'équipement informatique, les ressources, la formation et la parentalité, ainsi que l'inclusion numérique.

Dans cette perspective, l'Etat a décidé de mobiliser une enveloppe financière d'un montant de 7,26 M€ sur le territoire du Doubs, dont 2,35 M€ pour l'équipement informatique des écoles et collèges publics. Pour cela, le Rectorat (Délégation régionale au numérique éducatif) a travaillé durant ces derniers mois avec les territoires du Doubs à l'élaboration d'un plan d'actions de 3 ans, global et cohérent, reposant sur un diagnostic du numérique éducatif.

Du point de vue pratique, l'Etat a proposé au Département d'assurer, pour son compte, la gestion de l'enveloppe de 3,514 M€ destinée à soutenir, à hauteur de 70 %, l'équipement numérique des établissements scolaires (écoles primaires et collèges), ceci via une convention à intervenir avec la Caisse des Dépôts/Banque des Territoires.

Parallèlement, et en complément du soutien financier de l'Etat, le Département se propose de participer à ce dispositif TNE sur la période 2022-2024, pour un montant total estimé à 486 000 €, ce qui permettra aux porteurs de projets de bénéficier d'une aide globale de 80 %.

Dans cette perspective, et afin de permettre le déploiement du volet « équipement matériel » du dispositif TNE dans le Doubs, le Conseil départemental est invité, dans le présent rapport :

- à approuver la convention-cadre de partenariat à intervenir avec la Banque des territoires et le Rectorat, de manière à définir le rôle de chacun et la déclinaison opérationnelle de ce dispositif,
- à procéder à l'affectation de l'autorisation de programme à hauteur de 4 M€.

## I – CONTEXTE

Le dispositif TNE s'articule autour de 4 piliers qui seront activés simultanément :

- favoriser l'équipement en matériel (prioritairement les écoles primaires, mais également les collèges et les lycées),
- donner les ressources pour la formation,
- former les enseignants,
- développer l'inclusion numérique, notamment en ULIS (Unités localisées d'inclusion scolaire).

Il convient de préciser que le dispositif TNE permettra de satisfaire les appels à projets de 2021 sur le Socle numérique d'équipement des écoles (SNEE), où toutes les demandes n'avaient pu être satisfaites faute de crédits suffisants. Pour mémoire, l'appel à projets SNEE a pour objectif d'aider les communes à atteindre un socle numérique de base (référentiel d'équipement) qui a été défini nationalement par l'Education nationale.

Le montant global de l'enveloppe TNE pour le Doubs, à la charge de l'Etat, est de 7,26 M€ dont le Département sera dépositaire d'une partie destinée à subventionner les projets des territoires.

Cela représente un montant de 3,514 M€ qui se décompose comme suit :

| | |
|---|---|
| - part équipement des écoles publiques (1er degré et collèges) | 2 350 841 € |
| - part équipement des écoles privées (1er degré et collèges) | 335 160 € |
| - partie de la part « ressources » (financement de l'ENT) | 250 176 € |
| - part équipement au titre de l'appel à projets SNEE | 577 823 € |

## II – ROLE DU DEPARTEMENT

Comme indiqué précédemment, le rôle du Département au sein de ce dispositif TNE est d'être dépositaire de cette part de subvention, soit 3,514 M€, avec comme charge de verser la subvention aux porteurs de projets sur la base de conventions établies par les services du Rectorat.

Concrètement, le dispositif TNE prévoit un subventionnement des projets d'équipement à hauteur de 70% pour le 1er degré, et de 50% pour les collèges.

Par ailleurs, considérant que le développement du numérique éducatif constitue l'un des axes majeurs de la politique éducative exprimée dans le projet stratégique départemental C@P25, il est proposé que le Département conforte cet investissement pour l'avenir en abondant le subventionnement des projets par l'Etat, pour permettre aux porteurs de projets issus du bloc communal de bénéficier d'un taux d'aide global de 80 %.

Ainsi, la participation du Département se fera selon les principes suivants :

- projets d'équipement des écoles publiques et privées + 10 %
- projets d'équipement des collèges privés sous contrat + 50 %
- projets de mise en œuvre de l'ENT + 10 %
- équipements au titre de l'appel à projets SNEE pas d'abondement

Cela représente une enveloppe financière globale estimée à 486 000 € pour le Département sur la période 2022-2024.

Par conséquent, le fonds TNE global à disposition des projets des écoles primaires et des collèges du Doubs sera de 4 M€, à savoir 3,514 M€ de la part de l'Etat et 0,486 M€ de la part du Département.

Pour bénéficier du dispositif TNE, chaque territoire volontaire (commune, syndicat scolaire ou EPCI) doit proposer un projet global et cohérent, à l'échelle des écoles de son territoire.

Il est à noter que le TNE s'adresse également au 2ème degré et, qu'à ce titre, le Département et les établissements privés sous contrat pourront bénéficier du TNE pour les projets qu'ils établiront également en lien avec les services du Rectorat.

Chaque porteur de projet devra approuver un règlement technique et financier, qui sera adopté dans un second temps et fera l'objet d'un avenant à la présente convention qui associe les trois parties concernées (la collectivité porteuse du projet, le Rectorat et le Département).

A la fin du TNE, la part de la subvention qui, ayant été versée par la Caisse des Dépôts, n'aura pas fait l'objet d'un versement de subvention aux porteurs de projets, sera restituée.

## III – PROPOSITION

Sur la base des éléments exposés précédemment, vous trouverez, en annexe au rapport, la convention-cadre de partenariat à intervenir avec la Banque des territoires et le Rectorat pour la mise en œuvre du dispositif TNE sur le territoire du Doubs sur la période 2022-2024.

Elle prévoit ainsi les modalités de gestion de l'enveloppe financière allouée au Doubs pour le volet « numérique éducatif – équipement matériel » du 4ème Programme d'investissement d'avenir (PIA), soit 3,514 M€ à la charge de l'Etat et 0,486 M€ à la charge du Département, sur la période 2022-2024, destinés au financement des projets portés par les communes, EPCI ou le Département.

Bien que le Département soit désigné « chef de file », son rôle reste variable à l'échelle nationale.

Dans le Doubs, il est prévu que l'Education nationale (Rectorat) étudie les équipements numériques nécessaires, instruise et négocie les projets avec les territoires demandeurs pour leurs écoles (Communes ou EPCI), puis obtienne l'adhésion du territoire porteur du projet au règlement technique et financier du TNE du Doubs. Le Rectorat devra également suivre la réalisation (notamment vérification du service fait).

De son côté, le Département est chargé de l'exécution du volet financier et comptable des fonds versés par l'Etat, mais aussi des sommes versées aux porteurs de projets, c'est-à-dire le versement des acomptes et du solde des subventions, étant rappelé son intervention volontariste puisque les projets seront subventionnés à hauteur d'au moins 80 % (au lieu de 70 %), grâce à un appui financier complémentaire de la part du Département.

La Banque des Territoires est, quant à elle, chargée du versement de la subvention globale au Département, d'un montant de 3 514 000 €. Cette convention partenariale est établie pour une durée ferme de trois ans. Elle prévoit un versement de la subvention globale en 3 fois, à raison de 40 % l'année N, 30 % l'année N+1 et 30 % l'année N+2. Ces fonds seront complétés par un financement départemental de 486 000 €.

A cet égard, il vous est proposé d'affecter la totalité des crédits TNE pour le Doubs, soit 4 M€.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu la loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 303** présenté sous le timbre **: DGS / DDET**;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve, telle qu'elle figure en annexe du rapport, la convention de partenariat à intervenir avec le Rectorat et la Banque des Territoires ayant pour objet de définir les modalités de versement des aides au titre du dispositif « Territoires Numériques Educatifs » (TNE) dans le Doubs, pour un total de 4 M€.

Autorise Mme la Présidente du Département à signer ladite convention, ainsi que tous documents nécessaires à sa mise en œuvre, y compris des avenants.

Affecte l'autorisation de programme dédiée au dispositif « Territoires Numériques Educatifs », pour un montant de 4 000 000 €.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# ANNEXE AU RAPPORT

1 - Territoires Numériques Educatifs (TNE) dans le Doubs : convention-cadre de partenariat 2022-2024

**FRANCE 2030**

# TERRITOIRES NUMÉRIQUES ÉDUCATIFS

# CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA CAISSE DES DÉPÔTS, LE DÉPARTEMENT DU DOUBS ET LA RÉGION ACADÉMIQUE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

**AVANT-PROPOS**

Vu la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

Vu la convention du 8 avril 2021 entre l'État, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC BpiFrance et la société anonyme BpiFrance relative au Programme d'investissements d'avenir (PIA) – action « Démonstration en conditions réelles, amorçage et premières commerciales » (ci-après « Convention Etat-CDC ») ;

Vu l'avis favorable du projet via une procédure de gré à gré du COMEX électronique en date du 31 juillet 2021 ;

Vu la décision du Premier ministre en date du …

Vu la délibération du Conseil départemental du 27 juin 2022 portant approbation de la présente convention de financement à intervenir entre le Département du Doubs et la Caisse des dépôts et des consignations.

**ENTRE :**

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial, créée par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est 56 rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'État, en qualité d'opérateur de l'action, représentée par Christophe Genter, Directeur du Département Cohésion Sociale et Territoriale de la Banque des Territoires, dûment habilité à l'effet des présentes

Ci-après dénommé l' « **Opérateur** » ou la « **CDC »**,

**ET**

Le Département du Doubs*,* représenté par sa Présidente, Mme Christine BOUQUIN, dûment habilitée par le Conseil départemental le 27 juin 2022 à l'effet des présentes,

Ci-après dénommé « **Bénéficiaire** », représentant l'ensemble des partenaires, ci-après dénommé « Partenaires » impliqués dans le projet.

**ET**

La région académique de Bourgogne-Franche-Comté, représentée par Mme Nathalie Albert-Moretti, Rectrice de la région académique Bourgogne-Franche-Comté, rectrice de l'académie de Besançon, chancelière des universités, en soutien du périmètre concerné par le territoire numérique éducatif et en porteur global du projet TNE.

Ci-après dénommée **« Académie »**.

Ci-après désignées ensemble les ***Parties*** et individuellement une ***Partie***.

**SOMMAIRE**


**ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION ..... 6**

**ARTICLE 2 – OBJET, MODALITES, CALENDRIER ET COUTS DU PROJET ..... 6**

2.1 OBJET ..... 6
2.2 ROLE DES BENEFICIAIRES ..... 7
*2.2.1 Le rôle du Département du Doubs ..... 7*
*2.2.2 Le rôle de la Région Académique Bourgogne Franche Comté ..... 7*
2.3 MODALITES ET CALENDRIER DE REALISATION DU PROJET ..... 7
2.4 COUT DU PROJET ..... 7

**ARTICLE 3 – MODALITES DE LA SUBVENTION ..... 9**

3.1 DEPENSES ELIGIBLES A LA SUBVENTION ..... 10
3.2 ENCADREMENT DE LA SUBVENTION ..... 10
*3.2.1 Montant de la Subvention ..... 10*
*3.2.2 Cofinancement ..... 10*
3.3 MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION ..... 11
*3.3.1 Calendrier des versements ..... 11*
*3.3.2 Demandes de versements ..... 12*
*3.3.3 Réalisation des versements ..... 13*
*3.3.4 Suspension des versements ..... 13*
3.4 NON-ASSUJETTISSEMENT DE LA SUBVENTION A LA TVA ..... 13

**ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE, DE L'ACADEMIE ET DE LA CDC ..... 13**

4.1 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE POUR SON COMPTE ET POUR CELUI DES PARTENAIRES ..... 13
4.2 COLLABORATION DE BONNE FOI ..... 14
4.3 REALISATION DES ACTIONS ..... 14
4.4 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE SUIVI ..... 14
4.5 OBLIGATIONS COMPTABLES LIEES A LA SUBVENTION ..... 15
4.6 OBJECTIFS ET EVALUATION ..... 15
4.7 COMITE DE SUIVI DU PROJET ..... 15
4.8 RESPONSABILITES ..... 16

**ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE ..... 16**

**ARTICLE 6 – COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE ..... 17**

6.1 COMMUNICATION ..... 17
6.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE ..... 17
6.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ..... 18

**ARTICLE 7 – DUREE ..... 18**

**ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION ..... 19**

**ARTICLE 9 – STIPULATIONS GENERALES ..... 20**

9.1 NOTIFICATIONS ..... 20
9.2 CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS ..... 20
9.3 NULLITE ..... 20
9.4 INTEGRALITE DE LA CONVENTION ..... 20
9.5 MODIFICATION DE LA CONVENTION ..... 20
9.6 RENONCIATION ..... 21
9.7 JURIDICTION ..... 21
9.8 DOCUMENTS CONTRACTUELS ..... 21

**ANNEXE 1 – DÉCISION PREMIER MINISTRE ..... 23**

**ANNEXE 2 – CARACTERISTIQUES DU PROJET ..... 24**

**ANNEXE 3 - CALENDRIER ET BUDGET PRÉVISIONNEL ..... 27**

**ANNEXE 4 – MODELE DE BILAN FINANCIER INTERMÉDIAIRE OU FINAL À ENVOYER PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES ..... 29**

**ANNEXE 5 – BILAN TECHNIQUE A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES ..... 31**

**ANNEXE 6 – NOTE DE PERENNISATION DU PROJET A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES ..... 32**

**ANNEXE 7 – MODELE DE COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES ..... 33**

**ANNEXE 8 – MODELE DE DELIBERATION APPROUVANT LE REGLEMENT FINANCIER ..... 34**

**ANNEXE 9 – LETTRES DE MANDAT A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNEES ..... 35**

**ANNEXE 10 - NOTICE ACCORD DE CONSORTIUM ..... 37**

**ANNEXE 11 – REGLEMENT FINANCIER ..... 38**

**IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

France 2030 dans son volet « numérique éducatif » se concentre sur le déploiement des « Territoires Numériques Éducatifs » (TNE). Il s'agit de travailler sur les conditions de la continuité pédagogique en agissant sur 4 leviers :

- la formation des enseignants ;
- l'accompagnement des parents et des familles ;
- la mise à disposition des ressources numériques pour les enseignants ;
- l'équipement des élèves et des établissements scolaires.

En s'appuyant sur 4 leviers mobilisés « en même temps », l'équipement, une offre logicielle de ressources mises à disposition gratuitement, la formation et la parentalité, il s'agit d'avoir une approche systémique du numérique éducatif pour :

- favoriser le développement de nouvelles pratiques pédagogiques au service de la réussite de tous ;
- intégrer les nouvelles technologies dans le quotidien de la classe, des cursus ou des sessions de formation et en accompagnant la transformation numérique induite ;
- utiliser ces outils pour réduire les inégalités de chance ou apporter une solution robuste et qualitative aux fractures territoriales (public empêché, campus connectés) ;
- favoriser le développement professionnel des professeurs et des formateurs en diversifiant les modalités d'enseignement et de formation (enseignement hybride classe inversée, prise en charge des apprenants à besoins particuliers...) ;
- développer une culture numérique permettant un usage responsable du numérique ;
- associer les parents aux choix en matière de numérique et de développer la co-éducation.

Ce projet s'est d'abord déployé sur deux départements en 2020 (l'Aisne et le Val d'Oise) au titre de l'action PIA 3 « Territoires d'Innovation Pédagogique ». Ce projet d'expérimentation fait l'objet d'un élargissement à dix autres départements qui sont identifiés pour un déploiement à compter de 2022.

L'objectif de cet élargissement est de disposer de profils variés, mais susceptibles de concerner un nombre important d'élèves et de familles en situation de fracture numérique.

Par ailleurs, la répartition territoriale plus importante correspond à la volonté d'impliquer l'ensemble des régions académiques dans l'extension du dispositif « Territoires numériques éducatifs », afin que chacune d'entre elles puisse expérimenter les conditions dans lesquelles le partenariat volontariste avec les collectivités et la mise en synergie des acteurs rendent possible une politique publique efficace aux effets transformants et durables sur les compétences numériques de la communauté éducative, et donc sur la société française dans son ensemble et, à terme, sur la compétitivité de l'économie du pays.

A ce titre, l'État a décidé d'accorder une subvention (ci-après la **Subvention**) aux Bénéficiaires pour financer les différents volets du projet d'expérimentation de démonstrateurs numériques territoriaux.

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

# Article 1 Objet de la Convention

La présente convention incluant ses annexes et son préambule (ci-après la « **Convention** ») a pour objet de définir :

- les conditions de versement de la Subvention qui sera versée par l'Opérateur aux Bénéficiaires aux fins de la réalisation du Projet et des Actions (telles que décrites ci-après) ;
- les rôles de l'Opérateur ainsi que des Bénéficiaires et de ses Partenaires ;
- l'organisation des modalités de suivi du Projet et des Actions ;
- et les engagements et obligations des Parties, dans le cadre du soutien des Actions, tel que décidé par le Premier ministre, et les modalités d'utilisation de la Subvention par le Bénéficiaire.

# Article 2 – Objet, modalités, calendrier et coûts du projet

## 2.1 Objet

Le Projet dans sa globalité consiste à expérimenter en grandeur nature sur le territoire du Doubs, un dispositif de continuité pédagogique, qui répond aux enjeux de transformation du système éducatif français, notamment par le numérique.

A ce titre, le projet porté par les Bénéficiaire est réparti en différents volets :

- Volet équipement : Socle minimal des écoles élémentaires, kit d'enseignement hybride dans les collèges, mobilité, projet de développement du numérique éducatif, innovations territoriales et innovation de la forme scolaire …
- Volet ressources élèves : Abonnement à l'espace numérique de travail ECLAT-BFC
- Volet ressources enseignants : accompagnement la transformation des pratiques pédagogiques numériques (ressources numériques sur plateforme, Edtech, Recherche…
- Volet parentalité : formation des personnels enseignants aux compétences transverses de la co-éducation et accompagnement des parents sur l'éducation au numérique.
- Volet inclusion en faisant du numérique un des leviers de compensation (maillage territorial et élèves à besoins particuliers).

La liste des Partenaires (communes ou communautés de communes au bénéfice des écoles publiques et privées ; Département du Doubs au bénéfice des collèges publics ; collèges privés), leurs projets d'achats d'équipement, leurs calendriers de réalisation ainsi que leur financement seront plus amplement détaillés en annexe 2 au maximum lors de la deuxième demande de versement.

Le Projet d'expérimentation grandeur nature n'est toutefois réalisable que si tous les partenaires responsables de l'éducation, tant au niveau national que local, sont mobilisés au niveau des missions qui sont les leurs.

## 2.2 Rôle des Bénéficiaires

### *2.2.1 Le rôle du Département du Doubs*

Le Département du Doubs est l'un des bénéficiaires de la subvention. Il agit comme coordinateur financier, établira un Règlement Financier (Annexe 11), adopté par l'assemblée départementale, et les Partenaires, afin de garantir d'une part de respect des modalités et les objectifs de la présente convention, et d'autre part, du respect, par les communes et leurs groupements et les collèges, des conditions de mise œuvre, notamment au niveau de l'achat des matériels numériques.

De plus, le Bénéficiaire sera expressément mandaté par délibération des partenaires, porteurs de projet, pour agir en leurs noms et pour leurs comptes. Le Bénéficiaire reversera aux porteurs de projet la part de la Subvention qui leur revient en application du Règlement financier. Il est précisé que la réalisation du projet conditionne le ou les versements intermédiaires de la Subvention. La délibération (modèle en Annexe 8) permettra à la fois de mandater le Département du Doubs à percevoir la subvention pour le compte des Partenaires et en même temps d'adopter le Règlement Financier.

Le Règlement Financier précisera la répartition des rôles entre le Bénéficiaire coordinateur financier et les Partenaires, ainsi que les modalités de reversements de la subvention.

### *2.2.2 Le rôle de la Région Académique Bourgogne Franche Comté*

Le rôle de la Région Académique dans le TNE est d'impulser le diagnostic et sa co-construction. Elle met en œuvre la couverture des besoins identifiées à l'aune de ce diagnostic et consolide les axes du TNE25. Elle assure aussi le suivit du déploiement du dispositif et l'évaluation.

La Région Académique Bourgogne Franche Comté assurera la promotion du dispositif et l'identification des besoins et des spécifications des matériels. Elle fera aussi les échanges préalables avec les porteurs de projets et la validation technique et financière avant transmission à l'Opérateur.

La Région Académique devra également mettre en place une convention de reversement au GIP FTLV et cette convention devra être envoyée au plus tard lors de la deuxième demande de versement à l'Opérateur.

La Région Académique devra faire signer une lettre de mandat (Annexe 9) aux Partenaires avec lesquels elle travaille et qui recevront une part de la subvention. Ensuite, elle a jusqu'à la deuxième demande de versement pour établir un accord de consortium (modèle en Annexe 10) avec ces Partenaires pour définir le rôle et engagements de chacun.

## 2.3 Modalités et calendrier de réalisation du Projet

Le calendrier du Projet sera détaillé dans une annexe 2.

Le suivi du Projet ainsi que son évaluation se poursuivent quant à eux jusqu'au terme de la Convention mentionné à l'article 7.

## 2.4 Coût du Projet

Le coût des Actions du Projet dont le financement est demandé par Subvention est estimé à un maximum de **sept millions deux cent cinquante-sept mille cent soixante-huit euros et quatre centimes (7 257 168,04€).** Ce montant n'intègre pas les co-financements qui seront précisés au maximum lors de la deuxième demande de versement.

Le coût du projet présenté ci-dessus ne comprend pas la part de cofinancement des collectivités. Le coût consolidé du projet avec les cofinancements doit être présenté au maximum lors de la deuxième demande de versement.

Le Bénéficiaire, Conseil Départemental du Doubs, recevra une partie de la subvention TNE globale, **soit trois millions cinq cent quatorze mille euros (3 514 000€)**, représentant les actions suivantes :

- part équipement des écoles et collèges publics (1er degré et collèges) 2 350 841 €
- part équipement des écoles et collèges privés (1er degré et collèges) 335 160 €
- partie de la part « Ressources » (financement de l'ENT) 250 176 €
- part équipement au titre de l'appel à projet SNEE 577 823 €

Le Bénéficiaire, Région Académique Bourgogne France Comté, recevra l'autre partie de la subvention, soit **trois millions sept cent quarante-trois milles cent soixante-huit euros et quatre centimes (3 743 168,04€).**

Ci-après, les différents axes du projet porté par la Région Académique Bourgogne Franche Comté :

| **AXE S1 : Réduire la fracture numérique territoriale : des lieux et des personnes** | Financement PIA |
|---|---|
| | |
| **Action : Développer le laboratoire de la donnée éducative** | |
| **Action : Lutter contre l'illectronisme** | |
| **Action : Ecole numérique des parents (C@p25, tiers-Lieux)** | |
| **Action : Le digital au service d'une meilleure relation entre l'entreprise et l'enseignement professionnel** | |
| **Action : Hybridation des mobilités** | |
| | **AXE 1 : 1 075 000** |
| **AXE S2 : Un numérique au service de l'enfant et du jeune, pour bien vivre au 21ème siècle** | |
| **Action : Enseignement et numérique dans la classe et hors la classe** | |
| **Action : Apprentissage et numérique : de la classe à l'internat** | |
| **Action : Ecole inclusive et numérique** | |
| **Action : Pix administratif** | |
| **Action : Pix formateurs** | |
| **Action : Pix enseignants** | |
| **Action : Pix cadres** | |
| **Action : Pix Partenaires de l'école** | |
| **Action : Pix Parents** | |
| **Action : Pix collectivités territoriales** | |
| **Action : Le numérique au féminin** | |
| **Action : Verdissement du numérique** | |

| | |
|---|---|
| **Action : Formation commune** | |
| | **AXE 2 : 528 950** |
| **AXE S3 : Synergie entre les espaces de formation, de recherche et d'animation numérique avec l'industrie en facilitation de la transformation** | |
| **Action : Création de deux chaires dédiées au numérique pour l'éducation** | |
| **Action : Création d'un axe de recherche interdisciplinaire dédié au numérique éducatif (post doc, encadrement, doctorant, encadrement, CPC, recherche action, AAP recherche pratique)** | |
| **Action :Utilisation expérimentale d'un environnement immersif de formation interconnectant la recherche, l'industrie et les apprenants TLV** | |
| **Action : Internalisation d'une démarche qualité et de suivi d'une politique publique, évaluation (suivi de cohortes)** | |
| **Action : Acculturation à l'open-data** | |
| **Action : Acculturation à l'open science** | |
| **Action : Comment inerver les modules de formations avec les données probantes et actuelles de la recherche** | |
| **Action : Création d'un démonstrateur physique** | |
| **Action : Evaluation de la lutte contre les inégalités par jameel powerty action** | |
| **Action : Contribution à l'essaimage de silva numerica** | |
| **Action : Création de blocs dECTS contribuant à la création d'un DU commun hybridé à la REVA** | |
| **Action : Observer les évolutions des gestes professionnels en lien avec l'arrivée de l'intelligence artificielle dans les classes** | |
| **Action : mobilisation de la EdTech** | |
| | **AXE 3 : 1 839 050.04** |
| **AXE T1 : Pilotage et documentation, communication et valorisation (dont les 4 % GIP soit 150 000)** | |
| | |
| | **AXE T1 : 300 000** |
| | |

## Article 3 – Modalités de la Subvention

Sous réserve du respect des engagements du Bénéficiaire au titre de la Convention et sous réserve du respect des engagements des Partenaires au titre du règlement financier, l'Opérateur s'engage à participer au financement des Actions, par le versement de la Subvention correspondante, conformément aux termes du présent article.

S'il est constaté par l'Opérateur, une utilisation de la Subvention à d'autres fins que le financement du Projet et de ses Actions ou une absence de consommation de tout ou partie de la Subvention, l'Opérateur sera en droit de demander au Bénéficiaire, la restitution de tout ou partie de la Subvention versée.

## 3.1 Dépenses éligibles à la Subvention

Les dépenses reconnues comme éligibles à la Subvention dans le cadre des Actions sont définies ci-après (ci-après les « **Dépenses Eligibles »**) :

- Equipements : classes, élève, équipe opérationnelle… ;
- Personnel : salaires, frais logistiques et transport/hébergement pour des missions sur le terrain… ;
- Prestations de service : conseil juridique, applications informatiques, communication, frais d'évaluation…
- les dépenses d'acquisition de logiciels et d'accès aux ressources numériques ;
- les dépenses de sous-traitance (gestion du parc informatique, sécurité, etc.) ;
- les dépenses de marketing territorial et de communication pour garantir la visibilité du dispositif auprès du public ciblé ;
- Frais de gestion, uniquement pour le Bénéficiaire, pour un montant de 15 000 €.

La Subvention est strictement réservée à la réalisation des Actions et plus précisément au paiement des Dépenses Eligibles.

Ainsi l'assiette des coûts présentés au titre des Dépenses Eligibles ne peut concerner que des coûts nouveaux directement liés aux Actions.

Par principe, seules les Dépenses Eligibles engagées à compter de la date de signature de la présente Convention jusqu'à son terme pourront être financées par la Subvention.

Le montant de la Subvention dont l'emploi n'aura pas pu être justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement de Dépenses Eligibles fera l'objet d'un reversement à l'Opérateur sur simple demande de ce dernier.

## 3.2 Encadrement de la Subvention

### *3.2.1 Montant de la Subvention*

La Subvention sera versée par l'Opérateur selon les modalités prévues à l'article 3.3.

Le montant total de la Subvention est plafonné à **sept millions deux cent cinquante-sept mille cent soixante-huit euros et quatre centimes (7 257 168,04€),** en application de la décision du Premier Ministre du … et figurant en annexe 1.

**En tout état de cause, le financement PIA ne peut excéder ce montant.**

### *3.2.2 Cofinancement*

Le financement du Projet par l'Opérateur s'inscrit dans le cadre d'un cofinancement avec le Bénéficiaire et ses Partenaires. A ce titre, le solde du financement nécessaire au Projet doit être directement pris en charge par le Bénéficiaire et ses Partenaires. Le Bénéficiaire est responsable de l'obtention des financements complémentaires et peut subdéléguer cette responsabilité à ses partenaires au titre du Règlement Financier, dans le respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat.

L'ensemble des co-financements du Projet est indiqué dans l'annexe 3 au maximum lors de la deuxième demande de versement.

A ce titre, le Bénéficiaire, Département du Doubs, s'engage à cofinancer à hauteur de 10% les opérations bénéficiant aux établissements scolaires du premier degré soutenues au titre du TNE, à l'exception des projets retenus au titre de l'Appel à projets SNEE, dont les modalités ont été d'ores et déjà arrêtées, et à hauteur de 50% pour les collèges.

**Sur le volet « Equipement » et « Ressources »** : Les règles de co-financement sont similaires à celles de l'appel à projet SNEE, c'est-à-dire un cofinancement minimum de 50%, qui peut aller jusqu'à 70% en dessous de 200 000 euros. Ces règles de cofinancement sont aussi applicables pour l'équipement socle des écoles maternelles.

des actions définies.

- **Sur le volet « Inclusion/Handicap » :** Le cofinancement des actions est obligatoire dans le cadre d'un conventionnement avec la collectivité (taux minimal de 50% de cofinancement). Dans le cas d'un conventionnement avec l'académie, ce cofinancement n'est pas obligatoire mais est vivement encouragé, pour permettre de démultiplier les impacts des actions, mais aussi d'en assurer la pérennité.

Les Bénéficiaires devront s'assurer que l'ensemble des contrats portant sur le financement complémentaire sont bien adoptés au maximum lors de la deuxième demande de versement. Il s'agira notamment de transférer à l'Opérateur au maximum lors de la deuxième demande de versement la délibération en annexe XX.

### 3.3 Modalités de versement de la Subvention

#### *3.3.1 Calendrier des versements*

Sous réserve du respect des engagements du Bénéficiaire CD 25 au titre de la Convention, la Subvention lui sera versée selon l'échéancier suivant :

- Une avance à la signature de la présente convention (année 1) de 40% maximum de la Subvention, soit pour le Département du Doubs **un million quatre cent cinq mille six cent euros (1 405 600€)**, et pour la Région Académique Bourgogne Franche Comté, **un million quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent soixante-sept euros et vingt-deux centimes (1 497 267,22€)**
- Un versement intermédiaire à la demande du Bénéficiaire au début de l'année 2 représentant **30% maximum** de la Subvention, soit pour le Département du Doubs, **un million cinquante-quatre mille deux cents euros (1 054 200 €),** pour la Région Académique Bourgogne Franche comté, **un million cent vingt-deux mille neuf cent cinquante euros et quarante et un centimes (1 122 950,41 €).**
- Un versement final à la demande du Bénéficiaire au début de l'année 3, représentant **30% maximum** de la Subvention, soit pour le Département du Doubs, **un million cinquante-quatre mille deux cents euros (1 054 200 €),** pour la Région Académique Bourgogne Franche comté, **un million cent vingt-deux mille neuf cent cinquante euros et quarante et un centimes (1 122 950,41 €).**

Au vu de ces conditions, cet échéancier, détaillé en annexe 3 pourra faire l'objet de modifications en fonction des dates de démarrage et d'achèvement des Actions, lesquelles modifications seront proposées par l'Opérateur pour validation par les instances compétentes du dispositif TNE selon le besoin exprimé.

Le montant total présenté dans l'échéancier ne doit pas être supérieur au montant prévu au 3.2.1 qui constitue un montant maximum.

Le coût définitif du Projet ne doit pas être supérieur au coût précisé à l'article 2.3 ci-dessus.

### *3.3.2 Demandes de versements*

Le Porteur de projet notifiera sa demande de versement de la Subvention par mail uniquement aux personnes suivantes :

- Lemardeley, Rose Rose.Lemardeley@caissedesdepots.fr
- Diallo, Cherif-Zailaniou Cherif-Zailaniou.Diallo@caissedesdepots.fr
- D'angelo, Juliette Juliette.Dangelo@caissedesdepots.fr
- Floch, Joanna Joanna.Floch@caissedesdepots.fr

Aux demandes de versement devront impérativement être jointes les pièces justificatives listées ci-dessous. Une demande de versement de la Subvention ne sera réputée reçue qu'à la condition d'être complète.

L'Académie transmet aux Bénéficiaire les pièces de contrôles nécessaires à l'obtention de la subvention de l'Opérateur. Dans tous les cas, le Département ne versera que les subventions qui ont été validées par la CDC et pour lesquelles il dispose des fonds nécessaires versés par l'Opérateur.

La Subvention sera versée au Bénéficiaire, sous réserve de la disponibilité des crédits nécessaires audit versement de la part de l'Etat sur le compte de l'Opérateur, dans les conditions suivantes :

**Pour la première demande de versement**, le Bénéficiaire devra transmettre à l'Opérateur :

- la Convention signée par les Parties ;
- son RIB.

**Pour les demandes de versements intermédiaire et finale** de la Subvention, le Bénéficiaire devra transmettre :

- son RIB (en cas de changement depuis la première demande de versement) ;
- la lettre de demande de versement de la Subvention (recommandée avec accusé de réception), à partir du modèle fourni dans l'annexe 7 ;
- le ou les avenants précisant le règlement financier et les modalités de soutien par typologies de projets et de bénéficiaire, et les opérations soutenues et leurs porteurs ;
- le bilan technique à date présentant l'ensemble des actions menées à date dans le cadre du Projet, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;
- le bilan financier à date, détaillant l'ensemble des dépenses réalisées à date pour le Projet, par tous les Partenaires, à partir du modèle fourni dans l'annexe 4, accompagné des justificatifs (factures, déclarations du temps et des ETP consacrés à la réalisation des études).
- L'ensemble des annexes complétées, le coût consolidé du projet avec la part des cofinancements, l'ensemble des délibérations de l'annexe XX, lors de la deuxième demande de versement au maximum.

Dans un délai de 12 mois maximum après le versement final, le Bénéficiaire devra impérativement transmettre à l'Opérateur :

- tout justificatif de l'atteinte des objectifs fixés en annexe 2 ;
- le bilan financier complet et définitif figurant en annexe 5 ;
- une note de pérennisation du Projet dont le modèle figure en annexe 6 ;

- le montant définitif des dépenses éligibles justifié

Le défaut de transmission de ces documents dans les délais impartis sera constitutif d'un Manquement au sens de l'article 8 de la présente Convention.

Si la demande est incomplète (i.e. certaines pièces n'ont pas été transmises), l'Opérateur le notifiera au Bénéficiaire dans un délai de quinze jours calendaires à compter de sa date de réception par mail.

La demande complète du dernier versement doit parvenir à l'Opérateur dans un délai maximum de 12 mois après la date d'achèvement de la convention, soit 4 ans après la date de signature de cette présente convention. A défaut, l'Opérateur sera libéré de toute obligation de versement de la Subvention, sans préjudice des dispositions de l'article 8.1.

#### *3.3.3 Réalisation des versements*

Les demandes de versements du Bénéficiaire sont instruites par l'Opérateur et soumises à la validation du comité exécutif du PIA 4 ou du comité délégué.

A compter de la décision favorable dudit comité, les paiements sont effectués par l'Opérateur au Bénéficiaire dans un délai moyen de 15 jours ouvrés.

#### *3.3.4 Suspension des versements*

L'Opérateur peut être amené à suspendre les versements en cas de de Manquement tels que définis à l'article 8 ci-après.

Le versement de la Subvention peut reprendre après autorisation du SGPI.

### 3.4 Non-assujettissement de la Subvention à la TVA

La Subvention qui ne représente pas la contrepartie d'une prestation de service ou la livraison d'un bien et qui ne constitue pas le complément du prix d'une telle opération ne sera pas imposable à la TVA (BOI-TVA-BASE-10-10-10 § 320 du 15 novembre 2012)

## Article 4 – Engagements du Bénéficiaire, de l'Académie et de la CDC

### 4.1 Engagement du Bénéficiaire pour son compte et pour celui des Partenaires

Les Bénéficiaires travailleront étroitement à la mise en œuvre de la présente convention. Les relations et les engagements les communes partenaires seront définis précisément dans le règlement financier.

Quoi qu'il en soit, la Région Académique Bourgogne France Comté se charge de :

- la promotion du dispositif et l'identification des besoins et des spécifications des matériels,
- les échanges préalables avec les porteurs de projets et la validation technique et financière des demandes de financement avant d'être adressées au Bénéficiaire.

Le Département du Doubs versera la subvention aux Partenaires dès lors que les dossiers seront complétés et déclarés recevables par la Région Académique Bourgogne Franche Comté. Le Département du Doubs devra s'assurer que la part de cofinancement des Partenaires est bien apportée avant de verser la subvention.

Pour le Département du Doubs, conformément aux stipulations du règlement financier, le Bénéficiaire s'engage au titre de la Convention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires.

Le Bénéficiaire est le seul interlocuteur financier de la Caisse des Dépôts et il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires, de la répartition et des modalités de reversement de la Subvention convenues entre les Partenaires et de la coordination du Projet.

Pour la Région Académique Bourgogne Franche Comté, conformément aux stipulations de l'accord de consortium, le Bénéficiaire s'engage au titre de la Convention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires.

Les Bénéficiaires sont les seuls interlocuteurs de la Caisse des Dépôts et ils sont responsables de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires, de la répartition et des modalités de reversement de la Subvention convenues entre les Partenaires et de la coordination du Projet.

### 4.2 Collaboration de bonne foi

Les Parties s'engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre eux autant que nécessaire afin de s'assurer de la bonne réalisation des Actions et plus largement du Projet, conformément aux termes de la Convention.

Les Bénéficiaires, chacun pour leurs actions, s'engagent à transmettre à l'Opérateur dans un délai de dix jours ouvrés toute information relative à la modification des Actions.

Les Parties se rapprocheront alors pour déterminer la suite à donner à la Convention.

### 4.3 Réalisation des Actions

Les Bénéficiaires s'engagent à réaliser les Actions sélectionnées et identifiées dans la présente convention dans les délais prévus à l'article 2.2.

Les Parties s'engagent à se conformer aux obligations qui lui incombent au titre :

- De la présente convention,
- De toute autre réglementation susceptible de s'appliquer aux Actions en vertu de son objet.

### 4.4 Obligation d'information et de suivi

Les Bénéficiaires prennent acte des termes de la Convention Etat-CDC et s'engage en conséquence à collaborer avec l'Opérateur afin de permettre à ce dernier de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre du programme des investissements d'avenir. Le Bénéficiaire prend le même engagement à l'égard de l'ensemble des comités mis en place dans le cadre du dispositif TNE.

A ce titre, les Bénéficiaires s'engagent :

(a) à communiquer à la première demande et dans un délai raisonnable toute information ou document que l'Opérateur pourrait solliciter dans ce cadre ;

(b) à informer l'Opérateur par écrit dès qu'il en a connaissance et à proposer un plan d'action destiné à y remédier le cas échéant :

(i) De tout évènement pouvant affecter le bon déroulement des Actions ou la bonne exécution de la Convention ;

(ii) De toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;

(iii) De toute difficulté liée à la situation d'un des Partenaires susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;

(iv) De tout changement relatif au Consortium ;

(c) L'Opérateur fera évoluer ces indicateurs en fonction des besoins d'évaluation du PIA, sous réserve d'en informer le Bénéficiaire préalablement à la modification envisagée ;

(d) À participer aux revues de projets périodiques organisées par l'Opérateur et à répondre aux éventuelles réserves et recommandations qui en découlent ;

(e) À participer aux évènements organisés avec l'Opérateur et l'Etat pour faire les bilans de l'avancée des Actions.

En outre, le Bénéficiaire accepte expressément que la réalisation des Actions puisse donner lieu à la mise en place par l'Opérateur, selon les modalités prévues par la Convention Etat-CDC, d'évaluations pour apprécier notamment l'impact des financements mis en œuvre.

### 4.5 Obligations comptables liées à la Subvention

En sa qualité d'Opérateur, la CDC est responsable du suivi administratif et financier de l'enveloppe budgétaire de ladite action.

Le Bénéficiaire assume quant à lui, la gestion de la Subvention qui lui est versée et à ce titre collecte les pièces justificatives correspondantes et les conserve pendant toute la durée de la Convention et pendant une durée de dix ans à compter du terme de la Convention.

Le Bénéficiaire s'engage à pouvoir présenter tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des coûts liés à la réalisation des Actions, ainsi qu'une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la Subvention.

### 4.6 Objectifs et évaluation

L'Opérateur dispose d'objectifs en matière d'évaluation en application de la Convention Etat-CDC.

Les Parties acceptent en outre expressément que la réalisation des Actions et plus largement du Projet puisse donner lieu, en application de l'article 4.3 ci-dessus, à un contrôle et à une évaluation par l'Opérateur directement ou par tout organisme de contrôle désigné par lui ou autorisé aux termes de la Convention Etat-CDC.

Les Parties s'engagent par ailleurs à fournir tous les documents nécessaires aux évaluations des Actions et à collaborer ainsi qu'avec toute personne ou organisme désigné par elles, pour les besoins de ces évaluations.

Le Bénéficiaire s'engage également à fournir, une fois les Actions réalisées, tous justificatifs et informations utiles au suivi de l'utilisation de la Subvention, et le cas échéant, toutes informations demandées par l'Opérateur afin de répondre aux exigences des autorités nationales ou européennes.

### 4.7 Comité de suivi du Projet

Le comité de suivi du Projet, réunissant les Parties ou leurs représentants, a vocation à constituer l'outil de suivi opérationnel du Projet entre l'ensemble des parties prenantes en fonction de l'ordre du jour, afin que les modalités de mise en œuvre du Projet soient partagées et décidées. Les questions financières y sont notamment traitées pour préparer les remontées d'information à l'Opérateur.

Le comité de suivi du Projet se réunira au minimum 3 à 4 fois par an pour la durée du Projet et autant que de besoin et sur simple convocation ou sollicitation du Bénéficiaire

Un règlement intérieur précisera le fonctionnement du comité de suivi du Projet.

### 4.8 Responsabilités

L'Opérateur et l'État ne peuvent être tenus pour responsables de tout acte, manquement contractuel ou infraction commis à raison de la réalisation des Actions les Bénéficiaires. Sauf absence injustifiée de versement de la Subvention, les Bénéficiaires garantissent l'Opérateur contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers (en ce compris les prestataires intervenant dans la réalisation du Projet et les partenaires au Projet).

En particulier, l'Opérateur n'intervient en rien dans les rapports que les Bénéficiaires entretiennent avec ses contractants et sous-traitants éventuels et sa responsabilité ne saurait être engagée à ce titre.

## Article 5 - Confidentialité

Les Bénéficiaires à maintenir les stipulations de la Convention ainsi que les documents, données, informations qui seront échangés, notamment concernant les modalités organisationnelles et financières prévues par la Convention et concernant l'Opérateur strictement confidentielles et reconnaît qu'elles ne doivent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers, sauf accord exprès de l'Opérateur. Dans le cas où la réalisation de la Convention nécessiterait la divulgation d'informations confidentielles par le Bénéficiaire à un tiers, il devra obtenir l'accord écrit et préalable de l'Opérateur et devra obtenir de ce tiers un engagement de confidentialité dans des termes équivalents à ceux du présent article.

Les Bénéficiaires à :

- faire respecter par son personnel et Partenaires les règles de confidentialité sus-énoncées ;
- ce que les informations confidentielles qui sont communiquées dans le cadre de la présente Convention, ne soient en aucun cas, divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ;
- n'utiliser les informations confidentielles qu'aux seules fins de l'exécution de la présente Convention ;
- ne pas publier ni divulguer les informations confidentielles à des tiers, sauf avec l'accord préalable et écrit de l'Opérateur, ou sur injonction d'un tribunal ou de toute autorité de contrôle, ou si cette divulgation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence d'un droit en vertu de la Convention (toutefois, il pourra communiquer, sous la plus stricte confidentialité, la convention et les documents y afférents à son courtier d'assurance, à ses assureurs, conseils soumis au secret professionnel, commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle, et aux assemblées délibérantes concernées par l'objet de la présente Convention).

Ne sont pas considérées comme informations confidentielles, notamment les informations :

- Qui étaient connues par les Bénéficiaires avant qu'elles ne leur soient divulguées, sous réserve, d'une part qu'il puisse justifier de façon valable en avoir eu connaissance préalablement et, d'autre part, qu'il n'était soumis à aucune obligation de confidentialité relativement à cette information avant sa communication et n'avait pas obtenu cette information de manière illégale ;
- Qui seraient dans le domaine public au moment de leur communication ou tomberaient dans le domaine public postérieurement à leur communication, sous réserve, dans ce dernier cas, que ce ne soit pas le résultat d'une violation des présentes par les Bénéficiaires ;
- Qui seraient communiquées postérieurement à la signature des présentes par un tiers et reçues de bonne foi par les Bénéficiaires ;
- Contenues dans les annexes 1 et 5 de la Convention.

Il est entendu entre les Parties que l'Opérateur met à disposition des commissions compétentes du Parlement l'ensemble des documents relatifs à TNE.

Il est convenu entre les Parties que l'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux Informations confidentielles divulguées en application de dispositions légales, réglementaires, ou de droit européen impératives ou en exécution d'une décision ou ordonnance de justice ou d'une autorité règlementaire compétente, à condition de tenir informée l'autre Partie de cette communication.

Cette obligation de confidentialité demeure valable pendant toute la durée d'exécution de la Convention et pendant une durée de deux ans à compter de la terminaison de cette Convention.

# Article 6 – Communication et Propriété intellectuelle

## 6.1 Communication

Dans tous les documents, (bilan technique et actions de communication écrites ou orales, dossier de presse, rubrique « partenaires » du site internet, rapport d'activité des Actions du Projet, etc.), les Bénéficiaires s'engagent à faire figurer la mention « Opération soutenue par l'État dans le cadre du projet « Territoires Numériques Éducatifs » du Programme d'investissements d'avenir, opérée par la Caisse des Dépôts (La Banque des Territoires) », et apposer les logotypes du Programme d'investissements d'avenir (Secrétariat Général pour l'Investissement) et de l'Opérateur conformément à la charte de communication transmise par celui-ci.

Les Bénéficiaires s'obligent à soumettre à l'autorisation préalable et écrite de l'Opérateur, dans un délai minimal de dix jours ouvrés avant sa divulgation au public, le contenu de toute communication écrite ou orale qu'il souhaite réaliser au sujet de la Convention.

Ce délai permet à l'Opérateur d'apporter une réponse au plus tard cinq jours ouvrés avant la divulgation au public. L'Opérateur peut, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander que la Subvention soit mentionnée.

A défaut de réception du contenu de communication au plus tard dix jours ouvrés en amont de la divulgation au public, l'Opérateur ne peut s'engager à faire un retour au Bénéficiaire dans les délais impartis.

Les Bénéficiaires s'engagent à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de l'Opérateur et de l'Etat.

## 6.2 Propriété intellectuelle

Aux seules fins d'exécution et pour la durée de la Convention, l'Opérateur autorise les Bénéficiaires à utiliser, dans le cadre du Projet :

- la marque française semi-figurative CAISSE DES DÉPÔTS & Logo n°04/3.332.494, constituant le logotype ;
- la marque française semi-figurative INVESTISSEMENTS D'AVENIR n°4275371, constituant le logotype.

A ce titre, la charte d'identité visuelle destinée aux bénéficiaires du programme d'investissements d'avenir sera transmise par la CDC - Banque des Territoires Bénéficiaire.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'Etat par le Bénéficiaire non prévu par le présent article est interdite.

Au terme de la convention, les Bénéficiaires s'engagent à cesser tout usage des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'Etat, sauf accord exprès écrit contraire.

Les Bénéficiaires ou ses Partenaires seront propriétaires ou copropriétaires, au regard des conventions qui seront passées entre eux, des œuvres, bases de données, signes distinctifs, inventions réalisés et exploités dans le cadre du Projet. Les Bénéficiaires d'acquérir auprès des Partenaires et de tout tiers l'ensemble des droits notamment de propriété intellectuelle nécessaires à la mise en œuvre et la diffusion de la Phase d'ingénierie et de ses contenus.

Ainsi, les Bénéficiaires déclarent faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations nécessaires à l'exploitation du Projet et s'acquitter des rémunérations dues à ce titre aux auteurs et ayants droit de tous les contenus qui seront utilisés dans le cadre du Projet.

Et, d'une manière générale, les Bénéficiaires déclarent faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations de toute personne ayant participé à la conception des contenus qui seront utilisés dans le cadre du Projet, ou pouvant faire valoir un droit quelconque concernant l'exploitation du Projet.

Les Bénéficiaires s'engagent à préciser à définir avec ses Partenaires l'ensemble des informations relatives à la propriété des études ainsi que les droits d'usage et de communication.

### 6.3 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la Convention, les Bénéficiaires sont co-responsables de l'exécution du Projet, incluant toute déclaration et obtention d'autorisation légale ou règlementaire relative à la protection des données à caractère personnel.

Les Bénéficiaires ainsi que leurs Partenaires pourront être amenés à collecter et traiter des données à caractère personnel pour leur compte dans le cadre du Projet. En sa qualité de responsable de traitement de ces données, le Bénéficiaire s'engage à respecter la règlementation et législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes. Le Bénéficiaire s'assure également du bon respect de ladite réglementation et législation par ses Partenaires.

## Article 7 – Durée

La Convention prend effet à compter de la date de la signature et reste en vigueur pendant 3 ans, sous réserve des stipulations relatives à l'obligation de restitution de la Subvention figurant à l'article 8 et des stipulations figurant aux articles 4.3, 4.4, 4.5 et 5, qui restent en vigueur pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

## Article 8 – Résiliation de la Convention

La Convention sera résiliée de plein droit en cas d'inexécution par le Bénéficiaire de ses engagements définis à l'article 4. Cette résiliation sera effective un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, adressée au Bénéficiaire par l'Opérateur et restée sans effet.

L'Opérateur est en droit de suspendre le versement d'une partie ou de la totalité de la Subvention ou/et résilier la Convention en cas de manquement (un « **Manquement** ») tel que qualifié ci-dessous :

(i) Manquement par le Bénéficiaire à l'une de ses obligations au titre de la Convention ;

(ii) Cessation de la réalisation ou constatation notamment au vu des bilans transmis à l'Opérateur de la non-réalisation des Actions ;

(iii) Manquement par l'un des Partenaires à l'une de ses obligations au titre de l'Accord de Consortium ayant un effet significatif défavorable sur la réalisation du Projet, en ce compris notamment la non-réalisation du Projet ;

(iv) Toute modification de l'Accord de Consortium, sans l'accord préalable de la Caisse des Dépôts, qui serait susceptible d'avoir un effet significatif défavorable sur la réalisation du Projet ou l'exécution par le Bénéficiaire ou les Partenaires de leurs engagements respectifs au titre de la Convention ;

La Convention pourra également être résiliée en cas de force majeure telle que qualifiée par les juridictions.

L'Opérateur se réserve le droit de demander :

- La restitution de l'intégralité de la Subvention, si la résiliation repose sur une des hypothèses prévues aux paragraphes (i), (ii) et (iii) ;
- La restitution d'une partie de cette subvention au prorata de la durée d'affectation des biens conformément à la Convention, si la résiliation est fondée sur une autre hypothèse.

La part restituée de la subvention est calculée à partir d'éléments figurant dans le bilan financier ainsi que dans le bilan technique transmis par le Bénéficiaire.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à l'Opérateur, dans les huit jours ouvrés suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par l'Opérateur et/ou que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

Le Bénéficiaire disposera d'un délai de quarante jours ouvrés pour restituer la part de la Subvention ou l'intégralité de la Subvention demandée par l'Opérateur après mise en demeure.

La résiliation de la Convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes transmis sous trente jours ouvrés à l'Opérateur.

Tous les frais engagés par l'Opérateur pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Bénéficiaire à l'Opérateur et/ou à l'Etat du fait d'une résiliation de la Convention.

# Article 9 – Stipulations générales

## 9.1 Notifications

Toute notification requise en vertu de la Convention pourra être effectuée par simple courriel entre les deux parties.

## 9.2 Cession des droits et obligations

Le Bénéficiaire ne pourra pas transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention.

L'Opérateur pourra quant à lui librement transférer les droits et obligations au titre de la Convention.

## 9.3 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

## 9.4 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substitue à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

## 9.5 Modification de la Convention

La Partie qui souhaite compléter ou obtenir la modification d'un ou de plusieurs articles de la présente Convention doit en faire la demande par courriel aux autres Parties.

Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant daté, signé par les Parties, lequel fait partie intégrante de l'ensemble contractuel qu'il modifie.

Toute modification de la Convention sollicitée par le Bénéficiaire est soumise à une évaluation préalable des Actions et de ses conditions de réalisation, diligentée par l'Opérateur.

Les modifications mineures qui ne touchent pas à l'économie générale au Projet et/ou aux Actions sont validées par l'Opérateur.

Les modifications substantielles (modification du budget, du Consortium…) sont proposées par l'Opérateur pour validation par les instances compétentes selon le besoin exprimé.

En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire ayant une incidence sur l'exécution de la Convention, ces modifications s'appliqueront de plein droit aux Parties sans qu'il soit nécessaire de modifier la Convention. Le cas échéant, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour apporter les adaptations nécessaires à la Convention.

### 9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

### 9.7 Juridiction

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable toute difficulté dans la mise en œuvre de la présente convention.

Sur cette base, les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution, l'interruption ou la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A cet effet, dès qu'une Partie identifie un différend avec l'autre Partie, il lui appartient de demander la convocation d'une réunion ad hoc, réunissant des interlocuteurs des deux Parties de niveau Direction concernée, afin de discuter du règlement de la question objet du différend. Cette convocation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette réunion se tient dans un délai maximum de trente jours ouvrés à compter de la réception de ladite lettre recommandée par la Partie destinataire.

Si dans ledit délai de trente jours ouvrés suivant la tenue de cette réunion ad hoc, aucune solution entérinée par un écrit signé des représentants des deux Parties n'est trouvée, ou si la réunion ad hoc n'a pas lieu dans le délai prévu au paragraphe précédent, le différend sera soumis aux tribunaux compétents.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

### 9.8 Documents contractuels

L'intégralité de l'accord conclu entre les Parties comprend les documents cités ci-dessous par ordre de valeur juridique décroissant.

1. La présente Convention
2. Ses annexes.

En cas de contradiction entre les documents énumérés ci-dessus, les articles de la Convention prévaudront sur les annexes.

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles, conformément aux dispositions de l'article 9.5 de la présente Convention

Signée électroniquement,

À Paris, le

**Pour le Département du Doubs**

**Christine BOUQUIN**

**Présidente du Département du Doubs**

**Pour la Caisse des Dépôts**

**Christophe GENTER**

**Département de la Cohésion Sociale et Territoriale de la Banque des Territoires**

**Pour la Région Académique**

**Nathalie ALBERT-MORETTI**

**Rectrice de région académique Bourgogne-Franche-Comté et de l'académie de Besançon, Chancelière des Universités**

## ANNEXE 1 – DÉCISION PREMIER MINISTRE

[Copie de la décision du Premier ministre indiquant le plafond de subvention accordé]

## ANNEXE 2 – CARACTERISTIQUES DU PROJET

### 1. Synthèse du projet

Fiche d'identité du projet

Le Doubs, terre de contrastes, a été sélectionné, pour déployer le projet de **Territoires Numériques Éducatifs (TNE)** porté par le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports et le Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI) au niveau national, par la région académique Bourgogne Franche-Comté, et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) du Doubs au niveau local. L'ambition des TNE est de tester à large échelle l'accélération de la **transformation numérique à l'École.** Ce projet de transformation est inédit tant dans sa méthodologie que dans les réalisations qu'il rend possible : pour les élèves, les équipes pédagogiques, les parents et l'ensemble des partenaires de l'École. Une double dimension d'inclusion et de continuum du temps et des projets (scolaires-périscolaires-extrascolaires) de l'enfant traverse l'ensemble du TNE 25. Ce projet s'inscrit dans une dynamique concertée dans laquelle les collectivités ont toute leur place. La stratégie des TNE est de bâtir un système éducatif capable de répondre à deux ambitions indissociables : contribuer à l'élévation générale du niveau scolaire des élèves et à une plus grande justice sociale dans la réussite à l'école. Cette stratégie est opérationnalisée par le déploiement d'équipements numériques, la mutualisation de contenus pédagogiques, la formation des enseignants et l'accompagnement des familles, avec une coloration particulière, qui est celle du verdissement du numérique, enjeu approprié par notre jeunesse. Pour se faire, l'Éducation nationale, public et privé a construit un cadre de coopération avec plusieurs partenaires : avec les différents échelons des collectivités territoriales, avec la Préfecture, avec l'enseignement agricole, public et privé, avec l'enseignement supérieur, l'INSPE – composante de l'université – et la Recherche.

Objectifs du projet

Les TNE poursuivent trois objectifs principaux :

- **Enrichir les pratiques pédagogiques et améliorer les résultats des élèves** en développant les compétences numériques : à la fois celles des enfants et des jeunes scolarisés mais aussi celles des professeurs, des parents. Il s'agit d'accompagner et d'enrichir les pratiques enseignantes en vue de renforcer l'autonomie et l'engagement des élèves.
- **Renforcer les liens école-famille** en soutenant les échanges d'informations, en accompagnant les familles en situation de décrochage numérique et en maintenant un cadre de confiance et une protection des données personnelles.
- **Renforcer la résilience du système éducatif**, notamment en cas de crise, en faisant émerger les approches, méthodes et solutions les mieux adaptées au territoire, puis en les diffusant à l'échelle du TNE, de la région académique, puis au territoire national.

Par ailleurs, ce projet est suivi par la recherche dans une approche collaborative et transdisciplinaire mobilisant plusieurs acteurs : la DSDEN, le Rectorat de région académique, et différents partenaires de l'enseignement supérieur (enseignants-chercheurs, ingénieurs, doctorants, étudiants de Master MEEF à l'Université de Franche-Comté). Le volet scientifique du TNE 25 est hébergé à la Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement (MSHE) Ledoux (UAR 3124). L'institut national supérieur de professorat et de l'éducation de Besançon, composante universitaire, est également un acteur précieux du TNE 25. L'université de Franche-Comté s'est fortement mobilisée dans le cadre de ce projet

C'est un projet de territoire, à l'échelle géographique du Doubs. L'étape initiale a consisté à élaborer un état des lieux global (le niveau d'équipement et de connectivité des écoles, collèges et lycées ; les élèves et les familles en situation de fracture numérique ; les usages numériques des professeurs ; les formations au et par le numérique des enseignants dans le premier et le second degré ; les ressources numériques mises à disposition par les collectivités ou par les écoles et établissements scolaires ; les résultats aux évaluations nationales avant et pendant COVID ; les résultats au Brevet et baccalauréat.
Pour l'équipement, le diagnostic a plus précisément porté sur le socle numérique des écoles élémentaires avec comme document repère :le référentiel développé à l'échelon national.

Résumé exécutif

**Axe 1 : réduire la fracture numérique territoriale : des lieux et des personnes**
Action « équipement des écoles et établissements aux capacités augmentées par le numérique ».
En se basant sur le diagnostic, il s'agit de permettre aux écoles d'atteindre le socle numérique de base et aux établissements du second degré de développer l'enseignement hybride, à distance ou immersif.
Action « développer le laboratoire de la donnée éducative ».
Il s'agit de mettre la data au service des décideurs pour permettre un déploiement équitable du numérique sur notre territoire et de rendre compréhensible aux usagers de l'école les politiques publiques du numérique conduites.
Action « école numérique des parents ». Le numérique est ici un levier pour participer d'un accompagnement des parents sur le numérique.
Action « le digital au service d'une meilleure relation entre l'entreprise et l'enseignement professionnel. Cela concerne la digitalisation de l'ensemble des relations des élèves et des entreprises dans le cadre des PFMP, l'intégration dans l'acquisition des gestes professionnels de la RV et RA et l'intégration des travaux de la recherche sur la nécessaire amélioration des compétences douces.
Action : Hybridation des mobilités. Nous faisons deux hypothèses. Hypothèse 1 : les apprentis, dans le cadre de mobilité longue, auront besoin de lien avec leur environnement d'origine. Le numérique permettra de créer les conditions d'un lien fort avec leur base. Hypothèse 2 : réduire l'empreinte carbone passera également par de moindres voyages : articuler le déplacement et le fait de rester sur site mais de rejoindre aisément des interlocuteurs via le numérique pourrait contribuer à ces nouvelles mobilités.

**Axe 2 : Un numérique au service de l'enfant et du jeune, pour bien vivre au 21ème siècle**.
Le bien-être de l'enfant, les clés de bonne compréhension du monde, le bon traitement de la connaissance vont être des enjeux forts dans les années à venir dans un monde en transformation rapide qui va faire advenir des compétences et des métiers d'avenir.
Action « Enseignement et numérique ». Il s'agit ici de permettre aux enseignants d'une part de s'approprier au sein de leur enseignement, les possibilités offertes et évolutives du numérique. D'autre part, il s'agit également de les outiller, face à des enseignements traversés par l'intelligence artificielle.
Action « Apprentissage et numérique ». Cette action est centrée sur l'élève afin de l'aider dans sa capacité à agir et réfléchir dans un monde traversé par des enjeux éthiques, liés à la digitalisation de leur environnement.

Action « Développement des compétences numériques transverses » pour les personnels administratifs, les formateurs, les enseignants, les cadres, les partenaires de l'école, les parents, les collectivités territoriales volontaires. Il s'agit ici d'accompagner la montée en compétences des acteurs qui concourent à l'éducation au et par le numérique
Action « école inclusive et numérique ». Il s'agit ici de rendre accessibles l'ensemble des ressources produites (transcription des vidéos, mise en voix de texte, de manière automatisée).
Action « le numérique au féminin » : l'objectif est de contribuer à la mixité des métiers du numérique.
Action « verdissement du numérique ». L'objectif est de réduire l'empreinte carbone des formations, de soutenir le reconditionné, et de développer des usages numériques sobres et responsables.

**Axe 3 : Synergie entre les espaces de formation, de recherche et d'animation numérique avec l'industrie en facilitation de la transformation.**

Actions liées à la recherche : ce projet TNE 25 est suivi par la recherche dans une approche collaborative et transdisciplinaire mobilisant plusieurs acteurs : la DSDEN, le Rectorat de région académique, et différents partenaires de l'enseignement supérieur (enseignants-chercheurs, ingénieurs, doctorants, étudiants de Master MEEF à l'Université de Franche-Comté). Le volet scientifique du TNE 25 est hébergé à la Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement (MSHE) Ledoux (UAR 3124). L'institut national supérieur de professorat et de l'éducation de Besançon, composante universitaire, est également un acteur précieux du TNE 25. Un IGRE a est missionné et un conseiller pédagogique ont également été mobilisés dans le cadre de la constitution de cet axe de recherche. D'autres compétences Recherche seront associées notamment pour évaluer l'impact des actions en faveur de la réduction des inégalités.

Actions liées à la mobilisation de l'industrie : plusieurs entreprises ont été retenues pour travailler sur des sujets TNE, Millions Road, sur l'orientation, Kiriae, sur les compétences douces, Didask, sur le microlearning notamment. L'objectif est d'expérimenter des transformations et d'être en celles-ci, accompagnés.

### 2. Organisation du projet

Pilotage et gouvernance du projet
Le TNE du Doubs est doté d'un COPIL, d'un Bureau exécutif, de groupes thématiques qui œuvrent pour le bureau exécutif, d'un groupe de bénéficiaires (parents, élèves, enseignants), d'un comité scientifique et pédagogique/comité de suivi et d'évaluation.

## ANNEXE 3 - CALENDRIER ET BUDGET PRÉVISIONNEL

### 1. Calendrier prévisionnel des demandes de versements de la subvention

| | Versement 1 | Versement 2 | Versement Final |
|---|---|---|---|
| Date prévisionnelle de la demande de versement | Année 1 | Année 2 | Année 3 |
| Montant du versement pour le Conseil Départemental | 1 405 600 € | 1 054 200 € | 1 054 200 € |
| Montant du versement pour la Région Académique | 1 497 267,22 € | 1 122 950,41 € | 1 122 950,41 € |
| % de la subvention | 40% | 30% | 30% |

### 3. Budget prévisionnel global en euros

| **RECAPITULATIF BUDGET EN EUROS** | **GLOBALEMENT** |
|---|---|
| **COUT TOTAL DU PROJET** | **7 257 168,04** |
| **MONTANTS BENEFICIAIRE CD** | **3 514 000** |
| part équipement des écoles et collèges publics (1er degré et collèges) | 2 350 841 € |
| part équipement des écoles et collèges privés (1er degré et collèges) | 335 160 € |
| partie de la part « Ressources » (financement de l'ENT) | 250 176 € |
| part équipement au titre de l'appel à projet SNEE | 577 823 € |
| **MONTANT BENEFICIAIRES RECTORAT AVEC REVERSEMENT GIP FTLV BESANCON** | **3 743 168, 04** |
| part axe 1 | **1 075 000** € |
| part axe 2 | **528 950** € |
| part axe 3 | **1 839 050, 04** € |
| part axe transverse | **300 000** € |

**ANNEXE 4 – MODELE DE BILAN FINANCIER INTERMÉDIAIRE OU FINAL** À ENVOYER PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE **AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES**

Le Porteur de projet doit remplir et transmettre ce bilan financier accompagné des justificatifs nécessaires (factures…) au 30 juin de chaque année, par mail aux personnes suivantes : Lemardeley, Rose Rose.Lemardeley@caissedesdepots.fr; Diallo, Cherif-Zailaniou Cherif-Zailaniou.Diallo@caissedesdepots.fr; D'angelo, Juliette Juliette.Dangelo@caissedesdepots.fr ; Floch, Joanna <Joanna.Floch@caissedesdepots.fr>

Il est précisé que les justificatifs nécessaires, notamment les factures, de l'ensemble du Projet seront conservés par le Bénéficiaire pendant toute la durée définie à l'article 4.3.et communiqués à la demande de l'Opérateur conformément aux dispositions de l'article 4.4 de la présente convention.

| <Budget global du projet> | Montant HT ou global (€) | |
|---|---|---|
| **Financement** | | |
| **Dépenses prévisionnelles totales** | | |
| ***Dont apports de la collectivité porteuse/du groupement de collectivités*** | | |
| ***Dont apports des partenaires (co-financements)*** | | |
| ***Dont financées par la subvention au titre du PIA*** | | |
| **Détail des dépenses** | | |
| | **Dépenses prévisionnelles** | **Dont financement PIA** |
| **Dépenses de personnel** | | |
| Pilotage du projet | | |
| Méthodologie, encadrement, orientation… (coachs, tuteurs…) | | |
| Prestations d'ingénierie et prestations techniques | | |
| Autres (à détailler) | | |
| **Dépenses de formation** | | |
| | | |

| | | |
|---|---|---|
| **Dépenses d'équipements matériels et logiciels** | | |
| Locaux | | |
| Matériels | | |
| Logiciels et ressources | | |
| Maintenance | | |
| Autres (à détailler) | | |
| **Dépenses de sous-traitance** | | |
| | | |
| **Frais généraux additionnels et d'exploitation supportés directement du fait du projet** | | |
| Communication | | |
| (à détailler : matériaux, fournitures, etc.) | | |

## ANNEXE 5 – BILAN TECHNIQUE A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES

Le Porteur propose une note de synthèse sur la base d'une trame proposée par la CDC qui sera fournie ultérieurement et coconstruite. Le bilan comportera notamment des indicateurs quantitatifs et qualitatifs à compléter.

Cette note vient compléter le bilan financier afin de s'assurer des avancées concrètes du projet sur le territoire.

Il devra être envoyé chaque année à la CDC par mail aux personnes suivantes : Lemardeley, Rose Rose.Lemardeley@caissedesdepots.fr; Diallo, Cherif-Zailaniou Cherif Zailaniou.Diallo@caissedesdepots.fr; D'angelo, Juliette Juliette.Dangelo@caissedesdepots.fr ; Floch, Joanna Joanna.Floch@caissedesdepots.fr au 30 juin de chaque année au plus tard, en même temps que le bilan financier.

**ANNEXE 6 –** NOTE DE PERENNISATION **DU PROJET** A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE **AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES**

Cette note est à remettre au moment de la demande de versement du solde pour expliciter les modalités de pérennisation du projet.

Le Porteur propose une **note de pérennisation** du projet au moment du dernier versement sur format libre de 3 pages maximum qui comportera des indications sur les financements qui permettront de continuer le projet au-delà de l'action PIA.

Il devra être envoyé chaque année à la CDC par mail aux personnes suivantes : Lemardeley, Rose Rose.Lemardeley@caissedesdepots.fr; Diallo, Cherif-Zailaniou Cherif Zailaniou.Diallo@caissedesdepots.fr; D'angelo, Juliette Juliette.Dangelo@caissedesdepots.fr ; Floch, Joanna Joanna.Floch@caissedesdepots.fr **en même temps que la demande de versement du solde.**

**ANNEXE 7 – MODELE DE COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNÉES**

Adresse Bénéficiaire

Banque des Territoires
Direction de l'Investissement
Département Cohésion Sociale et Territoriale
PIA 4 - Territoires Numériques Educatifs
A l'attention de Rose Lemardeley
72, avenue Pierre Mendès France – 75914 Paris Cedex 13

[Ville], le [date]

Objet : Convention de financement entre la Caisse des Dépôts et [Nom Bénéficiaire]

Madame, Monsieur,

Je soussigné, xxxxxx, agissant en qualité de représentant XXXX

- confirme avoir pris connaissance de la Convention référencée en objet et notamment des dispositions financières prévues dans son article 3.3,
- certifie détenir l'ensemble des justificatifs attestant de la réalisation du Projet / de l'Action X faisant l'objet de la présente demande de versement,
- déclare être à jour de mes obligations au titre de l'article 4 de la Convention référencée en objet, à la date de signature de la présente demande,
- certifie que les éléments et informations mis à votre disposition à l'appui de la demande de versement référencée en objet sont exacts et correspondent à la réalité des travaux réalisés et des dépenses engagées

Je demande le versement de la somme de XXXXX euros.

[signature et cachet du signataire]

**Nb : la demande doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives dont la liste figure à l'article 3.3.2 de la présente Convention.**

*A défaut d'Accord de partenariat, le partenariat entre les Partenaires publics et privés sera formalisé par la production de lettres de mandat, signées par chacun des Partenaires, indiquant les conditions précises et le degré d'implication des partenaires.*

## ANNEXE 8 – MODELE DE DELIBERATION APPROUVANT LE REGLEMENT FINANCIER

*Objet : Territoires Numériques Educatifs – Approbation du Règlement financier XXXX*

Lancée en 2020 par le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI) et le ministère de l'Éducation nationale, et mis en œuvre par la Banque des Territoires avec les collectivités partenaires, et en association avec le Réseau Canopé et le GIP Trousse à Projets, le dispositif **« Territoires Numériques Educatifs »** doit permettre de tester, à grande échelle, la mise en œuvre de la continuité pédagogique, dont la nécessité a été révélée par la crise sanitaire, et de réduire la fracture numérique.

À terme, il doit également favoriser une accélération des usages du numérique au service de la réussite des élèves.

Après une phase d'expérimentation en 2020-2021 dans deux départements (Aisne et Val-d'Oise), 10 nouveaux départements entrent dans le dispositif en 2021-2022 : Bouches-du-Rhône, Cher, Corse-du-Sud, Doubs, Finistère, Guadeloupe, Hérault, Isère, Vienne et Vosges.

Les départements ont été choisis pour que l'expérimentation soit la plus représentative de la diversité des réalités économique, géographique, sociologique et technologique des territoires en matière d'accessibilité au numérique.

Le projet s'adresse à la fois aux élèves, aux enseignants et aux familles, en investissant dans de l'équipement, de la formation et des ressources, en agissant sur quatre leviers :

- la formation des enseignants ;
- l'accompagnement des parents et des familles ;
- la mise à disposition des ressources numériques pour les enseignants ;
- l'équipement des élèves et des établissements scolaires.

Cette expérimentation est déployée sur 3 années.

Le Département de XXXX a signé une convention avec la Caisse des Dépôts et consignations (CDC).

L'intégralité de la subvention est versée au Département, en tant que Coordonnateur Financier qui s'engage à reverser la subvention aux collectivités partenaires, dans les conditions définies dans un Règlement financier.

Notre collectivité, en tant que Partenaire, doit ainsi mandater le Département de XXXX pour percevoir et reverser les financements dont le montant maximum est estimé à XXX €.

A ce titre, le Département de XXXXXX est autorisé à :

- percevoir la subvention de la Caisse des Dépôts et Consignation, au nom et pour le compte du Partenaire
- collecter auprès du Partenaire les pièces nécessaires à l'octroi de la subvention (pièces justificatives, bilans financiers)
- reverser la subvention au Partenaire

Notre collectivité Partenaire s'engage à :

- réaliser les actions définies dans le cadre du FRANCE 2030
- engager et payer les dépenses éligibles dans le cadre du FRANCE 2030
- transmettre au Département les pièces justificatives et bilans financiers nécessaires à l'octroi de la subvention

**En conséquence, je vous propose :**

- d'autoriser le Département de l'Hérault à percevoir et reverser la subvention
- d'approuver les termes du Règlement financier TNE XXX joint en annexe
- de m'autoriser à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

## ANNEXE 9 – LETTRES DE MANDAT A ENVOYER PAR COURRIER ELECTRONIQUE AUX ADRESSES SUSMENTIONNEES

*Liste des lettres de mandat ci-jointes*

- *<Nom du partenaire>*
- *<Nom du partenaire>*
- *<Nom du partenaire>*
- *…*

*Si le représentant officiel n'est pas le représentant légal de l'organisme candidat, joindre une délégation de signature accordée par le représentant légal.*

**Nature et nom du partenaire :**
**Nature et identité du porteur désigné :**
**Obligations du partenaire dans le cadre de la réalisation du projet :**
**Montant total du financement PIA demandée pour réaliser le projet :**
**Dont part du financement PIA dévolue au partenaire :**

Ayant le pouvoir d'engager juridiquement l'organisme désigné ci-dessus, je déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de soumission du présent projet (appel à projets et dossier de candidature) et souscrire aux obligations qui en découlent,
- m'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet dans les conditions prévues par l'ensemble des pièces du présent dossier de candidature tel que porté par le Porteur de projet,
- et à ce titre, donne mandat au porteur du projet (nom du porteur du projet) aux fins de me représenter et d'agir en mon nom et pour mon compte dans le cadre et les limites du présent appel à projet.

Pour (l'organisme partenaire) dénommé le mandant,

Signature

Nom :
Titre/Qualité :

*Cachet du partenaire*

Pour (personne habilitée à engager le partenaire) dénommé le mandataire,

Signature
Nom :
Titre/Qualité

*Cachet du Bénéficiaire*

Publication d'informations relatives au projet :

Si le projet est retenu pour financement, et selon ses besoins, l'Etat se réserve la possibilité de rendre publiques les informations suivantes : nom de l'entité porteuse de projet et adresse électronique, noms et prénoms des responsables des partenaires, dénominations des partenaires, le descriptif du projet.

*Nota : en déposant un projet, les partenaires ont accepté que l'Etat et la CDC publient l'acronyme, le titre, le résumé, la dotation accordée au projet, la date de début de projet et la durée.*

*Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'Etat et à la CDC (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).*

## ANNEXE 10 - NOTICE ACCORD DE CONSORTIUM

Les projets nécessitant une fédération d'acteurs, un Consortium devra être constitué avec désignation d'un chef de file, le Bénéficiaire. Cet accord peut soit créer une structure juridique ad hoc dotée de la personnalité morale pour porter le projet, soit le plus fréquemment prendre la forme d'un simple accord de Consortium entre les parties au projet. Quelle que soit l'organisation juridique qui structure le Partenariat, l'accord doit traiter les points suivants :

- désignation et identité du chef de file ;
- gouvernance ;
- adéquation de la gouvernance aux objectifs du projet et à son pilotage par le chef de fil, les membres du Consortium étant solidairement responsables de leur capacité à rendre des comptes et de la performance du Partenariat ;
- règles de répartition :
  - de la responsabilité entre le chef de file et les Partenaires ainsi qu'entre les Partenaires eux-mêmes, y compris en termes de partage des investissements : répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des actions à menées ;
  - de l'aide allouée entre les Partenaires au projet par le chef de file (mentionner le cas échéant si des conventions de reversement sont prévues) ; il est conseillé d'envisager la modulation de cette répartition dans l'hypothèse où l'aide allouée ne serait pas au niveau de la demande formulée dans le dossier de réponse ;
- modalités d'évolution du Consortium : règles détaillées concernant les conditions et modalités d'accueil de nouveaux partenaires ou modalités de départ (défaillance, exclusion ou départ volontaire) ; règles contractuelles envisagées pour encadrer les modifications sociales ou statutaires d'un Partenaire ou du Porteur de projet, etc. Ces règles doivent permettre au Porteur de projet et aux Partenaires de partager les risques sans modifier les objectifs du projet ;
- dans l'hypothèse où la réalisation du projet donnerait lieu à la constitution de droits de propriété intellectuelle : règles relatives à leur partage, à leur exploitation et, le cas échéant, à la diffusion des connaissances scientifiques et techniques ;
- Dans l'hypothèse où la réalisation du projet donnerait lieu à la constitution d'actifs autres que ceux visés à l'alinéa précédent : règles relatives à leur partage et à leur exploitation.

Si l'Accord de Consortium n'est pas finalisé à la remise du projet, le chef de file présentera des garanties quant à sa signature dans les deux mois suivant la sélection du Projet. A défaut d'accord formalisé dans les termes précédemment énoncés, la Convention de financement entre le chef de file et l'Opérateur ne pourra être signée et la décision du Premier ministre de financement par le PIA deviendra caduque.

## ANNEXE 11 – REGLEMENT FINANCIER

Ce règlement financier sera adopté ultérieurement par l'assemblée départementale.

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 304 |
|---|---|
| | Commission[s] : 3 |
| | Timbre : DGS / DDET |

# DYNAMIQUE TERRITORIALE

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITE, AFFAIRES EUROPEENNES ET TRANSFRONTALIERES - SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES - CONTRIBUTION FINANCIERE AU SDIS

## Objet : Convention de partenariat avec le Service départemental d'Incendie et de secours (SDIS) pour la période 2022-2024

SOMMAIRE

INTRODUCTION ..... 2

I – RAPPEL ..... 2

II – CONTEXTE ..... 3

III – CONVENTION DE PARTENARIAT 2022-2024 ..... 4

DELIBERATION ..... 6

ANNEXE AU RAPPORT ..... 7

# INTRODUCTION

Dans son projet stratégique C@P25, le Département a décidé de développer des relations plus étroites avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), dans une logique d'animation et de partenariat visant à favoriser une complémentarité des politiques publiques et une approche pragmatique en termes de collaboration, au-delà de considérations exclusivement financières.

En effet, parce qu'il est présent sur l'ensemble du territoire départemental et dispose d'une technicité et d'un savoir-faire spécifique, le SDIS constitue un service de proximité dont la force et l'efficacité reposent sur l'engagement, au quotidien, de sapeurs-pompiers volontaires et de sapeurs-pompiers professionnels. Ceux-ci, avec l'appui d'équipes administratives, permettent de garantir le secours aux personnes, la protection des biens et la gestion des crises, tout en étant capable de faire face aux détresses sociales, psychologiques, voire psychiatriques, en lien avec les acteurs compétents (SAMU, Agence régionale de santé, …).

A cet égard, le SDIS participe activement aux solidarités humaines et territoriales dans le Doubs, avec une capacité à innover et à expérimenter.

Aussi, dans le prolongement d'une première convention de partenariat ayant été établie avec le SDIS pour la période 2019-2021, le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation la nouvelle convention pluriannuelle de partenariat à intervenir avec le SDIS du Doubs pour la période 2022-2024.

# I – RAPPEL

Créé par la loi du 3 mai 1996 relative à la départementalisation des services d'incendie et de secours, le SDIS est un établissement public dont le Conseil d'administration (CASDIS) se compose de représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et du Département.

Pour mémoire, les SDIS sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Ils concourent à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels, ainsi qu'aux secours d'urgence.

Leur financement est assuré majoritairement par les contributions des communes, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, et des Départements (loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et la loi n° 2004-811 du 13 août 2004, dite de modernisation de la sécurité civile).

Pour mémoire, l'augmentation de la part de financement du bloc communal (communes et EPCI) est limitée au coût de la vie, alors que celle du Département n'est pas limitée.

Par ailleurs, le Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans son article L.1424-35 modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe), stipule que :

*« La contribution du Département au budget du service départemental d'incendie et de secours est fixée, chaque année, par une délibération du Conseil départemental au vu du rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du service au cours de l'année à venir, adopté par le conseil d'administration de celui-ci ».*
*« Les contributions des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du Département au budget du Service départemental d'incendie et de secours constituent des dépenses obligatoires ».*

Ce même article dispose également que « *Les relations entre le Département et le Service départemental d'incendie et de secours, et notamment la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle* ».

Enfin, la loi MATRAS du 25 novembre 2021 a clarifié le cadre d'intervention des services d'incendie et de secours (SIS) et a consolidé le modèle de sécurité civile français, ceci en confortant l'engagement des pompiers volontaires, en expérimentant un numéro unique d'appel d'urgence, en renforçant la gestion anticipée des crises, et en étendant l'obligation de réaliser un plan communal de sauvegarde (PCS).

## II – CONTEXTE

Au travers de son Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) qui a été approuvé par le Département le 23 juin 2016, le SDIS constitue un service de proximité majeur en matière de sécurité des personnes et des biens, sur tout le territoire du Doubs.

La révision du SDACR est en cours, ceci afin de tenir compte de l'évolution des risques dans le Doubs (changement climatique, environnement technologique, risque sanitaire, …) et devrait aboutir en 2023.

A ce titre, le SDACR contribue à la déclinaison opérationnelle du Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP) qui a été élaboré conjointement par le Département et l'Etat, et qui a été adopté fin décembre 2017 pour la période 2018-2023.

En effet, étant chargé de l'analyse des risques et de la mise en place des moyens de secours, le SDIS organise l'activité de l'ensemble des centres de sapeurs-pompiers du département. Son centre opérationnel (CODIS) veille 24h/24 et coordonne les différentes interventions.

Le SDIS du Doubs compte 3 000 sapeurs-pompiers (400 sapeurs-pompiers professionnels et 2 600 sapeurs-pompiers volontaires) auxquels se rajoutent 102 personnels administratifs et techniques. Il est équipé d'une flotte de 620 engins divers.

En termes de maillage territorial, il dispose de 71 centres d'incendie et de secours.

Les SDIS sont confrontés, depuis plusieurs années, à une progression de leur activité. Ainsi, le nombre d'interventions du SDIS du Doubs a globalement progressé de 21 % depuis 2012, compte tenu des éléments suivants :

- une demande sociétale de plus en plus forte et diverse,
- la carence de la permanence des soins médicaux, tant en zone rurale qu'urbaine,
- l'engorgement des transporteurs sanitaires privés et leur moindre disponibilité, en raison notamment de la planification inadaptée des sorties de patients de la part des centres hospitaliers,

- la réorganisation du secteur hospitalier (regroupement de plateaux techniques, fermeture des services d'accueil des urgences,…).

De ce fait, en cas d'aléas, les sapeurs-pompiers deviennent la variable d'ajustement.

Cela a pour conséquences :
- une forte augmentation des distances parcourues par les véhicules du SDIS, entraînant :
- un épuisement moral et physique des équipes,
- une augmentation des frais de carburant,
- une sur-mobilisation de moyens techniques, qui peuvent faire défaut en cas de survenue d'une urgence à traiter.

Pour autant, en 2021, le SDIS a su faire face et a assuré plus de 38 000 interventions, soit près de 105 interventions par jour.

Le secours aux personnes (31 148 victimes secourues) a représenté 82 % des interventions du SDIS, les autres motifs d'intervention se répartissant comme suit : 7 % pour la lutte contre les incendies, 5 % pour les accidents sur la voie publique, et 6 % pour diverses opérations (risques technologiques, pollutions, intempéries exceptionnelles, …).

## III – CONVENTION DE PARTENARIAT 2022-2024

Formalisé pour la première fois en 2019, le partenariat entre le SDIS et le Département a permis de :
- maitriser l'évolution des contributions départementales au fonctionnement du SDIS à hauteur de +1,2% /an,
- soutenir les investissements du SDIS à hauteur de 3,2 M€ de 2019 à 2021, facilitant ainsi la réalisation de centres de secours, d'une part, ainsi que l'achat de véhicules et d'équipements pour les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels, d'autre part,
- initier des échanges par métiers (acheteurs, gestionnaires financiers, experts techniques, …) entre les services du Département et du SDIS, et de faire émerger des pistes de coopérations et de mutualisations.

Longuement arrêtés du fait des conséquences de l'épidémie de Covid-19, ces échanges se sont notamment traduits par l'engagement de partenariats dans les domaines suivants :
- la promotion et la facilitation du volontariat auprès des agents du Département,
- le partage de données sur la connaissance des territoires et l'accidentologie routière,
- le référencement des fournisseurs et prestataires en matière d'achat public, notamment en ce qui concerne les véhicules,
- la gestion des astreintes routières départementales par le SDIS.

Dans le prolongement du partenariat ainsi établi avec le SDIS durant les 3 dernières années, il est proposé d'établir une nouvelle convention de partenariat triennale (2022-2024) qui reposera sur les modalités suivantes :

- **S'agissant de la contribution financière du Département au budget de fonctionnement du SDIS**

  Le Département s'engage à verser au SDIS une contribution annuelle dont le montant sera voté chaque année au Budget primitif.

Pour 2022, cette contribution obligatoire du Département s'élève à 27 187 172 €, soit près de 55 % du budget de fonctionnement du SDIS.

Pour les années 2023 et 2024, le montant de la contribution départementale sera arrêté sur la base des rapports sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du SDIS.

- **S'agissant de la contribution financière du Département au budget d'investissement du SDIS**

  La participation du Département au budget d'investissement permettra au SDIS de limiter le recours à l'emprunt et ainsi limiter la hausse de son endettement.

  A cet effet, le Département s'engage à accorder une subvention de 550 000 € au SDIS pour l'année 2022.

  Pour les années 2023 et 2024, le montant de la subvention du Département sera arrêté sur la base des investissements prévus pour chacune de ces années et conformément au cadre des AP du SDIS.

- **S'agissant des pistes de coopérations et de mutualisations de moyens entre le Département et le SDIS**

  Dans la poursuite de la dynamique initiée durant les 3 dernières années (2019-2021), 4 domaines prioritaires ont été identifiés pour la période 2022-2024 :
  - l'échange de données territorialisées, ceci afin d'enrichir l'analyse des situations et l'amélioration des actions des parties dans leurs domaines d'activités,
  - la mutualisation des expertises dans les domaines administratifs, juridiques et financiers, de manière à disposer des avis les plus éclairés pour réaliser les missions des parties,
  - la coordination et la prise en charge de la grande détresse sociale à partir de la détection par le SDIS de situations préoccupantes,
  - le recours à des procédures d'achats publics en commun à chaque fois que cela s'avèrera pertinent et avantageux pour les parties.

Du point de vue pratique, l'animation de cette convention sera assurée par un Comité de suivi qui se réunira une fois par an, au mois de septembre, afin de faire un point sur l'état d'avancement des réalisations et des réflexions sur les coopérations et mutualisations.

Vous trouverez, en annexe au présent rapport, la convention qu'il est ainsi proposé d'établir avec le SDIS pour la période 2022-2024.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile, dans sa version consolidée du 1er mai 2012 ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, dans sa version modifiée du 2 mars 2017 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;

Vu la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021, dite loi MATRAS, visant à consolider le modèle français de sécurité civile, et à valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'article L 1424-35 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport **n° 304** présenté sous le timbre **: DGS / DDET** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve, telle qu'elle figure en annexe du rapport, la convention de partenariat à intervenir avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Doubs pour la période 2022-2024.
Cette convention a notamment pour objet de définir les modalités financières du partenariat avec le SDIS, tant en fonctionnement qu'en investissement, et identifie des thèmes et des pistes de coopérations et de mutualisations entre les deux parties.

Autorise Mme la Présidente du Département à signer, au nom de la Collectivité, ladite convention.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# ANNEXE AU RAPPORT

1 - Convention de partenariat 2022-2024 avec le SDIS du Doubs

# CONVENTION DE PARTENARIAT
# ENTRE LE DEPARTEMENT DU DOUBS ET LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) DU DOUBS POUR LA PERIODE 2022-2024

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Doubs, représenté par sa Présidente, Madame Christine BOUQUIN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil départemental du 15 juillet 2021, ayant son siège à 7 avenue de la Gare d'Eau, 25031 BESANÇON Cedex, et désigné par « le Département »,

d'une part,

et

Le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Doubs, représenté par Monsieur Michel VIENET, 1er Vice-président du Conseil d'administration (CA) du SDIS, agissant en cette qualité en vertu de la délibération n°23 du 21 septembre 2021 relative à l'élection des membres du bureau du CASDIS, et l'arrêté n°2021/0898 du 24 septembre 2021 portant délégation de fonction et de signature aux vice-présidents du CASDIS, ayant son siège au 10 chemin de la clairière, 25000 BESANÇON, et désigné par « le SDIS »,

d'autre part.

Pour les besoins de la présente convention, le Département du Doubs et le SDIS pourront être dénommés collectivement les « parties » ou individuellement la « partie », selon le cas.

**VU :**

- la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile, dans sa version consolidée du 1er mai 2012,
- la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, dans sa version modifiée du 2 mars 2017,
- la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe),
- la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021, dite loi Matras, visant à consolider le modèle français de sécurité civile et à valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers professionnels,
- l'article L 1424-35 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
- la délibération du Conseil départemental en date du 23 mars 2016 portant approbation du projet stratégique départemental intitulé « C@P25 » (Construire, aménager, préserver notre département), fixant notamment le cadre de la politique départementale pour la période 2016-2025,

- le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) approuvé par le Département le 23 juin 2016 et arrêté par M. le Préfet du Doubs le 11 juillet 2016,
- le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP) du Doubs, approuvé par le Département le 7 décembre 2017 et arrêté par M. le Préfet du Doubs le 20 décembre 2017,
- l'instruction du Ministère de l'Intérieur en date du 10 décembre 2019 relative à la mise en place des pactes capacitaires impliquant les collectivités locales et les services d'incendie et de secours,
- la délibération du Conseil d'administration du SDIS du Doubs, en date du 14 décembre 2018, relative aux orientations budgétaires pour la période 2019-2023,
- les délibérations du Conseil d'administration du SDIS du Doubs, en date du 8 février 2022, relatives aux Autorisations de programme (AP)/Crédits de paiements (CP) pour l'acquisition de véhicules et assimilés, le plan immobilier, la modernisation du parc des défibrillateurs semi-automatiques (DSA),
- la délibération du Conseil d'administration du SDIS du Doubs, en date du 8 février 2022, relative au vote du budget primitif 2022,
- la délibération du Conseil départemental du 27 juin 2022 portant approbation de la présente convention de partenariat à intervenir entre le Département et le SDIS du Doubs pour la période 2022-2024,
- la délibération du Conseil d'Administration (CA) du SDIS du Doubs, en date du …… 2022, autorisant le 1er Vice-président à signer, au nom de cette structure, la convention pluriannuelle à intervenir avec le Département pour la période 2022-2024.

**CONSIDERANT QUE :**

Le SDIS du Doubs est un acteur majeur des solidarités humaines et territoriales dans le Doubs. En effet, son maillage territorial fin et son implication locale, notamment au travers des sapeurs-pompiers volontaires, sont des atouts précieux pour faire face à l'important accroissement des interventions en faveur de la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement telles que définies au sein de l'article L 1424-2 alinéa 3 du CGCT.

Le projet stratégique départemental C@P25 porte l'objectif de développer des relations plus étroites entre le Département et le SDIS, en favorisant une approche pragmatique et qui ne soit pas exclusivement financière.

Cette démarche conjointe a vocation à renforcer la complémentarité et la cohérence des politiques publiques, en vue d'assurer un service efficient sur tout le territoire du Doubs, dans le respect des priorités départementales, y compris en termes de développement durable, d'égalité femmes-hommes, et d'inclusion sociale des personnes en situation de handicap.

A cet égard, par sa couverture territoriale et la diversité des missions qu'il exerce à destination des habitants du Doubs, le service d'incendie et de secours participe à la déclinaison opérationnelle de la politique du Département en matière de solidarités et de cohésion territoriale qui prend notamment appui sur le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP).

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans son article L 1424-35, stipule que la contribution du Département au budget du SDIS constitue une dépense obligatoire dont le montant est fixé, chaque année, par une délibération du Département.

De plus, cet article dispose que les relations entre le Département et le SDIS, et notamment la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle.

Adopté en 2016, le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) fixe les objectifs opérationnels du SDIS en matière de protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement, telles que définies à l'article L 1424-2, alinéa 3, du CGCT.

Ceci étant, dans un contexte d'évolution et de complexification des risques en matière de sécurité civile (risques naturels renforcés par le changement climatique, vulnérabilité de la société face aux développements technologiques, consumérisme croissant de la population en service public et particulièrement en matière de secours, carence de l'organisation de la santé publique…), le Ministère de l'Intérieur a instauré, par une instruction en date du 10 décembre 2019, la mise en place de pactes capacitaires destinés à offrir aux services d'incendie et de secours, en termes de moyens d'intervention, une visibilité pluriannuelle sur les investissements et les budgets au regard des enjeux capacitaires de ces services, dans une logique de coopérations et de mutualisations de moyens spécialisés pouvant être sources d'économie.

Le SDACR fera donc l'objet d'une révision en 2022, de manière à s'adapter aux risques propres au territoire du Doubs, ainsi qu'à ceux des territoires voisins dans le cadre des pactes capacitaires, en ayant soin d'appréhender au mieux et de veiller à l'adéquation des moyens qui permettront au SDIS de faire face à ces risques.

Par ailleurs, afin d'assurer au mieux ses missions, de garantir la qualité du service délivré, et de répondre aux objectifs opérationnels du SDACR, le SDIS se doit de disposer d'une visibilité pluriannuelle sur le niveau de la participation financière de ses membres, notamment du Département, tant en matière de dépenses de fonctionnement que d'investissement, sachant que le SDIS constitue un acteur territorial de proximité pour la mise en œuvre des politiques publiques.

En effet, le SDIS est confronté, depuis ces dernières années, à une progression de son activité. Le secours aux personnes représente aujourd'hui près de 80 % de ses interventions (contre moins de 30 % en 1990). En témoigne la hausse continue du nombre d'interventions réalisées par le SDIS pour carences du secteur ambulancier (5 300 interventions en 2021).

Les principales causes de cette évolution sont :

- une demande sociétale de plus en plus forte et diverse,
- la carence de la permanence des soins médicaux, tant en zone rurale qu'urbaine,
- l'engorgement des transporteurs sanitaires privés et leur moindre disponibilité,
- la réorganisation du secteur hospitalier (ex : fermeture d'urgences).

Cette situation n'est pas sans conséquences sur les dépenses d'investissements réalisées par le SDIS qui est obligé, pour répondre aux sollicitations croissantes, d'acquérir davantage de Véhicules de Secours et d'Assistance à Victimes (VSAV) à 90 k€ l'unité, et de prévoir plus de surfaces dédiées au remisage de véhicules de Secours d'Urgence Aux Personnes (SUAP).

Une présentation détaillée des contraintes et des enjeux stratégiques auxquels est confronté le SDIS est jointe en *annexe n°1* de la présente convention.

Soucieux de maintenir un haut niveau de sécurité pour les personnes et les biens sur son territoire, le Département accompagnera financièrement le SDIS, sur la période 2022-2024, pour lui permettre de faire face à la très forte hausse de son activité opérationnelle, d'une part, et aux investissements en équipements, matériels, batimentaires ou règlementaires (Système NexSIS, Réseau radio du futur, réforme de l'habillement, ainsi que les évolutions normatives permanentes, …), d'autre part.

Il est à noter que le SDIS doit également financer des réformes statutaires qui viennent régulièrement grever ses dépenses de fonctionnement.

Chaque année, le niveau de la participation du Département sera déterminé de manière à permettre au SDIS de répondre au besoin de secours des territoires du Doubs, en tenant compte des éléments conjoncturels économique tels que l'inflation, l'augmentation du prix de l'énergie et des coûts de construction.

De plus, afin de limiter le recours à l'emprunt par le SDIS pour ses investissements, le Département apportera un soutien financier au SDIS dans la réalisation de ses projets d'investissement sur la période 2022-2024. A cet égard, les Autorisations de programme (AP) votées par le SDIS pour la période 2022-2024 figurent en *annexe n°2* de la présente convention.

Etablie pour une nouvelle période de 3 ans (2022-2024), la présente convention fait suite au partenariat qui avait été mis en place pour la période 2019-2021 et s'inscrit dans le prolongement de la dynamique ayant été insufflée. En effet, bien que la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 ait généré une forte surcharge de l'activité opérationnelle du SDIS et n'ait pas permis de mettre en œuvre la totalité des sujets de collaboration qui avaient été envisagés initialement, la formalisation de cette première convention de partenariat aura véritablement posé les bases et créé les conditions d'un travail concerté entre les services du Département et du SDIS, à savoir :

- partager des données facilitant les activités des parties : accidentologie, connaissance du bloc communal, …,
- mieux connaitre leurs moyens respectifs (matériels, outils, compétences, …) et leurs modalités d'interventions,
- faciliter le cumul du statut d'agent départemental et de sapeur-pompier volontaire,
- identifier les thématiques de mutualisations de formations, de moyens et d'achats en commun.

C'est dans ce contexte que le Département et le SDIS ont décidé d'établir la présente convention de partenariat. Celle-ci est établie dans le respect du SDIS, de sa liberté d'initiative, de son autonomie et du rôle qu'entendent y assumer les membres qui le composent.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre du partenariat entre le Département et le SDIS, dans un objectif de développement et de coordination des politiques publiques, d'efficacité du service public, d'optimisation et de rationalisation des moyens, ainsi que de partage d'informations et de dialogue de gestion, ceci dans le respect du savoir-faire et des compétences de chacune des parties.

Elle fixe les modalités de détermination et de versement de la participation financière du Département au budget du SDIS pour les exercices 2022, 2023 et 2024 afin, d'une part, que ce dernier continue d'assurer ses missions de secours avec efficacité, équité, innovation et maîtrise des coûts et, d'autre part, qu'il développe les programmes indispensables à la mise en œuvre de la politique publique de secours et de promotion de la sécurité civile dans le département du Doubs.

Elle précise également les modalités d'information, de concertation et d'échanges entre les deux parties, destinées à donner au Département l'état des prévisions budgétaires du SDIS dans un cadre pluriannuel.

Par ailleurs, elle identifie des pistes de coopérations et de mutualisation de moyens susceptibles d'être mises en œuvre par les deux parties.

## ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, couvrant la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024.

## ARTICLE 3 : PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT

Dans le prolongement du partenariat établi pour la période 2019-2021, le Département et le SDIS conviennent d'établir et de mettre en œuvre le partenariat, objet de la présente convention, sur la base des principes suivants :

- développer une stratégie d'offre de services de qualité à la population, y compris dans les territoires les plus ruraux, conformément aux principes posés par le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public du Doubs (SDAASP) et par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR),
- favoriser la concertation par l'organisation d'échanges réguliers et directs entre leurs services respectifs, selon leurs métiers et leurs domaines de compétences, ceci dans le strict respect de l'autonomie, juridique et financière des deux parties,
- s'engager dans une stratégie financière commune de maîtrise des coûts, dans le but de ne pas dépasser le seuil maximal d'endettement de dix ans, sur la base d'un montant en investissement de l'ordre de 8 à 9 M€ par an.

## ARTICLE 4 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT AU BUDGET DU SDIS

La participation financière annuelle du Département au budget du SDIS prend la forme d'une contribution obligatoire qui est versée en section de fonctionnement.

Ce financement est complété par le versement d'une subvention en section d'investissement destinée à financer des dépenses d'équipements indispensables au bon fonctionnement du SDIS : opérations immobilières, achat de matériel roulant ou informatique, achat de matériel d'incendie et de secours.

La contribution en fonctionnement

L'article L 1424-35 du CGCT dispose que la contribution du Département au budget du SDIS est fixée, chaque année, par une délibération du Département, au vu du rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du SDIS au cours de l'année à venir, adopté par le Conseil d'administration de celui-ci.
Ce rapport est établi par le SDIS au cours du troisième trimestre de l'année N-1.

Sur cette base, le Département a décidé, lors du vote de son Budget primitif (BP) pour l'année 2022, d'inscrire un montant de 27 187 172 € au titre de la contribution obligatoire au fonctionnement du SDIS. Celle-ci sera versée en 12 fois par appel de fonds, via le portail Chorus, émis par le SDIS auprès du Département.

Pour mémoire, à l'occasion du vote du Budget primitif (BP) 2022, les contributions du Département et du bloc communal se sont établies à +1,9 %, ce qui correspond à l'indice des prix à la consommation du mois d'aout 2021.

Pour les années 2023 et 2024, le montant de la contribution départementale sera arrêté sur la base des rapports sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du SDIS. La fixation du montant de cette contribution donnera lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention, selon les modalités prévues dans l'article 8.

L'article L 1424-35 du CGCT stipule également que la contribution du Département est susceptible de progresser au-delà de l'indice des prix à la consommation (IPC), contrairement aux participations des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

A cet égard, le CA du SDIS peut prendre en compte, dans le calcul de la contribution du bloc communal :

- la présence dans leur effectif d'agents publics, titulaires ou non titulaires, ayant la qualité de sapeur-pompier volontaire, et la disponibilité qui leur est accordée pendant le temps de travail ou les mesures sociales prises en faveur du volontariat,
- la situation des communes et des EPCI situés dans les zones rurales ou comptant moins de 5 000 habitants.

Le Département s'engage à étudier avec le SDIS la prise en compte des minorations des contributions accordées par le CA du SDIS aux communes et EPCI évoquées ci-dessus, afin de valoriser et de susciter le volontariat.

Le financement des investissements du SDIS

Le versement par le Département d'une subvention en section d'investissement du budget du SDIS répond à un double objectif :

- maintenir le soutien financier global apporté au SDIS par le Département, tout en permettant à ce dernier de mieux maîtriser l'évolution de ses dépenses de fonctionnement,
- donner l'opportunité au SDIS de moins solliciter l'emprunt et, ainsi, d'améliorer à terme sa capacité de désendettement afin que cette dernière ne dépasse pas le seuil d'alerte des 10 ans.

Etablissement public spécialisé disposant de l'autonomie financière, le SDIS réalise ses investissements en fonction des seules décisions prises par son Conseil d'administration.
Afin d'établir un lien direct entre le financement octroyé par le Département et la (ou les) immobilisation(s) acquise(s) ou créée(s) chaque année par le SDIS bénéficiaire, il est convenu que la subvention d'équipement du Département financera, les investissements spécifiques suivants :

- les travaux batimentaires nécessaires au maintien de la couverture opérationnelle du SDIS,
- l'acquisition de véhicules, matériels et équipements d'incendie et de secours indispensables à la pérennité de l'activité opérationnelle du SDIS sur l'ensemble du territoire départemental,
- l'acquisition d'outils informatiques et de communication nécessaires au maintien de la couverture opérationnelle, l'alerte des personnels, ou au fonctionnement administratif, technique et financier du SDIS.

Dans cette perspective, en parallèle du rapport établi par le SDIS au cours du troisième trimestre de l'année N-1 destiné à établir le montant de la contribution du Département au fonctionnement du SDIS pour l'année N, le SDIS actualisera et transmettra l'*annexe 2* qui récapitule les AP/CP et les investissements prévus pour l'année N et leur montant prévisionnel.

Sur cette base, le Département s'engage à verser la somme de **550 000 €** pour l'année 2022.

Pour les années 2023 et 2024, le montant de la subvention du Département sera arrêté sur la base des investissements prévus pour chacune de ces années et conformément au cadre des AP du SDIS. La fixation du montant de chacune de ces subventions donnera lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention, selon les modalités prévues dans l'article 8.

Chaque année, la subvention sera versée par un versement unique, sur la base des documents programmatiques financiers relatifs aux investissements qui seront fournis par le SDIS, afin d'établir le lien entre les financements octroyés par le Département et les investissements en question.

## ARTICLE 5 : PISTES DE COOPERATIONS ET DE MUTUALISATION DE MOYENS

Dans le respect de leurs compétences propres, le SDIS et le Département s'engagent dans une démarche de recherche continue de coopérations et de mutualisations de moyens dans les domaines où un rapprochement concourant à une gestion optimale des deniers publics et à une efficacité accrue du service au public. Ces mutualisations feront l'objet d'une valorisation appropriée de la part des deux parties.

Sur la période 2019-2021, le SDIS et le Département avaient :

- initié des rencontres par types de métiers de manière à identifier les points communs et les synergies potentielles pour des coopérations, des mutualisations et des achats communs, notamment en matière de gestion des véhicules, de leur entretien et de leurs consommables,
- identifié des thèmes d'actions conjointes et coordonnées en direction du bloc communal de manière à renforcer la sécurité des personnes et des biens, telles que la défense contre l'incendie des habitations et des bâtiments publics ou la sécurisation des activités de pleine nature,

- facilité la mise en place de passerelles entre les services des parties, notamment afin de faciliter l'engagement d'agents départementaux comme sapeur-pompier volontaire.

Dans la poursuite de cette dynamique, 4 domaines prioritaires ont été identifiés pour la période 2022-2024 :

- l'échange de données territorialisées, ceci afin d'enrichir l'analyse des situations et l'amélioration des actions des parties dans leurs domaines d'activités,
- la mutualisation des expertises dans les domaines administratifs, juridiques et financiers, de manière à disposer des avis les plus éclairés pour réaliser les missions des parties,
- coordination et prise en charge de la grande détresse sociale à partir de la détection par le SDIS de situations préoccupantes,
- le recours à des procédures d'achats publics en commun à chaque fois que cela s'avèrera pertinent et avantageux pour les parties.

Plus globalement, les pistes de coopérations et de mutualisation sont listées dans *l'annexe n°4* de la présente convention. Celle-ci sera mise à jour et enrichie de nouveaux éléments à l'occasion des avenants tels qu'ils sont prévus dans l'article 8 de la convention.

## ARTICLE 6 : SUIVI DU PARTENARIAT

La mise en œuvre du partenariat unissant le SDIS et le Département se fera par le biais de réunion de travail régulière associant les Directions et services concernés, tant au niveau financier que des coopérations et des mutualisations.

Le suivi de la mise en œuvre de la présente convention de partenariat sera assuré par un comité composé :

- du Directeur général des services (DGS), du Directeur du développement et de l'équilibre des territoires (DDET), et de la Directrice des finances et de l'achat (DFA) du Département
- du Directeur départemental, du Directeur départemental-adjoint et du Chef de groupement administration et finances du SDIS.

Ce comité se réunira au moins une fois par an, au mois de septembre, dans la perspective de la préparation du Budget primitif du Département pour l'année N+1 et de la préparation, par le SDIS, de son rapport sur l'évolution prévisible de ses ressources et de ses charges pour l'année à venir, y compris les investissements prévus pour l'année N+1 et ceux réalisés durant l'année N.

Il examinera, notamment, l'état d'avancement des pistes de coopérations et de mutualisation mentionnées à l'article 5 de la présente convention, de manière à en apprécier les effets, à procéder aux ajustements éventuellement nécessaires, et à identifier, si besoin, des pistes d'actions supplémentaires.

Par ailleurs, le suivi de la mise en œuvre de la présente convention sur les thèmes indiqués précédemment dans la convention sera réalisé par des réunions de travail régulières associant la Direction du développement et de l'équilibre du territoire et les représentants des services du SDIS.

Ces réunions de travail impliqueront essentiellement les services des partenaires qui devront engager (ou poursuivre), quand cela sera souhaitable et possible, un dialogue continu.

Elles auront lieu tout au long de l'année et donneront lieu à des compte-rendus qui seront partagés et diffusés aux Directions générales des parties.

## ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'EMPLOI DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Le SDIS s'engage à ce que la participation financière du Département soit intégralement affectée à la mise en œuvre des actions mentionnées à l'article 4 de la présente convention.

Le Département peut s'assurer, à tout moment, du respect des engagements du SDIS et de la conformité de l'emploi de la participation financière départementale allouée. Pour ce faire, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle sur pièces et sur place.

## ARTICLE 8 : MODIFICATIONS

La présente convention pourra être modifiée par la volonté expresse et concordante des parties, formalisée dans le cadre d'un avenant écrit signé par le représentant habilité de chacune des parties, et adopté dans les mêmes conditions.

Ces avenants préciseront les éléments modifiés ou ajoutés à la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause l'objet et l'économie générale de la présente convention.

Il est rappelé que tout avenant forme un ensemble contractuel unique et indissociable avec la convention qu'il modifie et qu'il est soumis aux dispositions qui la régissent.

## ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des deux parties, par lettre recommandée avec avis de réception, en respectant un préavis de six mois.

Cette résiliation ne pourra donner lieu à indemnisation.

La résiliation de la présente convention ne met fin au contrat que pour l'avenir de sorte qu'elle n'a pas pour effet d'anéantir rétroactivement les actions réalisées en cours de contrat, ni d'affecter les droits et engagements contractuels de l'une ou l'autre partie consentis ou exercés avant la date de résiliation concernée.

## ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFEREND S

Pour tout différend qui s'élèverait à l'occasion de la validité, l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de privilégier la voie amiable préalablement à tout recours juridique.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Besançon.

Fait en deux exemplaires originaux,
A Besançon, le ……...

| | |
|---|---|
| *Le 1er Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs,* | *La Présidente du Département du Doubs,* |
| *Michel VIENET* | *Christine BOUQUIN* |

# LISTE DES ANNEXES :


- **Annexe n°1 : Contraintes et enjeux stratégiques pour le SDIS**

- **Annexe n°2 : Récapitulatif des AP/CP votées par le SDIS sur la période 2022-2024**

- **Annexe n°3 : Pistes de coopérations et de mutualisation entre les partenaires**

# Annexe 1 : Contraintes et enjeux stratégiques pour le SDIS

## Le constat d'une sollicitation opérationnelle de plus en plus forte dans un contexte de tensions extrêmes sur les finances publiques

Le SDIS du Doubs est aujourd'hui confronté à un contexte national et local difficile, alors même qu'il est un acteur local de 1er plan en matière de dynamisation des territoires. Il est parvenu jusqu'à présent à maintenir la qualité de sa réponse opérationnelle au service des citoyens au prix d'une optimisation permanente de ses moyens même si cette démarche atteint aujourd'hui ses limites.

Une convention de partenariat entre le SDIS, établissement public autonome commun aux collectivités territoriales doubiennes, et son principal contributeur, le Département, est de nature à permettre à l'établissement public d'être en capacité de faire face aux multiples défis auxquels il est d'ores et déjà confronté.

**Une augmentation constante de l'activité de cœur de métier**

Le SDIS est soumis à une activité opérationnelle toujours plus importante.

Le secours aux personnes représente le principal vecteur de cette augmentation, même si les autres missions opérationnelles du SDIS sont également en hausse. Le nombre d'interventions réalisées par le SDIS a augmenté globalement de 32 % en seulement 5 ans (+ 8,3 % sur la seule année 2018 avec 40 539 interventions). L'année 2021 a permis de constater que cette tendance de forte sollicitation opérationnelle ne s'est pas démentie avec 38170 interventions réalisées et ce, en pleine crise sanitaire.

Il est à noter qu'en complément de ses missions opérationnelles propres, le SDIS supporte certaines missions ne relevant pourtant pas de sa compétence. Les interventions réalisées en cas d'indisponibilité de transporteurs sanitaires privés en sont un exemple. Elles sont également en forte augmentation : + 270 % en 10 ans (de 1304 carences en 2009 à 4829 au 1/12/2018). Loin de démentir cette évolution, l'année 2021 a constitué un record en termes de nombre de carences réalisées par le SDIS (5300).

D'autre part, la création du centre hospitalier Nord Franche-Comté a par exemple généré pour le SDIS et son parc de véhicules de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) une augmentation de 270 000 kms parcourus avec tous les coûts qui y sont liés (carburant, maintenance, usure, assurances etc…).

Cette situation est révélatrice de l'unilatéralité des politiques de santé mises en œuvre au sein des territoires qui ne font jamais l'objet d'études d'impact sur les autres politiques publiques et qui se cumulent avec un désengagement grandissant des services publics entrainant par voie de conséquence une plus forte sollicitation opérationnelle du SDIS. En effet, les parcours de soins des patients génèrent des transports de victimes sur des distances plus longues. Cette situation impactante pour le SDIS résulte également de la démographie médicale en forte baisse dans les territoires ruraux. Il convient d'ajouter à cela la reconnaissance très relative par les responsables de SAMU des compétences des médecins et infirmiers protocolés du Service de Santé et de Secours Médical (SSSM) des SDIS.

A cette progression de l'activité opérationnelle s'ajoute la forte sollicitation d'autres services du SDIS, à l'image du service prévision par exemple, en raison des transferts de compétences en matière d'urbanisme qui ont eu pour effet de le positionner comme partenaire privilégié des services instructeurs des communes et EPCI parfois inexpérimentés ou insuffisamment expérimentés.

En parallèle, les évolutions réglementaires récentes en matière de défense extérieure contre l'incendie (DECI) ont fortement accru les demandes d'appui formulées par les maires et certains EPCI afin de les accompagner dans l'élaboration de leurs arrêtés et schémas communaux de DECI (Réunions plénières pédagogiques, rendez-vous particuliers, déplacements sur le terrain, réunions avec les gestionnaires de réseaux, conseils téléphoniques…).

Le SDIS doit ainsi faire face à une évolution consumériste de demandes de prestations en constante progression de la part des citoyens et des autres services publics.

**Le SDIS, un acteur territorial de premier plan au cœur des politiques publiques**

Le niveau de sollicitation du SDIS décrit ci-avant s'explique par les évolutions sociétales (individualisme, consumérisme, vieillissement de la population, désengagement de l'Etat, etc…), mais également par la place particulière occupée par ce service public de proximité.

Le SDIS, avec l'ensemble de ses 71 centres d'incendie et de secours, dispose en effet d'un maillage territorial serré contribuant directement à l'aménagement du territoire et au maintien essentiel du lien social en milieu rural. Ainsi, à chaque instant et en tout point du territoire, entre 375 et 450 sapeurs-pompiers peuvent être projetés sur le terrain en moins de 10 minutes.

Les sapeurs-pompiers entretiennent avec les communes des liens historiques qui se sont développés bien avant la mise en place de la départementalisation des services d'incendie et de secours à la fin des années 90. La montée en puissance des intercommunalités dans le paysage territorial va engendrer de nouveaux partenariats avec le SDIS. Ce dernier doit se faire connaître d'avantage auprès de ces structures afin d'être en mesure de jouer pleinement son rôle au niveau de la réflexion et de la mise en œuvre des politiques publiques locales structurantes (aménagement du territoire, développement économique, politique de la ville, action sociale…) aux côtés des autres acteurs que sont notamment le Département et l'Etat.

L'activité opérationnelle du SDIS constitue un puissant vecteur de lien social, la vie d'un centre d'incendie et de secours permettant d'enraciner une population locale notamment au sein de l'hyper ruralité où le SDIS apparaît de plus en plus comme le seul service public encore présent physiquement et opérationnel 365 jours sur 365.

De ce point de vue, le SDIS se retrouve ainsi au cœur des problématiques sociétales (détresse sociale, isolement…) et d'enjeux qui vont bien au-delà de ses missions réglementaires. Il est ainsi une fenêtre ouverte sur les territoires susceptible d'apporter des informations et des éléments de réflexion aux autres acteurs publics tels que le Département en l'accompagnant dans la mise en œuvre des politiques sociales.

A une époque où le « vivre ensemble » est questionné dans ses fondements même, le SDIS est un puissant creuset social où se retrouvent toutes les catégories socio-professionnelles et véhicule de fortes valeurs de cohésion sociale constituant un rempart contre l'exclusion.

Le puissant et solidaire réseau fédéral des sapeurs-pompiers contribue également au « vivre ensemble » dans les territoires, les amicales de centre d'incendie et de secours ayant souvent un rôle de liant social (présence aux cérémonies patriotiques, organisation d'animations locales telles que kermesses, loto, soirées, repas, brocantes, etc…).

Le SDIS est par ailleurs un acteur économique majeur. Il est en effet l'un des principaux gestionnaires du département avec plus de 3000 personnels tous statuts confondus. Il investit fortement chaque année au sein des territoires, notamment au travers de ses opérations immobilières de créations et de restructurations des centres de secours (les investissements immobiliers représentant en moyenne 3 M€ par an sur l'ensemble du département). De façon plus générale, le SDIS en tant qu'acheteur public contribue à faire vivre l'économie locale, départementale et régionale.

Par ailleurs, le SDIS participe pleinement à l'amélioration de la résilience de la société civile qui est devenue un sujet majeur décliné dans l'ensemble des politiques publiques. Le SDIS a mené une étude sur le sujet portant sur 578 interventions marquantes entre 2015 et 2017 ; il ressort de l'analyse que l'action des sapeurs-pompiers du Doubs, en plus des vies humaines sauvées et de la protection de l'environnement, a permis de préserver plus de 234 000 m2 de surface (habitations, granges, entreprises, bâtiments publics…) dont la valeur a été estimée à hauteur de 215 millions d'€ sur la période étudiée. Le SDIS, en tant qu'institution publique, a ainsi généré par son activité un gain économique significatif en faveur de la société.

Dans le même ordre d'idée, le SDIS contribue également à l'information et l'éducation de la population grâce aux actions initiées dans les domaines de la prévention des risques et de l'initiation aux gestes qui sauvent.

Ces stratégies doivent être davantage croisées avec celles du Département dans un souci de fertilisation réciproque. En effet, la réflexion du Conseil Départemental sur le suivi de la gestion des bassins de vie a une incidence globale sur l'offre de service territorialisée à la population, et peut de ce fait avoir un impact sur la stratégie opérationnelle du SDIS. Il y a donc un réel intérêt pour le SDIS de comprendre dans quelle démarche globale d'aménagement et de structuration des territoires il est susceptible de s'intégrer.

**Le nécessaire maintien de la qualité des secours malgré une augmentation significative du nombre d'interventions**

Le SDIS cherche constamment à optimiser sa réponse opérationnelle, et ainsi permettre de maintenir la qualité du service rendu à la population.

Ainsi, le SDIS s'efforce de maintenir ses objectifs de couverture opérationnelle définis par le SDACR en ajustant l'ensemble de ses politiques : humaine, technique, bâtimentaire, financière, territoriale, formation.

**Les limites capacitaires du SDIS**

Si le SDIS a su répondre aux évolutions de la société en garantissant dans la durée la qualité du service rendu à la population, il fait aujourd'hui face à une activité opérationnelle à la limite de ses capacités. Il s'est engagé depuis 2018 dans une politique très volontariste tendant à un recentrage de ses missions sur son cœur de métier exclusif.

Pour permettre de maintenir cette qualité au service des populations, le SDIS doit innover et renforcer ses partenariats, notamment avec le Département, avec lequel il partage la dimension sociale et territoriale.

Les fortes craintes qui pèsent sur l'avenir du volontariat dans les SDIS (individualisme sociétal, usure des SPV par une trop forte sollicitation opérationnelle, assimilation des SPV à des travailleurs par l'Union Européenne leur imposant de très fortes contraintes en matière de limitation du « temps de travail », etc…) constituent également un vrai sujet de préoccupation.

Annexe n° 2

**RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS**
**DU SDIS DE 2022 A 2024**

| Catégories de dépenses d'INV inscrites en AP/CP | Nature des opérations inscrites en AP pour 2022 | Montants CP inscrits au BP 22 | Montants CP inscrits en 2023 | Montants CP inscrits en 2024 |
|---|---|---|---|---|
| I. Opérations immobilières | | | | |
| | . CSP Besançon Centre : opération livrée<br>. CS à Moncey : opération livrée<br>. Transfert de l'Etat Major du Groupement EST au CSP Montbéliard : études en cours<br>. CPI Les 2 lacs (fusion de 2 anciens centres) : opération livrée<br>. CS à Mouthe : opération livrée<br>. Construction d'un CIS à Saint Hippolyte : études techniques en cours<br>. CS Pierrefontaine les Varans : opération livrée<br>. CPIR de Val d'Usiers : démarrage phase travaux<br>. Boussières : phase travaux<br>. Damprichard : phase travaux<br>. Hérimoncourt : phase travaux<br>. Lavans Vuillafans : conventionnement en cours<br>. Blamont : opération programmée<br>. Gilley : opération programmée<br>. Frasne : conventionnement en cours<br>. Chapelle des Bois : études en cours | | | |
| | **S/Total :** | **2 835 150 €** | **2 138 255 €** | **3 133 500 €** |
| II. Acquisitions de véhicules de secours | | | | |
| | . Véhicule de secours et d'asssistance aux victimes (VSAV )<br>. Camion citerne rural (CCR )<br>. Véhicule milieux périlleux (VMP GRIMP)<br>. Motopompe remorquable (MPR)<br>. Camion porte cellule (CPCE)<br>. Véhicule de secours routier moyen (VSRM)<br>. Véhicule tous usages (VTU)<br>. Véhicule transport de personnels (VTPM)<br>. Véhicule de liaison (VL)<br>. Véhicule sanitaire<br>. Embarcation légère de sauvetage (BLS) ; embarcation de reconnaissance et de sauvetage (BRS) | | | |
| | **S/Total :** | **3 910 737 €** | **3 386 313 €** | **2 339 972 €** |
| | **TOTAL :** | **6 745 887 €** | **5 524 568 €** | **5 473 472 €** |

| | ANNEXE N° 3 - PISTES DE COOPERATIONS ET DE MUTUALISATIONS | |
|---|---|---|
| **THEMES** | **OBJECTIFS** | **ACTIONS** |
| **DECLINAISON OPERATIONNELLE DES PRIORITES DEPARTEMENTALES** | | |
| **Intégration des priorités départementales** | Synergie entre les partenaires | Intégration de clauses d'insertion dans les marchés du SDIS (entretien d'espaces verts, ménages, blanchisserie) ou recours à des SIAE pour certaines prestations |
| **Intégration des priorités départementales** | Synergie entre les partenaires | Intégration du handicap dans la politique RH du SDIS, mais aussi pour la prise en charge de personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, …) lors de ses interventions (formation au langage des signes, …), |
| **Intégration des priorités départementales** | Synergie entre les partenaires | Intégration de l'égalité femme homme dans la politique RH du SDIS : recrutement, avancement, …<br>Recrutement de la réferente diversité-mixité |
| **Intégration opérationnelle des priorités départementales** | Synergie entre les partenaires, recoupement d'informations | Détection et coordination en matière de lutte contre la grande détresse sociale via la détection de situations de fragilités sociales, psychologique et/ou d'habitat indigne et de transmission d'information auprès des services sociaux du Département |
| **Intégration opérationnelle des priorités départementales** | Synergie entre les partenaires, recoupement d'informations, bonnes pratiques | Accompagnement et sécurisation des projets départementaux en matière de :<br>- aménagements routiers,<br>- activités de pleine nature (randonnée, VTT, trail, …),<br>- réseaux cycliste (touristique ou modes doux),<br>- espaces naturels sensibles,<br>notamment en matière de prévention des risques (accidents, accès aux sites, pollutions …) |
| **ENCOURAGEMENT AU VOLONTARIAT ET A LA CITOYENNETE** | | |
| **Développement et attractivité du volontariat** | Développement du volontariat auprès du Grand Public | Communication, via les médias départementaux (VDD, réseaux sociaux, doubs.fr), sur l'action du SDIS afin d'inciter au volontariat et de contribuer au développement de l'esprit de citoyenneté et la formation aux gestes de premiers secours |
| **Développement et attractivité du volontariat** | Faciliter le logement des SPV à proximité des Centres de secours | Ouverture de l'accès aux logements réservés du Département au travers de ses conventions avec les bailleurs sociaux<br>Information annuelle du SDIS sur les logements sociaux communaux ou des bailleurs à proximité des centres de secours |
| **Développement et attractivité du volontariat** | Incitation au volontariat auprès des agents départementaux | Application et promotion de la convention de disponibilité des personnels SPV du Département, notamment lors de la journée d'accueil des agents |
| **Développement et attractivité du volontariat** | Incitation au volontariat auprès des agents départementaux | Démarche ciblée d'incitation au volontariat au sein des services du Département pour certains métiers spécialisés dans les domaines médico-sociaux : assistante sociale, ergonome, … |
| **Valorisation de l'action du SDIS par le Département** | Incitation au volontariat auprès des agents départementaux | Obtention du label employeur partenaire des sapeurs pompiers pour faire suite à l'article 45 de la loi du 25 novembre 2021, dite MATRAS (art. L723-11 CSI), valorisation financière du temps de SPV |
| **Valorisation de l'action du SDIS par le Département** | Incitation au volontariat ; | Incitation à des rencontres régulières entre le SDIS et les chefs d'établissements des collèges pour :<br>- faciliter la prévention des risques auxquels sont exposés les collégiens, y compris alimentaire en lien avec le LVD,<br>- organiser des interventions des pompiers sur les risques et les premiers secours,<br>- promouvoir le recrutement de jeunes sapeurs pompiers volontaires dans les secteurs sous tension |
| **Valorisation de l'action du SDIS par le Département** | Promotion de l'action du SDIS sur le territoire départemental | Intervention auprès d'associations de quartiers prioritaires politique de la ville (QPV) pour faciliter les interventions du SDIS dans lesdits quartiers en lien avec les DTSH et les |

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 305 |
|---|---|
| | Commission[s] : 3 |
| | Timbre : DGS / DDET |

# DYNAMIQUE TERRITORIALE

TOURISME - DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ET DE L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE - AIDE A L'EMERGENCE DE PROJETS

## Objet : Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2021

SOMMAIRE

INTRODUCTION ..... 2

I – RAPPEL ..... 2

II – CONTEXTE ..... 3

III – LE RAPPORT FINANCIER 2021 ..... 5

III – 1. COMPTE DE RESULTAT ..... 5

III – 2. BILAN ..... 6

IV – ANALYSE ..... 7

V – PROPOSITION ..... 7

DELIBERATION ..... 8

TABLE DES ANNEXES ..... 9

# INTRODUCTION

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre appréciation le rapport financier 2021 du Comité départemental du tourisme (CDT), ceci conformément aux dispositions de l'article L 132-6 du Code du tourisme stipulant que le Comité départemental du tourisme soumet annuellement son rapport financier au Conseil départemental siégeant en séance plénière.

# I – RAPPEL

A l'initiative du Département, le Comité départemental du tourisme (CDT) du Doubs a été créé au 1er janvier 2006, sous forme d'une structure associative de type loi 1901.

L'article L 132-2 du Code du tourisme indique : « le Comité départemental du tourisme prépare et met en œuvre la politique touristique du Département ».

Conformément à ces dispositions, le CDT doit traduire ces objectifs dans l'organisation de ses missions et dans la préparation, chaque année, de son programme d'actions, sachant que l'article L 132-4 de ce même Code dispose : « le Conseil départemental confie tout ou partie de la mise en œuvre de la politique du tourisme du département au Comité départemental du tourisme ».

Aussi, dans son projet stratégique C@P 25, le Département a notamment décidé :

- de faire évoluer le champ d'intervention du CDT, dans un souci de cohérence et de complémentarité avec le rôle du Comité régional du tourisme (CRT) ainsi que des Offices de tourisme et syndicats d'initiative (OTSI),

- de positionner prioritairement les missions du CDT sur :
  . l'aide à l'émergence de stratégies touristiques par territoire,
  . la mise en réseau des acteurs locaux concernés,
  . l'innovation et l'écoute de la clientèle,
  . la délivrance de conseils et l'accompagnement des porteurs de projets privés dans la mise en œuvre d'activités viables et dans l'amélioration de la qualité de l'offre,
  . le suivi de l'activité touristique et des retombées économiques locales.

Sur la base de ces dispositions, et par déclinaison opérationnelle du projet stratégique C@P 25, le Département a donc décidé d'établir une convention-cadre de partenariat sur une durée de 3 ans (2021-2023) avec le CDT, afin de lui permettre :

- d'une part, de disposer d'un cadre pluriannuel en termes d'objectifs à atteindre et de niveau de participation financière de la part du Département : sur ce point, une autorisation d'engagement (AE) d'un montant de 3,9 M€ a été inscrite, lors du vote du BP 2021, au titre de la contribution du Département à l'activité du CDT pour la période 2021-2023,

- d'autre part, de se doter d'une « feuille de route » opérationnelle et organisationnelle (objectifs/moyens) intégrant les orientations du projet stratégique C@P 25, ceci en étroite coordination avec le réseau des offices de tourisme du Doubs et avec le Comité régional du tourisme (CRT), dans un souci d'une complémentarité optimale des actions en faveur du tourisme mobilisant des crédits publics.

Du point de vue opérationnel, ce conventionnement-cadre donne lieu, chaque année, à l'établissement d'une convention de partenariat fixant le montant de la participation financière du Département à la mise en œuvre du programme d'actions du CDT et précisant le montant du soutien financier du Département au CDT, ainsi que les modalités de versement de cette subvention.

Ainsi, pour l'année 2021, le Département a attribué au CDT une subvention de 1 300 000 € pour la mise en œuvre de son programme d'actions et par le biais d'un avenant à la convention de partenariat 2021, une subvention de 25 000 € pour lui permettre de mettre en œuvre, les actions de promotion de l'offre cyclable dans le département.

A cela s'ajoute la cotisation du Département au CDT, pour un montant de 750 €.

Afin de positionner clairement le CDT comme l'outil du Département en matière de politique touristique, cette convention de partenariat a été construite sur la base d'un programme d'actions du CDT s'articulant autour des 2 axes suivants :

- la préparation de la politique touristique du Département,
- la mise en œuvre de la politique touristique départementale.

A cet égard, il convient de souligner le fait que, par son positionnement en direction des partenaires (réseau des offices de tourisme, porteurs de projets privés, organismes de promotion et de développement tels Montagnes du Jura, Grandes Traversées du Jura, Routes du Comté, …), le CDT participe activement à la mise en œuvre d'actions d'intérêt départemental, notamment par son expertise et ses conseils auprès des porteurs de projets publics et privés, contribuant ainsi à positionner le Département comme un partenaire de proximité pour l'émergence et la mise en œuvre de dynamiques locales visant à renforcer l'attractivité touristique des territoires du Doubs.

Bien entendu, il appartient au CDT de renseigner, chaque année, les indicateurs de suivi définis par le Département dans la convention de partenariat afin d'exprimer, dans son rapport d'activités, le niveau de réalisation et les résultats des actions engagées par ses soins.

## II – CONTEXTE

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021, en considérant que l'attractivité touristique du Doubs passe par une offre d'hébergements, de sites, d'activités, d'animations et de services de qualité, le Département a demandé au CDT de mobiliser ses compétences et son savoir-faire au service de l'émergence et de l'accompagnement de projets, sur la base des principes et enjeux suivants :

- prise en compte des enjeux liés à la transition climatique, au tourisme durable et responsable dans les projets accompagnés et les actions portées par le CDT afin de garantir une appropriation de ces thèmes par les professionnels du tourisme et les touristes, notamment sur le secteur du Haut-Doubs en lien avec le projet de transition climatique porté par le Syndicat mixte du Mont d'Or,

- relais de l'action du Département pour promouvoir les solidarités territoriales (cf. C@P25) en portant un accompagnement des projets sur tout le territoire, mais de manière différenciée selon le potentiel et les caractéristiques de chacun,

- accompagnement de la politique publique des solidarités humaines, qui constitue une compétence majeure du Département, par une mise en réseau des porteurs de projets, des sites touristiques pour permettre une accessibilité et un usage par tous les publics (personnes handicapées, publics défavorisés, en insertion, …) dans l'esprit de la dynamique « Partageons nos sports ». Cette action s'exprimera en complémentarité de l'initiative « JOP 2024 » portée par le Département,

- observation et mesure de la fréquentation touristique du territoire départemental, dans une logique d'instrumentation de la politique touristique départementale, d'augmentation des retombées économiques sur les territoires et de partage et d'analyse régulière des avis exprimés par les clientèles vis-à-vis de l'accueil et de l'offre touristique dans le Doubs, en complément des outils traditionnels, de développement des moyens de communication modernes alliant facilité d'accès (inclusion numérique) et richesse des données,

- coopération extraterritoriale (Suisse et départements limitrophes).

Dans ce cadre, l'action du CDT s'est organisée autour de 5 axes majeurs :

- le développement des activités de pleine nature (APN) qui constitue l'un des vecteurs-clé de l'action touristique départementale, en particulier en ce qui concerne le déploiement des activités phares (schéma cyclable départemental, stratégie d'itinérance et de randonnée) et identitaires du Doubs (ski alpin, ski nordique, escalade, canoé-kayak, pêche, …),

- le soutien aux projets du bloc communal (communes et groupements de communes), en particulier dans le cadre des contrats de territoire (contrats P@C) déployés par le Département à l'échelle du territoire de chaque EPCI à fiscalité propre,

- le développement qualitatif des projets, en prenant appui sur les outils déployés à cet effet : marques et démarches nationales, labels départementaux, outils développés dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « itinérance » sur les Grandes Traversées du Jura (GTJ) et la Via Francigena, confortement de l'outil « tourisme de congrès »,

- le déploiement d'une politique de promotion et communication, en synergie notamment avec les orientations du Schéma départemental des usages du numérique (SDUN) et du Schéma départemental d'inclusion numérique (SDIN). Cette politique de communication s'inscrit dans le cadre de la stratégie des Montagnes du Jura. Cette action prend appui sur l'interface créée entre le nouveau site internet du CDT et l'outil « Décibelles Data », développé par le Comité régional du tourisme (CRT) de Bourgogne-Franche-Comté, permettant de garantir une visibilité optimale du site et des données qu'il contient, ainsi que sur une organisation et une stratégie concertée avec la Direction de la Communication (DIRCOM) du Département,

- le confortement de sa politique de commercialisation, en particulier en matière de tourisme d'affaires (outil de développement des séminaires et congrès), d'excursions journées et séjours pour groupes, familles ou individuels.

Enfin, il convient de rappeler que, dans le cadre du volet « tourisme » du plan départemental d'urgence mis en place en juin 2020 afin de faire face à la crise économique et sociale, le Département du Doubs a octroyé une subvention de 1,55 M€ au CDT pour réaliser l'opération « Billets Doubs ». Cette opération a été reconduite en 2021 en mobilisant le solde des crédits alloués en 2020 et non consommés, soit 620 000 €. Cela a permis l'édition de 100 000 « Billets Doubs » pour la saison touristique 2021.

# III – LE RAPPORT FINANCIER 2021

L'exercice 2021 du CDT couvre la période du 1er janvier au 31 décembre. Les principaux éléments d'analyse des comptes sont présentés ci-après.

## III – 1. Compte de résultat

Le chiffre d'affaires net pour 2021 s'élève à 66 961 €, soit une hausse de 9 % par rapport à 2020 (61 211 €), mais reste à un niveau bien inférieur à celui constaté au cours des derniers exercices. En effet, proche de 130 k€ en 2015 et 2016, il est redescendu à 80 k€ en 2018 et 2019, pour osciller entre 60 k€ et 70 k€ ces deux dernières années.

Les produits s'élèvent à 1 310 929 € *(contre 2 934 706 € en 2020)*, selon la répartition suivante :

- 1 304 042 € en produits d'exploitation (contre 2 932 756 € en 2020),
- 1 887 € en produits financiers (1 950 € en 2020),
- 5 000 € en produits exceptionnels (0 € en 2020).

A la différence de l'exercice 2020, les produits d'exploitation représentent seulement 64 % des produits totaux de l'association en 2021, alors que leur poids était de 99,9 % en 2020. Cet écart s'explique par l'absence de la subvention exceptionnelle de 1,55 M€ versée en 2020 au titre de l'opération « Billets Doubs », d'où une différence de 1,62 M€ entre les subventions d'exploitation de 2021 et de 2020.

En 2021, le Département a accordé une subvention de 1,325 M€ au CDT à titre de participation à la mise en œuvre de son programme d'actions. Comme les années précédentes, cette subvention a donné lieu au versement de 2 acomptes, représentant 90 % de l'aide départementale, le versement du solde (soit 10 %) étant prévu au cours du 1er semestre 2022 après transmission par le CDT de son rapport d'activité et de ses comptes pour l'année 2021.

Les charges du CDT se réduisent dans les mêmes proportions que les produits. Cette diminution s'explique en partie par la baisse des autres charges externes car ce poste, qui représente 38 % des charges totales, s'est réduit de 408 000 € entre 2020 et 2021, passant ainsi de 1,17 M€ à 760 k€.

Le poste de dépenses le plus important est représenté par les charges de personnel (897 000 € en 2021, soit 44 % des charges totales). Après une diminution de 8 % entre 2019 et 2020, ce poste augmente légèrement entre 2020 et 2021 (+1 %, soit 7 000 €).

S'agissant des impôts et taxes, ils poursuivent leur tendance baissière entre 2020 et 2021 (- 3 000 €), mais de façon moins importante qu'entre 2019 et 2020 (- 8 000 €).

Cela conduit à un résultat excédentaire de 21 080 €.

Pour mémoire, au cours des exercices précédents, les résultats ont été les suivants :
- en 2020 : excédent de 43 772 € (subvention du Département : 1,55 M€),
- en 2019 : excédent de 622 € (subvention du Département : 1,3 M€),
- en 2018 : excédent de 80 116 € (subvention du Département : 1,3 M€),
- en 2017 : déficit de 88 096 € (subvention du Département : 1,236 M€).

L'effectif salarié moyen du CDT en 2021 s'élève à 17 salariés, pour un temps total de travail effectif de 16,6 équivalents temps plein (ETP).

Les charges d'exploitation se décomposent comme suit :
- les salaires et traitements : 627 180 € (620 565 € en 2020),
- les achats et charges externes : 760 638 € (1 168 936 € en 2020),
- les charges sociales : 269 622 € (269 053 € en 2020),
- les impôts, taxes et versements assimilés : 41 297 € (44 144 € en 2020),
- les dotations aux amortissements : 19 508 € (13 253 € en 2020),
- les dotations aux provisions : 0 € (0 € en 2020),
- les autres charges : 10 603 € (8 923 € en 2020).

En sus des ventes de marchandises, production vendue de biens et services, les produits d'exploitation sont les suivants :
- subvention d'exploitation : 1 222 952 € (2 847 961 € en 2020),
- reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges : 13 963 € (22 958 € en 2020),
- autres produits : 166 € (626 € en 2020).

## III – 2. Bilan

Après intégration du résultat de l'exercice 2021 (qui est affecté sur le compte « autres réserves »), le bilan du CDT s'élève au 31 décembre 2021, à 1 812 675 € (2 129 348 € en 2020), soit une baisse de 14,9 % qui s'explique par l'absence de la subvention exceptionnelle versée en 2020 au titre de l'opération « Billets Doubs ».

Le passif se décompose comme suit :
- 814 465 € en capitaux propres (793 385 € en 2020),
- 310 510 € en provisions pour charges (289 282 € en 2020),
- 321 211 € en dettes (262 874 € en 2020). Il s'agit de dettes à moins d'un an, sachant que le CDT n'a pas de dettes financières à long terme,
- 100 403 € en produits constatés d'avance (57 449 € en 2020).

Quant à l'actif, il se compose de la manière suivante :

- 52 326 € en actif immobilisé net (39 751 € en 2020), dont 36 450 € en immobilisations corporelles (26 791 € en 2020). L'actif immobilisé net représente seulement 3 % de l'actif global de la structure, soit 52 k€. Toutefois, il progresse de 13 k€ entre 2020 et 2021, grâce à une hausse des immobilisations financières et une baisse des amortissements,

- 1 760 349 € en actif circulant, dont :
    - 179 692 € en créances (187 252 € en 2020),
    - 16 261 € en valeurs mobilières de placement (16 101 € en 2020),
    - 1 551 963 € en disponibilités (1 870 481 € en 2020),
    - 12 433 € en charges constatées d'avance (15 762 € en 2020).

L'essentiel de l'actif (97 %) est donc constitué de l'actif circulant.

## IV – ANALYSE

Dans l'ensemble, la situation financière du CDT est très satisfaisante, avec un niveau de risque faible. Elle s'améliore même par rapport à l'exercice 2020, et ce sur plusieurs points :

- contrairement à l'exercice 2020, particulier dans le contexte de crise sanitaire et de plan d'urgence, la capacité d'autofinancement (CAF) devient positive en 2021, à hauteur de 522 000 €, grâce au solde des ressources affectées de 460 000 €,
- le résultat excédentaire reporté renforce le haut de bilan et améliore l'autonomie financière de l'association. Les fonds propres représentent ainsi près de la moitié du total du bilan. Par conséquent, le CDT dispose davantage de possibilités de financement de ses actifs pris en charge par ses fonds propres, et témoigne ainsi d'une bonne solvabilité,
- malgré la baisse de la trésorerie en fin d'année (- 319 000 € par rapport à fin 2020), le ratio de couverture de charges s'améliore sous l'effet de la baisse de ces dernières. En effet, avec le niveau de trésorerie qu'elle affiche au 31/12/2021, l'association peut couvrir plus de 9 mois de charges fin 2021 (contre moins de 8 mois fin 2020),
- le fonds de roulement est positif et s'élève à 1,34 M€, ce qui signifie que l'association est en bonne santé financière. En effet l'excédent dégagé permet de financer en totalité le besoin en fonds de roulement, et le solde contribuera à former la trésorerie nette du CDT,
- enfin le CDT ne présente pas d'endettement long, puisqu'il ne possède pas de dettes financières.

## V – PROPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article L 132-6 du Code du tourisme, je vous invite à prendre connaissance du rapport financier 2021 du Comité départemental du tourisme (CDT).

Dans cette perspective, vous trouverez, en annexes 1 et 2 au présent rapport, les éléments composant ce dernier, à savoir :

- le rapport de gestion 2021 de la Présidente du CDT : annexe 1,
- les comptes annuels 2021 du CDT (extraits) : annexe 2.

Par ailleurs, vous trouverez, en annexes 3 et 4, le rapport d'activités du CDT pour l'année 2021 :

- sous sa forme détaillée : annexe 3,
- sous forme synthétique (« l'essentiel 2021 ») : annexe 4.

Ces comptes 2021 et le rapport d'activités ont été validés par le Conseil d'administration (CA) du CDT réuni le 8 mars dernier, puis approuvés par l'Assemblée générale (AG) ordinaire du CDT le 10 mai 2022.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du tourisme, et notamment ses articles L. 132-1 à l'article L. 132-6 ;

Vu le rapport **n° 305** présenté sous le timbre **: DGS / DDET** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Prend acte du rapport financier 2021 du Comité départemental du tourisme (CDT), ceci conformément aux dispositions de l'article L. 132-6 du Code du tourisme.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Rapport de gestion 2021 de la Présidente du CDT
2 - Comptes annuels 2021 du CDT (extraits)
3 - Rapport d'activités 2021 détaillé du CDT
4 - Rapport d'activités "L'essentiel 2021" du CDT

**DOUBS TOURISME**
83 rue de Dole
25000 BESANCON

# Rapport de gestion de la Présidente à l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2022

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Association durant l'exercice clos le 31 décembre 2021 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.
Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Vous prendrez ensuite connaissance des rapports du Commissaire aux Comptes.

## ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

La crise sanitaire sans précédent que nous vivons depuis maintenant deux ans aura non seulement affecté l'économie touristique dans son ensemble mais aussi sans aucun doute modifié durablement les comportements et les usages des consommateurs. Aussi, au regard du bilan du volet tourisme du plan d'urgence mis en œuvre sur les années 2020 et 2021, il est proposé de poursuivre la philosophie de la dynamique engagée par la mise en place d'un plan d'actions visant au maillage des territoires, à la dynamisation des fréquentations des sites et des acteurs touristiques, ainsi qu'à la fidélisation des clientèles notamment locales.
Parmi les actions envisagées, il est prévu un plan de signalétique intersites permettant d'informer et de susciter l'envie de découvertes en renvoyant les visiteurs d'un site à un autre sur l'ensemble du territoire départemental. Contrairement au volet Billets Doubs des plans d'urgence, cette action de maillage pourrait concerner l'ensemble des sites, publics et privés mais aussi les grands sites comme les plus petits de notre territoire. La mise en place d'une signalétique directionnelle dans la poursuite du programme engagé en 2018 de la nouvelle signalétique autoroutière réalisée en lien avec la société APRR, est également envisagée avec les services du Département. Parmi les thématiques fortes, les déplacements doux et tout particulièrement cyclables seront au cœur de l'action du CDT. La mise en œuvre du système innovant de points-nœuds sur les 2 zones tests, puis son élargissement progressif à l'ensemble du département seront des priorités.
De la même façon et toujours en appui aux territoires, l'animation de la plateforme départementale de perception de la taxe de séjours et le déploiement de l'outil Déclaloc (permettant pour les communes l'enregistrement dématérialisé des hébergements) seront poursuivis.
Afin d'appréhender pleinement les changements de comportement des clientèles, et en complémentarité des outils existants comme Flux Vision Tourisme, l'observation sera renforcée par l'exploitation des données des éco-compteurs mis en place récemment par le Département mais aussi par la mise en œuvre d'un nouvel outil en lien avec le CRT permettant d'apprécier les fréquentations de sites naturels et de petites tailles.
Dans le domaine du commercial, des opérations de reconquête des clientèles visant à dynamiser la fréquentation des ailes de saison seront menées en lien avec les hébergeurs. Parallèlement et dans un objectif de renforcement du tourisme de proximité, un programme ambitieux d'excursions se basant sur les richesses naturelles, culturelles ou évènementielles de nos territoires sera proposé tout au long de la saison.

## RESULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les **produits d'exploitation** se sont élevés à **1 304 042 euros en 2021**, contre 2 932 756 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -55,5 %.

Le montant des **achats de marchandises et variations de stocks** est de **45 euros en 2021** (90 euros en 2020).

Le montant des **autres achats et charges externes** s'élève à **760 638 euros en 2021**, contre 1 168 936 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -34,9 %.

Le montant des **impôts, taxes et versements assimilés** s'élève à **41 297 euros en 2021**, contre 44 144 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -6,5 %.

Le montant des **salaires et traitements** s'élève à **627 180 euros en 2021** contre 620 565 euros en 2020, soit une variation de 1,07 %.

Le montant des **charges sociales** s'élève à **269 622 euros en 2021**, contre 269 053 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 0,21 %.

**L'effectif salarié moyen** est stable et s'élève à 17 personnes.

Le montant des **dotations aux amortissements et aux provisions** s'élève à **40 735 euros en 2021**, contre 52 864 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -22,9 %.

Le montant des **autres charges de gestion courante** s'élève à **10 603 euros en 2021**, contre 8 923 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 18,8 %.

Le total des **charges d'exploitation** de l'exercice s'élève à **1 750 119 euros en 2021**, contre 2 164 576 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -19,15 %.

Le **résultat d'exploitation** est de **-446 078 euros pour l'année 2021** (768 181 euros en 2020) soit une variation de -158 ,1 %.

Quant au **résultat courant avant impôts**, tenant compte du **résultat financier** de **1 887 euros en 2021** (1 950 euros en 2020), il s'établit à **-444 190 euros**, contre 770 130 euros pour l'exercice précédent.

Après prise en compte de :
- **l'impôt sur les bénéfices** qui est **nul en 2021** (idem en 2020),

Le **résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2021** se solde par **un bénéfice de 21 080 euros** (43 772 € en 2020).

**Proposition d'affectation du résultat**

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un **bénéfice de 21 080 euros.**

Nous vous proposons de bien vouloir affecter **le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021** s'élevant à **21 080 euros** en **"Réserves ordinaires".**

**CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Nous allons vous présenter le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L 612-5 et suivants du Code de commerce.

Nous vous invitons à adopter le texte des résolutions qui sont soumises à votre vote.

*La Présidente*

Ass COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

83 rue de Dole
Immeuble LE MAJOR
25000 BESANCON

# COMPTES ANNUELS du 01/01/2021 au 31/12/2021

- *Bilan actif-passif*

- *Compte de résultat*

PROJET

***LA COMPTABILITE***
*6 RUE ERNEST NICOLAS*

*25110 BAUME LES DAMES*
*03.81.84.49.00*

Ass COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME
25000 BESANCON

# BILAN ACTIF

| | ACTIF | Exercice N 31/12/2021 12 | | | Exercice N-1 31/12/2020 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % |
| ACTIF IMMOBILISE | **Immobilisations incorporelles** | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| | Concessions, Brevets et droits similaires | 7 215 | 5 819 | 1 396 | 1 766 | 371- | 20. 99- |
| | Fonds commercial (1) | | | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | **Immobilisations corporelles** | | | | | | |
| | Terrains | | | | | | |
| | Constructions | | | | | | |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 4 504 | 1 236 | 3 268 | | 3 268 | |
| | Autres immobilisations corporelles | 96 290 | 59 840 | 36 450 | 26 791 | 9 659 | 36. 05 |
| | Immobilisations en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | **Immobilisations financières (2)** | | | | | | |
| | Participations mises en équivalence | | | | | | |
| | Autres participations | 15 | | 15 | 15 | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts | | | | | | |
| | Autres immobilisations financières | 11 198 | | 11 198 | 11 179 | 19 | 0. 17 |
| | **Total I** | 119 222 | 66 895 | 52 326 | 39 751 | 12 575 | 31. 63 |
| | Comptes de liaison **Total II** | | | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | **Stocks et en cours** | | | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | | | |
| | Marchandises | | | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | | |
| | **Créances (3)** | | | | | | |
| | Créances usagers et comptes rattachés | 1 611 | | 1 611 | 4 462 | 2 852- | 63. 90- |
| | Autres créances | 178 081 | | 178 081 | 182 790 | 4 709- | 2. 58- |
| | Valeurs mobilières de placement | 16 261 | | 16 261 | 16 101 | 160 | 0. 99 |
| | Instruments de trésorerie | | | | | | |
| | Disponibilités | 1 551 963 | | 1 551 963 | 1 870 481 | 318 518- | 17. 03- |
| Comptes de Régularisation | Charges constatées d'avance (3) | 12 433 | | 12 433 | 15 762 | 3 329- | 21. 12- |
| | **Total III** | 1 760 349 | | 1 760 349 | 2 089 597 | 329 248- | 15. 76- |
| | Charges à répartir sur plusieurs exercices **(IV)** | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations **(V)** | | | | | | |
| | Ecarts de conversion actif **(VI)** | | | | | | |
| | **TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)** | 1 879 570 | 66 895 | 1 812 675 | 2 129 348 | 316 673- | 14. 87- |

PROJET

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

Ass COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME
25000 BESANCON

# BILAN PASSIF

| | PASSIF | Exercice N 31/12/2021 12 | Exercice N-1 31/12/2020 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|---|
| FONDS ASSOCIATIFS | **Fonds propres** | | | | |
| | Fonds associatifs sans droit de reprise | 849 679 | 849 679 | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | |
| | Réserves : | | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| | Réserves réglementées | | | | |
| | Autres réserves | | | | |
| | Report à nouveau | 56 294- | 100 067- | 43 772 | 43. 74 |
| | **Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)** | 21 080 | 43 772 | 22 692- | 51. 84- |
| | **Autres fonds associatifs** | | | | |
| | Fonds associatifs avec droit de reprise : | | | | |
| | Apports | | | | |
| | Legs et donations | | | | |
| | Résultats sous contrôle de tiers financeurs | | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | |
| | Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | | | | |
| | Provisions réglementées | | | | |
| | Droit des propriétaires | | | | |
| | **Total I** | 814 465 | 793 385 | 21 080 | 2. 66 |
| | Comptes de liaison **Total II** | | | | |
| PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS | Provisions pour risques | | | | |
| | Provisions pour charges | 310 510 | 289 282 | 21 227 | 7. 34 |
| | Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement | 266 088 | 726 358 | 460 270- | 63. 37- |
| | Fonds dédiés sur autres ressources | | | | |
| | **Total III** | 576 598 | 1 015 640 | 439 043- | 43. 23- |
| DETTES (1) | Emprunts obligataires | | | | |
| | Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2) | | 35 | 35- | 100. 00- |
| | Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 50 013 | 25 792 | 24 220 | 93. 91 |
| | Dettes fiscales et sociales | 213 207 | 209 385 | 3 822 | 1. 83 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Autres dettes | 57 991 | 27 662 | 30 328 | 109. 64 |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| Comptes de Régularisation | Produits constatés d'avance | 100 403 | 57 449 | 42 954 | 74. 77 |
| | **Total IV** | 421 613 | 320 323 | 101 290 | 31. 62 |
| | Ecarts de conversion passif **(V)** | | | | |
| | **TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)** | 1 812 675 | 2 129 348 | 316 673- | 14. 87- |

(1) Dont à plus d'un an — Dont à moins d'un an: 321 210 — 262 874

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

PROJET

Ass COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME
25000 BESANCON

# COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/12/2021 12 | Exercice N-1 31/12/2020 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|
| **Produits d'exploitation (1)** | | | | |
| Ventes de marchandises | 424 | 297 | 127 | 42. 76 |
| Production vendue de Biens et Services | 66 537 | 60 914 | 5 623 | 9. 23 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | 1 222 952 | 2 847 961 | 1 625 009- | 57. 06- |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | 13 963 | 22 958 | 8 996- | 39. 18- |
| Collectes | | | | |
| Cotisations | | | | |
| Autres produits | 166 | 626 | 461- | 73. 53- |
| **Total I** | 1 304 042 | 2 932 756 | 1 628 715- | 55. 54- |
| **Charges d'exploitation (2)** | | | | |
| Achats de marchandises | 45 | 90 | 45- | 50. 00- |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | 760 638 | 1 168 936 | 408 299- | 34. 93- |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 41 297 | 44 144 | 2 848- | 6. 45- |
| Salaires et traitements | 627 180 | 620 565 | 6 615 | 1. 07 |
| Charges sociales | 269 622 | 269 053 | 570 | 0. 21 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 19 508 | 13 253 | 6 255 | 47. 20 |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | 21 227 | 39 611 | 18 384- | 46. 41- |
| Subventions accordées par l'association | | | | |
| Autres charges (2) | 10 603 | 8 923 | 1 680 | 18. 83 |
| **Total II** | 1 750 119 | 2 164 576 | 414 456- | 19. 15- |
| **1 - Résultat d'exploitation (I-II)** | 446 078- | 768 181 | 1 214 258- | 158. 07- |
| **Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun** | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

PROJET

# COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/12/2021 12 | Exercice N-1 31/12/2020 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|
| **Produits financiers** | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 887 | 1 950 | 62- | 3. 19- |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| **Total V** | 1 887 | 1 950 | 62- | 3. 19- |
| **Charges financieres** | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| **Total VI** | | | | |
| **2. Résultat financier (V-VI)** | 1 887 | 1 950 | 62- | 3. 19- |
| **3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)** | 444 190- | 770 130 | 1 214 320- | 157. 68- |
| **Produits exceptionnels** | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 5 000 | | 5 000 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| **Total VII** | 5 000 | | 5 000 | |
| **Charges exceptionnelles** | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions | | | | |
| **Total VIII** | | | | |
| **4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)** | 5 000 | | 5 000 | |
| Impôts sur les bénéfices (IX) | | | | |
| **Total des produits (I+III+V+VII)** | 1 310 929 | 2 934 706 | 1 623 777- | 55. 33- |
| **Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)** | 1 750 119 | 2 164 576 | 414 456- | 19. 15- |
| **Solde intermédiaire** | 439 190- | 770 130 | 1 209 320- | 157. 03- |
| + Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | 726 358 | | 726 358 | |
| - Engagements à réaliser sur ressources affectées | 266 088 | 726 358 | 460 270- | 63. 37- |
| **5. EXCEDENTS OU DEFICITS** | 21 080 | 43 772 | 22 692- | 51. 84- |

PROJET

Doubs Tourisme
Comité départemental

# Rapport d'activités de l'année 2021

## Préambule

Avec son lot de contraintes limitant les déplacements, les jauges ou les accès, l'année 2021 aura débuté malheureusement dans la poursuite des difficultés sanitaires apparues en 2020. La saison hivernale a tout d'abord été particulièrement affectée par la fermeture totale des remontées mécaniques. Cette impossibilité de pratique du ski alpin a engendré une baisse certaine de la fréquentation hivernale de nos zones de montagnes et un impact économique important que le report sur des activités types nordiques n'aura pas réussi à combler.

Les diverses périodes de confinement, de couvre-feu, de jauges ou de fermeture, imposées au cours du 1er semestre n'ont pas favorisé les déplacements et la consommation touristique. Le second semestre a en revanche été beaucoup plus favorable et la levée de nombreuses restrictions aura permis d'enregistrer une fréquentation des excursionnistes en hausse de 13 % par rapport à 2020 et même de dépasser les chiffres de 2019 de 8 %. Malgré ces éléments, l'année 2021 se solde par une baisse globale de 4 % du total des excursionnistes et 8 % du nombre de touristes à comparer de 2019, dernière année avant pandémie.

Ce sont ces éléments qui ont amené le Comité départemental du tourisme à proposer au Conseil départemental une reconduction du plan d'urgence élaboré en 2020. Fortement mobilisatrice des ressources de Doubs Tourisme, cette opération a permis de renouveler les opérations « Billets Doubs » avec 100 000 billets et « Doubs séjour » sur la base de 300 séjours, sur la période du 28 juin au 15 novembre 2021. Il a également été décidé d'étendre la validité de l'action « Doubs en groupe » jusqu'au 31 octobre 2022 afin de pouvoir toucher cette clientèle professionnelle plus largement affectée par les conséquences de la crise sanitaire.

L'année 2021 est aussi celle d'une nouvelle mandature et d'une nouvelle présidence. Ainsi, à la suite des élections départementales qui se sont déroulées fin juin, les membres du CDT ont élu leurs nouveaux représentants au sein du conseil d'administration de notre association. Cette nouvelle mandature, installée fin septembre, a consacré la fin de l'année 2021 à la poursuite des actions engagées dans le cadre de la convention qui lie le CDT au Département et qui prévoit notamment un travail portant sur les 5 axes majeurs suivants :

- Développement des activités de pleine nature
- Soutien aux projets du bloc communal
- Développement qualitatif des projets
- Déploiement d'une politique de promotion et communication
- Commercialisation

# Axe 1 - Développement des activités de pleine nature

**Schéma cyclable départemental**

**Participation aux réunions de présentation du schéma cyclable aux collectivités :**

- Grand Pontarlier : 21 janvier
- Plateau du Russey : 22 janvier
- Pays de Maîche : 04 février
- Frasne Drugeon : 12 février
- Loue Lison : 12 février
- Val de Morteau : 15 février
- Montbenoît : 15 février
- Altitude 800 : 01 mars
- Pays de Montbéliard Agglomération : 18 mars en visio
- Val Marnaysien : 19 mars
- Doubs Baumois : 26 mars
- Pays de Sancey Belleherbe : 26 mars
- Grand Besançon Métropole : 02 avril

**Finalisation de l'itinéraire cyclable Haut-Doubs / Arc-et-Senans**

En lien avec l'association GTJ et la DRIT, le nouvel itinéraire a été finalisé, d'abord par un travail cartographique important, puis confirmé par une journée de visite terrain le 14 janvier à la suite de celles effectuées lors du deuxième semestre 2020.
Ce 3ème tronçon boucle ainsi le 'triangle' du Doubs, ajoutant 82 km de circuits balisés à l'offre cyclable départemental. Par ailleurs un tronçon complémentaire de 17 km a également été tracé afin de permettre de rejoindre Arc-et-Senans à la Véloroute au niveau de la base de loisirs d'Osselle.

**Déploiement du réseau points nœuds**

1ère phase de réflexion et projection de premières ébauches réalisées en interne par une équipe de 4 personnes. La poursuite du travail avec critérisation des données nécessite le recours à un système d'information géographique, outil et compétences non disponibles au CDT. Un appel est lancé à l'Université de Franche-Comté qui y répond avec grand intérêt. Accueil au CDT de deux stagiaires en licence durant 9 semaines chacun du 03 mai au 07 juillet. Le CMI SIGIT forme des ingénieurs spécialistes des sciences de l'information géographique appliquées à l'aménagement et au développement des territoires.

- Fin de stage de deux étudiants en L1 pour mise en place du réseau points nœuds sur deux zones test : territoires de Frasne Drugeon ; et Doubs Baumois et des Deux Vallées Vertes. Point d'étape avec les professeurs le 01/07. Plusieurs réunions en interne pour mise en communication de leur travaux (07/07 ; 20/07 ; 22/07) en vue d'une présentation aux élus.
  Participation à la soutenance des étudiants le 04/10.
- Participation à un comité technique le 05/07
- Point département (direction générale) sur le schéma cyclable et avancée des points nœuds le 24/08
- Point DDET points-nœuds le 31/08
- Avec les services de routes, participation à une réunion d'échanges et d'organisation sur les vérifications de terrain du réseau points nœuds sur les deux zones test le 13/10.
- En vue de la présentation sur l'état d'avancement du schéma à la Présidente du Département, participation à une réunion avec les Vice-présidentes en charge des routes et du tourisme le 29/10.
- Participation à une réunion avec le Canton de Neuchâtel le 16/11 sur le développement d'éventuelles liaisons cyclables entre nos deux territoires.
- Participation à un webinaire Vélo et Territoires : développer le tourisme à vélo dans les territoires le 26/11.
- Diagnostic territorial : partenariat avec l'Université de Franche-Comté. Projet d'étudiants en M1 en ingénierie sciences de l'information géographique appliquées à l'aménagement et au développement des territoires pendant environ 3 semaines, du 26/11 au 16/12. Travail d'enquête auprès des élus des communes et communautés de communes des deux zones test sur l'appropriation du système points nœuds. Ainsi qu'auprès des hébergeurs du département sur les pratiques de leurs clients cyclotouristes et leur appropriation de ce système de balisage. Nettoyage des données sur le réseau des points nœuds des deux zones test.
- Réunions de préparation en amont : une en interne le 08/10 ; une avec les professeurs le 18/11.
- Lancement et rencontre avec les étudiants le 26/11.
- Point d'étape avec les étudiants et professeurs le 03/12.
- Rendu des étudiants avec les services du Département concernés par le schéma cyclable le 16/12.

**Animation du schéma cyclable et concertations**

Participation à plusieurs réunions départementales en lien avec les territoires et les acteurs portant sur :

- la mise en place de vélo Bénur (lien avec la CC des Deux Vallées vertes, OT de Montbeliard) une réunion le 24 février au Département.
- La recherche d'une solution numérique pour les itinéraires cyclo touristiques. Présentation en visio du système et plateforme Géovélo le 24 février et premières réflexions engagées avec l'Université de Franche-Comté. Des échanges ont également eu lieu avec le Département du Nord.
- Participation à la présentation de la mise en tourisme de l'itinéraire cyclable sur l'ancienne voie ferrée de L'Hôpital du Grosbois à Ornans (17 mars)
- Poursuite des rencontres avec les cantons Suisses en frontière du Doubs. Réunion en visio avec le Canton du Jura le 22 février.
- Lancement de l'étude état des lieux et diagnostic de l'offre VTT sur le département du Doubs. La première réunion a eu lieu le 28 mars, le travail du CDT vient en appui des services de la DDET en charge de la mise en œuvre de cette étude.

**Actions de communication**

- Travail avec la Direction de la Communication du Département sur la définition d'une charte graphique et harmonisation des outils de communication.
- Accueil presse et publicité dans le magazine « Carnets Comtois » dédié au VAE (Juin 2021).
- Réalisation en septembre d'un reportage complet (photos et vidéos) sur l'itinéraire « P'tite GTJ », thématiques cyclo et gravel
- Réalisation et diffusion d'une vidéo « Et si vous veniez découvrir le Doubs à Vélo » pour promouvoir les séjours cyclo.
- Posts réseaux sociaux dédiés au vélo : 3 juin pour la Journée mondiale du Vélo, 25 août pour le SlowUp, 9 décembre pour l'enquête départementale « Le Vélo et vous… »

**Newsletters commerciales**

Deux opérations ont été réalisées en octobre auprès de 187 clubs cyclo et 279 clubs de rando, téléprospection et envoi de newsletters, valorisation de nos séjours et de nos grands axes structurants et reprise de vidéos thématiques réalisées avec l'appui du service communication.

**SlowUp Vallée de l'Ognon**

À la suite de l'annulation de la première édition en 2020, une réunion de COPIL a eu lieu le 19 mars à Vesoul pour décider de la tenue de l'édition 2021. Les travaux ont été relancés avec la décision prise de garder les mêmes parcours qui étaient prévus en 2020. La manifestation s'est déroulée le dimanche 12 septembre.

La gouvernance, identique, est répartie comme suit :

- Comité de pilotage : élus et directions (CDT membres du groupe).
- Groupe projet : techniciens des structures impliquées sur l'événement (CDT membre du groupe) → 2 réunions : 19 mars et 15 juin à Vesoul.
- Groupe Sécurité : définition du tracé, accessibilité, sécurité, parkings, déviations, secours…
- Groupe Animation : conception du programme des villages animations et places festives (CDT membre du groupe) → une réunion sur le site des Cabane des Grands Lacs et la commune de Bonnal le 21 mai ; une journée de réunions avec les communes de Rougemont, Tressandans, Montagney le 26 mai.
- Groupe Communication : outils de communication, sponsors… (CDT membre du groupe).

→ Participation à plusieurs réunions préparatoires : 04 juin, 28 juin, 03, 06 et 08 septembre.

→ Participation à la journée du 12 septembre sur le stand du Département.

VTT dans le cadre du schéma cyclable :

- Relais d'un questionnaire en ligne destiné aux acteurs du tourisme du Doubs pour recueillir les avis et propositions de chacun. Newsletter envoyée le 31/08.
- Participation à un COTECH le 24/09.
- Participation à un COTECH Atelier le 27/09.
- Participation au premier COPIL le 14/10.

VTT Grand Besançon :

- Mise en place d'une boucle VTT en itinérance par Grand Besançon Métropole : 2 réunions avec le Grand Besançon les 20/07 et 02/12 pour les hébergements.

**Déploiement de la qualification Accueil Vélo**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma cyclable départemental, les élus du CDT ont fait le choix d'adopter un tarif promotionnel de labellisation 'Accueil Vélo' pour une période de 2 ans en vue de dynamiser la mise à niveau des prestataires et notamment de lancer la dynamique le long de la GTJ Cyclo nouvellement labellisée. Pour ce faire, un courrier d'information sur le label a été adressé aux 369 structures potentiellement éligibles à moins de 5 km de l'itinéraire, soit :

- 38 hôtels
- 162 meublés de tourisme
- 20 chambres d'hôtes
- 6 campings
- 4 villages vacances
- 5 gîtes de groupes
- 102 restaurants
- 7 offices de tourisme
- 21 sites de visites
- 4 loueurs/réparateurs de vélos

Nous comptons donc **18 nouvelles structures Accueil Vélo en 2021 pour un total de 38 structures labellisées sur le Doubs.** Des outils de communication spécifiques ont été créés en interne par le service communication pour accompagner et appuyer ces démarches de labellisation.

Au cours de cette année, nous avons participé à une réunion régionale Accueil Vélo, une réunion interdépartementale ainsi qu'à une réunion nationale organisée par ADN Tourisme.

Participation à la formation des vélogardes le 01 juillet.

**Stratégie d'itinérance et de randonnée**

**Randonnée pédestre**

Continuité de l'appui au Département dans la déclinaison opérationnelle de la nouvelle stratégie de randonnée pédestre, et notamment sur 3 chantiers :

- la contribution à la définition, conjointement avec les EPCI, des itinéraires de niveau 2 (itinéraires structurants d'intérêt communal) et de niveau 3 (itinéraires d'intérêt local) :
    - Loue Lison : réunions sur une journée le 11 janvier, une demi-journée le 22 février, et deux visios le 18 janvier et 02 juin,
    - Montbenoît : une réunion le 08 février, et une visio le 25 juin.
    - Doubs Baumois : une réunion le 23 février.
    - Altitude 800 : une réunion le 15 mars.
    - Deux Vallées Vertes : une visio le 08 juin.
    - Plateau du Russey : une visio le 21 juin.
    - Pays de Maîche : une visio le 24 juin ainsi que le 10 novembre.

- la promotion et communication relative à cette stratégie, à travers l'élaboration d'un document générique et la participation au développement du volet numérique.
  Participation à une réunion avec le Département sur la mise en place de l'outil Géotrek le 30 novembre et à une réunion (visio) avec le PNR du Haut Jura concernant l'utilisation de l'outil.
  Outil Cirkwi : présentation des évolutions de l'outil le 13/09 (visio)
- l'observation de la fréquentation des itinéraires, via la contribution à la mise en place d'outils dédiés (schéma d'implantation de dispositifs de comptage par le Département) et l'exploitation de ses propres moyens existants (Fluxvision…) : participation à une réunion de présentation de la plateforme le 28 juillet et à une formation sur l'exploitation de l'outil le 14 septembre.

**Partenariat avec le Comité Départemental de Randonnée Pédestre**

Suivi des différentes actions du CDRP, notamment sur la mise en place des panneaux le long de la Viafrancigena, et la nouvelle édition d'un topoguide. Une réunion le 11 mai, et une deuxième avec le Département le 22 juin.
Participation à une journée d'échanges le 23 novembre sur les modifications du tracé GTJ avec le CDRP et la FFRP.
Réunion d'échanges le 16 décembre avec l'URV, le CDRP et le Département concernant la fusion des deux associations.

**Colorando**
Participation à une réunion en visio le 25 mars. Actualités sur le site Géotrek avec déploiement de l'outil aux offices de tourisme, et sur le développement des activités de randonnée, de trail et VTT sur le territoire du Parc du Haut-Jura.

**Source de la Loue**
Objectif de faire le point sur les conditions d'accueil actuelles et les perspectives d'amélioration, que ce soient en termes de travaux de sécurisation, ou d'aménagement d'accueil (sanitaires, point d'eau…). Une première réunion a eu lieu le 12 mai puis une seconde le 05 juillet.

**Itinérance**
Participation à un « webinaire itinérance » du Conseil régional le 12 mai : présentation du nouveau règlement d'intervention itinérance.
Organisation (réunion du 15 novembre) et coanimation avec GTJ d'un webinaire sur les besoins et attentes de la clientèle en randonnée pédestre itinérante dans le cadre du collectif itinérance du CRT le 23 novembre.
Participation à deux réunions en visio du Collectif itinérance animées par le CRT (randonnée pédestre - cyclotourisme : 22 novembre)

Participation au lancement du projet d'installation d'aires de bivouac, et de cabanes, porté par GTJ et ENJ le 14/12.

**Actions de communication**

- Réalisation en octobre d'un reportage complet (photos et vidéos) sur la thématique Rand'Automne (site de Consolation)

**Filière trail**

Un AMI, porté par le CDT du Jura, traite des thématiques Trail et VAE/VTTAE à l'échelle du massif du Jura. Concernant plus spécifiquement la filière trail, des réunions de travail ont été organisées dès 2018 avec les acteurs de la filière : Conseil régional et départementaux, CRT/CDT, EPCI porteurs d'espaces/stations trail (Grand Besançon, Métabief et Altitude 800 pour le Doubs), et organisateurs de manifestations (représentés pour le Doubs par l'association Doubs Terre de Trail).
Participation à une réunion en visio le 06 mai pour faire le bilan des actions passées et définir un programme d'actions de communication/promotion pour l'année 2021. Nouvelle organisation au sein de la filière avec Montagnes du Jura qui reprend l'organisation et la mise en œuvre du plan d'actions.
Etat des lieux et diagnostic de la pratique : participation à la réunion AMI VAE organisée par Jura Tourisme.

**Sports de nature**

En partenariat avec les services de la culture « Partageons nos sports » et du tourisme du Département, participation à la mise en œuvre d'un programme de communication de différentes activités de pleine nature accessibles aux personnes en situation de handicap. En lien avec la labellisation Terre de Jeux 2024, volonté du Département du Doubs de prolonger les défis sur le territoire du Doubs. Pour la saison d'été, mise en place d'un programme de challenges en proposant sur les réseaux sociaux des activités sportives (cyclo adapté, VTT adapté, randonnée, GPS Safari,…). De nouveaux contenus types vidéo sont créés pour chaque défi :

- VTT adapté à Marnay
- VTT de descente adapté à Métabief
- Randonnée pédestre sur les Sentiers Courbet
- Randonnée pédestre dans le cirque de Consolation
- Via Ferrata des Echelles de la Mort à Charquemont
- Cyclo sur l'EV6 à Brognard avec visite de l'ENS Allan
- Parcours trail à Besançon
- Parcours GPS Safari à Landresse sur le thème de la Guerre des Boutons.

Plusieurs réunions ont eu lieu : 19 mars, 02 avril, 18 mai, 31 mai et participation à différents tournages vidéo (21 juillet à Métabief et sur le Site de Consolation – 5 août à Besançon – 1er septembre à Landresse).
Le service Communication du CDT a relayé ces différents contenus sur nos réseaux sociaux, en coordination avec la Direction de la communication du Département.

Participation à une première réunion concernant le *Forum Tourisme et Handicap 2022* le 10 décembre.
Plusieurs réunions de travail avec le Département concernant les activités de pleine nature : 14 septembre puis 6 octobre.

Réunions de travail avec le Service Tourisme de Grand Besançon Métropole sur le projet de Grande Boucle VTT (identification des hébergements) les 20/07 et 02/12.

**Canoë-kayak**

En partenariat avec Destination 70 et le Syndicat Mixte de la Moyenne et Basse Vallée de l'Ognon, participation technique et financière à l'élaboration d'un topo-guide présentant la descente de l'Ognon en canoë avec une mise en valeur des intérêts touristiques.

Dans le cadre de la valorisation de la destination Vallée de l'Ognon, production de photos et de vidéos drône avec le concours de Woka Loisirs Marnay pour mise à disposition de Doubs Tourisme, Destination70, Woka Loisirs et les OT de la destination.

**GPS Safari**

Tournage et réalisation d'une vidéo dans la vallée de la Loue avec 2 géocacheurs pour le renouvellement des outils de communication dédiés à cette activité et enrichissement de la page internet www.gps-safari-doubs.com

**Fluvial**

Participation au Cotech du Contrat de Canal Rhône au Rhin le 09 novembre à Clerval.

**Filière neige**

En lien étroit avec l'association Espace nordique jurassien (Collège Doubs), mise en place d'une opération « Doubs Flocons » (1 500 billets, valeur faciale 10 €) pour inciter les habitants du Doubs à la pratique des activités nordiques. Prestataires associés : sites nordiques (pass journée), loueurs, accompagnateurs, mushers, attelage comtois, écoles de ski… (réduction de 10 €).

Participation aux Rencontres nationales du Nordique le 9 novembre à Prémanon.

**Nouveau produit hiver éco-responsable**

Dès septembre, conception d'un nouveau produit **Transition vers le bonheur**, dédié à la transition climatique. Cette action fait suite aux échanges de la SUERA (Stratégie de l'Union Européenne pour la Région Alpine) qui a tenu son colloque européen les 16 et 17 mars à Métabief. Au-delà de la dynamique engagée lors de ces états généraux par les 7 pays membres et les objectifs affichés par les acteurs et élus d'accélérer la transition écologique en montagne pour lutter contre le changement climatique, Doubs Tourisme a voulu traduire cette volonté forte sur le terrain par la conception d'un séjour touristique éco-responsable à Métabief, pour vivre et faire découvrir la montagne autrement. Au programme, randonnée raquettes, ski de rando, hébergement en hutte en bois, transfert en train depuis gare TGV Frasne, circuits courts…

**Valorisation de séjours hiver dans la réédition de la brochure Etre Skieur.**

**Promotion commerciale des offres et des activités de pleine nature**

Pour la clientèle des individuels, **conception d'une brochure** Séjours Actifs Eté/hiver dédiée aux offres de pleine nature en version numérique à destination des individuels et mini-groupes https://fr.calameo.com/read/00642723302cf0065d0dd

Un nouveau séjour **Entre Vélo & Fromages** pour individuels rejoint la collection déjà existante composée de 6 produits rando, 4 séjours cyclo, commercialisés par Doubs Tourisme.

Diffusion des offres sur le nouveau **site web du CDT** https://www.doubs.travel/sejourner/sejours-individuels/

Revente de ces offres en **partenariat BtoB** (OT, agences commerciales, centre d'appel du CRT et MDJ,..).

Négociations commerciales engagées avec les agences Grand Angle, 53 Douze, Amarok, Sentiers de France, Séniors'Evad.

**Communiqué de presse** envoyé sur la mi-juin - Doubs Tourisme réinvente ses séjours individuels.

323 journalistes au total de la presse touristique locale et nationale + presse Suisse (42 contacts)

**Newsletters commerciales Cyclo et Rando**

**2 journées de présence les samedi 3 juillet et samedi 27 novembre au magasin Décathlon de Besançon**

Afin de promouvoir sur chaque entrée de saison, été comme hiver, les activités de loisirs de pleine nature en proximité et redynamiser la fréquentation touristique de son territoire, Doubs Tourisme signe une convention de partenariat avec Décathlon Besançon : diffusion de la documentation touristique départementale et de vidéos en magasin, bons plans, tombola, chèques réduction de 15 % concédés aux clients de Doubs Tourisme sur les univers randonnée pédestre, cyclotourisme, pêche et neige…

**Plusieurs chèques cadeaux réalisés en partenariat avec le Crédit Agricole**

Réalisés par Doubs Tourisme, les chèques **PLAISIR** et **DECOUVERTE** remis aux collaborateurs, salariés, bons clients des agences du Crédit Agricole font la part belle à plus de 38 activités de loisirs : journées neige, canoë kayak, location VTT...

## Axe 2 - Soutien aux projets du bloc communal (communes et groupements de communes)

**Taxe de Séjour**

Un travail important d'identification des hébergeurs et de simulation du produit issu de la taxe de séjour (potentiel) a été réalisé par nos services sur plusieurs territoires et un suivi régulier avec les EPCI concernés est assuré pour répondre aux attentes des hébergeurs.
Deux nouveaux territoires ont bénéficié de ces services :

- **Pays Horloger – en lien avec l'Office de tourisme - (3 Communautés de communes) – visioconférence le 15 mars + restitution auprès des élus le 4 mai.**
- **Communauté de communes des Portes du Haut-Doubs – visioconférence le 15 avril.**

- Echanges fréquents avec les EPCI du département dans le cadre de l'accompagnement aux territoires pour la taxe de séjour (mails, tél).
- Echanges avec Grand Besançon Métropole (utilisateur d'une plateforme différente).
- Intervention lors de la réunion des hébergeurs de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel : 29 avril 2021.
- Travail sur une simulation de perception de taxe additionnelle de séjour.

**Déclaloc**

Signature de conventions de partenariat CDT/EPCI pour la mise en œuvre de Déclaloc avec 2 nouveaux territoires du département :

- **CC Val de Morteau – avril 2021**
- **CC Val Marnaysien – mai 2021**
- **CC du Pays de Maîche – novembre 2021**

**27 communes** de la Communauté de Communes des Lacs et Montagnes du Haut Doubs ont activé le téléservice de déclaration des Cerfa de meublés de tourisme et chambres d'hôtes.

21 hébergements se sont déclarés via la plateforme depuis la mise en place du dispositif, dont 3 ont demandé le classement de leur hébergement après l'information qui leur a été diffusée.

**Label Villes et Villages Fleuris**

- Inscription de **65 communes** dont 53 communes labellisées.
- Participation à 2 réunions organisées par le CRT Bourgogne-Franche-Comté (en visio).
- Participation à 1 webinaire organisé par le CNVVF (en visio).
- Organisation des visites du jury départemental (10 journées de visites) avec un format adapté à la situation sanitaire.
- 10 journées de visites du jury départemental dans les communes inscrites au cours de l'été 2021
- 03/07 : participation au bilan des jurys régionaux à Authume
- 07/09 : Atelier « visite des jardins de la Saline royale » : participation de 50 personnes
- 28/09 : Point annuel CDT/CRT pour les perspectives 2022
- 09/11 : Participation à la remise régionale des prix
- 23/11 : réunion de bilan avec les membres du jury départemental pour établir les objectifs 2022
- 09/12 : envoi des comptes-rendus de visites aux communes visitées par le jury départemental

**Appui à divers projets portés par les collectivités**

Mise en tourisme de Ste-Jeanne-Antide à Sancey, aménagement de la voie verte à Scey-Maisière, participation et intégration du Copil du PNR du Doubs ou encore la mise en tourisme du temple St-Martin à Montbéliard…

# Axe 3 - Développement qualitatif des projets

**Accompagnement des porteurs de projets**

**87 rendez-vous** ont été assurés depuis le début d'année pour **62 projets**

- 14 projets chambres d'hôtes
- 12 projets gîtes de groupes
- 21 projets meublés de tourisme
- 3 projets hôtellerie
- 3 projets « hébergements atypiques »
- 3 projets de développement de site touristique (activité de loisirs ou autres)
- 6 projets « hôtellerie de plein air » dont 1 « camping-cars »

18 autres porteurs de projet ont été accompagnés par échanges de mails et/ou appels téléphoniques.

**Projets publics accompagnés :**

- **Commune de Geneuille** : accompagnement de la commune dans une réflexion stratégique autour de son offre en hôtellerie de plein air (présentation d'un état des lieux et d'une méthode en conseil municipal restreint, accompagnement à la rédaction d'un cahier des charges pour le recrutement d'un cabinet d'études, accompagnement à la sélection des cabinets, réunion de lancement de l'étude et visite de la structure).
- **Commune de Mandeure** : réunion sur site avec les services du Département dans le cadre d'une demande de subvention.
- **Commune de Maîche** : réunion sur site avec les services du Département dans le cadre d'une demande de subvention.
- **Commune de Saint-Hippolyte** : réunion (en visio) pour échange avec la commune sur les possibilités d'intervention de nos services dans l'accompagnement des nouveaux gestionnaires / réunion sur site avec les nouveaux exploitants et pré-audit classement du camping.
- **Commune de Lods** : pré-audit classement du camping.
- **Projet Ecoparc** : réunion avec les porteurs de projet privés sur propriété communale (Colombier Fontaine).
- **Commune de Chevigney-les-Vercel** : réunion au sein de l'hôtel restaurant la Promenade pour une réflexion autour de la reprise par la commune – accompagnement à la rédaction d'un cahier des charges pour sélection d'un bureau d'études.
- **Commune de la Rivière Drugeon** : création d'une aire de camping-cars
- **Commune de Saint Point** : réflexion sur le développement de l'offre en hôtellerie de plein air

**Etat des lieux des aires de camping-cars sur le Doubs**

32 aires destinées aux camping-caristes ont été visitées en 2021 :

- Vérification de l'état de fonctionnement
- Recensement des services proposés
- Réalisation de photos pour utilisation sur différents supports

**Instructions dossiers régionaux**

Deux dossiers ont été instruits dans le cadre des demandes d'aides régionales : 1 dossier meublé de tourisme et 1 dossier chambres d'hôtes.

**Qualité Tourisme**

Participation à la **Commission Régionale de Gestion de la marque Qualité Tourisme** : 16 mars et 22 juin, 14 septembre et 30 novembre

12 structures accompagnées en pré-audit Qualité Tourisme depuis janvier :

- 5 structures chambres d'hôtes
- 1 camping
- 5 hôtels ou hôtels-restaurants
- 1 entreprise adhérente au réseau Made in Chez Nous

**Tourisme & Handicap**

Durant l'année 2021, Doubs Tourisme a réalisé **15 visites d'audit / d'accompagnement à la labellisation** auprès des professionnels, et réalisé les actions suivantes :

- Participation aux travaux du groupe de travail national « Accessibilité » (2 demi-journées) pour la simplification des cahiers des charges.
- 24/03 : Participation à 1 webinaire organisé par notre fédération nationale ADN Tourisme sur l'accessibilité : « Communication numérique des Offices de tourisme ».
- 26/03 : Proposition de candidatures pour les Trophées du tourisme accessible 2021.
- 04/05 et 03/06 : Participation aux réunions organisées par le Syndicat Mixte du Mont d'Or : projet de développement des offres outdoor adaptées.
- 19/05 et 29/06 : Participation au COPIL « Partageons nos sports » organisé par le Département du Doubs, sur la thématique de la « création d'un guide pratique à destination des organisateurs de randonnées » pour rendre les randonnées accessibles à tous (2 demi-journées).
- 22/06 : Participation et présentation des dossiers de labellisation Tourisme & Handicap en Comité régional de gestion de la marque Tourisme & Handicap.
- 15/09 – 06/10 et 20/10 : Participation à 3 ateliers organisés par le Département dans le cadre du projet « Héritage Sport et Handicap » afin d'éditer un guide de référence pour développer la coopération sport et handicap.
- 27/09 : Participation à un atelier organisé par « Polymorphe Design » pour réfléchir ensemble sur l'accessibilité aux personnes handicapées en 2050.
- 30/11 : Participation et présentation des dossiers de labellisation Tourisme & Handicap en Comité régional de gestion de la marque Tourisme & Handicap.
- 08/12 : Participation au webinaire à l'attention des référents de commissions régionales (à la demande de Bourgogne-Franche-Comté Tourisme).
- 10 et 16/12 : Participation à 2 webinaires sur la présentation de la nouvelle application pour le suivi des dossiers TH.
- 14/12 : Présentation de la marque Tourisme & Handicap aux membres de la Commission Intercommunale d'Accessibilité (CIA) du Grand Besançon.

**Made in chez Nous**

Animation du réseau : veille, suivi des labellisés, promotion via affiche TDE d'une page dans le numéro Printemps 2021 de *Comtois Je Cuisine*…

Partenariat avec le Crédit Agricole de Franche-Comté avec l'émission de 120 chèques Cadeau-Plaisir à valoir dans les entreprises alimentaires du réseau Made in chez Nous, partenaires du Crédit Agricole.

Par ailleurs, diverses actions de communication ont eu pour objet la mise en avant de ce label au travers notamment d'annonces presse (Guide Franche-Comté Tourisme, éditions MCC) et d'Accueils presse orientés Made in chez Nous : OptionAuto (juin, parution n° août-septembre).
Une enquête a été menée sur l'ouverture des entreprises adhérentes durant la période estivale 2021.
Nouvelle labellisation réalisée : la Fabrique à neige (Station de Métabief).
Accompagnement à l'ouverture au public : Tissage de Séquanie à Vellevans et Trimadel à Quingey.
Mise en avant des produits labellisés dans la brochure groupes et mini-groupes du service commercial de Doubs Tourisme réédité sur septembre
Réunion annuelle des adhérents au réseau Made in Chez Nous le 12 Octobre au sein de l'entreprise Cristel à Fesches le Châtel (présence de 12 entreprises, de la Chambre de métiers et de la Ville de Montbéliard)
Organisation de la présence du réseau Made in Chez Nous au Marché de Noël de Montbéliard du 6 au 19/12 : 10 entreprises adhérentes ont pu ainsi participer à cet événement au sein d'un chalet dédié. (diverses réunions et contacts préparatoires depuis la fin août).

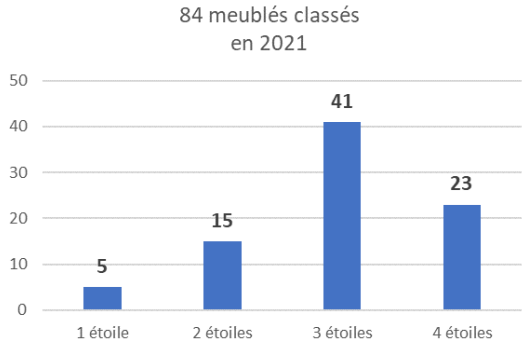
**Classement des meublés de tourisme**

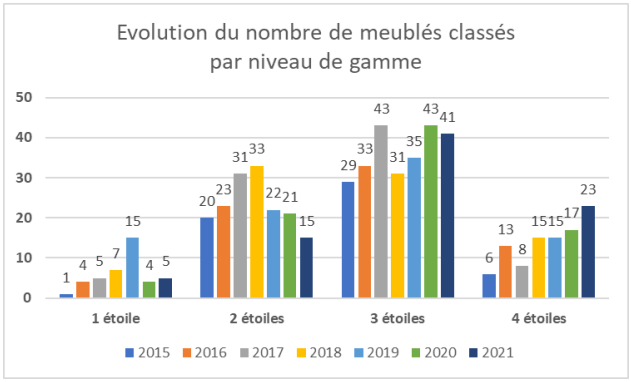
Les visites de classement de meublés se sont déroulées dans le respect des règles sanitaires en vigueur.
**85 visites de meublés** ont été effectuées par nos services durant l'année 2021.

**84 meublés de tourisme** ont été classés par nos services durant le l'année 2021 (85 en 2020), dont :

- **5** meublés classés **1 étoile**
- **15** meublés classés **2 étoiles**
- **41** meublés classés **3 étoiles**
- **23** meublés classés **4 étoiles**

1 meublé n'a pas pu être classé (pas suffisamment de points pour obtenir 1 étoile).




Dans le même temps, Doubs Tourisme a réalisé **7 pré-audits** de classement (avec conseils à l'appui), et envoyé **94 dossiers** de demandes de classements aux propriétaires de meublés.

Doubs Tourisme a également participé aux réunions suivantes :

- Réunions de réactualisation de la grille de classement au niveau national.
- Réunions du COPIL GLAM
- Webinaire sur la présentation des évolutions apportées à la nouvelle grille de classement.

**Accompagnement au classement des autres types d'hébergements**

5 hôtels ou hôtels-restaurants et 2 campings ont été accompagnés (conseils, audits à blanc) pour l'obtention ou le renouvellement de leur classement.

**Autres participations et implications**

Accompagnement du Conseil d'administration de la Roche du Trésor en janvier dans leur réflexion autour de l'avenir du Centre de Vacances des Longevilles Mont d'Or : intervention avec présentation d'une méthodologie et d'un plan d'actions prévisionnel le 25 janvier 2021.

Réunion de suivi de la structuration des hébergements le long des itinéraires pédestres structurants avec la GTJ : 08 juin 2021.
Réunion régionale sur les dispositifs de soutien aux hébergements : 29 Novembre 2021.
Visite entreprise locale de fabrication d'Habitats Légers de Loisirs le 1er Juillet 2021.

**Implication dans le Club Ingénierie d'ADN Tourisme :**
Participation à des webinaires organisés dans le cadre de notre adhésion au Club Ingénierie :

- Taxe de Séjour : la nouvelle réglementation
- Slow tourisme et Tourisme durable – Plan de relance : 29/03 et 09/04 – 31/08
- GT Process : 15/10

Participation au Pitch Investisseurs du Club ingénierie : 25/06/21
Participation à l'atelier Veille du 06/04/21
Participation à la journée technique du Club : 08/04/21

Doubs Tourisme est le seul CDT au niveau national à animer aux côtés d'ADN Tourisme la veille règlementaire quotidienne pour l'ensemble des adhérents au Club Ingénierie – échanges réguliers avec SVP Information décisionnelle et ADN (réunions mensuelles sur le 1er semestre dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle au 1er janvier 2021).

Réunion (visio) avec l'ADEME et le Département dans le cadre des aides de France Relance : 30 mars 2021.
Participation au webinaire organisé par le Conseil Régional sur la thématique des aides financières : 02 juin 2021.

**Accompagnement à la commercialisation**

Au 1er semestre 2021, 7 établissements ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé à la commercialisation et sur cette même période, 17 études tarifaires ont été réalisées.

**Présences dans les instances partenariales**

Participation du CDT à l'ensembles des AG des offices de tourisme du Doubs, des CA et AG du CRT, des CA des GTJ,…
Participation du CDT aux ateliers de travail définis dans le cadre de la réévaluation du Schéma de Développement touristique du Grand Besançon :

- **Atelier 1** : Fédérer les acteurs autour d'une ambition partagée - 22 juin
- **Atelier 2** : Gagner en notoriété et développer l'attractivité - 23 juin
- **Atelier 3** : S'affirmer comme une destination écotouristique - 5 juillet
- **Atelier 4** : Etoffer l'expérience client et structurer l'offre touristique – 6 juillet

**Les labels départementaux**

Motards Bienvenue

En 2021, nous comptons 2 nouvelles structures labellisées Motards Bienvenue : 1 gîte de groupes et 1 meublé de tourisme, soit au total **66 structures** labellisées Motards Bienvenue.
La participation aux côtés de nos adhérents Motards Bienvenue au Salon des Deux Roues à Lyon a été annulée en ce début d'année en raison des conditions sanitaires.

Relais Saint Pierre

Réédition à 10 000 exemplaires de la brochure « Être Pêcheur » en début d'année. Diffusion auprès des prestataires, OT du Doubs et de la Fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique.

**Promotion commerciale des labels**

Commercialisation de l'offre Pêche en Relais St Pierre et Road Trip à Moto (Motards Bienvenue).
Valorisation de ces deux séjours sur le nouveau site web www.doubs.travel/sejours-individuels et partenariat commercial via le Centre d'appel du CRT et MDJ.

## Axe 4 - Déploiement d'une politique de promotion et communication

**Montagnes du Jura**

27/01 – Réunion du Comité opérationnel à Champagnole
23/02 - Réunion du Comité opérationnel à Besançon et atelier de travail sur la révision du plan marketing
25/02 – Réunion de concertation avec pôle Relations presse du CRT/MDJ pour mise en place de modalités de collaboration et répartition harmonisation des actions et stratégies
24/03 - Réunion du Comité opérationnel à Champagnole et atelier de travail sur la révision du plan marketing
06/04 - Instants Montagnons (visio)
12/05 – Réunion du Comité stratégique (VISIO)
09/06 - Webinaire Réseaux sociaux (visio)
25/06 - Instants Montagnons (visio)

28/06 – Réunion du Comité opérationnel à Besançon, synthèse des travaux de révision du plan marketing
06/10 – Réunion du Comité opérationnel à Besançon
16/11 – Réunion du Comité opérationnel à la Maison du Comté, Poligny
16/11 – Réunion technique sur la stratégie digitale partagée (marque MDJ et CDT 01, 25, 39)

Depuis bientôt vingt ans, le collectif Montagnes du Jura s'affranchit du découpage administratif pour valoriser le massif jurassien dans son ensemble avec une conviction : séduire une clientèle pour accroître les retombées économiques dans les territoires de l'Ain, du Doubs et du Jura, au bénéfice des professionnels du tourisme.
La marque a vécu sur l'ambition du collectif qui était de faire émerger cette destination et l'installer dans le paysage touristique français et sur certains pays européens. Cette ambition atteinte, il faut maintenant que notre marque porte un nouveau grand souffle pour les 15/20 prochaines années.
En 2021, notre collectif s'est fortement impliqué dans la révision de sa stratégie marketing afin de :

- tenir compte des changements engendrés par la crise sanitaire ;
- conforter la marque en réunissant ses forces vives ;
- donner au mot «montagne» une autre signification plus tournée vers l'art de vivre que la montagne en tant que telle
- passer du marketing de l'offre au marketing de la demande ;
- redéfinir le ou les clients affinitaires avec la destination
- optimiser les choix des marchés prioritaires ;
- maintenir les moyens financiers pour l'efficacité et la performance.

Ces travaux ont abouti à la définition d'un nouveau positionnement qui est pour la marque sa définition du voyage ou du séjour, incluant l'ensemble des facettes de son identité : « Ensemble, faisons de petites et grandes explorations » qui va s'articuler autour de 5 valeurs : la simplicité, la solidarité, l'engagement (pour la nature), le plaisir et la vitalité.
Les nouveaux enjeux de la marque collective : développer l'offre « toute l'année » et continuer à travailler sur l'image et la notoriété de la destination ; intégrer dans l'offre les territoires « portes d'entrée » (le Grand Besançon pour le Doubs) ; fluidifier la mise sur le marché des offres touristiques et intensifier à l'international ; assurer la dynamique collective de l'ensemble des acteurs de la destination.

**Rencontre de l'offre**

Pour la seconde année consécutive, la Rencontre de l'Offre touristique n'a pas pu se tenir dans son format habituel de présence de 70 exposants réunis dans une salle ou un site touristique avec échanges de documentation et diffusion aux hébergeurs visiteurs.
Afin de répondre pour partie aux attentes, nous avons imaginé une formule de type « click & collect ». Les hébergeurs ont pu passer commande de la documentation départementale qui leur a été livrée sur 6 points de diffusion (en lien avec les offices de tourisme) :

- 16 juin – Pays de Montbéliard (Capitainerie du port)
- 17 juin – Doubs central (camping/centre d'affaires de Baume les Dames)
- 22 juin – Pays Horloger (Les Fontenelles)
- 23 juin – Grand Besançon (Musée des maisons comtoises)
- 24 juin – Pays Loue-Lison (Nautiloue)
- 30 juin – Haut-Doubs (Labergement Ste-Marie)

Au tota,l plus de 16 000 documents ont ainsi été diffusés (100 000 si on inclue les sets de table, édition 2020).

**Nouveau site internet**

Mise en place d'un groupe de rédaction et d'analyse et organisation de nombreuses réunions internes sur l'arborescence et la construction des pages éditoriales (de janvier à décembre 2021).

Mise en place accompagnement Google Analytics, à noter que l'ensemble du site et des plus de 220 thématiques abordées ont été construites et rédigées en interne. Le travail d'accompagnement externe a débuté en seconde partie de cette année.

**Projet Doubs 360°**

Constatant que les sites naturels sont d'une manière générale absents des cartographies du géant Google et de toutes les autres plateformes de cartographie en ligne, Doubs Tourisme a décidé de pallier ces manques.

Grâce à un partenariat inédit entre Doubs Tourisme et un prestataire agréé par Google pour ses outils de cartographie (maps/street view/earth), les circuits raquettes, ski de fond, traîneaux à chiens et ski alpin des sommets du Doubs sont désormais disponibles en **vues immersives à 360°** sur toutes les plateformes du géant du numérique.

La totalité des images captées lors de cette opération sont la **propriété de Doubs Tourisme** qui pourra en faire le meilleur usage pour promouvoir la destination aussi bien au format photo que vidéo ou les mettre à disposition des collectivités et prestataires touristiques.
Les 20 et 21 décembre, le travail de captation des images a pu se faire grâce au concours technique efficace de la CC Lacs et Sommets du Doubs (pour les secteurs nordiques de Chapelle-des-Bois, et Chez Liadet), le SMMO (ski alpin dans la station de Métabief et randonnée raquettes), Jurachiens aux Fourgs, la CC du Val de Morteau (site du Gardot) et l'association Haut-Saugeais Blanc.

Le projet verra son aboutissement en 2022, avec la captation à 360° en mode estival des principaux **sites naturels** du département (sources du Doubs, de la Loue, du Lison, Cirque de Consolation, Bassins du Doubs, Espaces naturels sensibles…) et du tracé de l'EuvoVelo 6.
**QUELQUES CHIFFRES :** 2 Teraoctets d'images captées, 68 km parcourus, 2 000 photos/km, 94 601 photosphères publiées.

**Animation des réseaux sociaux**

Accompagnement aux réseaux sociaux des prestataires :

- 21 janvier 2021 : Mme Spony – La maison du fort de Fontain
- 31 mai 2021 : Mme Jobin – création chambres d'hôtes à Charmauvillers

Animation des comptes facebook et instagram de Doubs Tourisme :
Compte tenu d'un contexte assez similaire à celui de 2020 avec une importante période de confinement, les réseaux sociaux ont confirmé leur importance pour créer du lien entre la destination et ses fans. Ce sont toujours les contenus « sortant de l'ordinaire » qui génèrent intérêt et interactions : diffusion d'émissions TV grand public, images spectaculaires... L'audience de nos pages, en grande partie constituée d'habitants de la région, demeure sensible à tout ce qui valorise son environnement proche.
Meilleures publications 2021 :
Facebook : 1 – Les cascades et sources du Doubs (115 575 personnes touchées), 2 – Tournage Secrets d'Histoire, Stéphane Bern au Château de Joux (93 391), 3 – Le lac de Bouverans au JT de TF1 (78 428 personnes touchées)
Instagram : 1 – La cascade du Lançot (1 972 mentions « j'aime), 2 – Le Saut du Doubs en automne (1 737) , 3 – Le Mont d'Or (1 131).

Sélection de temps forts sur nos réseaux sociaux en 2021 :

- Partage publication des Routes du Comté : janvier 2021 jeu concours, février 2021 destination gourmande, juin 2021 ouverture Maison du comté.
- Partage publication campagne respect des pistes ENJ (février 2021)
- Partage publication Cercle immense de la Saline royale (février 2021)
- Publication jeu concours Via Francigena (février 2021)
- Partage publication des « États Généraux de la Transition du Tourisme en Montagne » à Métabief (mars 2021)
- Partage publications campagne « Partageons nos sports » du Département du Doubs (juin, septembre 2021)
- Partage publication nouvelle exposition Musée Courbet du Département du Doubs (juin 2021)
- Campagne Billets Doubs Saison 2 durant tout l'été
- Thématique Canoë dans la vallée de l'Ognon (juillet 2021)
- Randonnée en Pays de Courbet (juillet)
- #roadtorome2021 / ViaFrancigena (juillet)
- Partenariat Jeu Routes du Comté (août)
- Spot VTT station de Métabief (août)
- SlowUp Vallée de l'Ognon (août)
- Découverte de Besançon, capitale comtoise (septembre)

- Lancement de la saison du mont d'or (septembre)
- Journées du Patrimoine (septembre)
- Ultra trail des Montagnes du Jura (otobre)
- Découverte du GPS Safari (octobre)
- Les bassins du Doubs en automne (novembre)
- Les entreprises Made in chez Nous au Marché de Noël de Montbéliard
- Campagne Sommets du Doubs
- Le Doubs à 360°/hiver

**Newsletters grand public**

Au cours de cette année 2021, nous avons souhaité soigner la relation clients, principalement par des voies électroniques. Au total ce sont 12 e-newsletters qui ont été adressées à un total cumulé de 159 069 destinataires. Ces destinataires sont issus de nos fichiers qualifiés de clients et prospects (17 994 adresses au 31/12/21) à qui nous adressons des informations soit généralistes sur les offres touristiques de la destination en fonction des saisons (e-news mensuelles), soit thématiques en fonction de leurs appétences et envies de vacances. Nous mixons également ces fichiers selon des critères géographiques lorsque cela est pertinent.

Ces correspondances ont généralement un caractère informatif mais avec toujours la mise en avant d'un ou plusieurs séjours proposés par notre service commercial. Grâce à la qualification optimale des fichiers, elles enregistrent un taux d'ouverture moyen de 36,85 %, (contre une moyenne de 22 % au niveau européen en matière de BtoC). L'analyse de ces taux nous permet d'évaluer la pertinence de nos newsletters (objet, contenu...) ainsi que l'engagement potentiel des clients contactés par mail.

**Le blog pro**

doubstourismeleblogpro.com a désormais 4 ans. Il propose depuis avril 2017 un service de veille sur l'actualité de l'éco-système du tourisme en pleine mutation et sur l'actualité des actions de Doubs Tourisme.

A la fin de 2021, il compte **346 abonnés** (255 en 2020), pour l'essentiel des professionnels du tourisme du Doubs, collectivités locales et partenaires de Doubs Tourisme, qui reçoivent automatiquement et en temps réel des alertes sur les nouveaux articles publiés.

**22 articles** ont été mis en ligne en 2021, essentiellement liés à l'actualité de Doubs Tourisme (opération Billets Doubs 2021, label Accueil vélo, Rencontre de l'offre, bilan de saison, nouveau site web, nouveau séjour, nouvelle présidente, nouveaux collègues…) ou de partenaires (ENJ…).

**Relations presse**

- Workshop « Partir en France » (ex Deptour) :
- 18 & 19 janvier 2021 (visio) : 18 journalistes et influenceurs rencontrés
- 09 avril 2021 (visio) : 5 journalistes rencontrés
- 25 janvier 2021 : Point organisation relations presse avec le CRT
- Mise en avant label Made in chez Nous dans partenariat presse avec magazine Comtois je cuisine (mars 2021).
- Le Journal du Palais, interview B. Loizon et Ph. Lebugle (08/12)

**Accueils presse :**

- Accueil presse émission Secrets d'Histoire avec Stéphane Bern au Château de Joux 25 mars 2021
- Participation programme accueil presse Loic Ballet pour chronique sur Télématin (France 2) sur sujet gastronomie mars 2021
- Accueil presse bloggeuse La Marinière en partenariat avec la Citadelle de Besançon, la ville de Besançon, la Saline royale et le musée des maisons comtoises, initialement prévu en mai/juin 2021, décalé à fin août 2021.
- Accueil presse Ouest France du 2 au 4 septembre en collaboration avec l'OT du pays du Haut-Doubs

Accueil presse du journaliste Philippe Jaegger, sujet sur pêche dans la vallée de la Loue, contact transmis par le CRT, pour le magazine Chasseur Français, juin 2021

Accueil presse du journaliste Vincent Noyoux sur Via Francigena (intermédiaire CRT) mai 2021
Accueil presse du journaliste Frédéric Lardenois à la Saline royale pour magazine Option Auto mai 2021
Accueil presse du journaliste Frédéric Lardenois sur thématique Made in chez Nous pour magazine Option Auto juin 2021

**Communiqué de presse et dossier de presse**

Envois via la plateforme Datapresse :

| Sujet | Type | Date envoi | Nb journalistes | Nb consultation mail | Nb de journalistes ayant consulté le mail | Taux d'ouverture |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Vœux 2021 | Communiqué de presse | 13/01/2021 | 111 | 98 | 33 | 29,73% |
| AMI : Randonnée pédestre itinérante | Communiqué de presse | 19/01/2021 | 206 | 333 | 90 | 43,69% |
| Doubs Flocons | Communiqué de presse | 28/01/2021 | 46 | 105 | 19 | 41,30% |
| Dossier de presse 2021 | Dossier de presse | 01/02/2021 | 1405 | 1231 | 479 | 34,09% |
| Lancement nouveau site internet | Dossier de presse | 14/04/2021 | 730 | 615 | 257 | 35,21% |
| Rencontre de l'offre | mail info presse | 08/06/2021 | 42 | 51 | 12 | 28,57% |
| Séjours individuels | Communiqué de presse | 11/06/2021 | 262 | 162 | 59 | 22,52% |
| Billets Doubs saison 2 | Dossier de presse | 28/06/2021 | 895 | 567 | 278 | 31,06% |

Autres actions presse :

- Travail collaboratif avec le service presse du Département du Doubs pour fichier presse de l'exposition « Courbet / Picasso » (juin 2021).
- Travail collaboratif avec le CLA de Franche-Comté et service commercial pour promotion du nouveau séjour Sprach- und Erlebnisreise ! (juin / juillet 2021).

**Autres actions**

**Vallée de l'Ognon**

03 mars 2021 : Réunion avec Destination70 pour harmonisation et mutualisation des actions de communication/promotion sur la destination Vallée de l'Ognon.
23 mars 2021 : participation réunion campagne de communication digitale tourisme Destination 70 (interlocutrice Charlotte Mosca).

**Vélos et Fromages**

05 mars 2021 : Réunion de coordination avec la filière Comté (Routes du Comté) et la CC Frasne-Drugeon sur actions de communication concertées.
23 avril 2021 : accompagnement accueil presse Vélo & Fromages circuit Frasne-Drugeon pour magazine CARNETS COMTOIS.
20 septembre : émission TV France3 BFC sur la thématique Vélos et Fromages, interview D. Mouchet

**Carte Pass Pro 2021/2022**

La carte PASS PRO, véritable outil de maillage de notre territoire, permet aux professionnels du tourisme du Doubs porteurs d'accéder gratuitement ou à prix réduits aux sites/structures touristiques du département.

Les sites/structures partenaires de l'opération signent une convention avec Doubs Tourisme, valable deux ans avec tacite reconduction. Ils deviennent de fait eux-mêmes bénéficiaires de la carte PASS PRO. L'offre minimale de la carte PASS PRO se compose d'une entrée gratuite ou réduction pour le porteur. Cette offre peut être néanmoins élargie au conjoint ou à la personne qui accompagne le porteur de la carte. L'objectif de la carte PASS PRO est de donner aux professionnels du tourisme la possibilité de découvrir l'ensemble de l'offre touristique du département pour mieux mutualiser la promotion de notre territoire.

La carte Pass Pro compte à ce jour **59 partenaires**, soit 4 de plus que la précédente édition, répartis sur les 6 pays touristiques. Elle a été diffusée en janvier 2021 à **764 destinataires** : élus du Doubs, partenaires institutionnels, membres de l'AG Doubs Tourisme et professionnels du tourisme du Doubs.

**Campagne Les Sommets du Doubs**

Chaque hiver Doubs Tourisme met en oeuvre une campagne de communication valorisant les 46 sites de pratique des activités neige s'étendant de Chapelle-des-Bois à Maîche.

Essentiellement digitale (réseaux sociaux, partenariats médias), cette campagne s'est étoffée cet hiver d'actions plus inédites avec la mise en place d'une bâche de 40 $m^2$ sur la façade du Département et un partenariat original avec nos collègues de Côte d'Or Tourisme via l'envoi d'une e-news auprès de 20 000 prospects bourguignons.
Cette large offre touristique est également valorisée dans la publication être Skieur rééditée en amont de la saison.

**Sacs à pain**
Compte tenu du nouveau confinement intervenu au printemps et de stocks encore conséquents dans les restaurants, nous n'avons pas souhaité renouveler en 2021 l'opération Sets de table. Afin de conserver une opération de visibilité auprès des habitants du département, nous avons mis en place un dispositif « sac à pain » avec la diffusion de 110 000 étuis papier auprès de 100 boulangeries du Doubs à compter du 9 juin.

Autres :
- Partenariat magasin Decathlon : création de vidéos et publications réseaux sociaux.
- Partenariat maCommune articles sur découvertes touristiques dans le Doubs en été

## Axe 5 - Commercialisation

**Développement du tourisme d'affaires**

**Nouvel outil de réservation en ligne et suivi des manifestations**
L'outil de réservation dédié aux congrès et grands événements est désormais opérationnel dans ses principales fonctions ; des réunions techniques continuent avec l'agence AKYOS pour affiner et améliorer l'ensemble du dispositif propre à Doubs Tourisme.
Cette nouvelle plateforme full web, propriété exclusive de Doubs Tourisme, se déploie à l'échelle de tout le territoire départemental et centralise tous les services pour répondre aux besoins logistiques des organisateurs et congressistes (inscription, hébergement, dîner de gala, ateliers, transferts sur place, visites touristiques, ...).
Les premières pages ont été élaborées en version GB à l'occasion du **colloque de la SUERA des 16 et 17 mars 2021**, dont le programme s'est déroulé finalement en distanciel en raison du contexte sanitaire. Toutefois, forte mobilisation de Doubs Tourisme pour accompagner l'organisation mise en place par le SMMO et le Département : réunions préparatoires, visite des sites, prises d'option, création de formulaires en ligne pour les inscriptions et réservations hôtelières en 2 langues et supports d'accueil, suivi et réunions techniques régulières, gestion des réservations de dernières minutes.

Le marché des congrès et des séminaires d'entreprise est particulièrement affecté par la crise sanitaire depuis 2020 et semble aujourd'hui atone pour des raisons à la fois sanitaires et financières. Doubs Tourisme espère une relance du marché en multipliant les réunions de suivi et de soutien de candidatures (**Pôle des Microtechniques de Besançon, Fédération Nationale Métallurgie, Rencontres nationales des SCOT**…). En partenariat avec l'Office de Tourisme du Grand Besançon, une prospection terrain plus accrue en local est retravaillée pour faire connaître nos services.

2 autres manifestations ont été suivies sur l'automne :
- 17 au 19 septembre : **Livres dans la Boucle** en partenariat avec Grand Besançon Métropole et Ville de Besançon
- 7 et 8 octobre : Doubs Tourisme accompagne l'Agence nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)pour son **Congrès national de la Montagne** à Pontarlier, 1er Congrès géré par la nouvelle plateforme www.doubs-congres.com, sur laquelle reposent de sérieuses ambitions

**Adhésion au collectif régional du Tourisme d'Affaires du CRT**
- Création d'une nouvelle page **Destination Doubs Montagnes du Jura** à découvrir

https://seminaires.bourgognefranchecomte.com/destinations/le-doubs-au-coeur-des-montagnes-du-jura

- Visio-conférence du 1er avril du CRT- Caractéristiques & tendances du tourisme d'affaires.
- 2 ateliers de travail en visio-conférence les 4 et 28 mai – réflexion pour définir le nouveau positionnement et la promesse client du collectif, élaboration de nouvelles offres séminaires axées sur l'expérience insolite et l'incentive, élaboration d'une stratégie plus digitale pour dynamiser l'attractivité et la lisibilité du site web et promouvoir le workshop régional prévu en janvier 2022.
- Participation à la préparation du plan d'action 2022 le 23/11.

**Mise en valeur de l'offre séminaires et congrès via l'édition d'une nouvelle brochure**
https://fr.calameo.com/doubs-tourisme/read/00061582014865672156 4

**Conception de nouvelles offres incentives** en lien avec les prestataires du département et l'agence événementielle Roule Ma poule (28 mai).

Partenariat reconduit avec **l'Office de Tourisme du Grand Besançon :**
2 réunions préparatoires pour définir le plan d'actions de l'automne – 11 mars et 28 juin
Préparation du plan de promotion et de prospection 2022 – 9 août et 20 septembre

**Séjours packagés pour individuels**

**Suivi des réservations - Chèques cadeaux Crédit Agricole**

Rappel : Dans la continuité du partenariat signé avec le Crédit Agricole lors de notre Assemblée Générale de septembre 2020, le Crédit Agricole a sollicité le service commercial du CDT pour la réalisation de chèques cadeaux remis aux bons clients des agences de Franche-Comté, à l'occasion des fêtes de fin de l'année 2020.
4 versions de chèques ont été réalisées par Doubs Tourisme, à des prix allant de 50 à 150 €, pour un volume financier total de 41 720 €.
Au total, 408 clients ont pu bénéficier de ces chèques cadeaux :
• 178 chèques « Privilège » correspondant au Doubs Séjour
• 132 chèques « Plaisir »
• 50 chèques « Découverte »
• 48 chèques « Youtubeur »

Cette opération vise à faire consommer le territoire dans sa diversité et sa proximité. Plus de 60 prestataires (activités loisirs, spectacles, cours de cuisine, entreprises alimentaires du réseau Made In Chez Nous) sont associés à cette action sur l'ensemble du département.

**Chèque Défi-cube Energie en partenariat avec le service communication et le COS du département du Doubs**

Défi organisé par le Département qui récompense les membres d'un même service ayant récolté le plus de cubes pour un exercice physique au quotidien (vélo, marche, course, sports co…) - 26 équipes, plus de 260 agents engagés au total.

**Conception d'un nouveau séjour linguistique CLA**

Dans le cadre d'un nouveau projet d'attractivité internationale, le Centre de Linguistique Appliquée de Besançon, en collaboration avec Grand Besançon Métropole, a sollicité le service commercial de Doubs Tourisme pour la création d'un séjour linguistique à destination du marché Allemand, avec pour cible principale les actifs et jeunes retraités.
2 sessions de 14 jours ont été programmées, l'une du 12 au 25 septembre 2021 et l'autre du 1er au 14 mai 2022.
Son tarif s'élève à 1 700 € par personne en formule solo et à 1 350 € par personne en formule duo. Ce séjour intitulé « Sprach- und Erlebnisreise, in Besançon Bourgogne Franche-Comté ! » allie découverte de nos grands sites culturels et naturels, loisirs et moments conviviaux.
Un programme de 4 pages et un teaser vidéo réalisé par Doubs Tourisme vient appuyer l'attractivité visuelle de ce séjour. L'aboutissement de ce projet est le fruit d'une dynamique collective entre de multiples acteurs, lors de rencontres animées conjointement par le CLA, Grand Besançon Métropole et Doubs Tourisme avec le CRT BFC, le service des relations internationales de l'UFC, la CCI de Besançon, le Comité de Jumelage à Mayence BFC / Land Rhénanie Palatinat, la Maison de l'Europe à Besançon, l'Office de Tourisme et des Congrès de Besançon, la Ville de Besançon, la Région Bourgogne Franche-Comté. Réunions de suivi les 21 janvier, 11 février, 9 et 24 mars, 7 avril, 29 juin, 20 et 21 octobre.
La session de septembre a dû être annulée faute de participants.
De nouvelles réunions sur l'automne ont eu lieu pour optimiser et promouvoir la session de 2022.

**Nouvelle production de séjours itinérants**

Pour anticiper la sortie de crise sanitaire, s'inscrire dans les nouveaux modes de réservation des clientèles, jouer sur le contexte favorable d'un retour au « Consommez France » et redynamiser la fréquentation estivale du Doubs, le service commercial de Doubs Tourisme a totalement repensé ses idées de séjours et week-ends pour individuels.
La production de séjours individuels a été resserrée autour des activités de pleine nature et itinérantes.
Au total, **22 produits packagés et city breaks** composent dorénavant la nouvelle collection 2021, portée par six grandes thématiques : rando, cyclo, activités loisirs, patrimoine et gastronomie, insolite et famille, dont 5 nouveaux séjours :

- Vélo&Fromages sur l'EuroVelo 6
- Itinérance cyclo "Au Pays de la Guerre des Boutons"
- Itinérance sur la ViaFrancigena
- Septembre : Transition vers le Bonheur (offre éco-responsable)
- Octobre : Création d'une offre individuelle Aventure Auto et Patrimoine Unesco 4 j/3 n pour préparer le Salon Epoq'Auto

Soutien et suivi du plan de relance dans le cadre du Doubs Séjours

**Développement du marché du groupes**

Janvier 2021 - Action de prospection téléphonique via Réceptel auprès de 200 clubs de randonnée.
Constitution d'un fichier qualifié, promotion de la destination et commercialisation de séjours.

Janvier 2021 - Participation à l'opération Partez en France en collaboration avec le CRT et Tourmag :
https://www.tourmag.com/Doubs-Tourisme_a106868.html?preview=1
Le Doubs, avec 2 850 vues, figure au Top 5 des régions les plus visitées sur TourMaG.com ! Mise à l'honneur de la destination du Doubs, dans le cadre de la campagne #partezenfrance à laquelle 19 autres destinations régionales ont participé sur le premier portail d'information des professionnels du tourisme en ligne.

2 février – 3 webinaires de démarchage et de présentation de notre destination, organisés avec Royer Voyages à l'attention des clients groupes des agences du Haut-Rhin, Bas-Rhin et de Moselle – une trentaine de participants.
https://www.youtube.com/watch?v=yGw7ckDfKd8&t=487s

Participation aux ateliers GRC, COMMUNICATION, WORKSHOP du collectif national Destination Groupes les 14 et 29/01 – 9, 16 et 22/03 - 29/04 - 26/05 – 2 et 15/09 – 13 et 14/10 – 7/12 et suivi de l'organisation générale des 2 webinaires nationaux :
Participation aux ateliers et COMMUNICATION du collectif national Destination Groupes les 14 et 29/01 – 9, 16 et 22/03 - 29/04 - 26/05 – 2 et 15/09 – 13/10 – 7/12 et suivi de l'organisation générale des 2 webinaires nationaux :
30 mars et 21 juin - Participation et promotion du Doubs aux 2 webinaires « SECRETS DE TERRITOIRES » :
https://www.youtube.com/watch?v=0G4CCg0w170&list=PLRVm8RVixdl35k7UviiH_jNfH7NoNOs9L&index=4
Organisation de ces webinaires nationaux réalisée en collaboration par ADN Tourisme, le Val d'Oise et le Doubs à travers différentes visioconférences de préparation courant février et mars.
8 avril – Participation au séminaire du **club Destination Groupes**.
13 avril – Révision du partenariat commercial groupes et mini-groupes entre l'OT Loue Lison et Doubs Tourisme.
26 mai : Visio accueil des nouveaux adhérents par les animateurs des ateliers du club Destination Groupes
11 juin - Participation à la stratégie groupes de l'OTBC, soutien dans la conception d'une nouvelle brochure associant le musée des Maisons Comtoises et la Citadelle,
21 juin : 2e webinaire à l'attention des clients prospects Destination Groupes : Présentation du Doubs
Septembre 2021 : Réédition de la brochure Groupes et mini-groupes 2022 suivie d'un mailing de 2200 envois
6 et 7 octobre : Participation au salon IFTM de PARIS sous la bannière du club national Destination Groupes
17 au 19 novembre : Séminaire Club Destination Groupes - Landes

Janvier à septembre : **Prospection groupes en partenariat avec le CRT**
Présentation de l'offre groupes en visio-conférence avec Yonne Tourisme et le Cassissium.
Plusieurs rencontres organisées avec les agences Magic Evasion, Voyages Catteau, Agence Verdié, Savac Tourisme.
Un partenariat régional soldé par l'organisation d'un éductour du 27 au 29 septembre, l'hôtel Mercure*** et les deux sites Unesco, la Citadelle et la Saline royale, ont été les partenaires associés à la découverte de la partie du Doubs.

**DE NOUVELLE CLIENTELES, comme le rassemblement de voitures de collection**
Création d'une Brochure « Spécial Clubs de voitures 2022 » éditée à 1000 exemplaires
Participation au 42e salon international Epoqu'auto de Lyon les 5,6 et 7 novembre https://epoquauto.com/
Constitution d'un fichier national de 1362 adresses de clubs de voitures via le site www.retrocalage.com,
touchées par e-mailing et mailing.
Création d'une offre transversale Doubs et Jura pour valoriser la destination des Montagnes du Jura
Création d'une offre individuelle Aventure Auto et Patrimoine Unesco 4 j/3 n

Soutien et suivi du plan de relance dans le cadre du **Doubs en Groupes**

**Bilan commercial - indicateurs de résultats**

| Données chiffrées | Séjours individuels | | | Séjours & Excursions Groupes | Congrès& Séminaires |
|---|---|---|---|---|---|
| | Offres Classiques | Doubs Séjours | Partenariat Crédit Agricole | | |
| Nombre de **contrats** | 34 | 304 | 44 | 27 | 6 |
| Nombre de **clients** | 86 | 640 | 88 | 878 | 533 |
| **Journées** tourisme | 253 | 2 008 | 88 | 2 108 | 1 354 |
| **Nuitées** | 167 | 1 004 | 88 | 1 218 | 810 |
| **Volume d'affaires** | **14 661 €** | **48 408 €** | **6 600 €** | **147 990 €** | **52 557 €** |

L'**activité commerciale du CDT** a généré en 2021 un volume de ventes total de **270 216 €.**
en nette reprise par rapport à 2020 **(107 732 €)** déjà touché par la crise sanitaire, en baisse cependant par rapport à la dernière saison d'avant crise de 2019 (**653 209 €)**

# Point particulier relatif à la situation sanitaire et à la relance du plan d'urgence départemental

Face à la situation exceptionnelle de la pandémie de la Covid-19, le Conseil départemental du Doubs a souhaité réagir en décidant de déployer en 2020 un plan départemental d'urgence ambitieux dans les domaines de compétences du Département, dont notamment pour le tourisme. Ce volet tourisme du plan d'urgence départemental a assurément contribué à la réalisation d'une saison estivale très correcte, comblant en partie les déficits accumulés lors des périodes de confinement et de restrictions de circulation. Pour autant, la situation sanitaire est restée compliquée et les difficultés perdurent en ce début d'année 2021.

Compte tenu de ce contexte et au regard de la consommation bugétaire de l'action menée en 2020, il a été décidé de mobiliser à nouveau les ressources du CDT et de renouveller les opérations Billets Doubs et Doubs séjour en 2021 (Le Doubs en groupe ayant pour vocation initiale de s'étendre jusqu'au 31 octobre 2021). Sur ces bases et au regard des retours des professionnels et des clientèles enregistrés en 2020, une nouvelle campagne réajustée a été lancée le 28 juin dernier selon les principes suivants :

**1 - Les Billets Doubs**

L'édition 2021 s'appuie sur 42 sites volontaires (45 en 2020) répartis sur l'ensemble du territoire départemental et regroupant à la fois des lieux de visites et des sites de pratiques d'activités. Le choix de ces sites est resté le même qu'en 2020 :

- Sites dont la fréquentation dépasse 5 000 visiteurs annuels.
- Sites non bénéficiaires par ailleurs d'une subvention de fonctionnement attribuée par le Conseil départemental.
- Sites propriétés ou dans lequel le Département est impliqué.

Edition et diffusion de 100 000 Billets Doubs (150 000 en 2020) via 3 canaux majeurs disctincts :

- 25 000 par le CDT via un site spécifique de campagne (www.billetsdoubs.com) destinés prioritairement aux clientèles locales ;
- 25 000 par les 8 Offices de Tourisme du Département (incluant OT du Val Marnaysien) ;
- 50 000 par les 1060 hébergeurs du département et qui en font la demande auprès du CDT et selon un quota proportionnel au type de l'hébergement et à sa capacité.

Budget alloué : 620 000 €.

Les résultats des Billets Doubs

1/ Diffusion par les hébergeurs

Diffusion sur demande, et non pas par un envoi systématique comme en 2020, pour un quota prévisionnel de 50 000 Billets Doubs.

- Seuls 265 hébergeurs (25 %) ont donné suite à cette proposition pour un total de 16 932 Billets Doubs (33 % du quota prévu).

2/ Diffusion directe auprès du grand public via un site spécialement conçu www.billetsdoubs.com

- 24 492 billets adressés à 12 246 destinataires

3/ Diffusion par les Offices de Tourisme

- 25 000 Billets Doubs acheminés auprès des 7 OT du Département et de celui du Val Marnaysien au prorata de leur fréquentation et du nombre de leurs bureaux d'information touristique (livraison directe fin juin).

4/ Diffusion par le CDT en direct via les Doubs séjours et dans le cadre des partenariats (média et autres)

- 7 000 Billets Doubs.

5/ Diffusion par le Conseil Départemental notamment dans le cadre d'un volet social auprès des assistantes familiales

- 1 200 Billets Doubs.

Au total **74 624 Billets Doubs** ont été diffusés par l'ensemble des canaux gérés par le CDT et par ses partenaires.

**2 - Les Doubs séjours**

Reconduction du principe imaginé en 2020 avec quelques ajustements permettant de proposer un séjour packagé au tarif promotionnel unique de 80 € pour 2 personnes (incluant nuitée, repas, petit déjeuner, 1 visite et 1 carnet Offres+).
33 hébergeurs (Hôteliers, campings, chambres d'hôtes, gîtes de groupes et d'étapes et hébergements collectifs) sont partenaires de l'opération Doubs séjours 2021 (modification de quelques prestataires partenaires après une proposition de participation adressée à plus de 80 hébergeurs).

Diffusion, relation clientèle, édition des contrats et réservations effectués en totalité en interne par l'équipe commerciale du CDT.
Budget alloué : 50 000 €.

Les résultats des doubs séjours

Une clientèle de proximité : Au total, **304 Doubs séjours** ont été vendus en deux semaines après le lancement de l'opération, à des clients provenant essentiellement du Doubs et des territoires voisins. Une majorité de ces séjours (69 %) a été effectuée durant les mois de juillet et d'août.
Une clientèle satisfaite à 96 % à la fois dans le suivi de leur réservation mais aussi dans leur expérience client auprès de l'hébergeur et du site touristique choisi. Si bien que 99 % d'entre eux disent avoir recommandé cette offre auprès de leurs proches. Un des intérêts de cette opération aura été de faire découvrir le territoire, car 85 % disent avoir découvert leur hébergement et 79 % de nouveaux sites touristiques.

**3 - Le Doubs en groupe**

Poursuite de l'opération engagée l'an passé et premiers retours enregistrés avec la présence de 3 groupes à fin juin. Le travail de prospection en BtoB auprès des opérateurs de voyages (agences, Tours opérateurs, autocaristes, clubs,..) est maintenu et devrait aboutir à la concrétisation de nouvelles programmations de séjours sur notre territoire.

Budget alloué : 50 000 €.

Les résultats du doubs en groupe

Malgré toute l'énergie déployée et l'envie des professionnels de programmer notre destination, les contraintes sanitaires et le climat anxiogène lié à la Covid 19 ne nous permettent toujours pas d'accueillir des groupes dans les meilleures conditions.
La saison 2021 est à nouveau restée très fragile sur l'activité réceptive groupes ; 10 dossiers groupes ont pu bénéficier depuis le mois de juin du dispositif Doubs en groupes (pour un total de 27 nuitées groupes).

Pour 2022, 13 autres groupes sont en prévision (pour un total de 44 nuitées). Ces devis restent toutefois à confirmer et ne pourront l'être qu'à la condition que la situation sanitaire s'améliore notablement et permette un accueil total et en toute sécurité de nos clients.

L'ensemble de ces actions bénéficie par ailleurs d'un dispositif de communication mis en œuvre par le CDT. Ce dispositif allégé, basé sur des spots audiovisuels et des actions sur les réseaux sociaux, vise à appuyer la diffusion de ces produits ainsi que la notoriété du territoire départemental.

**4 - Conclusion et perspectives**

Les enquêtes menées durant l'été auprès des prestataires du Doubs et des clientèles à l'issue des séjours, laissent apparaître à nouveau une satisfaction globale unanime des actions menées et d'une manière générale de la mise en œuvre de ce plan d'urgence.
La reconduction du volet tourisme du plan d'urgence départemental a assurément contribué à la réalisation d'une saison estivale très correcte, comblant en partie les déficits accumulés lors des périodes de confinement et de restrictions de circulation.
La diffusion majoritairement locale des Billets Doubs aura permis aux habitants du Doubs d'être les plus grands bénéficiaires de cette opération et de (re)découvrir leur territoire à la fois pour leurs activités mais aussi pour de l'hébergement et de la restauration.

Bilan détaillé du plan d'urgence adressé au Conseil Départemental en février 2022.

# L'ESSENTIEL 2021

Doubs Tourisme
Comité départemental

Doubs
le Département

ADN Tourisme

## Rapport d'activités


| | |
|---|---|
| Vu du CDT | 2-3 |
| Le plan de relance | 4-5 |
| Le développement | 6-7 |
| La communication | 8-9 |
| La commercialisation | 10-11 |

*Béatrix Loizon*

*Vice-présidente du Département du Doubs en charge de la gestion et de la préservation du patrimoine naturel, de la transition climatique et du Tourisme*

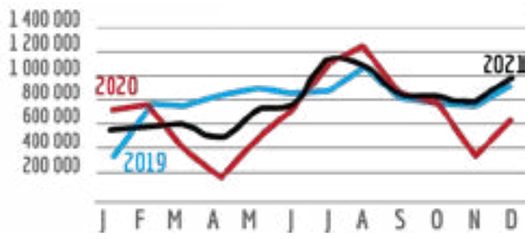
*Présidente de Doubs Tourisme*

## PRÉAMBULE

L'année 2021 aura débuté malheureusement dans la poursuite des difficultés sanitaires apparues en 2020. La saison hivernale a tout d'abord été particulièrement affectée par la fermeture totale des remontées mécaniques générant un impact économique important que le report sur des activités types nordiques n'aura pas réussi à combler.

Les diverses périodes de restrictions imposées au cours du premier semestre ont fortement limité les déplacements et il en ressort une fréquentation de nos clientèles françaises en retrait de 17 % à comparer de 2019. Ce constat est par ailleurs encore plus marqué avec les clientèles étrangères. Le second semestre a en revanche été beaucoup plus favorable et aura permis d'enregistrer une fréquentation des excursionnistes en hausse de 13 % par rapport à 2020 et même de dépasser les chiffres de 2019 de 8 %. L'année 2021 se solde au global par une **baisse de 4 % du total des excursionnistes** et 8% du nombre de touristes à comparer avec 2019, dernière année avant pandémie.

**Excursionnistes** français




Ce sont ces éléments qui ont amené le Comité départemental du tourisme à proposer au Conseil départemental une **reconduction du plan d'urgence** en relançant 100 000 Billets Doubs et 300 Doubs Séjours sur la période du 28 juin au 15 novembre 2021. Il a également été décidé d'étendre la validité de l'action « Doubs en Groupes » jusqu'au 31 octobre 2022 afin de pouvoir toucher cette clientèle professionnelle plus largement affectée par les conséquences de la crise sanitaire.

L'année 2021 est aussi celle d'une nouvelle mandature et d'une nouvelle présidence. Ainsi à la suite des élections départementales qui se sont déroulées fin juin, les membres du CDT ont élu leurs nouveaux représentants au sein du conseil d'administration de notre association. J'ai le plaisir aujourd'hui de présider l'association Doubs Tourisme avec à mes côtés, une équipe motivée de dix-sept salariés et forte de vingt-et-un administrateurs impliqués et représentant la diversité des territoires et des activités touristiques.

Dans le cadre de la **nouvelle politique cyclable départementale**, Doubs Tourisme s'est tout particulièrement impliqué dans l'étude du déploiement du système de jalonnement innovant des points-nœuds. Un travail de recherche, de cartographie et une étude de faisabilité ont ainsi été conduits en partenariat avec l'Université de Franche-Comté. Ces travaux menés avec les étudiants, sous la responsabilité conjointe de Doubs Tourisme et des enseignants-chercheurs de l'université, ont confirmé sur deux zones tests tout l'intérêt de ce nouveau système et la possibilité de son déploiement sur notre territoire. Par ailleurs, en lien avec l'association des Grandes Traversées du Jura (GTJ), nous avons déterminé un nouveau tracé reliant la GTJ cyclo dans le Haut-Doubs à l'EuroVelo 6 en passant par Arc-et-Senans. Cette « petite GTJ » de 99 km permet ainsi de « boucler » le tour du Doubs.

Du point de vue commercial, l'embellie du second semestre aura permis d'organiser, pour le compte de l'Agence nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), le Congrès national de la Montagne à Pontarlier. Seul congrès organisé par Doubs Tourisme en 2021, il a été aussi le premier à utiliser avec satisfaction notre **nouvel outil en ligne** www.doubs-congrès.com.

Les manifestations ont été peu nombreuses en 2021, mais malgré les difficultés et incertitudes, la ville de Montbéliard a souhaité organiser son marché de Noël. En recentrant les exposants sur des productions locales, le CDT a été associé à cette 34e édition avec la mise en place d'un chalet dédié aux labellisés « Made In Chez Nous ». Une étude de fréquentation de cette manifestation a par ailleurs été conduite avec l'outil *Flux Vision* à la demande de la ville de Montbéliard.

Enfin d'un point de vue de la communication, nous avons innové en travaillant à l'enrichissement iconographique à 360° des bases de données présentes sur Google et autres plateformes de l'internet. Cette première mondiale avec des images de cheminement enneigé permet ainsi de rendre notre destination montagne visible au niveau international.

### En 2021, on avait prévu mais on n'a pas pu...

**Organiser** la rencontre de l'offre... ; **rééditer** les sets de tables... ; **organiser** des tournées des jurys de fleurissement avec l'ensemble des partenaires... ; **participer** à des salons et des workshops professionnels... ; **accueillir** la presse nationale ; **programmer** les Samedis au Ski...



## ADAPTATION DES ÉQUIPES ET DES MÉTHODES DE TRAVAIL

Comme dans toutes les entreprises, la pandémie et les contraintes en découlant ont obligé l'équipe du CDT à s'adapter. Les restrictions de déplacements et de rencontres ont largement modifié nos modes de fonctionnement, pour autant les missions se sont poursuivies et de nouvelles habitudes et règles de travail ont été adoptées. Afin de poursuivre nos missions dans les meilleures conditions possibles, et après avoir doté l'équipe en 2020 d'une flotte d'ordinateurs portables, le CDT a acquis un matériel simple et mobile de **visioconférence**. Sans pour autant remplacer toutes nos réunions, cet outil permet assurément un gain de temps et une réduction des frais de déplacement. Dans la limite de sa disponibilité, il est aussi à disposition de l'ensemble de nos partenaires qui pourraient en avoir le besoin.
Les périodes de télétravail obligatoires, imposées depuis la première période de confinement ont aussi généré de nouvelles habitudes. C'est pourquoi, fort de cette expérience contrainte, une **charte de télétravail** a été négociée et rédigée avec les représentants du personnel. Cette charte applicable depuis début 2022 sur la base du volontariat fera l'objet d'une évaluation à six mois pour d'éventuels ajustements.

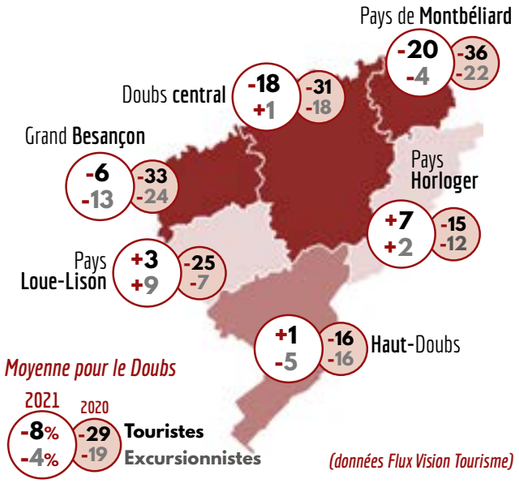
ZOOM

### ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION PAR DESTINATION

*en comparaison de l'année 2019*

***L'année 2021 aura vu revenir la fréquentation globale de nos territoires à des niveaux proches de ceux d'avant-pandémie.***

*Toutefois de fortes disparités existent selon les secteurs. Les zones de montagnes, recherchées pour leurs grands espaces ont de meilleurs résultats qu'avant-crise malgré une météo estivale peu favorable. A contrario les zones de la basse vallée du Doubs, plus sensibles aux clientèles étrangères et au tourisme d'affaires et de congrès, enregistrent des fréquentations 2021 toujours en retrait.*




*(données Flux Vision Tourisme)*

## DE NOUVEAUX ÉLUS À DOUBS TOURISME

Comme le stipule l'article 13 des statuts du CDT du Doubs, *« le renouvellement du conseil d'administration a lieu à l'occasion du renouvellement du Conseil départemental du Doubs ».*

C'est pourquoi, après les élections départementales des 20 et 27 juin 2021, le Comité départemental du Tourisme a tenu une assemblée générale élective le 24 septembre 2021 afin de renouveler son conseil d'administration.

A cette occasion, Madame Béatrix Loizon, Vice-Présidente du Conseil Départemental du Doubs en charge de la gestion et de la préservation du patrimoine naturel, de la transition climatique et du tourisme et conseillère départementale du canton d'Ornans, a été élue **Présidente du Comité départemental du Tourisme du Doubs,** succédant à M. Pierre Simon.

Le nouveau conseil d'administration élu est désormais composé des vingt-et-un membres suivants :

### Collège 1 - COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**Représentants du Conseil départemental du Doubs**

*Présidente* Béatrix **Loizon**, *Vice-pde du Conseil départemental - canton d'Ornans*
*1er Vice-président* Ludovic **Fagaut**, *Vice-pdt du Conseil départemental - canton de Besançon 5*
Marie-Paule **Brand**, *Conseillère départementale - canton de Bavans*
Marie-Christine **Durai**, *Conseillère départementale - canton de Baume-les-Dames*
Damien **Charlet**, *Conseiller départemental - canton d'Audincourt*

**Représentants des communes et groupements de communes**

Benoît **Vuillemin**, *Vice-pdt Tourisme de Grand Besançon Métropole*
Marie-France **Bottarlini-Caputo**, *Vice-pdte Tourisme de P. de Montbéliard Agglo.*
Jean-Yves **Brunella**, *Vice-pdt Tourisme de la Cté de communes Doubs baumois*
*2e Vice-président* Gérard **Dèque**, *Maire de la commune de Métabief*
Jean-Luc **Faivre**, *Vice-pdt Tourisme de la Cté de communes du Gd Pontarlier*

### Collège 2 - ORGANISMES CONSULAIRES ET INSTITUTIONS TOURISTIQUES

Pierre-Antoine **Clément**, *Représentant la CCI Saône-Doubs*
Bruno **Grandvoinnet**, *Représentant la Chambre de Métiers et de l'Artisanat BFC*
Pascal **Dormont**, *Représentant le Crédit agricole de Franche-Comté*

### Collège 3 - OFFICES DE TOURISME ET SYNDICATS D'INITIATIVE

*Secrétaire* Marie-Anne **Spony**, *Pdte de l'Office de tourisme et des congrès du Grand Besançon*
*3e Vice-président* Pascal **Viennet**, *Secrétaire de l'Office de tourisme du Pays horloger*

### Collège 4 - PROFESSIONNELS ET ASSOCIATIONS DE TOURISME ET DE LOISIRS

**Hébergements**

*Trésorière* Isabelle **Comte**, *Administratrice de Clévacances Jura Franche-Comté*

**Sites touristiques**

Alexandre **Arnodo**, *Directeur de la Citadelle de Besançon*
Virginie **Duède-Fernandez**, *Directrice du Musée des Maisons comtoises*
Christelle **Humbert**, *Présidente de Franche-Comté Evasion*
Claude **Haaz**, *Directeur de la Grotte d'Osselle*

**Activités de loisirs**

Jean-Pierre **Basselin**, *Président du Comité de Randonnée pédestre du Doubs*

*Face à la situation exceptionnelle de la pandémie de la Covid-19, le Conseil départemental du Doubs a souhaité réagir en déployant en 2020 un plan départemental d'urgence ambitieux dans ses domaines de compétences, dont notamment le tourisme. Ce volet tourisme du plan d'urgence départemental a assurément contribué à la réalisation d'une saison estivale très correcte, comblant en partie les déficits accumulés lors des périodes de confinement et de restrictions de circulation. Pour autant, la situation sanitaire est restée compliquée et les difficultés ont perduré en 2021. Compte tenu de ce contexte et au regard de la consommation budgétaire de l'action menée en 2020, il a été décidé de mobiliser à nouveau les ressources du CDT et de renouveler les opérations « Billets Doubs » et « Doubs séjour » en 2021. Il a également été décidé d'étendre la validité de l'action « Doubs en groupe » jusqu'au 31 octobre 2022 afin de pouvoir toucher cette clientèle plus largement affectée par les conséquences de la crise sanitaire.*
*Sur ces bases et au regard du solde financier de l'opération de 2020 et des retours des professionnels et des clientèles, une nouvelle campagne réajustée autour des 3 actions particulières que sont les Billets Doubs, les Doubs Séjours et le Doubs en groupe a été lancée le 28 juin 2021.*

## LES BILLETS DOUBS

Doté d'un budget initial de **620 000 €** pour 100 000 entrées le dispositif des Billets Doubs visait à poursuivre le triple objectif de :

- venir en appui des principaux sites privés de visites et d'activités touristiques ainsi que ceux appartenant au Département ;
- appuyer les démarches des hébergeurs du Doubs dans leurs actions de reconquête des clientèles ;
- favoriser l'attractivité du territoire auprès des clientèles touristiques locales et de proximité.

### LE PRINCIPE

Achat par Doubs Tourisme de billets d'entrées auprès des sites et de bons de réduction d'une valeur de 10 € auprès des prestataires d'activités. Remise des entrées, sous un format de billet unique et spécifique à l'opération valable dans l'ensemble des sites partenaires, aux clientèles touristiques :

- par **les hébergeurs** du Doubs (16 932 Billets Doubs) ;
- sur le site **www.billetsdoubs.com** (24 492 Billets Doubs) ;
- par les **Offices de tourisme** (25 000 Billets Doubs) ;
- dans le cadre de **partenariats** divers (7 000 Billets Doubs) ;
- par le Conseil départemental (1 200 Billets Doubs).

### L'UTILISATION DES BILLETS DOUBS AUPRÈS DES SITES

Au total près de **40 000 Billets Doubs** ont été retournés au CDT par les 42 sites partenaires. Ces sites ont ainsi pu bénéficier d'un chiffre d'affaires cumulés de 355 113 €. Même si une variabilité importante de consommation est constatée, chaque site partenaire et l'ensemble des destinations touristiques du Département ont pu bénéficier de cette opération. D'une manière générale, ce sont les sites de loisirs et en extérieur qui ont reçu le plus de visites au détriment des sites en intérieur.

## LES DOUBS SÉJOURS

*Séjours packagés à destination des clientèles individuelles*

Deuxième volet de ce dispositif de relance, l'opération Doubs Séjours a été également reconduite pour soutenir les hébergeurs restaurateurs du territoire ainsi que les principaux sites privés de visites et d'activités touristiques retenus dans le cadre du dispositif Billets Doubs. Ce volet a été doté d'un budget initial de 50 000 €.

### LE PRINCIPE

Conception d'un produit 2 J/1n attractif et très promotionnel sur la base du Doubs Séjour (incluant 1 nuit en demi-pension, 2 billets Doubs et 1 passeport Offres+) au prix de vente unique de 80 € pour 2 personnes (soit une promotion de plus de 50 % du tarif normal).

Offre accordée aux 300 premiers séjours réservés (soit 600 pers.) avec une durée de validité allant du 1er juillet au 6 novembre 2021.

Une large consultation s'est opérée courant mai auprès de 71 hébergeurs sur la base d'hébergements classés ou adhérents à un label départemental et proposant la ½ pension, la prestation ne devant pas dépasser 190 € en chambre double. 33 hébergeurs, répartis dans les 6 pays touristiques du département, ont conventionné avec Doubs Tourisme (23 hôtels, 9 chambres d'hôtes, 1 village vacances).

### LES RÉSULTATS

Au total, 304 Doubs séjours ont été vendus en deux semaines après le lancement de l'opération, à des clients provenant essentiellement du Doubs (72%) et des territoires voisins. Plus globalement, la **clientèle franc-comtoise s'élève à presque 89 %**. Viennent ensuite : 5 % d'Alsaciens, 4 % de Bourguignons, et 2 % de Rhônalpins. Une majorité de ces séjours (69 %) a été effectuée durant les mois de juillet et d'août, néanmoins la consommation s'est également étalée jusqu'à la fin des vacances de Toussaint.

Les séjours ont principalement profité aux hôteliers (68 %) ainsi qu'aux chambres d'hôtes (31 %) et à la destination du Haut-Doubs (35,5 % ) mais également du Doubs central (31 %). Ces chiffres ont été fortement influencés par le choix d'un hébergement, son niveau de confort et la qualité de ses services.

**97% des clients sont très satisfaits** ou satisfaits, à la fois du suivi de leur réservation mais aussi de leur expérience client auprès de l'hébergeur et du site touristique choisi. Si bien que 99 % d'entre eux disent avoir recommandé cette offre auprès de leurs proches.



## LE DOUBS EN GROUPES

*Séjours packagés*

L'opération Doubs en Groupes s'inscrit dans la volonté de venir en appui de l'ensemble des partenaires, sites de visites et d'activités touristiques et de favoriser la programmation et la mise en brochures de la destination par les professionnels du voyage de groupes (agences de voyages, autocaristes, ...).

### LE PRINCIPE

Sur la base d'un budget initial de 50 000€ sur 3 ans, mise en place d'une réduction tarifaire de 300€ par nuitée consommée, au bénéfice de l'opérateur de voyage, pour tout séjour en groupe selon les conditions suivantes :

- Offre concédée aux 100 premiers dossiers enregistrés et confirmés
- Valable uniquement pour des groupes de plus de 20 personnes
- Pour tout séjour d'une durée minimum de 2 jours et 1 nuit incluant plusieurs prestations (visites, restaurant, hébergement...)

Cette offre *B to B* est destinée aux professionnels du tourisme de groupes, Agences de voyages, autocaristes, Comités d'entreprises, clubs séniors, associations...

En ciblant les clientèles habituelles et par une prospection de plus de 2500 professionnels au niveau national ainsi qu'en Suisse et en Belgique, l'action a pour vocation de fidéliser et de rassurer sur la destination.

Une attention particulière est consacrée aux groupes ayant annulé leur séjour depuis 2020 pour les inciter à revenir et à reprogrammer notre destination. Compte tenu des délais de programmation, cette action est prévue pour se poursuivre jusqu'à mi-novembre 2022

### LES RÉSULTATS

Malgré toute l'énergie déployée et l'envie des professionnels de programmer notre destination, les contraintes sanitaires et le climat anxiogène ne nous permettent toujours pas d'accueillir des groupes dans les meilleures conditions. En 2021, seuls 10 dossiers groupes ont pu bénéficier du dispositif (pour un total de 27 nuitées groupes). Pour 2022, 13 autres groupes sont en prévision. Ces devis restent toutefois à confirmer et ne pourront l'être qu'à la condition que la situation sanitaire s'améliore notablement et permette un accueil total et en toute sécurité de nos clients.

### LA COMMUNICATION

*Le plan de communication déployé en appui à cette opération Billets Doubs visait deux objectifs : diffuser le plus rapidement possible les billets mis à disposition des habitants du Doubs afin de favoriser leur utilisation et promouvoir, à travers les 42 structures participantes, l'offre touristique du département dans un contexte de consommation « locale ».*
*L'essentiel de cette communication s'est fait via les vecteurs suivants : **publicité TV** sur France3 Franche-Comté (40 spots pour une audience cumulée de 2 millions de téléspectateurs), **partenariat média** (macommune.info), **réseaux sociaux** (1 200 000 personnes touchées), **newsletters** grand public et professionnels, **relations presse**.*
*Une grande réactivité a été nécessaire pour adapter le dispositif à l'extrême rapidité de diffusion des Billets Doubs proposés au public.*

## Bilan général de l'opération

Au global, à fin 2021, le volet tourisme du plan d'urgence laisse apparaître les états de consommation suivants :

| Action | Dotation | Consommation | Taux | Solde |
|---|---|---|---|---|
| **Billets Doubs** | 619 328 € | 393 253 € | 63,5 % | 226 075 € |
| **Doubs Séjours** | 50 000 € | 48 408 € | 96,9 % | 1 592 € |
| **Total général** | **669 328 €** | **441 661 €** | **65,9 %** | **227 667 €** |
| **Doubs en groupes (EC)** | 50 000 € | 11 829 € | 23,7 % | 38 171 € |

Les enquêtes menées durant l'été auprès des prestataires du Doubs et des clientèles à l'issue des séjours, laissent apparaître à nouveau une satisfaction globale unanime des actions menées et d'une manière générale de la mise en œuvre de ce plan d'urgence. La reconduction du volet tourisme du plan d'urgence départemental a assurément contribué à la réalisation d'une saison estivale très correcte, comblant en partie les déficits accumulés lors des périodes de confinement et de restrictions de circulation.

La diffusion majoritairement locale des Billets Doubs aura permis aux habitants du Doubs d'être les plus grands bénéficiaires de cette opération et de (re)découvrir leur territoire à la fois pour leurs activités mais aussi pour de l'hébergement et de la restauration.

Pour autant, cette seconde édition marque sans doute un peu le pas. Du côté des professionnels, on peut regretter que seuls 25 % des hébergeurs aient demandé à bénéficier de Billets Doubs (pour 33 % du quota de Billets Doubs hébergeurs). Concernant les Doubs séjours, nous avons également constaté une augmentation tarifaire de certains hébergeurs, voyant sans doute dans cette opération un effet d'aubaine, mais avec pour conséquence de réduire d'autant le nombre de clients bénéficiaires. Enfin, concernant les clientèles, nous avons dû faire face à un afflux de demandes dont l'objet était de contourner la règle qui limitait à une demande de 2 billets Doubs par foyer (même nom, même adresse).

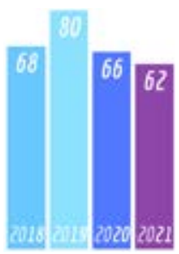
Au regard de l'ensemble de ces éléments et malgré la satisfaction globale unanime de cette opération, il a été proposé au Département de ne pas reconduire cette opération pour la saison 2022, mais plutôt de poursuivre la philosophie de la dynamique engagée par la mise en place d'un plan d'actions visant au maillage des territoires, à la dynamisation des fréquentations des sites et des acteurs touristiques, ainsi qu'à la fidélisation des clientèles notamment locales.

*Face aux mutations du secteur touristique et à l'évolution des attentes des clientèles que nous devons également anticiper, nos services sont à l'écoute des porteurs de projet, privés ou publics.*
*En leur proposant une écoute et un accompagnement adapté, et en mobilisant l'ensemble de nos réseaux de partenaires, nous participons ainsi à développer une offre qualitative, notamment des hébergements, sur notre territoire.*
*A travers différentes marques nationales et labels départementaux, nous sommes aux côtés des professionnels pour valoriser leur structure et les conseiller au mieux dans le positionnement de leur offre.*
*Notre mission d'accompagnement est destinée aussi bien aux porteurs de projet, qu'aux professionnels mais également aux territoires à travers le conseil dans la gestion de la taxe de séjour et, depuis cette année 2021, dans le déploiement de l'outil Déclaloc*

# ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS

87 rendez-vous assurés en 2021
pour 62 projets accompagnés

*Evolution entre 2018 et 2021 du nombre de projets accompagnés*




## ZOOM — LA VIE DE NOS LABELS

44 entreprises **dans le réseau Made in chez Nous** (3 ont cessé leur activité en 2021)
Douze entreprises et deux partenaires ont participé à la réunion annuelle des entreprises du réseau s'est déroulée le 12 octobre à Fesches-le-Chatel au sein de l'entreprise Cristel, l'occasion de découvrir les secrets de fabrication des articles culinaires. Dix entreprises du réseau ont pu participer au Marché de Noël de Montbéliard du 6 au 19 décembre dans un chalet décoré aux couleurs du label et mis graciseusement à disposition par la Ville de Montbéliard.

68 labellisés

23 structures dans le réseau

## ACCOMPAGNEMENT À LA QUALIFICATION DE L'OFFRE

### *LE CLASSEMENT DES MEUBLÉS DE TOURISME*

84 meublés ont été classés par nos services en 2021.

*Evolution entre 2016 et 2021 du nombre de meublés classés par niveau de gamme*

### *QUALITÉ TOURISME*

12 structures accompagnées à la marque en 2021 : 5 chambres d'hôtes, 5 hôtels, 1 camping, 1 entreprise labellisée Made in chez Nous.

### *TOURISME ET HANDICAP*

Tourisme & Handicap est une marque nationale permettant d'identifier les structures touristiques adaptées à l'accueil des personnes en situation de handicap qu'il soit auditif, visuel, moteur ou mental. 15 structures ont été accompagnées par nos services en 2021 et différentes actions ont été menées sur cette thématique.

### *ACCUEIL VÉLO*

Afin d'accompagner la mise en tourisme de la GTJ Cyclo' dont le balisage s'est terminé au cours de l'année, et dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau schéma cyclable initié par le Département du Doubs, un plan de déploiement de la marque nationale Accueil Vélo a été mis en place en 2021. Un appui financier exceptionnel, se traduisant par une prise en charge de la cotisation Accueil Vélo à hauteur de 50% par Doubs Tourisme (100 € pour 3 ans au lieu de 200 €), a été proposé à plus de 300 prestataires touristiques potentiellement éligibles à la marque (hébergeurs, Offices de tourisme, réparateurs, loueurs, restaurateurs, sites touristiques... établis à moins de 5 km d'un itinéraire structurant). 17 nouveaux labellisés ont ainsi rejoint le réseau en 2021 portant à 37 le nombre total d'adhérents dans le Doubs.

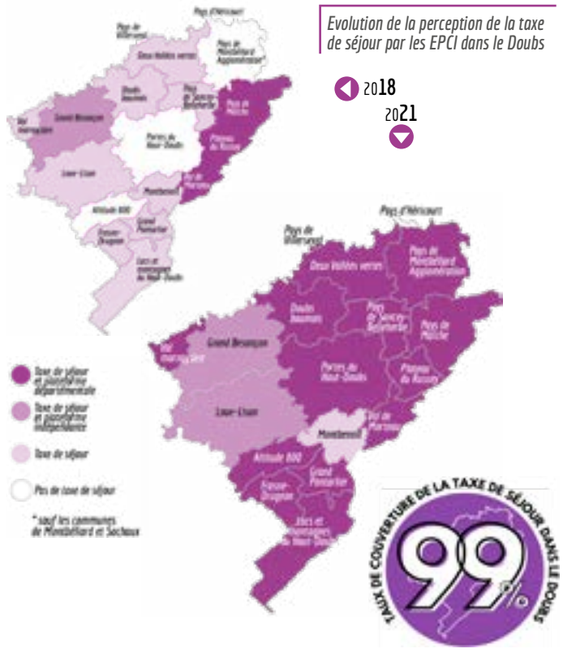
# ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES

## LA PERCEPTION DE LA TAXE DE SÉJOUR

La Communauté de Communes des Portes du Haut-Doubs, dernier EPCI du département à instaurer la taxe de séjour sur son territoire, a rejoint le plan départemental de collecte et de gestion de la Taxe de Séjour en 2021.

Un travail important d'identification des hébergeurs et de simulation du produit prévisionnel de la taxe de séjour a été réalisé sur plusieurs territoires. Il a permis ainsi une modification des barèmes appliqués sur certains EPCI, avec pour objectifs une meilleure optimisation de la perception et une harmonisation sur l'ensemble du département.

*Evolution de la perception de la taxe de séjour par les EPCI dans le Doubs*




## LE DÉPLOIEMENT DE L'OUTIL DÉCLALOC'

Toute personne qui offre en location permanente ou saisonnière une ou plusieurs chambres d'hôtes meublées situées chez l'habitant ou un meublé (appartement ou studio meublé, maisons...) doit en faire la déclaration préalable auprès de sa mairie qui en accuse réception. Ce service peut être dématérialisé grâce à l'outil Déclaloc'. **Doubs Tourisme a proposé cet outil gratuitement à l'ensemble des EPCI adhérents à la plateforme départementale pour un déploiement auprès de leurs communes**.

Après les Communautés de communes Lacs et Montagnes du Haut-Doubs (avec 27 communes équipées du téléservice) et Frasne-Val de Drugeon fin 2020, Val de Morteau, Val Marnaysien et Pays de Maîche ont signé, au cours de l'année 2021, avec Doubs Tourisme la convention leur permettant d'ouvrir l'accès Déclaloc' à leurs communes.

## Schéma cyclable départemental

points noeuds

### Un système novateur de balisage cyclable

Issu de la signalétique minière développée en Belgique au 19e siècle, et largement déployé aux Pays-Bas et en Belgique, le système des points-nœuds repose sur l'identification des carrefours et non pas des parcours.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma cyclable, le Conseil départemental du Doubs a souhaité confier à Doubs Tourisme l'étude de faisabilité du déploiement d'un système points-nœuds. Pour ce faire, et après avoir déterminé les deux zones tests de Rougemont/Baume-les-Dames et Frasne-Drugeon, Doubs Tourisme s'est rapproché de l'Université de Franche-Comté (cursus en sciences de l'information géographique pour l'innovation territoriale).

Un travail cartographique a été réalisé avec l'appui de deux premiers stagiaires au printemps 2021, puis complété à l'automne par un diagnostic territorial réalisé par l'ensemble de la promotion de Master 1 (15 étudiants encadrés par 4 professeurs) afin de s'assurer de la faisabilité et de l'appropriation de ce projet par l'ensemble des acteurs. Un travail exhaustif d'appréciation de chaque tronçon routier à été réalisé sur la base de onze critères objectifs visant à retenir les itinéraires les plus intéressants et à écarter ceux présentant une dangerosité forte

Il ressort de cette première phase d'étude, une réception positive de ce projet par l'ensemble des acteurs de ces deux zones. Ces tracés sont actuellement en discussion au sein de chaque territoire.

Dans un second temps, courant 2022, il sera procédé à la mise en place du balisage par la Direction des routes et des infrastructures du Département, ainsi que des aménagements nécessaires et de l'ensemble des outils de communication permettant une appropriation totale par l'ensemble des utilisateurs de ce nouveau système. La couverture totale du territoire départemental se fera dans un calendrier qui reste à définir au regard de ce premier déploiement..

*En 2021 les actions de communication n'ont toujours pas retrouvé leur rythme de croisière habituel. Pour autant l'année a été pleine et bien remplie avec nombre de projets au bénéfice notamment des acteurs touristiques et des territoires (à commencer par la saison 2 des Billets Doubs pp. 4-5) auprès de clientèles essentiellement de proximité. Le déploiement d'actions de communication auprès des cibles nationales et internationales se faisant toujours sous notre marque «ombrelle» de destination Montagnes du Jura, qui demeure plus que jamais la plus pertinente sur ces clientèles.*

## LA E-RELATION CLIENT

Au cours de cette année 2021, nous avons souhaité soigner la relation clients, principalement par des voies électroniques. Au total ce sont 12 e-newsletters qui ont été adressées à un total cumulé de 159 069 destinataires. Ces destinataires sont issus de nos fichiers qualifiés de clients et prospects (17 994 adresses au 31/12/21) à qui nous adressons des informations soit généralistes sur les offres touristiques de la destination en fonction des saisons (e-news mensuelles), soit thématiques en fonction de leurs appétences et envies de vacances. Nous mixons également ces fichiers selon des critères géographiques lorsque c'est pertinent.

Ces correspondances ont généralement un caractère informatif mais avec toujours la mise en avant d'un ou plusieurs séjours proposés par notre service commercial. Grâce à la qualification optimale des fichiers, elles enregistrent un taux d'ouverture moyen de 36,85 %, (contre une moyenne de 22 % au niveau européen en matière de BtoC). L'analyse de ces taux nous permet d'évaluer la pertinence de nos newsletters (objet, contenu...) ainsi que l'engagement potentiel des clients contactés par mail.

### UN NOUVEAU SITE PRO

*Après le site grand public doubs.travel mis en ligne en 2020, le CDT a travaillé à la conception du volet «pro» de cette nouvelle plateforme visant à présenter nos missions et proposer un accès facile à nos services pour les acteurs touristiques. Mise en ligne prévue au premier semestre 2022.*

## RÉSEAUX SOCIAUX

Compte tenu d'un contexte assez similaire à celui de 2020 avec une importante période de confinement, les réseaux sociaux ont confirmé leur importance pour créer du lien entre la destination et ses fans. Ce sont toujours les contenus « sortant de l'ordinaire» qui génèrent intérêt et interactions : diffusion d'émissions TV grand public, images spectaculaires... L'audience de nos pages, en grande partie constituée d'habitants de la région, demeure sensible à tout ce qui valorise son environnement proche.

### PODIUMS 2021

## EN IMAGES

Pour valoriser la destination sous toutes ses facettes et en toutes saisons, Doubs Tourisme travaille régulièrement à la production de contenus photos et vidéos à la fois en interne et en faisant appel à des prestataires professionnels. Les thématiques vélo, canoë, grands sites naturels en été, ruralité, activités neige... figurent parmi les images engrangées en 2021. Elles sont à disposition des territoires et prestataires qui en font la demande.

### ON A FAIT... AUTREMENT !

*Le contexte sanitaire, toujours compliqué en 2021, nous a contraints à adapter certaines actions.*

*C'est ainsi que la traditionnelle Rencontre de l'Offre, impossible à tenir dans sa forme de grand rassemblement des sites et prestataires, s'est transformée en une tournée de distribution de documentation dans les six pays touristiques, en lien avec les offices de tourisme.*

*Les sets de table, faute de restaurants ouverts, n'ont pas été réédités mais nous avons diffusé 100 000 sacs à pain dans une centaine de boulangeries du Doubs afin de faire connaître aux habitants du département notre nouveau site internet...*

## PROJET DOUBS 360°

*Constatant que les sites naturels sont d'une manière générale absents des cartographies du géant Google et de toutes les autres plateformes de cartographie en ligne, Doubs Tourisme a décidé de pallier ces manques*

Grâce à un partenariat inédit entre Doubs Tourisme et un prestataire agréé par Google pour ses outils de cartographie (maps/street view/earth), les circuits raquettes, ski de fond, traîneaux à chiens et ski alpin des sommets du Doubs sont désormais disponibles en vues immersives à 360° sur toutes les plateformes du géant du numérique.

La totalité des images captées lors de cette opération sont la propriété de Doubs Tourisme qui pourra en faire le meilleur usage pour promouvoir la destination aussi bien au format photo que vidéo ou les mettre à disposition des collectivités et prestataires touristiques.

Le projet verra son aboutissement en 2022, avec la captation à 360° en mode estival des principaux sites naturels du département (sources du Doubs, de la Loue, du Lison, Cirque de Consolation, Bassins du Doubs, Espaces naturels sensibles...) et du tracé de l'EuvoVelo 6.

QUELQUES CHIFFRES :
2 Teraoctets d'images captées, 68 km parcourus,
2 000 photos/km, 94 601 photosphères publiées.

## SUR LES SOMMETS DU DOUBS

Chaque hiver Doubs Tourisme met en oeuvre une campagne de communication valorisant les 46 sites de pratique des activités neige s'étendant de Chapelle-des-Bois à Maîche.

Essentiellement digitale (réseaux sociaux, partenariats médias), cette campagne s'est étoffée cet hiver d'actions plus inédites avec la mise en place d'une bâche de 40 m² sur la façade du Département et un partenariat original avec nos collègues de Côte d'Or Tourisme via l'envoi d'une e-news auprès de 20 000 prospects bourguignons.

Cette large offre touristique est également valorisée dans la publication *Être Skieur* rééditée en amont de la saison.

## Changement d'échelle...

niveau **inter-régional**

Depuis bientôt vingt ans, le collectif Montagnes du Jura s'affranchit du découpage administratif pour valoriser le massif jurassien dans son ensemble avec une conviction : séduire une clientèle pour accroître les retombées économiques dans les territoires de l'Ain, du Doubs et du Jura, au bénéfice des professionnels du tourisme.

La marque a vécu sur l'ambition du collectif qui était de faire émerger cette destination et l'installer dans le paysage touristique français et sur certains pays européens. Cette ambition atteinte, il faut maintenant que notre marque porte un nouveau grand souffle pour les 15/20 prochaines années.

En 2021, notre collectif s'est fortement impliqué dans la révision de sa stratégie marketing afin de : tenir compte des changements engendrés par la crise sanitaire ; conforter la marque en réunissant ses forces vives ; donner au mot «montagne» une autre signification plus tournée vers l'art de vivre que la montagne en tant que telle ; passer du marketing de l'offre au marketing de la demande ; redéfinir le ou les clients affinitaires avec la destination ; optimiser les choix des marchés prioritaires ; maintenir les moyens financiers pour l'efficacité et la performance.

Ces travaux ont abouti à la définition d'un nouveau positionnement qui est pour la marque sa définition du voyage ou du séjour, incluant l'ensemble des facettes de son identité : *« Ensemble, faisons de petites et grandes explorations »* qui va s'articuler autour de 5 valeurs : la simplicité, la solidarité, l'engagement (pour la nature), le plaisir et la vitalité.

Les nouveaux enjeux de la marque collective : développer l'offre «toute l'année» et continuer à travailler sur l'image et la notoriété de la destination ; intégrer dans l'offre les territoires «portes d'entrée» (le Grand Besançon pour le Doubs) ; fluidifier la mise sur le marché des offres touristiques et intensifier à l'international ; assurer la dynamique collective de l'ensemble des acteurs de la destination.

*Toutes les informations complémentaires sur les actions de la marque **Montagnes du Jura** sont disponibles sur simple demande à **communication@doubs.com***

*En raison des difficultés sanitaires, l'activité commerciale n'a débuté qu'à partir du mois de juin. Parmi les faits marquants : un tourisme de proximité conforté depuis 2020, caractérisé par la vente de très courts séjours et l'absence de visiteurs étrangers ; un bilan des ventes plutôt satisfaisant malgré un premier semestre sérieusement amputé par une troisième période de confinement ; malgré un marché du groupe très fragile, un nombre de ventes très honorable, encouragées par le dispositif Doubs en Groupes et un retour progressif de groupes aux Lumières de Noël de Montbéliard ; une reprise sur le marché des petits séminaires et le suivi de 3 grandes manifestations (colloque Suera, Livres dans la Boucle et Conseil national de la Montagne) .*

## BILAN COMMERCIAL 2021

| | *Séjours individuels* | | | *Réceptif groupes* | *Congrès & séminaires* |
|---|---|---|---|---|---|
| | *Offres classiques* | *Doubs Séjours* | *Partenariat Crédit Agricole* | | |
| Nbre de **contrats** | 34 | 304 | 44 | 27 | 6 |
| Nbre de **clients** | 86 | 640 | 88 | 878 | 533 |
| **Journées** tourisme | 253 | 2 008 | 88 | 2 108 | 1 354 |
| **Nuitées** | 167 | 1 004 | 88 | 1 218 | 810 |
| Volume d'**affaires** | 14 661 € | 48 408 € | 6 600 € | 13 014 € | 52 557 € |

**L'activité commerciale du CDT** a généré un volume de ventes total de 270 216 € :

- en nette reprise par rapport à la saison 2020 (107 731 €) déjà touchée par la crise sanitaire,
- en baisse cependant par rapport à la dernière saison d'avant crise de 2019 (653 209 €).

### ZOOM — DÉVELOPPEMENT DES CONGRÈS & SÉMINAIRES

*L'activité redémarre malgré un contexte de crise qui altère encore l'organisation de rencontres professionnelles.*

*L'outil de vente en ligne désormais opérationnel accompagne nos premiers événements : 16 et 17 mars : participation à l'organisation du Congrès EUSAPL EVENT (avec suivi du dossier et des inscriptions) ; 7 et 8 octobre : Doubs Tourisme accompagne l'Agence nationale de la Cohésion des Territoires pour son Congrès national de la Montagne à Pontarlier, premier congrès géré par la nouvelle plateforme www.doubs-congres.com, sur laquelle reposent de sérieuses ambitions pour les saisons à venir.*

### SES RÉSEAUX

Qu'il s'agisse des actions de prospection menées au côté du CRT, ou des liens de partenariat privilégiés entretenus auprès des acteurs et des offices de tourisme du territoire, Doubs Tourisme mise sur le collectif pour diffuser plus largement ses offres. Le club national *DESTINATION GROUPES*, composé de 38 destinations départementales dont celle du Doubs, a une nouvelle fois fortement mobilisé notre équipe commerciale en ateliers de travail, séminaires et visio-conférences.

Les webinaires, en distanciel, nous invitent à de nouveaux modes d'échanges : deux rencontres *Secrets de Territoires* organisées avec ADN Tourisme, trois webinaires avec l'agence Royer Voyages auprès des responsables groupes du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, et deux autres séances de présentation auprès des commerciaux Verdié Voyages et Savac Tourisme.

### SES OUTILS DE COMMUNICATION ET COMPÉTENCES INTERNES

Deux opérations ont été réalisés auprès de 187 clubs cyclo et 279 clubs de rando, téléprospection et envoi de newsletters, valorisation de nos séjours, de nos grands axes itinérants structurants – deux vidéos thématiques réalisées avec l'appui du service communication. Le service commercial réalise par ailleurs quatre brochures groupes et affaires en interne, dont deux au format exclusivement numérique.

### NOUVEAUX MARCHÉS

Création d'une brochure Spécial Clubs de voitures 2022 éditée à 1 000 exemplaires, participation au 42e Salon international Epoqu'auto de Lyon en novembre, constitution d'un fichier national de 1362 adresses de clubs de voitures via le site www.retrocalage.com, suivie d'opérations de marketing par e-mailing et mailing, création d'une offre transversale Doubs et Jura pour valoriser la destination des Montagnes du Jura et d'une offre individuelle Aventure Auto et Patrimoine Unesco 4 j/3 n.

## UN TOURISME DE PROXIMITÉ RENFORCÉ

La volonté de sensibiliser les habitants du Doubs aux attraits de leur destination est encore plus prégnante en 2021 :

*PRÉSENCES AU MAGASIN DE DÉCATHLON BESANÇON*

Afin de promouvoir sur chaque entrée de saison, été comme hiver, les activités de loisirs de pleine nature en proximité et redynamiser la fréquentation touristique de son territoire, Doubs Tourisme signe une convention de partenariat avec Décathlon Besançon : diffusion de la documentation touristique départementale et de vidéos en magasin, bons plans, tombola, chèques réduction de 15 % concédés aux clients de Doubs Tourisme sur les univers randonnée pédestre, cyclotourisme, pêche et neige...

*PARTENARIAT CHÈQUES CADEAUX CRÉDIT AGRICOLE*

Les 4 chèques cadeaux réalisés par Doubs Tourisme pour le compte du Crédit Agricole ont permis aux salariés, collaborateurs de notre banque partenaire et de jeunes Youtubeur, de consommer 44 séjours et plus de 38 activités de loisirs. Cette opération a été prolongée jusqu'en juin 2022 et touche une sélection de prestations culturelles et activités touristiques, négociées et choisies par Doubs Tourisme, valables pour une ou deux personnes selon le type de bon réalisé (Plaisir, Découverte, Privilège, Youtubeur).

*PARTEZ EN FRANCE*

Le Doubs, avec 2 850 vues, figure au Top 5 des régions les plus visitées sur TourMaG.com !

Mise à l'honneur de la destination du Doubs, dans le cadre de la campagne #partezenfrance à laquelle 19 autres destinations régionales ont participé sur le premier portail d'information des professionnels du tourisme en ligne.

*ÉDUCTOUR BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ TOURISME*

Accueil de six voyagistes durant trois jours, en collaboration avec Yonne Réservation, le Cassissium et le CRT Bourgogne-Franche-Comté Tourisme. L'hôtel Mercure*** et les deux sites Unesco, la Citadelle et la Saline royale, ont été les partenaires associés à la découverte de la partie du Doubs.

### BON À SAVOIR

En 2021, 64 % des clients, toutes activités confondues, proviennent de Franche-Comté.

## NOUVELLES CLIENTÈLES NOUVELLES AMBITIONS

### OFFRE DE SÉJOUR LANGUE & DÉCOUVERTE EN PARTENARIAT AVEC LE CLA

*SPRACH-UND ERLEBNISREISE !*
*VIVRE L'AVENTURE DU FRANÇAIS EN BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ !*

Dans le cadre d'un projet d'attractivité réalisé avec le Centre de linguistique appliquée (CLA) et Grand Besançon Métropole, Doubs Tourisme a conçu un programme de deux semaines (avec vidéo promotionnelle à l'appui), pour favoriser l'apprentissage de la langue française, la découverte touristique de Besançon et du Doubs. Deux sessions ont été proposées du 12 au 25 septembre 2021 et du 1er au 14 mai 2022 auprès de comités de jumelages, communes, réseaux universitaires et culturels allemands, autrichiens et suisses allemands. Cette opération inédite a bénéficié d'une large couverture médiatique au niveau local et outre-Rhin grâce à la synergie de multiples acteurs (Université, CCI du Doubs, Comité jumelage à Mayence/Land Rhénanie Palatinat, Maison de l'Europe, Ville de Besançon, Région et CRT Bourgogne Franche-Comté...

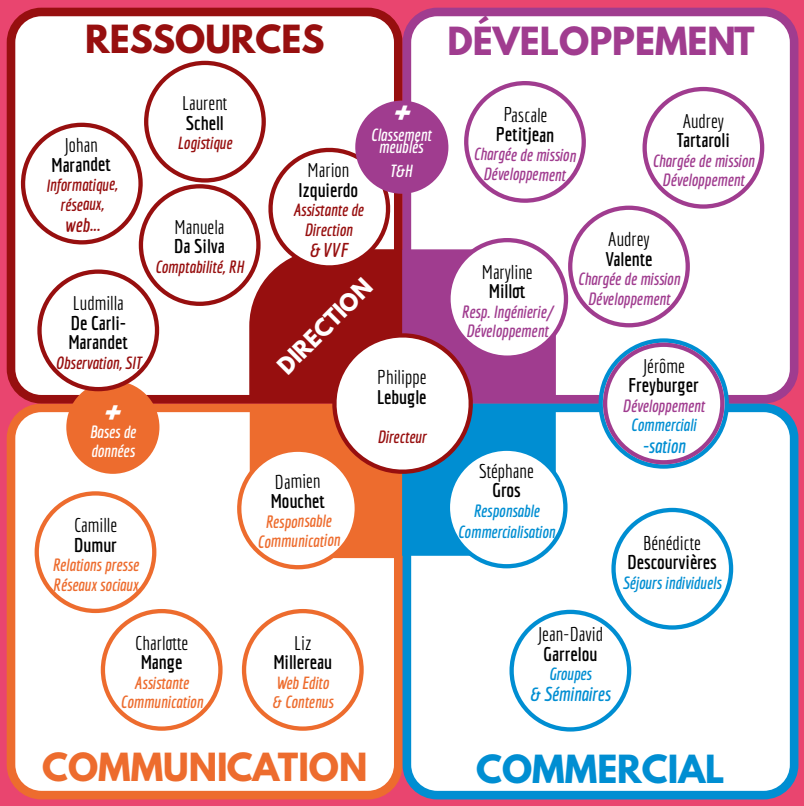
### DOUBS TOURISME, SENSIBLE À LA TRANSITION CLIMATIQUE

La conception du nouveau produit Transition vers le bonheur s'inscrit dans la continuité des échanges de la SUERA (Stratégie de l'UE pour la Région Alpine) qui a tenu son colloque européen les 16 et 17 mars à Métabief. Au-delà de la dynamique engagée lors de ces états généraux par les 7 pays membres et les objectifs affichés par les acteurs et élus d'accélérer la transition écologique en montagne pour lutter contre le changement climatique, Doubs Tourisme a voulu traduire cette volonté forte sur le terrain par la conception d'un séjour touristique éco-responsable à Métabief, pour vivre et faire découvrir la montagne autrement.

# CONTACTS*

| | |
|---|---|
| Manuela **Da Silva** | 03 81 21 29 **61**<br>manuela.dasilva@doubs.com |
| Ludmilla **De Carli Marandet** | 03 81 21 29 **73**<br>ludmilla.decarli@doubs.com |
| Bénédicte **Descourvières** | 03 81 21 29 **80**<br>benedicte.descourvieres@doubs.com |
| Camille **Dumur** | 03 81 21 29 **69**<br>camille.dumur@doubs.com |
| Jérôme **Freyburger** | 03 81 21 29 **76**<br>jerome.freyburger@doubs.com |
| Jean-David **Garrelou** | 03 81 21 29 **77**<br>jean-david.garrelou@doubs.com |
| Stéphane **Gros** | 03 81 21 29 **74**<br>stephane.gros@doubs.com |
| Marion **Izquierdo** | 03 81 21 29 **63**<br>marion.izquierdo@doubs.com |
| Philippe **Lebugle** | 03 81 21 29 **60**<br>philippe.lebugle@doubs.com |
| Charlotte **Mange** | 03 81 21 29 **72**<br>charlotte.mange@doubs.com |
| Johan **Marandet** | 03 81 21 29 **71**<br>johan.marandet@doubs.com |
| Liz **Millereau** | 03 81 21 29 **72**<br>liz.millereau@doubs.com |
| Maryline **Millot** | 03 81 21 29 **75**<br>maryline.millot@doubs.com |
| Damien **Mouchet** | 03 81 21 29 **67**<br>damien.mouchet@doubs.com |
| Pascale **Petitjean** | 03 81 21 29 **78**<br>pascale.petitjean@doubs.com |
| Laurent **Schell** | 03 81 21 29 **62**<br>laurent.schell@doubs.com |
| Audrey **Tartaroli** | 03 81 21 29 **65**<br>audrey.tartaroli@doubs.com |
| Audrey **Valente** | 03 81 21 29 **83**<br>audrey.valente@doubs.com |

# ORGANISATION DES SERVICES*




*Toute l'année, Doubs Tourisme et ses partenaires proposent de nombreux Rendez-vous Pro (formations, éductours, réunions techniques, Rencontre de l'offre...). Pour ne rien manquer de cette actualité, pensez à vous abonner à nos différents canaux d'information.*

**ABONNEZ-VOUS AU BLOG**
**HTTP://DOUBSTOURISMELEBLOGPRO.COM**
*et recevez l'information par mail automatiquement à chaque nouvel article publié !*

**RÉSEAUX SOCIAUX**
*Des contenus à votre disposition pour vos propres réseaux sociaux :*

*Doubs Tourisme*
*@doubstourisme*

*doubs_tourisme*
*#doubs #visitdoubs*

**EN COMPLÉMENT...**
*Vous pouvez aussi rejoindre l'Espace Pro Doubs Tourisme sur Facebook...*

**NOTRE SIGNATURE TOURISTIQUE DÉPARTEMENTALE**

DOUBS LES BELLES RENCONTRES by Montagnes du Jura

Fichiers disponibles sur simple demande à **signature@doubs.com**


Doubs Tourisme
Comité départemental
83 rue de Dole
25000 Besançon
03 81 21 29 99
cdt@doubs.com
www.doubs.travel



***Réalisation*** *: Doubs Tourisme, avril 2022, 100 exemplaires*
***Photos*** *: Doubs Tourisme (L. Cheviet, C. Dumur, Ph. Lebugle, L. Millereau, D. Mouchet, DR), L'Evasion tonique, DR.*
** au 01/04/22*

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 306 |
|---|---|
| | Commission[s] : 3 |
| | Timbre : DGS / DDET |

# DYNAMIQUE TERRITORIALE

TOURISME - DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ET DE L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE - SOUTIEN A L'AMENAGEMENT ET A L'ATTRACTIVITE

## Objet : Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) : projet 2022-2025 d'accélération de la transition climatique (PAcT) de la station de Métabief Mont d'Or et du site de sauts à skis de Chaux-Neuve

SOMMAIRE

INTRODUCTION ..... 2

I – RAPPEL ..... 3

II – CONTEXTE ..... 3

III – LE PLAN D'ACCELERATION DE LA TRANSITION CLIMATIQUE (PACT) ..... 5

IV - PROPOSITION ..... 6

DELIBERATION ..... 8

TABLE DES ANNEXES ..... 10

# TABLEAU RECAPITULATIF GENERAL

| AFFECTATION AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Programme (libellé) | Objet affectation (libellé Opération) | AP votée | AP affectée | AP disponible | Proposition d'affectation | Reste à affecter |
| TRANSITION TOURISTIQUE DU MONT D'OR | TRANSITION TOURISTIQUE DU MONT D'OR | 10 000 000,00 € | 7 000 000,00 € | 3 000 000,00 € | 3 000 000,00 € | 0,00 € |

# INTRODUCTION

Le Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) a engagé, en 2021, la mise en œuvre du projet dit « de transition climatique 2021-2025 » de la station de Métabief et du site de Chaux-Neuve.

En effet, dans le cadre du volet « tourisme » du projet C@P25, le Conseil départemental, lors de la session budgétaire de décembre 2020, a décidé de mobiliser une autorisation de programme (AP) d'un montant de 7 M€ en faveur de ce projet.

L'engagement financier du Département auprès du SMMO a donné lieu à l'établissement d'une convention-cadre de partenariat.

Cependant, au regard du niveau d'engagement très important de ce projet de transition climatique qui aura été atteint à la fin de l'année 2022, et compte tenu du fait que la transition climatique des stations de moyenne montagne est devenue une priorité nationale avec la mise en place en 2021, par l'Etat, du programme « Avenir Montagnes » et, plus largement au niveau européen, via la stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA), ceci dans le cadre de l'adaptation des territoires aux effets du changement climatique, le SMMO se propose d'initier un programme complémentaire visant à consolider cette orientation stratégique à l'échelle de la station de Métabief et du site de Chaux-Neuve, avec le souci d'inscrire ce projet dans une dynamique plus globale à l'échelle du Haut-Doubs.

Dans cette optique, le SMMO a approuvé un Plan d'accélération de la transition (PAcT) dont la finalité et les principes ont été approuvés, à l'unanimité, par le Conseil départemental lors de sa réunion du 28 mars dernier, sur la base d'un soutien financier du Département à ce projet pour un montant de 3 M€.

Aussi, dans le prolongement de cette approbation et suite au dépôt du dossier de demande de subvention récemment opéré par le SMMO, le Conseil départemental est invité, dans le présent rapport, d'une part, à procéder à l'affectation de l'autorisation de programme d'un montant de **3 M€** ayant été votée à cet effet lors de la Décision modificative (DM) n°1 de ce 27 juin et à l'attribution, pour le même montant, de la subvention au SMMO et, d'autre part, à approuver la convention-cadre de partenariat signée entre le Département et le SMMO, sur la période 2022-2025, pour la mise en œuvre de ce projet d'accélération de la transition climatique.

# I – RAPPEL

Dans le cadre du projet C@P 25, le Département a conduit, en 2020, avec le Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO), une réflexion globale en vue d'engager la transition climatique de la station de Métabief (y compris le site de saut à ski de Chaux-Neuve).

Cette volonté se traduit par la mise en œuvre, d'ici 2030-2035, d'une nouvelle économie touristique sur le territoire du Haut-Doubs afin de compenser, au mieux, le remplacement de l'activité « neige » par une activité « 4 saisons » reposant sur une offre d'activités de pleine nature (outdoor).

Ce projet a été l'élément déclencheur d'une réflexion plus large sur la transition du tourisme en montagne, ceci dans le cadre de la Stratégie de l'Union Européenne pour la Région Alpine (SUERA) et de l'événement européen intitulé « la montagne jurassienne en transition, une expérience à partager » qui a été organisé en mars 2021, dans le Haut-Doubs (à Frasne et à Métabief).

Afin de permettre la concrétisation des investissements prévus dans le cadre de ce programme, portant sur la période 2021-2025 et d'un montant total de 11 M€, le Conseil départemental a décidé, lors de la session budgétaire de décembre 2020, de procéder à l'affectation d'une autorisation de programme (AP) de stock d'un montant de 7 M€ en faveur du Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO).

Cet engagement s'est traduit par la signature entre le Département et le SMMO, le 17 décembre 2020, d'une convention-cadre de partenariat portant sur la période 2021-2025, et se déclinant en conventions annuelles d'application et de financement des 4 opérations de ce programme global, à savoir :

- la transformation de la luge d'été en luge « 4 saisons » pour 4,2 M€,
- la rénovation du télésiège à pinces fixes de Troupézy pour 1,8 M€,
- le Plan pluriannuel d'amélioration des remontées mécaniques et des équipements (PPARME) pour 4 M€ (à savoir 0,8 M€/an), c'est-à-dire la mise en œuvre sur 5 ans (2021-2025) des investissements nécessaires pour garantir le bon fonctionnement et la conformité réglementaire des installations liées à l'activité hivernale de la station, tant que les conditions climatiques le permettent, de manière à rentabiliser les équipements en place et développer en parallèle de nouvelles activités,
- la transformation du site de Chaux-Neuve en un pôle d'activités nordiques « toutes saisons », mutualisant les équipements « haut-niveau » avec des usages touristiques, pour 1 M€.

# II – CONTEXTE

Depuis sa mise en œuvre début 2021, ce projet de transition climatique connaît un niveau de réalisation très important.

En effet, 3 des 4 opérations envisagées ont été engagées :

- la luge « 4 saisons » sera opérationnelle au mois de juillet 2022,
- le programme de travaux du télésiège de Troupézy sera opérationnel pour l'hiver 2022-2023,
- les deux premières phases du PPARME sont terminées, conformément au plan initial.

En ce qui concerne le site de saut à skis de Chaux-Neuve, le SMMO en a repris la gestion, en régie, le 1er janvier 2022 en accord avec le Centre National de Ski Nordique et de Moyenne Montagne (CNSNMM) qui était gestionnaire du site depuis 2011 dans le cadre d'une convention avec le SMMO.

Dans ce contexte, une étude de restructuration du site est en cours et sera suivie d'un plan opérationnel de développement dans le cadre du projet PAcT 2022-2025 présenté ci-après.

Au titre du projet de transition climatique 2021-2025, le SMMO aura ainsi engagé, à fin 2022, un montant de 7,4 M€ sur l'enveloppe globale initiale de 11 M€, et le Département aura individualisé un montant de 6,04 M€ au sein de l'autorisation de programme de stock (2021-2025) de 7 M€ initiale.

Cette moindre mobilisation des crédits départementaux résulte du fait que le SMMO a bénéficié d'un accompagnement financier de la part de l'Etat et de la Région qui n'avait pas été envisagé lors de la conception, en 2020, du projet de « transition climatique 2021-2025 ».

En effet, s'agissant de l'aménagement de la « luge 4 saisons », le SMMO a obtenu un soutien financier plus important que prévu initialement de la part de l'Etat et de la Région (soit respectivement 810 000 € et 950 000 €), ce qui a permis de réduire la contribution du Département à 1,4 M€ (au lieu de 2,1 M€ prévus initialement) et de préserver la stratégie de désendettement du SMMO.

Par conséquent, sur les 7 M€ que le Département avait prévu de mobiliser en faveur du projet de transition climatique porté par le SMMO, le montant engagé sera finalement de 6,04 M€, comme précisé dans le tableau ci-dessous :

| **Objet** | **Coût** | **Participation du Département** | |
|---|---|---|---|
| | | **initiale** | **finale** |
| Luge « 4 saisons » | 4,2 M€ | 2,1 M€ | 1,4 M€ |
| Télésiège de Troupézy | 1,8 M€ | 1,5 M€ | 1,44 M€ |
| PPARME (2021-2025) | 4 M€ | 3,2 M€ | 3,2 M€ |
| Site de Chaux-Neuve | 1 M€ | 0,2 M€ | 0 |
| **Total** | **11 M€** | **7 M€** | **6,04 M€ (*)** |

*(*) : affectation du solde pour le projet de restructuration du site de Chaux-Neuve dans le cadre du projet PAcT*

Dans ces conditions, et dans le prolongement de la dynamique initiée par l'annonce, fin 2020, de la mise en œuvre du projet de transition climatique de la station de Métabief sur la période 2021-2025, le SMMO se propose d'engager un programme d'investissements complémentaire sur la période 2022-2025, avec pour objectif d'achever la transformation de la station et d'engager la restructuration du site de Chaux-Neuve en bénéficiant des actuelles opportunités financières.

A ce titre, un abondement de l'autorisation de programme a été voté, ce jour, en DM1 2022 pour un montant de 3 M€, ce qui porte à 10 M€ le soutien prévu par le Département pour accompagner la globalité la transition touristique du Mont d'Or.

## III – LE PLAN D'ACCELERATION DE LA TRANSITION CLIMATIQUE (PACT)

Intitulé « Plan d'accélération de la transition » (PAcT) et prévu sur la période 2022-2025, ce projet complémentaire porte sur :

- l'aménagement du front de piste à Métabief, c'est-à-dire le bas de la station qui, du point de vue bâtimentaire, n'est pas suffisamment fonctionnel et lisible pour la clientèle et ne permet pas une bonne synergie entre les différents opérateurs (office de tourisme, écoles de ski, …),
- l'aménagement du sommet du Morond, c'est-à-dire le haut de la station, dans un objectif de valorisation touristique, culturelle et environnementale de ce site qui, demeurant accessible par le télésiège en dehors de la période hivernale, offre une vue exceptionnelle sur l'arc jurassien, la Suisse et les Alpes,
- l'aménagement de « portes d'entrée » sur le massif du Mont d'Or au niveau de Superlongevilles et de Jougne,
- la transformation du site de saut à ski de Chaux-Neuve en un pôle touristique,
- le développement de produits ludiques et culturels, numériques et matériels, liés au patrimoine du massif du Mont d'Or.

Stratégiquement, il s'agit de transformer la station de ski de Métabief en une station de montagne, c'est-à-dire un espace composé :

- d'un « pôle montagne » rassemblant les opérateurs touristiques et permettant le développement de nouveaux produits toutes saisons sur le massif du Mont d'Or, mais aussi en lien avec les autres sites touristiques du territoire, notamment les lacs de St-Point et Remoray,
- de « portes d'entrée » qui soient complémentaires, cohérentes et attractives,
- d'un patrimoine naturel (paysage, faune, flore) remarquable et préservé.

Parallèlement, la vocation touristique du site de Chaux-Neuve sera accentuée pour une ouverture toute l'année, tout en maintenant la qualité du service pour le haut-niveau sportif :

- rénovation du télésiège pour l'ouvrir au grand public,
- création d'un bâtiment multifonctions comprenant un gîte, un espace muséographique et une salle de préparation physique, à destination des équipes sportives et des touristes,
- création d'un parcours de découverte immersif pour faire vivre aux visiteurs les sensations éprouvées par les athlètes du nordique (saut, biathlon, …).

Vous trouverez, en annexe n°1 au présent rapport, un document de présentation de ce projet.

Ce projet a été présenté au Comité syndical du SMMO lors de sa réunion du 8 mars dernier, dans le cadre du débat d'orientations budgétaires (OB) 2022, puis validé par la même instance lors de sa réunion du 7 avril 2022.

La faisabilité économique du projet repose sur les points suivants :

- un recours à l'emprunt limité à 3 M€ pour le SMMO,
- la mobilisation de subventions pour un montant de 9 M€ de la part de l'ensemble des financeurs répartis comme suit :
    - pour le site de Métabief : subventions à hauteur de 6,3 M€ de la part du Département, de l'Etat, de la Région et de l'Europe,
    - pour le site de Chaux-Neuve : 1,7 M€ de la part de l'Etat, de la Région et de l'Europe (le Département ayant déjà engagé 960 000 € d'AP en 2020).

Le plan de financement prévisionnel de ce projet est le suivant :

| **Dépenses** | | **Recettes** | |
|---|---|---|---|
| Opérations | Montant | Nature | Montant |
| **Axe 1 : transformer la station de ski en station de montagne**<br>- Pôle Montagnes Métabief<br>- Valorisation Morond – Superlongevilles<br>- Transition Piquemiette<br>- Produits ludiques et culturels Métabief-Superlongevilles-Piquemiette | **8 400 000 €**<br>5 700 000 €<br>1 600 000 €<br>500 000 €<br>600 000 € | Département du Doubs<br>Europe (FEDER) et Etat (FNADT)<br>Région Bourgogne Franche-Comté<br>SMMO : autofinancement | 3 000 000 €<br>3 000 000 €<br>2 000 000 €<br>3 040 000 € |
| **Axe 2 : transformer le stade de saut à skis de Chaux-Neuve en pôle touristique** | **3 600 000 €** | *Département du Doubs*<br>*(Autorisation de programme 7M€, projet transition climatique 2021-2025)* | *960 000 €* |
| **Total** | **12 000 000€** | | **12 000 000 €** |

## IV - PROPOSITION

Ce projet s'inscrit dans une dynamique de territoire cohérente et une approche stratégique partenariale renouvelée, et ce à plusieurs titres.

En effet, parallèlement à la démarche de transition climatique de la station de Métabief portée par le SMMO, le Département conduit, en lien étroit avec le SMMO et les communes concernées, une démarche de labellisation future du Mont d'Or en tant qu'Espace naturel sensible (ENS), dont l'objectif est de concilier au mieux les enjeux de protection des milieux naturels et de la biodiversité avec la fréquentation de ce site.

En outre, cette dynamique institue une nouvelle approche partenariale, en particulier à travers la structuration de l'office de tourisme de destination Haut-Doubs, dans le cadre d'une convention dédiée, mais également les acteurs socio-professionnels et partenaires de l'outdoor et des activités de pleine nature, afin de créer de nouvelles synergies dans un esprit coopératif.

De plus, la mission « d'ingénierie de projet » que le SMMO avait mise en place sur la période 2019-2021 avec l'appui du Département, afin d'accompagner la transition climatique des autres stations de ski dans le Doubs, et qui a été reconduite pour la période 2022-2024 (décision de la Commission permanente du 28 février dernier), a été retenue au titre du volet « ingénierie » de ce plan « Avenir Montagnes » à l'automne 2021 et bénéficie désormais d'un soutien financier de la part de l'Etat.

Par ailleurs, la mise en œuvre des trois opérations décrites précédemment démontre la cohérence de l'approche de transition climatique, à travers le développement de produits « 4 saisons » et le maintien d'équipements permettant le maintien du produit « neige » par des investissements raisonnés.

Cette approche stratégique est confirmée par les premières tendances très positives de l'activité de la station de Métabief constatée au cours de l'hiver 2021-2022, et prend également en compte les enseignements de la crise sanitaire en termes d'attrait exprimé par les clientèles pour les activités de pleine nature et de proximité, dans un cadre environnemental préservé.

Ce contexte stratégique nouveau, ainsi que les nouvelles opportunités financières offertes dans le cadre du plan « Avenir Montagnes » mis en place par l'Etat, d'une part, et du Plan d'accélération de l'investissement régional (PAIR) mis en place par la Région Bourgogne-Franche-Comté, d'autre part, permettent au SMMO d'entrevoir, aujourd'hui, ces nouvelles perspectives de confortement du projet 2021-2025 de transition climatique de la station de Métabief et du site de Chaux-Neuve.

Au vu de ces éléments, le Conseil départemental est invité à se prononcer sur le projet de convention-cadre de partenariat, figurant en annexe 2 au présent rapport, traduisant l'engagement des parties pour la réalisation de ce projet et précisant les modalités d'attribution de la subvention départementale en vue du financement de ce projet PAcT pour la période 2022-2025.

A cet égard il vous est précisé que dans la mesure où le SMMO sollicitera plusieurs types de co-financements, en particulier des fonds européens, de l'Etat et de la Région Bourgogne-Franche-Comté en vue de la mise en œuvre des opérations qui composent ce projet d'ensemble, la base juridique de l'aide départementale doit répondre aux obligations imposées par les règles européennes de concurrence relatives aux aides publiques aux activités économiques.

En conséquence, eu égard à la nature du projet, le soutien financier du Département sera alloué sur la base du régime d'aide exempté n° SA.43197, relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020. La période d'application de ce règlement général d'exemption par catégorie, et, par voie de conséquence, celle du régime d'aide exempté n° SA.43197, ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2023 par le règlement (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020.

Au global, la participation financière du Département, au financement de ces deux programmes d'investissement du SMMO s'établira comme suit :

| PROGRAMME | Luge d'Eté | Télésiège Troupezy | PPARME | Site de Chaux Neuve | Projet station de montagne | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PTC (*) « 2021 2025 »** | 4,2 M€ | 1,8 M€ | 4 M€ | *(1 M € reporté)* | | 10 M € |
| Financement CD 25 | 1,4 M€ | 1,44 M€ | 3,2 M€ | *0,960 M€ (reporté)* | | 6,04 M€ |
| **PAcT (**) « 2022 2025 »** | | | | 3,6 M€ | 8,4 M€ | 12 M€ |
| Financement CD 25 | | | | 0,960 M€ | 3 M€ | 3,96 M€ |
| TOTAL SMMO | 4,2 M€ | 1,8 M€ | 4 M€ | 3,6 M€ | 8,4 M€ | **22 M€** |
| TOTAL Département | 1,4 M€ | 1,44 M€ | 3,2 M€ | 0,960 M€ | 3 M€ | **10 M€** |

*(*) :Projet de transition climatique* *(**) : Plan d'accélération de la transition climatique*

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le régime cadre exempté SA 43197, relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n°651/2014 pris en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) ou Traité de Rome, du 25 mars 1957 modifié ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2020 procédant à l'affectation de l'autorisation de programme (AP) de stock (pour la période 2021-2025) d'un montant de 7 M€ ayant été votée au Budget primitif 2021 au titre de la politique « Tourisme », en faveur du Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) pour la mise en œuvre, sur la période 2021-2025, des investissements prévus dans le programme de transition climatique de la station de Métabief et du site de Chaux-Neuve ;

Vu la convention-cadre de partenariat en date du 17 décembre 2020, signée entre le Syndicat mixte du Mont d'Or et le Département du Doubs, relative au projet de transition climatique 2021-2025 du Syndicat mixte du Mont d'Or ;

Vu la délibération du Syndicat mixte du Mont d'Or du 7 avril 2022 approuvant le projet « Plan d'accélération de la transition » (PAcT) ;

Vu le courrier du Président du Syndicat mixte du Mont d'Or du 7 avril 2022 sollicitant le soutien financier du Département du Doubs à hauteur de 3 M€ en vue de la réalisation de ce projet ;

Vu le rapport **n° 306** présenté sous le timbre **: DGS / DDET**;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide de procéder, au titre de la transition touristique du Mont d'Or, à l'affectation d'une autorisation de programme (AP) de stock d'un montant de 3 M€, en faveur du Syndicat mixte du Mont d'Or, en complément des investissements prévus dans le projet 2021-2025, par la mise en œuvre, sur la période 2022-2025, d'un projet dit « d'accélération de la transition climatique » (projet PAcT) de la station de Métabief Mont d'Or et du site de sauts à skis du Chaux-Neuve portant sur les opérations suivantes :

- l'aménagement du front de piste et de l'accueil, au pied de la station à Métabief et aux Longevilles Mont d'Or,
- la réalisation d'aménagements destinés à permettre la découverte de la partie haute de la station (sommet du Morond et du Mont d'Or, secteur de Granges des Pauvres à Jougne), en synergie avec le projet de labellisation en tant que « Espace naturel sensible » et de protection-valorisation du site du Mont d'Or dont la maîtrise d'ouvrage est portée par le Département, sur un espace plus vaste que l'emprise de la station de Métabief,
- la transformation du site de Chaux-Neuve en pôle sportif et touristique,
- le renforcement de l'ingénierie de transition (renforcement de la culture du changement et de l'innovation, accompagnement de la transition touristique pour le Haut-Doubs).

Précise que ces soutiens financiers du Département seront alloués sur la base du régime d'aide exempté n° SA.43197, relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n°651/2014 (règlement général d'exemption par catégorie) de la Commission européenne, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) du 26 juin 2014, la période d'application de ce règlement général d'exemption par catégorie, et du régime d'aide exempté n° SA.43197 ayant été prolongée jusqu'au 31 décembre 2023 par le règlement (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020.

Approuve, telle qu'elle figure en annexe 2 du rapport, la convention à intervenir avec le SMMO pour la mise en œuvre du programme d'investissements 2022-2025 de ce PAcT.

Cette convention a pour objet de définir les enjeux et modalités techniques, administratives et financières du partenariat à intervenir entre le Syndicat mixte du Mont d'Or et le Département du Doubs pour la réalisation de ce projet.

Autorise Mme la Présidente du Département à signer, au nom de la Collectivité, ladite convention.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Présentation du projet 2022-2025 d'accélération de la transition climatique (PAcT) de la station de Métabief Mont d'Or et du site de sauts à skis de Chaux-Neuve

2 - Convention-cadre 2022-2025 avec le SMMO pour la mise en oeuvre du projet d'accélération de la transition climatique (PAcT) de la station de Métabief Mont d'Or et du site de sauts à skis de Chaux-Neuve

# PAcT

Plan d'Accélération de la Transition du SMMO

En 2021, le SMMO a engagé un programme d'investissement de 10 M€ sur 2021-2025 pour accompagner la transition climatique de la Station de Métabief comprenant :

- ✓ Le Plan Pluriannuel d'Amélioration des Remontées Mécaniques et des Équipements (PPARME) pour 4 M€
- ✓ La rénovation du télésiège de Troupézy pour 1,8 M€
- ✓ La transformation de la luge d'été en luge 4 saisons pour 4,2 M€

Pour soutenir cet investissement, le Département a engagé 6 040 000 € de subvention d'équipement.
Par ailleurs, l'Etat au titre du Plan Montagne et la Région au titre du Plan de Relance ont contribué à hauteur de 1 770 000 €.

Enfin, une réflexion sur un projet de pôle touristique pour le Stade de Chaux-Neuve a été engagée en 2021. Le Département, au titre de sa convention de partenariat avec le SMMO signée en décembre 2020, a réservé 960 000 € d'aide pour ce projet (portant à 7 M€ l'aide à l'investissement du Département pour le projet de transition).

En 2022, de nouvelles opportunités financières liées à la nouvelle dynamique « Avenir Montagne » ont incité le SMMO à engager une nouvelle démarche dans la transition de son modèle afin d'accélérer la transformation sur la période 2022-2025.

Le projet de Plan d'Accélération de la Transition (PAcT) est fondé sur 2 piliers (Investissements et Ressources Humaines & Ingénierie) et 6 axes stratégiques.

# Pilier INVESTISSEMENTS

## Axe 1 : Transformer la station de ski de Métabief en station de montagne

Dans la continuité de la transformation de la luge d'été en luge 4 saisons, le SMMO souhaite transformer ses équipements structurants qui ne sont pas dédiés exclusivement au ski alpin :

- ✓ Les bâtiments et les accès des portes d'entrée de Métabief et de SuperLongevilles
- ✓ Le sommet du Morond
- ✓ Le lac du Morond

Par ailleurs, le SMMO souhaite transformer le secteur de Piquemiette pour le rendre ludique en toutes saisons et redynamiser la porte d'entrée.

Ainsi, le projet du SMMO comprend :

- ✓ La création d'un Pôle Montagne rassemblant les opérateurs touristiques et permettant le développement de nouveaux produits toutes saisons sur le Massif du Mont d'Or mais aussi en lien avec les autres sites touristiques du territoire notamment les lacs
- ✓ La transition du secteur de Piquemiette en lien avec la Commune de Jougne (requalification de la porte d'entrée) et la diversification des produits de valorisation du Massif du Mont d'Or
- ✓ La création d'une porte d'entrée de SuperLongevilles dédiée à la découverte du Massif du Mont d'Or
- ✓ Le développement de produits ludiques et culturels, numériques et matériels, liés au patrimoine du Massif du Mont d'Or

Le coût total de ce projet est estimé à **8 400 000 € HT.**

## Axe 2 : Transformer le Stade de Saut à ski de Chaux-Neuve en pôle touristique

Dans la continuité des produits de découverte numériques développés en 2018, le SMMO souhaite accentuer la vocation touristique du stade tout en maintenant la qualité du service pour le haut-niveau sportif.
L'ambition est d'utiliser les infrastructures sportives pour développer des produits de découverte originaux, en utilisant le transport par câble (télésiège) pour une ouverture toute l'année.
Le projet du SMMO comprend :

- La rénovation du télésiège pour l'ouvrir au grand public toute l'année
- La création d'un bâtiment multifonctions et la rénovation de la Rotonde avec un programme global comprenant un gîte, un espace muséographique et une salle de préparation physique, à destination des équipes sportives et des touristes
- La création d'un parcours de découverte immersif pour faire vivre aux visiteurs les sensations éprouvées par les athlètes du nordique (saut, biathlon, …)
- La reconfiguration de la zone ludique et sportive actuelle, intégrant le mini-Planica

Le coût total de ce projet est estimé à **3 600 000 € HT.**

**Le total d'investissement (Axe 1 + Axe 2) est estimé à 12 000 000 € HT**

## Contenu des projets d'investissement

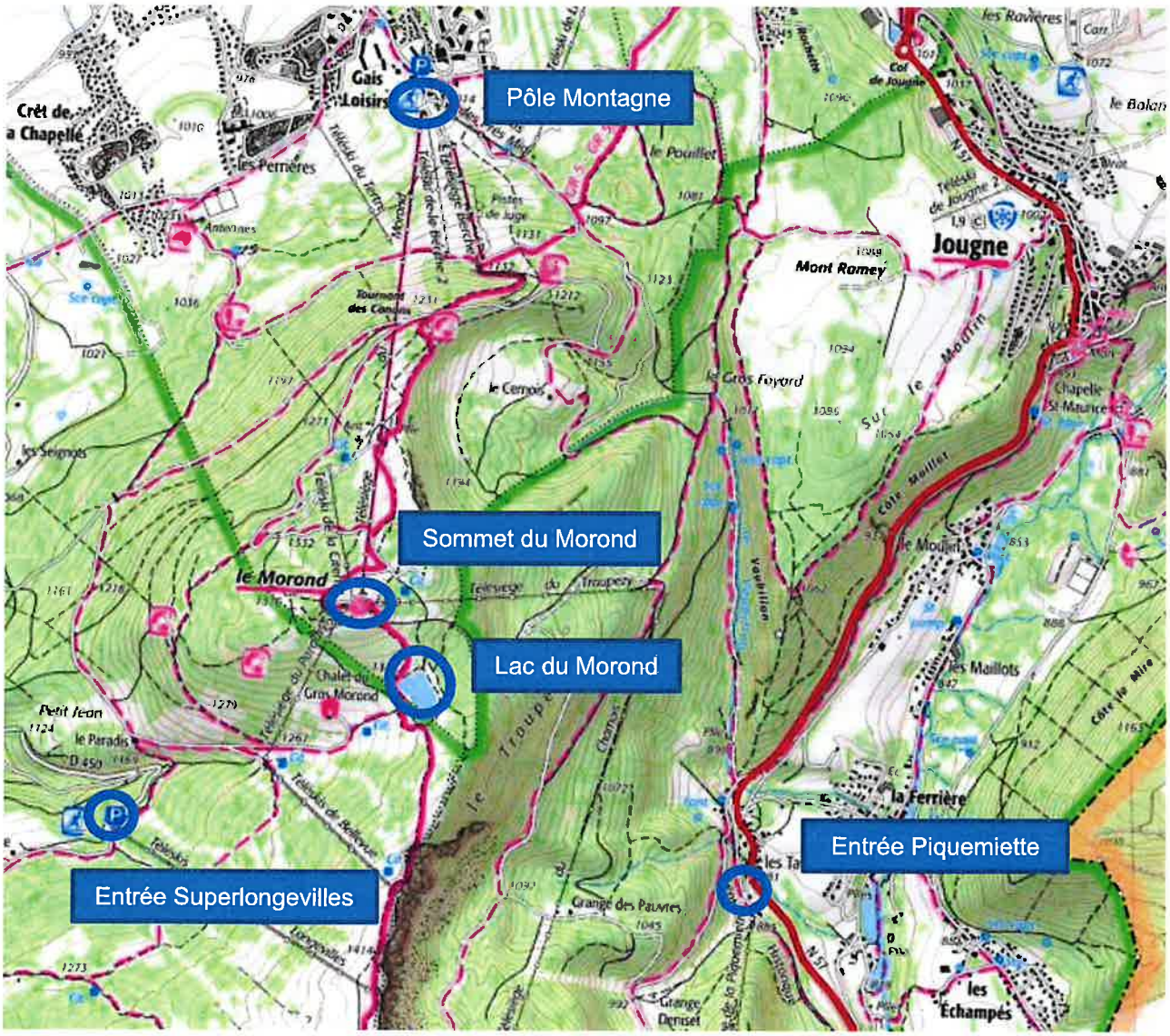
## Axe 1 : Transformer la Station de ski de Métabief en station de montagne

Il s'agit de transformer les secteurs clés de la station (les 3 entrées, le sommet du Morond et le Lac du Morond) en créant des aménagements toutes saisons permettant à la fois :

- ✓ Le maintien de l'activité « ski alpin » dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui par une **amélioration du parcours client**

**Et**

- ✓ le développement de **nouvelles activités non dépendantes de la neige et du froid**, ces activités étant gérées par le SMMO ou générées par des opérateurs économiques privés

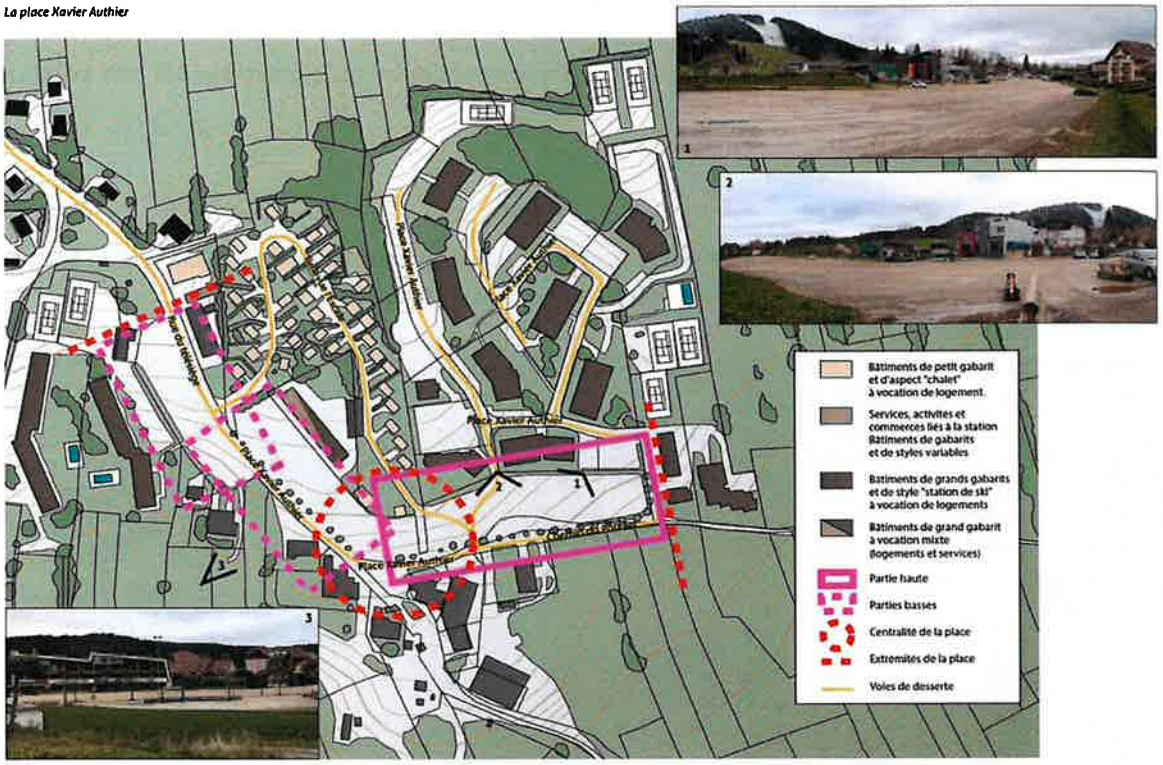


- ***Création d'un Pôle Montagne***

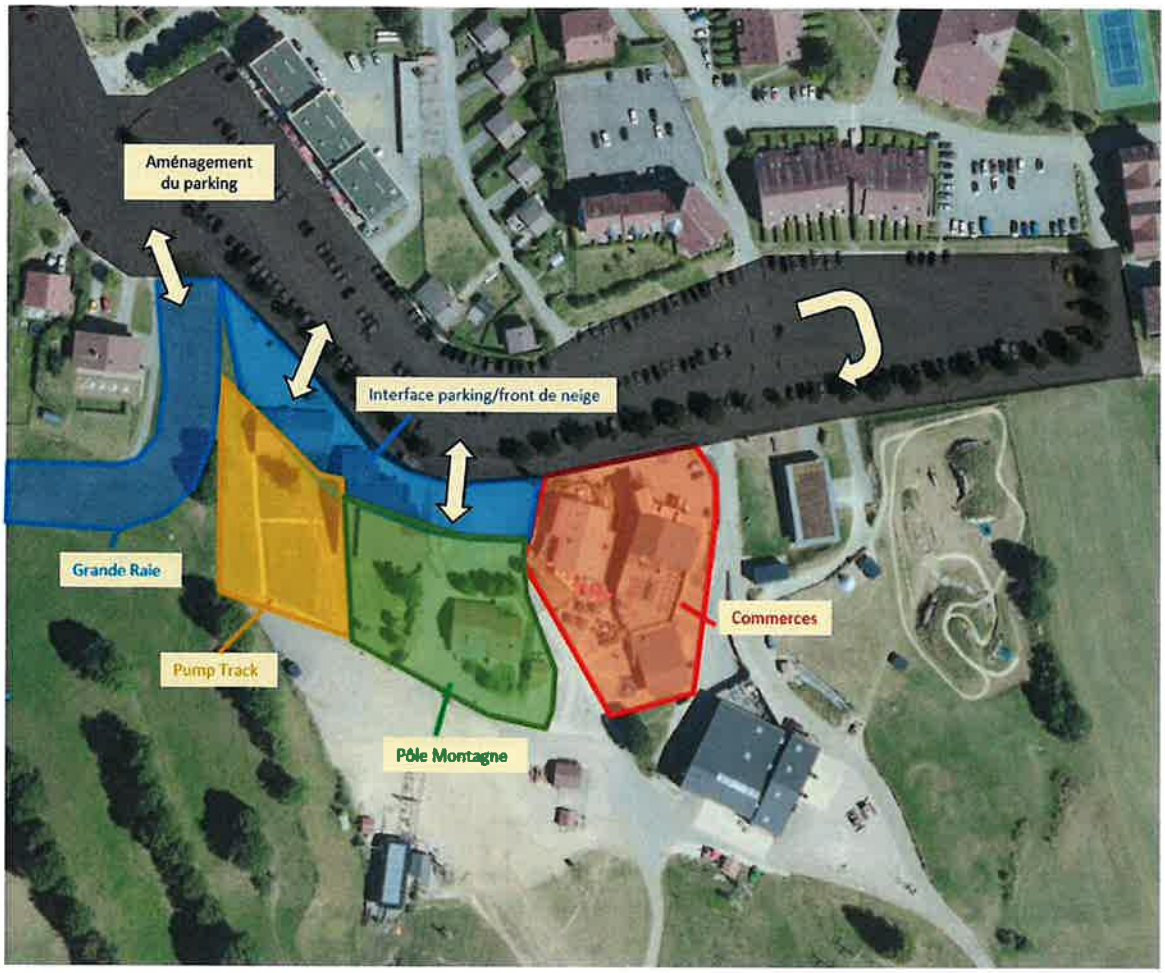
Opération « bâtiment / espaces publics » en front de site intégrant les fonctionnalités suivantes :

- ✓ Accueil / interactions bâtiments / parking

L'objectif est de rendre cette porte d'entrée attractive. L'idée de centralité est inspirée de l'approche du CAUE réalisée en 2020 :




- ✓ Regroupement des opérateurs (OTPHD, écoles de ski, école VTT, écoles parapente, accompagnateurs en montagne, handisport, …) : l'objectif est de **créer une nouvelle dynamique commerciale** adaptée aux enjeux climatiques. Par la mise en lien, l'ambition est de **créer de nouvelles offres**, **d'augmenter l'agilité des opérateurs économiques** et de **renforcer la qualité du parcours clients**
- ✓ Vestiaires/sanitaires « clients » toutes saisons permettant l'accès en permanence aux offres OUTDOOR du Massif du Mont d'Or
- ✓ Salles de réunion permettant d'organiser des formations pour les opérateurs OUTDOOR et le développement du tourisme d'entreprise
- ✓ Salle hors sac pour remplacer la salle Paul Charlin (qui serait démolie)
- ✓ Embauche, comité d'entreprise et services du SMMO : poste de secours, guichets de vente, nouveaux espaces de travail mutualisés avec l'OTPHD. Le parti pris de maintien des services du SMMO au cœur du front de neige permet une efficience organisationnelle précieuse et permet d'être au plus près du parcours client
- ✓ Interface parking / front de neige : accès piéton, dépose minute
- ✓ Projet voirie Grande Raie et aménagement du parking : en interaction avec la Commune de Métabief




Au total, le programme prévoit environ **1 700 m² de surface utile** (2 000 m² de plancher).

A cela s'ajoutent :

- Les aménagements urbains d'interface entre le parking et le bâtiment
- Les aménagements paysagers et de circulations piétonnes
- Les aménagements ludiques (de type « pump track », accompagnés d'autres aménagements)

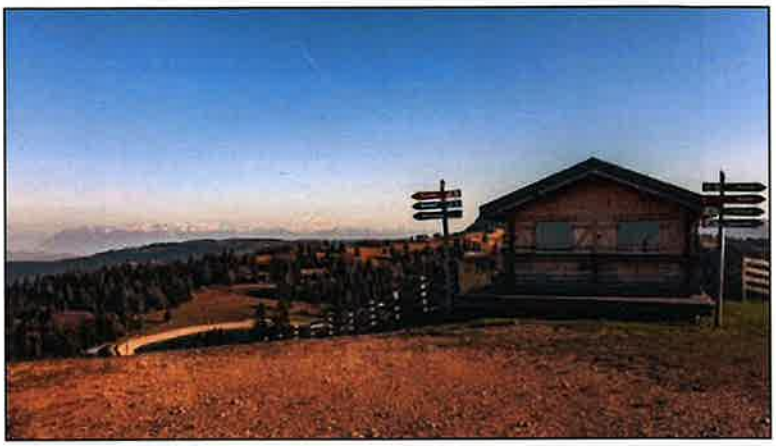
L'opération se déroulant sur 2 ans, il conviendra de prévoir un hébergement des bureaux du SMMO et des opérateurs OUTDOOR pendant les travaux.

***Estimation financière = 5 700 000 € HT***

- ***Valorisation du secteur « Morond – SuperLongevilles »***

Il s'agit de créer un nouveau produit découverte du Mont d'Or en facilitant l'accès à la crête depuis le sommet du Morond, en proposant un point de départ pédestre depuis SuperLongevilles et en rénovant le belvédère du Chamois. Il s'agit également d'améliorer le parcours client en apportant des services (petite restauration, toilettes aires de pique-nique, abris)

- ✓ Aménagement du belvédère du Morond pour créer un lieu esthétiquement intégré faisant fonction de « produit d'appel »
  ***Estimation financière : 300 000 €***



- ✓ Réaménagement de la zone de flux clients pour agrémenter cette zone de services de détente et de restauration rapide (Food Truck ou petit chalet en fonction de la révision du PLU de Métabief)
  ***Estimation financière : 280 000 €***

- ✓ Aménagement, sécurisation et scénarisation de la descente vers le Lac du Morond : itinéraire très fréquentée par des publics découvrant la montagne (souvent mal chaussés)
  ***Estimation financière : 260 000 €***

- ✓ Aménagement de 2 aires de pique-nique couvertes avec toilettes sèches : ce site est une destination nature de plus en plus fréquentée. En période estivale, aucune zone d'ombre ne permet de se poser au bord de l'eau ; l'aménagement projeté vise à combler ce manque de services
- ✓ ***Estimation financière : 240 000 €***

- ✓ Rénovation du Belvédère des Chamois en prenant en compte les spécificités environnementales (cf. APPB Falaises du Mont d'Or)
  ***Estimation : 70 000 €***

- ✓ Création d'une entrée toutes saisons à SuperLongevilles
  Construction d'un bâtiment d'accueil remplaçant le chalet actuel et pose d'une signalétique adaptée ; l'objectif est de créer une porte d'entrée toutes saisons pour la découverte du Mont d'Or, le ski alpin et les activités nordiques
  ***Estimation financière : 450 000 €***

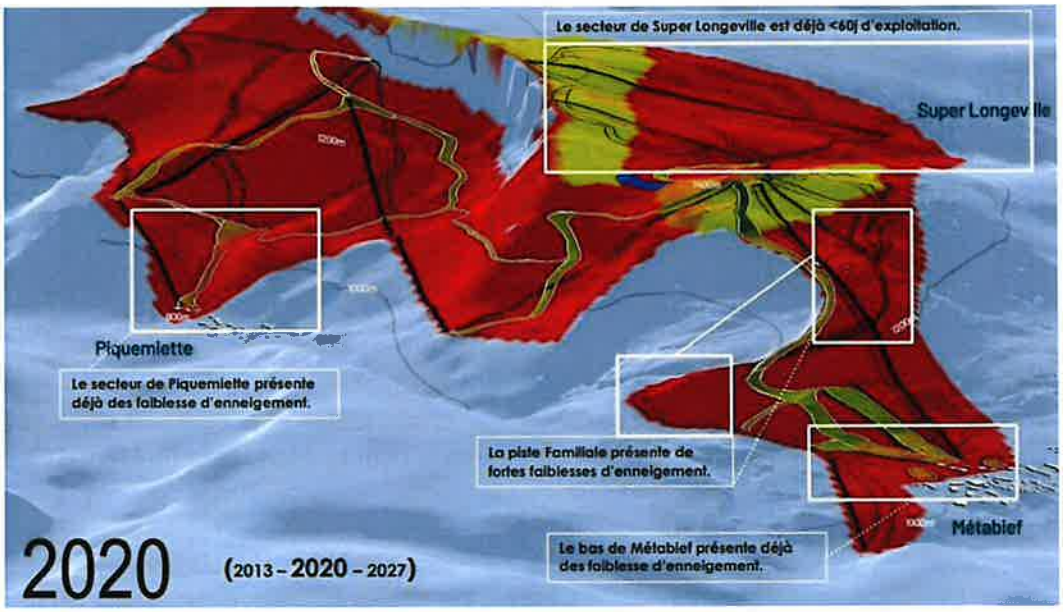
***Total de l'estimation pour la valorisation du secteur « Morond – SuperLongevilles » = 1 600 000 € HT***

- ***Transition des activités du secteur de Piquemiette***

La transition du secteur Piquemiette repose comme le reste des secteurs du domaine skiable sur le principe du maintien du ski alpin le plus longtemps possible en dimensionnant au plus juste les investissements dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Amélioration des Remontées Mécaniques et des Equipements (PPARME), doté de 800 000 €/an sur 2021-2025.

Ce maintien du ski sur le secteur de Piquemiette doit prendre en compte les aléas climatiques forts sur ce secteur.

L'étude CLIMSNOW de 2020 montre que l'actuelle décennie présente déjà de fortes faiblesses d'enneigement naturel et de culture en-dessous du Plateau des Roches et de Grange des Pauvres :




Les prospectives climatiques de CLIMSNOW prévoient une montée rapide de la viabilité du ski alpin sur Piquemiette au-dessus de 1 100 m à l'horizon 2030.

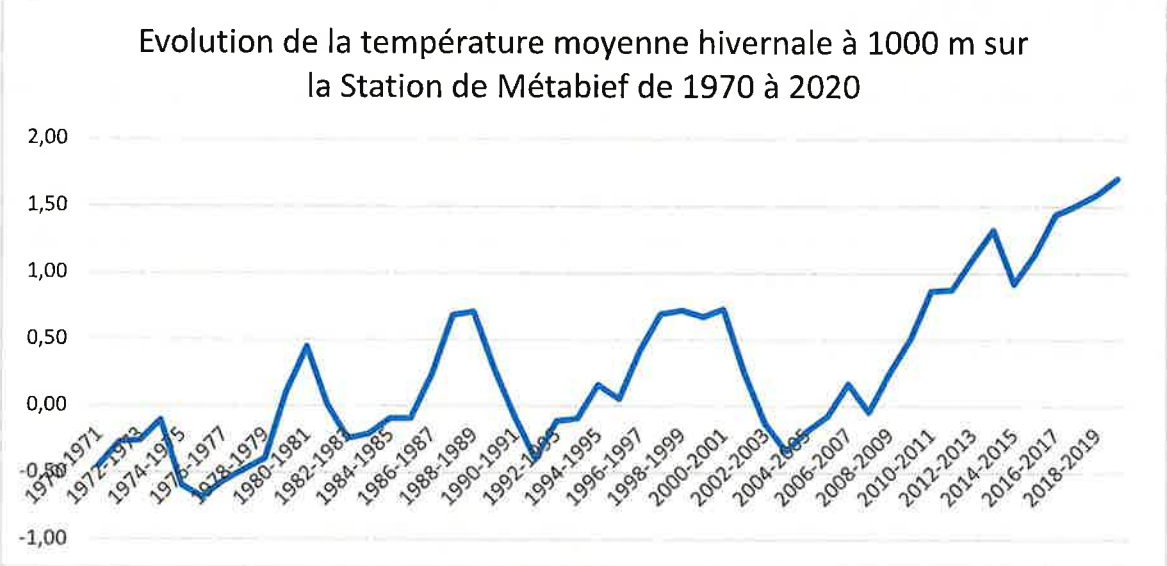
Les plages de froid mesurées par les sondes de l'installation de neige de culture depuis 2014 montrent que la disponibilité en froid pour produire de la neige de culture est déjà faible au bas de Piquemiette avec 174 heures en moyenne et 2 hivers sur 5 sans plages de froid suffisantes :

| T°C<-4°C | Plateau Roches | Bas de Piquemiette | Inter Chamois | Sommet Morond | Pré-Midi |
|---|---|---|---|---|---|
| 14-15 | 307 | 178 | 300 | 668 | 385 |
| 15-16 | 0 | 0 | 0 | 462 | 0 |
| 16-17 | 374 | 359 | 423 | 621 | 437 |
| 17-18 | 381 | 334 | 401 | 913 | 525 |
| 18-19 | 0 | 0 | 0 | 397 | 202 |
| Moyenne | 212 | 174 | 224 | 612 | 310 |

Le plateau de Roches et l'inter Chamois (Grange des Pauvres) présentent une gamme de froid assez faible également (avec 212 et 224 heures en moyenne) et inférieure à celle de Pré-Midi (côté Métabief).

Le modèle CLIMSNOW prévoit une baisse de l'ordre de 5 heures de froid par an et la durée nécessaire pour produire une première campagne de neige de culture est de 72 heures continues.

Cette prospective est corroborée par les mesures effectuées depuis 1970 à 1 000 m sur le domaine skiable :




On observe qu'entre 1970 et le début des années 2000, la température moyenne hivernale est négative et suit une augmentation légère avec des oscillations évoquant un phénomène cyclique d'alternance de bons et de mauvais hivers.

Mais depuis le début des années 2000, cette température moyenne hivernale est devenue positive et suit une augmentation trois fois supérieure à l'augmentation constatée entre 1970 et 2000. En 20 ans, cette température n'a fait qu'augmenter : + 1,5 °C en 20 ans, ce qui a fait augmenter la limite pluie/neige d'environ 250 m en 20 ans (elle se situe aujourd'hui à environ 1100 m d'altitude).

Par ailleurs, l'effet de cycle n'existe plus ; la température augmente très rapidement et les hivers froids sont de plus en plus rares.

De ce fait, la probabilité de disposer des plages de froid suffisantes pour enneiger les pistes situées en-dessous de 1 100 m (bas de Grange des Pauvres, mur de la Noire, bas de Grange Deniset) est de plus en plus faible et proche de zéro à l'horizon 2030.

A l'horizon 2030, le ski alpin sur Piquemiette serait économiquement possible au-dessus de 1 100 m à condition que les aléas climatiques ne s'intensifient pas encore.

Dès lors, il est nécessaire de prévoir la transition de ce secteur et d'imaginer sa transformation pour préserver la fonction de loisirs de l'entrée de Piquemiette.

Le secteur de Piquemiette bénéficie d'un environnement exceptionnel sous les falaises du Mont d'Or et de la proximité avec la RN57 et la frontière suisse.

En revanche, la porte d'entrée de ce secteur est aujourd'hui mal qualifiée : perte d'attractivité commerciale, activités ludiques totalement centrées sur le ski alpin et piètre qualité urbaine des bâtiments et des voiries.

La Commune de Jougne souhaite s'engager dans un projet de reprise du restaurant « Chez Frankie » avec des exploitants potentiels qui pourraient permettre d'ouvrir de nouvelles activités.

Par ailleurs, l'environnement du secteur et la démarche ENS du Mont d'Or offrent des opportunités de déploiement de nouveaux équipements.

Enfin, le développement de produits ludiques et culturels (cf. ci-dessous), se fera également sur ce secteur en lien avec les équipements envisagés.

Au stade d'écriture du PAcT, le projet de transition du secteur de Piquemiette est à co-construire avec la commune. Il est proposé de fixer dans ce contexte une ambition financière pour les équipements, afin que le SMMO accompagne la dynamique engagée par la commune.

***Estimation financière = 500 000 € HT***

- ***Déploiement de produits ludiques et culturels sur l'ensemble du domaine***

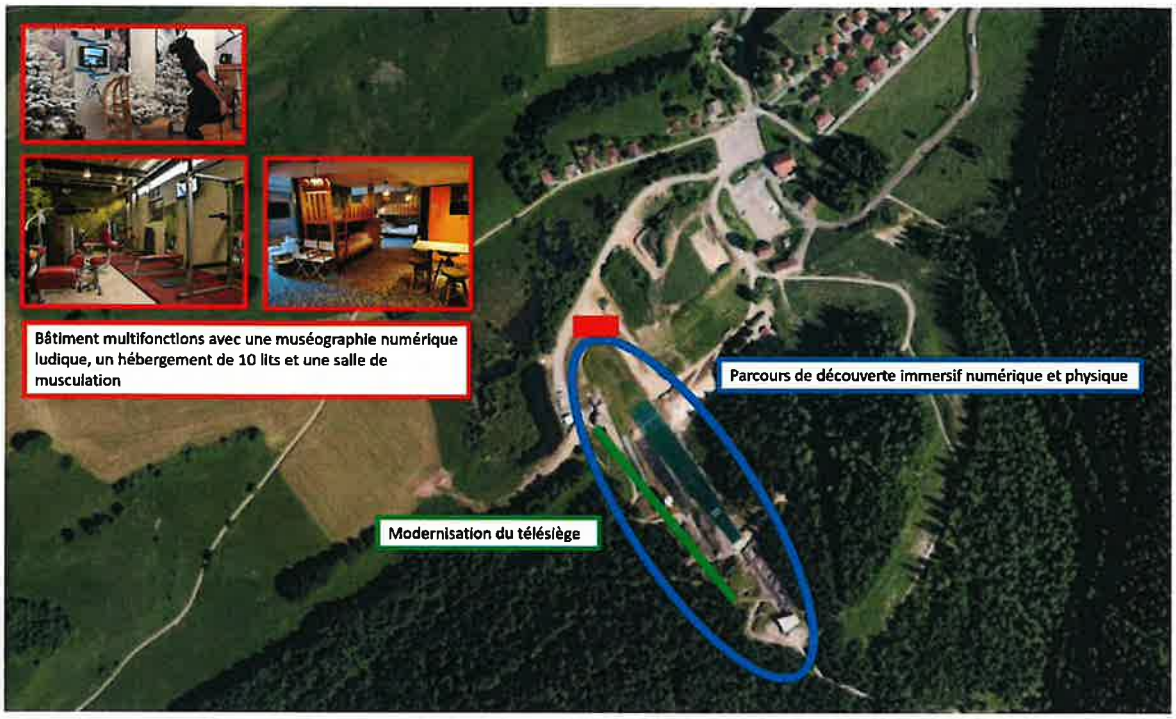
✓ Signalétique ludique et pédagogique (en lien avec l'ENS du Mont d'Or)
✓ Jeux de piste
✓ Jeux d'aventure scénarisés
✓ Expériences immersives en lien avec les équipements de valorisation et complémentaires des produits « humains » proposés par les opérateurs locaux installés dans le pôle Montagne, à la porte d'entrée de SuperLongevilles et à la porte d'entrée de Piquemiette

***Estimation financière = 600 000 € HT***

## Axe 2 : Transformer le Stade de Chaux-Neuve en pôle touristique

Le projet du SMMO comprend :

- ✓ La rénovation du télésiège pour l'ouvrir au grand public toute l'année
- ✓ La rénovation du site d'initiation au saut (tremplin mini-Planica)
- ✓ La rénovation de la Rotonde (notamment de la toiture terrasse)
- ✓ La création d'un bâtiment multifonctions comprenant un gîte, un espace muséographique et une salle de préparation physique, à destination des équipes sportives et des touristes
- ✓ La création d'un parcours de découverte immersif pour faire vivre aux visiteurs les sensations éprouvées par les athlètes du nordique (saut, biathlon, …)




***Estimations financières :***
Bâtiment d'accueil, assainissement, signalétique, rénovation Rotonde = 1 300 000 € HT
Rénovation du télésiège = 1 600 000 € HT
Parcours de découverte immersif, zone ludique et sportive = 700 000 € HT

***Total = 3 600 000 € HT***

Pilotage des projets des axes 1 et 2 :

Le pilotage des projets d'investissement sera assuré par des équipes projet constituées des salariés du SMMO, appuyés par des assistants à maîtrise d'ouvrage et des maîtres d'œuvre, selon les projets.

Ces projets d'aménagement seront l'occasion de développer le mode projet en interne et participeront au renforcement de la culture du changement et de l'innovation (cf. Axe 3)

## Financement des projets d'investissement

Le coût total est estimé à 12 000 000 € HT :

| | Estimation opération en € HT |
|---|---|
| **Axe 1 : transformer la station de ski en station de montagne** | |
| Pôle Montagne Métabief | 5 700 000 € |
| Valorisation Morond – Superlongevilles | 1 600 000 € |
| Transition « Piquemiette » | 500 000 € |
| Produits ludiques et culturels Métabief – Superlongevilles - Piquemiette | 600 000 € |
| *Total Axe 1* | *8 400 000 €* |
| **Axe 2 : transformer le stade de saut en pôle touristique** | |
| *Total Axe 2* | 3 600 000 € |
| **TOTAL INVESTISSEMENT** | **12 000 000 €** |

Le bilan d'exploitation estimatif des nouveaux équipements est le suivant :

Dépenses d'exploitation (gestion du Pôle Montagne, exploitation tyrolienne, gestion du produit touristique de Chaux-Neuve, animation des produits ludiques et culturels, entretien des équipements) :

- ✓ Ressources humaines (3 ETP) = 120 000 € / an
- ✓ Charges courantes et entretien = 50 000 € / an

Recettes d'exploitations (locations de salles, commercialisation des produits ludiques et culturels, parcours découverte des tremplins, location du gîte, fréquentation nouvelle générée par les équipements du Morond, fréquentation de la tyrolienne) : 320 000 € / an
Résultat d'exploitation estimatif = 150 000 € / an

⇨ **Capacité d'emprunt pour le SMMO = environ 3 000 000 €**

⇨ Besoin de financement par subvention = environ 9 000 000 € (75 %)
Subvention départementale déjà engagée pour le projet de Chaux-Neuve (cf. convention signée en décembre 2020) = 960 000 €

⇨ **Besoin nouveau de financement = environ 8 000 000 €.**

⇨ Financements envisageables auprès de l'**Etat** (critères FNADT-Massif) et de l'**Europe** (critères FEDER-Massif) : **3 000 000 €**

⇨ Financements à demander à la **Région** et au **Département** dans le cadre d'un partenariat sur les investissements de relance : **5 000 000 €**

# Pilier RESSOURCES HUMAINES & INGENIERIE

## Axe 3 : Le SMMO, une entreprise humaine, agile et résiliente

Depuis 2012, le SMMO a engagé une professionnalisation de ses équipes pour répondre aux enjeux de performance et d'adaptation permanente dans un domaine d'activités spécifique où il faut :

- ✓ Allier rigueur et qualité pour le plaisir du client => les activités du SMMO se situent dans le champ de l'économie des loisirs
- ✓ S'adapter aux aléas météorologiques et aux évolutions climatiques => même en mettant tout en œuvre, la nature reste « maître du jeu »

L'agilité et la résilience sont des compétences que l'organisation du SMMO a progressivement acquises depuis 2012.

La crise du COVID a marqué un arrêt dans le développement de ces compétences tout en démontrant que les acquis restaient ; les années 2020 et 2021 ont été particulièrement difficiles à gérer au sein de l'organisation mais chacun à son poste, a déployé ses compétences au service du collectif.

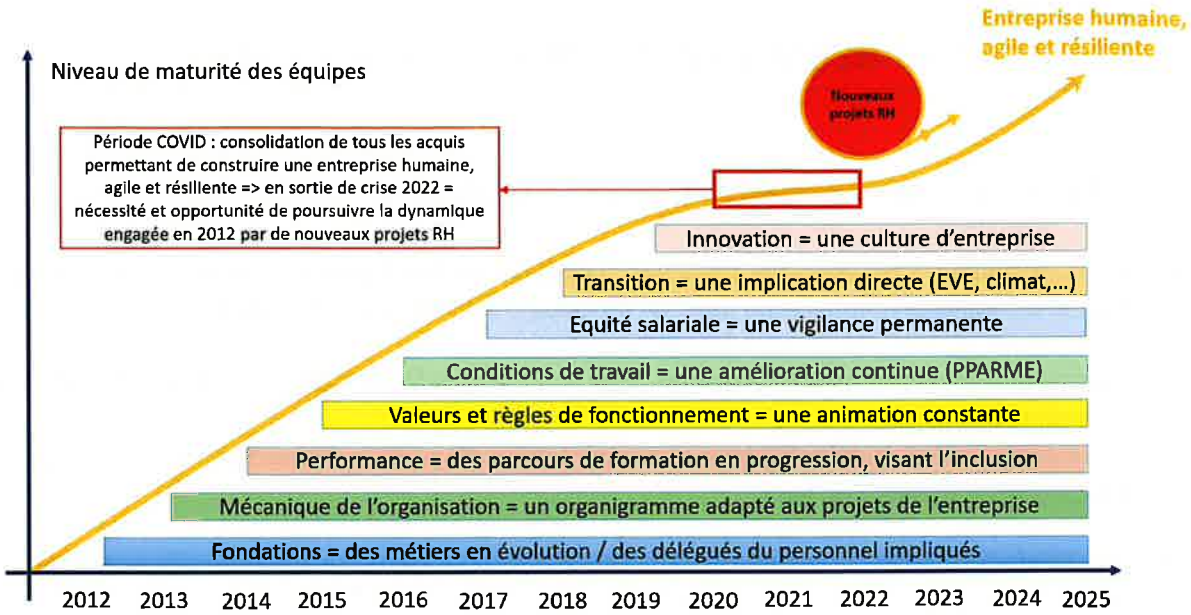
En 2022, la perspective d'un nouveau projet visant à accélérer la transition pour une meilleure anticipation, incite le SMMO à reprendre la dynamique de professionnalisation en donnant une impulsion forte sur plusieurs aspects :

- ✓ La rémunération des collaborateurs
- ✓ Les pratiques managériales
- ✓ La culture du changement et de l'innovation
- ✓ La santé et la sécurité au travail
- ✓ La fluidité du fonctionnement

Cette « relance » de la dynamique RH est indispensable pour porter l'ambition de la transition du modèle de la station.

Pour opérer cette relance, le SMMO conserve au cœur ses principes : « l'humain au cœur d'une organisation porteuse de valeurs de reliance : reliance entre collaborateurs, reliance entre les équipes et les clients et reliance entre les hommes et la nature »

Le schéma ci-après présente l'évolution de la maturité des équipes du SMMO. Cela regroupe des paramètres comme la performance, l'autonomie, la solidarité, la compétence, le dialogue, etc.




- ***Projet 1 : Harmoniser et faire évoluer les conditions sociales en lien avec les effets de la transition (2022-2025)***

Le SMMO gère un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) encadré par la Convention Collective des Domaines Skiables. Cette convention collective sert de base pour fixer les conditions sociales (pesée des postes, grille des taux horaires, primes, indemnités, ancienneté, etc.) pour les structures opératrices de domaines skiables.

Jusqu'ici, le SMMO a basé sa politique sociale exclusivement sur cette convention collective. Quand, par exemple, en 2017 le SMMO décide de peser ses postes pour une politique RH plus transparente et objective, c'est uniquement à la lumière de la grille « domaines skiables ».

Ce modèle de valorisation, qui a jusqu'ici été pertinent à plusieurs titres, trouve cependant aujourd'hui ses limites aux vues des effets induits par la transition de notre modèle, donc de nos métiers.

En effet, le SMMO, par sa démarche de transition, se démarque nettement, et de plus en plus des structures classiques opératrices de domaines skiables.

De plus, les missions effectuées par les salariés du SMMO, n'ont eu de cesse d'évoluer, avec davantage d'expertise et/ou de polyvalence et ce, à chaque niveau hiérarchique. La performance globale de l'entreprise s'en trouve nettement renforcée. Cette augmentation de performance ne peut être prise en compte dans le système de valorisation actuel.

Enfin, dans la convention collective, le positionnement des postes fait référence à une grille de taux horaires. Des choix effectués par les partenaires sociaux de la branche, à l'échelle nationale, « tasse » cette grille, réduisant considérablement les écarts entre chaque niveau de positionnement, générant des situations de déséquilibre entre des collaborateurs et leur responsable hiérarchique.

Dans la perspective de renforcement continu des compétences et de l'expertise au service de la performance de l'entreprise, qui peut se « vendre » à l'extérieur de l'organisation à l'image des missions du Pôle d'ingénierie, une valorisation des savoir-faire est opportune.

C'est pourquoi, il est proposé d'engager un projet d'harmonisation et d'évolution des conditions sociales en lien avec les effets de la transition qui déboucherait sur un nouveau modèle de valorisation.

En lien étroit avec les représentants des salariés, dans un souci d'équité, celles-ci pourront intégrer des adaptations organisationnelles, des retombées financières liées à l'augmentation de performance ou encore des prestations de services rémunérées.

Elles pourront aussi être conditionnées à des indicateurs de performance collective, fournis par les nouveaux outils de suivi tel que la satisfaction client ou la santé au travail.

Tout ceci permettant d'inscrire ces évolutions dans un suivi budgétaire rigoureux.

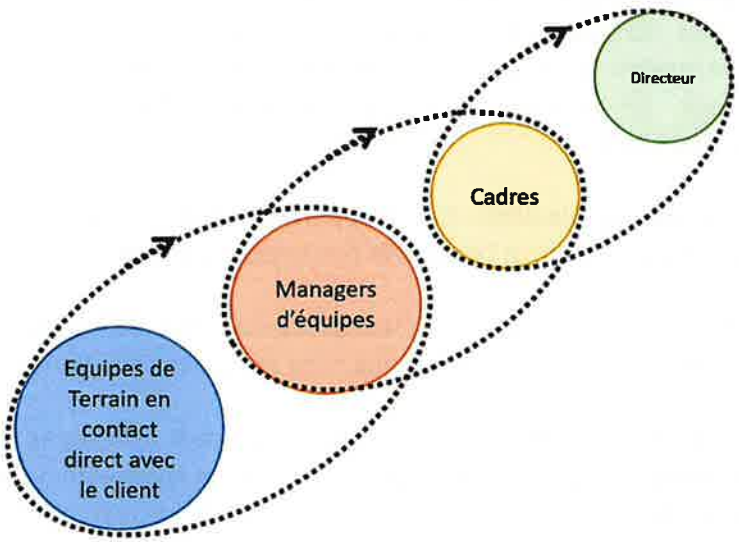
- ***Projet 2 : Harmoniser les pratiques managériales et renforcer la qualité d'accueil client (2022)***

Pour construire une entreprise agile et résiliente, il est impératif de rendre les circuits de transmission entre le terrain (au contact du client) et le niveau décisionnel (équipe de direction : cadres et directeur), très efficaces, proactives et réactives.

Chaque maillon de la chaîne de transmission est essentiel.

Depuis 2019, le travail sur les pratiques managériales s'est porté sur les cadres et le directeur afin de créer une « équipe de direction » unie et porteuse des valeurs de l'entreprise. Dans le même temps, un processus de « montée en compétences » des managers d'équipes a été engagé pour consolider les éléments de la chaîne.

Désormais, il s'agit de partager des « communs managériaux » entre tous les salariés placés en situation de management.




Le projet consiste donc à engager les managers d'équipes dans un parcours de formation dédié au management, élaboré en interne, dans lequel l'équipe de direction est pleinement impliquée.

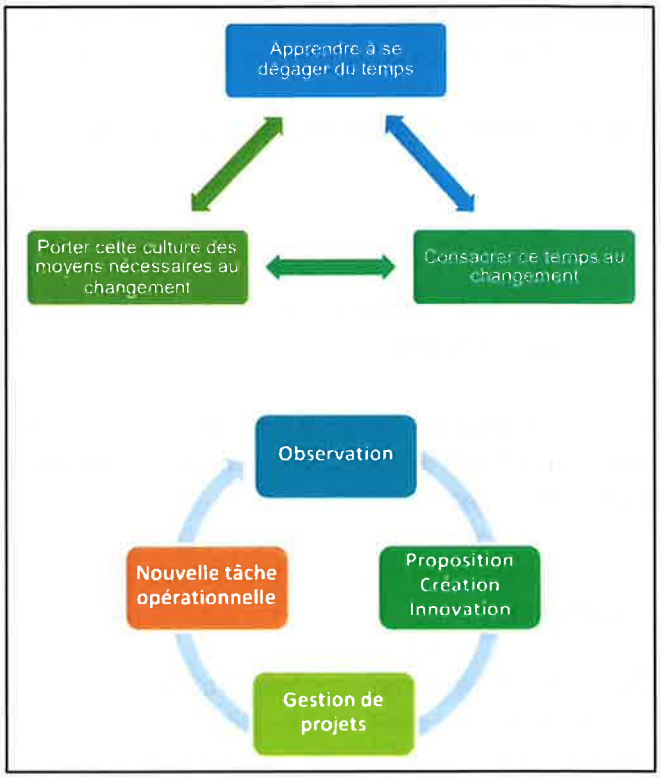
- ***Projet 3 : Renforcer la culture du changement et de l'innovation (2022-2025)***

La première étape dans la culture du changement, au niveau des ressources humaines, est d'intégrer que nos métiers ne doivent plus exclusivement se consacrer aux tâches opérationnelles « historiques », mais doivent aussi intégrer un temps et des moyens consacrés au changement.

Pour y arriver, des formations et des coaching individuels seront effectués.

Le développement des compétences managériales des collaborateurs leur permettra ainsi :

- ✓ D'accentuer les capacités de prise de hauteur de vue
- ✓ Par l'analyse, d'identifier les missions principales (non-délégables), secondaires (délégables) ou nécessitant une aide extérieure
- ✓ À leur tour, par le développement des compétences des collaborateurs et le transfert de missions, de dégager du temps à consacrer au changement
- ✓ De porter cette culture des moyens nécessaires au changement




Le PPARME a initié cette approche du travail par actions / projets, qui intègre qu'outre les actions opérationnelles « classiques », il doit y avoir des temps consacrés à l'observation, à la création, à l'innovation, à la proposition, puis à la gestion de projet, qui débouchent sur de nouvelles actions opérationnelles.

Bien intégré à la strate de l'équipe de direction, il sera important de le déployer, toutes proportions gardées suivant les postes, à l'ensemble des ressources humaines.

Du plus petit impact sur des tâches quotidiennes, au grands projets structurants, ce cercle vertueux, s'inscrit comme une nécessité à la bonne mise en œuvre de la transition.

Bien entendu, les chantiers d'investissement envisagés demandent le déploiement de compétences spécifiques (conduite de projet, recherche de financement, élaboration de dossiers de subvention, relations avec les organismes réglementaires, médiation avec les parties prenantes, coordination des dossiers réglementaires, etc.). Des besoins de renfort émergeront pour réaliser tous les investissements : ces renforts (directs au sein de l'organisation ou indirects par des AMO) seront financés dans le cadre des budgets d'investissement des travaux.

**En ayant engagés les projets précédents, l'entreprise SMMO se dote de fondations solides : une organisation organique et une équipe réactive et performante.**

**Sur ces bases, il est possible de renforcer les processus de travail, notamment dans les domaines de la santé et sécurité au travail, et de la gestion courante, de sorte à libérer encore les énergies tout en conservant un cadre sécurisant :**

- ***Projet 4 : Consolider la santé et la sécurité au travail (2023)***

Dans un domaine d'activités parmi les plus accidentogènes, la santé et la sécurité au travail doivent occuper une place particulière dans le quotidien des salariés tout en conservant l'autonomie et la force d'initiative des équipes.

Pour trouver cet équilibre, il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur des managers au plus près du terrain qui insufflent naturellement et quotidiennement (notion de « routine ») les bonnes pratiques auprès de leurs collaborateurs, dans une posture bienveillante.

- ***Projet 5 : Fluidifier encore les processus de gestion courante (2024)***

Dans un domaine d'activités très réglementé comme celui du transport de personnes et pour un SPIC géré en régie, les procédures réglementaires sont très nombreuses et le risque de scléroser l'organisation est fort.

Là encore, par une maturité managériale fondée sur la confiance, la fluidification des processus de gestion courante est possible et doit faire partie des « communs managériaux » au même titre que la bienveillance, l'écoute, le changement, l'innovation, la santé, la sécurité, l'inclusion, le respect, …

Autant de valeurs qui fabriquent une **ENTREPRISE HUMAINE, AGILE et RESILIENTE**

Pilotage des projets de l'axe 3 :

Les projets de l'axe 3 seront pilotés par Sylvain PHILIPPE et Delphine GRESARD, en lien avec tous les membres du Comité de Direction du SMMO, ainsi que du Comité Social et Économique de l'entreprise.

# Axe 4 : Participer à la transformation des usages sur le Mont d'Or

## • *Projet 1 : Accompagner le développement des activités de pleine nature sur le Mont d'Or*

En développant les activités « hors neige », le SMMO favorise les activités de pleine nature sur le Massif du Mont d'Or (randonnée, trail, toutes formes de VTT, etc.). Cela engendre de nouvelles fréquentations et peut générer des conflits d'usage avec l'agriculture, la forêt et la chasse, ainsi que des impacts sur les milieux naturels.

Pour accompagner ce développement, le SMMO finance, via le Pôle d'ingénierie (**Taxe Remontées Mécaniques reversée à hauteur de 60 % par les communes du Mont d'Or : Métabief, Jougne et Les Longevilles Mont d'Or**), en partenariat avec la Fédération des Chasseurs du Doubs, une thèse en psychologie sociale et environnementale. Cette thèse est cofinancée par la Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) et vise à mettre en œuvre des actions innovantes d'intégration environnementale et sociétale des activités de pleine nature sur le Massif du Mont d'Or.

Des coopérations techniques et scientifiques sont à construire avec la démarche **d'ENS du Mont d'Or** et le projet Living Lab Arc Jurassien auquel participe la **Saline Royale** d'Arc et Senans, afin de se placer dans le champ de l'**INNOVATION OUVERTE** qui contribue aux changements sociétaux.

## • *Projet 2 : Contribuer à la construction d'une prospective pour le Massif du Mont d'Or*

Le projet de transition climatique adopté en 2020 par le SMMO soulève la question du devenir du Massif du Mont d'Or après le ski alpin (horizon 2040-2050).

Il est difficile pour les parties prenantes agissant sur ce massif (notamment les communes) de se projeter au-delà du ski.

C'est pourquoi, une animation d'ateliers collaboratifs est à organiser, en lien avec le Comité de Pilotage de l'ENS du Mont d'Or. Ces ateliers réuniront l'ensemble des parties prenantes du Massif du Mont d'Or et permettront de faire émerger un scénario de développement pour le massif.

Pilotage des projets de l'axe 4 :

Les projets de l'axe 4 seront pilotés par Lucie BRELET et Olivier ERARD, en lien avec tous les membres du Comité de Pilotage de l'ENS du Mont d'Or.

## Axe 5 : Accompagner la transition touristique sur le territoire du Haut-Doubs

Le SMMO est lauréat du **Programme Avenir Montagnes Ingénierie** pour conduire sur le territoire du Haut-Doubs une animation destinée à faire émerger un nouveau modèle touristique. Un poste de Cheffe de Projet Transition est financé à 100% par ce dispositif sur 2022-2023.
En complément, le SMMO développe une mission d'ingénierie de projet, financée par une part de la **Taxe Remontées Mécaniques reversée à hauteur de 60 % par le Département**, pour accompagner des porteurs de projets sur le territoire du Haut-Doubs contribuant à la transformation du modèle.

- ***Projet 1 : Contribuer à l'élaboration d'un projet de territoire touristique pour le Haut-Doubs***

Le processus d'élaboration du projet de territoire touristique pour le Haut-Doubs s'appuie sur une méthodologie d'émergence d'innovations et de transformations.
Pour répondre aux enjeux, le processus envisagé sur 2022-2023 est le suivant :

| | |
|---|---|
| Mai 2022 | Définition des **VOCATIONS** de l'économie touristique sur le territoire du Haut-Doubs |
| Juillet 2022 | Formulation des **PROBLEMATIQUES** de cette économie au regard des enjeux de transitions (climatique, écologique et sociétale)<br><br>Elaboration d'une **FEUILLE DE ROUTE** pour les techniciens mobilisés dans la démarche de projet<br><br>Définition d'**INDICATEURS** de suivi de la démarche de projet |
| De septembre 2022 à septembre 2023 | Mise en **MOUVEMENT** des parties prenantes :<br><br>- Constitution d'une **CELLULE D'ACTIVATION & D'INCUBATION** pour faciliter l'émergence et la concrétisation de projets privés ou publics répondant aux problématiques<br>- Reporting de la cellule auprès du Comité de Projet qui suit les indicateurs de réalisation pour effectuer une **REGULATION**<br>- **COMMUNICATION** sur les actions réalisées ou engagées pour donner à voir ce qu'est la transition de cette économie<br>- Détermination des **NOUVELLES PRATIQUES** et des **METHODES** qui fonctionnent |
| Automne 2023 | Adoption des **NOUVELLES METHODES** pour construire un nouveau modèle de l'économie touristique du territoire du Haut-Doubs<br><br>Adoption d'**AMBITIONS** et d'**ENGAGEMENTS** pour traduire une **VISION** de la transformation de l'économie touristique du territoire du Haut-Doubs |

- ***Projet 2 : Accompagner l'émergence de projets de transition à vocation touristique sur le territoire du Haut-Doubs***

Avant la mise en place effective de la Cellule d'Activation et d'Incubation, il s'agit d'accompagner tous les porteurs de projet susceptibles de répondre aux enjeux des transitions.

Cet accompagnement consiste à :

- ✓ Définir la « philosophie » du projet avec les porteurs : vocation, ambition, modèle économique visé
- ✓ Déterminer les moyens de conduite de projet nécessaires aux porteurs de projet : technique (définition du projet), juridique (conditions réglementaires de réalisation), économique (plan d'affaire et commercialisation), opérationnel (étapes de réalisation), financier (dossiers de subvention)
- ✓ Aider à la « mise sur les rails » du projet par un accompagnement au « premier pas ». Il s'agit notamment de la rédaction de cahiers des charges pour faire intervenir un AMO expert dans le domaine concerné.

Pilotage des projets de l'axe 5 :

Les projets de l'axe 5 seront pilotés par Claire LEBOISSELIER, Olivier ERARD et Julien VRIGNON (Directeur de l'Office de Tourisme), en lien avec tous les membres du Comité de Projet Avenir Montagnes Ingénierie.

## Axe 6 : Développer l'expertise, l'innovation et la coopération sur le thème de la transition

Avec l'exposition de l'expérience de Métabief lors de l'événement SUERA des 16 et 17 mars 2021, le SMMO a été reconnu comme une référence en matière de transition. Cela a généré de nombreux échanges avec des réseaux français et européens, ainsi qu'avec des universitaires et des experts de la transition. Cette mise en réseau permet de renforcer les compétences d'accompagnement de la transition à l'échelle du territoire du Haut-Doubs et de faire émerger de **nouvelles opportunités de financement de la transition** permettant de poursuivre le processus de transformation au-delà de 2025.

Le SMMO souhaite donc poursuivre ces démarches à l'échelle nationale et européenne ; cette mission est financée par le reversement d'une part de la **Taxe Remontées Mécaniques reversée à hauteur de 60 % par le Département et d'autres sources de financement (prestations de service, aides européennes)**

### • *Projet 1 : METHOD'O – Vendre l'expertise transition du SMMO à l'échelle nationale*

L'expertise transition du SMMO repose sur l'expérience vécue entre 2015 et 2021. L'originalité de cette expertise repose sur la dimension humaine et systémique.

Les objectifs poursuivis par le SMMO sont les suivants :

- ✓ Générer de nouvelles recettes qui permettront de financer la transition sur le Haut-Doubs
- ✓ Éprouver les savoir-faire sur d'autres territoires afin d'améliorer les processus sur le territoire du Haut-Doubs

### • *Projet 2 : SUERA – Partager les bonnes pratiques à l'échelle de l'Arc Alpin*

Le SMMO participe au Groupe d'Action « Économie » de la SUERA ; dans ce cadre, il s'agit de partager des expériences et des bonnes pratiques avec des partenaires de l'Arc Alpin.

Les objectifs poursuivis par le SMMO sont les suivants :

- ✓ Repérer des expériences réussies qui pourraient inspirer des opérateurs économiques du Haut-Doubs (exemple : projet HEALPS 2 qui propose des outils pour créer des offres « bien-être » par des opérateurs d'activités de pleine nature)
- ✓ Être en veille sur des appels à projets européens ou nationaux qui pourraient financer des projets sur le territoire du Haut-Doubs

- ***Projet 3 : BEYOND THE SNOW – Construire le territoire de montagne de demain***

Ce projet INTERREG piloté par le laboratoire italien EURAC Research, regroupe des partenaires européens pour définir des outils de construction d'un territoire de montagne après la fin du ski alpin.

Les objectifs poursuivis par le SMMO sont les suivants :

- ✓ Valoriser des missions d'accompagnement du Haut-Doubs au travers ce programme (subvention possible = 120 000 €)
- ✓ Bénéficier de regards d'experts européens dans diverses disciplines sur les processus de transformation d'un territoire de montagne, transposables au Haut-Doubs

- ***Projet 4 : TRANSTAT – Promouvoir l'expertise transition du SMMO à l'échelle européenne***

Ce projet INTERREG piloté par l'INRAE de Grenoble, regroupe des partenaires européens pour aider les stations de ski à s'engager dans un processus de transition.

Compte tenu de son expérience, l'intérêt du SMMO est de promouvoir son expertise transition auprès de territoires européens, ce qui renforcera sa légitimité d'intervention auprès des territoires français pour développer METHOD'O. Cette méthode pourrait être éprouvée dans le cadre de ce projet pour des territoires européens et serait alors financièrement valorisée.

- ***Projet 5 : RIS'OM – Accélérer les transitions***

Co-construit avec l'Université Paris Dauphine (laboratoire de gestion et de management), des experts en systémique et le SMMO, ce projet de recherche-action vise à expérimenter sur le territoire du Haut-Doubs des outils pour accélérer l'émergence d'une nouvelle économie touristique.

Ces outils doivent répondre à :

- ✓ L'adaptation des modèles économiques de chaque opérateur économique
- ✓ L'observation du système en cours de transformation
- ✓ La transmission des bonnes pratiques de transformation sur la durée

Les objectifs poursuivis par le SMMO sont les suivants :

- ✓ Obtenir des financements de l'ingénierie de transition après 2023 (potentiel de financement européen – accompagnement de stratégie financière et élaboration des dossiers de subvention offerts par la Banque des Territoires), pour donner une suite à Avenir Montagnes Ingénierie
- ✓ Pérenniser les processus de transformation sur le Haut-Doubs de sorte à garantir l'adaptation du modèle à l'horizon 2030-2040.

- ***Projet 6 : THE SHIFT PROJECT – Accompagner les élus dans les processus de transition***

Le SMMO participe aux travaux du Shift Project (présidé par Jean-Marc JANCOVICI) sur l'accompagnement des élus dans les processus de transition.
Par exemple, le premier projet auquel le SMMO participe est l'élaboration d'un Cahier de la Résilience Territoriale pour la montagne. Ce travail réunit des techniciens de collectivités, d'associations ou d'institutions.

L'intérêt du SMMO est d'échanger avec des pairs sur le rôle des élus dans les processus de transformation et de repérer des bonnes pratiques transposables sur le Haut-Doubs.

- ***Projet 7 : FABRIQUE DES TRANSITIONS – Partager les méthodes de transition entre tous les types de territoire***

La Fabrique des Transitions (fondée par Jean-François CARON), l'Ecole Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand (Origens Media Lab – Master Design de l'Anthropocène) et Strate Ecole de Design de Lyon conduisent un travail de synthèse des « bonnes méthodes de transition » éprouvées sur différents types de territoires (notamment les expériences conduites à Loos-en-Gohelle).

Le SMMO est associé à ce travail car il est l'un des seuls territoires de montagne à avoir expérimenter un processus de transition.

L'intérêt du SMMO pour cette action est d'enrichir son « réseau transition » à l'échelle nationale et de promouvoir son expérience sur d'autres territoires que des territoires de montagne. A terme, cela pourrait augmenter le volume de prestations METHOD'O.

| |
|---|
| Pilotage des projets de l'axe 6 :<br><br>Les projets de l'axe 6 seront pilotés par Olivier ERARD. |

**Annexe 1**

**PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSITION CLIMATIQUE (PACT) 2022-2025 DU SYNDICAT MIXTE DU MONT D'OR**

**CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT AVEC LE DEPARTEMENT DU DOUBS**

**EN APPLICATION DU RÉGIME CADRE EXEMPTÉ DE NOTIFICATION N° SA. 43197 (INFRASTRUCTURES SPORTIVES ET INFRASTRUCTURES RÉCRÉATIVES MULTIFONCTIONNELLES)**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Le Département du Doubs**, sis 7 avenue de la Gare d'Eau, 25031 BESANCON Cedex, représenté par sa Présidente, Madame Christine BOUQUIN, dûment habilitée à l'effet de signer la présente convention par délibération du Conseil départemental lors de la session budgétaire du 27 juin 2022, ci-après désigné **« Le Département »,**

**d'une part,**

**et**

Le **Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO)**, représenté par son Président, Monsieur Philippe ALPY, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Comité syndical en date du 7 avril 2022, ayant son siège 8 place Xavier Authier, 25 370 METABIEF, ci-après désigné « **le SMMO** »,

**d'autre part**

Pour les besoins de la présente convention, le Département du Doubs et le syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) pourront être dénommés collectivement les « parties » ou individuellement la « partie » selon le cas.

**VU :**

- le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dit TFUE ou Traité de Rome, du 25 mars 1957 modifié, et notamment ses articles 107 (principe d'interdiction des aides publiques aux entreprises qualifiées d'aides d'État), 108 (impératif de notification préalable de ces aides ou régimes d'aides à la Commission), 109 *(régimes d'aides exemptés de notification)* et 165 *(interventions publiques qui promeuvent les enjeux européens du sport)*,

- le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) du 26 juin 2014 (dit règlement général d'exemption par catégorie, RGEC) et notamment son article 55,
- le règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n° 1407/2013 (règlement de minimis) en ce qui concerne sa prolongation et modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 (règlement général d'exemption par catégorie, RGEC) en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter,
- le régime cadre exempté de notification n° SA. 43.197 relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014,
- le règlement (UE) n° 2015/1589 portant modalités d'application de l'article 108 du TFUE et notamment son article 26 (obligation de rapport annuel des aides),
- le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 1111-4 alinéa 2, relatif aux compétences partagées en matière de sport et tourisme,
- le Code du tourisme et notamment l'article L. 342-11, relatif au rôle du Département en matière de remontées mécaniques,
- la loi n° 85-30 modifiée du 9 janvier 1985 relative au « développement et à la protection de la montagne »,
- les statuts du Syndicat mixte du Mont d'Or adoptés par délibération du Comité syndical du 25 janvier 2019, modifiés par délibération du 16 septembre 2021 (article 4), et notamment l'article 14 relatif à la possibilité pour le Syndicat mixte du Mont d'Or de rechercher des compléments de financement auprès de ses membres,
- le projet stratégique de transition climatique élaboré par le Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) pour la période 2021-2025 adopté le 18 septembre 2020,
- la convention-cadre de partenariat en date du 17 décembre 2020 signée entre le Syndicat mixte du Mont d'Or et le Département du Doubs, relative au projet de transition climatique 2021-2025 du Syndicat mixte du Mont d'Or,
- le projet d'accélération de la transition climatique (PAcT) élaboré par le Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) pour la période 2022-2025 adopté le 7 avril 2022,
- la demande globale de subvention du SMMO en date du 7 avril 2022 en vue du financement de ce projet d'accélération de la transition climatique,
- la délibération du comité syndical du Syndicat mixte du Mont d'Or en date du 7 avril 2022 autorisant Monsieur Philippe ALPY, son Président, à signer la présente convention et ses avenants éventuels à intervenir,
- la délibération du Conseil départemental en date du 23 mars 2016 portant approbation du projet stratégique départemental intitulé « C@P25 » (Construire, aménager, préserver notre département) qui porte l'objectif de renforcer l'attractivité et la position de la station de Métabief dans la région Bourgogne-Franche-Comté et les cantons suisses limitrophes, notamment par un accompagnement du Syndicat mixte du Mont d'Or dans la mise en œuvre d'investissements,

- la délibération du Conseil départemental en date du 18 mars 2019 portant approbation du contrat de station 2019-2023 élaboré par la Communauté de communes des lacs et montagnes du Haut-Doubs (CCLMHD) en partenariat avec les opérateurs touristiques,
- la délibération du Conseil départemental en date du 27 juin 2022, d'une part, procédant, au titre de la transition touristique du Mont d'Or, à l'affectation d'une autorisation de programme (AP) de stock d'un montant de 3 M€, en faveur du Syndicat mixte du Mont d'Or, en complément des investissements prévus dans le projet 2021-2025, par la mise en œuvre, sur la période 2022-2025, d'un projet dit « d'accélération de la transition climatique » (projet PAcT) de la station de Métabief Mont d'Or et du site de sauts à skis de Chaux-Neuve et, d'autre part, portant approbation de la présente convention-cadre et autorisant la Présidente du Département à la signer,

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

Dans le cadre de son projet stratégique C@p25, le Département du Doubs porte l'ambition de développer l'attractivité de la Station de Métabief, pôle touristique majeur de l'offre et de l'économie touristique du Doubs, tout en adaptant cette dynamique d'aménagement et de développement au changement climatique.

A ce titre, et avec l'appui du Département, le Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) a élaboré, à compter de 2017, un projet d'évolution des deux pôles majeurs dont il est gestionnaire : la station de Métabief et le site de saut à ski de Chaux-Neuve.

Cette évolution s'inscrit dans une dynamique de projets impulsée depuis 2010 par le SMMO et lui permettant d'améliorer l'ensemble de ses infrastructures ainsi que l'offre à destination de ses clientèles.

Composé de deux seuls membres depuis la réforme de ses statuts intervenue début 2019, à savoir le Département du Doubs et de la Communauté de communes des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs (CCLMHD), le SMMO a initié une réflexion sur la transition climatique en zone de montagne visant à créer les conditions d'un nouveau modèle de l'économie touristique autour de ces deux sites selon plusieurs étapes détaillées ci-après.

- Appui sur les conclusions des Ateliers des Territoires, pilotés par l'Etat en 2017, dont le thème était « Vivre et travailler dans le Massif du Jura, à l'heure du changement climatique », cette réflexion ayant permis une prise de conscience générale de la part des acteurs du territoire puis inscrit l'enjeu de transition dans une démarche de projet collectif.

- Réalisation en interne, suite à ces ateliers, d'une première approche climatique ayant permis de fixer le cadre de la transition et de renoncer à des investissements lourds sur le produit ski alpin.

- Développement en 2018 d'une démarche innovante d'analyse des remontées mécaniques (**Méthode EVE®**) permettant de répondre aux enjeux techniques liés au vieillissement des équipements tout en limitant l'investissement et, dès lors, de décliner un Plan Pluriannuel d'Amélioration des Remontées Mécaniques et des Equipements (**PPARME**).

- Création en 2019 et pour la période 2019-2021, avec l'appui du Département, d'un **Pôle d'ingénierie** dédié à la transition climatique du modèle touristique, financé par une part du produit de la Taxe sur les Remontées Mécaniques (TRM) et régi par une convention de partenariat signée avec les communes perceptrices de cette taxe et leur groupement. Ce pôle a permis d'initier l'élaboration d'un projet global de transition climatique impliquant le SMMO et les collectivités locales partenaires.

  Reconduit pour la période 2022-2024, ce pôle d'ingénierie porte l'ambition de faire émerger un nouveau modèle touristique à l'échelle du territoire du Haut-Doubs et, à ce titre, a été retenu à l'automne 2021 dans le cadre du Plan « Avenir Montagnes Ingénierie » mis en œuvre par l'Etat

- Elaboration en 2020 par le Département et le SMMO d'une stratégie globale en vue de la transition climatique de la station de Métabief et du site de sauts à ski de Chaux-Neuve, stratégie comportant les éléments suivants :

  - Une **étude climatique** réalisée par le Centre d'Etude de la Neige de Météo France, l'Institut National de Recherche sur l'Agriculture et l'Environnement (INRAE) et le bureau d'études DIANEIGE. Cette étude constitue également une innovation dans le domaine de la montagne française. Elle vient corroborer les hypothèses posées en 2017 et renforce la nécessité d'engager dès maintenant un projet de transition climatique pour anticiper la fin potentielle de l'activité « ski alpin » à l'horizon 2030-2040.

  - Une ambition partagée entre le Département et le SMMO pour la valorisation de l'Espace Naturel Sensible du Mont d'Or avec des équipements de découverte adaptés aux demandes et attentes des clients. Cette ambition vise à donner à l'ensemble du projet de transition, une orientation environnementale forte ;

  - Un **programme d'investissement de 11 M€ sur 2021-2025** sous maîtrise d'ouvrage du SMMO, destiné à créer les conditions de développement d'une station de montagne :
    - anticipant la fin potentielle de l'activité « ski alpin » à l'horizon 2035 à travers le maintien des équipements « hiver/été »
    - proposant et structurant une politique d'activités de pleine nature et de valorisation touristique et environnementale, dans une logique d'émergence de projets touristiques « 4 saisons » et non-dépendants de l'enneigement.

    Ce programme est composé de 4 opérations :

    - Le Plan Pluriannuel d'Amélioration des Remontées Mécaniques et des Equipements (PPARME) 2021-2025, d'un montant de 4 M€, destiné au maintien des équipements « hiver/été » de la Station de Métabief et du Stade de Chaux-Neuve, et dont les fondements sont le maintien des investissements dans une logique de garantie de la sécurité des usagers et des salariés, la dynamisation constante de la relation client de sorte à préparer la clientèle au changement du modèle (faire passer Métabief de « station de ski » à « station de montagne »), l'intégration des activités liées à l'environnement et la poursuite du développement du VTT-descente.

- La fin de la restructuration du produit « ski alpin » avec des investissements spécifiques sur le Télésiège de Troupézy (dont l'étude EVE® a détecté l'usure importante et l'urgence d'un programme de rénovation lourde) et sur l'adaptation des zones d'apprentissage du ski alpin pour anticiper la diminution des plages de froid en-dessous de 1 100 m à une échéance proche. Ces travaux, évalués à 1,8 M€, visent à maintenir l'économie de l'apprentissage du ski alpin et, à ce titre, l'attractivité de la Station de Métabief pour les clients en séjour jusqu'à l'horizon 2030-2040.

- Le projet de « Luge 4 Saisons », d'un montant de 4,2 M€ en remplacement de l'ancienne luge d'été, permettant de donner à la Station de Métabief une nouvelle envergure avec une période d'ouverture élargie à 10 mois par an et l'exploitation touristique des « ailes de saison ». Cet équipement a vocation à maîtriser fortement le risque économique lié aux aléas climatiques de l'hiver, dans une période où ces aléas vont s'intensifier.

- Le projet de Pôle OUTDOOR de Chaux-Neuve estimé à 1 M€ consistant à créer un lieu d'activités nordiques « toutes saisons » mutualisant les équipements « haut-niveau » avec des usages touristiques et visant à créer des synergies à l'échelle de l'ensemble du territoire des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs

Lors de sa session budgétaire de décembre 2020, le Département a décidé d'accorder un soutien financier au SMMO à hauteur de 7 M€ pour lui permettre de mener à bien ce projet.

Sur les 11 M€ de travaux prévus, 10 M€ vont finalement être réalisés par le SMMO, bénéficiant au final d'un montant de 6 040 000 € du Département et d'autres soutiens financiers de la part de l'Etat et de la Région (soit respectivement 810 000 € et 950 000 €) pour l'aménagement du projet de « Luge 4 Saisons », **le projet de transformation du site de Chaux-Neuve ayant vocation à être revisité pour saisir de nouvelles opportunités**.
Concernant ce site de Chaux-Neuve, les fonds qui avait été affectés au SMMO dans le cadre de la convention de projet de transition climatique 2021-2025 du SMMO (convention cadre) ne seront pas actionnés sur la base de ladite convention. Les éléments de financement liés à la restructuration de ce site et figurant dans ce 1er conventionnement, sont repris au sein de la présente convention-cadre et sont complétés par un financement supplémentaire.

En effet, dans le prolongement de la conférence de la SUERA (Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine) dont il a activement porté l'organisation les 16 et 17 mars 2021 à Frasne et Métabief, la démarche de transition climatique de la station de Métabief a été lauréate du Plan Avenir Montagnes que l'Etat a mis en œuvre au mois de mai 2021 afin d'accompagner la transition des stations de moyenne montagne.

Dans ces conditions, et dans le prolongement de la dynamique initiée par l'annonce, fin 2020, de la mise en œuvre du projet de transition climatique de la station de Métabief sur la période 2021-2025, le SMMO se propose d'engager un **programme d'investissements complémentaires sur la période 2022-2025**, **avec pour objectif d'achever la transformation de la station et d'engager la restructuration du site de Chaux-Neuve en bénéficiant des actuelles opportunités financières.**

Afin de financer ce projet dit d'accélération de la transition climatique (projet PAcT 2022-2025) le SMMO a sollicité le soutien financier du Département du Doubs par courrier du 7 avril 2022, conformément à l'article 14 de ses statuts lui permettant de rechercher des compléments de financement auprès de ses membres.

S'agissant du Département, ce projet, eu égard à la notoriété de la station de Métabief et à son impact sur l'économie touristique du territoire du Doubs et du Haut-Doubs en particulier, est d'intérêt départemental.

A cet égard, le soutien financier du Département concourra à maintenir le niveau d'endettement du SMMO et limitera ipso facto le risque financier encouru par le Département à travers sa contribution statutaire annuelle, étant rappelé que cette contribution est calculée sur la base du déficit global prévisionnel du SMMO.

Or, ce projet de transition climatique s'inscrit pleinement dans les politiques départementales de développement de la pratique sportive dans toutes ses composantes (inclusion sociale, éducation et citoyenneté, vitalité et attractivité des territoires, économie et création d'emplois…) et d'aménagement touristique (structuration d'une gouvernance partagée, développement des activités de pleine nature…) exprimées à travers son projet C@P25.

Aussi et compte tenu des enjeux financiers et de la portée du projet de transition climatique pour l'attractivité touristique du territoire, le Département a décidé, conformément à ses compétences d'attribution en matière de « sport », « tourisme » (compétences partagées, CGCT, art. L. 1111-4) et de « remontées mécaniques » (Code du tourisme, art. L. 342-9 à L. 342-11), de concourir au financement de ce programme d'investissement, dans toutes ses composantes, en apportant au SMMO son soutien financier.

Toutefois, il convient de rappeler que chaque projet (cofinancé) doit respecter, indépendamment des règles nationales en vigueur, la règlementation communautaire. Ainsi, tout projet et donc toute dépense qui s'y rattache doit, en sus des compétences d'attribution départementales rappelées plus avant, être conforme à la règlementation des aides d'Etat.

Les aides publiques accordées aux entreprises (au sein du droit européen) sont, à ce titre, strictement encadrées par les articles 107 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (dit TFUE). Elles sont par principe interdites, sous réserve des exceptions définies par le Traité et la Commission européenne.

Pour être autorisées, les aides d'Etat doivent en règle générale faire l'objet d'une notification à la Commission européenne et ne peuvent être octroyées qu'après approbation de la Commission.

Néanmoins depuis 2001, la Commission a notamment adopté des règlements qui permettent aux Etats membres d'accorder certaines catégories d'aides aux entreprises sans notification préalable lorsque celles-ci remplissent les critères prescrits.

Ainsi, les aides prises sur la base de ces régimes exemptés de notification et qui en respectent toutes les conditions sont présumées compatibles avec le marché intérieur.

L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics disposent de la faculté d'utiliser le règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014. Ce règlement permet aux Etats membres d'adopter des régimes d'aides aux entreprises ou d'octroyer des aides individuelles, sous réserve qu'ils contiennent une référence expresse au règlement, qu'ils soient informés à la Commission européenne et qu'ils soient publiés sur le site Europe en France.

Les autorités françaises ont d'ailleurs informé la Commission européenne de la mise en œuvre du régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles tiré des possibilités offertes par le RGEC n° 651/2014 du 17 juin 2014 (article 55 du RGEC). Ce régime d'aide a été enregistré par la Commission sous la référence SA. 43197.

Si les services de l'Etat, les collectivités territoriales ainsi que tout établissement et autres organismes publics compétents sont invités à accorder des aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA. 43197, chaque service instructeur des demandes d'aides financières, doit toutefois s'assurer de la correcte application de la règlementation communautaire des aides d'Etat et de la concurrence.

Aussi, et après analyse, il est apparu au Département que le financement départemental consenti au SMMO dans le cadre de son projet PAcT d'investissement pluriannuel 2022-2025 et objet des présentes, ne constituait pas une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

En effet, un financement peut être qualifié d'aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et être ainsi considéré comme une aide illicite si les 5 critères cumulatifs suivants sont remplis :

- aide attribuée à une entreprise au sens au sens de l'annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC n° 651/2014 de la commission européenne), c'est-à-dire toute entité, indépendamment de sa forme juridique (statut) et de sa finalité lucrative ou non lucrative, exerçant une activité économique sur un marché donné.
- aide octroyée au moyen de ressources publiques,
- aide procurant un avantage sélectif à une entreprise (aide ayant pour objet de favoriser certaines entreprises, territoires ou productions),
- aide affectant ou menaçant d'affecter la concurrence (présomption simple (sauf preuve contraire) lorsque l'aide procure un avantage sélectif à une entreprise),
- aide affectant les échanges entre Etats membres (présomption simple (sauf preuve contraire) lorsque l'aide procure un avantage sélectif à une entreprise).

Or, si l'analyse du subventionnement à intervenir confirme que les 4 premiers critères sont remplis, il en ressort néanmoins que l'aide du Département du Doubs n'affecterait pas les échanges entre les Etats membres de l'Union européenne (5ème critère cumulatif).

Dans plusieurs décisions, la Commission a, compte tenu des faits d'espèces propres à chaque affaire, considéré que la mesure ne produisait ses effets qu'à un échelon purement local, et n'affectait donc pas les échanges entre Etats membres.

Or, en l'espèce, il apparaît que les services fournis par le SMMO sont destinés à une population locale (régionale) et peu susceptibles d'attirer des clients ou des investissements provenant d'autres Etats membres ou à tout le moins, seulement de manière très résiduelle.

La part des clientèles en provenance des Etats de l'Union européenne est en effet inférieure à 10 % du total des clientèles et, dès lors, est considérée comme marginale par la Commission européenne.

Au vu de ces éléments, l'aide du Département au SMMO ne constituerait pas une aide d'Etat.

Toutefois, la Région Bourgogne-Franche-Comté, ès qualités autorité de gestion des programmes européens (notamment du FEDER), et co-financeur du projet PAcT 2022-2026 du SMMO, ayant caractérisé toute aide à intervenir dans ce programme d'investissement en aide d'Etat, et décidé d'appliquer pour s'exonérer de l'obligation de notification préalable à la Commission européenne, le régime cadre exempté n° SA. 43197, le Département a entendu, par souci de cohérence, fonder juridiquement sa subvention au SMMO sur la même base communautaire de financement que la Région.

En l'espèce, il est précisé pour les besoins de la cause que l'aide départementale accordée au SMMO sur la base du régime cadre exempté de notification à la Commission européenne n° SA.43197 respecte, en tout point, les critères définis par ce régime d'aides.

En dernier lieu, il convient de souligner que l'octroi de la subvention d'investissement, objet de la présente convention, ne donne lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département sous réserve des contreparties accessoires en termes de communication prévues à l'article 4.1 des présentes.

Cette convention cadre pluriannuelle sera déclinée sous la forme de conventions annuelles d'application tel que prévu à l'article 5 de la présente convention.

Cette convention est établie dans le respect du SMMO, de sa liberté d'initiative, de son autonomie, et du rôle qu'entendent y assumer les membres qui le composent.
C'est dans ce contexte que les parties ont décidé d'établir la présente convention-cadre.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention et a la même valeur juridique ; il ne saurait en conséquence en être dissocié.

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations respectifs des parties ainsi que les conditions et modalités générales (qui seront déclinées dans le cadre de conventions annuelles d'application) du subventionnement octroyé par le Département au SMMO, destiné à concourir au financement de son projet d'accélération de la transition climatique (projet PAcT) 2022-2025 évalué à 12 000 000 € (douze millions d'euros).

**Il est expressément rappelé que le financement octroyé par le Département au SMMO est réalisé sur la base du régime d'aide exempté n° SA. 43197, relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014.**

**Le règlement (UE) n° 2020/972 du 2 juillet 2020 a prolongé de trois ans, jusqu'au 31 décembre 2023, la période d'application du règlement (UE) n° 651/2014 (RGEC) et par voie de conséquence, celle du régime cadre exempté de notification n° SA. 43197 adopté sur la base du RGEC n° 651/2014.**

## ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2022, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

## ARTICLE 3 : OBJECTIFS RESPECTIFS DES PARTIES

### Article 3.1 - Objectifs du SMMO

Par ses investissements dans le cadre du projet d'accélération de la transition climatique (projet PAcT) 2022-2025, le SMMO a pour objectifs :

- le maintien du produit « ski alpin » dans des conditions excellentes de sécurité et de qualité à horizon 2030-2040,
- le maintien de la dynamique territoriale en faveur du tourisme, tout en mettant en œuvre un nouveau modèle axé sur la transformation des produits dépendants de la neige,
- le développement de produits touristiques non dépendants de la neige permettant de limiter le risque financier de l'hiver pendant 10 à 20 ans et de maintenir une activité touristique de montagne après l'arrêt du ski alpin à l'horizon 2030-2040.

Stratégiquement, il s'agit de transformer la station de ski de Métabief en une station de montagne, c'est-à-dire un espace composé :

- d'un « pôle montagne » rassemblant les opérateurs touristiques et permettant le développement de nouveaux produits toutes saisons sur le massif du Mont d'Or, mais aussi en lien avec les autres sites touristiques du territoire, notamment les lacs de St-Point et Remoray,
- de « portes d'entrée » qui soient complémentaires, cohérentes et attractives,
- d'un patrimoine naturel (paysage, faune, flore) remarquable et préservé.

Parallèlement, la vocation touristique du site de Chaux-Neuve sera accentuée pour une ouverture toute l'année, tout en maintenant la qualité du service pour le haut-niveau sportif :

- rénovation du télésiège pour l'ouvrir au grand public,
- création d'un bâtiment multifonctions comprenant un gîte, un espace muséographique et une salle de préparation physique, à destination des équipes sportives et des touristes,
- création d'un parcours de découverte immersif pour faire vivre aux visiteurs les sensations éprouvées par les athlètes du nordique (saut, biathlon, …).

### Article 3.2 - Objectifs du Département

Par son soutien financier, le Département a pour objectifs :

- de conforter la stratégie mise en œuvre à travers le projet de transition climatique 2021-2025 du SMMO à travers le soutien à un projet innovant d'accélération de la transition climatique d'une station de moyenne montagne et, plus largement, de contribuer aux politiques régionales, nationales et européennes sur l'avenir du tourisme en montagne,
- de répondre à l'enjeu de transition climatique en maîtrisant l'endettement du SMMO et en préparant un désendettement progressif indispensable à l'équilibre économique futur de la station de montagne,
- de fédérer tous les acteurs du tourisme autour d'une dynamique d'investissements vertueux et responsables, en apportant son appui à la mise en œuvre d'une stratégie courageuse d'adaptation du modèle économique d'une station de moyenne montagne.

## ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

### Article 4.1 - Engagements du SMMO

Le SMMO s'engage à :

- réaliser les opérations définies au projet d'accélération de la transition climatique (projet PAcT) 2022-2025 (annexe 1 à la présente convention) dans le respect du développement durable :
    - dimensionnement raisonné,
    - limitation des consommations de ressources et d'énergies,
    - intégration paysagère des équipements,
    - préservation de la biodiversité,
    - association des parties prenantes,
    - déploiement de l'insertion professionnelle.

- élaborer une programmation annuelle précise des travaux à réaliser sur la base du programme prévisionnel présenté ci-dessus. Cette programmation sera proposée au Département en septembre de l'année N pour une programmation des crédits de l'année N+1 ;

- rédiger un rapport d'activités annuel comprenant le bilan financier des travaux et le bilan qualitatif des opérations. Ce rapport sera présenté au Département avant le mois de juin de l'année N pour les travaux réalisés l'année N-1 ;

- communiquer, par tous moyens en sa possession, sur le soutien exceptionnel du Département en faveur de la transition climatique du modèle touristique aux niveaux local, national et européen, notamment dans le cadre de la Stratégie de l'Union Européenne pour la Région Alpine (SUERA). Le SMMO associera systématiquement le Département au montage des opérations de communication.

Le SMMO prend l'engagement de mener à terme, l'accomplissement de son projet dans la limite de ses possibilités financières et dans la stricte conformité avec son objet statutaire.

Il doit informer le Département de toute modification de son projet et pouvoir répondre à tout moment de l'utilisation des fonds publics attribués tel qu'explicité à l'article 6 de la présente convention.

**Article 4.2 – Engagements financiers du Département et modalités de versements de la subvention**

Afin de concourir au financement du projet d'accélération de la transition climatique (projet PAcT) 2022-2025porté par le SMMO, le Département lui accorde, selon les modalités définies au présent article, une subvention d'investissement d'un montant de 3 000 000 € (trois millions d'euros) en complément des aides apportées par d'autres co-financeurs publics (Région et FEDER).

Cette subvention d'investissement sera versée au SMMO sur la durée de la convention cadre et les versements seront ajustés au vu des bilans et prévisions de travaux fournis, chaque année, par le SMMO.

Ces financements seront formalisés dans le cadre de conventions annuelles d'application tel que décrit à l'article 5 des présentes.

Ainsi, en cas d'utilisation partielle par le SMMO de la subvention versée par le Département, celui-ci pourra soit réduire son versement au titre de l'année suivante du montant des sommes non-utilisées, soit exiger leur reversement.

Le Département pourra exiger du SMMO l'envoi de tout ou partie de pièces comptables qu'il jugera utile.

Le Département se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virements administratifs réalisés au crédit du compte ouvert au nom SMMO, selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le payeur départemental (agent comptable) du Doubs.

**Article 4.3 – Engagements du Département en matière de transparence, de suivi et de retour d'informations dans l'octroi de l'aide financière**

**Article 4.3.1 – Obligations de publicité**

La Commission européenne a introduit de nouvelles exigences en matière de transparence pour l'octroi des aides d'État. Un guide pratique, disponible sur le site Europe en France, précise la procédure à suivre et les informations à communiquer pour les deux obligations décrites ci-dessous :

- **1ère obligation** : chaque État membre doit mettre en place un site unique dédié aux aides d'État au sein duquel seront recensés tous les dispositifs d'aide (régimes d'aides et aides individuelles) informés et notifiés à compter du 1er juillet 2016. Le site Europe en France, créé et géré par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), constitue ce site unique national, gratuit et public.

  A ce titre, le Département informant une aide à la Commission européenne devra communiquer au CGET, à l'adresse suivante « aidesdÉtat@cget.gouv.fr » toutes les informations utiles relatives à ces dispositifs.

- **2nde obligation** : les informations concernant les aides individuelles supérieures à 500 000 € (cinq cent mille euros) devront être publiées, par le Département, ès qualité autorité d'octroi de l'aide, sur un site internet accessible et gratuit de la Commission européenne consacré aux aides d'Etat intitulé « Transparency Award Module dit TAM », en utilisant notamment le formulaire type annexé au régime cadre exempté de notification n° SA. 43197 (annexe 2 dudit régime cadre exempté de notification).

  Les aides concernées sont celles qui ont été adoptées dans le cadre de régimes notifiés ou exemptés (cas des aides adoptées dans le cadre du présent régime cadre exempté de notification n° SA. 43197), sur le fondement des règlements d'exemption de la Commission européenne, sur la base de l'article 107 du TFUE ou sur le fondement des lignes directrices et encadrements pour lesquels la Commission européenne a introduit des obligations de transparence.

  A cet effet, le Département se rapprochera de son SGAR (service général des affaires régionales) pour leur demander un accès au TAM.

  Lorsque l'aide octroyée vise plusieurs objectifs, chaque objectif peut faire l'objet d'une publication séparée. Toutefois, le seuil de publication continue de s'apprécier en tenant compte de l'ensemble des aides allouées, et ce quel que soit l'instrument d'aide utilisé.

Les informations publiées porteront sur :

- le nom du bénéficiaire ;
- l'identifiant du bénéficiaire ;
- le type d'entreprise (PME ou grande entreprise) au moment de l'octroi ;
- la région du bénéficiaire, au niveau NUTS II ;
- le secteur d'activité au niveau NACE ;
- le montant total de l'aide ;
- la forme de l'aide ;
- la date d'octroi de l'aide ;
- l'objectif de l'aide ;
- l'autorité d'octroi de l'aide ;
- le numéro de la mesure d'aide tel qu'attribué par la Commission selon la procédure électronique visée à l'article 11 du RGEC n° 651/2014.

La publication devra être faite par le Département dans les six mois qui suivent la date d'octroi de l'aide.

Cette formalité constitue une condition de compatibilité de l'aide. Autrement dit, le non-respect de cette condition entraine l'incompatibilité de l'aide et sa récupération totale auprès du SMMO.

**Article 4.3.2 – Obligation de rapport annuel**

L'article 26 du règlement (UE) 2015/1589 portant modalités d'application de l'article 108 du TFUE prévoit une obligation de rapport annuel pour chaque régime d'aide auprès des services de la Commission européenne.

Le Département qui en application de la présente convention cadre consent à octroyer une aide financière au SMMO doit participer à cette obligation de rapport annuel en fournissant des informations sur chaque aide octroyée au titre du régime concerné. Les informations demandées sont relatives au nombre d'aides octroyées, à leur montant, à leur forme, etc.

Il est rappelé que la Commission dispose de la possibilité de demander tous les renseignements qu'elle estimerait nécessaires pour contrôler l'application du présent régime d'aide exempté de notification n° SA. 43197.

**Article 4.3.3 – Obligation de suivi**

Le Département, ès qualité autorité d'octroi de l'aide, doit conserver des dossiers détaillés sur les aides individuelles versées sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA. 43197 (informations nécessaires pour établir que les conditions du régime sont remplies, informations sur l'effet incitatif de l'aide, détermination des coûts admissibles etc.). Ces dossiers devront être conservés pendant dix ans à compter de la date de l'octroi de l'aide.

Les obligations définies à l'article 4.3 des présentes ont vocation à faciliter les procédures de contrôle de la Commission européenne et doivent être suivies avec attention.

**ARTICLE 5 – CONVENTIONS ANNUELLES D'APPLICATION ET DEMANDES DE SUBVENTION**

L'application de la présente convention cadre fera l'objet, de conventions annuelles d'application signées par le représentant habilité de chacune des parties.

Ces conventions seront soumises à l'approbation des organes délibérants du Département et du SMMO au plus tard le 30 mai de l'année N pour l'exercice budgétaire considéré.

Elles préciseront notamment :

- le programme d'investissement du SMMO pris en compte par le Département pour l'année considérée,
- les obligations et engagements mutuels des parties,
- les modalités d'évaluation et de réalisation des objectifs,
- le montant de la participation financière du Département pour l'année N,
- les modalités de versement de la participation financière du Département.

L'approbation et la signature de ces conventions annuelles seront conditionnées par la présentation au Département, par le SMMO, et au plus tard le 31 décembre de l'année N-1, d'un dossier de demande de subvention comprenant pour l'année N :

- un courrier de sollicitation officielle,
- une note écrite présentant les grandes lignes de ses priorités envisagées pour l'année considérée,
- le programme d'investissements prévisionnel pour l'année considérée,
- les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ce programme d'investissements prévisionnel envisagé.

En outre, et conformément au point 4 (effet incitatif de l'aide) du régime cadre exempté de notification SA. 43197 relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020 (dont la durée a été prolongée de trois ans, jusqu'au 31 décembre 2023 par le règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020), la demande écrite d'aide financière du SMMO pour l'année N (présentée au plus tard, le 31 décembre de l'année N-1) devra contenir a minima, les informations suivantes :

- le nom et la taille de l'entreprise (SMMO) ;
- une description du projet, y compris ses dates de début et de fin ;
- la localisation du projet ;
- une liste des coûts admissibles du projet ;
- le type d'aide sollicitée (subvention) ;
- le montant de l'aide sollicitée.

Il est enfin rappelé que les travaux objets de chaque convention annuelle d'application ne pourront débuter avant que le Département n'ait reçu la demande écrite d'aide financière correspondante afin de s'assurer de l'effet incitatif des aides financières annuelles octroyées.

## ARTICLE 6 - CONTROLE FINANCIER PAR LE DEPARTEMENT

Le Département peut s'assurer, à tout moment, du respect des obligations énoncées dans la présente convention et de la conformité de l'emploi de la subvention allouée aux engagements pris par le SMMO et détaillés à l'article 4.1.

Pour ce faire, le Département se réserve le droit de procéder, à tout moment, aux opérations de contrôle sur pièces et sur place afin de s'assurer des engagements du SMMO.

Le SMMO doit faciliter le contrôle, par le Département, des objectifs poursuivis et de la réalisation des actions, par tous moyens à sa convenance.

Ainsi, sur simple demande du Département, le SMMO devra communiquer tous les documents comptables et de gestion pour vérification concernant ladite période, dans un délai de 15 (quinze jours) à compter de la demande.

Le SMMO doit par ailleurs pouvoir justifier en permanence de l'utilisation transparente et exclusive de la subvention reçue pour la mise en œuvre de ses engagements pris au titre de son programme d'investissement 2021-2025 et détaillés à l'article 4.1 de la présente convention.

Il s'engage ainsi à ce que la subvention soit intégralement affectée au financement et à la mise en œuvre de ses engagements exprimés à l'article 4.1 de la présente convention.

Par conséquent, le SMMO s'interdit de reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres sociétés, associations ou œuvres.

Le reversement de la subvention au Département pourra ainsi être exigé, par ce dernier, en cas d'utilisation non conforme aux engagements pris par le SMMO et exprimés à l'article 4.1.

De même, en cas de non utilisation ou d'utilisation partielle de la subvention, le SMMO est tenu de restituer les fonds inutilisés au Département, sans que celui-ci en fasse la demande expresse. En l'absence d'exécution spontanée, le Département se réserve le droit de solliciter le remboursement des sommes non utilisées par l'émission d'un titre de recettes.

Le SMMO devra en outre transmettre au Département les documents suivants :

- ses budgets et comptes annuels,
- un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu doit être déposé auprès de l'autorité administrative ayant versé la subvention dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée,
- son bilan, ses comptes de l'exercice écoulé et les annexes dûment certifiés.

Le SMMO est également tenu d'informer le Département dès l'achèvement des formalités d'usage en la matière, de toutes modifications intervenues dans ses dispositions statutaires, dans l'administration ainsi que dans la direction du SMMO.

Il devra pareillement avertir le Département en cas de dissolution du SMMO.

Cette procédure sera applicable aux conventions annuelles d'application ainsi qu'aux avenants conclus.

## ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit signé par le représentant habilité de chacune des parties.

Cet avenant précisera les éléments modifiés ou ajoutés à la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause l'objet et l'économie générale de la convention.

Il est rappelé que tout avenant forme un ensemble contractuel unique et indissociable avec la convention qu'il modifie et qu'il est soumis aux dispositions qui la régissent.

Cette procédure sera applicable aux conventions annuelles d'application ainsi qu'aux avenants conclus.

## ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée :

- à tout moment, à l'amiable, par volonté concordante des parties d'y mettre fin,
- par l'une quelconque des parties, à tout moment, pour motif d'intérêt général dûment justifié, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie. En pareille hypothèse, la partie ayant pris l'initiative de la rupture sera tenue d'indemniser l'autre partie du préjudice résultant pour elle de la résiliation anticipée de la convention,
- en cas de non-respect par l'une ou l'autre des deux parties de l'une de ses obligations définies à la présente convention, et 1 (un) mois après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter demeurée sans effet, la partie lésée pourra résilier ladite convention de plein droit, c'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire.
  Cette résiliation ne pourra donner lieu à indemnisation. En cas de faute lourde, il sera procédé à la résiliation des dispositions conventionnelles sans préavis ni indemnité.

La résiliation de la présente convention ne met fin au contrat que pour l'avenir de sorte qu'elle n'a pas pour effet d'anéantir rétroactivement les actions réalisées en cours de contrat, ni d'affecter les droits et engagements contractuels de l'une ou l'autre partie consentis ou exercés avant la date de résiliation concernée.

La résiliation de la présente convention entraînera de plein droit le reversement au Département des fonds inutilisés à la date de résiliation

En tout état de cause, les modalités techniques de départ seront négociées entre les parties.

Cette procédure sera applicable aux conventions annuelles d'application ainsi qu'aux avenants conclus.

## ARTICLE 9 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait à l'occasion de la validité, l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher une solution amiable, préalablement à tout recours devant les tribunaux.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Besançon.
Il ressort en revanche de la seule compétence de la Commission européenne de décider, sous le contrôle de la Cour de justice, si l'aide octroyée par la présente convention cadre, en application du régime cadre exempté de notification n° SA. 43.197 est ou non, compatible avec le marché commun.

Cette procédure sera applicable aux conventions annuelles d'application ainsi qu'aux avenants conclus.

## ARTICLE 10 - ANNEXE

L'annexe « Calendrier prévisionnel de réalisation des opérations » fait partie intégrante de la présente convention et a la même valeur juridique que ladite convention.

Toutefois, en cas de contradiction sur quelques points que ce soit entre les termes contenus dans l'annexe et ceux de la présente convention, cette dernière prévaudra.

## ARTICLE 11 – PRIMAUTÉ DE LA CONVENTION-CADRE

En cas de contradiction sur quelque point que ce soit entre les termes contenus dans la présente convention et ceux figurant dans les conventions annuelles d'application (annexes comprises) à intervenir entre le Département et le SMMO, la convention-cadre prévaudra.

Faite à ……, le ……

En deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

| | |
|---|---|
| Pour le SMMO,<br>*Le Président*<br>*du Syndicat mixte du Mont d'Or* | Pour le Département,<br>*La Présidente*<br>*du Département du Doubs,* |
| *Philippe ALPY* | *Christine BOUQUIN* |

**ANNEXE A LA CONVENTION : Calendrier prévisionnel de réalisation des opérations**

| Opération/ année de réalisation | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **Pôle Montagne Métabief** | | | | |
| **Valorisation Morond – Superlongevilles** | | | | |
| **Transition Piquemiette** | | | | |
| **Produits ludiques et culturels Métabief-Superlongevilles-Piquemiette** | | | | |
| **Pôle touristique Chaux-Neuve** | | | | |

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 405 |
|---|---|
| | Commission[s] : 4 |
| | Timbre : DGS / DFA |

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES

MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE - EXPERTISE JURIDIQUE - SECURISATION JURIDIQUE

## Objet : Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental

Conformément aux dispositions issues des articles L. 3221-10-1 et L. 3221-11 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil départemental peut consentir certaines délégations à son Président.

En application de ces dispositions, par délibération en date du 1er juillet 2021, le Conseil départemental a consenti à la Présidente du Département une délégation de compétence pour :

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, dans la limite des crédits inscrits au budget et des autorisations de programme et d'engagement en cours ;

- pour intenter au nom du Département les actions en justice ou pour défendre le Département dans les actions intentées contre lui, dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et en cassation, devant les juridictions de toute nature (dont les juridictions européennes et communautaires, le tribunal des conflits, les juridictions administratives de droit commun et spécialisées, les juridictions judiciaires y compris d'exception et spécialisées, les juridictions financières) et pour toute action, quelle que puisse être sa nature.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'utilisation de ces délégations depuis la séance du Conseil départemental du 13 décembre 2021. Vous trouverez en annexes au rapport :

- l'état des marchés qui ont fait l'objet d'un contrat écrit et avenants réalisés ;
- l'ensemble des affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée ;

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3211-2, L. 3221-10-1 et L.3221-11 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1er juillet 2021 donnant délégation à Madame la Présidente du Département ;

Vu le rapport **n° 405** présenté sous le timbre **: DGS / DFA**;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Prend acte des informations annexées au rapport relatives :

- aux marchés et avenants réalisés depuis la séance du Conseil départemental du 13 décembre 2021,
- à l'ensemble des affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée depuis la séance du Conseil départemental du 13 décembre 2021.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - Etat des marchés qui font l'objet d'un contrat écrit et avenants réalisés depuis la séance du Conseil départemental du 13 décembre 2021
2 - Affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée depuis la séance du Conseil départemental de Décembre 2021

**ANNEXE 1**

## MARCHES REALISES DEPUIS LA SEANCE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 28 MARS 2022

### ACCORDS-CADRES A MARCHES SUBSEQUENTS OU MIXTES

| CODE ACCORD CADRE | Objet de l'accord-cadre | Type d'accord-cadre | Date de notification | Désignation du titulaire | Code postal et ville |
|---|---|---|---|---|---|
| **2021DPL0037** | FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE SIGNALETIQUE POUR LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES PUBLICS<br>4 ANS | Mixte | 15/03/2022 | SIGNAUX GIROD | 39401 MOREZ |
| | | | | COURVOISIER PUBLICITE | 25620 MAMIROLLE |
| | | | | SIGNAL CONCEPT | 37390 NOTRE DAME D'OE |
| **2022DPL0001** | TRAVAUX LIES AUX MOYENS DE FERMETURE DES SITES POUR LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES PUBLICS DU DOUBS<br>4 ANS | A marchés subséquents | 22/03/2022 | ACCESS CONTROL | 25640 MARCHAUX CHAUDEFONTAINE |
| | | | | France CLOTURE ENVIRONNEMENT | 25270 LEVIER |
| **2022DPL0005** | TRAVAUX LIES AUX ASCENSEURS MONTE-CHARGE ET EPMR (élévateur pour personne à mobilité réduite) NOUVELLES INSTALLATIONS MODERNISATION ADAPTATIONS POUR LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES PUBLICS DU DOUBS<br>4 ANS | A marchés subséquents | 13/04/2022 | OTIS | 92800 PUTEAUX |
| | | | | SCHINDLER | 78141 VELIZY VILLACOUBLAY |

### MARCHES ET ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

## Fournitures

| CODE MARCHE | Objet du marché | Forme du marché | Date de notification | Désignation du titulaire | Code postal et ville | Montant TTC marché |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2022300793** | COLLEGE VALDAHON ARMOIRE REFRIGEREE A CHARIOT POSITIVE | Marché ordinaire | 03/02/2022 | HORIS | 39800 POLIGNY | 8 820,00 € |
| **2022300805** | COLLEGE LOU BLAZER FOURNITURE ET MISE EN PLACE DEPOSE PLATEAUX ET TABLE A ROULEAUX | Marché ordinaire | 22/02/2022 | HORIS | 39800 POLIGNY | 6 960,00 € |
| **2022300799** | FOURNITURE ET LIVRAISON DE LA SIGNALISATION VERTICALE TEMPORAIRE LOT 2<br>4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | 14/02/2022 | LACROIX CITY SAS | 44800 ST HERBLAIN | 480 000,00 € |
| **2022300800** | FOURNITURE ET LIVRAISON DE LA SIGNALISATION VERTICALE PLASTIQUE LOT 3<br>4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | 15/02/2022 | SODILOR SAS | 57207 SARREGUEMINES | 480 000,00 € |

## Prestations intellectuelles

| CODE MARCHE | Objet du marché | Forme du marché | Date de notification | Désignation du titulaire | Code postal et ville | Montant TTC marché |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2022300813** | MAITRISE D'ŒUVRE - RD432 ACCES COLLEGE BETHONCOURT | Marché ordinaire | **01/03/2022** | BEJ SA | 25400 AUDINCOURT | 81 600,00 € |
| **2022300838** | COLLEGE MOUTHE CONTROLE TECHNIQUE POUR AMENAGEMENT DE SALLES DE COURS SUR LE PLATEAU EXISTANT | Marché ordinaire | **31/03/2022** | QUALICONSULT SAS | 67960 ENTZHEIM | 6 984,00 € |

## Services

| CODE MARCHE | Objet du marché | Forme du marché | Date de notification | Désignation du titulaire | Code postal et ville | Montant TTC marché |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2022300796** | CONTROLES PERIODIQUES REGLEMENTAIRES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL<br>4 ans | Marché à bons de commande | **28/02/2022** | SAS APAVE ALSACIENNE | 25000 BESANCON | 40 800,00 € |
| **2022300804** | REALISATION DIAGNOSTICS AMIANTE ET HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) DES ENROBES SUR LE RESEAU ROUTIER DEPARTEMENTAL<br>1 an | Marché à bons de commande avec maxi | **28/02/2022** | BATISCOPIE DOMOBAT EXPERTISES | 07400 LE TEIL | 120 000,00 € |
| **2022300792** | COLLECTE HEBDOMADAIRE PAPIER CARTON LOT 4 COLLECTE HEBDOMADAIRE DES PAPIERS<br>4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **08/02/2022** | PROMUT ENTREPRISE ADAPTEE | 21000 DIJON | 36 000,00 € |
| **2022300829** | TRANSPORTS EXPOSITION CHARLES BELLE | Marché ordinaire | **30/03/2022** | AXAL SA | 68126 BENNWIHR GARE | 20 160,00 € |
| **2022300840** | TRANSPORTS EXPOSITION CEUX DE LA TERRE | Marché ordinaire | **07/04/2022** | LP ART SA | 93100 MONTREUIL | 277 264,00 € |
| **2022300801** | REALISATION DIAGNOSTICS ROUTIERS ROUTES DEPARTEMENTALES DU DEPARTEMENT<br>4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **28/03/2022** | NEXTROAD ENGINEERING | 21850 SAINT APOLLINAIRE | 480 000,00 € |
| **2022300823** | LOCATION ENTRETIEN VETEMENTS ET TAPIS<br>4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **28/03/2022** | ELIS BOURGOGNE FRANCHE COMTE | 21800 CHEVIGNY ST SAUVEUR | 9 600,00 € |
| **2022300828** | COEDITION CATALOGUE EXPOSITION CEUX DE LA TERRE | Marché ordinaire | **28/03/2022** | SILVANA EDITORIALE | 127 ITALIE | 16 880,00 € |
| **2022300808** | ANALYSE DES EAUX DANS LE CADRE D UN PROGRAMME DE METROLOGIE SUR LE BASSIN DE LA LOUE<br>ANNEE 2022 - 1 an | Marché à bons de commande avec maxi | **07/03/2022** | UNIVERSITE DE FRANCHE COMTE | 25030 BESANCON CEDEX | 16 200,00 € |
| **2022300839** | TRAITEMENT PAR INCINERATION DECHETS INDUSTRIELS DE VOIRIE<br>1 an | Marché à bons de commande avec maxi | **13/04/2022** | VEOLIA PROPRETE | 25200 MONTBELIARD | 6 000,00 € |
| **2022300825** | MAINTENANCE ET DEPANNAGE POMPES RELEVAGE<br>4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **22/03/2022** | THIEULIN SARL | 25480 PIREY | 240 000,00 € |

| CODE MARCHE | Objet du marché | Forme du marché | Date de notification | Désignation du titulaire | Code postal et ville | Montant TTC marché |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2022300791** | ELABORATION PLAN TRANSITION GAZ EFFET DE SERRE VOLET INFRASTRUCTURES ROUTIERES | Marché ordinaire | **14/02/2022** | CEREMA DIRECTION TERRITORIALE | 69674 BRON CEDEX CASE 1 | 26 400,00 € |
| **2022300810** | PLAN DE GESTION ESPACE NATUREL SENSIBLE DU MONT D'OR | Marché ordinaire | **08/03/2022** | CD EAU ENVIRONNEMENT SARL | 70190 MAIZIERES | 18 975,00 € |
| **2022300787** | EQUIPEMENT DE LIVRES (MARCHE RESERVE) 3 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **02/02/2022** | ESAT ADAPEI | 90000 BELFORT | 94 950,00 € |

## Travaux

| CODE MARCHE | Objet du marché | Forme du marché | Date de notification | Désignation du titulaire | Code postal et ville | Montant TTC marché |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2022300811** | CER CHALEZEULE REMPLACEMENT PORTES SECTIONNELLES | Marché ordinaire | **08/02/2022** | ACCESS CONTROL SARL | 25640 MARCHAUX | 19 200,00 € |
| **2022300812** | COLLEGE CLAIRS SOLEILS A BESANCON REMPLACEMENT PORTAIL | Marché ordinaire | **08/02/2022** | ACCESS CONTROL SARL | 25640 MARCHAUX | 10 788,00 € |
| **2022300785** | ENTRETIEN ET MISE EN PLACE D'OUVRAGES DE PROTECTION RD 437 MONTANDON, ST HIPPOLYTE ET LIEBVILLERS | Marché ordinaire | **28/01/2022** | ROC AMENAGEMENT SARL | 25210 LE RUSSEY | 150 371,69 € |
| **2022300802** | CER ORCHAMPS VENNES BATIMENT MODULAIRE | Marché ordinaire | **23/02/2022** | SNCB SARL | 25000 BESANCON | 124 779,40 € |
| **2022300789** | MARCHE SUBSEQUENT 2022-2026 ENROBES HYDROCARBONES SECTEUR MONTBELIARD 4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **18/02/2022** | EUROVIA BOURGOGNE FRANCHE COMTE | 25200 MONTBELIARD | 12 000 000,00 € |
| **2022300788** | MARCHE SUBSEQUENT 2022-2026 ENROBES HYDROCARBONES SECTEUR BESANCON 4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **17/02/2022** | J.C. BONNEFOY | 25660 SAONE | 12 000 000,00 € |
| **2022300790** | MARCHE SUBSEQUENT 2022-2026 ENROBES HYDROCARBONES SECTEUR PONTARLIER 4 ans | Marché à bons de commande avec maxi | **17/02/2022** | COLAS CENTRE OUEST SAS | 25410 DANNEMARIE SUR CRETE | 14 400 000,00 € |
| **2022300826** | ENROBES RD44 LA CLUSE ET MIJOUX - MONTPERREUX | Marché ordinaire | **31/03/2022** | COLAS CENTRE OUEST SAS | 25410 DANNEMARIE SUR CRETE | 179 406,00 € |
| **2022300817** | MARCHE SUBSEQUENT CAMPAGNE 2022 GRAVE EMULSION SUR LES ROUES DEPARTEMENTALES 1 an | Marché à bons de commande avec maxi | **23/03/2022** | SIORAT SAS SAINT PRIEST | 69800 SAINT PRIEST | 1 800 000,00 € |
| **2022300820** | RD438 BART MISE EN PLACE D'UN RIDEAU DE PALPLANCHES | Marché ordinaire | **30/03/2022** | ROC AMENAGEMENT SARL | 25210 LE RUSSEY | 1 239 527,06 € |
| | | | | SARL SEG | 70170 PROVENCHERE | |
| **2022300830** | COLLEGE ORNANS TRAVAUX DE DESAMIANTAGE SANITAIRES INTERNAT FILLES ET GARCONS | Marché ordinaire | **28/03/2022** | D3 SARL | 88800 VITTEL | 19 860,00 € |
| **2022300827** | REFECTION TOITURE TERRASSE COLLEGE CHATILLON LE DUC | Marché ordinaire | **29/03/2022** | SMAC SA | 25320 CHEMAUDIN | 81 872,00 € |
| **2022300803** | COLLEGE BETHONCOURT CREATION BRANCHEMENTS AEP EU ET EP (alimentation en eau potable, eaux usées et eaux pluviales) | Marché ordinaire | **16/02/2022** | VEOLIA EAU COMPAGNIE GENERALE | 57000 METZ | 64 067,36 € |

**AVENANTS REALISES DEPUIS LA SEANCE**
**DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 28 MARS 2022**

| N° marché | Objet du marché | Montant initial du marché € HT | Montant avenants précédents | Montant avenant € HT | Montant marché après avenant(s) € HT | Augmentation du marché initial en % | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 300564 | Création d'une salle multimodale à la Saline royale d'Arc et Senans, lot 17 : fondations spéciales | 158 150,00 | | 18 825,00 | 176 975,00 | 11,90% | 07/02/2022 |
| 300540 | Construction d'un collège innovant à Bethoncourt, lot 5 : fondations spéciales | 739 965,00 | | 48 062,50 | 788 027,50 | 6,50% | 31/01/2022 |
| 300514 | Exploitation des installations thermiques et aérauliques dans les bâtiments et les collèges du Département du Doubs, lot 3: secteur de Pontarlier | sans mini maxi | | sans incidence financière | | | 07/02/2022 |
| 300244 | Travaux de restauration du pont de Ludwigsburg à Montbéliard RD 663 | 1 068 922,93 | | sans incidence financière | 1 068 922,93 | | 17/02/2022 |
| 3274 | Service hivernal des routes départementales, lot B16, secteur de Liesle | 70 000,00 | | 17 500,00 | 87 500,00 | 25,00% | 15/02/2022 |
| 3404 | Fourniture de dispositifs de retenue mixtes bois/métal | 180 000,00 | | 18 000,00 | 198 000,00 | 10,00% | 24/02/2022 |
| 3737 | Entretien des postes de transformations électriques dans les bâtiments départementaux et les collèges publics du Département du Doubs | 180 000,00 | | 78 000,00 | 213 000,00 | 18,33% | 02/03/2022 |
| 300113 | Installation de bâtiments modulaires préfabriqués au collège Lou Blazer à Montbéliard, lot 1 : bâtiments préfabriqués | sans mini maxi | | sans incidence financière | | | 14/03/2022 |
| 300175 | Nettoyage des locaux des bâtiments départementaux et des collèges du Doubs, lot 2 : secteur de Montbéliard | sans mini maxi | | sans incidence financière | | | 15/03/2022 |

| N° marché | Objet du marché | Montant initial du marché € HT | Montant avenants précédents | Montant avenant € HT | Montant marché après avenant(s) € HT | Augmentation du marché initial en % | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3457 | Fourniture et livraison de mobilier dans les collèges publics et bâtiments du Département du Doubs | sans mini maxi | sans incidence financière | sans incidence financière | | | 23/03/2022 |
| 300646 | Déménagement pour les fins de phases 1 et 2 des travaux de restructuration et d'extension du collège Jean-Claude Bouquet, site de Villers-le-Lac | 2 040,00 | | 985,10 | 3 025,10 | 48,29% | 23/03/2022 |
| 300640 | Travaux d'entretien pour la protection des RD contre les instabilités rocheuses, RD 280 Bonnevaux le Prieuré | 23 834,24 | | 6 616,54 | 30 450,78 | 27,76% | 25/03/2022 |
| 300512 | Exploitation des installations thermiques et aérauliques dans les bâtiments et les collèges du Département du Doubs, lot 1 : secteur de Besançon | sans mini maxi | | sans incidence financière | | | 29/03/2022 |
| 300513 | Exploitation des installations thermiques et aérauliques dans les bâtiments et les collèges du Département du Doubs, lot 2 : secteur de Montbéliard | sans mini maxi | | sans incidence financière | | | 06/04/2022 |
| 300389 | Travaux de restauration de l'atelier Courbet, phase 3, lot 3 : menuiseries extérieures, serrurerie | 219 130,00 | | 22 012,50 | 241 142,50 | 10,05% | 22/04/2022 |
| 300391 | Travaux de restauration de l'atelier Courbet, phase 3, lot 5 : menuiseries intérieures, agencements | 115 340,52 | | 9 281,84 | 124 622,36 | 8,05% | 19/04/2022 |
| 300393 | Travaux de restauration de l'atelier Courbet, phase 3, lot 7 : voirie et réseaux divers, espaces extérieurs, clôtures et portails | 155 833,75 | 25 554,00 | 18 750,00 | 200 137,75 | 28,43% | 19/04/2022 |
| 300802 | Travaux de mise en place d'un bâtiment modulaire à usage de bureaux CER Ochamps-Vennes | 97 997,70 | | 5 985,13 | 103 982,83 | 6,10% | 14/04/2022 |
| 300655 | Eurovéloroute n° 6, acte 2 | 249 895,80 | | 14 480,00 | 264 375,80 | 5,79% | 02/05/2022 |
| 300390 | Travaux de restauration de l'atelier Courbet, phase 3, lot 4 : cloisons, doublages, plafonds et peinture | 105 494,59 | | 30 430,48 | 135 925,07 | 28,85% | 04/05/2022 |

**Annexe 2 : Affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée depuis la séance du Conseil départemental de Décembre 2021**

| AFFAIRE | QUALITE DU CD | JURIDICTION | DATE D'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE | OBJET | ETAT D'AVANCEMENT | SENS DE LA DECISION |
|---|---|---|---|---|---|---|
| B | Défendeur | TA de Besançon | 10/12/2020 | CMI | Clôturé | Rejet de la requête |
| H | Défendeur | TA de Besançon | 08/12/2020 | RSA | Clôturé | Rejet de la requête |
| L | Défendeur | TA de Besançon | 22/01/2021 | CMI | Clôturé | Rejet de la requête |
| D | Défendeur | TA de Besançon | 17/02/2021 | RSA | Clôturé | Rejet de la requête |
| G | Défendeur | TA de Besançon | 24/02/2021 | RSA | Clôturé | Rejet de la requête |
| T | Défendeur | TA de Besançon | 08/01/2021 | RSA | Clôturé | Rejet des deux requêtes |
| I | Défendeur | Cour d'appel de Paris | 23/04/2021 | Propriété intellectuelle | Clôturé | Rejet de la requête |
| M | Défendeur | TA de Besançon | 20/09/2021 | FSL | Clôturé | Désistement |
| C | Défendeur | TA de Besançon | 16/09/2021 | CMI | Clôturé | Rejet de la requête |
| Y | Défendeur | TA de Besançon | 17/12/2021 | RSA | En cours | |
| M | Défendeur | TA de Besançon | 27/12/2021 | CMI | En cours | |
| Y | Défendeur | TA de Besançon | 24/12/2021 | CMI | En cours | |
| G | Défendeur | TA de Besançon | 11/02/2022 | FSL | En cours | |
| H | Défendeur | TA de Besançon | 11/03/2022 | RSA | En cours | |
| B | Défendeur | TA de Besançon | 11/02/2022 | RSA | En cours | |
| M | Défendeur | TA de Besançon | 08/04/2022 | RSA | En cours | |
| H | Défendeur | TA de Besançon | 08/04/2022 | RSA | En cours | |
| J | Défendeur | TA de Besançon | 02/05/2022 | Ressources humaines | En cours | |
| S | Défendeur | TA de Besançon | 21/03/2022 | Ressources humaines | En cours | |
| C | Défendeur | TA de Besançon | 10/03/2022 | Ressources humaines | En cours | |

| Conseil départemental du Doubs<br>du 27 juin 2022 | Rapport n° 406 |
|---|---|
| | Commission[s] : 4 |
| | Timbre : DGS / DRH |

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
RESSOURCES HUMAINES

## Objet : Ressources humaines - Adaptation des moyens et règlement de formation

SOMMAIRE

INTRODUCTION ..... 2

I – L'ADAPTATION DES MOYENS ..... 2

II – L'ACTUALISATION DU REGLEMENT FORMATION ..... 4

DELIBERATION ..... 6

TABLE DES ANNEXES ..... 7

# INTRODUCTION

La politique conduite en matière de Ressources humaines vise à accompagner la mise en œuvre des politiques publiques définies par l'assemblée départementale, en mettant à la disposition des directions et services des moyens humains adaptés.

Les ajustements nécessaires de l'organisation, l'émergence de besoins experts pour accompagner le lancement de nouveaux projets, les évolutions de carrière des personnels, doivent pouvoir être pris en compte au sein de la collectivité à travers l'adaptation des moyens.

Dans le même temps, le défi du développement des compétences des personnels « tout au long de la vie » au Département est à relever, en déployant les formations adaptées, en accompagnant l'évolution des métiers. Il en va du maintien du niveau de performance de la collectivité qui doit permettre à ses agents de conserver un niveau de compétence et d'expertise tout au long de leur carrière. Une évolution des règles et modalités de formation est proposée, posant le cadre dans lequel un nouveau plan de formation pourra être déployé.

# I – L'ADAPTATION DES MOYENS

## I – 1. Un personnel en constante évolution

Les mouvements de personnels, les évolutions de carrière, les ajustements des missions exercées et des compétences attendues nécessitent des transformations régulières de postes, qui passent par des suppressions et créations corrélatives. Elles traduisent la nécessité permanente d'ajuster les moyens aux évolutions de la collectivité et au fonctionnement des services.

Lors du Comité technique du 19 mai 2022, 16 transformations de postes ont ainsi été proposées suite à des mouvements de personnel, au fonctionnement des services ou à des réussites à concours, et 29 suite aux promotions internes décidées au titre de l'année 2022.

Le détail de ces transformations figure en annexe 1.

Il est proposé à l'assemblée d'adopter ces transformations de postes, qui se traduisent par des suppressions et créations corrélatives, avec effet au 1er juillet. 2022.

## I – 2. Une nécessaire adaptation des moyens aux enjeux de la collectivité

La poursuite de l'activité des services et le développement de nouveaux projets reposent sur la capacité des directions et services de les mettre en œuvre. Ainsi, la création de plusieurs emplois permanents et non permanents est proposée à l'assemblée pour ajuster les moyens humains aux besoins de l'activité.

- La création d'un poste permanent de chargé de mission à la Direction de l'Autonomie est sollicitée pour renforcer le pilotage des Services d'aides et d'accompagnement. Le renforcement de ce pilotage avec une ressource dédiée doit garantir la qualité de suivi des relations partenariales au moment où de nouveaux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) doivent être rédigés et déployés. Ce poste pourrait être en partie ou en totalité financé par de nouvelles recettes de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), si le département s'inscrit dans le cadre des orientations nationales, notamment sur l'attractivité des métiers de l'aide à domicile.

Dans le cadre des projets numériques inscrits au SDUN, deux créations d'emplois non permanents sont proposées, sous la forme de contrat de projet de 3 ans.

- Un référent métier Numérisation du Patrimoine à la Direction des Routes, Infrastructures et Transports (DRIT) dans le cadre du projet « Système d'Information Routier Départemental. La montée en puissance des outils de connaissance du patrimoine et de pilotage numériques nécessite un renforcement qualitatif et quantitatif sur les missions concernant les chaussées. La personne recrutée aura ainsi vocation à mettre en œuvre le déploiement des nouveaux outils et la nouvelle méthodologie de rationalisation et de numérisation du suivi du patrimoine routier départemental à la DRIT. Ces orientations font écho à la mise en place du SIRD (Système d'Information des Routes Départementales) et en sont un des éléments structurant sur le volet patrimonial.

- Un chef de projet applicatif pour renforcer les capacités de la Direction des Usages du Numérique à porter le déploiement du système d'information du secteur social. Le SDUN porte la réalisation de 15 projets dans les années qui viennent en faveur des politiques sociales départementales dont 5 sont en cours et 10 autres à venir. Parmi ceux-ci, la lecture automatique des certificats de santé, la gestion électronique des dossiers du social, la déclaration de grossesse constituent trois projets urgents, le dernier pouvant faire l'objet de co-financements.

En application de la décision de mise en œuvre d'une solution numérique de gestion et de valorisation des itinéraires de randonnée et des activités de pleine nature, il avait été décidé le recours à un emploi non permanent sous forme de contrat de projet afin de remplir les mission d'administrateur fonctionnel d'outil numérique départemental (AFOND) de valorisation de l'offre d'activité de pleine nature positionné à la Direction du Développement et de l'Equilibre des Territoires (DDET). Il s'agira d'assurer le développement d'une application numérique « Geotrek » en open source et plus globalement de mettre en place des outils numériques en lien avec la transition climatique de l'économie touristique dans le Doubs qui passe par le développement de l'offre d'activités de pleine nature et « 4 saisons » (randonnée pédestre et cyclable, VTT, escalade, activités nautiques, trail, raquettes, découverte du patrimoine naturel et bâti ...). Ce poste pourra être financé par la Taxe d'aménagement et ce projet pourrait bénéficier d'un soutien de la part de l'Etat (via le plan "Avenir Montagnes Ingénierie") et de l'Europe (FEDER).

Enfin, le Groupement de défense sanitaire du Doubs a confié au Laboratoire vétérinaire départemental la réalisation des analyses nécessaires à la mise en œuvre du plan d'éradication de la diarrhée virale bovine dans le Doubs.
Une convention de partenariat entre le groupement de défense sanitaire du Doubs et le Département, portant sur la période de juillet 2018 à juillet 2022, définit les volumes d'analyses que le groupement de défense sanitaire s'engage à faire parvenir annuellement au LVD.
La prise en charge de cette activité supplémentaire a nécessité le recrutement d'un collaborateur assurant un appui administratif et technique.
Pour ce faire, l'Assemblée départementale en sa séance du 28 septembre 2020 a décidé la création d'un emploi non permanent de catégorie C dans le cadre d'un contrat de projet, pour une durée minimale d'un an et dans la limite du terme du projet défini par la convention.
Cette même convention de partenariat a été renouvelée jusqu'à la fin de l'année 2023.
Il est proposé à l'assemblée département de se prononcer sur la reconduction de cet emploi de catégorie C dans le cadre d'un contrat de projet pour une durée d'un an et demi et dans la limite du terme du projet défini par la convention.

## II – L'ACTUALISATION DU REGLEMENT FORMATION

Le règlement de formation constitue le premier volet de la politique de formation du Département au profit de ses agents. Le plan de formation pour la période 2023-2024 en constituera le second volet.

Le règlement formation, dans sa version actualisée en 2022, constitue le cadre de mise en œuvre du plan de formation du Département et intègre notamment les récentes évolutions règlementaires.

Ce règlement pose les conditions du développement des compétences en visant à ce que chaque agent dispose des compétences nécessaires à l'exercice des missions actuelles et se prépare aux nécessaires évolutions de son métier. Le plan de formation en construction pour la période 2023-2024 définira les compétences-clés qui permettront de répondre à cette exigence pour chacun.

Ce règlement de formation, dans sa forme même, pose plus clairement la distinction entre les compétences attendues légitimement par l'employeur qui rendent nécessaires la formation de l'agent et l'acquisition de compétences nouvelles sollicitées par l'agent dans le cadre de son projet professionnel. Le règlement ouvre la totalité des outils disponibles pour articuler entre elles ces attentes, selon les deux axes suivants :

**Parmi les formations à l'initiative de l'employeur / formations obligatoires**

- Formations statutaires : formation d'intégration, formation de professionnalisation (Au premier emploi, Tout au long de la carrière, Prise de poste à responsabilité)
- Formations spécifiques : formations hygiène et sécurité, formations obligatoires du fait de la fonction : cadres Protection de l'enfance, DPC, Assistantes familiales…
- Formations de perfectionnement nécessaires à l'exercice des missions

**Parmi les formations à l'initiative de l'agent**

- Formation de perfectionnement à l'initiative de l'agent
- Préparation aux concours et examens professionnels
- Formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle (CPF, Congé de formation professionnelle, Congé de transition professionnelle), Bilan de compétences, VAE
- Formation à des fins personnelles et dans une perspective de retraite.

**Trois principes guident l'actualisation de ce cadre :**

• L'obligation pour chaque agent de maintenir les compétences nécessaires à l'exercice de ses missions ou de les acquérir dans une perspective d'efficience sur son poste. Chaque formation doit s'inscrire dans le cadre de la perspective des besoins actuels et futurs des métiers, des services et de la collectivité. Ces perspectives sont documentées par le plan de formation.

• L'agent est acteur de son parcours de formation. Il est de la responsabilité de l'agent de veiller à ses compétences actuelles et futures. Ses projets personnels, au-delà de ses missions, sont couverts par le droit à la formation.

• L'agent est aussi acteur de la formation de ses collègues. Les compétences acquises par chacun participent à la montée en compétence de tous et à la performance des services. Le dispositif de formateur interne (fiche 25), par lequel des agents forment d'autres agents, a vocation à se développer. Il constitue à cet égard un levier de développement des compétences à investir.

Le règlement formation, dans sa version actualisée en 2022 a donné lieu à échanges et débats en commission formation développement des compétences du 17 mars 2022, et a été présenté en Comité Technique le 19 mai 2022.

Le Règlement Formation actualisé figure en annexe 2.

Il est proposé à l'assemblée d'adopter ce Règlement Formation actualisé.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 109, 1° de la loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

Vu le rapport **n° 406** présenté sous le timbre **: DGS / DRH** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide la création d'un poste permanent relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux dédié au pilotage des SAAD (service d'aide et d'accompagnement à domicile) au sein de la Direction de l'Autonomie, à compter du 1er juillet 2022

Approuve la création de trois emplois non permanents, à compter du 1er septembre 2022 pour une durée de trois années, à pourvoir sur la base du II de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, dans le cadre de contrats de projet, en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Ils seront affectés aux fonctions suivantes :

- Un référent numérisation du patrimoine routier dans le cadre du projet de système d'information routier départemental au sein de la DRIT ;
- Un chef de projet applicatif pour renforcer les capacités de la Direction des Usages du Numérique à porter le déploiement du système d'information du secteur social ;
- Un administrateur fonctionnel d'outil numérique de valorisation de l'offre d'activité de pleine nature à la DDET.

Approuve la reconduction jusqu'au 31 décembre 2023 d'un emploi non permanent relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux dans le cadre de mise en œuvre du plan d'éradication de la diarrhée virale bovin par le laboratoire vétérinaire départemental, pourvu sur la base du II de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 dans le cadre d'un contrat de projet.

Approuve, suite à des transformations, les 45 suppressions de postes et les 45 créations corrélatives figurant en annexe 1, avec effet au 1er juillet 2022

Approuve le règlement formation tel qu'il figure en annexe 2, avec effet au 1er juillet 2022.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# TABLE DES ANNEXES

1 - EVOLUTION DE POSTES
2 - REGLEMENT FORMATION 2022

# EVOLUTION DE POSTES

Sont ici présentées des transformations qui se traduisent par des suppressions et créations corrélatives de postes. Elles traduisent la nécessité permanente d'ajuster les postes aux évolutions de la collectivité et fonctionnement des services.

| N° de poste | Direction | Service | Poste supprimé Cadre d'emplois | Poste créé Cadre d'emplois | Motif |
|---|---|---|---|---|---|
| 1481 | DA | Service autonomie Besançon | Infirmier | Assistant socio-éducatif | Adaptation suite à recrutement |
| 1058 | DA | Service autonomie Montbéliard | Assistant socio-éducatif | Infirmier | Adaptation suite à recrutement |
| 360 | DTSHM | Service ASLI | Rédacteur | Adjoint administratif | Adaptation suite à recrutement |
| 1654 | DTSHM | CMS Petit Chênois | Infirmier en soins généraux | Puériculteur | Adaptation suite à recrutement |
| 171 | DTSHM | CMS Audincourt | Adjoint administratif | Rédacteur | Nomination suite réussite concours |
| 1373 | DTSHB | CMS Saint Claude | Technicien | Assistant socio-éducatif | Adaptation suite à recrutement |
| 1692 | DTSHB | Service ASLI | Assistant socio-éducatif | Infirmier | Adaptation suite à recrutement |
| 203 | DTSHB | Service ASLI | Conseiller socio-éducatif | Attaché | Demande d'intégration directe dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux |
| 647 | DTSHHD | CMS Valdahon | Adjoint administratif | Rédacteur | Nomination suite réussite concours |

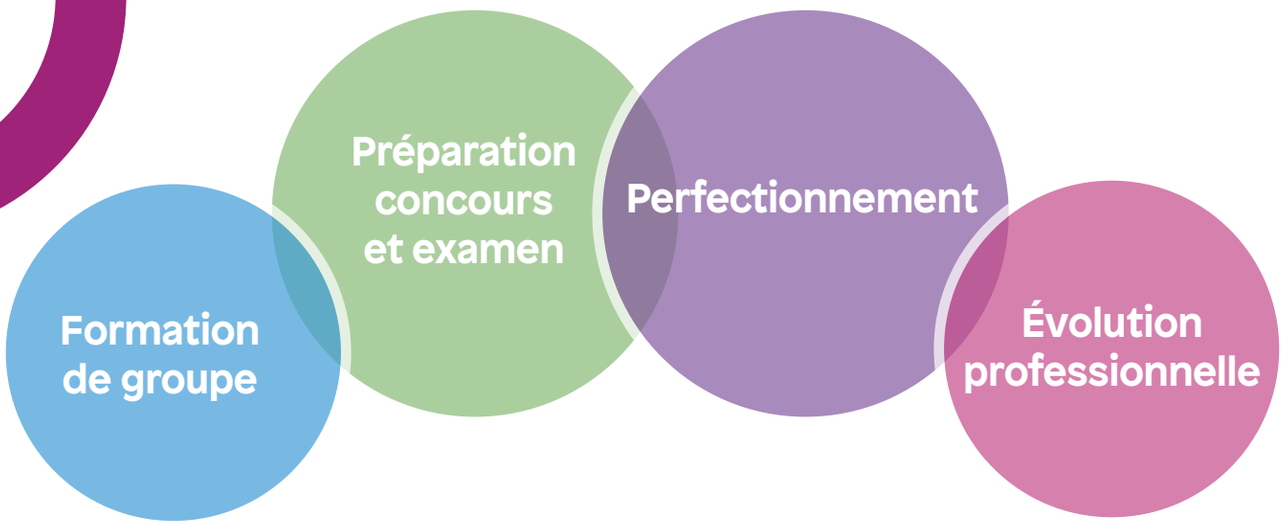
| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1300 | DEF | Service budgétaire et pilotage | Rédacteur | Attaché | Adaptation suite à recrutement |
| 657 | DESC | Service sport culture | Technicien | Adjoint administratif | Adaptation suite à recrutement |
| 846 | DRIT | SCIR | Ingénieur | Rédacteur | Adaptation suite à recrutement |
| 1 543 | DRIT | STR Collaborateur de chef de zone | Technicien | Agent de maîtrise | Adaptation suite à recrutement. |
| 1 483 | DRIT | STA Pontarlier | Technicien | Agent de maîtrise | Adaptation suite à recrutement |
| 1522 | DPL | Service patrimoine | Technicien | Ingénieur | Nomination suite réussite concours |
| 505 | DPL | Service logistique | Agent de maîtrise | Adjoint technique | Adaptation suite à recrutement |

Sont ici présentées les transformations de postes suite aux promotions internes au titre de l'année 2022

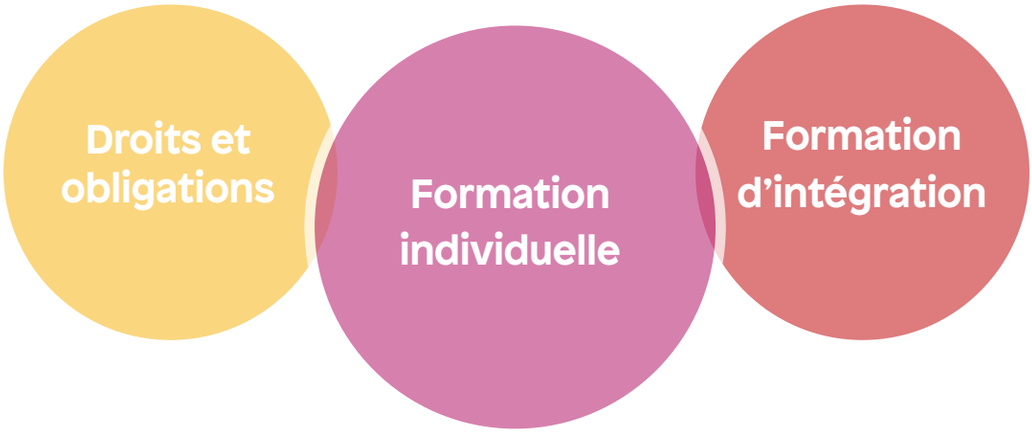
| Direction | Service | Cadre d'emplois initial (suppression) | Nouveau cadre d'emplois (création) |
|---|---|---|---|
| DRIT N° poste 1874 | Service territorial d'aménagement de Montbéliard | Technicien | Ingénieur |
| DMAP N° poste 767 | Service juridique, assemblées déontologie | Rédacteur | Attaché |
| DESC N° poste 534 | Collège de Bethoncourt | Agent de maîtrise | Technicien |
| DRIT N° de poste 528 | Service des travaux routiers | Agent de maîtrise | Technicien |
| DESC N° de poste 1311 | Service des collèges | Adjoint administratif | Rédacteur |

| | | | |
|---|---|---|---|
| DRH<br>N° poste<br>1179 | Service carrière et rémunération | Adjoint administratif | Rédacteur |
| DPL<br>N° poste<br>1030 | Service appui ressources | Adjoint administratif | Rédacteur |
| DESC<br>N° poste<br>1268 | Collège de Seloncourt | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>218 | Collège de Morteau | Agent technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>861 | Collège de Villers le Lac | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>902 | Collège d'Hérimoncourt | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>1085 | Collège Lumière | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>1503 | Collège Clairs Soleils | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>506 | Collège Clairs Soleils | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>589 | Collège Lucie AUBRAC | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>595 | Collège Lucie AUBRAC | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>1800 | Collège de Frasne | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>1615 | Collège de Quingey | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>580 | Collège de Bart | Adjoint technique | Agent de maîtrise |

| | | | |
|---|---|---|---|
| DESC<br>N° poste<br>1427 | Collège de chatillon le Duc | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>229 | Collège de l'Isle sur le Doubs | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DESC<br>N° poste<br>1108 | Collège d'Audincourt | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DRIT<br>N° poste<br>1295 | Service des travaux routiers | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DRIT<br>N° poste<br>643 | Service des travaux routiers | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DRIT<br>N° poste<br>1 521 | Service des travaux routiers | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DRIT<br>N° poste<br>155 | Service territorial d'aménagement de Pontarlier | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DRIT<br>N° poste<br>323 | Service territorial d'aménagement de Pontarlier | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DRIT<br>N° poste<br>1516 | Service central d'ingénierie routière | Adjoint technique | Agent de maîtrise |
| DRIT<br>N° poste<br>1335 | Service territorial d'aménagement de Montbéliard | Adjoint technique | Agent de maîtrise |




# Règlement formation




## Un outil au service du développement des compétences

Soumis pour avis au Comité Technique le 19 mai 2022

Adopté par l'Assemblée délibérante
de la Collectivité en séance du 27 juin 2022

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

# Avant-propos

Le règlement formation, dans sa version actualisée en 2022, constitue le cadre de mise en œuvre du plan de formation du Département.

Ce règlement pose les conditions du développement des compétences en visant à ce que chaque agent dispose des compétences nécessaires à l'exercice des missions actuelles et se prépare aux nécessaires évolutions de son métier. Le plan de formation définira les compétences-clés qui permettront de répondre à cette exigence pour chacun.

Ce règlement de formation, dans sa forme même, pose plus clairement la distinction entre les compétences attendues légitimement par l'employeur qui rendent nécessaires la formation de l'agent et l'acquisition de compétences nouvelles sollicitées par l'agent dans le cadre de son projet professionnel. Le règlement ouvre la totalité des outils disponibles pour articuler entre elles ces attentes.

## Formations à l'initiative de l'employeur / formations obligatoires

### Formations statutaires

Formation d'intégration
Formation de professionnalisation

- Au premier emploi
- Tout au long de la carrière
- Poste à responsabilité

### Formations spécifiques

Formation hygiène et sécurité
Formation obligatoires du fait de la fonction : cadres Protection de l'enfance, DPC, Assistantes familiales...

### Formations nécessaires à l'exercice des missions

## Formations à l'initiative de l'agent

### Formation de perfectionnement à l'initiative de l'agent

### Préparation aux concours et examens professionnels

### Formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle (CPF, Congé de formation professionnelle, Congé de transition professionnelle)

### Bilan de compétences

### VAE

### Formation à des fins personnelles et dans une perspective de retraite

## Trois principes guident l'actualisation de ce cadre :

- L'obligation pour chaque agent de maintenir les compétences nécessaires à l'exercice de ses missions ou de les acquérir dans une perspective d'efficience sur son poste. Chaque formation doit s'inscrire dans le cadre de la perspective des besoins actuels et futurs des métiers, des services et de la collectivité. Ces perspectives sont documentées par le plan de formation.
- L'agent est acteur de son parcours de formation. Il est de la responsabilité de l'agent de veiller à ses compétences actuelles et futures. Ses projets personnels, au-delà de ses missions, sont couverts par le droit à la formation.
- L'agent est aussi acteur de la formation de ses collègues. Les compétences acquises par chacun participent à la montée en compétence de tous et à la performance des services. Le dispositif de formateur interne (fiche 25), par lequel des agents forment d'autres agents, a vocation à se développer. Il constitue à cet égard un levier de développement des compétences à investir.

# Sommaire


La politique de formation et les acteurs de la formation 5
La commission formation et développement des compétences (CFDC) 9
Droits et obligations des agents en matière de formation 11

**Dispositifs de formation obligatoires ..... 15**

1. Formations statutaires 15

**Fiche n°1 :** La formation d'intégration 16
**Fiche n°2 :** La formation de professionnalisation 1er emploi 17
**Fiche n°3 :** La formation de professionnalisation tout au long de la carrière 18
**Fiche n°4 :** Formation à un poste à responsabilité 18

2. Autres formations obligatoires 19

**Fiche n°5 :** Formations prévention, santé et sécurité au travail 20
**Fiche n°6 :** Le développement professionnel continu (DPC) pour les professionnels de santé 22
**Fiche n°7 :** Formations concernant les cadres en charge de la protection de l'enfance 23
**Fiche n°8 :** Formations concernant les assistants familiaux 24

**Dispositifs de formation à l'initiative de l'employeur et de l'agent ..... 26**

**Fiche n°9 :** La formation de perfectionnement à l'initiative de l'employeur ou de l'agent 27
**Fiche n°10 :** Les dispositifs de formation à l'initiative de l'agent 28
**Fiche n°11 :** Les préparations aux concours ou examens professionnels de la FPT 32
**Fiche n°12 :** Le bilan de compétences 34
**Fiche n°13 :** La validation des acquis de l'expérience (V.A.E) 35
**Fiche n°14 :** La formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle 38
**Fiche n°15 :** Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française 41

**Offre de formation et modalités d'inscription ..... 42**

**Fiche n°16 :** Formations de groupe 43
**Fiche n°17 :** Formations individuelles 44

**Modalités pratiques de départ en formation ..... 45**

**Fiche n°18 :** Les modalités de départ et de participation 46
**Fiche n°19 :** Prise en charge des frais pédagogiques et logistiques 47
**Fiche n°20 :** Formation et temps de travail 49
**Fiche n°21 :** La formation à distance ou distantiel/les MOOC 51

**Fiches repères ..... 54**

**Fiche n°22 :** Je crée mon compte personnel de formation (CPF) 55
**Fiche n°23 :** Repères sur le compte personnel de la formation (CPF) 56
**Fiche n°24 :** Formation et changement de poste 58
**Fiche n°25 :** Devenir formateur interne 59

# Édito

La formation professionnelle est au cœur de la politique des ressources humaines, elle constitue un enjeu majeur pour les collectivités dans un contexte d'évolution perpétuelle de l'action publique. Dans un cadre juridique rénové, la formation professionnelle tout au long de la vie place l'agent au centre de son parcours professionnel, il en devient l'acteur principal. La mise en œuvre du compte personnel de formation au sein de la fonction publique a renforcé ce droit à la formation.

Dans un souci de bonne gestion, de transparence, d'équité et d'uniformité des pratiques, le règlement de formation précise les modalités de mise en œuvre du droit à la formation au sein du Département. Il est susceptible d'évoluer en fonction des différentes législations et réglementations.

Cet outil doit être un guide au quotidien en matière de dispositifs et de modalités de départ en formation. Aussi, constitue-t-il une référence commune destinée à garantir l'équité dans les modalités de mise en œuvre des formations.

Élaboré sous forme de fiches, il présente le cadre de l'exercice du droit à la formation tout au long de la vie professionnelle, les dispositifs de formation obligatoires et facultatifs dont peuvent bénéficier les agents, à leur initiative ou à celle de la collectivité, ainsi que les modalités de départ.

La démarche d'actualisation de ce nouveau règlement a fait l'objet d'une présentation à la Commission Formation Développement des Compétences de mars 2022, au Comité technique du 19 mai 2022, puis à l'Assemblée départementale du 27 juin 2022.

**Christine Bouquin,**
**présidente du Département du Doubs**

# La politique de formation et les acteurs de la formation

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

## Cadre, enjeux et objectifs

La formation professionnelle tout au long de la vie des agents des collectivités territoriales a pour objet de leur permettre d'exercer avec la meilleure efficacité les fonctions qui leur sont confiées en vue de la satisfaction des besoins des usagers et du plein accomplissement des missions du service. Elle doit favoriser le développement de leurs compétences, faciliter leur accès aux différents niveaux de qualification professionnelle existants, permettre leur adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial et contribuer à leur intégration et à leur promotion sociale. Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois.

La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale modifie sensiblement le régime applicable aux agents territoriaux et aux institutions de la fonction publique territoriale, dans le respect des principes fédérateurs fixés par les lois modifiées du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents territoriaux.
Le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale prévoit :

- Alinéa 1. La formation d'intégration et de professionnalisation définie par les statuts particuliers (formations statutaires obligatoires)
- Alinéa 2. La formation de perfectionnement
- Alinéa 3. La préparation aux concours et examens professionnels
- Alinéa 4. La formation personnelle suivie à l'initiative de l'agent
- Alinéa 5. Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française
- Alinéa 6. Les formations destinées à mettre en œuvre un projet d'évolution professionnelle

Les actions de formation mises en œuvre sont financées par la collectivité d'une part sur la cotisation obligatoire au CNFPT, dont le montant représente un pourcentage de 0,9% de la masse salariale, et d'autre part, sur un budget spécifique dédié à la formation, voté par le Conseil Départemental.

## Le plan de formation, un outil structurant au coeur de la politique de formation élaboré de façon transversale et collective

Conformément à l'article 7 de la Loi n°84-594 du 12 juillet 1984 modifiée, les employeurs territoriaux doivent établir un Plan de Formation annuel ou pluriannuel.
Ce plan détermine le programme des actions entrant dans le cadre :

- de la formation obligatoire d'intégration et de professionnalisation,
- de la formation de perfectionnement,
- de la formation aux préparations aux concours et examens professionnels.

Il est soumis pour avis au comité technique. Dès son adoption, il est transmis à la délégation régionale du C.N.F.P.T.

# Les acteurs de la formation

## L'agent

Il est acteur de sa formation. La formation tout au long de la vie lui donne l'opportunité d'exercer pleinement ses fonctions, de s'adapter aux changements et de diriger son évolution professionnelle. L'entretien annuel d'évolution professionnelle est un moment privilégié pour faire le point en matière de formation et pour évoquer son éventuel projet d'évolution professionnelle. Il lui est recommandé de tenir à jour son livret individuel de formation.

## L'encadrant N+1 et la direction

L'encadrant de proximité est l'interlocuteur privilégié de l'agent. Sa connaissance du contexte de travail et des évolutions qui peuvent impacter les compétences attendues pour la bonne tenue du poste lui permet de décliner des orientations de formation qui tiennent compte à la fois des besoins individuels mais aussi des perspectives de développement des services.

L'entretien annuel d'évolution professionnelle est l'occasion de faire le point sur les perspectives d'évolution professionnelle et sur les éventuels projets professionnels de l'agent. Les besoins en formation sont de ce fait analysés, à la fois en vue de consolider les acquis professionnels (dans une démarche de formation tout au long de la vie professionnelle) et de tenir compte des objectifs fixés, mais également pour intégrer la perspective des parcours professionnels envisagé(s).

Il participe au recueil des besoins, à la définition des objectifs de formation. Il facilite le départ des agents concernés par les formations.

En collaboration avec sa Direction et la DRH, il participe à l'identification des besoins en formation en vue de l'élaboration et de la réalisation du Plan de formation.

Au sein de plusieurs Directions, un service support ou une personne identifiée sont également impliqués.

## La DRH

Sous l'égide de la Direction Générale et de la Direction des Ressources Humaines, les responsables et chargés de formation sont les principaux interlocuteurs des agents et des encadrants.

Le pôle développement des compétences a en charge la politique formation s'adressant à l'ensemble des agents de la collectivité et également aux élus. Il contribue à sa définition, il l'organise et la met en œuvre.

Il anime et suit les différents dispositifs de formation et d'accompagnement correspondants dans le cadre du Plan de formation ainsi élaboré et dans le respect du Règlement formation.

Il peut intervenir auprès des agents dans l'élaboration et le suivi de leur projet d'évolution professionnelle et ce, dans une mission d'analyse, d'orientation et de conseil.

Il suit les parcours de formation des agents.

Il a en charge également la politique d'accueil de stagiaires provenant d'école ou d'université. Il anime, gère et suit les dispositifs correspondants tout comme la situation administrative et les parcours des personnes concernées. Il a également en charge la politique d'accueil en matière d'apprentissage.

## La commission formation développement des compétences

La Commission formation et développement des compétences émanant du Comité technique a un rôle consultatif sur le plan de formation et la mise en œuvre des dispositifs qui en découlent.

Sa composition et ses modalités de fonctionnement sont développées dans la fiche dédiée.

## Le comité technique

Il doit être consulté pour avis sur toutes les dispositions générales relatives à la formation (notamment sur le plan de formation et le bilan de sa mise en œuvre), à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle.

À partir de décembre 2022, le comité technique sera remplacé par le Comité social territorial (CST).

## La commission administrative paritaire

La Commission administrative paritaire (CAP) intervient, le cas échéant, dans l'examen des demandes de formations individuelles lors d'une procédure de recours concernant un fonctionnaire.

L'autorité territoriale ne peut opposer deux refus successifs à un fonctionnaire demandant à bénéficier des actions de formation présentées dans la fiche 10 qu'après consultation, pour avis, de la commission administrative paritaire.

Parallèlement, les CAP pourront être saisies à la demande expresse du fonctionnaire intéressé pour émettre à posteriori des avis sur certaines décisions individuelles prises par leur autorité territoriale, à savoir entre autres, une décision de refus opposée à une demande de mobilisation du compte personnel de formation (CPF).

Concernant les contractuels, c'est la Commission Consultative Paritaire (CCP) qui est consultée.

## Les organismes de formation

Le CNFPT est l'établissement public chargé d'organiser les formations, auquel la collectivité verse une cotisation correspondant à un pourcentage de la masse salariale.

Le CNFPT organise la formation statutaire obligatoire. Il propose également des préparations concours ou examens, des formations en inter collectivité et mais aussi en intra (sur mesure) pour la collectivité.

Lorsque le besoin ne peut être satisfait par le CNFPT, il peut être fait appel à d'autres organismes de formation.

# La commission formation et développement des compétences (CFDC)

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

## Rôle

La Commission formation et développement des compétences (CFDC) émanant du Comité technique (C.T.) a un rôle consultatif. Elle a pour objet de débattre de la stratégie de formation de la collectivité et de sa mise en œuvre. Elle est par ailleurs garante du respect du droit à la formation de chacun.

Elle étudie le projet de plan de formation préalablement à sa présentation au C.T.

Elle débat sur les orientations ou évolutions de la politique formation au sein de la collectivité, ainsi que sur les modalités de sa mise en œuvre. Un bilan qualitatif et quantitatif de la politique formation mise en œuvre par le Service Métiers et Parcours individuels / Pôle Développement des compétences lui est régulièrement présenté.
Elle est informée du traitement des demandes individuelles relevant de l'évolution professionnelle :

- Demandes de formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle, bilans de compétences et VAE engageant une participation financière du Département.
- Autres demandes de formation mobilisant des droits CPF (formations CNFPT, projet retraite, formations gratuites), hors préparations aux concours et examens.

## Composition

La C.F.D.C. est composée d'un collège de représentants de l'autorité territoriale et d'un collège de représentants du personnel.

Les organisations syndicales choisissent les représentants du personnel parmi les membres siégeant au C.T.

Pour l'autorité territoriale, les membres sont les suivants :

- deux conseillers départementaux (dont un de la majorité, un de la minorité départementale).
- la Direction des ressources humaines.

Pour les représentants du personnel, les membres sont les suivants : 2 représentants du syndicat majoritaire et un représentant pour chaque syndicat minoritaire.

Des experts tels que des encadrants ou responsables RH des autres directions pourront être mobilisés en fonction des besoins.

La C.F.D.C est présidée par la ou le Vice-président(e) en charge des Ressources humaines ou son représentant.

## Modalités d'intervention

### Réunions

La commission se réunit deux fois par an.

Le dossier de la commission est envoyé aux membres au plus tard 7 jours ouvrés avant la réunion.

La remise sur table reste exceptionnelle, de même que les procédures d'urgence.

### Modalités de formulation des avis

L'expression des avis se fait par collège.

# Droits et obligations des agents en matière de formation

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

Le statut général de la fonction publique territoriale pose le principe d'un droit à la formation professionnelle tout au long de la vie reconnu à tous les fonctionnaires territoriaux.

Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie a pour objet de permettre aux agents d'exercer avec la meilleure efficacité les fonctions qui leur sont confiées durant l'ensemble de leur carrière, en vue de la satisfaction des besoins des usagers et du plein accomplissement des missions du service public. Il permet l'adaptation aux évolutions prévisibles des métiers.

Il doit favoriser leur développement professionnel et personnel, et faciliter leur parcours professionnel, leur mobilité et leur promotion.

Il facilite l'accès aux différents niveaux de qualification professionnelle existants.

Il concourt à l'égalité d'accès aux différents grades et emplois, en particulier entre femmes et hommes, et à la progression des personnes les moins qualifiées.

Le droit à la formation a par ailleurs été élargi aux contractuels travaillant dans la fonction publique.

## Cadre légal et réglementaire

- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.
- Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- Loi n°84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale.
- Loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale.
- Ordonnance n°2017-53 du 19 janvier portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique.
- Décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration.
- Décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale.
- Décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux.
- Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 modifiant les statuts particuliers de certains cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale.
- Décret n°2008-830 du 22 août 2008 relatif au livret individuel de formation.
- Décret n° 2015-1385 du 29 octobre 2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.
- Décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
- Décret n° 2017-928 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie.
- Circulaire du 10 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique
- La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
- Décret n° 2019-1392 du 17 décembre 2019 modifiant le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017
- Ordonnance n° 2021-658 du 26 mai 2021 renforçant la formation de certains agents publics afin de favoriser leur évolution professionnelle

## Bénéficiaires

Sauf dispositions particulières, la formation s'adresse à tout agent titulaire, stagiaire (avant titularisation) et contractuel, à savoir :

- les agents départementaux et les agents détachés et affectés dans les services départementaux,
- les agents de l'Etat mis à disposition du Département
- les agents contractuels recrutés sur des emplois permanents ou non permanents
- les assistants familiaux recrutés par le Département
- les agents recrutés en contrat de droit privé et en contrat aidé
- les membres du cabinet de la Présidente, qui bénéficient des mêmes droits que les agents de même catégorie, titulaires ou contractuels, exerçant au sein de la collectivité.

**Parmi les dispositions particulières :**

- Concernant les **agents mis à disposition par le Département**, sont de son ressort les dispositifs suivants, en termes de décision et de prise en charge des prestations, avec avis de l'organisme d'accueil :
  - Congé pour bilan de compétences
  - Congé pour validation des acquis de l'expérience (V.A.E.)
  - Congé pour formation syndicale
  - Congé de formation professionnelle : prise en charge de l'indemnité forfaitaire, sauf disposition contraire prévue par convention.
  - Compte personnel de formation : alimentation, instruction, financement, sauf disposition contraire prévue par convention.
- Concernant les **contractuels**, ils ont les mêmes droits que les fonctionnaires. La durée de la formation doit être comprise dans la durée du contrat de travail.
- Concernant les **apprentis**, ils sont exclus car par ailleurs déjà inscrit dans un cursus de formation qualifiante.

## Obligations des agents

L'agent a pour obligation de suivre les formations rendues obligatoires. Il peut s'agir des formations statutaires obligatoires (Cf. fiches 1 à 4) ou de formations obligatoires en lien avec le métier ou les missions exercées (Cf. fiches 5 à 8) ou enfin de formations prescrites par l'autorité territoriale.

L'autorité territoriale prescrit des formations, inscrites au Plan de formation, auxquelles l'agent ne peut se soustraire. Compte tenu de leur caractère obligatoire, tous les moyens sont mis en oeuvre pour rendre cette participation effective.

L'agent a par ailleurs obligation de se conformer aux modalités d'inscription et de participation (Cf. fiche 18).

## Obligations de la collectivité

L'autorité territoriale s'engage à permettre le départ en formation dès lors qu'un accord a été donné par la collectivité, sauf nécessité absolue de service.
L'autorité territoriale doit s'assurer de la réalisation des formations obligatoires prévues par les textes.

L'autorité territoriale ne peut opposer deux refus successifs à un fonctionnaire demandant à bénéficier des actions de formation présentées dans la fiche 10 qu'après consultation, pour avis, de la commission administrative paritaire.

Concernant le CPF, si une demande de mobilisation du CPF présentée par un agent public a été refusée pendant deux années consécutives, le rejet d'une troisième demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé par l'autorité compétente qu'après avis de l'instance paritaire compétente. La collectivité ne peut s'opposer à une demande de formation relevant du socle de connaissances et compétences mentionné à l'article L. 6121-2 du code du travail (lutte contre l'illettrisme).

Le cas échéant, le bénéfice de cette formation peut être différé dans l'année qui suit la demande, pour des raisons de nécessité de service. La circulaire recommande de privilégier le certificat professionnel CléA, qui a pour objet la reconnaissance des connaissances et des compétences professionnelles des personnes dépourvues de diplôme. La liste des organismes qui dispensent cette formation est à retrouver sur le site www.certificat-clea.fr.

## Le Livret Individuel de Formation (LIF)

**Le livret individuel de la formation (L.I.F.) créé par la loi du 19 février 2007 et dont le contenu a été précisé par un décret du 22 août 2008, est un document qui recense notamment :**

- les diplômes et les titres obtenus au cours du cursus de formation initiale,
- les certifications à finalité professionnelle délivrées sous forme de diplômes, de titres ou de certificats de qualification obtenus dans le cadre de la formation continue ou de la validation des acquis et de l'expérience,
- les actions de formation suivies et dispensées au titre de la formation professionnelle continue (...);
- les bilans de compétences et les actions de VAE suivis,
- les actions de tutorat,
- le ou les emplois tenus et les connaissances, les compétences et les aptitudes professionnelles mises en œuvre dans le cadre de ces emplois.

Le livret individuel de formation est la propriété de l'agent, charge à lui de le compléter initialement et de le mettre à jour tout au long de sa carrière. Il a vocation à constituer la mémoire de son parcours professionnel, des formations suivies et de son expérience. Il fera apparaître les compétences acquises tout au long de la vie.

**Conformément à l'article 6 du décret précité, tout fonctionnaire peut en particulier communiquer son livret individuel de formation à l'occasion :**

- de l'appréciation de sa valeur professionnelle et de ses acquis de l'expérience professionnelle en vue de son inscription sur une liste d'aptitude au titre de la promotion interne ou sur un tableau d'avancement de grade ;
- d'une demande de mutation ou de détachement ;
- d'une demande de dispense de la durée des formations d'intégration et de professionnalisation...

**Concrètement, dans un souci de développement durable et de pragmatisme pour sa conservation et son évolution tout au long de la carrière, il est conseillé de le constituer en version numérique. Cette démarche, tout à fait sécurisée, est possible via l'intranet qui donne accès :**

- au site du CNFPT: **www.cnfpt.fr/se-former-au-long-sa-carriere/livret-individuel-formation/national** à partir duquel il est possible de créer son livret individuel de formation en allant sur la rubrique « la création du LIF » qui dirige sur le service Espace pro,
- à la brochure numérique expliquant les différentes étapes de création du livret individuel de formation.

Lors de la création du livret individuel de formation en version dématérialisée, il convient de saisir un code collectivité, soit concernant le Conseil départemental : **zoalgs**.

Dès lors que l'agent s'est identifié(e) via le code collectivité, il est destinataire de codes qui lui seront propres et qui lui garantiront un accès continu, personnalisé et sécurisé à son livret individuel de formation.

L'agent peut également prendre connaissance du décret n°2008-830 du 22 août 2008 définissant le livret individuel de formation.

# Dispositifs de formation obligatoires

## 1. Formations statutaires

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

Fiche n°1

# La formation d'intégration

## OBJECTIF

Préparer l'agent à son nouvel emploi.

## BÉNÉFICIAIRES

- Agents stagiaires de la Fonction publique territoriale nommés sur un nouveau cadre d'emploi.
- Contractuels recrutés sur emploi permanent pour une durée supérieure ou égale à 1 an.

Sont exclus les agents promus et les administrateurs.

## DÉROULEMENT

Cette formation d'une durée de 5 jours pour les agents de catégorie C et de 10 jours pour les agents de catégorie B et A, est organisée par la délégation régionale du CNFPT.

Elle intervient obligatoirement dans la première année suivant la nomination.

La réalisation de cette formation subordonne la titularisation de l'agent à l'issue de son année de stage.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

La DRH identifie les agents concernés et les informe des formations statutaires obligatoires qu'ils ont l'obligation de suivre, en leur transmettant le calendrier des sessions à venir et le bulletin d'inscription.

L'agent réalise sa demande d'inscription à la DRH-Pôle développement des compétences, sous-couvert de sa hiérarchie.

La DRH-Pôle développement des compétences procède à l'inscription en ligne auprès du CNFPT.

L'agent reçoit sur sa messagerie professionnelle un accusé réception de son inscription, puis sa convocation ainsi que son attestation.

## DISPENSES DE FORMATIONS STATUTAIRES

Pour l'ensemble des formations statutaires obligatoires (FI, FTLC, FPPE et FPPR), il est possible de solliciter une dispense totale ou partielle, auprès du CNFPT lorsque la totalité des jours de formation ne peut être effectuée auprès de cet organisme et/ou dans la période considérée, sous réserve d'en remplir les conditions.

Dans ce cas, il convient de prendre contact avec la DRH-Pôle développement des compétences qui indiquera la démarche à suivre.

Les dispenses sont décidées par le CNFPT qui, le cas échéant fournit une attestation précisant le nombre de jours et la nature de la formation pour laquelle la dispense est accordée.

Fiche n°2

# La formation de professionnalisation 1er emploi

## OBJECTIF

Favoriser l'adaptation de l'agent à son nouvel emploi.

## BÉNÉFICIAIRES

- Fonctionnaires nouvellement nommés stagiaires, y compris ceux en détachement et ceux nommés au titre de la promotion interne.
- Contractuels recrutés sur emploi permanent pour une durée supérieure ou égale à 1 an.

À l'exception des professionnels de santé concernés par le DPC.

## DÉROULEMENT

3 à 10 jours de formation pour les agents de catégorie C, et 5 à 10 jours pour les agents de catégorie B et A, à effectuer dans les deux ans suivant la nomination de l'agent.

Cette formation ne conditionne pas la titularisation à l'issue de l'année de stage.

De façon générale, l'agent est invité à réaliser ces jours de formations, en lien avec ses fonctions, dans le cadre de l'offre CNFPT qui délivrera à l'issue du stage une attestation de formation de professionnalisation au premier emploi.

L'agent définit son parcours de formation professionnalisation au 1er emploi en lien avec ses responsables hiérarchiques.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

La DRH identifie les agents concernés et les informe du nombre de jours de formations statutaires obligatoires qu'ils ont l'obligation de suivre.

L'agent réalise sa demande d'inscription à la DRH, sous-couvert de la voie hiérar-chique, en précisant que ce stage est réalisé au titre de la formation de professionnalisation au premier emploi.

La DRH-Pôle développement des compétences procède à l'inscription en ligne auprès du CNFPT.

L'agent reçoit sur sa messagerie professionnelle un accusé réception de son inscription, puis sa convocation ainsi que son attestation.

## DISPOSITIFS PARTICULIERS DE L'INET

C'est l'INET qui est en charge de la formation des cadres de direction territoriaux et lauréats des concours de la haute fonction publique : administrateurs, conservateurs du patrimoine, médecins, vétérinaires...

Fiche n°3

# La formation de professionnalisation tout au long de la carrière

## OBJECTIF

Maintenir à niveau les compétences des agents.

## BÉNÉFICIAIRES

- Agents titulaires à l'exception des professionnels de santé concernés par le DPC (Cf. fiche 6 )
- Agents contractuels sur poste permanent recrutés pour une durée supérieure ou égale à 1 an.

## DÉROULEMENT

2 à 10 jours tous les 5 ans, doit être suivie auprès du CNFPT/INET.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

L'agent réalise sa demande de formation à la DRH-Pôle développement des compétences, sous-couvert de la voie hiérarchique, en précisant que ce stage est réalisé au titre de la formation de professionnalisation tout au long de la carrière.

La DRH-Pôle développement des compétences procède à l'inscription en ligne auprès du CNFPT/INET. L'agent reçoit sur sa messagerie professionnelle un accusé réception de son inscription, puis sa convocation ainsi que son attestation.

Fiche n°4

# Formation à un poste à responsabilité

## OBJECTIF

Accompagner l'agent dans ses nouvelles responsabilités

## BÉNÉFICIAIRES

Les fonctionnaires, ou les agents contractuels sur emploi permanent pour une durée supérieure ou égale à 1 an, recrutés :

- sur un poste à responsabilité, avec des fonctions d'encadrement supérieur, intermédiaire ou de proximité,
- sur un emploi fonctionnel,
- et/ou sur un emploi éligible à la NBI, mentionné à l'annexe du décret du 3 juillet 2006.

## DÉROULEMENT

3 à 10 jours, à réaliser dans les 6 mois suivant la nomination.
Elle doit être suivie auprès du CNFPT/INET.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

La DRH identifie les agents concernés et les informe des jours de formations statutaires obligatoires qu'ils ont l'obligation de suivre.

L'agent retourne son bulletin d'inscription à la DRH-Pôle développement des compétences, sous-couvert de la voie hiérarchique, en précisant sur le bulletin d'inscription que ce stage est réalisé au titre de la formation de professionnalisation pour prise de poste à responsabilité.

La DRH-Pôle développement des compétences procède à l'inscription en ligne auprès du CNFPT/INET. L'agent reçoit sur sa messagerie professionnelle un accusé réception de son inscription, puis sa convocation ainsi que son attestation.

# Dispositifs de formation obligatoires

## 2. Autres formations obligatoires

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

Fiche n°5

# Formations prévention, santé et sécurité au travail

Ces formations s'inscrivent dans le cadre de la politique de santé et sécurité au travail de la collectivité.

Aucun agent ne peut exercer des missions requérant une formation ou un titre spécifique s'il n'a pas rempli son obligation de formation ou s'il n'est pas en possession du ou des titres requis, délivré(s) par l'employeur et en cours de validité.

Les missions et, le cas échéant les titres requis (habilitations, autorisations, attestations de compétences/attestations de participation...), sont identifiés dans la fiche de poste. Un suivi est réalisé chaque année notamment lors de l'entretien annuel d'évolution professionnelle.

L'autorité territoriale doit s'assurer que les agents en poste au sein de la collectivité remplissent cette obligation, et la DRH met en œuvre les formations nécessaires.

Ces formations présentent un caractère obligatoire pour l'agent concerné qui s'engage à en suivre la totalité. L'absence partielle ou totale à la formation a pour conséquence la non remise à l'agent du certificat ou diplôme sanctionnant la formation et la suspension pour l'agent de l'autorisation d'exercer les missions concernées, que celles-ci soit liées au poste de travail ou en lien avec une mission de volontariat.

Un refus de participer à la formation peut exposer l'agent à une sanction disciplinaire.

Par principe, les formations prévention santé sécurité comportent un cursus s'articulant autour d'une formation initiale suivie de stages de recyclages. Le contenu et la durée sont généralement fixés par voie législative et/ou réglementaire.

Des actions de sensibilisation peuvent également être proposées sur des thématiques spécifiques.

## 1 Les formations liées à l'exercice d'un métier et ouvrant notamment droit à une habilitation ou à une autorisation de conduite

### OBJECTIFS

Exercer ses missions en connaissant les règles de sécurité applicables, les précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité, celle de ses collègues de travail et, le cas échéant, celle des usagers du service.

Permettre, dans le cas où elles sont requises, l'obtention de l'habilitation ou l'autorisation de conduite nécessaires correspondantes.

### BÉNÉFICIAIRES

**Agents exerçant des métiers qui les amènent à réaliser les missions suivantes :**

- conduire des engins de chantier,
- utiliser certains engins tels que les tondeuses autoportées, tronçonneuses,...
- exercer des travaux en hauteur (y compris montage/démontage d'un échafaudage),
- être confronté au risque électrique,
- être confronté à certains risques spécifiques tels que le risque amiante, le risque chimique, le risque bruit,...

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de prévention, le Département a fait le choix de rendre obligatoires les formations relatives à la prévention des risques professionnels liés à l'activité physique (gestes et postures) pour les agents concernés (nouveaux arrivants et agents en poste).

## 2 Les formations prévention, santé et sécurité aux acteurs de la prévention

### OBJECTIFS

Permettre aux acteurs de la prévention d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et fonctions.

### BÉNÉFICIAIRES

- les membres du CHSCT
- les conseillers en prévention
- les assistants de prévention
- les équipiers de première intervention (formation incendie...)
- les Sauveteurs Secouristes du Travail
- d' autres référents sur des fonctions spécifiques, en lien avec les préconisations ou évolutions réglementaires.

### MODALITÉS D'INSCRIPTION ET DE DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS ET HABILITATIONS

**Ces formations peuvent être mises en œuvre :**

- soit de façon collective, dans le cadre de l'élaboration ou de l'actualisation du Plan de formation par la DRH SMPI-PDC, pour les formations initiales ou de renouvellement.
- soit à titre individuel. Dans ce cas, l'agent adresse sa demande à la DRH-Pôle développement des compétences, sous couvert de la voie hiérarchique, selon les procédures habituelles d'inscription à une formation individuelle (Cf. fiche 17 Formations individuelles)

Sur la base des attestations de formations remises aux agents à l'issue des stages de formation et des avis médicaux, l'employeur délivre les habilitations ou autorisations indispensables à chaque agent afin de réaliser les missions qui lui sont confiées.

Fiche n°6

# Le développement professionnel continu (DPC) pour les professionnels de santé

Chaque professionnel de santé a l'obligation de suivre une ou des formations s'inscrivant dans un parcours de développement professionnel continue (DPC) sur une période de 3 ans. Cette obligation résulte de la Loi HPST- Hôpital Patient Santé Territoire - du 21 juillet 2009 modifiée.

L'offre de formation DPC est labellisée par l'Agence Nationale du DPC.

## OBJECTIFS

Maintenir et actualiser ses connaissances et compétences.

Évaluer et améliorer ses pratiques professionnelles et de gestion des risques.

Prendre en compte les priorités de santé publique.

## BÉNÉFICIAIRES

L'ensemble des professionnels de santé, tous modes d'exercices confondus, soit au Département : les médecins, les sages-femmes, les orthoptistes, les puéricultrices, les infirmières et les diététiciens...

## DÉROULEMENT

Les formations labellisées DPC sont dispensées soit par le CNFPT soit par des organismes ou structures de formation enregistrés à l'ANDPC (agence nationale du développement professionnel continu).

Les formations labellisées DPC du CNFPT comportent la mention DPC dans l'offre catalogue.

Chaque professionnel est tenu de se former de façon continue, au moyen d'une ou plusieurs formations, selon les thématiques définies de façon triennale.

Le contrôle du DPC est effectué selon les professions, soit par le Conseil de l'ordre concerné, soit par l'employeur pour les professions n'ayant pas d'ordre et ce, au moins une fois tous les 5 ans.

L'inscription relève de la responsabilité de l'agent en lien avec son responsable hiérarchique.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

Dans le cadre des formations individuelles (cf. fiche 17), l'agent sollicite son inscription à la formation labellisée DPC et précise expressément qu'il sollicite son inscription au titre du DPC.

La DRH-Pôle développement des compétences procède à son inscription.

L'agent transmet son attestation de présence et de labellisation DPC à la DRH-Pôle développement des compétences, ainsi qu'à l'autorité en charge de son contrôle.
Cette attestation de participation permet à l'agent de justifier qu'il a rempli ses obligations.

Fiche n°7

# Formations concernant les cadres en charge de la protection de l'enfance

Les cadres en charge de la protection de l'enfance ont l'obligation de suivre une formation spécifique conformément au décret du 30 juillet 2008 et à l'arrêté du 25 septembre 2008 relatif à la formation des cadres territoriaux en charge de la protection de l'enfance.

## OBJECTIFS

Acquérir les capacités et compétences nécessaires à la mise en œuvre de la politique départementale de prévention et de protection de l'enfance sur un territoire donné.

## BÉNÉFICIAIRES

Cadres territoriaux qui disposent d'une délégation de signature de la Présidente du Conseil départemental leur permettant de prendre des décisions relatives à la protection de l'enfance et de fixer les modalités de leur mise en œuvre.

## DÉROULEMENT

Cette formation d'une durée de 240 heures est commencée dans l'année qui suit la prise de fonction et se déroule sur une amplitude maximale de 18 mois.

**La formation comprend les quatre domaines de compétences suivants :**

1° Être capable de situer la prévention et la protection de l'enfance dans une perspective historique et philosophique ;

2° Connaître les principes directeurs des théories et des pratiques des sciences humaines concernant le développement de l'enfant et de la famille ;

3° Maîtriser le dispositif de protection de l'enfance et le cadre législatif et réglementaire ;

4° Être capable de se situer dans le dispositif de protection de l'enfance.

Un cycle de formation professionnelle CNFPT « Cadres en charge de la protection de l'enfance » permet de remplir l'obligation de formation théorique (200h). Exceptionnellement, en fonction de l'expérience acquise, des modules de l'itinéraire CNFPT « Protection de l'enfance » peuvent également permettre de répondre en partie à cette obligation.

Les 40 h de stage pratique sont validés sur la base d'ordres de missions attestant la participation à des échanges avec des partenaires (rendez-vous, réunions, ...) ou d'une convention de stage. À l'issue, une attestation de réalisation du stage pratique sera délivrée par la collectivité.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

L'agent sollicite son inscription : soit au cycle de formation « cadre protection de l'enfance » dispensé par le CNFPT, soit, dans le cadre de l'offre catalogue CNFPT, aux modules de l'itinéraire « la protection de l'enfance : une mission partagée par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et le service social ».

L'inscription relève de la responsabilité de l'agent en lien avec son responsable hiérarchique.

Pour plus d'informations sur les modalités d'inscription, se reporter à la fiche 17 sur les formations individuelles.

Fiche n°8

# Formations concernant les assistants familiaux

Ce cursus de formation à caractère obligatoire pourra ensuite être complété par les autres dispositifs de formation.

## OBJECTIF

La loi du 27 juin 2005 a renforcé le dispositif de formation des assistants familiaux en instaurant une formation obligatoire de 300 h structurée en deux parties :

- l'une de 60 heures dans les deux mois précédant l'accueil du premier enfant, pour permettre à l'assistant familial de prendre connaissance du domaine de travail et de la collectivité,
- la seconde de 240 heures, dans les trois ans suivant la signature du contrat de travail. Elle est dispensée à partir de la pratique professionnelle de l'assistant familial et son contenu se décompose en trois domaines de compétences*.

Cette seconde formation vise à préparer le diplôme d'Etat d'assistant familial. Elle est régie par le décret n° 2005-1772 du 30 décembre 2005 relatif à la formation des assistants familiaux et instituant le diplôme d'Etat d'assistant familial, et l'arrêté du 14 mars 2006 relatif au diplôme d'Etat d'assistant familial.

Son suivi est obligatoire pour le maintien de l'agrément, sauf dérogation liée à certains diplômes déjà acquis.

## BÉNÉFICIAIRES

Tous nouveaux assistants familiaux recrutés.

## DÉROULEMENT

Un référent professionnel qui suit l'assistant familial tout au long de la formation obligatoire est désigné par la collectivité.

La formation de 60 heures est organisée en interne par la collectivité, selon le parcours type suivant :

- 2 journées au sein de la Direction Enfance Famille (DEF) Service Budgétaire et Pilotage et Service Prévention et Protection de l'enfance.
- 1 journée au pôle Enfants Confiés de la zone géographique de l'assistant familial,
- 3 jours dans un établissement du centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF),
- 1 journée chez une assistante familiale PEC,
- 1 journée chez une assistante familiale CDEF,
- 1 journée au relais parental.

Une attestation certifiant le suivi de la formation est délivrée à l'assistant familial à l'issue du stage.

La formation de 240 heures est assurée par le CNFPT qui fait appel à un organisme habilité.

Le contenu détaillé de la formation (référentiel de formation) et le référentiel professionnel auquel il répond sont fixés par l'arrêté du 14 mars 2006.

*** Trois domaines de compétences :**

**1° Accueil et intégration de l'enfant ou de l'adolescent dans sa famille d'accueil :**
répondre aux besoins psychiques, physiques, de soins de l'enfant, l'intégrer dans sa famille d'accueil. Cette partie de la formation a une durée de 140 heures et est développée sous trois aspects :

- hygiène, sécurité, alimentation, nutrition,
- le développement de l'enfant et ses troubles,
- la situation spécifique des enfants séparés de leur famille et vivant en accueil familial.

**2° Accompagnement éducatif de l'enfant et de l'adolescent :**
ce domaine de formation d'une durée de 60 heures répond à deux domaines de compétences :

- favoriser le développement global de l'enfant,
- contribuer à l'insertion sociale, scolaire ou professionnelle de l'enfant.

**3° Communication professionnelle :**
d'une durée de 40 heures, le domaine de formation aborde la culture professionnelle, donnant des compétences à l'intéressé pour communiquer tant avec les autres membres de l'équipe de placement qu'avec des intervenants extérieurs

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

La formation de 60 heures est organisée par le service prévention protection de l'enfance en lien avec les différents services concernés.
Un planning de formation est transmis au stagiaire.

Concernant la formation de 240 heures, dès qu'un groupe d'assistants familiaux nouvellement recrutés est constitué, le service prévention protection de l'enfance programme le cycle de formation.

Concernant le diplôme, le détenteur du marché inscrit les assistants familiaux qui souhaitent le passer, auprès de la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS).

À l'issue de la formation, l'organisme de formation remet à l'assistant familial et à son employeur une attestation de formation.

# Dispositifs de formation à l'initiative de l'employeur et de l'agent

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

Fiche n°9

# La formation de perfectionnement à l'initiative de l'employeur ou de l'agent

## OBJECTIF

Il s'agit de l'ensemble des actions de formation réalisées en cours de carrière, en vue de développer les compétences ou acquérir de nouvelles compétences, soit en relation avec les fonctions exercées, soit en vue de s'adapter à un nouveau poste de travail au sein de la collectivité, avec pour objectif :

- maintenir ou de parfaire les connaissances ou qualifications professionnelles des agents,
- assurer l'adaptation des personnels à l'évolution des techniques, des structures administratives ou de la législation, ainsi qu'à l'évolution culturelle, économique et sociale,
- faciliter l'intégration des agents dans leur emploi ou dans leur mobilité au sein de la collectivité ou éventuellement de la fonction publique, lorsque celle-ci a été actée.

Une action de formation est dite de perfectionnement lorsque :

- l'agent a atteint son quota maximal de jours de formations statutaires obligatoires, toute formation professionnelle ultérieure sera comptabilisée en perfectionnement,
- la formation est dispensée par un prestataire autre que le CNFPT,
- l'agent est contractuel, non soumis aux formations statutaires obligatoires.

## BÉNÉFICIAIRES

Tout agent, fonctionnaire ou contractuel.

## CONTEXTE ET PARCOURS DE FORMATION

Les formations de perfectionnement peuvent être réalisées à la demande de l'agent, en lien avec son responsable hiérarchique. Les agents peuvent également être tenus, dans l'intérêt du service, de suivre des actions de formation de perfectionnement demandées par la collectivité.

Les formations de groupes (Cf. fiche 16) et les formations individuelles (Cf. fiche 17) ciblées au Plan de formation s'inscrivent dans ce cadre.

Ces formations s'inscrivent dans un parcours de formation individuel. Elles font l'objet d'un échange dans le cadre de l'entretien annuel d'évolution professionnelle.

À noter qu'il est nécessaire de s'être formé sur le socle de compétences métier inscrites au plan de formation de la collectivité, le cas échéant, préalablement à une demande de formation de perfectionnement sur d'autres thématiques.

## CAS PARTICULIER DES FORMATIONS CERTIFIANTES ET DIPLÔMANTES

Les formations certifiantes et diplômantes relèvent généralement de la formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle (Fiche 14) mais peuvent, dans certains cas, être considérées comme de la formation de perfectionnement lorsqu'elles présentent un lien avec le poste et un intérêt avéré et reconnu pour et par la collectivité, en cohérence avec les axes prioritaires du Plan de formation.

## CRITÈRES D'ANALYSE DES DEMANDES

La demande doit trouver sa justification soit dans les priorités de la collectivité telles que définies dans les axes du Plan de formation, soit dans le projet de service formalisé notamment au travers des documents de contractualisation RH, et/ou dans les objectifs de progression professionnelle de l'agent identifiés dans sa fiche d'évolution professionnelle. Les responsables hiérarchiques exprimeront un avis partagé au sein de la Direction, en l'étayant au regard des critères ci-dessus.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

Pour connaître les modalités d'inscription, consulter les fiches 16 et 17.

Fiche n°10

# Les dispositifs de formation à l'initiative de l'agent

## OBJECTIF

La formation à l'initiative de l'agent doit lui permettre de mettre en œuvre un projet de formation de nature professionnelle, personnelle, ou d'évolution professionnelle.

## BÉNÉFICIAIRES

- fonctionnaire territoriaux
- contractuels, sous réserve que la durée du contrat de travail couvre la durée de la formation envisagée.

## CARACTÉRISTIQUES/DISPOSITIFS

- La formation professionnelle, en lien avec les missions, peut être sollicitée au titre de la **formation de perfectionnement** (Cf. fiche 9).
- **La préparation aux concours et examens** (Cf. fiche 11)
- **La formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle** peut être mobilisée en vue d'une mobilité ou d'une reconversion (Cf. fiche 14). Dans ce cadre, les droits CPF, le congé de transition professionnelle et le congé formation peuvent être mobilisés pour couvrir les absences. Dans une logique de parcours, un stage d'évolution professionnelle peut également être mis en œuvre, en interne comme en externe avec l'appui de DRH-SMPI-Conseil en transition professionnelles.

  Les droits CPF acquis peuvent également être mobilisés dans le cadre d'un projet de formation en lien avec la retraite, ce dans les 2 ans précédents le départ.

- Relèvent également de la formation à l'initiative de l'agent, **le bilan de compétences** (Cf. fiche 12) et la **VAE** (Cf. fiche 13). À noter que le CNFPT propose des ateliers de construction de projet d'évolution professionnelle ou de reconversion et des ateliers VAE. Les propositions offertes par la CNFPT, lorsqu'elles sont adaptées, sont à mobiliser en priorité.
- La **formation à des fins personnelles** est réalisée dans une optique d'épanouissement personnel (acquisition de nouvelles compétences à des fins personnelles). Sont exclues les activités de loisirs. Les formations éligibles au titre de la formation à des fins personnelles sont obligatoirement dispensées par des organismes de formation agréés.
- Il existe également la possibilité d'une mise en disponibilité pour effectuer des études ou recherches présentant un caractère d'intérêt général.

| Caractéristiques de la demande | Niveau de prise en charge et gestion des absences | Conditions / modalités |
|---|---|---|
| **Formation professionnelle, en lien direct avec les missions :**<br>• **Formation de perfectionnement** | Prise en charge CNFPT ou, pour les formations auprès d'organismes extérieurs, prise en charge par la collectivité à hauteur de 100% des frais pédagogiques et logistiques<br>Sur temps de travail | Dépôt des demandes à J-8 semaines avant le départ<br>**Pour plus d'informations :**<br>Fiche 9 Formation de perfectionnement<br>Fiche 17 Formations individuelles<br>Fiche 18 et suivantes sur les modalités de départ en formation |
| **Préparation aux concours et examens** | Prise en charge CNFPT<br>Mobilisation des droits CPF acquis lors de l'inscription, décrémentation dans la limite d'un plafond de 90h. | Dépôt des demandes suite au recensement effectué deux fois par an, par le CNFPT<br>**Pour plus d'informations :**<br>Fiche 11. Les préparations aux concours et examens |
| **Formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle (mobilité, reconversion)** | 50% du montant des frais pédagogiques TTC, plafonné à 1500 €<br>Frais logistiques à la charge de l'agent<br>Mobilisation des droits CPF, et au besoin du congé de formation et/ou de transition professionnelle pour couvrir les absences | Dépôt des demandes 15 avril / 15 octobre<br>**Pour plus d'informations :**<br>Fiche 14. Formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle (mobilité, reconversion) |
| **Bilan de compétence VAE** | Frais pédagogiques dans la limite d'un plafond de 1200 €<br>Frais logistiques à la charge de l'agent<br>Congé légal de 24h<br>Possibilité de mobiliser son CPF en complément | Dépôt des demandes 15 avril / 15 octobre<br>**Pour plus d'informations :**<br>Fiche 12. Le bilan de compétence<br>Fiche 13. La VAE |
| **Formation à des fins personnelles** | Une demande tous les 3 ans maximum<br>50% du montant des frais pédagogiques TTC, plafonné à 300 €<br>Frais logistiques à la charge de l'agent<br>Sur temps personnel | Dépôt des demandes à J-8 semaines avant le départ<br>**Pour plus d'informations :**<br>Fiche 10. Les dispositifs de formation à l'initiative de l'agent |
| **Formation en lien avec un projet retraite** | Frais pédagogiques et logistiques à la charge de l'agent<br>Mobilisation des droits CPF acquis pour couvrir les absences | Dépôt des demandes à J-8 semaines avant le départ<br>Non cumulable avec un autre dispositif<br>**Pour plus d'informations :**<br>Fiche 10. Les dispositifs de formation à l'initiative de l'agent |

Dans le cas de la formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle ou de la formation à des fins personnelles, les frais sont avancés par l'agent, et remboursés sur présentation des justificatifs (attestations de présence, factures...), dans la limite du niveau de prise en charge défini.

Toute éventuelle absence doit faire l'objet d'un justificatif (arrêt maladie...).
En cas d'absence injustifiée, l'autorité territoriale reverra sa participation à la baisse.

### MODALITÉS DE DÉPART ET TEMPS DE TRAVAIL

Pour la plupart des dispositifs précités, les modalités sont précisées dans chacune des fiches dédiées.

La **formation à des fins personnelles** s'effectue sur le temps personnel.

Dans le cas d'une **formation en lien avec un projet de retraite**, l'agent peut mobiliser ses droits acquis au titre du CPF, ce dans les 2 ans précédents son départ en retraite. L'ensemble des frais pédagogiques et logistiques sont dans ce cas à la charge de l'agent.

La **formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle** s'effectue au moyen de la mobilisation des droits CPF, au besoin du congé formation et dans certaines conditions du congé de transition professionnelle.

## Congé de formation professionnelle

Le congé de formation professionnelle d'une durée maximale de trois ans permet de suivre une formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle. Il vient compléter, au besoin, les droits acquis au titre du CPF.

### BÉNÉFICIAIRES

- Tout fonctionnaire territorial qui a accompli au moins 3 années de services effectifs dans la fonction publique.
- Tout agent contractuel dont les assistants familiaux qui justifie de 36 mois ou de l'équivalent de 36 mois de services effectifs, consécutifs ou non, au titre de contrat de droit public, dont 12 mois, consécutifs ou non, dans la collectivité à laquelle est demandé le congé de formation.
- Tout agent mis à disposition par la collectivité.

### EXCEPTION

L'agent qui a bénéficié soit d'une action de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique, soit d'un congé de formation professionnelle ne peut obtenir un nouveau congé de formation professionnelle dans les douze mois qui suivent la fin de l'action de formation pour laquelle l'autorisation lui a été accordée, sauf si cette action n'a pu être menée à son terme en raison des nécessités du service.

### DURÉE DU CONGÉ

La durée de ce congé ne peut excéder 3 ans pour l'ensemble de la carrière. Il peut être utilisé en une seule fois ou réparti sur toute la durée de la carrière. Il peut également être fractionné en semaines, journées ou demi-journées.

### RÉMUNÉRATION DE L'AGENT

Pendant les douze premiers mois, l'agent perçoit une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85% du traitement brut qu'il percevait au moment de la mise en congé, sans que ce montant ne puisse toutefois excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 d'un agent en fonction à Paris.

S'agissant des assistants familiaux, ils perçoivent une rémunération égale à 85% du montant moyen de leur rémunération soumis à retenue pour cotisations de sécurité sociale. Ce montant est calculé par référence à la moyenne des rémunérations perçues au cours des 12 mois précédant le départ en congé.

## OBLIGATIONS DE L'AGENT

Pendant son congé, l'agent s'engage à suivre la formation avec assiduité. Il fait parvenir à la DRH-Pôle développement des compétences une attestation de présence effective en formation.

L'agent doit rembourser le montant des indemnités reçues en cas de rupture de l'engagement, au prorata de la durée de service non effectuée.

# Congé de transition professionnelle

(dès parution du décret)

Le congé de transition professionnelle d'une durée maximale d'un an permet de suivre les actions de formation longue nécessaires à l'exercice d'un nouveau métier auprès d'une des administrations, collectivités et établissements publics ou dans le secteur privé.

## BÉNÉFICIAIRES

- Contractuels ou fonctionnaires de catégorie C ne disposant pas d'un diplôme ou titre professionnel classé au moins au niveau 4 ou d'une qualification reconnue comme équivalente (BAC, brevet de technicien ou brevet professionnel)
- Contractuels ou fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi (travailleurs reconnus handicapés, victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, titulaires d'une pension d'invalidité ; les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés...)
- Contractuels ou fonctionnaires pour lesquels il est constaté, après avis du médecin du travail compétent, qu'il est particulièrement exposé, compte tenu de sa situation professionnelle individuelle, à un risque d'usure professionnelle.

Le congé de transition professionnelle consiste à l'accès à des droits à la formation supplémentaires, majorés ou étendus, en termes de rémunération ou de durée des congés de formation (majoration de la durée de ce congé et de la rémunération qui lui est attachée) et d'accès et de durée de congé adaptés pour validation des acquis de l'expérience ou un congé pour bilan de compétences.

L'accès au conseil en évolution professionnelle est également rendu prioritaire.
Les modalités d'application sont déterminées par décret.

## MODALITÉS DE DÉPÔT DES DEMANDES ET D'INSCRIPTION

Pour la plupart des dispositifs précités, les modalités sont précisées dans chacune des fiches dédiées.

Concernant la formation **à des fins personnelles**, la demande est à réaliser auprès de DRH-Pôle développement des compétences, au minimum 2 mois avant la réalisation de la formation. La demande doit comporter un bulletin d'inscription hors-CNFPT, le programme, les dates et le devis ainsi que le numéro d'agrément de l'organisme de formation.

Concernant la **formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle, les bilans de compétences et la VAE**, un entretien préalable est à solliciter auprès de DRH-SPMI-Conseil en Transitions professionnelles (Cf. fiches 12 à 14).

La décision de la collectivité est notifiée à l'agent par la DRH-Pôle développement des compétences.

Aucune formation payante ne sera prise en charge par le Département en l'absence d'un accord préalable.
Une priorisation pourra être réalisée au regard du volume des demandes.

La commission formation et développement des compétences (CFDC) est informée chaque année sur les demandes de formations dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle, bilans de compétences et VAE, accordées dans le cadre d'une enveloppe budgétaire qui ne pourra excéder 20 % du budget dédié à la formation individuelle.

Fiche n°11

# Les préparations aux concours ou examens professionnels de la FPT

Organisées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), l'ouverture des sessions de préparation aux concours et examens est subordonnée à la mise en œuvre effective des concours et examens correspondants.

## OBJECTIF

Préparer les agents aux concours et examens professionnels de la Fonction Publique Territoriale, dans une logique d'évolution professionnelle.

## BÉNÉFICIAIRES

- agents titulaires
- agents contractuels sur poste permanent, sous réserve que la durée du contrat de travail couvre la durée de la préparation envisagée.

**Pré-requis :**

- inscrire la préparation dans une logique de parcours professionnel, en cohérence avec son projet d'évolution professionnelle,
- remplir les conditions d'accès aux concours et examens correspondants.
- pour les agents titulaires, disposer d'au minimum 90h acquises au titre du CPF lors de la demande d'inscription. Au besoin, se référer à la fiche 22. Créer son compte CPF.

## CONDITIONS

L'agent ne peut prétendre au bénéfice d'une nouvelle préparation aux concours ou examens professionnels pendant une période de douze mois à compter de la fin de la session de formation considérée.

Ces dispositions ne peuvent être opposées à l'agent si la préparation n'a pu être menée à son terme en raison des nécessités du service.

Une priorisation pourra être réalisée en fonction des projets, sachant que les demandes des agents n'ayant jamais ou peu bénéficié de ce dispositif seront étudiées en priorité.

## RÉVISION

Les agents ayant déjà suivi une préparation aux concours ou examens seront orientés vers les dispositifs spécifiques de révision.

## DÉROULEMENT

L'entrée en préparation aux concours et examens est soumise à la réussite aux tests obligatoires organisés par le CNFPT.

Suite à ces tests, les agents peuvent intégrer directement la préparation, ou être orientés soit vers une formation « tremplin », soit vers une formation « savoirs fondamentaux » par le CNFPT. Ces formations « tremplin » ou « savoirs fondamentaux » conditionnent l'entrée en préparation.

En cas d'admissibilité pour un agent n'ayant pas suivi la préparation de l'écrit, la DRH-Pôle développement des compétences, à la demande de l'agent pourra solliciter le CNFPT afin qu'il bénéficie d'une préparation de l'oral.

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

Les calendriers et durées des préparations sont publiés chaque année sur intranet.

Les recensements réalisés par le CNFPT font l'objet d'une annonce et d'une publication sur intranet. Il convient de respecter scrupuleusement les dates limites d'inscription.

L'agent intéressé doit s'assurer qu'il remplira les conditions pour passer le prochain concours ou examen qui l'intéresse, avant de transmettre son bulletin d'inscription à la DRH-Pôle développement des compétences, sous couvert de la voie hiérarchique.

La DRH-Pôle développement des compétences procède à l'inscription de l'agent, lorsque la demande est acceptée. L'agent reçoit sur sa messagerie professionnelle un accusé réception de son inscription.

*L'inscription à une préparation ne vaut pas inscription au concours ou examen concerné. Toute inscription à un concours ou examen est une démarche personnelle, charge à chaque agent d'effectuer les démarches nécessaires.*

## MODALITÉS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LE TEMPS DE TRAVAIL

Une autorisation est accordée pour participer :

- aux tests obligatoires organisés par le CNFPT pour entrer dans la préparation,
- aux formations tremplin et formations savoirs fondamentaux,
- aux journées de cours (en présentiel ou à distance) proposées par le CNFPT
- aux entraînements aux épreuves ou examens blancs.

### Droits CPF

Les droits acquis au titre du CPF (Cf. fiche 14) sont mobilisés dans le cadre du suivi d'une action de préparation aux concours ou examens.
La décrémentation des droits CPF sur le compte formation de l'agent (moncompteformation.gouv.fr) interviendra à la fin de la préparation du concours sur la base de la durée effective de la préparation indiquée par le CNFPT, dans la limite d'un plafond de 90 h.

De plus, l'agent inscrit à un concours ou examen professionnel peut, dans la limite d'un total de cinq jours par année civile, utiliser son compte épargne temps, ou à défaut, son compte personnel de formation pour disposer d'un temps de préparation personnelle selon un calendrier validé par la collectivité.

## OBSERVATIONS

### L'engagement dans la préparation

La préparation constituant un véritable effort de la part de la collectivité tant sur le plan financier que sur le plan de l'organisation
des services, l'agent qui s'inscrit à une action de préparation s'engage :

- à suivre la préparation au concours ou examen,
- à tout mettre en œuvre pour réussir les épreuves,
- à s'inscrire et se présenter aux épreuves du concours.

Toute absence doit être dûment justifiée et faire l'objet d'une information au CNFPT avec copie à DRH-Pôle développement des compétences. En cas de départ de la collectivité, il convient d'être très vigilant à bien transmettre également cette information.

Si l'agent ne respecte pas ces engagements, ses demandes ultérieures d'inscription pourront lui être refusées.

### Suites données à la réussite d'un concours ou examen

La participation à une préparation concours ou examen professionnel et la réussite aux dits concours ou examen n'entraîne pas l'obligation pour la collectivité de nommer les personnes concernées au sein des services, même en cas de vacance de postes.

### Les préparations des concours des autres fonctions publiques

Les dispositions ci-dessus concernent également les concours de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière.

Fiche n°12

# Le bilan de compétences

## OBJECTIF

Le bilan de compétences peut représenter un outil d'accompagnement dans l'élaboration d'un projet professionnel adapté à son profil et ses aspirations. D'autres outils proposés par le CNFPT, à mobiliser en priorité, peuvent également remplir cet objectif et contribuer à la définition d'un projet d'évolution professionnelle.

La nécessité de recourir au bilan de compétence doit être anticipée et évaluée tant professionnellement que financièrement.

Le Département propose un accompagnement personnalisé à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet professionnel.

Il prescrit éventuellement un bilan de compétences.

## BÉNÉFICIAIRES

Tous les agents publics, fonctionnaires et contractuels, peuvent bénéficier d'un bilan de compétences, sous conditions.

L'agent ne peut prétendre à un autre bilan de compétences qu'à l'expiration d'un délai d'au moins 5 ans après le précédent.

## MODALITÉ DE DÉPÔT DES DEMANDES ET D'INSCRIPTION

L'agent évoque son projet auprès de son responsable hiérarchique. Il sollicite un entretien conseil auprès de la DRH-SMPI-Conseil en Transitions professionnelles.

L'agent prend contact avec les prestataires pour affiner son projet et recueillir des propositions et des devis pour composer son dossier de demande, qui comprendra les pièces suivantes :

- le bulletin de demande de bilan de compétences
- une lettre de motivation dans laquelle il exprime également les démarches qu'il a réalisées auprès des organismes et fait part de son choix quant au prestataire qu'il souhaite retenir,
- les propositions de différents organismes rencontrés et les devis ; ou selon le cas que ceux relatifs à l'organisme choisi.

La demande est à transmettre à DRH-SMPI-Conseil en Transitions professionnelles, sous couvert de la voie hiérarchique avant le **15 avril** de l'année N pour les bilans débutant à partir de septembre de l'année N ou le **15 octobre** de l'année N pour les bilans débutant en début d'année N+1.

La décision de l'autorité territoriale est notifiée à l'agent.

En cas de décision positive, la DRH-SMPI en informe également le prestataire choisi en lui indiquant le niveau de prise en charge par la collectivité ainsi que le cadre d'intervention.

## PRISE EN CHARGE DES FRAIS

Si le Département décide d'accompagner la démarche, il prendra à sa charge 100% du coût de la prestation dans la limite d'un plafond de 1200 €.

L'ensemble des coûts logistiques (déplacements, repas...) est à la charge de l'agent.

## TEMPS DE TRAVAIL

Un congé de 24 heures est accordé ; il peut être fractionné.

Le CPF peut être mobilisé en complément des congés pour bilan de compétences.

Fiche n°13

# La validation des acquis de l'expérience (V.A.E)

La VAE est une démarche personnelle. La collectivité peut éventuellement intervenir en termes d'accompagnement et de prise en charge financière de la démarche, et peut également procéder à l'octroi du congé de 24h dédié à la VAE.

Une VAE est longue et nécessite un investissement important. L'ensemble de la démarche peut durer de 8 à 12 mois au minimum et nécessite un investissement important de la part du candidat.

À noter que le CNFPT propose un accompagnement à la VAE. Cette offre est à privilégier par rapport à l'offre proposée par des organismes privés.

## OBJECTIF DE LA DÉMARCHE

Acquérir un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification inscrit au répertoire national des certifications professionnelles et ce, sur la base des acquis d'une expérience, après validation par un jury des connaissances et des compétences acquises.

Faire reconnaître les compétences acquises dans le cadre de son activité professionnelle et/ou personnelle (activité bénévole ou de volontariat, responsabilités syndicales, fonction de conseiller municipal, général ou régional en rapport direct avec le contenu de la certification).

## BÉNÉFICIAIRES

Tout agent, titulaire ou non, y compris les agents mis à disposition par le Département.

L'agent qui a bénéficié d'un congé pour V.A.E. ne peut bénéficier d'un nouveau congé pour V.A.E. avant l'expiration d'un délai d'un an.

## CONDITIONS

Justifier d'au moins 1 an de compétences professionnelles totales cumulées en rapport avec la certification visée.

Ces compétences doivent être en lien avec celles exigées par le référentiel du diplôme, du titre ou du certificat visé.

Les études supérieures accomplies à l'étranger peuvent être prises en compte.

### Diplômes, titres ou certifications concernées

Plus de 700 diplômes de l'enseignement technologique et professionnel sont accessibles (CAP, BEP, Bac, BTS...)

## LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA VAE

### Étape 1

#### Demande auprès de l'organisme certificateur : la demande de recevabilité (livret 1)

Pour transformer son expérience en « diplôme », il faut en faire la demande auprès du ministère, de l'organisme ou de l'école qui délivre le diplôme convoité, ce sont les organismes « certificateurs ».

#### Constitution de la demande de recevabilité (livret 1)

- L'agent mentionne le diplôme qu'il a choisi, il présente son parcours professionnel, les activités qu'il a exercées et qui sont en rapport avec ce diplôme, il précise son parcours de formation.
- Il joint les documents qui attestent de ses trois années d'activité et de ses diplômes.
- Si la recevabilité est prononcée, la démarche se poursuit (étape 2). En cas d'irrecevabilité, la démarche s'arrête.

## Étape 2

**Dès lors que la demande est recevable, constitution du dossier (livret 2)**
L'agent décrit les principales activités qui ont été effectuées :

- les fonctions exercées, les activités et tâches réalisées,
- les outils utilisés (matériel, matériaux, ressources…),
- le contexte de travail, l'étendue de ses responsabilités.

▶ La demande de VAE et le dossier qui l'accompagne sont soumis à un jury constitué et présidé conformément au règlement et aux dispositions régissant la certification visée.

▶ Le jury vérifie si les acquis du candidat correspondent aux compétences, aptitudes et connais-sances exigées par le référentiel de la certification.

▶ Les modalités et les critères d'évaluation des compétences professionnelles du candidat sont fixés par l'institution ou l'organisme qui délivre la certification : examen sur pièces, entretien, mise en situation du candidat ou tout autre moyen d'évaluation jugé adéquat et prévu par la réglementation de la certification.

## ENTRETIEN

Un entretien peut avoir lieu à la demande du jury ou à la demande de l'agent.
Cet entretien est destiné à compléter et expliciter les informations contenues dans le dossier qu'il a rédigé et à vérifier l'authenticité de ses déclarations.
Ce n'est pas un oral d'examen mais un moyen de mieux comprendre le travail qu'il a réellement effectué.

## RÉSULTAT : VALIDATION TOTALE, PARTIELLE OU REFUS

Trois éventualités peuvent se présenter :

▶ **Le jury décide d'attribuer la totalité du diplôme.**

▶ **Le jury décide de n'accorder qu'une partie du diplôme.**
Dans ce cas, il indique :

- la partie du diplôme qui est attribuée et dont l'agent conserve le bénéfice pendant cinq ans,
- la ou les épreuves de l'examen à obtenir dans un délai de cinq ans.

▶ **Le jury décide de ne rien attribuer.**
La décision du jury est transmise à l'agent. Dans tous les cas, la décision du jury est souveraine.

## MODALITÉS D'ACCOMPAGNEMENT PAR LES ORGANISMES DÉDIÉS

Un accompagnement à la VAE est proposé au catalogue CNFPT. L'inscription au CNFPT est donc à privilégier.
D'autres organismes peuvent éventuellement être sollicités, en complémentarité.
Dans ce cas, et si le coût est supérieur à la participation forfaitaire de la collectivité, des frais sont à la charge de l'agent.

### Centre de conseil VAE

Ces centres, identifiables sur vae.gouv.fr, aident chaque candidat à analyser la pertinence de son projet VAE compte tenu de son expérience, expliquent la démarche, aident au choix des certifications correspondantes à leur expérience, et les réorientent, si besoin, vers d'autres démarches.

### Organismes habilités à accompagner la démarche de rédaction du livret 2

Pour chaque certification ou diplôme visé, il est possible de solliciter, une fois la recevabilité prononcée, un accompagnement à la rédaction du livret 2, auprès d'organismes identifiés. Cet accompagnement débute dès que le dossier de demande de validation a été déclaré recevable et prend fin, en principe, à la date d'évaluation par le jury. Il comprend généralement un module de base composé d'une aide méthodologique à la description des activités et de l'expérience du candidat correspondant aux exigences du référentiel de la certification visée, à la formalisation de son dossier de validation, et les cas échéants à la préparation de l'entretien avec le jury et à la mise en situation professionnelle.

## MODALITÉS D'ACCOMPAGNEMENT PAR LE DÉPARTEMENT

L'agent évoque son projet avec sa hiérarchie puis contacte la DRH-SMPI-Conseil en Transitions professionnelles pour un entretien conseil, au cours duquel la DRH-SMPI-Conseil en Transitions professionnelles va l'informer et l'orienter.

**Si la recevabilité est prononcée, l'agent peut demander une prise en charge des frais d'accompagnement, en adressant à la DRH-SMPI-Conseil en Transitions professionnelles, sous couvert de la voie hiérarchique, une demande comportant :**

- un bulletin d'inscription VAE CNFPT, ou au besoin un bulletin d'inscription VAE auprès d'un organisme extérieur,
- une lettre de motivation décrivant son projet et précisant le diplôme, le titre ou le certificat de qualification visé,
- une ou plusieurs propositions d'accompagnement (dates, nature et la durée de l'action...) accompagnée(s) de devis établis par les organismes susceptibles de délivrer l'accompagnement.

Le Département peut accorder une prise en charge des frais d'accompagnement à hauteur de 100% du montant des frais pédagogiques, dans la limite d'un plafond de 1200 €.

L'ensemble des coûts logistiques (déplacements, repas...) est à la charge de l'agent.

La demande est à transmettre à DRH-SMPI - Conseil en Transitions professionnelles, sous couvert de la voie hiérarchique avant le 15 avril pour les demandes concernant le second semestre ou avant le 15 octobre pour les demandes concernant l'année N+1.

La décision de l'autorité territoriale est notifiée à l'agent.

En cas de décision positive, la DRH-Pôle développement des compétences en informe également le prestataire choisi en lui indiquant le niveau de prise en charge par la collectivité ainsi que le cadre d'intervention.

## CONGÉ VAE

Un congé fractionnable de 24 heures peut être accordé.

De plus, le CPF peut être utilisé en complément des congés pour VAE.

## DIFFÉRENTES ÉTAPES ET MODALITÉS D'ACCOMPAGNEMENT

| Étapes / acteurs | Agent | DRH | CNFPT ou Organisme extérieur habilité |
|---|---|---|---|
| **Étape 1**<br>Conception / élaboration du projet | X | Entretien conseil | Possibilité d'accompagnement par point relais VAE ou CNFPT |
| **Étape 2**<br>Constitution de la demande de recevabilité (livret 1) | X | | Possibilité d'accompagnement par le CNFPT |
| **Étape 3**<br>Sous réserve de recevabilité actée :<br>• demande de prise en charge financière et du congé de 24h auprès du Département<br>• constitution du dossier (livret 2) | X | | Possibilité d'accompagnement par un organisme identifié ou par le CNFPT pour le certificat, le titre ou diplôme |
| **Étape 4**<br>Validation partielle, totale ou refus | | | Organisme délivrant le certificat, le titre ou diplôme |

Fiche n°14

# La formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle

## OBJECTIF

La formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle, en lien avec un souhait d'évolution de carrière, vise une mobilité interne, une mobilité externe ou une réorientation professionnelle. Elle a pour objectif de permettre d'accéder à une qualification ou de développer ses compétences, notamment au moyen du compte personnel de formation (CPF).

Les agents ont droit à un accompagnement personnalisé destiné à les aider à élaborer et mettre en œuvre leur projet professionnel.

Ce service est assuré par la DRH, Service Métiers et Parcours Individuels. Pour prendre RDV, vous pouvez contacter la conseillère en transitions professionnelles.

La formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle concerne les formations n'ayant pas de lien avec le poste.

## BÉNÉFICIAIRES

- Les fonctionnaires
- Les contractuels, au regard de la durée du contrat en cours
- Les agents involontairement privés d'emploi, pendant la période d'indemnisation
- Les agents mis à disposition ou affectés auprès d'une autre administration

## DROITS

Le compte personnel de formation est inclus dans le compte personnel d'activité.

- Les heures de formation acquises au 31/12/16 au titre du droit individuel à la formation ont été inscrites sur le compte personnel de formation. Ces heures ont été conservées et complétées dans la limite des plafonds mentionnés ci-dessous, par les heures acquises au titre des droits relevant du compte personnel de formation.
- L'alimentation de ce compte est effectué chaque année par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC), à hauteur de 25 h maximum par année de travail, jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 150h.
- Pour les agents du cadre d'emploi de catégorie C n'ayant pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme (CAP, BEP...) ou titre professionnel enregistré et classé au niveau 3 du répertoire national des certifications professionnelles, l'alimentation du compte se fait à la demande de l'agent, à hauteur de 50h maximum par an et le plafond est porté à 400h.
- Le nombre d'heures de référence pour le calcul de l'alimentation du compte personnel de formation est égal à la durée légale annuelle de travail. Cette durée est calculée au prorata du temps travaillé pour les agents nommés sur des emplois à temps incomplet ou non complet. Les périodes de travail à temps partiel sont assimilées à des périodes à temps complet.
- Lorsque le projet d'évolution professionnelle vise à prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice de ses fonctions, le fonctionnaire peut bénéficier d'un crédit d'heures supplémentaires dans la limite de 150 h en complément des droits acquis, sans préjudice des plafonds mentionnés ci-dessus. Dans ce cas, l'agent présente un avis du médecin de prévention ou du travail attestant que son état de santé l'expose, compte tenu de ses conditions de travail, à un risque d'inaptitude à l'exercice de ses fonctions.

Il bénéficie également d'une priorité d'accès au conseil en transition professionnelle proposé par la DRH-SMPI.

## MOBILISATION DES DROITS ACQUIS

Les droits acquis au titre du CPF permettent aux agents de préparer et mettre en œuvre un projet d'évolution professionnelle.

Ce projet d'évolution professionnelle peut s'inscrire dans le cadre d'un souhait d'évolution de carrière, de mobilité interne ou externe, de réorientation professionnelle.

L'utilisation du CPF porte sur toute action de formation, hors celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre du projet d'évolution professionnelle.
Les droits acquis sont mobilisés lorsque le projet d'évolution professionnelle est envisagé sous l'angle d'une préparation aux concours ou examens.

Par ailleurs, l'agent inscrit à un concours ou examen professionnel peut, dans la limite d'un total de cinq jours par année civile, utiliser son compte épargne temps, ou à défaut, son compte personnel de formation pour disposer d'un temps de préparation personnelle selon un calendrier validé par la collectivité.

Lorsque la durée de la formation est supérieure aux droits acquis au titre du compte personnel de formation, l'agent concerné peut, avec l'accord de son employeur, consommer par anticipation des droits non encore acquis, dans la limite des droits qu'il est susceptible d'acquérir au cours des deux années civiles qui suivent celle au cours de laquelle il présente sa demande.

La décrémentation des droits CPF utilisés est réalisée chaque fin d'année. Ce, sur la base du calendrier établi au moment de la validation de la demande dans le cas des formations auprès des prestataires externes.

Concernant les formations CNFPT en lien avec un projet d'évolution professionnelle, la décrémentation est réalisée au réel.

Concernant les préparations concours, voir la fiche 11.

## MODALITÉS D'INSTRUCTION DES DEMANDES

L'autorité territoriale examine les demandesréalisées au titre de la formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle en donnant une priorité aux actions visant à :

- Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions,
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles,
- Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens.

Lorsque plusieurs actions de formation permettent de satisfaire la demande de l'agent, une priorité est accordée aux actions de formation assurées par l'employeur ou par le CNFPT.

Seront également prises en compte en termes de priorisation, les caractéristiques des projets et des parcours de formation.

**Si le projet est réalisable et prioritaire, la collectivité peut s'engager sur un financement des frais pédagogiques, selon le plafonnement suivant :**

| | |
|---|---|
| **FORMATION ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE**<br>dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle | **50% du montant des frais pédagogiques TTC, plafonné à 1500€**<br>Frais logistiques à la charge de l'agent |

Les demandes de bilans de compétences, VAE, et formations dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle sont présentées pour information à la commission formation des compétences et sont accordées dans le cadre d'une enveloppe budgétaire qui ne pourra excéder 20 % du budget dédié à la formation individuelle.

Les frais sont avancés par l'agent, et remboursés sur présentation des justificatifs (attestations de présence, factures...). Toute éventuelle absence doit faire l'objet d'un justificatif (arrêt maladie...). En cas de constat d'absence de suivi de toute ou partie de la formation sans motif valable, l'agent doit rembourser les frais.

Aucune formation payante ne sera prise en charge par le Département en l'absence d'un accord préalable.

## MODALITÉS DE RECOURS

Toute décision de refus opposée à une demande de mobilisation du compte personnel de formation doit être motivée et peut être contestée à l'initiative de l'agent devant l'instance paritaire compétente. L'autorité territoriale ne peut s'opposer à une demande de formation relevant du socle de connaissances et compétences mentionné à l'article L. 6121-2 du code du travail. Le cas échéant, le bénéfice de cette formation peut être différé dans l'année qui suit la demande.

Si une demande de mobilisation du compte personnel de formation présentée par un fonctionnaire a été refusée pendant deux années consécutives, le rejet d'une troisième demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé par l'autorité compétente qu'après avis de l'instance paritaire compétente.

## CPF ET TEMPS DE TRAVAIL

Les actions suivies au titre du CPF ont lieu en priorité pendant le temps de travail. Les heures consacrées à la formation pendant le temps de service constituent un temps de travail effectif et donnent lieu au maintien par l'employeur de la rémunération de l'agent. Les heures consacrées à la formation hors temps de service ne sont pas comptabilisées comme un temps de travail effectif.

Le CPF peut être utilisé en combinaison avec le congé de formation professionnelle et en complément des congés pour VAE et bilans de compétences. Il est utilisé pour préparer des examens et concours administratifs, le cas échéant en combinaison avec le CET.

## TRANSFÉRABILITÉ DES DROITS

Les droits acquis préalablement au recrutement dans la fonction publique au titre du compte personnel de formation sont conservés et mobilisables par son titulaire.

Toute personne ayant perdu la qualité d'agent public peut utiliser les droits précédemment acquis en cette qualité au titre du CPF auprès de tout nouvel employeur selon les modalités du régime dont il relève au moment de la demande d'utilisation du compte personnel de formation. En effet, depuis le 1er janvier 2020, les droits acquis en euros dans le secteur privé peuvent être convertis en heures et inversement, dans le cadre d'une mobilité professionnelle public/privé.

La conversion en heures des droits acquis en euros au titre du compte personnel de formation s'effectue à raison d'une heure pour 15 euros.

La conversion doit être réalisée de façon personnelle sur moncompteformation.fr

## MODALITÉS DE DÉPÔT DES DEMANDES ET D'INSCRIPTION

L'agent évoque son projet auprès de son responsable hiérarchique.
Il sollicite, un entretien conseil auprès de la DRH-SMPI-Conseil en Transitions professionnelles.
La demande est à transmettre à DRH-SMPI, sous couvert de la voie hiérarchique avant le **15 avril** de l'année N pour les formations débutant à partir de septembre de l'année N ou le **15 octobre** de l'année N pour les formations débutant en début d'année N+1.

En fonction du projet d'évolution professionnelle, un parcours de formation intégrant des formations CNFPT peut être construit et engagé si besoin, avec l'appui de DRH-SMPI-Conseil en Transitions professionnelles, à tout moment de l'année. Il en est de même pour les personnes en situation de reclassement professionnel si besoin est.

## MODALITÉS DE DÉPART

Concernant les modalités de départ, se reporter à la fiche 18.

Fiche n°15

# Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française

## OBJECTIF

D'après la définition de l'ANLCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme), il est question d'illettrisme pour des personnes qui, après avoir été scolarisées en France, n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul, des compé-tences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante.

Il s'agit donc de permettre à chacun de renouer avec les connaissances de base pour développer son autonomie dans la vie quotidienne tant à titre professionnel que personnel, et de réacquérir les savoirs fondamentaux, réapprendre en matière de savoirs de base, renouer avec la culture de l'écrit.

## BÉNÉFICIAIRES

Toute personne en activité, qu'elle soit titulaire ou contractuelle.

## DÉROULEMENT

À son initiative ou sur conseil de son responsable hiérarchique, l'agent peut contacter la DRH-Pôle développement des compétences, qui va l'informer des démarches à effectuer et l'orienter.

Pour affiner le projet, la DRH-Pôle développement des compétences peut orienter l'agent vers le C.N.F.P.T.

Le C.N.F.P.T. invitera l'agent à passer des tests de positionnement en matière de savoirs fondamentaux. Au vu du résultat des tests et d'un échange avec l'agent, le C.N.F.P.T. l'orientera vers un parcours de formation adapté à ses besoins.

## OBSERVATION

L'ensemble de la démarche et de la formation peut se décliner sur plusieurs semaines voire plusieurs mois. Il nécessite une motivation, un engagement et un investissement importants de la part de l'agent.

# Offre de formation et modalités d'inscription

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

Fiche n°16

# Formations de groupe

Les actions de groupe font l'objet d'une programmation inscrite au Plan de formation de la collectivité.

En cohérence avec le projet départemental, les actions de groupe se déclinent selon une double approche :

- approche collective et transversale, avec des formations s'adressant à l'ensemble des agents (modernisation de l'administration, développement du numérique, ...)
- approche métier, avec des actions ciblées pour répondre aux besoins spécifiques des Directions/services.

## OBJECTIF

Contribuer au développement des compétences des agents en prenant tout particulièrement en compte le contexte de la collectivité, ses projets, ses obligations et les besoins des directions/des services/des agents.

## ÉLABORATION DES ACTIONS DE GROUPE

Un cahier des charges est établi en concertation entre les référents techniques des Directions et la DRH-Pôle développement des compétences. Il fait apparaître notamment le contexte de la demande, les objectifs de la formation, les résultats attendus, les éléments de contenu souhaités, le public cible, les modalités de déroulement. Il est validé par le Directeur concerné.

Sur la base de ce cahier des charges, les formations de groupe sont dispensées par :

- un intervenant du CNFPT, partenaire institutionnel de la collectivité,
- ou un intervenant d'un organisme extérieur, retenu dans le cadre d'une mise en concurrence, pour ses compétences dans le domaine considéré.
- ou un formateur interne.

## INSCRIPTION

Les formations de groupe font l'objet d'une publicité auprès du public ciblé, par une diffusion du programme et des modalités d'inscription dans les services concernés, et d'une annonce sur intranet pour les offres tout public (espace RH / offre de formation).

*L'inscription à une formation vaut engagement à y participer sachant que toute inscription représente un coût pour la collectivité, ce coût pouvant d'autant plus être majoré en cas d'absence.*

Fiche n°17

# Formations individuelles
**(Formations tout au long de la carrière et formations de perfectionnement)**

## OBJECTIF

Pour répondre à des besoins individuels, une large offre de formations est proposée par le CNFPT/INET, accessibles en ligne via le site intranet du Département.
Les agents sont donc invités à consulter ces offres de formation et à s'inscrire prioritairement sur les actions construites en direction des agents de la Fonction publique territoriale.

Afin d'élargir les possibilités de formation, des demandes individuelles auprès d'autres organismes pourront être réalisées par les agents, sous réserve que les thématiques demandées s'inscrivent dans les axes du plan de formation et lorsque l'offre CNFPT/INET ne permet pas de répondre au besoin (absence de réponse au catalogue, contenu non conforme, délais, manque de places..).

Il est également possible d'accéder à des formations certifiantes et diplômantes au titre de la formation de perfectionnement (Cf. fiche 9).

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

### Pour les formations CNFPT/INET

Les bulletins d'inscription sont disponibles sur intranet. Ils sont à transmettre à DRH-Pôle développement des compétences, sous couvert de la voie hiérarchique au plus tard 8 semaines avant la formation.
Suite à l'inscription par la DRH-Pôle développement des compétences, un accusé de réception est envoyé par le CNFPT/INET sur les messageries professionnelles, ainsi que la convocation et les informations concernant la formation.
Pour les MOOC* et autres formations à distance, se reporter à la fiche 21.

### Pour les formations de perfectionnement auprès d'autres organismes, incluant également la participation à des colloques, journées d'étude, conférences, congrès, séminaires*

les bulletins d'inscription sont également disponibles sur intranet.

Les demandes sont à transmettre à DRH-Pôle développement des compétences, sous couvert de la voie hiérarchique accompagnées d'une lettre de motivation ainsi que du programme et du coût de la formation au plus tard 8 semaines avant la formation.
Le cas échéant, le bulletin d'inscription spécifique de l'organisme de formation doit également être transmis.

La décision d'inscription ou de refus est notifiée à l'agent par la DRH-Pôle développement des compétences. Aucune formation payante ne sera prise en charge par le Département en l'absence d'un accord préalable.

Concernant les modalités de décision, de départ et de prise en charge des frais, se reporter respectivement aux fiches 9, 18, 19.

### Les demandes doivent comporter :

- le bulletin d'inscription, disponible sur intranet
- le programme de la formation, ses modalités d'exercices (contenu, durée ...) et son coût,
- une lettre de motivation de l'intéressé explicitant clairement ses objectifs au regard de son parcours de formation
- l'avis des responsables hiérarchiques, avis partagé au sein de la Direction, étayé au regard des critères définis fiche 9.

Une priorisation pourra être réalisée au regard des projets de formation, ce en perspective avec les axes du Plan de formation de la collectivité et de la contractualisation entre Directions et DRH.

Un recensement périodique des demandes pourra être réalisé dans le cadre d'une démarche convenue entre DRH et Directions.

La décision de l'autorité territoriale est ensuite notifiée à l'agent.

*L'inscription à une formation vaut engagement à y participer sachant que toute inscription représente un coût pour la collectivité.*

# Modalités pratiques de départ en formation

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

Fiche n°18

# Les modalités de départ et de participation

**Tout départ en formation doit être compatible avec le bon fonctionnement du service. Ainsi, il est obligatoire que chaque agent obtienne l'accord et l'autorisation d'absence nécessaire de ses responsables hiérarchiques et de la DRH.**

## INSCRIPTION

Les modalités de dépôt des demandes et d'inscription sont détaillées dans les fiches présentant les différents dispositifs (dont notamment les fiches 11, 16 et 17).

Aucune formation payante ne sera prise en charge par le Département en l'absence d'un accord préalable, sans lequel l'agent s'expose à assu-mer la prise en charge des coûts pédagogiques et logistiques de la formation.

Aucune absence pour formation ne pourra être par ailleurs acceptée sans cet accord préalable de l'autorité territoriale.

## AUTORISATION DE DÉPART/ORDRE DE MISSION

Pour les formations hors-CNFPT notamment, et pour toute formation engendrant une demande de remboursement de frais de déplacements, il est nécessaire de solliciter un ordre de mission individuel à réaliser sur le Portail de gestion des frais de déplacement GFD, avant le départ en formation.
Sa validation permet d'être couvert en cas d'accident  et de pouvoir procéder, après la formation, à la création de l'état de frais de déplacement dans GFD.

Tout départ en formation, y compris sur le territoire départemental, nécessite cet ordre de mission individuel préalable.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le portail GFD/ Guide d'utilisation formation.

L'agent demande une autorisation d'absence soit de façon dématérialisée via le portail de gestion du temps Tempo, soit par voie écrite.

## ATTESTATION

Pour valider leur participation à une formation, tous les agents se voient remettre ou reçoivent une attestation de présence. En l'absence d'attestation, il appartient à l'agent de la réclamer à l'organisme de formation.

Cette attestation est à adresser à la DRH-Pôle développement des compétences, et pour les personnes qui le souhaitent, elle peut être enregistrée dans le LIF.

## ANNULATION

Toute annulation doit demeurer exceptionnelle et, en tout état de cause, relever d'un cas de force majeure (maladie). Elle doit être signalée et dûment justifiée par écrit dans les meilleurs délais à l'organisme de formation qu'il s'agisse du CNFPT ou d'un autre organisme, avec copie à DRH-Pôle développement des compétences.

# Fiche n°19 Prise en charge des frais pédagogiques et logistiques

**Toute prise en charge de frais est subordonnée à une décision favorable de l'autorité territoriale préalablement au départ en formation.**

- Le CNFPT/INET prend à sa charge les frais logistiques liés aux formations d'intégration, formations catalogue CNFPT/INET à l'exclusion généralement des journées d'actualités ou conférences et préparations concours et examens professionnels (Modalités sur le site du CNFPT / Rubrique Remboursement des frais de transport) dans le cadre de la cotisation patronale versée par le Département.

  Les frais pédagogiques sont également pris en charge par le CNFPT/INET dans le cadre de la cotisation versée par le Département ou en direct par le Département.

- Pour les autres formations individuelles à caractère professionnel, le Département prend en charge les frais pédagogiques et logistiques liés à la formation si ceux-ci ne relèvent pas d'une prise en charge par le CNFPT/INET ou par un autre organisme.

## MODALITÉS DE DEMANDE DE REMBOURSEMENT

Pour les formations dont les frais ne sont pas pris en charge ni par le CNFPT ni par l'organisme de formation, toute demande d'indemnisation doit faire l'objet d'une demande sur le Portail de gestion des frais de déplacement, accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- attestation de formation ou attestation de présence ou passe d'entrée à une manifestation (colloque, forum, journée d'étude, conférence...).
- les justificatifs de dépenses de transport et d'hébergement au nom de l'agent (les originaux des factures d'hébergement, tickets de parking, péage, transports en commun...).

Ne sont pas acceptés les tickets de carte bancaire.

## FRAIS D'HÉBERGEMENT

Les frais d'hébergement sont pris en charge de façon forfaitaire selon le barème indiqué sur Intranet, sur présentation d'une facture acquitée au nom de l'agent.

**Cas spécifique des hébergements de particulier à particulier avec réservation en ligne**

Ils peuvent faire l'objet d'une prise en charge sur présentation d'une facture acquittée au nom de l'agent (en cas de colocation, pensez à demander une facture individualisée) par le prestataire de service qui gère les réservations en ligne.

Pour les départs la veille rendus nécessaires du fait des lieux et horaires de la formation et de la durée du trajet, une nuitée peut être accordée aux agents. Dans ce cas, la prise en charge du repas du soir est possible.

Ne sont pas pris en charge les frais d'hébergement concernant la participation aux épreuves des concours et examens professionnels.

## FRAIS DE DÉPLACEMENTS

Pour se rendre en formation, l'agent doit utiliser prioritairement les transports collectifs (urbains, interurbains, réseau TER et SNCF).

En cas de voyage par voie ferrée, pour les stages hors CNFPT, les agents ont la possibilité de demander à la DRH l'achat de leur billet de train via le formulaire dématérialisé disponible sur Intranet. La DRH–secrétariat leur transmettra en retour les billets demandés.

À défaut ou en cas de nécessité, l'agent disposant d'un permis de conduire en cours de validité, pourra utiliser un véhicule, soit :

- son véhicule personnel, sous réserve d'avoir souscrit une assurance comprenant une garantie professionnelle et sous réserve d'avoir préalablement demandé et obtenu une autorisation d'utilisation du véhicule via le Portail de gestion des frais de déplacement GFD. Les remboursements kilométriques sont pris en charge selon le barème indiqué sur Intranet.
- un véhicule de service, sous réserve de l'autorisation du responsable hiérarchique et de la réservation du véhicule, et, dans la mesure du possible, en ayant recours au covoiturage. En tout état de cause, les réservations des véhicules de services pour se rendre en formation ou concours ou examens ne sont pas prioritaires.
- Le recours à des services de covoiturage n'est pas remboursé. En cas de covoiturage entre collègues, seule la personne propriétaire du véhicule est susceptible d'être indemnisée.

### Cas particulier des concours et examens

Concernant la participation aux épreuves écrites et orales, les frais liés au déplacement pour se rendre aux épreuves sont indemnisés exclusivement dans la limite d'un concours ou examen par année civile, en dehors de la résidence administrative et familiale. L'agent sera invité à participer à la session organisée dans le lieu le plus proche de sa résidence administrative ou familiale.

Les frais seront indemnisés sur la base du trajet domicile ou lieu de travail et centre d'examen le plus proche.

## FRAIS DE REPAS

Les frais de repas sont pris en charge de façon forfaitaire selon le barème indiqué sur l'état de frais de déplacement disponible sur Intranet, dans la limite de deux repas par jour et sous réserve d'être en formation hors de sa résidence administrative et familiale, entre 11h et 14h et/ou le soir entre 18h et 21h.

Ne sont pas pris en charge les frais de repas :

- concernant la participation aux épreuves des concours et examens professionnels,
- s'ils sont pris en charge par ailleurs.

Fiche n°20

# Formation et temps de travail

## Dispositions générales

Le temps passé en formation est un temps effectif de service. Toute formation d'une durée au moins égale à six heures par jour équivaut à une journée de travail soit un forfait de 8h, une demi-journée équivaut à 4 heures.

Ce forfait intègre les temps de déplacements et les heures éventuellement effectuées sur le poste de travail avant et après la formation. Ils ne pourront donc pas faire l'objet d'un comptage supplémentaire.

### DÉPART LA VEILLE EN SEMAINE

Dans la mesure où la participation aux actions de formation nécessiterait un départ la veille avant 17h, les heures réalisées la veille avant 17h seront prises en compte.

### FORMATION HORS TEMPS DE TRAVAIL

Pour les formations en semaine après 19h, la récupération se fait heure pour heure.

Pour les formations les vendredis après-midi, samedi et dimanche, les forfaits s'appliquent.

Pour ces situations, les heures seront prises en compte au titre des missions particulières.

### TEMPS PARTIEL

Les agents à temps partiel, qui se rendent en formation pendant leur journée habituellement non travaillée, la journée ou la demi-journée passée en formation donne droit à récupération.

## Dispositif spécifique collège

Le temps passé en formation est considéré comme du temps de travail. Une journée de formation (d'une durée égale ou supérieure à six heures) est décomptée sur la base d'une journée de travail, quel que soit le temps de travail qu'aurait effectué l'agent s'il avait été à son poste. Cette durée est également calculée hors temps de trajet et hors temps de pause méridienne.

Exemple : Un agent est en formation d'une durée de 6H30 mais s'il avait été présent dans son établissement, il aurait dû effectuer 8H30 de travail. L'agent est alors considéré comme ayant effectué sa journée de travail bien que celle-ci soit d'une durée supérieure à la journée de formation.

Si au contraire la durée de la formation est inférieure à 6 heures, le décompte s'effectue heure par heure. Pour des exemples de décompte, se reporter au Règlement ARTT des collèges.

### TEMPS PARTIEL

Si l'agent, qu'il soit à temps partiel ou à temps complet, est amené à participer à une action de formation pendant une période habituellement non travaillée, les heures passées en formation doivent donner lieu à récupération.

Pour plus de précisions sur les temps de récupération, se reporter au Règlement ARTT des collèges.

### TEMPS DE DÉPLACEMENT

Les délais de route, domicile-lieu de formation, ne sont pas comptabilisés au titre de la formation, par analogie au temps du trajet domicile-travail qui n'est pas du temps de travail.

Toutefois, lorsque l'agent se rend à sa formation depuis son lieu de travail, le temps de trajet est comptabilisé comme du temps de travail et inversement, lorsqu'il fait le déplacement depuis son lieu de formation vers son établissement.

Le fait pour l'agent de se rendre sur son lieu de travail avant la formation doit se faire à la demande du chef d'établissement en cas de nécessités de service.

Pour plus de précisions sur les modalités d'application, se reporter au Règlement ARTT des collèges.

Fiche n°21

# La formation à distance ou distantiel/ les MOOC

De nouvelles pédagogies sont aujourd'hui développées en matière de formation, avec notamment le développement de l'offre CNFPT vers des formations mixtes ou à distance. De nombreux organismes de formation développent également leur offre en ce sens. Pour permettre la mise en œuvre de ces nouvelles pédagogies dans les meilleures conditions, la collectivité a défini les modalités suivantes, dans le respect des dispositions en vigueur en matière de formation et de temps de travail.

## Zoom sur les différentes modalités de formation

### LES FORMATIONS EN PRÉSENTIEL

Les formations en présentiel restent le dispositif majoritaire. Ces formations se dynamisent en intégrant des méthodes d'apprentissage plus interactives. Elles intègrent davantage des outils numériques et peuvent permettre de mieux faire le lien avec les situations professionnelles de chacun.

### LES FORMATIONS MIXTES

Les actions de formation mixtes proposent des temps à distance et des temps en présentiel. Par exemple, une session à distance permettra de transmettre un ensemble d'informations et de connaissances avant le regroupement en présentiel.

Les connaissances acquises pourront être validées par un quiz et le formateur pourra alors se concentrer sur les études de cas pratiques, les simulations, jeux de rôles, interprétation des contenus...

Une session à distance peut également se dérouler après une session en présentiel, venant ainsi prolonger et/ou valider les connaissances acquises.

### LES FORMATIONS A DISTANCE

Ce type de dispositif de formation suppose l'accès à une plateforme de formation à distance (Formadist pour le CNFPT par exemple). Cette plateforme combine et organise des ressources de formation. Ce type de dispositif permet au stagiaire de bénéficier d'un accompagnement plus important sous forme d'un tutorat qui peut être collectif ou individuel, synchrone ou asynchrone. Ce dispositif peut être en libre accès ou sur une plateforme avec accès restreint.

#### Les séminaires en ligne/MOOC

Les séminaires en ligne (MOOC – massive open online course) sont des dispositifs de formation en ligne, gratuits, qui s'adressent à tous. La plateforme FUN propose une large offre. (https://www.fun-mooc.fr)

Les MOOC, en lien avec les missions, peuvent être réalisées sur le temps de travail, sous réserve de l'accord préalable du responsable hiérarchique formalisé dans le bulletin d'inscription spécifique à transmettre validé préalablement à son déroulement, à DRH-Pôle développement des compétences. Une attestation est également à transmettre à posteriori, pour valorisation dans le parcours individuel de formation. En cas d'interruption ou de non réalisation, le responsable hiérarchique ainsi que DRH-Pôle développement des compétences doivent impérativement en être informés.

Le MOOC étant réalisé sur temps de travail, il ne donne jamais lieu à récupération.

### Les e-communautés professionnelles

Les e-communautés comme celles proposées par le CNFPT ou par le réseau IdealCO sont également accessibles. Les utilisateurs y ont un rôle central puisqu'il s'agit d'un espace numérique d'apprentissage et d'un réseau, reposant notamment sur le principe de la pédagogie inversée, dans lequel les participants vont pouvoir interagir (entre eux et avec l'équipe pédagogique), via un forum de discussion et/ou un chat, échanger des documents, consulter des ressources pédagogiques, créer des documents de façon collaborative, etc.

### Les Webinaires

Des conférences en ligne (entre autres, celles d'IdéalCo), sous forme de classe virtuelle, autonomes ou intégrées à des parcours de formation plus large. Le webinaire permet de réunir en temps réel sur Internet, des participants et un intervenant qui peuvent notamment, discuter, visionner des documents, des vidéos, réaliser des sondages, partager leur écran....
Les webinaires en lien avec les missions, peuvent être réalisés sur le temps de travail, sous réserve de l'accord préalable du responsable hiérarchique. S'ils sont gratuits, aucune démarche préalable d'inscription n'est à réaliser auprès de DRH-Pôle développement des compétences.
Pour les webinaires d'une durée supérieure à 2h, les attestations sont à transmettre à DRH-Pôle développement des compétences à postériori, pour valorisation dans le parcours individuel de formation.

## Modalités de mise en œuvre de ces nouvelles pédagogies

### COMMENT RÉALISER SA DEMANDE DE FORMATION ?

Toute action d'une durée supérieure à 3h et/ou payante doit faire l'objet d'une demande préalable de l'agent visée par son responsable hiérarchique et transmise à DRH-Pôle développement des compétences qui procède à l'instruction de la demande, et en cas de décision favorable, à l'inscription et à la valorisation dans le parcours de formation de l'agent.

Pour les MOOC et les webinaires, l'agent procède lui-même à son inscription, dans le respect des conditions spécifiques à ces dispositifs, détaillées dans les paragraphes ci-dessus.

L'adresse mail professionnelle est mentionnée sur la demande de formation et est utilisée pour tout suivi de formation à distance. Dans le cas d'une connexion sur un poste autre que son poste de travail, l'accès à sa messagerie professionnelle se réalise en se connectant sur internet à l'adresse suivante :
https://messagerie.doubs.fr

### OÙ SE DÉROULE LA FORMATION EN DISTANTIEL ?

La formation peut se dérouler soit au bureau, soit dans une salle dédiée et équipée, ou encore à domicile dans le cadre du télétravail.

Dans tous les cas, l'accord du responsable hiérarchique est exigé.

Les formations en distantiel peuvent donc être suivies sur les lieux suivants :

**Dans les locaux du Département :**
- à son bureau si les conditions le permettent,
- dans un bureau disponible ou une salle de réunion dans les locaux du Département pour permettre de suivre la formation sans être dérangé.

Si l'agent a besoin de réserver une salle et/ou n'est pas équipé, il peut faire une réservation de salle et/ou de matériel soit sur la plateforme de réservation en ligne (actuellement GRR) ou via l'application AIDE (demande de PC portable d'équipement informatique / demande de PC portable de prêt)

**À son domicile dans le cadre du télétravail :**
Le télétravail est une modalité qui peut permettre de suivre les formations en distanciel.

Pour les agents télétravailleurs, cette possibilité est applicable sur leur temps de travail télétravaillé, quel que soit le temps de formation à distance.

Seuls les agents inscrits dans le dispositif de télétravail sont autorisés à réaliser leur formation dans ce cadre.

## SUR QUEL CRENEAU HORAIRE LA FORMATION EN DISTANTIEL EST-ELLE SUIVIE ?

**Lorsque le créneau est imposé,** il convient de s'y conformer. C'est le cas par exemple des webinaires, lors desquels l'agent devra être disponible sur le créneau indiqué (comme pour une formation en présentiel).

**Lorsque le créneau précis n'est pas défini,** c'est à l'agent de le définir en lien avec son responsable hiérarchique :

- dans le respect du temps évalué par l'organisme de formation,
- dans le respect du règlement du temps de travail, c'est-à-dire sur les plages horaires autorisées, du lundi au vendredi 13h,
- sur le créneau le plus adapté en fonction de l'organisation du travail et de la disponibilité du lieu et matériel nécessaire.
- pour les formations de plus de 3h, et lorsque les créneaux ne sont pas imposés, il est demandé de réaliser la formation par séquence de demi-journées, sur la base d'un calendrier préalablement validé avec le responsable hiérarchique.

À noter que le CNFPT propose des guides en ligne pour la connexion et l'utilisation de la plateforme "Formadist", ainsi qu'une Hotline pour gérer d'éventuelles questions de connexion.

## DÉCLARATION DU TEMPS

Les dispositions du règlement formation s'appliquent (Fiche 20 : Formation et temps de travail).

Par ailleurs, l'organisme de formation proposant une formation distantielle estime une durée de formation exprimée le plus souvent en heures de formation, conditionnée parfois à la réussite de certains exercices.

Cette durée estimée vaudra pour la valorisation dans le dossier de l'agent pour les formations.

**Valorisation forfaitaire pour les formations d'une durée supérieure à 3h :**
forfait de 4h pour une demi-journée et forfait de 8h pour une journée.
Pour les formations à distance d'une durée de plus de 3h consécutives, l'agent formalise son absence via Tempo, ou à défaut selon les modalités habituelles de départ en formation.

**Valorisation au temps réel pour les temps de formation inférieurs à une demi-journée (<3h) :** valorisation à la durée réelle, sur la base de l'attestation fournie par l'organisme de formation (Le temps nécessaire à la formation en distantiel est évalué par l'organisme dès la phase d'inscription). Les temps de formation inférieurs à une demi-journée (<3h) seront obligatoirement réalisés dans les locaux du Département ou dans le cadre du télétravail, par l'agent qui complétera son temps de travail par d'autres activités professionnelles.

En deçà de 3h, les heures sont réalisées au réel sur le temps de travail. Aucune déclaration n'est donc à réaliser sur Tempo.

En cas de créneau imposé sur une plage horaire hors temps de travail (ex : vendredi après-midi ou jour de temps partiel), les dispositions en vigueur s'appliquent, c'est-à-dire que les heures de formation effectuées donnent lieu à récupération, selon les règles de valorisation forfaitaire ou au réel définies ci-dessus.

Toute absence doit être justifiée et signalée par l'agent à sa hiérarchie et à DRH-Pôle développement des compétences.

L'agent transmet son attestation à sa hiérarchie et à DRH-Pôle développement des compétences.

# Fiches repères

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

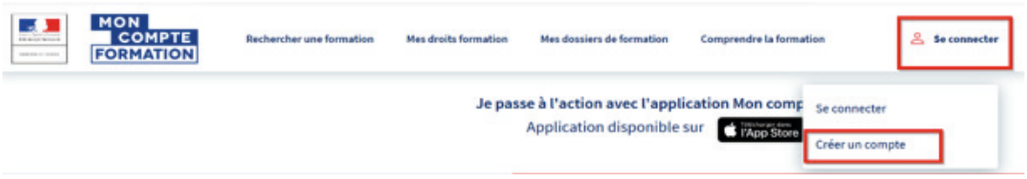
Fiche n°22

# Je crée mon compte personnel de formation (CPF)

## Le compte personnel de la formation (CPF) est géré par la Caisse des Dépôts et Consignation. Pour consulter mes droits, je me connecte et je crée mon compte sur :

**https://www.moncompteformation.gouv.fr**

**Étape 1 :** Se connecter sur www.moncompteformation.gouv.fr - Cliquer sur le bouton en haut à droite « se connecter »




**Étape 2 :** Cliquer sur le bouton « créer un compte »

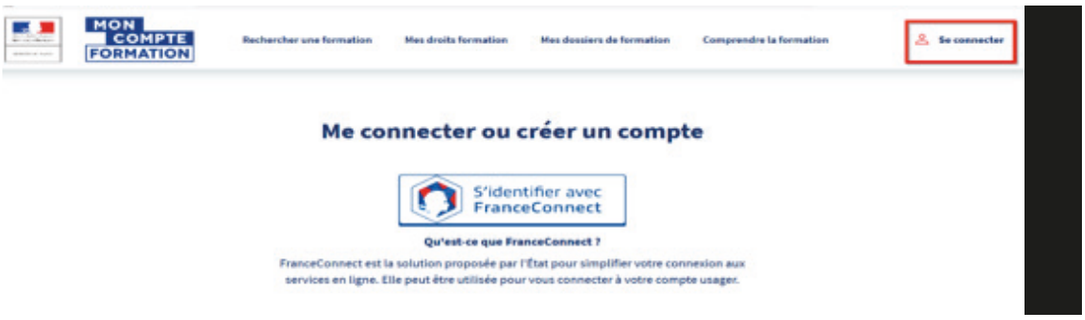
**Étape 3 :** Renseigner les données personnelles obligatoires : numéro de sécurité sociale, nom de naissance, courriel

**Étape 4 :** Valider le contrôle de sécurité (captcha)

**Étape 5 :** Choisir un mot de passe composé de 8 caractères minimum, 1 majuscule, 1 minuscule et 1 chiffre

Après avoir validé les conditions générales d'utilisations (CGU), vous recevrez un courriel vous confirmant l'activation de votre compte.

## Autre possibilité pour créer son compte, s'identifier avec France Connect :




**Étape 1 :** Cliquer sur le bouton en haut à droite « se connecter »

**Étape 2 :** Cliquer sur le bouton au centre s'identifier avec France Connect

**Étape 3 :** Sélectionner le compte déjà utilisé (Ameli, Impôt, IDN La Poste ou Mobile Connect)

**Étape 4 :** Saisir votre identifiant ou votre mot de passe du compte sélectionné

Fiche n°23

# Repères sur le compte personnel de la formation (CPF)

**Différentes modalités de formation sont déployées au sein de la collectivité.**
**L'ensemble des dispositifs et modalités sont détaillés dans le règlement formation accessible sur :I-Doo/Espace RH /Ma formation au Département.**

Le plan de formation trace quant à lui les contours de la politique formation, sur la base d'axes prioritaires et d'actions de formation conçues dans le cadre d'un travail rapproché avec les Directions et services. Il est également accessible sur I-Doo/Espace RH /Offre de formation.

**Au-delà des formations statutaires ou règlementaires obligatoires, deux grands axes de formation se déclinent :**

**Formation de perfectionnement**

en lien direct avec les missions exercées

**Dispositifs en vue d'une évolution professionnelle avec mobilisation du CPF**

sans lien avec les missions exercées

Formation individuelle CNFPT/hors CNFPT

Bilan de compétences ou atelier de construction de son projet d'évolution professionnelle CNFPT

VAE et ateliers VAE proposés par le CNFPT

Formations de groupe organisées par le Département

Formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle

Dépôt des demandes :

À tout moment de l'année, dans le cadre d'une demande d'inscription individuelle (sauf dispositions particulières) ou lors d'un recensement pour les formations de groupe organisées en interne.

Dépôt des demandes :

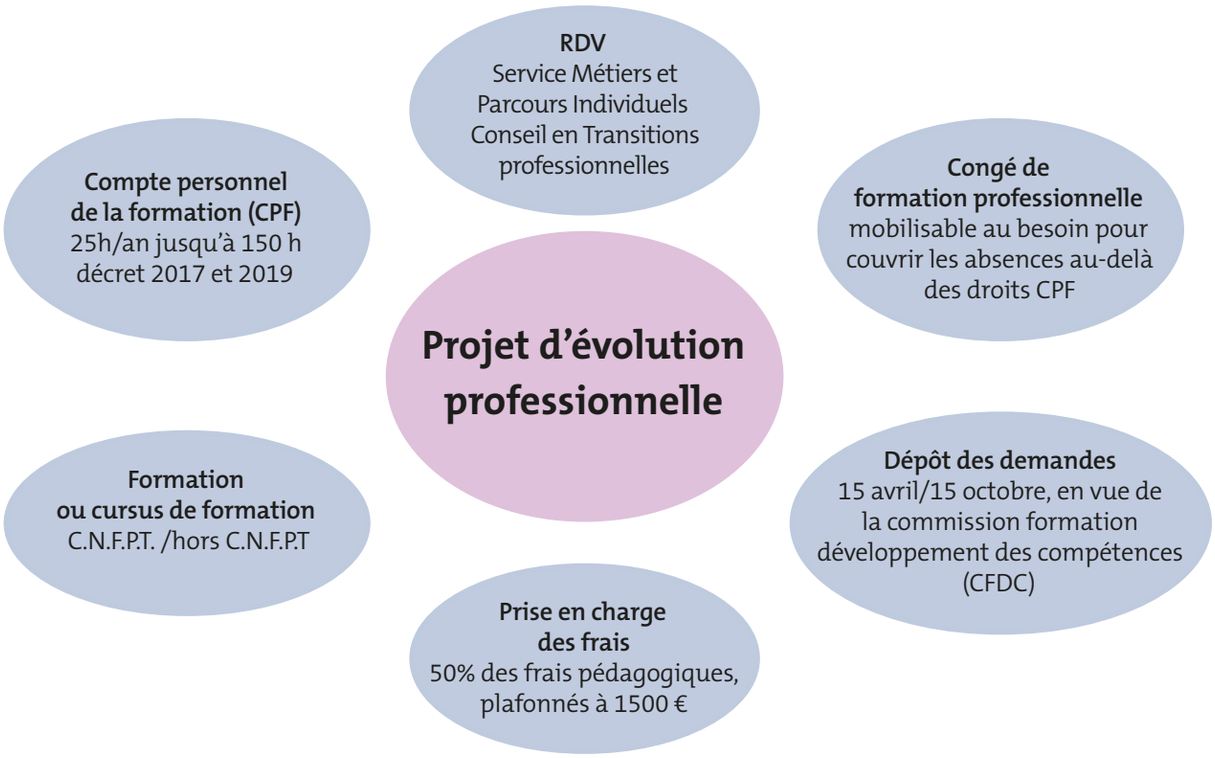
15 avril / 15 octobre

Préparation aux concours et examens :

Dépôt des demandes lors du recensement bi-annuel du CNFPT vers les 1er mars et 15 septembre

## FOCUS sur la formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle et le compte personnel de la formation (CPF)

Le compte personnel de formation peut être mobilisé en vue de réaliser une formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle. Ce projet d'évolution professionnelle peut s'inscrire dans le cadre d'un souhait d'évolution de carrière, de mobilité interne ou externe, de réorientation professionnelle.




- Si vous êtes agent de catégorie C et que vous n'avez pas de diplôme de niveau supérieur au brevet des collèges, vous pouvez réaliser la démarche requise sur votre portail CPF afin que votre compteur soit alimenté de 50h par an, dans la limite d'un **plafond global de 400 heures**.
- L'alimentation des compteurs est réalisée par la Caisse des Dépôts et Consignation au plus tard le 30 avril de l'année N+1 pour les droits acquis l'année N. Pour les agents publics, votre compteur est affiché en heures et ne peut pas faire l'objet d'une monétisation en euros.
- Préalablement au dépôt d'une demande, veuillez solliciter un rendez-vous au Service Métiers et Parcours Individuels, Conseil en transitions professionnelles.
- Les parcours n'incluant que des formations CNFPT construits et engagés avec l'appui du service Métiers et Parcours Individuels, peuvent être validés à tout moment de l'année.

Vous trouverez les informations essentielles au sujet de la formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle dans le Règlement formation / Fiche 14.

**Pour des informations actualisées sur le CPF, consultez le Portail de la fonction publique / rubrique CPF.**

Fiche n°24

# Formation et changement de poste

| | **Typologie de formation/ éligibilité** |
|---|---|
| **CHANGEMENT DE POSE VALIDÉ : MOBILITÉ PROFESSIONNELLE ACTÉE** | |
| **Interne** | Formation de perfectionnement (sur futur poste) |
| **Externe** au sein de la FPT | Possibilité de formation CNFPT<br>Autres formations relèvent du futur employeur |
| **Externe** privé | Formations relèvent du futur employeur |
| **CHANGEMENT DE POSTE ENVISAGÉ : PROJET D'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE** | |
| **Interne** | Possibilité de formation CNFPT<br><br>Possibilité d'accompagnement au titre de la formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle (Cf. Fiche 14) |
| **Externe** secteur privé | |

Fiche n°25

# Devenir formateur interne

Le Département encourage les agents qui le souhaitent à devenir formateurs internes dans leur domaine de compétences.

## DEFINITION

Le formateur interne est un agent qui, indépendamment de son statut, de son grade et de son affectation possède des connaissances et des savoirs-faires spécifiques régulièrement actualisés.
Il en assure la diffusion et la transmission au sein de la collectivité.

## MODALITÉS

Inscrite ou non sur la fiche de poste de l'agent, l'activité formation s'exerce sur le temps de travail, ce qui suppose nécessairement un accord de la hiérarchie. À cet effet, une convention est signée entre le formateur, son supérieur hiérarchique et la DRH.

## CONDITIONS

Une action de formation n'est pas une action d'information.
Elle nécessite une durée minimale suffisante (3 heures en présentiel ou 2 heures en distanciel).
Elle s'appuie sur un programme pédagogique précis. Toutes les informations utiles sur ces formations, en particulier leur durée, leur programme, leurs objectifs, les supports de formation ainsi que le public auquel elles s'adressent sont tenues à disposition par la DRH.

## VOUS SOUHAITEZ VOUS ENGAGER ?

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à vous rapprocher de la DRH-SMPI-Pôle développement des compétences.

## Vos interlocuteurs à la direction des ressources humaines

### DRH-Service Métiers et Parcours Individuels, Pôle développement des compétences

Pour nous contacter ou pour plus d'information, consulter l'Espace RH / rubrique formation concours stage.

Doubs le Département

DRH Direction des Ressources Humaines

| Conseil départemental du Doubs du 27 juin 2022 | Rapport n° 407 |
|---|---|
| | Commission[s] : 44 |
| | Timbre : DGS / DRH |

# EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES

RESSOURCES HUMAINES - POLITIQUE SALARIALE ET GESTION DES CARRIERES

## Objet : Mise à disposition d'un agent

## INTRODUCTION

En application des articles 61, 62 et 63 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, les agents départementaux peuvent, sous certaines conditions, être mis à disposition d'une collectivité territoriale et de ses établissements publics ou d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs.

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation la prolongation de la mise à disposition de Madame Sophie BOUVET, ingénieur principal, auprès de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs, pour en assurer la direction. Cette mise à disposition sera prolongée du 1er juillet au 30 septembre 2022 inclus, à hauteur de 60 % de son temps de travail, et dans la limite du recrutement du futur directeur de l'ADAT.

La convention, jointe en annexe du présent rapport, précise que cette mise à disposition fait l'objet d'un remboursement par l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs, au Département, de la rémunération de Madame Sophie BOUVET, ainsi que des cotisations et contributions afférentes.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

# DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 407** présenté sous le timbre **: DGS / DRH** ;

Vu l'avis de la commission n°4 ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve la mise à disposition, avec remboursement, de Madame Sophie BOUVET auprès de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs, du 1er juillet au 30 septembre 2022 inclus, à hauteur de 60 % de son temps de travail. Les modalités de mise à disposition sont définies par la convention figurant en annexe au rapport,

Autorise Monsieur le 1er Vice-Président du Département, à signer, au nom de la Collectivité, ladite convention.

*La Présidente du Département,*

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 09/06/2022
Qualité : DELIBERATIONS

# ANNEXE AU RAPPORT

## 1 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE**
**Madame Sophie BOUVET,**
**Ingénieur principal**

Entre

- Le Département du Doubs, représenté par son Vice-Président, Monsieur Ludovic FAGAUT, d'une part,

Et

- L'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs, représentée par sa Présidente, Madame Christine BOUQUIN, d'autre part,

Vu les titres I et III du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la délibération lors de sa séance du Conseil Départemental du 27 juin 2022 autorisant la signature de la convention de mise à disposition de Madame Sophie BOUVET ;

Vu l'accord de Madame BOUVET quant à sa mise à disposition auprès de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs ;

La présente convention a été transmise à Madame BOUVET, dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi ;

**Il a été convenu ce qui suit :**

**Article 1er** : Objet et nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition.

Madame Sophie BOUVET, ingénieur principal, est mise à disposition auprès de L'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs pour assurer au sein de cette entité les fonctions de directrice, à hauteur de 60% de son temps de travail.

**Article 2** : Durée de la mise à disposition

Cette mise à disposition est établie pour la période du 1er juillet 2022 au 30 septembre 2022 inclus, dans la limite du recrutement du futur directeur de l'ADAT.

**Article 3 :** Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition.

Le Département du Doubs reste l'employeur de Madame BOUVET.

Pendant le temps où elle est mise à disposition, Madame BOUVET est placée sous l'autorité de la Présidente de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs.

En sa qualité d'employeur, le Département du Doubs continue à gérer la situation de Madame BOUVET sur les plans administratif et financier sur la base des règles générales applicables à l'ensemble des fonctionnaires territoriaux.

Madame BOUVET continue à percevoir la rémunération correspondant à son grade et à l'emploi qu'elle occupe dans son administration d'origine.

**Article 4** : Frais de déplacement

Tout déplacement, en dehors de BESANCON, lié aux fonctions de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs sera pris en charge par cette dernière.

**Article 5** : Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du fonctionnaire mis à disposition.

En cas de faute disciplinaire, le Département du Doubs est saisi par la Présidente de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs.

**Article 6** : Dispositions financières

L'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs rembourse au Département du Doubs la rémunération de Madame BOUVET, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

**Article 7** : Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Besançon.

Fait à Besançon, le

| | |
|---|---|
| *La Présidente de l'Agence Départementale d'appui aux Territoires du Doubs* | *Le Vice-Président du Département* |
| *Christine BOUQUIN* | *Ludovic FAGAUT* |